Kampala (1880-1993) Histoire, société et espaces urbains

Bernard Calas

▶ **To cite this version:**

Bernard Calas. Kampala (1880-1993) Histoire, société et espaces urbains. Géographie. Université de Paris X-Nanterre, 1994. Français. NNT : . tel-01260010

HAL Id: tel-01260010
https://shs.hal.science/tel-01260010

Submitted on 21 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

KAMPALA

1880-1993

Bernard Calas

I. F. R. A.
P. O. Box 58480
Nairobi Kenya

IFRA LIBRARY

Kampala (1880-1993)

Histoire, société et espaces urbains.

Thèse pour le doctorat de géographie de l'Université de Paris X-Nanterre, soutenue le 7 janvier 1994.

Directeur de recherche : M. Jean-Pierre Raison, Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre.

IFRA

IFRA000005

No. d'inventaire
Date 31/10/95
Cote CAL T 301.361

IFRA BIBLIOTHEQUE
P.O. BOX 58480
NAIROBI
Date de retour

15 NOV 1995

Pour ma Femme Muriel, sans qui ce travail n'aurait pas vu sa fin, en espérant que d'autres missions tropicales suivront,
Pour Arthur, le petit Africain, en espérant qu'il n'oublie jamais qu'il est né du bon côté de la barrière,

Pour ma grand-mère et son goût du travail bien fait,
Pour mon grand-père, pour qui l'Université représente encore "Quelque Chose",

Pour ma Mère qui a su me donner le goût des "Études",
Pour mon Père qui me fit découvrir les cartes et le goût des grands espaces.

Au moment de conclure ce travail de recherche, débuté le 17 décembre 1987, rue Malher à Paris, grâce à une réunion organisée par Jean Copans, alors directeur de Centre de Recherche d'Echanges et de Documentation Universitaire (CREDU) de Nairobi, lors de laquelle nous avions rencontré Gérard Prunier, seul spécialiste français sur l'Ouganda, une foule compacte et bigarrée de visages se presse devant nous. Tout travail de recherche est le fruit d'une coopération étroite, parfois involontaire mais toujours réelle, entre le chercheur et une multitude d'intervenants aux statuts variés, qu'il convient ici de remercier.

Que tous les Ougandais qui ont consacré du temps à tenter de nous faire comprendre la réalité de leur pays soient ici chaudement remerciés. *Mwebale nio, nio, nio Baseebo ya baniabo* [1].

Parmi ceux ci, notre gratitude va en premier lieu à Richard Kiwanuka et à l'ensemble de sa famille, sa femme Léa et son père. Richard fut notre principal informateur. Sans lui, il est certain que cette recherche n'aurait pas vu son terme. Avec cette gentillesse et ce calme tout *muganda*, il a toujours répondu à nos questions les plus saugrenues, mis à notre disposition ses connaissances et ses relations, rectifié adroitement certaines de nos erreurs diplomatiques.

Les enseignants du département de géographie de l'université de Makerere, en particulier Ebukali Okwi et le Docteur Victoria Mwaka, nous ont grandement aidé, en 1988, à faire nos premiers pas dans le labyrinthe administratif ougandais, puis à comprendre la réalité kampalaise.

Edouard Aaron Mugabi et Ellis Kamugisha de l'*Institute of Public Administration* (IPA) nous ont considérablement aidé à comprendre le fonctionnement urbain à une échelle générale. Edouard, spécialiste de l'administration locale et de la gestion urbaine, a mis à notre disposition ses réseaux et ses connaissances pour nous faire pénétrer l'univers municipal. A l'intérieur de celui-ci, l'assistance efficace de Monsieur Sempewo, secrétaire général de mairie, nous a permis d'avoir accès à certains dossiers importants.

Innocent Kahima, Juliette, Rose, Félix et Daoudi, jardiniers et domestiques, étonnés puis intéressés par notre travail, ont dépassé la distance culturelle qui nous sépare, pour nous faire comprendre la façon dont vivent les Kampalais.

Nous n'oublions pas David Kashada et Andrew Bwiragura, pour les informations qu'ils nous ont apportées sur les marchés fonciers et immobiliers.

Que Constance Ossya se voit remercier pour l'aide que son sourire et sa bonne humeur nous ont constamment apportée, mais aussi pour nous avoir introduit auprès des cadres de la paroisse de Saint Stéphane de Luzira.

---

[1] : "Merc. beaucoup, beaucoup, beaucoup, Messieurs, Dames".

Les chefs de quartier et les habitants de Munyonyo, Kiwafu, Kialiwajjala, Naguru, Nakawa, Kyebando, Kanyanya, Nakasero, Makerere-Kivulu, Kagugube, Lugala, Jukko doivent être remerciés pour la gentillesse et la politesse de leur accueil.

Trois expatriés méritent nos remerciements les plus vifs pour les informations de première main qu'ils ont bien voulu nous donner : James Mac Coy du *Departed Asians' Properties Custodian Board*, Wilkem Huber du Ministère du cadastre et de la terre et Charly Earle du *First Urban Project*.

Un chercheur travaillant dans un milieu inconnu aussi aléatoire que l'était l'Ouganda en 1988 ne peut négliger aucune piste et doit se constituer un carnet d'adresse, un réseau. Les premiers pas sont les plus difficiles, un processus de boule de neige s'engageant par la suite assez rapidement. En débarquant à Entebbe en juin 1988, nous avions seulement deux adresses : celle des Pères Blancs et celle du Conseiller Culturel de l'Ambassade de France.

Le Régional des Pères Blancs, le Père Christian Gillain, nous a fait sentir la spécificité ougandaise et la profondeur historique que le paysage kampalais exprimait. Il a guidé nos premiers pas, qu'il en soit remercié et avec lui les Pères Louis Raison qui, à Paris nous avait donné son adresse, et Michel Jingras, prêtre de la paroisse de Old Kampala dont les informations nous ont été très précieuses.

Les Français d'Ouganda nous ont aidé matériellement en nous hébergeant. Nous remercions plus particulièrement Jérôme Corjon, Jocelyne Lemoine, Christian et Laura Pennec, Eric Tiberge, Henri Martin et Christophe et Rosemarie Girardot. Une pensée particulière et des liens d'amitié durables nous lient maintenant à Denis Masson, ancien Volontaire du Service National à *l'IPA*, qui a su comprendre notre perspective de recherche, et nous a fait rencontrer un nombre impressionnant d'Ougandais. Il a également participé activement à notre recherche en réalisant des enquêtes sur les marchés. Nous ne manquons pas de penser également à Jean-Daniel Neveu, Conseiller Culturel auprès l'Ambassade de France à Kampala, aujourd'hui en poste à Accra, qui n'a pas hésité à organiser des dîners souvent fortement arrosés et donc très utiles pour délier les langues, lier et resserrer les contacts avec les universitaires, les journalistes et les ministres.

Nous remercions nos anciens collègues de Lyon II, qui ont eu la gentillesse d'adapter leurs emplois du temps annuels, pour nous permettre de partir en mission sur le terrain en avril 1989, en février-mars 1990 et en octobre 1990.

Nous voudrions remercier les personnes qui ont bien voulu nous faire confiance en nous accordant des financements quand nous débutions notre thèse - Jean Copans directeur du CREDU, Alain Dubresson directeur du Centre d'Etude et de Géographie sur l'Afrique Noire (CEGAN) -. Nous les remercions également, ainsi que Jean-Pierre Raison, notre directeur de thèse, pour avoir activement soutenu notre candidature au poste de pensionnaire scientifique au CREDU, que nous a proposé en 1990 Alain Ricard le directeur.

Que Colette Le Cour Grandmaison, actuelle directrice de l'Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA, l'ex-CREDU), reçoive ici l'expression de notre profonde gratitude et toute notre reconnaissance. A peine arrivée, elle a su accepter les directives de M. Yves Saint Geours, et nous a vivement encouragé à reprendre nos recherches, afin de les mener à terme. Elle a reconnu qu'il était impossible de travailler dans les locaux de l'IFRA au quatrième étage de *Mandeleo house*, et nous a autorisé à travailler chez nous le plus souvent possible; c'est depuis qu'elle est arrivée que nous avons pu retourner en Ouganda.

Enfin, Gérard Prunier doit être vivement remercier pour les avis éclairés et les précisions historiques et politiques, qu'il a toujours su nous donner, [illegible] pour les contacts qu'il a

bien voulu nous présenter. Ses conseils n'ont jamais manqué de pertinence et d'efficacité. Nous le remercions également de nous avoir prêter sa maison de Munyonyo.

André Vant, Professeur à l'Université de Saint-Etienne, nous a encouragé dès l'automne 1989, quand nous lui avons présenté notre premier article sur Kampala, à persévérer sur la voie de la géographie sociale. Celle-ci s'est révélée d'autant plus fructueuse, qu'André Vant est venu nous guider sur le terrain pendant un mois en février-mars 1992.

Enfin, Jean-Pierre Raison, Professeur à l'Université de Paris X Nanterre, n'a pas ménagé ses encouragements et son attention pour diriger cette recherche sur un terrain inconnu qui lui tient pourtant à cœur. Nous sommes fier d'avoir travaillé sous sa direction et de la confiance qu'il nous marque.

Christiane Calas - ma mère -, François Grignon - VSN à l'IFRA de Nairobi -, Françoise Crémoux - linguiste et néanmoins amie - ont relu ce texte pour le décaper de ses fautes et de ses impropriétés. Celles qui restent sont à porter au crédit de notre seule inattention.

Nous ne pouvons achever sans de chaleureux remerciements à Jacques Colombani, représentant de l'ORSTOM en Afrique de l'Est, qui, dans un pays où les ordinateurs montrent une fâcheuse propension à tomber en panne, n'a pas hésité à nous prêter l'un des siens au moment crucial des dernières pages.

"-Elle est bien belle, votre planète. Est-ce qu'il y a des océans?
-Je ne puis pas le savoir, dit le géographe.
-Et des villes et des fleuves et des déserts?
-Je ne puis pas le savoir non plus, dit le géographe.
-Mais vous êtes géographe!
-C'est exact, dit le géographe, mais je ne suis pas explorateur. Je manque absolument d'explorateurs. Ce n'est pas le géographe qui va faire le compte des villes, des fleuves, des montagnes, des mers, des océans et des déserts. Le géographe est trop important pour flâner. Il ne quitte pas son bureau. Mais il y reçoit des explorateurs. Il les interroge, et il prend en note leur souvenir."

Antoine de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*; NRF, Gallimard, Paris, 1946, p. 54-55

Introduction

Pourquoi Kampala [2]?

Le choix d'un terrain de thèse relève souvent de la combinaison du hasard et de la volonté.

Le point de départ de cette recherche n'est pas un questionnement théorique, mais une interrogation plus personnelle sur notre capacité, en tant que géographe, à présenter un espace peu connu tel que l'est Kampala. Ce souci originel nous a rapidement conduit à privilégier l'approche monographique. En effet, "la vertu des monographies d'histoire d'entreprises [mais tout aussi bien des villes africaines] est de fournir du matériau brut homogène permettant de mieux comprendre les conditions dans lesquelles [elles] se [sont] construit[es]" [3]. Dès lors elle s'impose comme méthode opératoire, dimensionnée à l'objet qu'elle a vocation de décrire sous toutes ses facettes. Sa portée est certes beaucoup moins théorique et plus contingente que l'approche comparative, mais elle semble plus réaliste et adaptée aux contextes de pénurie documentaire et de rétention généralisée de l'information. L'Ouganda au sortir de vingt années de guerre civile était un terrain vierge. Initialement nous pensions pouvoir compter sur les mémoires d'étudiants des départements de géographie, d'histoire, de sciences politiques de l'Université de Makerere. Mais devant la médiocre qualité de ces travaux, il nous a fallu nous résoudre à travailler seul. La monographie constituait la solution pratique à la (ré)-intégration de l'Ouganda dans le champ de la recherche géographique française. De plus, la monographie permet de regarder le local comme un laboratoire d'expérimentation réelle offrant des matériaux relativement faciles à collecter et à manipuler.

Nous voulions tester la validité opérationnelle, en terme de production de connaissance, des savoirs et des méthodes accumulés au cours des enseignements suivis à l'université. Ce travail, outre sa portée scientifique propre mesurable en terme d'informations nouvelles produites, se comprend donc également comme un bilan scientifique personnel provisoire. Nos savoir-faire géographiques étaient-ils capables de faire comprendre une réalité complètement nouvelle parce que délaissée? Nous pensons que la géographie tire une partie, mais une partie seulement, de sa légitimité, non pas tant de son autonomie institutionnelle, ni de l'existence d'une approche spécifique qui lui réserverait l'espace comme objet d'étude,

? savoir faire

---

2 : Une carte de situation des principaux quartiers de Kampala est collée en page 3 de la couverture. Dépliée, elle permet au lecteur de situer les lieux dont il est question dans le texte.

Kampala signifie la colline de l'impala. C'est aujourd'hui le nom de la capitale ougandaise, après n'avoir été que le nom de la colline sur laquelle le colonisateur s'est d'abord installé en 1890, et qui aujourd'hui s'appelle Old Kampala.

3 : Saussois (J.-M.), "L'invention de la grande entreprise (1880-1900)", *in* Sainsaulieu (R.) (dir.), *L'entreprise, une affaire de société*, Presses de la FNSP, Paris, 1992, p. 36.

mais de sa capacité à synthétiser plus facilement et rapidement que d'autres sciences sociales les caractères saillants nécessaires à la compréhension d'un système social total comme l'est une ville. L'intégration heuristique définit comme "le rassemblement ordonné des informations et procédures d'origines différentes dans un même mouvement de la recherche scientifique" [4] se présentait comme méthode de collecte et de présentation des données. Il y a quelque paradoxe à vouloir présenter synthétiquement une ville sous étudiée. Ceci ne nous a pas échappé. Nous pensons cependant que la synthèse scientifique présente deux aspects différents : synthèse des études et synthèse des observations. Les monographies portant sur les métropoles africaines comme l'ouvrage *Abidjan "côté cours"* [5] nous paraissent généralement relever du premier type. Une géographie "exploratoire" s'exprime plus volontiers dans un contexte de faiblesse cognitive, et sa vocation synthétique se comprend dans une perspective globale de la recherche, où ses travaux constituent non pas un bilan, mais un commencement susceptible de lancer le débat. En contribuant à combler partiellement une lacune du savoir géographique, nous ne souhaitons pas clore un débat, mais au contraire le lancer et inciter d'autres chercheurs à venir se pencher sur les espaces et les sociétés ougandaises, et à nous nuancer, voire à nous contredire.

Cette volonté s'appuyait sur le constat plus général du déséquilibre de la recherche française, hypertrophiée en Afrique occidentale et centrale par rapport à ses lacunes sur l'Afrique orientale. Or, cet ensemble ne rassemble pas moins de 60 millions d'habitants. L'Ouganda à lui seul compte 16 millions d'habitants. Mais, aucune thèse de géographie française ne lui a été consacrée. Lutter contre ce déséquilibre en retrouvant la vocation "exploratoire" de la géographie nous semblait *a priori* un projet intéressant.

Le pari de départ était donc d'étudier une grande ville délaissée par les universitaires, et de produire un travail qui puisse servir de clef introductive à la compréhension globale des changements géographiques à l'œuvre dans cette ville. Une rencontre opportune avec Gérard Prunier, qui nous incita vivement à venir travailler en Ouganda, scella le choix de Kampala, auparavant pressentie parmi quelques autres villes dont N'Djamena, Harare, Lusaka et les villes de la *Copper Belt* zambienne. Ces villes avaient en commun d'être peu connues en France, et d'avoir subi des chocs politiques ou économiques majeurs. L'existence de tels événements avaient été un de nos premiers critères de sélection, car nous cherchions également à nous intéresser aux mécanismes de production et de structuration de l'espace dans un contexte traumatisant, afin de voir si ce contexte modifie radicalement ou non les règles du jeu urbain observées ailleurs sur le continent africain. Comment la violence affecte-t-elle la production de l'espace urbain ? La question et la rencontre avec Gérard Prunier nous orienta vers Kampala.

Le choix de Kampala expliqué, il convient de souligner que, au cours de ce travail, nous avons compris la ville comme étant limitée par son périmètre municipal actuel. L'amplitude du territoire municipal (environ 200 km^2) compliquait déjà notre tâche. Mais nous sommes bien conscient que l'espace urbain kampalais parfois déborde le périmètre municipal. Ainsi, l'axe qui, sur 40 kilomètres, mène de Kampala à Entebbe, présente-t-il des caractéristiques paysagères proches de certains quartiers urbains. Mais pour des raisons de temps et d'accès à la documentation - pour disposer d'informations officielles sur cette zone, il aurait fallu multiplier les prises de contact et les entretiens avec des responsables du district de Mpigi - nous nous sommes limité à la municipalité de Kampala (*Greater Kampala area* administré par le *Kampala City Council (KCC)*). D'autre part, l'espace sous la juridiction du KCC étant vaste, de grandes portions s'apparentent encore à l'espace rural baganda. Aussi fournissent-

---

4 : Brunet (R.), Ferras (R.), Théry (H.), *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, RECLUS-La Documentation Francaise, Montpellier-Paris, 1992, p. 258.

5 : Antoine (P.), Dubresson (A.), Manou-Savina (A.), *Abidjan "coté cours"*, Karthala-ORSTOM, Paris, 1987, 274 p.

elles amplement matière à l'étude des processus de production d'espaces urbains périphériques.

Notre parti pris initial était donc d'étudier les mécanismes de croissance et de structuration géographiques dans une ville d'Afrique Noire presque totalement vierge d'études universitaires françaises.

La méthode d'approche

Le revers de cette approche en terrain presque totalement inconnu était l'absence d'une documentation accessible, et l'inexistence d'un réseau déjà formé et informé sur l'espace que nous souhaitions prendre en considération. L'histoire troublée de l'Ouganda a creusé encore plus ce vide documentaire. En effet, entre 1975 et 1988 extrêmement rares sont les chercheurs qui se sont introduits dans le pays. Les universitaires ougandais eux-mêmes ont pour la plupart soit cessé de produire, soit émigré sous des cieux plus hospitaliers. Aussi, en juin 1988, débarquant en Ouganda, nous n'avions qu'une très vague idée des paysages et de la société, que nous allions rencontrer.

Notre méthode d'approche a donc dû s'adapter à ce dénuement initial.

L'apprentissage de la ville et la perception des différenciations paysagères nous ont demandé de longs mois au cours desquels nous avons développé "un impressionnisme à multiples facettes". C'est-à-dire que nous n'avons pas tenté d'ordonner ou de gérer notre appréhension de la ville en fonction d'une problématique préétablie. Ce point de vue global est resté le notre jusqu'à la fin. Il ne s'agit pas de rendre compte d'un aspect particulier de la ville. Notre propos est d'offrir une vision synthétique. Ce souhait nous a imposé deux échelles distinctes : l'échelle urbaine et l'échelle intra-urbaine, c'est-à-dire l'appréhension de la ville à la fois comme lieu et comme espace. Nous avons repris à notre compte, en l'appliquant à ce lieu et à cet espace singulier qu'est Kampala la question géographique essentielle : **comment, pourquoi et par qui les lieux et les espaces sont-ils produits et structurés** ?

Ce faisant, la ville s'est d'abord imposée à nous, sous ses différents aspects. De longues pérégrinations à travers la ville et ses environs ont complété l'analyse des missions photographiques aériennes disponibles (1973, 1983 puis 1991). Nous avons discuté avec des Kampalais de tous horizons pour saisir leurs problèmes et la façon dont ils vivaient dans cette ville.

Une fois la forme et les problèmes essentiels perçus, il nous a fallu tenter d'en comprendre les mécanismes explicatifs et les processus de production, c'est à dire plonger vers les acteurs afin de savoir qui ils sont, et de comprendre leurs pratiques et leurs stratégies. Cette seconde phase s'est appuyée essentiellement sur des enquêtes : enquêtes démo-architecturales menées dans douze quartiers différents, enquêtes semi-formelles et observations participantes. Nous avons préféré insérer dans le développement la description méthodologique de ces enquêtes dont les conditions de réalisation déterminent en partie les résultats.

Enfin, le contexte original du rétablissement de la sécurité, de la réintégration de l'Ouganda dans le concert des Nations et de la politique de *rehabilitation* [6], a provoqué un accroissement spectaculaire des missions d'expertise de toute sorte dont le premier souci est, généralement, de faire un état des lieux. Ce processus cognitif en cours a commencé à produire ses premiers fruits à partir de 1989 environ. Notre travail est redevable à plus d'un titre à cette littérature grise, indubitablement précieuse malgré sa finalité essentiellement technocratique, ses prémisses idéologiques discutables et ses lacunes certaines.

---

6 : La politique de réhabilitation (*rehabilitation*) est la politique menée depuis 1986 par le gouvernement du Mouvement de la Résistance Nationale (*National Resistance Mouvement*, NRM).

Néanmoins, il convient de garder en mémoire que la difficulté du terrain ougandais est grande, non pas tant à cause des conditions matérielles ou du coût de la vie, qu'à cause des contraintes propres que le contexte géopolitique fait peser sur la collecte des informations. D'une part, la relative rareté des informations disponibles sur le pays, alors que l'accroissement fantastique du nombre de projets internationaux gonfle la demande, en accroît le prix, et rend leur accès hasardeux. Le moindre dossier se monnaye. D'autre part, 20 ans de troubles ont ancré la méfiance vis à vis de l'étrangerau cœur des pratiques sociales. Sans qu'on retrouve en Ouganda l'attitude kenyane à l'égard du Blanc et de l'étranger en général, il est certain que la pénétration du milieu ougandais est rendue difficile par ce repli sur soi des individus. Enfin, l'extrême difficulté de la survie en ville impose à chaque Kampalais la pluri-activité qui donne au temps une valeur pratiquement monétaire. Ces deux dernières attitudes entravent la constitution d'un réseau d'informateurs solides.

Au total, les sources dont nous disposons sont donc extrêmement diverses.

En 1988, le recensement de la cartographie disponible montrait une situation catastrophique, puisque la couverture la plus récente remontait aux années 1960. Elle n'était disponible en totalité qu'à la cartothèque de l'université de Makerere, où sa seule consultation se faisait contre espèces sonnantes et trébuchantes. Au service cartographique national, le *Lands and Survey Department*, seule la moitié de ces cartes étaient à vendre, le stock des autres ayant disparu. Au fur et à mesure que le temps passe, la situation s'améliore cependant. En 1989, nous avons trouvé une couverture au 10 000e, élaborée à partir des photographies aériennes de 1983, par l'équipe du *Block Mapping Program* financée par l'agence de coopération allemande (la GTZ) et animée par des coopérants allemands. En février 1990, une nouvelle couverture aérienne de la ville a été entreprise à la demande du *Lands and Survey Department*, encore grâce à des financements allemands. D'autre part, un travail de compilation des informations nécessaires à l'élaboration d'un nouveau schéma directeur de la ville a permis un inventaire cartographique utile de la part du *Department of Physical planning* du *Ministry of Housing and Urban Developement*. Mais les limites de ce travail apparaissent clairement. Lorsque, par exemple, on se penche sur les équipements sociaux, on constate que les seuls équipements médicaux et scolaires recensés et cartographiés sont les équipements publics, religieux ou privés enregistrés. Or, la crise de l'emploi et la détérioration des infrastructures sociales ont provoqué la création spontanée et non enregistrée de nombre d'écoles et de dispensaires voire de cliniques. Afin de pallier de telles lacunes, un recensement exhaustif aurait été nécessaire, mais n'était pas à la mesure d'un seul chercheur. Aussi, avons nous souvent préféré effectuer des coups de sonde. Cette méthode qui tourne le dos à la quantification statistique se justifie cependant pleinement, puisque l'objectif principal de notre travail est de démonter des processus plus que de décrire un état.

Parmi les autres sources secondaires et écrites dont nous avons disposées, il faut distinguer la presse. Dans un pays de tradition anglophone l'importance de la presse ne doit pas surprendre. En 1992, on ne compte pas moins de quatre à cinq quotidiens et deux hebdomadaires. La qualité de l'impression et de la couverture médiatique s'est grandement améliorée en cinq ans. Par exemple le principal quotidien, *New Vision*, d'obédience gouvernementale, s'est vu grossir de 8 à 20 pages entre 1988 et 1992. La relative liberté de cette presse contraste avec la situation en Afrique francophone. C'est pourquoi elle nous a été très utile, et nous y ferons fréquemment référence.

Enfin, les Kampalais eux-mêmes ont été notre source d'information privilégiée. Des entretiens avec des responsables des services chargés de la gestion urbaine (Cadastre, Urbanisme, régies d'adduction d'eau et d'électricité, sociétés de promotion immobilière) tant au niveau central que municipal ont été menés et complètent les enquêtes de terrains.

La méthode d'exposition.

La question qui orienta notre approche de la ville : comment pourquoi et par qui est produit et structuré l'espace urbain détermine notre problématique. Le propos est de montrer quels sont les mécanismes de production et de structuration de l'espace kampalais.

Le contexte ougandais ne pouvait être ignoré. Au départ nous pensions qu'il se limitait à l'originalité d'une guerre civile. Mais en fait, celle-ci est le produit d'une trajectoire historique singulière, dont l'épure générale, qui est grossièrement la même que celle des autres pays d'Afrique noire, tourne essentiellement autour de la question de la formation de l'Etat. La particularité ougandaise tient d'une part aux modalités extrêmes, dont la guerre civile est l'expression exemplaire, que les avatars de la formation de l'Etat ont présentées, et d'autre part à l'existence d'un substrat pré-colonial singulier au regard de la question de la construction étatique et nationale. En effet, la localisation de Kampala au cœur du Buganda s'explique précisément par l'existence d'un proto-Etat de type royal et bantou. De plus, la question de l'intégration du Buganda dans la construction politique et territoriale ougandaise constitue l'épine dorsale de la vie politique depuis le début de la colonisation. Le problème de la place du Buganda dans l'Etat est au cœur de la violence ougandaise et de ses influences sur la production et la structuration de l'espace kampalais. Elle s'inscrit donc au centre de notre problématique, et ce d'autant plus que Kampala possède le redoutable privilège d'être la capitale politique et économique du pays. Ce statut particulier en fait le siège du pouvoir et à ce titre un enjeu spatial important. En définitive la question : comment la violence affecte-t-elle la production spatiale ? nous amène à creuser les racines historiques des rapports entre l'Etat et la ville. Répondre à cette question nécessite également une description du contenu et des causes de la violence. Ce détour par l'histoire est d'autant plus nécessaire que nous souhaitons rendre compte à travers ce questionnement sur la violence d'un processus, donc d'un phénomène doté d'une historicité, et dont l'élaboration en cours s'effectue dans le temps. Ainsi que l'expose René de Maximy, "le souci est de travailler à partir du présent [...]. C'est pourquoi la connaissance des processus, des mécanismes d'évolution qui façonnent [le] devenir [de la ville] est importante au premier chef. Mais ceux-ci ne naissent pas de rien et la compréhension de leur genèse, de leur historicité éclaire de façon claire leur sens et leur présent" [7]. C'est pourquoi nous avons décidé de commencer la présentation des résultats de notre travail par la présentation des étapes historiques des rapports entre l'Etat et la ville. Kampala porte la marque du siècle qui vient de s'écouler. L'ignorer serait passer à côté de quelques-uns des mécanismes explicatifs de ses paysages, d'autant que la conséquence essentielle de cette dynamique historique est la production d'une centralité attractive qui détermine, au delà d'une croissance démographique exponentielle dont il s'agira d'analyser les modalités, une spécification de l'espace urbain par rapport à son environnement rural.

Mais l'échelle de la ville n'est pas la seule qui intéresse le géographe, et, autant qu'un lieu spécifique, la ville constitue un espace différencié dont il faut rendre compte, car ce sont ces inégalités intra-urbaines qui révèlent la structuration et l'organisation urbaines et leurs mécanismes producteurs, c'est-à-dire, en fait qui dévoilent sa société dans sa réalité contemporaine. Dans la perspective d'une étude des relations entre la société et l'espace, l'analyse à une échelle intra-urbaine s'impose donc. Or, c'est la façon dont les habitants prennent en charge leur espace en vue de leur propre reproduction physique et sociale, qui, par les différentiels de valeur et d'usage qu'ils attribuent aux différents espaces, structure la ville. Nous retrouvons là les exigences de la géographie sociale. Or, "la géographie sociale pourrait être construite à partir des fonctions fondamentales de l'existence, en ne perdant pas de vue que chacune de ces fonctions est à envisager comme composante d'un réseau complexe d'interactions de nature diverse" [8]. Les besoins essentiels que cherchent à satisfaire

---

[7] : Maximy (R. de), *Kinshasa, ville en suspens, dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme. Approche socio-politique*, Paris. ORSTOM, 1984, p. 30.

[8] : Frémont (A.), Chevalier (J.), Hérin (R.), Renard (J.), *Géographie sociale*, Masson, Paris, 1984, p. 122.

les hommes sont de deux natures : besoin d'un abri, besoin d'une consommation régulière de calories. L'urbain, à travers la satisfaction de ces deux besoins vise à sa reproduction et à son maintien en ville. La quête du logement par une masse toujours croissante de personnes anime une mobilité centrifuge qui contribue à la production de l'urbanité, puis à la mise en valeur de l'espace. La quête de la nourriture quotidienne contribue à la mise au travail et à la création de lieu d'échanges. La localisation différenciée des activités et les flux qu'elle induit articule les différents éléments de l'espace urbain pour le constituer en système. La combinaison de ces deux mobilités participe à la structuration de l'espace urbain et à son appropriation par les urbains, c'est-à-dire à la constitution de territoires. C'est pourquoi notre second mouvement s'intéressera aux différenciations spatiales et à leurs déterminants, c'est à dire la façon dont les acteurs urbains utilisent leur espace, ce faisant, ce seront les mécanismes producteurs de l'urbanité, c'est à dire de centralité et d'espaces densément peuplés qui seront décrits.

L'idée générale qui sous-tend l'ensemble de notre travail est que la conjugaison de la dynamique historique pré-coloniale, coloniale et post coloniale, de l'influence du changement politique de 1986 sur la ville, et des dynamiques structurantes spontanées produisent la spécificité de l'espace urbain et de la société kampalaise et leurs structurations différenciées.

Au total, il s'agit donc autant de rendre d'un processus de production que de donner à voir le produit, c'est-à-dire la ville de Kampala en 1993.

IFRA LIBRARY

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'OUGANDA [9].

Population : 16,7 millions d'habitants.
Superficie : 241 038 km^2
Densité : 70 habitants par km^2

Produit Intérieur Brut en 1990 : 2,8 milliards de $ US.
Produit National Brut par habitant : 180 $ US.
Produit Intérieur Brut réel par habitant en 1990 : 524 $ US.
Produit Intérieur Brut réel par habitant en 1970 : 371 $ US.

Indice de Développement Humain (IDH) [10] en 1990 : 0,194 (146° rang sur 173) [11].
Indice de Développement Humain (IDH) en 1970 : 0,241[12].

Secteur Primaire en % du PIB : 67.
Secteur secondaire en % du PIB : 7.
Secteur tertiaire en % du PIB : 26.
Consommation des ménages : 94% du PIB.
Consommation du secteur public : 7% du PIB.
Investissement intérieur brut : 12% du PIB.
Epargne intérieure brute : -1% du PIB.
Recettes fiscales : 5% du PIB.
Taux de croissance annuelle des recettes fiscales entre 1972 et 1990 : -5,6.
Part des impôts directs par rapport aux recettes fiscales en 1990 : 6
Part des impôts directs par rapport aux recettes fiscales en 1972 : 24

Superficie émergée: 200 000 kilomètres^2;
Superficie boisée en % de la superficie émergée : 28.
Taux annuel de déboisement : 0,8%
Superficie arable en % de la superficie émergée : 25 ; (Kenya : 3,4).

Structure de la population active en 1989-1991 : agriculture : 86% ; industrie : 4% ; secteur tertiaire : 10%.

---

9 : Sources : UNDP, *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica, Paris, 1993, 255 p.

10 : L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indicateur introduit en 1990 par le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) pour mesurer de façon universelle le développement humain relatif de chaque pays. Quoique le concept de développement humain aille bien au-delà de la mesure qu'en propose l'indicateur, cet indice présente l'avantage par rapport aux PNB, PNB/h, et autres concepts économiques d'être une mesure synthétique, dynamique et moins purement économique. "L'Indice de Développement Humain est un indicateur composite comportant trois éléments-clés : la longévité, le niveau d'éducation et le revenu, qui sont combinés selon un processus en trois étapes pour calculer un indicateur moyen qui traduit, pour chaque pays, le "manque" dans les trois domaines pris en compte (pour une description technique détaillée, se reporter au *Rapport mondial sur le développement humain* - 1991, note technique 1, p. 100-102)". Les variables portant sur le niveau d'éducation et le revenu sont des variables ajustées, c'est-à-dire qui résultent de calculs combinant plusieurs données connnexes. Par exemple, le niveau d'éducation "est mesuré par deux variables : l'alphabétisation des aldultes et la moyenne d'années d'études. Le niveau d'instruction est calculé en affectant une pondération de deux tiers à l'alphabétisation et d'un tiers à la moyenne d'années d'études". Pour une évaluation de cet IDH et de ses critiques récentes voir : PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain-1993*, Economica, Paris, p. 110-129.

11 : France : 5 ; Rwanda : 0,186 ; Kenya : 0,36 ; Mali : 0,081.

12 : L'Ouganda appartient au groupe des pays dont l'IDH a reculé entre 1970 et 1990. Dans ce groupe se trouvent également le Pérou, le Soudan, l'Angola, le Bénin, la Zambie, la Papouasie-Nouvelle Guinée, le Nicaragua, le Mozambique, la Jamaïque et la Roumanie qui détient la palme du recul.

Structure de la population active en 1965 : agriculture 91% ; industrie : 3% ; secteur tertiaire : 6%.

Espérance de vie en 1990: 52 ans (hommes : 51,5 ; femmes : 53,7).
Espérance de vie en 1960 : 43 ans.

Taux de mortalité infantile en 1991 : 105.
Taux de mortalité infantile en 1960 : 133.

Taux de fécondité totale : 7,3.
Rapport du taux de fécondité actuel sur le taux de fécondité de 1960 : 106.

Taux d'alphabétisation des adultes (+ de 15 ans) en 1990 : 48,3% (hommes : 62% ; femmes : 35%).
Taux d'alphabétisation des adultes en 1970 : 41%.
Nombre d'élèves par maître : 35.
Part de la scolarisation technique secondaire par rapport à la scolarisation technique totale : 2,5%.
Scolarisation scientifique supérieure par rapport à la scolarisation supérieure totale : 37%.

Part de la population ayant accès à des services de santé en 1988-1990 : 71%.
Nombre d'habitants par médecin : 21 830.
Nombre d'habitants par infirmière : 2 050.
Nombre d'infirmières par médecin : 10,7.

Part de la population ayant accès à de l'eau potable en 1988-1990 : 15%. (Population urbaine : 45%; population rurale : 12%)
Part de la population ayant accès à l'eau potable en 1975-1980 : 35%.

Part de la population ayant accès à l'assainissement : 13%. (Population urbaine : 40%; population rurale : 10%)

Apport de calories quotidien : 2178.
Apport de calories quotidien en 1988-1990 (en % des besoins) : 93.
Apport de calories quotidien en 1965 (en % des besoins) : 96.
Coefficient de dépendance alimentaire (importations/consommation) (en %) en 1969-1971 : 2,2.
Coefficient de dépendance alimentaire (importations/consommation) (en %) en 1988-1990 : 1,4.
Aide alimentaire en millions de $ US en 1991 : 17,7 [13].

Circulation des journaux quotidiens (pour 1 000 habitants) : 2.
Nombre de téléviseurs pour 1 000 habitants : 10.
Nombre de récepteurs radio pour 1 000 habitants : 101.
Téléphone pour 1 000 habitants : 4.
Voiture particulière pour 1 000 habitants : 2.

Flux d'aide (Aide Publique au Développement (APD) reçue) en 1991 : 566 millions de $ US soit 15% du PNB, soit 31 $ US par habitant.
Taux de l'APD au secteur social en % de l'APD totale : 21,3%
Dette totale en % du PNB : 92%.

---

[13] : Pratiquement la totalité de cette aide alimentaire est destinée aux réfugiés sud-soudanais sur le territoire ougandais.

Service de la dette en % des exportations de 1990 : 54,5%.
Service de la dette en % des exportations de 1970 : 2,9%.

Rapport des exportations sur les importations : 33%
Coefficient de dépendance (Exportations + importations en % du PIB) : 22.
Indice des termes de l'échange (1987=100) : 88.
Réserves internationales brutes en mois de couverture des importations : 0,7.

Nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans par an : 161 000.
Nombre d'enfants sous-alimentés : 0,9 million.
Nombre d'enfants non scolarisés : 3,1 millions.
Part des enfants nourris au sein à 12-15 mois (1986-1991) : 86%.
Part des enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale : 23%.
Part des enfants de 12 à 23 mois présentant une émaciation : 4%.
Part des enfants de 24 à 59 mois qui présentent un retard de croissance : 25%.

Mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes : 700.

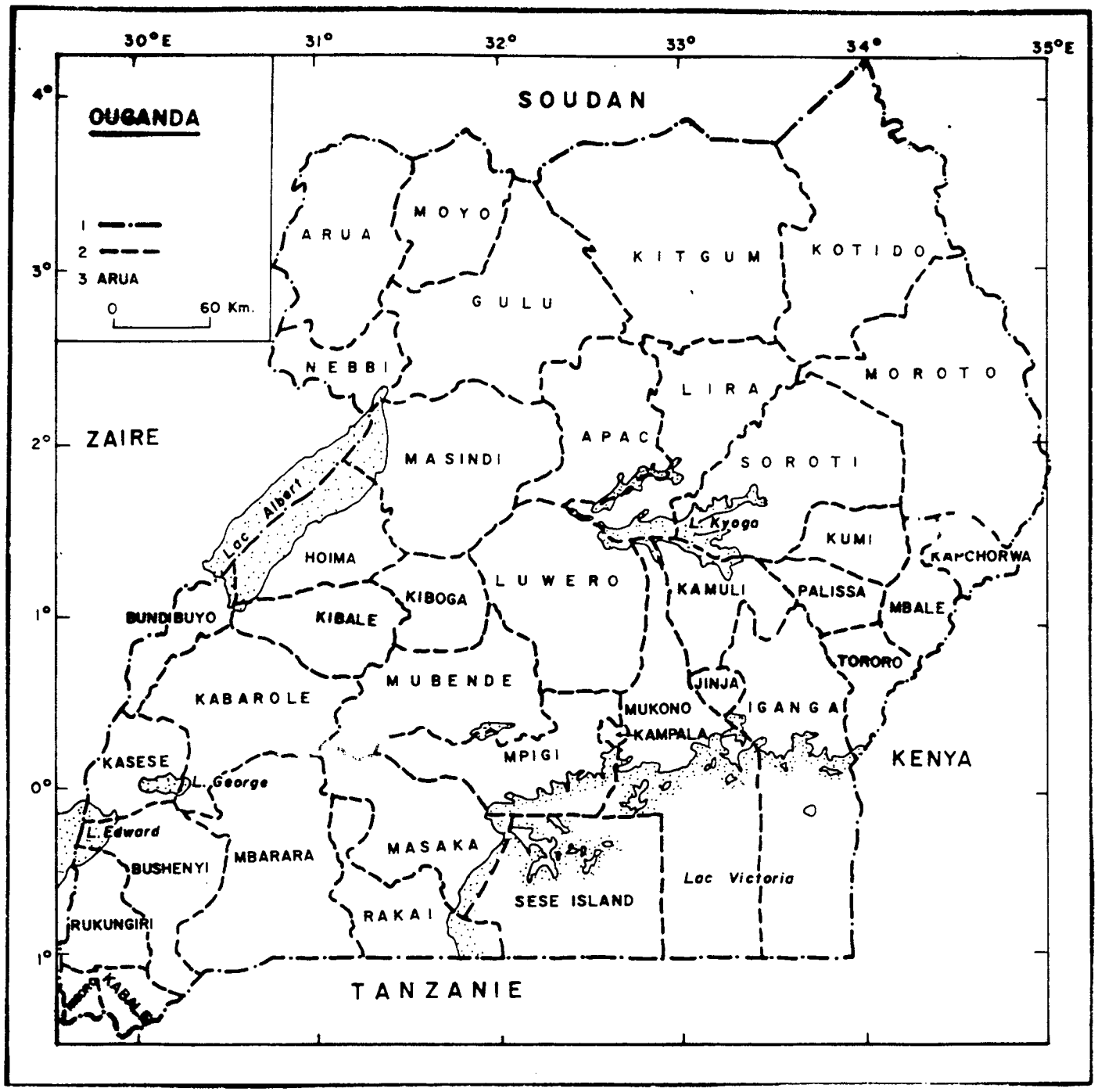
Population urbaine en 1960 (en % de la population totale): 4%.
Population urbaine en 1991 (en % de la population totale): 10%.
Population rurale en % de la population totale : 90%.

Tableau 1

Evolution approximative de la valeur du dollar au marché noir, puis sur le «marché libre» entre juin 1988 et 1993.

06/ 88	04/89	07/89	12/89	07/90	10/90	03/91	05/91	10/91	03/92	06/93
475	500	620	750	650	750	775	870	1 000	1 260	1 150

Source : *Weekly Topic*.



Carte
Les districts ougandais en 1993.

Première Partie
L'histoire politique produit un espace attractif et par là spécifique...

L'apparition, sur le site de l'actuelle Kampala, d'une ville en passe de devenir millionnaire est le fruit d'un double processus historique et démographique de spécification, c'est à dire d'individualisation par rapport à l'environnement régional. Comment, et pourquoi un espace singulier par sa densité de peuplement, sa multi-fonctionnalité, son rayonnement et sa morphologie apparaît là au XX^{e} siècle? Comment la spécificité kampalaise est-elle apparue et s'est-elle maintenue?

Chapitre I : la création de Mengo.

L'originalité kampalaise, par rapport à la plupart des métropoles d'Afrique orientale, australe et centrale tient à la continuité historique entre la période pré-coloniale et la période coloniale. En effet, Kampala, mais aussi l'Ouganda moderne [14], trouve son origine dans l'existence, au milieu du XIX^{e} siècle, sur les côtes nord nord-ouest du lac Victoria, d'un royaume bantou centralisé, doté de la plupart des attributs d'un Etat, dont une capitale au pouvoir de commandement rayonnant.

Section 1 : une centralité pré-coloniale.

Le royaume du Buganda.

A l'arrivée des Britanniques, ce royaume - le Buganda [15] - est gouverné par le *kabaka*. Celui-ci est entouré de dignitaires claniques (les *kataka*), mais aussi d'une administration pyramidale rationnelle, aux ramifications territoriales efficaces, soumise à la volonté du prince et constituée par les *katongole*. Avant le XVIII^{e} siècle, l'organisation territoriale était souple; le système politique peu centralisé laissait aux dignitaires locaux une large autonomie. De petites juridictions étaient données en fief, de façon héréditaire, à des chefs de clan qui reconnaissaient la suzeraineté du roi en lui payant un tribut.

Aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, le succès du bananier et de l'igname, ainsi que l'abondance des ressources halieutiques favorisent l'accroissement démographique qui, à son tour, fournit les moyens d'une expansion du royaume. Les conquêtes triplent la surface du territoire directement contrôlé par le roi. Cette expansion du royaume renforce le pouvoir royal grâce à l'affaiblissement du rôle politique et administratif des clans et la création d'une administration royale pyramidale dont les titulaires sont nommés et destitués selon le bon vouloir du roi [16].

---

14 : Pierre Gourou affirmait : "le Buganda, royaume pré-européen d'étendue modérée (45 000 km^2) n'est pas l'Uganda, mais sans lui l'Uganda n'existerait pas" et il ajoutait ces paroles prémonitoires : "si l'Uganda, dont la cohésion politique est faible, se défaisait un jour, la continuité du Buganda n'en serait pas affectée" *in* "L'Uganda", *Revue Belge de Géographie*, fascicule 2, Bruxelles, 1962, p. 7-38.

15 : L'ethnie Ganda est composée de Baganda (sing. Muganda) qui parlent le Luganda et appartiennent au royaume du Buganda.

16 : Chrétien (J.-P.), "Les peuples et leur histoire avant la colonisation" *in* Calas (B.) & Prunier (G.), *L'Ouganda contemporain*, Karthala, Paris, à paraître en 1994; Mworoha (E.) "L'état monarchique et son

"La création d'un réseau d'hommes du roi partiellement renouvelé à chaque règne, supplée efficacement à l'absence d'un clan princier (...). En effet, le *kabaka* appartient au clan de sa mère différent à chaque règne" [17] à cause de la règle de l'exogamie clanique en vigueur chez les Baganda. L'assise économique du pouvoir est assurée par les tributs royaux et des droits de passage ou d'autres taxes levées à différentes occasions. Mais surtout, ce royaume repose sur sa puissance militaire qui lui permet de piller régulièrement tous les peuples voisins. Une flotte de plus de 500 pirogues propulsées par plus de 30 rameurs chacune et des régiments entraînés et nombreux sont les instruments de cet impérialisme baganda. En effet, en 1850, le Buganda est une véritable puissance qui rayonne sur l'ensemble de la région des grands lacs. Une lettre du *kabaka* Mutesa à Gordon datée du 3 avril 1876 présente la titulature royale en ces termes : "Mtesa, roi de l'Uganda, Usoga et Karagwe" [18].

Dérivée de la conjonction d'une base écologique et démographique solide et d'une réforme administrative fondant une autocratie centralisatrice, cette puissance politico-militaire évita au royaume de subir les effets dévastateurs de la traite arabe.

La capitale du royaume : la cour et le *kibuga*.

Le corollaire de l'absolutisme royal est le développement de la cour. Celle-ci est itinérante. Le site du palais royal change fréquemment, non seulement à chaque décès royal, mais aussi plusieurs fois par règne. En 1862, lorsque Speke arrive à la cour du roi, elle est installée sur la colline de Banda. En 1875, Stanley la trouve à Rubaga. En 1882, le roi Mutesa construit son palais sur la colline de Kasubi. Deux ans plus tard, comme c'est la coutume à chaque changement de règne, son successeur Chwa déménage sur la colline de Mengo. Au total, entre 1859 et 1890, le palais change au moins dix fois d'emplacement. L'archéologie a retrouvé un certain nombre de ces sites palatins baganda. Ils sont tous situés dans la zone centrale du royaume, coeur historique de l'expansion guerrière des XVIII[e] et XIX[e] siècles. Leur géographie dessine une aire d'indifférence au sein de laquelle les rois ont toujours installé leur siège. Néanmoins, du XVI[e] au XIX[e] siècles, un lent mouvement de migration des sites palatins rapproche petit à petit la cour de Murchinson Bay [19]. Entre 1800 et 1880, la capitale est demeurée dans un demi-cercle de 15 kilomètres de rayon à partir du fond de la baie.

Même réduite à un périmètre étroit, l'itinérance provoque une incertitude sur le nom de la capitale. Celle-ci est désignée par un nom commun - le *kibuga* - et non par la toponymie. Ce terme tiré du Luganda désigne la capitale en tant que centre politique, quelle que soit sa localisation. L'étymologie du mot, dérivée du verbe *Obwebuga* qui signifie "marcher aux environs, marcher vers", souligne le nombre de personnes qui marchent aux alentours, et, par là, l'activité importante dont le *kibuga* est le siège. En fait, la désignation de cette agglomération relève plus du concept géo-politique que de la stricte désignation toponymique. La dénomination est cependant compliquée par l'existence d'un autre mot - *Mengo* - qui, automatiquement, désigne de façon générique la colline du palais. Il remplaçait l'ancien nom propre de la colline quand un nouveau palais y était construit. Enfin, un troisième terme - le *lubiri* - désigne le palais même du roi. L'emboîtement de ces trois termes

---

emprise sur la société des Grands Lacs au XIX[e] siècle", *in* Département d'histoire de l'université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX[e]-XX[e] siècle)*, Paris, Karthala, 1991, p. 37-58.

17 : Chrétien (J. P.), *idem*, p. 23.

18 : Low (D. A.), *The mind of Buganda; Documents of the Modern History of an African Kingdom*, Heinemann, Londres, 1971, p. 5.

19 : La baie, sur laquelle s'ouvre l'actuelle Kampala, a été nommée ainsi par Speke en l'honneur de Sir Murchinson, président de la Société Royale de Géographie de Londres qui a subventionné la quête des sources du Nil de Speke et Burton (1857-1859) puis de Speke et Grant (1860-1863). Cette dernière expédition mena Speke et Grant de Zanzibar au lac Victoria et au royaume du Buganda. Puis, ayant découvert l'exutoire septentrional du Victoria dont Speke avait deviné qu'il était la source du Nil, ils descendirent le fleuve pour rencontrer à Gondokoro John Petherick, vice-consul de Grande-Bretagne à Khartoum, et le couple Baker.

exprime le rôle central du palais et les modifications qu'il impose à l'espace alentour. La présence du roi différencie tellement cet espace du reste du royaume qu'il est nécessaire de le désigner autrement que la tradition toponymique ne le faisait.

Les attributs géographiques du *kibuga*.

Quels sont les traits particuliers qui distinguent le *kibuga* du monde rural?

La double fonction de résidence et de place de commandement royales fondent la ville. Le palais induit la ville. C'est pourquoi il faut décrire le palais avant de s'intéresser à sa gangue.

La fonction essentielle du palais est politique. Il abrite et symbolise le roi. Le palais protège en masquant et par là même exprime la supériorité de l'habitant. Le palais est le centre décisionnel mais aussi religieux et symbolique dans la mesure où il abrite le "tambour, symbole de l'Etat [...] La possession du tambour conférait au souverain l'autorité légitime et donnait au peuple le sentiment d'unité et d'identité au sein du royaume [...] C'est cette croyance d'appartenance à une même nation qui était célébrée collectivement lors des rituels agraires ou des festivals de nouvelle lune... Ce rituel en l'honneur du tambour et du sorgho organisé à la capitale royale donnait au pôle central du pouvoir une fonction de premier plan dans la marche de l'Etat monarchique. Mais la cour jouait également un rôle capital d'arbitrage et d'intégration nationale. Conflits entre sujets du royaume, entre différents chefs sont portés à la cour des souverains pour arbitrage royal" [20].

Les exigences tactiques et sociales du pouvoir déterminent le site et la situation du palais royal. Le besoin de sécurité et d'affirmation symbolique de l'autorité place toujours les palais au sommet d'une colline.

La topographie kampalaise est en effet une topographie collinaire. Deux types principaux de collines se rencontrent : d'une part, des mamelons de commandement modéré (une quarantaine de mètres) au profil légèrement convexe, et, d'autre part, des collines plus hautes d'un commandement pouvant atteindre 100 à 150 mètres, au sommet plan et étroit et au profil du versant plus complexe parce que d'abord concave au sommet, puis convexe. Ces collines sont séparées les unes des autres par de larges vallées marécageuses à fond plat.

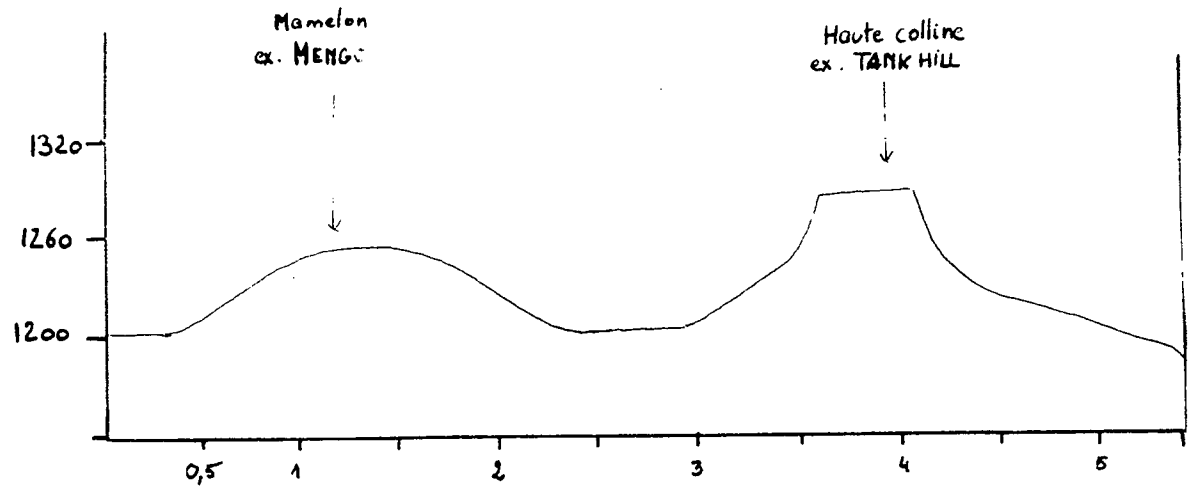


Figure
Coupe topographique des collines de Kampala.

20 : Mworoha (E.), *op. cit.*, 1991, p. 44-45.

La position en hauteur affirme la préséance royale, prévient les attaques surprises et, dans un contexte technique marqué par la prééminence des armes blanches ou de trait, constitue une position facilement défendable.

Il semble également que la présence de bas-fonds larges et marécageux autour de la colline constitue un facteur favorable à l'installation du palais.

Le rejet fréquent, quoique non systématique, des hautes collines s'explique par le besoin d'avoir un accès commode et de disposer de place, choses malaisées à combiner sur les hauts sommets certes plats mais souvent étroits de ces échines. D'autre part, les plus hautes collines portent fréquemment les sépultures royales et sont de ce fait impropres à la construction. C'est pourquoi le palais s'installe souvent sur les mamelons. Ainsi, la colline nommée maintenant Mengo est un mamelon de commandement modéré (40 mètres), comparé à certaines des collines voisines, mais dont l'étalement et la douceur des gradients topographiques ont favorisé l'installation du palais. La question de l'approvisionnement en eau ne se pose pas en termes absolument contraignants, grâce à l'existence quasi générale d'une ligne de sources au pied des versants et en tête de vallons.

Donc, le choix du site du palais est dicté par des considérations tactiques et politiques relativement banales, que le relief du pays permet de satisfaire. Ceci facilite assurément l'itinérance de la cour.

Les exigences de l'administration du royaume influent sur la situation palatine. A petite échelle, l'aire d'indifférence à l'intérieur de laquelle ont été établis tous les palais correspond à la zone des collines, et suit grossièrement la ligne de partage des eaux entre le lac Kyoga et le lac Victoria. Cette aire dessine un espace ovale orienté sud-est/nord-ouest, perpendiculaire à l'axe de plus grande extension du royaume parallèle aux rives du lac. De plus, cette zone correspond grossièrement au bombement qui sépare les bassins versants du Nil Victoria et de la rivière de la Katonga.

Le rayonnement politique du royaume, la volonté de son maintien et l'habitude des raids contre les voisins confèrent aux communications un rôle important. Contrôler le royaume, c'est avant tout être en mesure de communiquer, d'intervenir et d'être sollicité rapidement. C'est pourquoi la situation centrale, qui plus est en position de seuil - même si la topographie du Buganda est faiblement contrastée - favorise l'installation d'un centre de commandement, surtout à une époque où le trafic terrestre est essentiellement piétonnier.

De plus, cette zone correspond aux plus fortes densités humaines du royaume. Les rois se sont installés au cœur du pays utile, de façon à mieux en contrôler les hommes soumis à la corvée et de façon à percevoir plus facilement les tributs. D'autre part, du fait de l'importance dans la stratégie impérialiste baganda de la marine et de la valeur de sanctuaire stratégique et religieux attribuée aux îles Sesse, la proximité du lac constitue un facteur supplémentaire de localisation des palais au sein de cette aire d'indifférence. Enfin, le glissement des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles vers le sud-est des sites palatins recentre la capitale par rapport à la zone de rayonnement politique du royaume, et la rapproche de la flotte sans pour autant lui faire perdre le contact avec le coeur historique et économique du pays ou l'éloigner trop des frontières du Bunyoro, ennemi le plus menaçant.

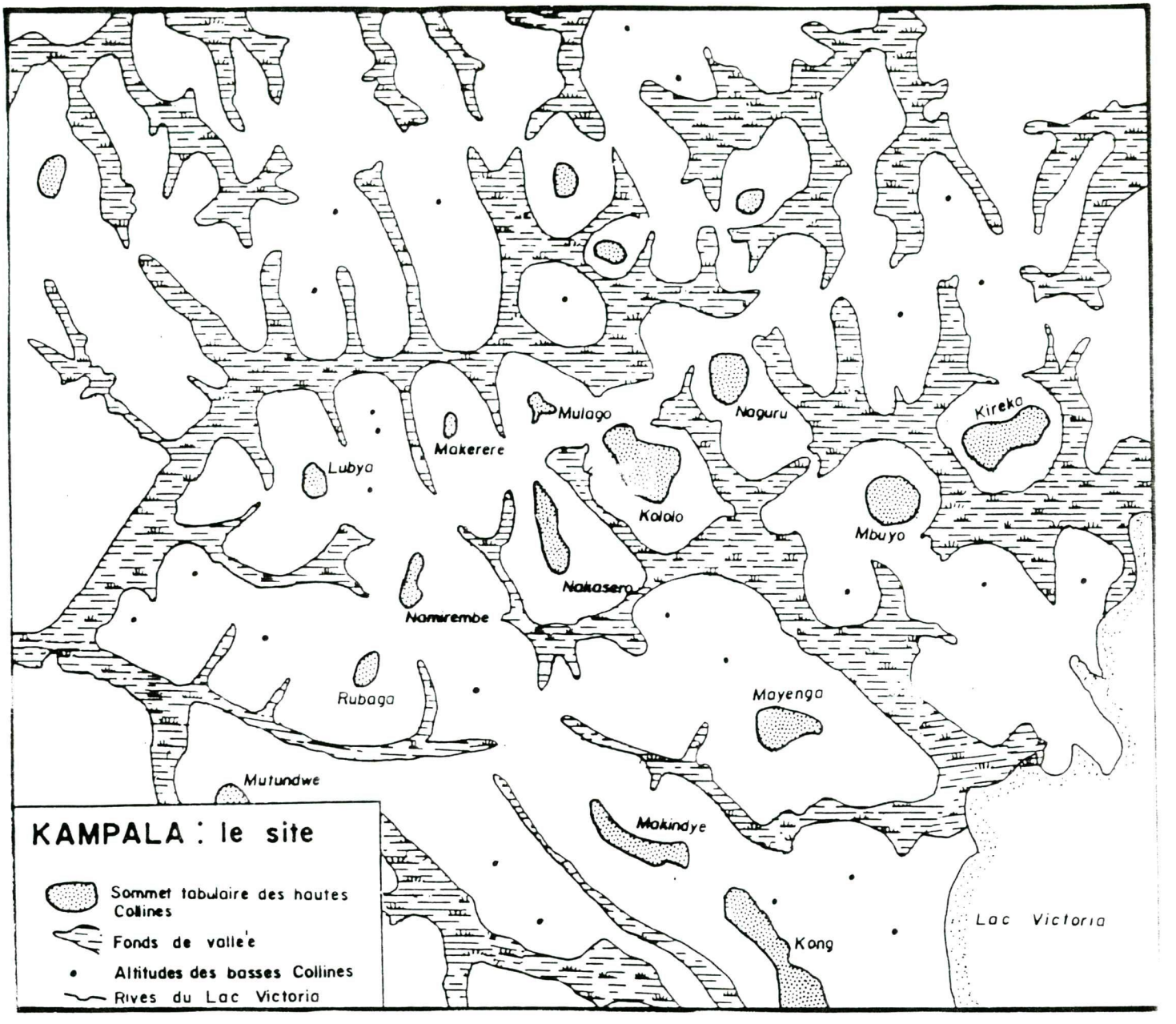
Pour renforcer cette centralité géographique, l'administration royale entretenait un réseau relativement dense de voies de communications terrestres. Speke raconte son arrivée au Buganda et insiste à plusieurs reprises sur "les chemins larges et bien entretenus" et sur le fait que "le nombre des cours d'eau (...) gêne moins le voyageur" que dans les régions précédemment traversées "car sur beaucoup d'entre eux on a jeté des passerelles de bambous ou des troncs de palmiers" [21]. A.M. Mackay ajoute : "Tous les chemins menant à la capitale doivent traverser ces marais ; on a construit pour traverser à pied sec une petite digue percée

---

21 : Speke ( ), *Journal of the discovery of the source of the Nile*, Harper and Bo., New York, 590 p. réédité 1969, Dutton, Paris, 481 p

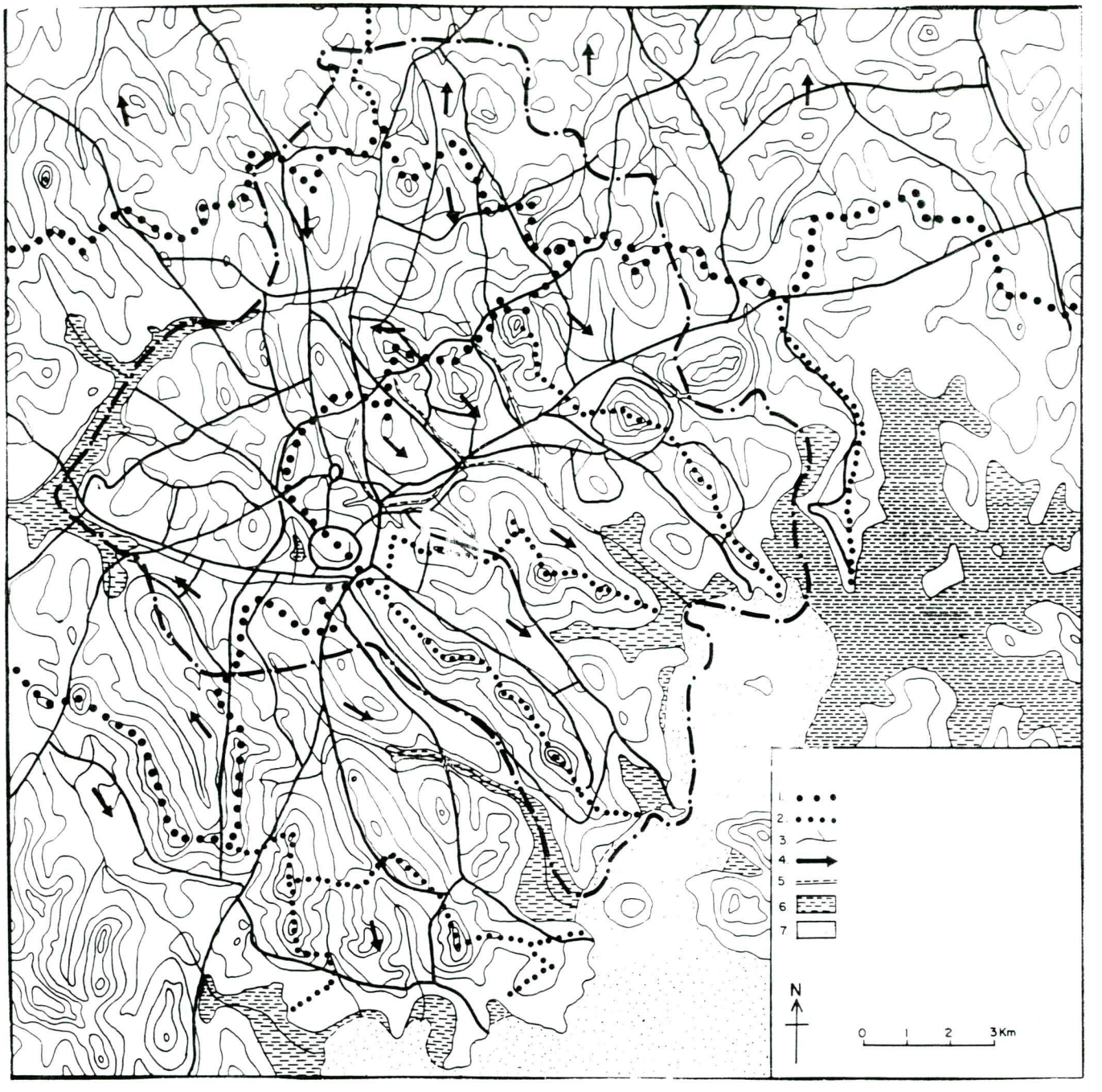
ça et là de petits chenaux pour laisser passer l'eau ; sur ces petits chenaux un ou deux troncs de palmiers sauvages sont jetés" [22].

A ces arguments purement fonctionnels, on peut ajouter le fait qu'à petite échelle, la situation de seuil reproduit la symbolique topographique de la colline, expression du pouvoir dominant qui donne des ordres et organise l'espace.



Carte
Kampala : le site.

22 : *"All the paths approaching the capital must cross these swamps, a low bank having been generally made on which to cross, waterways being left here and there, across which one or two logs of wild palm are thrown"*. Cité par Gutkind (P. C. W.), *The Royal Capital of Buganda : a Study of Internal conflict and External Ambiguity*, Mouton, La Haye, 1963, p. 32.



Carte
Kampala : une situation hydrographique singulière.

1: Ligne de partage des eaux principale ; 2 : Ligne de partage des eaux secondaire ; 3 : Ruisseau ou cours d'eau 4 : Sens de l'écoulement sur le bassin-versant ; 5 : Cours d'eau aménagés ; 6 : Marais ; 7 : Lac.

A plus grande échelle, les exigences tactiques déterminent la localisation des *lubiri* près des principales pistes. Ainsi, en 1882, la colline de Kasubi est choisie pour porter le palais baganda parce qu'elle surveille la route du Bunyoro dont les ambitions semblent alors ravivées.

Au total, le site et la situation du palais sont déterminés par les pratiques géopolitiques du royaume et les fonctions palatines.

Celles-ci sont doubles : fonction résidentielle, fonction de commandement. Outre le roi, le palais abrite le feu sacré entretenu en permanence et les tambours royaux. Il est le lieu d'où émane toute autorité et où, en dernière instance, se résolvent les conflits. Centralités géographique et socio-politique vont de pair, fondues dans la personne du roi et son lieu de résidence.

Quel est l'aspect du palais?

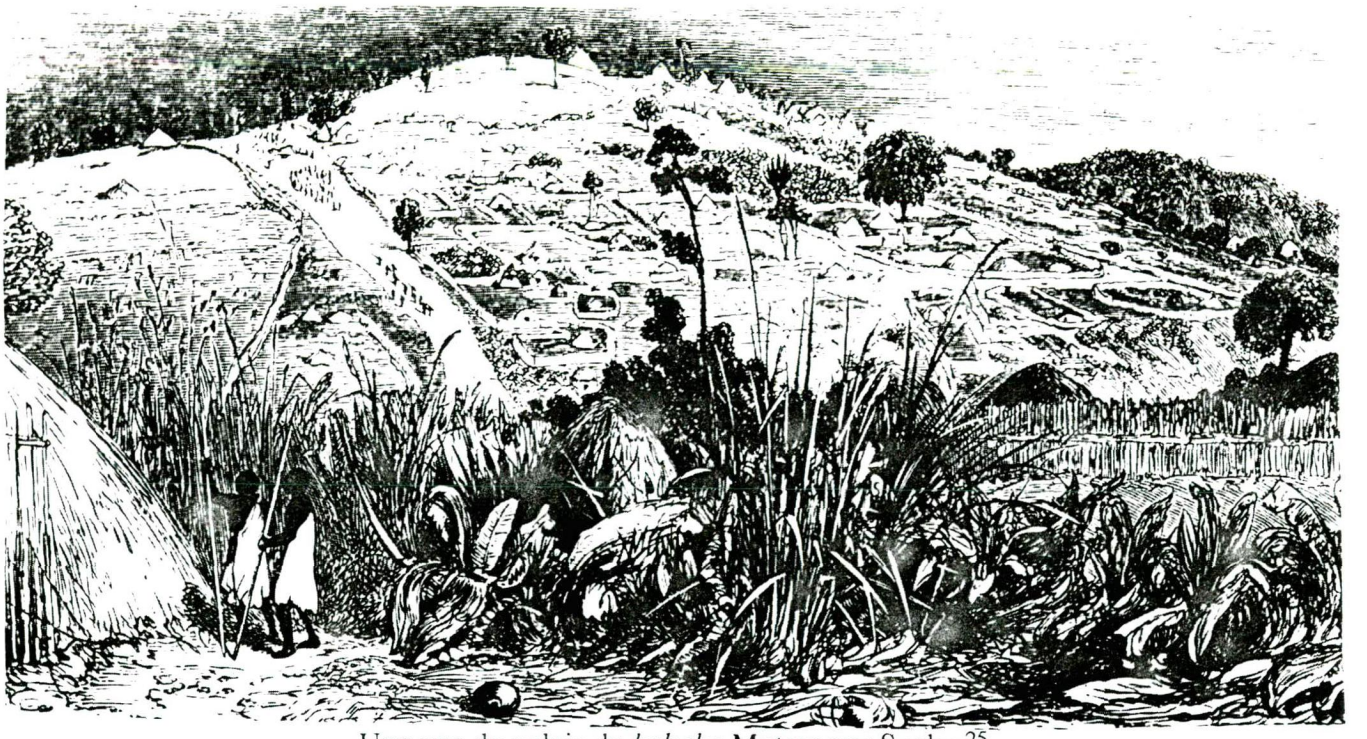
"Le palais royal de l'Ouganda [...] nous offrait un spectacle imposant. Toute une colline était couverte de huttes élevées dont je n'avais vu de pareilles sur le continent africain [...] Nous entrâmes dans la cour et ma surprise revint toute entière à la vue des grandes huttes gazonnées dont la toiture de chacune semblait être passée par les ciseaux d'un de nos coiffeurs. De l'une à l'autre et divisant en compartiments réguliers l'enclos de chacune d'elles, couraient des claies à la fois solides et légères, faites de cette espèce de roseaux très communs dans l'Ouganda, et qui porte le nom «d'herbe à tigre»" [23]. Roscoe donne une description détaillée du *Lubiri* :

"Le roi vivait sur une colline située à proximité du lac. Le sommet de la colline était nivelé et le point qui dominait le plus le pays en contrebas était choisi pour les appartements royaux, la cour, les autels des fétiches et la grande salle de réception. Autour de ces bâtiments, en contre bas d'autres maisons étaient construites; devant il y avait les huttes des gardes et des serviteurs ainsi que les nombreuses maisons des femmes du roi, de leurs bonnes et de leurs esclaves. L'ensemble de l'enclos royal était divisé en petites cours portant des groupes de huttes ; chaque groupe était entouré par une haute palissade et était sous la direction d'une femme responsable. De larges allées entre les hautes palissades reliaient chaque groupe de maisons avec l'enclos privé du roi. Au cours du règne du fameux roi Mutesa il y avait plusieurs milliers de résidents à l'intérieur de l'enclos royal ; [...] Une palissade élevée faite d'herbe à éléphant entourait la résidence royale, ce qui rendait impossible l'entrée à tout ennemi doté d'armes primitives ordinaires. A intervalles réguliers à l'extérieur de la clôture étaient construits des corps de gardes ; il y avait quatre ou cinq entrées fortement gardées ; à l'intérieur et à l'extérieur, il y avait des huttes avec toujours des soldats de garde afin d'empêcher quiconque excepté les esclaves et les épouses d'entrer. De même, à l'intérieur de l'enclos, près de chaque porte il y avait d'autres corps de garde avec des soldats. [...] L'entrée principale en face de la résidence royale était le seul passage par lequel le public était autorisé à entrer ou quitter la cour"[24].

---

23 : Speke , *op. cit.*, p. 231 et 234.

24 : *"The king lived upon a hill situated in the neighbourhood of the lake. The summit of the hill was levelled, and the most commanding site overlooking the country was choosen for the king's dwelling houses, court houses and shrines of fetishes and for the special reception room. Round of these buildings on the lower slopes of the hill other houses were built; in front were huts for the guards and retainers, and the many houses for the wives, their maids and slaves. The whole of the royal enclosure was divided up into small courtyards with groups of huts in them; each group was enclosed with a high fence and was under the supervision of some responsible wife. Wide paths between high fences connected each group of houses with the king's private enclosure. In the reign of the famous king Mutesa there were several thousand residents in the royal enclosure; (...) A high fence built of elephant grass surrounded the royal residence, so that it was impossible for an enemy with the ordinary primitive weapons to enter. At intervals round the outside of the enclosure guard houses were built; there were four or five entrances which were strongly guarded; both inside and outside were huts with soldiers always on duty, to prevent any person except the slaves and wives from entering. Again inside the enclosure near each of the gates were other guard houses with soldiers on duty (...) The main*



Une vue du palais du *kabaka* Mutesa par Speke [25].

Un plan du palais de Kasubi complète cette description. Selon Kagwa, les dimensions de l'enclos royal seraient de 1122 *yards* en longueur et de 1105 *yards* en largeur. Pour Roscoe, le palais est compris dans un enclos d'un *mile* [26] de diamètre.

Le *kibuga*

Roscoe dans *Twenty-five Years in East-Africa* décrit le *kibuga* de la manière suivante :

"La capitale était divisée en un certain nombre de secteurs correspondant aux districts du royaume ; chaque chef était entouré des petits chefs de son district et une fraction de la terre était laissée inculte afin que les paysans puissent y construire des huttes temporaires quand il leur était demandé de résider dans la capitale à l'occasion des corvées. A cause de ce plan, tous les gens d'un district particulier restaient ensemble et chaque secteur demeurait le lieu de résidence des chefs du district auquel il correspondait. Les chefs construisaient de hautes clôtures de roseaux autour de leur domaine dans la capitale ; la clôture bordant la route principale menant à la capitale était toujours soigneusement finie, et l'espace devant la porte était gardé, balayé et désherbé. A l'intérieur de l'enclos un large espace était cultivé avec des bananiers plantains bien entretenus ; leur production s'ajoutait à la nourriture apportée des domaines ruraux et permettait également de répondre à tout imprévu. A l'intérieur de son enclos, chaque chef construisait un certain nombre de maisons, non seulement pour son usage personnel et celui de ses épouses, mais aussi pour celui des esclaves et serviteurs, ainsi que pour des visiteurs fortuits qui pourraient souhaiter rester avec lui un jour ou deux. Quand un chef était promu ou déchu, il devait quitter l'emplacement sur lequel il avait vécu dans un délai de quelques heures ; ceci afin

---

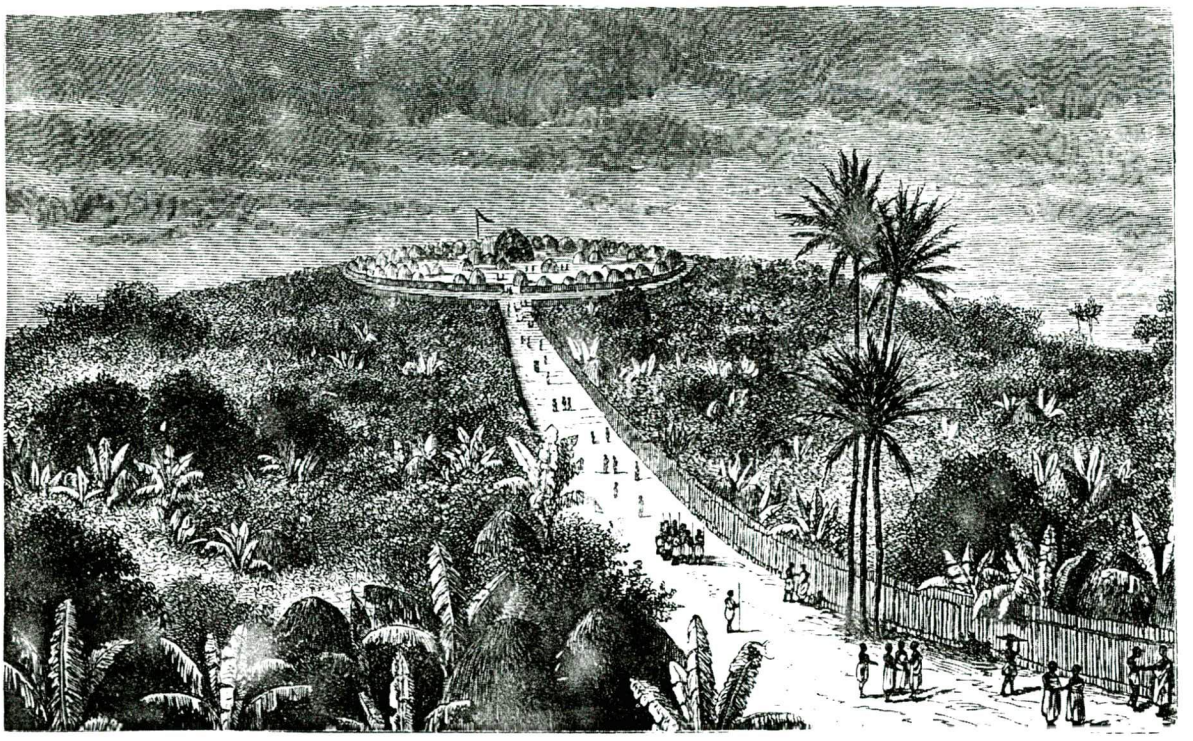
entrance in front of the royal residence was the only way by which the public were allowed to enter or leave the court" Roscoe (J.), *Twenty-five Years in East-Africa* Cambridge, Cambridge University Press, 1921, p. 88-89.

25 : Gutkind (P. C. W.), *op. cit.*, p. 11.

26 : Le *mile* mesure 1609 mètres. Un *yard* est égal à 0,914 mètre. Officiellement, la mesure des longueurs est désormais métrique en Ouganda; mais le système anglo-saxon demeure utilisé dans les conversations et la vie courante.

d'empêcher les chefs d'utiliser toute la nourriture de l'emplacement ou d'endommager la propriété" [27].

Ailleurs, il affirme que les avenues du *kibuga* "étaient entretenues par les habitants des enclos qu'elles desservaient. [...] Les routes principales avaient vingt *yards* de large, les autres étaient plus étroites [...] [Si des réparations étaient à faire sur les routes], le *katikkiro* [28] envoyait [des messagers] dans tout le pays pour ordonner aux gens de venir les réparer" [29].



Photographie

Une vue de l'excellente route, bordée d'une palissade de roseaux, qui mene au palais royal [30].

---

27 : *"The capital was divided into a number of sites corresponding to the country districts; every leading chief was surrounded by the minor chiefs from his district, and a portion of uncultivated land was left on which peasants could built temporary huts when they are required to reside in the capital for state work. By this plan all the people of a particular district were kept together, and the sites remained the official residences of the chiefs of the district to which the sites belonged. Chiefs built high fences of reeds round their estates in the capital; the fence bordering on the main road leading to the capital was always neatly finished, and the space in front of the gate was kept swept and free from weeds Within the enclosure was a considerable amount of land cultivated, with plantain trees which were well cared for, and the fruit of these trees supplemented the food which was brought up from the country estate, and also supplied the table in any emergency. Every chief built a number of houses within his enclosure, not only for his own use and that of his wives, but also for slaves and retainers, and a supply too for casual visitors who might wish to stay with him for a day or two. When a chief was promoted, or deposed, he had to leave his site on which he had been living within a few hours; this was so ordered to prevent chiefs from using all the food on the site, and from causing destruction to the property"* Roscoe, *op. cit.*, 1921, p. 192

28 : Le premier ministre du Buganda.

29 : Roscoe (J.), *The Baganda, Their Customs and Beliefs*, Macmillan, Londres, 1911, p. 243.

30 : Gutkind (P. C. W.), *op. cit.*, p. 18.

Un certain nombre des caractères spécifiques du *kibuga* sont ainsi mis en valeur : un aménagement volontariste débouchant sur une composition urbaine réelle ainsi que l'entretien régulier du réseau routier et des clôtures ; l'existence de portions de terres non cultivées dans la zone ; une agglomération démographique cosmopolite, animée de migrations de travail liées au système de la corvée ; l'existence d'une propriété éminente royale et d'un droit d'usage temporaire lié à l'exercice d'une fonction administrative et, enfin, l'existence de flux d'approvisionnement vivriers depuis les campagnes vers le *kibuga*. De fait, les contours d'une urbanité effective sont ici esquissés. A l'appui de sa description, Roscoe donne une nouvelle fois une carte schématique.

Carte 3
Le *kibuga* selon Roscoe et d'après Appolo Kagwa

Celle-ci montre un parcellaire hétérogène par sa taille et ses formes. Cependant, un principe de lotissement sommaire semble avoir été déterminé en composant avec le relief et les voies de communication. Les plus hauts sommets de collines sont épargnés par les lotissements et le laniérage des parcelles s'effectue le plus souvent perpendiculairement à la pente. Toutes les parcelles ont également un accès à la rue et lui sont, du fait d'une relative concordance entre relief et voirie, perpendiculaires. Ce parcellaire est relativement continu. Des îlots apparaissent donc, circonscrits par des avenues, dont certaines portent des indications de direction qui nous renseignent sur leur vocation régionale ou purement locale, et, par là même, sur l'existence d'une hiérarchisation de la voirie. La structure globalement radio-concentrique de cette agglomération et le tracé stellaire des voies de communication expriment la nature du régime caractérisé par la centralisation politique et administrative.

D'autres voyageurs de la fin du siècle insistent sur l'ampleur de l'agglomération sise sur "au moins 13 collines" [31]. D'après des propos rapportés à Burton en 1862 par un commerçant arabe qui avait visité le *kibuga*, celui-ci pouvait être traversé en une journée à pied. L'unité de mesure utilisée souligne la relative ampleur spatiale de la ville. Mais autant que la taille, le nombre de personnes vivant dans le *kibuga* et le nombre de huttes impressionnent la plupart des voyageurs ou des premiers chroniqueurs.

La population résidente du *kibuga* est difficile à estimer. En effet, une population flottante importante et les variations démographiques, que les événements historiques liés à l'intrusion européenne n'ont pas manqué de produire, modifient certainement la perception des différents chroniqueurs et indirectement la nôtre. Dans le palais lui même vivent "84 épouses officielles (*bakyala*), 1 000 *basebeyi* ou femmes de second rang et 17 000 esclaves ou servantes" [32]. Roscoe affirme que dans son palais, le roi "avait cinq cents épouses qui chacune avait ses suivantes et ses esclaves femmes ; en plus des épouses, il y avait deux cents pages et des centaines de serviteurs et d'esclaves".

En 1900, Johnston estime la population du *kibuga* à 77 000 personnes et plus tard, Wilson et Leclercq parlent tous les deux de 60 000 habitants. En 1911, un recensement officiel donne un chiffre de 32 441 personnes résidentes, soit un nombre bien en retrait par rapport aux estimations précédentes [33]. Cela s'explique sans doute par le sous-enregistrement des résidents temporaires. Or, ceux-ci sont assez nombreux. Ainsi, pour creuser un lac de plaisance à côté de son palais [34], le roi fit venir 2 000 hommes pendant plusieurs mois. Les réparations à faire aux huttes, aux routes, aux clôtures, aux ponts et caniveaux de la capitale nécessitaient un recours constant à la corvée.

Le bâti reflète le nombre et la qualité des habitants. Gorju estime à 584 le nombre des maisons du *lubiri*; Apolo Kagwa - *katikkiro* - donne le chiffre de 496 maisons pour l'enclos royal et une centaine de huttes dans son propre enclos. D'après lui, le *kibuga* compte 275 parcelles attribuées aux dignitaires du royaume [35]. La qualité du bâti varie grandement depuis la hutte royale imposante jusqu'à la hutte temporaire du paysan corvéable de passage. Apolo Kagwa prend la peine d'indiquer sur son plan 27 huttes coniques de type palatine dont la plus imposante est celle du *lubiri*. Elles correspondent aux enclos des personnages les plus importants : le premier ministre, le gardien du cordon, la reine mère, la reine sœur, les chefs de guerre et de districts.

Cependant, l'existence d'une agriculture au cœur du *kibuga*, de "jardins luxuriants" [36] nuancent son urbanité. Le caractère lâche et désordonné du paysage est souligné par les auteurs qui parlent de "*straggling town*" [37], de "cette importante métropole [qui] était plutôt un ensemble de villages qu'une ville proprement dite" [38].

Le *lubiri* est donc à la fois l'essence, le cœur et l'élément structurant de la ville et du royaume. Il en est l'essence car il incarne le paysage non rural par excellence. L'espace alentour - le *kibuga* - s'en trouve comme transformé par un métamorphisme mimétique

---

31 : Hall (Rev. M. J.), *Through my spectacles in Uganda*, C.M.S., Londres, 1898, p. 57.

32 : Gorju (J.), *Entre le Victoria, l'Albert et l'Edouard*, A la procure des Pères Blancs, Marseille, 1920, p. 136.

33 : L'ensemble de ces estimations est cité par Gutkind, 1963, *op. cit.*, p. 15.

34 : Ce lac de plaisance existe toujours, et est situé entre les collines de Mengo et Rubaga. En 1993, quelques semaines avant le couronnement du nouveau *kabaka*, il a été vidé et nettoyé. Il constitue un des "lieux de mémoire" particulièrement fort de Kampala.

35 : Roscoe, 1911,*op. cit.*, plan 1.

36 : Johnston (Sir H. H.), *The Uganda Protectorate*, Hutchinson, Londres, 2 vol., 1902, p. 104.

37 : Hall, 1898, *op. cit.*, p. 57.

38 : Leblond (P. G.), *Le père Auguste Achte*, Maison-Carrée, Algers, 1912, p. 130.

imparfait qui n'en altère pas moins irrémédiablement la ruralité baganda. Il en est l'élément structurant parce que le roi fixe autour de sa personne les grands du royaume et leur suite. Les chefs de clans et les hauts fonctionnaires possèdent des enclos. Autour du palais résident les grands dignitaires. En particulier, le premier ministre - le *katikkiro* - et le gardien du cordon royal - le *kimbugwe* - avaient leur enclos respectif en face de la porte d'entrée principale et à l'angle gauche de l'enceinte du palais. La carte du *kibuga* dressée par Appolo Kagwa montre le *lubiri* entouré par les enclos des autres dignitaires. De même, "le plan de la capitale de l'Uganda" de G. Leblond [39] décrit l'environnement du *lubiri* en 1892 et montre un certain nombre d'enclos imposants appartenant à de hauts personnages. Le roi est donc à l'origine de l'agglutination démographique, c'est-à-dire de la ville. Le palais royal explique également la structure interne urbaine parce que la stratification sociale, à travers la hiérarchie des fonctions administratives ou les préséances claniques, s'exprime de façon spatiale ; c'est en effet le positionnement des chefs par rapport au roi qui conditionne leur positionnement spatial, façonnant ainsi l'espace urbain de manière tout à fait volontaire. Cela souligne très clairement que ce proto-urbanisme est destiné plus au contrôle des hommes que de l'espace, même si le volontarisme se prolonge par l'entretien des espaces publics. Enfin, il est le cœur parce que l'ordre et les ordres rayonnent de lui, et que les fruits de l'activité de ses sujets et de ses agents remontent vers lui pour être entassés dans des magasins à l'intérieur du palais.

Donc, en 1880 une véritable ville pré-coloniale existe déjà, différente par son paysage du monde rural qu'elle organise et polarise. Cette capitale abrite le centre d'une "Grande Nation", expansionniste et prospère. Une telle spécificité urbaine baganda allait peser lourd sur le destin de l'Ouganda et de sa capitale.

39 : Leblond (G.), *idem*, p. 1[illegible].

Section 2. Une symbolique conflictuelle autour du *kibuga*.

Dans une Afrique orientale partagée entre des ethnies acéphales et des royautés bantoues plus ou moins lâchement organisées, les Européens qui participent à la conquête coloniale recherchent d'abord la protection puis la coopération des interlocuteurs les plus puissants et représentatifs. Le *kabaka* s'impose très tôt comme un de ceux-ci. Sa cour, son palais, sa capitale sont donc les lieux où s'opèrent la rencontre entre les Baganda et le monde extérieur.

L'ingérence des hommes de Dieu précède...

Cette centralité baganda a attiré sur elle les marchands et esclavagistes arabes et swahili venus de Zanzibar par l'ouest du Victoria, puis la curiosité des explorateurs, et enfin la convoitise des Européens engagés dans une aventure qui allait se révéler coloniale.

Les premiers blancs à se fixer près du *kibuga* sont les missionnaires. En 1877, répondant à un appel de Stanley [40], les pasteurs anglicans de la *Church Missionary Society* débarquent sur les rives de Murchinson Bay. Ils sont suivis deux ans plus tard, le 23 février 1879, par les Pères Blancs de la Société Notre Dame d'Afrique. L'accueil qui leur est réservé par le roi n'est pas défavorable. Les lettres de Mutesa à Gordon [41] prouvent le primat des motivations stratégiques et géopolitiques sur les aspirations spirituelles dans l'appel aux prêtres qui, pour le roi, étaient avant tout des Européens. Il s'agit pour lui d'accéder aux acquis de la civilisation qu'ils lui présentent [42], mais également de faire contrepoids aux ambitions égyptiennes sur son royaume [43]. Cependant, les pasteurs et les missionnaires engagent une compétition serrée pour la conquête des cœurs baganda, et particulièrement du premier d'entre eux. Leur souhait de se rapprocher de la résidence royale et la volonté du roi de contrôler leurs faits et gestes amènent ce dernier à leur attribuer des campements sur des collines différentes mais proches du palais : les Pères Blancs à Kitebi (1879) puis Rubaga (1885), et les pasteurs anglicans à Natete (1877) puis Namirembe (1889). L'un des premiers soucis des missionnaires est de bâtir des églises en matériau végétal. Les missionnaires chrétiens ne sont pas les premiers à introduire une nouvelle religion au Buganda. Dès 1844, dans le sillage des caravanes commerciales arabes, qui remontaient depuis Tabora vers le Buganda par l'ouest du lac Victoria, l'Islam s'était implanté au *kibuga*. Le roi avait même appris à écrire en arabe et suivi durant une dizaine d'années de 1867 à 1876 le jeûne du Ramadan. Des mosquées avaient été construites.

Ainsi, dés le début des années 1880, le *kibuga* est doté d'équipements religieux certes sommaires, mais où sont enseignées les religions du livre. Pôle politique et militaire, la capitale devient un foyer d'innovation et de diffusion religieuses. Mais, le prosélytisme de chacune des religions n'allait pas tarder à faire naître des concurrences aux répercussions politiques internes graves. Chacune d'elle convertit des chefs de clans ou de districts. Les catholiques touchent surtout les pages du roi chargés de la salle d'audience, alors que ceux

---

40 : Stanley, dans le *Daily Telegraph* du 15 novembre 1875 écrit; "*Oh that some pious practical missionary would come here!...would become the saviour of Africa. Nowhere is there in all the pagan world a more promising field for a mission than in Uganda. Here, gentlemen is your opportunity. Embrace it. The people on the shores of Nyanza (Lake Victoria) call upon you.*"

41 : Low (D. A.), *The Mind of Buganda; Documents of the Modern History of an African Kingdom*, Heinemann, Londres, 1971, p. 5-10.

42 : Speke dans son récit montre l'intérêt du *kabaka* pour les religions du livre et l'émerveillement du roi devant ses revolvers et fusils, mais aussi sa boussole, sa montre en or ou sa longue-vue. C'est un véritable "kit de l'européanité" que les premiers Européens dévoilent à un homme qui comprend tout de suite le parti qu'il peut espérer en tirer vis-à-vis de ses voisins.

43 : En 1876, Gordon avait envoyé depuis Khartoum vers le Buganda une expédition militaire commandée par Neuhr Aga. Mais les Britanniques avaient fait savoir par leur consul à Zanzibar qu'ils ne tenaient pas à l'expansion de l'islam vers le sud. L'Egypte et l'Angleterre furent alors perçues par Mutésa comme antagonistes. Sur l'empire africain de l'Egypte voir Prunier (G.), "L'Egypte et le Soudan (1820-1885). Empire tardif ou protocolonisation en Afrique orientale", *Hérodote*, n° 65-66, juillet-septembre 1992, p. 169-190.

chargés des magasins sont plus sensibles à l'influence protestante. Cette différenciation se prolonge à travers les régiments d'ex-pages que le roi entretient. Souhaitant renforcer son pouvoir par une sorte de politique du "diviser pour régner", le roi commença à attribuer les fonctions administratives et les fiefs selon des critères religieux en prenant soin d'équilibrer les partages. Ce faisant il établissait un lien indélébile entre le religieux et le politique. Les années 1880-1884 multiplient les intérêts des factions.

En 1884, Mutesa meurt et laisse le trône à un roi inexpérimenté de dix-huit ans : Mwanga. La conjonction de cette évolution religieuse et d'une succession, moment habituellement délicat de la vie du royaume, précipite le pays dans une véritable guerre civile. Chaque faction tente d'imposer ses vues et ses hommes au jeune monarque qui, de son côté, cherche à les utiliser pour retrouver un pouvoir réel. C'est une véritable guerre de religion, car les lignes de fracture politique entre les différentes factions utilisent des critères religieux. Aux massacres de convertis chrétiens en 1886 (les futurs martyrs de Namugongo) et au coup d'Etat musulman en 1889, répondent des alliances chrétiennes aussitôt sapées par les différends entre catholiques et protestants. Les missionnaires se transforment en conseillers des groupes rivaux.

Restauré en 1889 par l'alliance des catholiques et des anglicans, le roi se convertit au catholicisme ce que les anglicans ressentent comme un danger. Ce danger est accentué par le déséquilibre numérique entre les 2 000 ou 3 000 convertis catholiques [44] et les 200 anglicans africains. Au delà de la partition du cœur de la société baganda, il convient de noter que l'influence croissante des hommes de Dieu sur le pouvoir est sanctionnée, dans les années 1880, par l'octroi des sommets des collines de Rubaga, Nsambya et Namirembe comme site d'implantation de leur mission, au lieu des bas-fonds ou des flancs de collines précédents. Ascension spatiale et politique vont donc de pair. La dichotomie religieuse s'inscrit clairement dans le paysage urbain. Celui-ci n'est plus seulement politique et national, il exprime l'ouverture à des influences étrangères sources de discordes.

La partition politico-religieuse se complique avec l'intrusion de nouveaux intervenants européens aux motivations beaucoup plus terre à terre que celles des missionnaires.

... la mise sous dépendance coloniale du Buganda.

En effet, à partir de 1885, les grandes puissances se lancent définitivement dans le fameux "*Scramble for Africa*", autant par attrait des terres africaines, que pour des raisons de politique européenne. En 1888, Sir Harry Johnston écrit des lignes très éclairantes sur ce point : "il nous faudra déclarer des protectorats sur des pays que nous n'avons pas le désir de gouverner, directement ou indirectement, mais que nous désirons simplement protéger contre les agressions extérieures [...] contre les interférences jalouses des puissances européennes" [45]. La fin des années 1870 voit l'obstacle de la pensée libre-échangiste balayé par la vague montante des nationalismes concurrents.

Depuis 1876, Léopold, roi des Belges, met à exécution son projet d'Etat libre du Congo, dont il envisage qu'il aura un débouché sur l'océan Indien. Soucieuse de rattraper son retard en matière coloniale, et sous la pression de théoriciens protectionnistes et expansionnistes comme Frédéric Fabri ou Ernst von Weber, l'Allemagne s'intéresse à l'Afrique orientale. Jusque là limitées à Zanzibar, les ambitions allemandes montent d'un cran en 1884, avec l'arrivée d'un aventurier, Carl Peters qui signe des traités avec de petites principautés locales situées au cœur du futur Tanganyika, et les place sous une tutelle allemande que le *Reich*

---

44 : *Les annales de la propagation de la foi* (1892) citées par Rowe (J. A.),"Lugard at Kampala", *in Makerere History papers*, n° 3, Longman Kampala, 1969, p. 167-190.

45 : *The Times*, 12 août 1888, cité par Prunier (G.), "Structures ethniques et système politique en Ouganda" *in Cultures et développement*, Louvain, Vol XIV, 2-3, 1982, p. 365-391.

reconnaît en mars de l'année suivante. Face à cette situation, les intérêts coloniaux anglais se mobilisent et poussent à la conclusion, à l'automne 1886, d'un accord entre l'Allemagne et le Royaume-Uni. Il attribue le territoire du futur Tanganyika au *Kaiser,* et le territoire du futur Kenya à sa majesté impériale. La frontière entre les deux sphères d'influence est celle qui aujourd'hui sépare Kenya et Tanzanie. Mais rien n'est dit sur les territoire au nord du Victoria.

Or, dans les années 1870, l'Egypte avait affirmé ses prétentions sur la vallée du Nil. Après la défaite du Khédive en 1882 et, en prenant conscience, après 1888, que l'occupation du bas Nil sera plus longue qu'escomptée, la Grande-Bretagne reprend à son compte le projet impérial égyptien. Il s'agit pour les Britanniques de garantir la régularité de la crue du Nil, vitale pour les fellahs égyptiens, et donc la stabilité de l'Egypte. Loin d'être philanthropiques, les motivations de Londres sont stratégiques. Il s'agit de garantir la solidité des lignes de communication entre la métropole et son joyau colonial : les Indes. L'importance, dans ce contexte, du nouveau canal de Suez ouvert en 1869 explique l'intérêt des Anglais pour la conquête de sources du Nil, dont ils se seraient sinon bien passés.

Les répercussions au Buganda du *Scramble for Africa* se manifestent dès février 1890, à travers les nouvelles manœuvres qu'y mène Carl Peters et qui inquiètent les actionnaires et le personnel de l'*Imperial British East African Company* [46], à qui la gestion de la sphère d'influence kenyane a été confiée. Elles inquiètent également les fonctionnaires du *Foreign Office* qui pressent la Compagnie d'envoyer un représentant vers le Buganda. Dans le même temps, l'agitation des Allemands autour du lac Victoria, et plus particulièrement du *kibuga* est vue d'un très mauvais œil par les missionnaires anglicans de Namirembe. Ceux-ci font plusieurs fois explicitement appel à la fraternité patriotique, pour solliciter un appui concret du *Foreign Office* ou de la I.B.E.A.C. afin de redresser leur position. L'accord anglo-allemand de mai 1890 fortifie les ambitions commerciales de l'I.B.E.A.C. En effet, l'espace situé au nord du Victoria est finalement laissé par le *Reich* à l'Angleterre contre la cession de l'îlot d'Héligoland en mer du Nord. En décembre 1890, fort de cet accord européano-européen et des multiples sollicitations dont il est l'objet, le capitaine Lugard [47], employé par la I.B.E.A.C., franchit, comme le Rubicon, le Nil Victoria sans l'autorisation du *kabaka* et s'installe non pas dans le marais de Nakivubo qui lui avait été assigné, mais face au *lubiri* sur la colline de Kampala [48]. Ces deux coups de force audacieux et successifs mettent au cœur de l'urbain la désobéissance comme système de positionnement politique. Le premier souci du Britannique est bien évidemment de conforter sa position en construisant un fort pour attendre des renforts qui arrivent fin janvier 1891. Lugard a reçu des instructions relativement précises [49]. Il doit "tenter d'être parfaitement impartial", mais s'il ne peut y parvenir, ses ordres sont de "consolider le parti protestant". La population désigne déjà ces derniers soit sous le terme de "*Prot*" soit sous celui d'"*Ingleza*" par opposition aux "*Roman Catholics*"" ou "*Fransa*".

A la partition politico-religieuse interne s'ajoutent les déterminations externes du *Scramble for Africa.* Durant l'année 1891, alors que Lugard est parti en expédition vers l'ouest pour

---

46 : Sur la IBEAC voir Kiewiet (M. de), "The British Sphere, 1884-94" *in* Oliver (R.) & Mathew (G.), *History of East Africa*, vol. I, Oxford University Press, Londres, p. 391-432 ainsi que *History of the Imperial British East Africa Company, 1876-1895*, Ph.D, Londres, 1965. Les actionnaires de la compagnie sont des hommes d'affaires, des humanistes et des officiers à la retraite de l'armée des Indes. La personnalité la plus connue en est l'écossais Mackinnon. Formée en 1885, la Compagnie se verra octroyer une Charte en 1888. Pour le gouvernement britannique, le système de la compagnie à charte est un expédient permettant de déclarer une zone "sphère d'influence", sans avoir à en assumer ni les responsabilités ni le coût.

47 : Lugard, capitaine de l'armée des Indes, employé par Mackinnon, a rapporté ses souvenirs dans *The Rise of Our East African Empire*, 2 vol., Londres, Blackwood, 1893. Voir Perham (M.), *Lugard, The Years of Adventure, 1858-1898*, Collins, Londres, 1956, 2 vol.

48 : Sur cette épisode de la colonisation voir Rowe, *op. cit.*,

49 : Lugard, *op. cit.*, 1893, p. 19-23.

recueillir les mercenaires soudanais d'Emin Pacha et les mettre au service de la Compagnie, la tension monte graduellement entre les deux partis religieux sans pourtant qu'une querelle définitive n'éclate. L'affrontement crucial a finalement lieu le 24 janvier 1892.

La bataille de Mengo : le 24 janvier 1892.

En effet, de retour, Lugard prend fait et cause pour les protestants dans l'affaire du meurtre d'un de ces derniers par un catholique à la suite du vol d'un fusil. Emus par ce geste partial, les catholiques s'agitent et se mobilisent au son des tambours. Lugard ouvre alors son armurerie aux protestants et leur donne cinq cents fusils, dont un tiers à tir rapide. Les armes se répandent dans les enclos. Toutefois, Lugard ordonne de n'ouvrir le feu qu'avec son aval. Mais, en milieu de journée, sont entendus les premiers coups de feu qui ouvrent une mêlée confuse, faite d'une série d'escarmouches, qui mettent aux prises, en des lieux différents, des bandes catholiques et protestantes menées par leurs dignitaires. Dans un premier temps, Lugard, assistant à la bataille depuis son fort, n'intervient pas. La prise de Rubaga, la colline catholique, par un groupe de protestants qui mettent le feu à la cathédrale en cours d'achèvement est un des moments clés de la bataille. Lugard se décide alors à appuyer l'assaut du palais royal, défendu par des catholiques, d'un feu nourri tiré depuis son fort, puis par une sortie de deux cents de ses soldats. Au soir du 24 janvier 1892, le parti catholique est battu, le roi en fuite.

Au delà de son résultat politique immédiat, le déroulement concret de cette bataille est, en ce qui concerne le paysage urbain, important à quatre titres.

Premièrement, il souligne l'importance symbolique des hauteurs. Il n'est pas innocent que la cathédrale et la mission de Rubaga, sans rôle tactique véritable durant cette bataille, aient été incendiées. Le symbole est un enjeu géopolitique au même titre que les emplacements stratégiques.

Deuxièmement, par le rôle joué par les Anglais dans la bataille à partir de la colline de Kampala, il la consacre symboliquement comme siège des étrangers, assimilés à la coercition. Ainsi, après l'affirmation d'une symbolique endogène nationale, puis factionnelle et religieuse, les événements militaires construisent, au cœur de la ville, une symbolique de la dépendance naissante.

Troisièmement, le véritable enjeu de la bataille urbaine est le palais, le siège du pouvoir. La mémoire collective ne s'y est pas trompée, qui appelle cette journée "la bataille de Mengo". Enfin, plus globalement, la bataille confirme la centralité du *kibuga* dans un contexte nouveau par rapport au fonctionnement traditionnel de la royauté bagandaise. Cet espace est celui où s'emporte la décision politique.

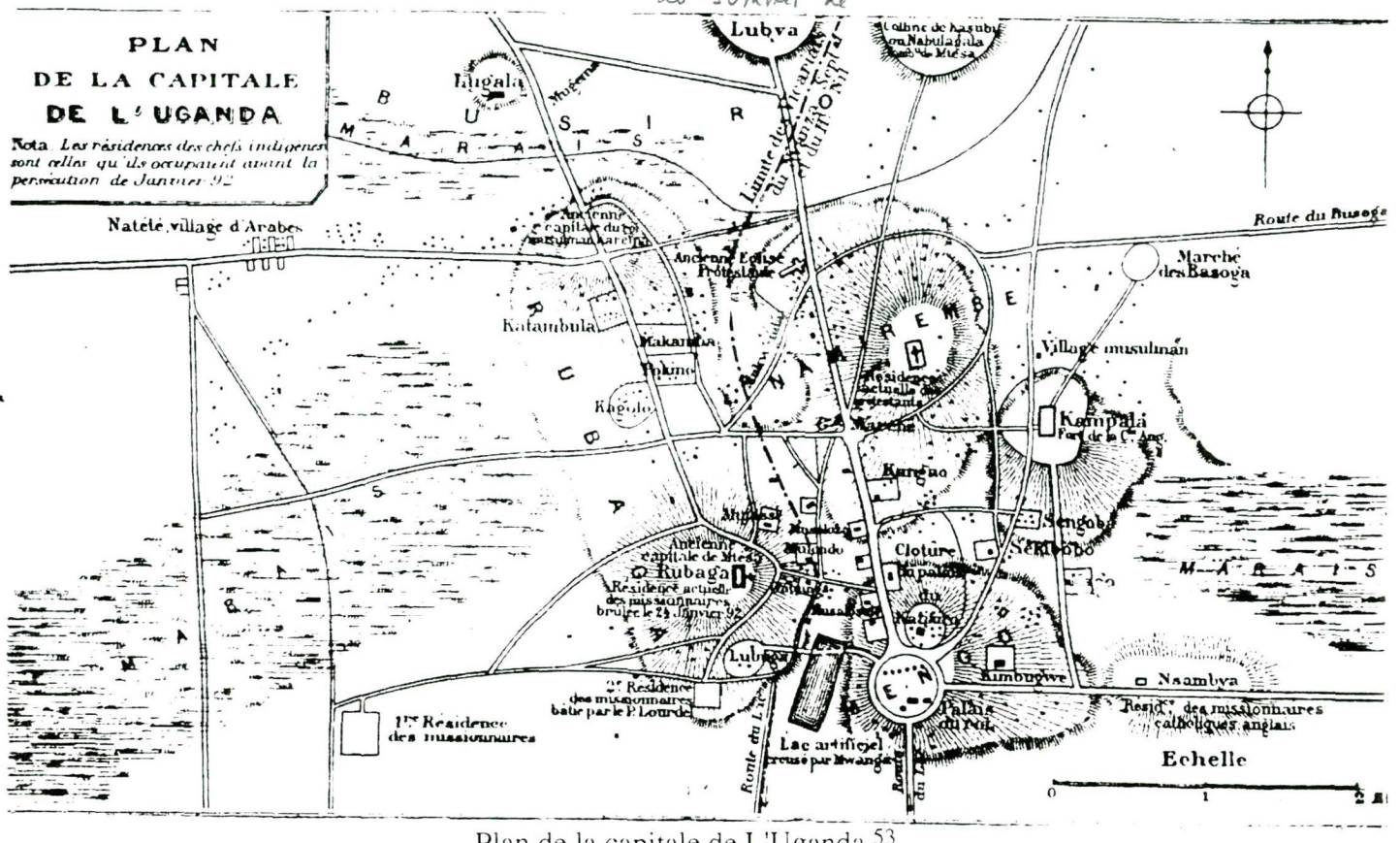
Enfin, l'absence de véritable ségrégation spatiale entre catholiques ou protestants avait provoqué une mitoyenneté générale entre les enclos des tenants des deux partis. Cette mixité politique du tissu urbain a pour conséquence tactique la confusion des mouvements et des escarmouches. Cette confusion, qui va à l'encontre du récit de Lugard montrant le choc frontal des deux corps de bataille, est une des caractéristiques de la violence urbaine tout au long du siècle. Elle ne fait que renforcer le rôle symbolique des hauts comme outils d'expression d'une identité socio-politique nette.

La bataille de Mengo décide très directement de la sujétion du Buganda. Quelques mois plus tard, le *kabaka* revenu au palais se convertit au protestantisme, adoptant la religion de ses maîtres.

De la Compagnie au Protectorat.

En juillet de la même année, l'IBEAC est au bord de la faillite. L'occupation du Buganda coûte entre 40 000 et 50 000 £ par an alors que le capital total de la compagnie n'est que de

250 000 £ [50]. Certes, la construction d'une ligne de chemin de fer liant le lac Victoria à la côte est prévue afin de rentabiliser l'occupation de ces vastes territoires. Mais la construction apparaît longue et onéreuse. Face à l'imminence de la débâcle financière, les directeurs annoncent alors qu'à défaut d'un geste gouvernemental, la Compagnie se retire du Buganda. Salisbury ne fait rien, mais une vaste campagne d'opinion organisée par les «colonialistes» (*retentionists*) [51] provoque le succès d'une souscription de 40 000 £. Les donateurs sont surtout des protestants anglais et des écossais. Le patriotisme religieux les pousse à soutenir les missionnaires protestants et Lugard, remparts contre un protectorat catholique et français [52]. La Compagnie promet de tenir jusqu'au 1er avril 1893. Deux mois avant l'expiration du délai, Lugard revenu au pays se lance dans la bataille d'opinion et décroche l'envoi d'un commissaire spécial du gouvernement pour évaluer la situation. L'envoyé, Gerald Portal, se comporte plutôt en négociateur chargé d'assurer la tutelle britannique qu'en évaluateur et, le 1er avril 1893, il hisse sur le fort de Lugard sur la colline de Kampala l'*Union Jack*.



Plan de la capitale de L'Uganda [53].

La carte intitulé "Plan de la capitale de L'Uganda" montre la situation urbaine entre 1890 et 1892. Les éléments structurants du paysage appartiennent à l'ordre politico-religieux

---

50 : Flint (J.), "The wider background to partition and colonial occupation", *in* Oliver (R.) & Mathew (G.), *History of East Africa*, vol. I, Oxford University Press, Londres, 1963, p. 387.

51 : Groupe de pression en faveur de l'expansion coloniale et plus particulièrement du maintien du Royaume-Uni dans la haute vallée du Nil.

52 : Il serait intéressant d'étudier l'attitude de l'opinion publique et du gouvernement français face à la question de l'Afrique orientale.

53 : Leblond (P. G.), *op. cit.*, 1912.

puisqu'il s'agit des églises, du palais royal et du fort de Lugard. Néanmoins, les éléments économiques caractéristiques de la centralité urbaine sont également mentionnés et notamment les routes et le marché des Basoga [54]. En fait, cette carte présente les principaux éléments symboliques de l'enjeu conflictuel, que le *kibuga* est devenu entre 1880 et 1890.

Cependant, ce n'est qu'un an après, le 12 avril 1894, qu'à Londres, le gouvernement acceptant de remplacer la Compagnie déclare formellement "être déterminé à établir une administration régulière et dans ce but déclare que l'Ouganda est un Protectorat britannique" [55]. Les actionnaires de la Compagnie sont compensés et, afin d'assurer les lignes de communication avec la côte, un sous-commissaire nommé à la tête du *East African Protectorate* (le Kenya) proclamé en 1895.

Le Buganda est donc bel et bien approprié par les Britanniques au terme de trente ans d'une quête scientifique, commerciale et politique, qui tourne autour de la question des sources du Nil, c'est-à-dire, finalement, autour d'un élément géographique assez extérieur à la ville, et même au Buganda puisqu'il en constitue la frontière orientale. Cet aspect du Buganda comme champ de bataille dans des guerres dont les enjeux internationaux lui sont extérieurs constitue une permanence de l'histoire jusqu'à la période la plus contemporaine, et s'explique par le caractère central du Buganda et de sa capitale dans un ensemble national plus vaste. Le fait que la centralité kampalaise constitue un enjeu géopolitique majeur des conflits factionnels ougandais forme une constante de l'histoire de ce pays. Elle tire son origine dans l'histoire même du moment colonial.

La dynamique qui génère la ville pré-coloniale se trouve vers 1870 bloquée par un seuil infranchissable que les conditions de l'exercice du pouvoir, à l'origine de l'agglomération, ont contribué à ériger. La colonisation en intégrant le royaume baganda au sein d'un emboîtement de territoires plus vastes, et en l'ouvrant à des logiques non plus seulement purement locales et politiques, mais aussi économiques et impériales voire globales, provoque une accélération et une modification des processus d'accumulation démographique et d'intégration urbaine des hommes.

Au total la période pré-coloniale associe l'élément essentiel de l'identité kampalaise : son statut de capitale, c'est-à-dire sa centralité. Ce statut provoque une spécification du paysage urbain par rapport à son environnement rural. Les principales caractéristiques de ce paysage sont la valorisation des hauteurs, l'existence d'une voirie particulièrement bien entretenue et d'un bâti monumental, ainsi que la mixité fonctionnelle et sociale. Le moment colonial, à travers ses épisodes religieux, commercial et militaire, ne dément pas et au contraire confirme l'espace ainsi produit dans son rôle de capitale. Cette confirmation s'effectue en partie à travers l'affirmation de la ville comme enjeu de la compétition politique. Cet enjeu dépasse largement l'espace singulier que la ville constitue mais rejaillit également sur les hommes et les territoires sur lesquels elle rayonne. La centralité territoriale, de nature essentiellement politique, repose sur la fonction de commandement. Cette liaison intrinsèque entre le domaine politique et la spécification d'un espace singulier de type urbain conditionne dans une très large mesure le devenir contemporain de la ville. Au XX^{e} siècle, l'histoire politique de l'Ouganda peut s'interpréter comme celle de la construction de l'Etat. L'histoire urbaine et l'histoire de la construction étatique sont donc intimement liées. Ce sont les répercussions de cette dernière sur la ville qui nous intéresse maintenant.

---

54 : Les Basoga sont des bantous, apparentés aux Baganda, mais à la structure politique plus lâche. Ils habitent à l'est du Nil sur les bords du Victoria.

55 : Flint (J), 1963, *op. cit.*, p. 389.

Chapitre II : une capitale duelle.

Cependant, par rapport à la période pré-coloniale, l'intrusion coloniale modifie les règles du jeu politique et provoque une cohabitation entre des acteurs autochtones et des acteurs exogènes. Les rapports de pouvoir entre ceux-ci déterminent en partie l'évolution des paysages urbains. De plus, la colonisation intègre le territoire ougandais, dont la capitale est responsable, à un ensemble mondial plus vaste. A la fonction de commandement local s'ajoute celle de relais : relais politique de la métropole, relais économique du système capitaliste mondial dont la colonisation constitue une phase d'expansion. La colonisation ne dément donc pas la centralité de l'espace urbain, elle l'étend. Mais ce faisant, elle en modifie les prémisses et les conséquences paysagères.

Les colonisateurs arrivent avec leur conception de la ville qui n'a que peu de chose à voir, au moins d'un point de vue morphologique, avec celle que les Africains ont déployée jusqu'à la fin du XIXe. En Afrique orientale continentale et australe, l'installation des colonisateurs se fait généralement mais pas exclusivement [56] dans des villes créées *ex-nihilo* comme Kigali, Bujumbura, Lusaka, Harare, Nairobi ou Nakuru. Tel n'est pas le cas à Kampala, où s'impose donc la nécessité d'aménager l'installation du pouvoir colonial compte tenu de la présence d'une ville pré-coloniale. Le souhait britannique - pouvait-il en aller autrement? - de s'allier la bienveillance des Baganda induit la cohabitation de deux systèmes urbains différents. De là, l'implantation d'une ville européenne et le maintien de la ville baganda. De cette nécessité politique, naît la dualité morphologique du système urbain.

Section 1 : les fondements fonciers d'un paysage duel.

En 1993, Kampala demeure une ville duelle. Une ville baganda héritière directe du *kibuga* s'oppose à une ville coloniale germinant autour du fort de Lugard. Cette dualité paysagère repose sur une triple distinction : foncière, urbanistique et administrative.

Le système foncier baganda.

Jusqu'en 1975, le système foncier baganda qui définit la tenure foncière, est fixé par trois textes principaux :

- l'*Uganda Agreement* de 1900;
- la *Buganda Land Law* de 1908;
- la *Busulu and Envujjo Law* de 1928.

L'*Uganda Agreement* [57] de 1900 constitue un accord politique et diplomatique entre deux royaumes : le Royaume-Uni et le royaume du Buganda. Il se situe dans la logique des accords précédents, en ce sens qu'il organise la mise sous dépendance du Buganda par rapport à Londres. Cependant, cette aliénation ne s'est pas effectuée sans contrepartie. Le royaume bantou n'est pas dissout. Son administration maintenue dans ses prérogatives, est utilisée par les Britanniques à travers la colonisation indirecte. D'autre part, ses dignitaires

---

56 : Voir au sujet de la rencontre urbanistique Coquery-Vidrovitch (Ch.), *Histoire des villes d'Afrique noire. Des origines à la colonisation*, Albin Michel, Paris, 1993, p. 286-323.

57 : Sur l'histoire de l'*Uganda Agreement*, [illegible] (M.), *The story of the Uganda Agreement*, Eagle Press, Nairobi, 1950, 96 p.

tirent un bénéfice important de l'opération, dans la mesure où ils renforcent leur pouvoir par rapport à celui du roi dont ils limitent la puissance. En effet, ils se voient attribuer de larges parcelles de terre en pleine et entière propriété. A l'occasion de l'aliénation coloniale, la révolution politique se double d'une révolution juridico-foncière. Elle instaure une limite nette au pouvoir du roi qui, antérieurement, disposait de la propriété éminente sur l'ensemble de la terre du royaume. Les chefs réussirent à accaparer, pour les terres qui leur furent attribuées, des pouvoirs d'éviction et de confiscation auparavant exercés par le roi.

Aux termes de l'*Uganda Agreement*, le transfert de pouvoir devait s'effectuer dans les proportions suivantes : 8 460 miles^2 (40,8% du territoire baganda) étaient partagés entre environ mille notables du royaume; le roi et sa famille conservèrent 958 miles^2 (5%). Le reste du royaume (10 550 miles^2 soit 53,8%) revenait à la couronne britannique et devait être administré par l'administration coloniale

L'importance de cet accord dépasse sa stricte signification politique et réside, pour ce qui nous intéresse, dans l'introduction d'une des notions centrales du droit foncier occidental au Buganda. L'apport de la propriété au sens romain du terme est le fondement d'un rapport individuel à la terre en complète contradiction avec le système coutumier pré-colonial. La date de 1900 marque une rupture fondamentale. Le signataire britannique de l'accord - Sir Harry Johnston - pensait que la diffusion de la propriété privée constituait un objectif central de la mission civilisatrice de l'Europe en Afrique.

Cette privatisation des terres provoque un vaste mouvement d'appropriation. Il est long, complexe et émaillé d'incidents et de conflits entre les différents protagonistes. Le transfert de propriété s'accompagne de vastes mouvements de populations d'un bout à l'autre du Buganda, les paysans s'installant sur les terres allouées à leurs anciens chefs [58].

Quelles sont les prérogatives de cette propriété privée? L'*Uganda Agreement* ne fournit pas de détail précis quant à leur nature exacte. En 1908, le parlement baganda - le *lukiiko* - apporte un complément légal - la *Buganda Land Law* -.

La loi de 1908 donne le nom de terre *mailo* - de l'anglais *mile* - à la terre attribuée aux personnages importants du royaume à titre privé.

Sur ces terres, les propriétaires fonciers n'ont plus à payer de tribut ni de loyer au roi. Ils peuvent librement transmettre la terre à leurs descendants ou la vendre. Ce droit d'aliénation personnel constitue le point de rupture essentiel par rapport à la tradition. Une seule restriction est apportée à ce droit de cession. Il s'agit de l'interdiction de céder, à titre de don ou de vente, tout ou partie d'une propriété à des non Africains sans l'autorisation du gouverneur anglais et du *Lukiiko*. Cette mesure protège la propriété africaine et reflète les préoccupations du parlement baganda, mais aussi du Protectorat anglais, peu favorable à un colonat du type rhodésien ou kenyan. La propriété devait être garantie par l'enregistrement au *Lands and Survey Office* et l'émission d'un titre foncier.

Le roi abandonne toute prérogative sur ces terres, en échange de la jouissance d'une très vaste propriété (350 miles^2) attachée à sa fonction. Cette propriété prend le nom de *official mailo*. De tels droits de jouissance sur certaines parcelles sont également attachés aux postes importants de l'administration baganda. Au total, ce domaine privé officiel couvrait 573 miles^2 : 350 miles^2 pour le *kabaka*, 10 miles^2 et 5 miles^2 pour la mère et la soeur du roi, 48 miles^2 pour les trois ministres du roi et 160 miles^2 pour les vingt chefs de comtés.

La loi protégeait également certains droits d'usage populaire : droit de passage, accès aux points d'eau et droit de libre pâture sur les espaces appropriés non mis en valeur.

---

58 : Les répercussions démographiques dramatiques (la population du Buganda aurait diminué de 50% entre 1860 et 1920) de ces évènements sont étudiées dans Langlands (B.W.), *Study in the Population Geography of East Mengo*, Occasionnal Paper n° 17, Department of Geography, Makerere University, Kampala.

La loi de 1908 fixe donc les droits des propriétaires et distingue les terres *mailo* pures des *official mailo*, c'est-à-dire les propriétés privées proprement dites, des domaines privés officiels.

Vingt ans après, une nouvelle loi, la *Busullu and Envujjo Law*, énonce les droits des locataires-exploitants. En effet, la privatisation foncière n'a pas bénéficié à tout le monde. L'immense majorité des Baganda n'ont pas eu accès au titre foncier. Or, ils vivent sur une terre dorénavant privatisée. Le rapport politique qui les liait au chef et en dernière instance au roi a été coupé; il ne subsiste plus qu'un rapport de dépendance économique entre le propriétaire et le locataire coutumier. La *Busullu and Envujjo Law* aménage ce rapport en éclaircissant le statut, les droits et les devoirs des exploitants non propriétaires. Ceux-ci sont appelés des *bibanja holders*. Le *kibanja* est la terre sur laquelle s'applique le droit d'usufruit du paysan non propriétaire. En échange de ce droit, le *mailo owner* reçoit le *busulu* (loyer de la terre) et l'*envujjo* (paiement en nature sur les récoltes sous forme de bière et de vêtements).

La loi de 1928 garantit les droits d'exploitation, de transmission et d'aliénation du locataire. En limitant les pouvoirs du propriétaire, elle infirme nettement la lettre des lois de 1900 et 1908. En particulier, l'éviction du locataire est rendue extrêmement difficile et soumise à une approbation judiciaire. Pour être protégé par la loi, le locataire ne doit que respecter deux obligations : payer ses loyers régulièrement en montrant déférence et respect au propriétaire éminent (*mailo owner*) et cultiver la terre sans interruption (obligation de mise en valeur).

Dans le cas où le locataire ne remplit pas ses devoirs, en particulier dans l'hypothèse d'une non mise en valeur, le *mailo owner* peut entreprendre une poursuite judiciaire en vue d'expulser le contrevenant. Mais le "déguerpissement" ne se fait qu'après dédommagements et compensations des biens immobiliers (maison) et agricoles (plantes, arbres, etc.) laissés par l'exploitant derrière lui.

Le montant des loyers est impérativement fixé. Les révisions, à l'origine prévues, n'eurent jamais lieu. Ainsi, de fait, le législateur de 1928 fixa les loyers pour... 47 ans!! En effet, la loi ne fut modifiée qu'en 1975. Aussi l'inflation rendit vite dérisoire le tribut foncier tiré de la terre par le propriétaire.

Au total, les effets de cette loi furent de concéder à l'exploitant un droit d'usufruit total et quasi gratuit. Cependant, le *busulu* et de l'*envujjo* ont un sens et une valeur symboliques qui dépassent leur signification économique.

Cette législation est le premier exemple d'un texte favorable aux locataires en Afrique tropicale. Elle tire sa logique de la volonté du colonisateur de protéger les petits exploitants baganda [59], menacés entre 1908 et 1928 par l'appétit grandissant des *mailo owners*. Ceux-ci, décidés à saisir l'opportunité de l'introduction des cultures commerciales (coton et café) pour s'enrichir, ont exercé une pression croissante sur les *bibanja holders* en augmentant les loyers et les charges. De 1908 à 1928, les *bibanja holders* sont des locataires soumis à l'arbitraire des propriétaires. Mais, en 1928, les colonisateurs souhaitent bâtir un modèle de colonisation fondé, au contraire du modèle kenyan, sur la petite exploitation indigène. Tel est l'objectif de la *Busullu and Envujjo Law*, rendue possible parce qu'à cette date les Britanniques n'avaient plus autant besoin de l'appui des classes dirigeantes baganda qu'avant la Première Guerre mondiale.

Les arguments légaux sont puisés dans la coutume baganda. En effet, le droit d'éviction arbitraire assumé par les propriétaires entre 1908 et 1928, d'inspiration européenne, s'opposait à une coutume beaucoup plus souple et favorable à l'exploitant. L'intitulé même de la loi exprime cette inspiration coutumière. Les conséquences sociales de cette loi ont été considérables. La plus évidente est qu'en sécurisant l'exploitant, elle a favorisé le

---

59 : Contrairement au Kenya, l'Ouganda n'est pas une colonie de peuplement. L'intérêt de la couronne n'est donc pas la défense d'une minorités de colons, mais plutôt, pour des raisons essentiellement financière et hut gétaire, celle d'une classe de petits paysans autochtones, dont l'enrichissement est supposé permettre un développement «auto-centré».

développement rural, relativement démocratique et égalitaire qui explique le succès de la petite agriculture mixte (vivrier/cultures de rente) et la faible urbanisation du Buganda.

Au total, les lois foncières du début du siècle créent un type de terre particulier : les terres *mailo*. Sur ces terres, elles instaurent deux types de tenure foncière : la propriété éminente et la propriété utile. Mais, elles ne font pas de différence entre le milieu urbain et le milieu rural. Appliquées en milieu rural, ces lois ont cependant une importance capitale pour les processus d'urbanisation, dans la mesure où elles guident les rapports fonciers périurbains. Elles déterminent également les rapports fonciers à l'intérieur du *kibuga*. En effet, la ville baganda n'a pas de régime foncier différent de ses campagnes. Le même système est appliqué partout. Le continuum foncier ville-campagne est complet. La seule différence tient à la personnalité des allocataires. Les grands dignitaires du régime ont tenté de se rapprocher du pouvoir en se faisant allouer des parcelles proches du palais. D'autre part, les terrains royaux sont particulièrement spacieux aux alentours de Kampala. Mais, mis à part ces nuances sociales, le système foncier est le même à la ville et à la campagne. Le système foncier kampalais est donc partiellement le même que le système foncier baganda. Les évolutions du premier pèsent donc sur celles du second et par voie de conséquence sur la ville entière.

Au Buganda, les dispositions foncières articulent concrètement les équilibres politiques coloniaux avec la création d'un système foncier original. La domination coloniale provoque, au profit de l'élite baganda, un vaste mouvement de privatisation des terres opérée aux dépens du *kabaka*. Ce mouvement laisse au roi la seule jouissance d'un vaste domaine privé. A l'échelle du Buganda, la colonisation dépolitise l'accès à la terre par privatisation et aliénation. Mais la constitution du territoire ougandais reporte la question au niveau supérieur. En effet, la privatisation-aliénation n'a pas eu lieu hors du Buganda. Ailleurs, le domaine public s'est construit seul aux dépens des territoires coutumiers. Dans l'ensemble, ceux-ci sont restés intacts et gérés de la même façon qu'avant la conquête, c'est-à-dire de manière communautaire sous la férule d'un chef de terre, qui concède au nom de la communauté un droit d'usage. Les fonctionnaires coloniaux ont ainsi contribué à renforcer la dichotomie entre le Buganda et le reste de l'Ouganda, et l'ont inscrite dans le sol. La préservation de la royauté et la privatisation de la propriété foncière sont les deux piliers politiques et juridico-économiques du particularisme baganda. Aussi le problème foncier dépolitisé d'un point de vue interne se trouve re-politisé au niveau national. La parcelle *mailo* devient enjeu ougandais. L'évolution politique nationale est virtuellement porteuse de bouleversements fonciers donc urbains.

Mais le processus de création de la parcelle *mailo* s'accompagne d'un processus exactement contemporain d'appropriation foncière par la couronne britannique.

Le legs foncier britannique.

L'*Uganda agreement* réservait 10 550 miles^2 au Protectorat. Ces terres se partageaient entre des réserves forestières (1 500 miles^2), des terres inoccupées dites *crown lands* (9 000 miles^2) et 50 miles^2 de terre pour des *government stations*.

Le régime foncier qui règne sur ces terres diffère fondamentalement de celui que le système *mailo* a introduit ailleurs au Buganda. En effet, le principe britannique de l'appartenance de la propriété éminente de la terre à l'Etat ou à la Couronne était là respecté. Sur ces terres régnait la *Common Law*. Le modèle souvent copié dans les pays neufs de colonisation récente par les puissances occupantes était le *Torrens Act* de 1856.

Il ne reconnaît pas aux individus le droit à la pleine propriété du sol. Le droit qu'ils y exercent se limite au droit d'usage, toujours attribué pour une durée limitée et souvent assorti de strictes conditions de mise en valeur. La limite possède une portée symbolique - elle rappelle la prééminence de l'Etat et les limites des droits des usagers - et pratique - elle permet à l'Etat des «réallocations» en fonction de l'évolution des besoins fonciers. Le sol est attribué à travers deux systèmes principaux : le *leasehold*, le *freehold*.

Les différences essentielles entre ces deux systèmes sont que dans le premier cas, le bail est de courte durée - en général de 49 ans - et qu'il y a un intermédiaire entre l'Etat et l'occupant, alors que dans le second cas, la cessation est directe et de longue durée - bail emphytéotique -. Une autre différence entre les deux systèmes tient au fait que la concession en *freehold* est gratuite, alors qu'un détenteur de *lease* doit payer un droit d'entrée - le *premium* - et un loyer annuel - le *ground rent* - qui, bien que modique, n'en est pas moins important symboliquement et historiquement

Les terres *freehold* présentent le premier aspect des concessions foncières. Ces *freehold* reviennent principalement aux églises catholique et anglicane, aux collectivités territoriales urbaines et à certaines entreprises publiques (les *parastatals*). Par exemple, les terres sur lesquelles sont installées les infrastructures ferroviaires sont concédées en *freehold* aux *Uganda Railways*.

L'origine de la propriété religieuse remonte là encore à l'*Uganda Agreement* de 1900. Celui-ci accordait 92 miles^2 aux trois congrégations des *White Fathers, Mill Hill Fathers* et de la *Church Missionary Society*, entérinant ainsi le rôle capital que les missionnaires avaient joué dans la colonisation du royaume baganda. Ces *freehold* religieux ont deux aspects différents selon leur localisation. A la campagne, il s'agit de petites parcelles de moins de 10 acres dispersées, qui allaient le plus souvent par paire correspondant aux églises et aux temples de chaque commune. Au contraire, près de la capitale royale (Mengo), de très grandes parcelles (Namirembe, Rubaga, Nsambya, Gabba, Kasubi) portent les organes centraux des églises. Les musulmans ont également reçu en partage la colline de Kibuli. Ces terres sont attribuées gratuitement pour 199 ans à la seule condition de n'être dévolues qu'à des activités religieuses et sociales [60]. Seuls des équipements répondant à ces vocations pouvaient y être construits : hôpitaux, bâtiments religieux, couvents, écoles, séminaires, orphelinats. Le *Colonial Office* tenait à ce que ces terrains ne deviennent en aucune façon des sources de revenus, et ce, malgré le souhait des missions et les églises qui visaient l'autonomie financière, pour s'affranchir de la tutelle des institutions métropolitaines. En particulier, au début du siècle, furent strictement interdites les plantations agricoles et les locations. Cependant, dans les années vingt, la pratique s'assouplit. La vente ou la concession de ces terres à des fins de rapport devinrent plus fréquentes et autorisées par le Protectorat. Les détenteurs de terres *freehold* peuvent à leur tour "sous-concéder" des droits d'usage sous la forme de *leasehold* d'une durée de 49 ans.

Jusqu'en 1975, les terres soumises à la juridiction de type *leasehold* constituent l'autre type de tenure temporaire. Un titre peut être concédé par la *Uganda Land Commission* (ULC). La ULC est l'organisme détenteur de la propriété éminente sur l'ensemble des terres publiques. Disposant de ces terres gratuitement et pour 199 ans, les *City Councils* (les mairies) sont donc, le plus souvent, en ce qui concerne les demandes d'allocations foncières urbaines, les organismes intermédiaires. Ce sont eux qui concèdent les terrains sur le territoire dont ils sont les usufruitiers. Les particuliers (individus ou sociétés) - qui sont dans les faits des sous-locataires - sont tenus de mettre en valeur les parcelles en respectant un cahier des charges strict.

Enfin, le système de la *customary tenancy* permet l'exploitation des terres publiques par des paysans. Ce système reproduit sur les terres publiques les dispositions qui permettent aux *bibanja holders* de bénéficier de la propriété utile sur les terres *mailo*. Ce droit était garanti par le fait que l'autorité publique ne pouvait pas concéder les terres mises en valeur par les locataires coutumiers sans leur accord. Avant de demander une allocation officielle, le candidat devait consulter les locataires coutumiers pour savoir s'ils étaient d'accord pour

---

60 : Hansen (H. B.), *Mission, Church and State in a colonial setting. Uganda (1890-1925)*, Heinemann, Londres, 1984, p. 101.

libérer la terre et connaître le montant de la compensation exigée. Il s'agissait en fait d'une reconnaissance légale du droit du premier occupant. La notion de *squatter* sur les terres publiques rurales n'existait pas en Ouganda.

Mais en ville, la terre étant concédée aux autorités municipales, ceci permet d'éviter les *customary tenants*. Les personnes qui mettraient en valeur une terre municipale "vide" sans autorisation seraient considérées comme des "squatters" et donc expulsées. C'est pourquoi, la municipalité de Kampala a mis au point un système de *Temporary Occupation Licence* (TOL). Cette licence permet à son détenteur de mettre en valeur la parcelle allouée de façon temporaire : aucun bâtiment permanent ne doit être installé ; seules des cultures annuelles peuvent y être cultivées. Ce système permet à la municipalité d'entretenir son territoire sans faire appel à une main-d'oeuvre trop nombreuse.

L'agglomération de Kampala voit donc se côtoyer deux systèmes fonciers radicalement différents : la propriété privée et la propriété publique concédée. On a pu dire que l'une représente plutôt la conception latine de la tenure foncière et de sa finalité, et l'autre la version saxonne de la conception des rapports de l'homme au sol. De ce point de vue la position géographique d'une Ouganda située entre une Afrique majoritairement (au moins en terme d'Etats) francophone et une Afrique majoritairement anglophone est symbolique. Mais, au delà de ce strict "géographisme", il sera intéressant de comparer les mises en valeur respectives de ces deux systèmes et de tenter de dégager un bilan comparatif des avantages et des inconvénients des deux systèmes. La comparaison sera à la fois facilitée par la proximité immédiate des deux systèmes, et faussée par l'histoire spécifique et mouvementée du Buganda depuis la décolonisation.

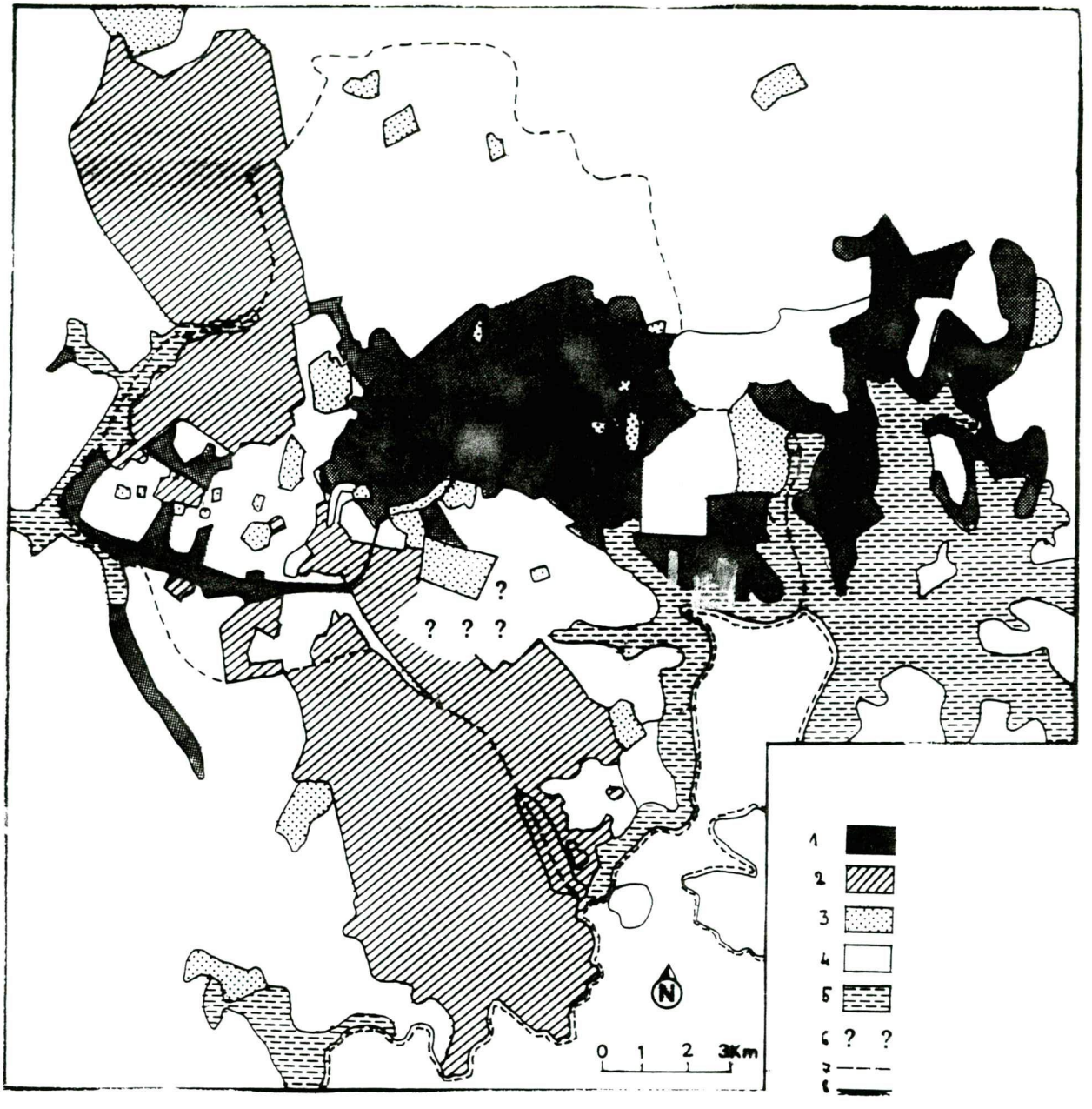
Au total, ce sont six catégories foncières qui sont créées au début du siècle :

- la propriété privée pleine et entière de type *mailo*,
- le droit d'usage garanti et quasi-gratuit de type *kibanja*,
- la propriété entière avec bail emphytéotique de type *freehold*,
- la propriété publique,
- le droit d'usage concédé sur les terres publiques du type *leasehold*,
- le droit d'usage temporaire assimilé au *kibanja* mais sur terre publique.

La géographie de ces catégories foncières n'est pas née du hasard et détermine en partie la mise en valeur, la morphologie et la structure urbaines. La dichotomie foncière est le fondement de la constitution de deux parcellaires opposés et symptomatiques de deux logiques distinctes de production de la ville : publique et privée. La carte exacte de la localisation des différents types de tenure dans la municipalité de Kampala en 1966 est parlante.

Elle permet d'opposer une ville publique au centre et à l'Est à une ville privée ou semi-privée au Nord, à l'Ouest et au Sud. En effet, la législation concernant la mise en valeur et l'aménagement urbain diffère grandement selon que l'on se trouve sur une terre publique (*Crown land*) ou sur une terre de type *mailo*.

La délimitation des territoires aliénés débouche immédiatement sur la virtuelle définition de la ville en tant qu'espace non baganda. La partition foncière se prolonge dans le paysage par la dichotomie morphologique. Celle-ci repose fondamentalement sur des systèmes de normes radicalement différents. La norme européenne fonde la ville publique, alors que la norme africaine façonne la ville privée.



Carte

La localisation des différents types de terre à Kampala avant l'abolition de la royauté.

1 : Terres de la couronne britannique (*Leasehold*) ; 2 : *Official mailo* (terres du roi et de l'administration baganda) ; 3 : *Freehold* ; 4 : *Mailo land* ; 5 : Marais, terres de la couronne ; 6 : Zone d'incertitude sur la géographie de la tenure foncière avant 1966 ; 7 : Limites municipales actuelles ; 8 : Ligne de chemin de fer.

Section 2 : l'urbanisme officiel.

Le colonisateur importe avec lui une conception de la ville qu'il va tenter d'appliquer aux portions de territoire que l'*Uganda Agreement* lui a attribuées. Les procédures d'aménagement urbain ne s'appliquent en effet qu'aux terres publiques. Sous le règne impérial, alors qu'aucune partie du domaine baganda ne se singularise par un aménagement particulier, une partie du domaine public au contraire est réservée à la ville. La ville européenne s'implante au Buganda dans le cadre du partage foncier dicté par l'accord de 1900. A la suite de celui-ci sont édictées des règles urbanistiques et administratives proches de celles déjà connues en métropole [61] qui, dans le cadre du domaine public, définissent réellement l'urbain par rapport au non urbain. A travers un corpus de lois, la ville "blanche" est l'objet d'un aménagement volontariste qui l'organise et maîtrise sa croissance. Néanmoins, comme souvent en matière juridique et qui plus est au cours de la colonisation, la pratique avait précédé quelque peu la loi. Cet ensemble de lois et de représentations de la ville sera légué par les Britanniques au nouvel Etat indépendant. La césure du 9 octobre 1962 - date de l'indépendance de l'Ouganda - n'a pas grande signification en ce qui concerne l'urbanisme public. L'histoire individualise une période allant de 1890 à la fin des années 1960, pendant laquelle l'urbanisme public d'inspiration britannique possède une puissance paysagère effective. Sous le régime Amin, la déchéance de l'Etat le rend impuissant à réaliser la moindre politique urbaine. Ce sont donc les années 1970 qui marquent un tournant urbanistique réel.

Dès 1890, par la construction d'un fort, Lugard avait contribué à distinguer un pôle européen du *kibuga*.

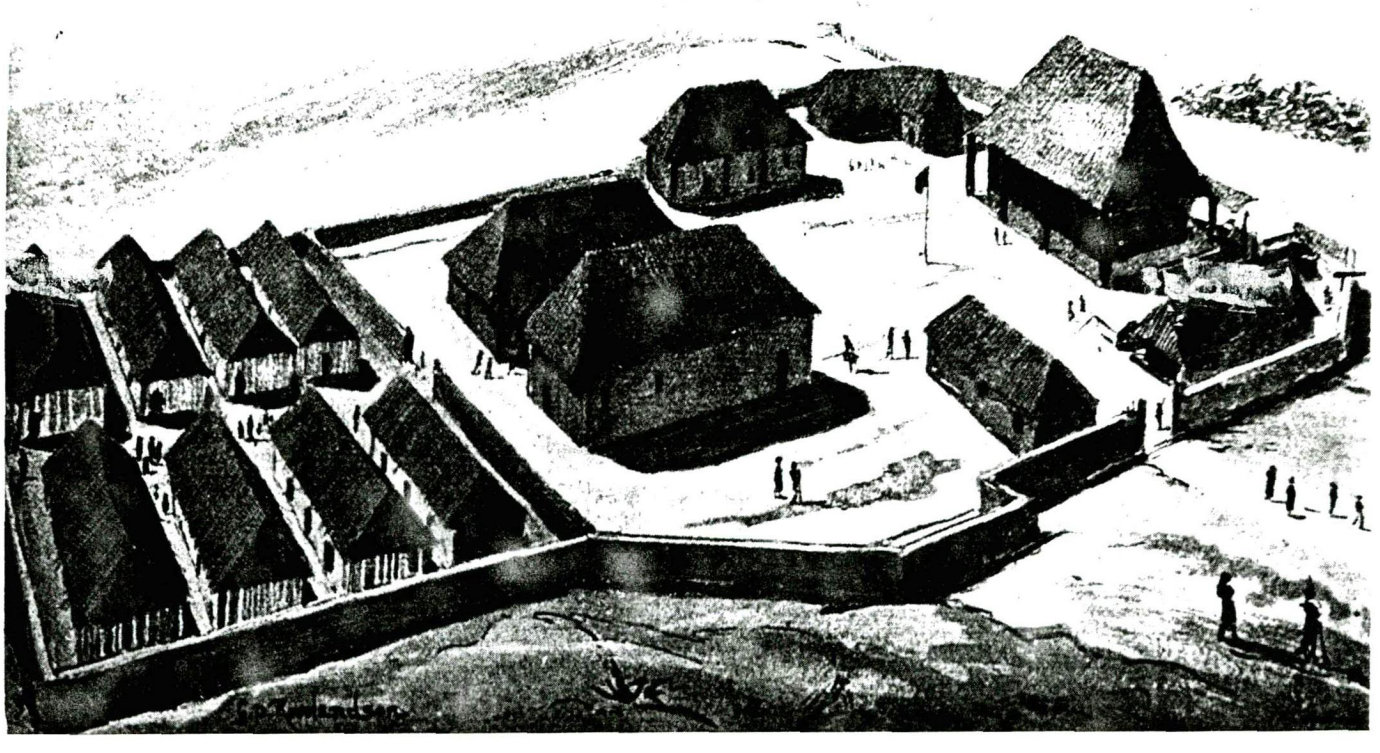


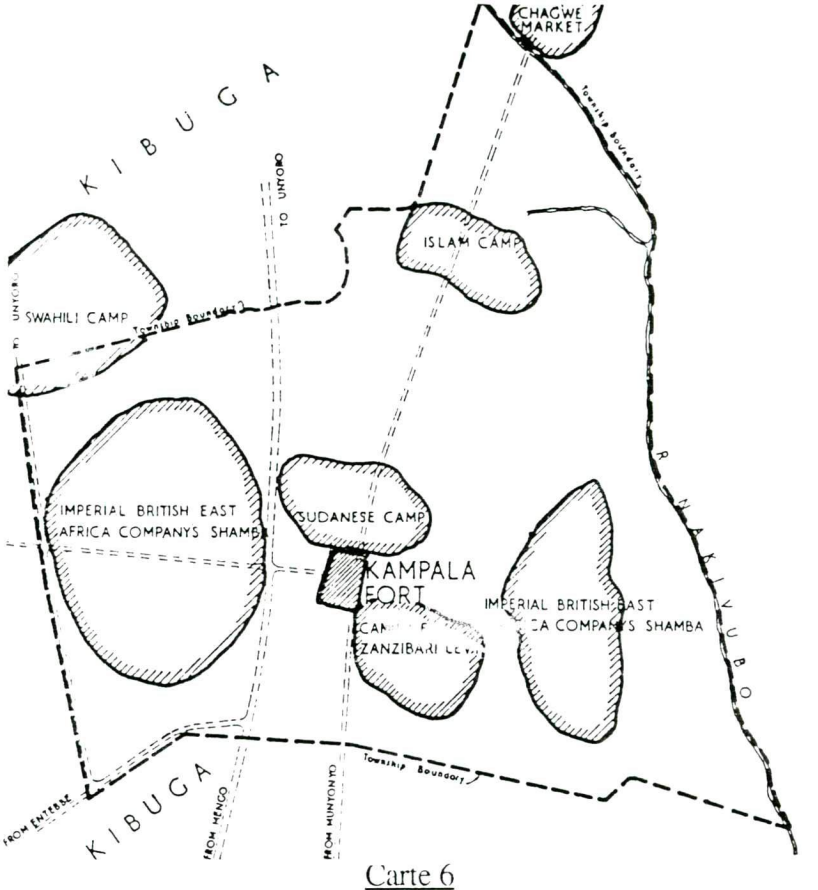
Figure
Le fort de Lugard sur la colline de Kampala.

---

[61] : Voir Calabi (D.), "Les premiers urbanistes en Grande-Bretagne. La naissance du *town planning*", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°21, janvier 1984, p. 45-65.

Par comparaison avec les vues du *kibuga*, la vue cavalière du fort de Lugard permet de souligner les deux différences fondamentales qui opposent les deux types d'urbanisme. D'abord, l'orthogonalité de l'architecture britannique s'oppose aux courbes baganda. Ensuite, une distinction fonctionnelle entre les casernements et les bâtiments d'administration caractérise le fort britannique. Le palais royal n'a pas montré la même distinction.

Les mesures de 1893 et 1897 avaient, dans l'esprit des hommes du temps, pour motif explicite d'éloigner les Européens des miasmes morbides émanant des marais et des Africains. Ces premières décisions urbanistiques s'accompagnent de tentatives pour organiser l'installation des porteurs swahili, des soldats qui accompagnent les administrateurs, mais aussi des commerçants arabes et indiens qui suivent leur sillage. A partir du récit du Révérant Walker, Gutkind [62] donne un schéma de l'organisation spatiale de Kampala en 1893. Plus qu'un véritable plan d'urbanisme, le plan montre bien une certaine séparation spatiale des hommes et des activités.



Carte 6

Kampala en 1893 : les prémisses de la ségrégation et du zoning.

L'image d'un vaste campement demeure, corroborée par les illustrations et les témoignages qui insistent sur la précarité des constructions. Cependant, ce vaste campement présente une organisation institutionnelle et raciale, fondée sur la séparation spatiale des différentes ethnies constitutives de la force armée britannique.

A partir de 1897, la construction d'un nouveau fort débute au sommet de la colline de Nakasero. Achevée en 1902, elle est suivie de l'installation sur cette colline de la ville

62 : Gutkind (P. C. W.), *op. cit.*, 1963, p. 17.

anglaise. Entre 1903 et 1906, le *collectorate* [63] et les fonctionnaires britanniques présents à Kampala [64] quittent (Old) Kampala pour Nakasero. L'espace disponible ainsi que l'abondance et la proximité des sources avantageaient cette colline par rapport à (Old) Kampala. L'installation se fait sous la houlette du *collectorate*, qui semble avoir tracé la voirie et appliqué un certain "*zoning* fonctionnalo-racial". En 1912 [65] la voirie épouse les formes du relief et, dans la zone alors bâtie, possède grossièrement le tracé d'aujourd'hui. L'administration européenne occupe le haut de la colline, au pied du fort, alors que plus bas, au sud-ouest, se trouve le bazar indien. Les deux espaces aux caractéristiques raciales et fonctionnelles spécifiques sont séparés par le gradient topographique, un certain nombre de rues qui suivent les courbes de niveau et des espaces vides. Le fait ségrégatif est ainsi clairement établi. Cette structuration spatiale est complétée par un parcellaire relativement régulier et orthogonal ; les parcelles les plus grandes sont les plus hautes et les plus petites les plus basses. L'espace alors occupé par les Anglais est de 1 400 acres [66].

Mais entre temps, la loi avait rattrapé le fait. Elle fixe les règles du jeu urbain mais aussi l'aire d'application de ces règles. Contenant et contenu allaient être définis dans un même mouvement. En 1902, le Lieutenant-colonel Sadler - *commissionner* - met sur pied un *siting board* chargé de fixer les frontières de Kampala. Le comité régularise en fait l'extension de l'espace occupé par l'administration anglaise entre 1890 et 1902 en excisant une portion du territoire du *kibuga*. Les propriétaires de ces terrains sont indemnisés. Cet espace, qui n'est pas encore définit légalement comme un *township* [67], est prévu pour être utilisé "*exclusively as a European quarter and all native settlements (were to be) strictly prohibited*" [68].

L'espace ainsi limité se révèle vite saturé et dépassé par le déménagement des fonctionnaires anglais sur Nakasero. Aussi, en 1906, de nouvelles frontières sont-elles tracées [69]. Elles englobent la nouvelle colline [70]. En 1911, deux propriétaires baganda acceptent de vendre leur parcelle au sud-ouest de Nakasero au *township*. Le tracé du contenant séparant l'espace anglais de l'espace baganda se trouve complété et renforcé par la définition du contenu, c'est-à-dire les règles d'urbanisme. La pratique d'une planification sommaire mais réelle avait précédé la définition des contours exacts de la sphère urbaine anglaise. Là encore, le droit légitime *a posteriori* la pratique quand, le 26 juin 1906, Kampala

---

63 : Le *collectorate* est l'ancêtre du *District Commissioner* ou DC. Cette appelation est directement importée de l'administration coloniale aux Indes.

64 : On estime alors respectivement à 150, 600 et 2 000 le nombre d'Européens, d'Indiens et d'Africains résidant à Kampala. Temple (P.H.), *op. cit.*, 1969, p. 78.

65 : Temple (P.H.), *op. cit.*, 1969, p. 82.

66 : Un acre correspond environ à 0, 42 hectare.

67 : Le terme *township* désigne l'espace urbain britannique par opposition au *kibuga*. L'opposition linguistique exprime l'opposition raciale et politique. Cependant, il convient de conserver à l'esprit que jamais en Ouganda le terme *township* n'a la signification qu'on lui donne généralement en se référant à une situation spécifique à l'Afrique australe. En Ouganda, il s'agit plutôt d'une catégorie juridico-administrative. L'absence d'un *apartheid* législatif et surtout de grandes concentrations ouvrières n'ont pas nécessité la création de ces vastes zones d'habitat homogènes. Lorsqu'elles existent, elles prennent la dénomination générique d'*estate*. Par exemple, on parle de *Nsambya police estate*. Le terme d'*estate* est également valable pour les cités ouvrières (comme par exemple autour de la mine de cuivre de Kilembe). Le terme de *coumpound* courant pour désigner les concentrations ouvrières en Afrique australe désigne, en Afrique orientale, la parcelle généralement enclose.

68 : Entebbe Archives, S.M.P.J. 72, Sadler to Principal Medical Officer, 18 février 1902, cité par Gutkind (P. C. W.), *op. cit.*, 1963, p. 22.

69 : L'évolution des frontières administratives urbaines apparaît sur la carte de la page 70.

70 : Dans les faits, ces nouvelles limites ne seront définitivement fixées qu'en 1910. Selon la définition de 1906, le *township* devait couvrir un cercle de trois miles de rayon autour du fort de Nakasero donc englober une large portion du *Kibuga*. Les Baganda protestèrent avec une telle véhémence que le *District Commissioner* décida en 1910 de réduire l'emprise urbaine anglaise.

est inscrite au journal officiel comme *township* [72]. Cela entérinait et renforçait la ségrégation, mais soumettait également l'espace défini aux règles urbaines spécifiques édictées en 1903.

En effet, trois ans après les fondements fonciers distinguant territoire baganda et territoire de la Couronne, les fondements urbanistiques de la ville anglaise en Ouganda sont posés par la *Uganda Township Ordinance* [73]. La ville anglaise est importée en Ouganda. Cette importation est relativement timide et partielle. Il ne s'agit pas d'une imposition en bloc d'un corpus de lois et de règles déjà rodées en métropole. L'imposition de la ville se fait petit à petit et relève d'un empirisme certain. Néanmoins, derrière ce processus apparemment hésitant s'effectue une véritable création *ex-nihilo*, en rupture, en opposition et en juxtaposition par rapport à un organisme urbain africain préexistant.

Au titre de la loi de 1903, le gouverneur est autorisé à définir les limites des villes, à décréter des règles et à lever des impôts. Le nettoyage des rues, le pastoralisme urbain, le creusement de trous en ville, la taille des bâtiments, la vente sur les marchés sont les domaines explicitement et particulièrement désignés à la vigilance des autorités. En déclarant Kampala *township* en 1906, le gouverneur achevait le processus de spécification-exclusion débuté en 1890 par Lugard lorsqu'il faisait creuser un fossé autour de son campement. Les règles d'urbanisme de 1903 sont successivement précisées et étendues en 1914, 1916 et 1924.

En 1914, à la suite du rapport Simpson [74], les normes de construction, la taille des parcelles et le coefficient d'occupation du sol (le maximum autorisé était de 50% de la superficie de la parcelle) sont définis. L'obligation de fondation en ciment est affirmée. Ces normes façonnent encore grandement le paysage urbain actuel. Cependant, la loi de 1914 se concentrait encore quasi exclusivement sur la parcelle, et ignorait en particulier le problème de la voirie et de la composition urbaine. Ces lacunes font l'objet des rectifications de l'après première Guerre mondiale. Le 16 décembre 1918, un *Central Town Planning Board* est institué. Il s'intéresse aux problèmes de planification urbaine, et est à l'origine de la formulation du premier plan d'aménagement kampalais en 1919.

Cependant, dès août 1910 le gouverneur avait nommé un *siting board*. Ses pouvoirs étaient limités à un rôle consultatif. Néanmoins, ses délibérations sont intéressantes dans la mesure où elles montrent les débats qui ont présidé à l'énonciation des orientations générales des lois coloniales d'urbanisme. En 1912, le *Siting Board* "recommanda le déplacement de tous les natifs vivants sur la colline de l'autre côté du marécage [de Nakivubo] [...] et exprima l'idée que la direction naturelle de la ville devait se faire en direction de Luzira road"[75], c'est à dire vers le sud-est.

Le plan d'aménagement de 1919 reprend cette idée, et suit très scrupuleusement les recommandations du rapport Simpson. Le plan de 1919 - *Kampala 1919 Planning Scheme* - propose la ségrégation résidentielle appuyée sur l'utilisation d'espaces verts et d'un golf, et le «zoning» fonctionnel comme principes d'urbanisme. En fait, sa préoccupation essentielle est hygiéniste. La composition du comité d'urbanisme est révélatrice de cette préoccupation centrale. En effet, il comprend un *Principal Medical Officer*, a *Chief Sanitary Officer*, un *Land Officer*, un *Director of Public Work* et un *Medical Officer for Kampala.*

---

72 : *Uganda Gazette*, 1906, p. 247.

73 : *Uganda Gazette -East African Protectorate and Uganda-* Act number 10 of 1903, 1903, p. 333.

74 : Simpson Report 1913, *Report on Sanitary Matters in the East African Protectorate, Uganda and Zanzibar*,

75 : Mirams (A. E.), *Kampala : Report on the Town Planning and Development*, Entebbe, 1930, 2 vol.

Carte
Le plan d'aménagement de 1919

1 : Ceinture verte ; 2 : Espace commercial européen ; 3 : Espace résidentiel européen ; 4 : Espace public ; 5 : Espace commercial indien ; 6 : Espace résidentiel indien.

Il s'agit d'éviter par des sortes de cordons sanitaires le contact entre Européens, Indiens et Africains. Ces derniers sont absents du plan de 1919. La ville hygiénique n'est pas noire. La création du comité de planification et la publication du schéma d'aménagement urbain révèlent une sensibilisation aux problèmes urbains à une échelle plus petite que celle de la parcelle. Les idées du comité conduisent le protectorat à promulguer l'ordonnance de 1924. Celle-ci traite pour la première fois en Ouganda du problème de la composition urbaine. Elle statue notamment que *"all buildings shall conform to the alignement fixed by the Township Authority and shall be in accordance with the general plan of the Township"* [75].

Mais à travers ce plan de janvier 1919, "le *Central Town Planning Board* avait établi que la ségrégation raciale devait être la base de tout aménagement urbain ultérieur" [76]. Cependant, le gouverneur du moment ne partageait pas cette opinion car il était convaincu que "l'établissement d'une ségrégation raciale rigide entraînerait un bouleversement fatal du commerce et des dépenses injustifiables pour le gouvernement" [77]. La question en fait s'intéresse aux rapports spatiaux entre Blancs et Indiens, la place des Noirs étant réglée par l'exclusion. Elle est définitivement tranchée le 9 août 1923 quand il fut décidé que, au contraire de ce qui se faisait à Nairobi à la même époque, "la ségrégation à l'égard des Indiens de doit pas être admise" [78]. C'est pourquoi de nouvelles constructions et mises en valeur purent voir le jour sur les soit disant zones de ségrégation.

La législation urbanistique est renouvelée en 1930 par un schéma d'aménagement urbain dessiné par A. E. Mirams. Celui-ci produit un rapport de première qualité [79], qui retrace l'histoire du *township*, et propose un plan d'aménagement pour le futur. Ce plan constitue la clé de la composition urbaine actuelle des parties orientale et centrale de la ville. Au delà de l'élaboration de la composition globale de la ville, des objectifs secondaires étaient assignés à l'urbaniste : sélectionner un site pour les bureaux gouvernementaux, la zone industrielle, le secteur commercial et la gare. "Sur les plans, j'ai clairement défini la zone industrielle au sud-est, et l'extension du secteur commercial vers le sud et le sud-ouest" [80]. En choisissant d'implanter les bureaux gouvernementaux sur l'ancien golf, il contribue à remplir l'une de ces fameuses zones de ségrégation entre Indiens et Blancs et à figer l'une des caractéristiques du centre actuel de Kampala. Ce choix l'amène à sélectionner un nouveau parcours qui occupe toujours la vallée de Kitante entre Kololo et Nakasero. Cette décision a suscité des débats enflammés. A ce propos, il écrit : "ces différentes questions ont entraîné la prise en compte de problèmes sociaux d'une brûlante actualité pour la communauté sportive européenne de Kampala, et ont suscité un grand nombre de réunions" [81]. Il implante la prison sur la colline de Luzira. La voirie suit très exactement ses propositions.

Au total, il reprend également en compte certains des éléments structurants de la réalité alors existante, et les prolongent. D'autre part, les éléments principaux de la ségrégation raciale aux dépens des noirs et le «zoning» fonctionnel demeurent les volets complémentaires de cette politique urbaine coloniale. Très explicitement, Mirams rejette l'idée de l'intégration

---

75 : *Laws of Uganda, Supplement 1926*, p. 116-183, paragraphe 99 p. 147. "Tous les bâtiments devront se conformer à l'alignement établi par l'autorité municipale et devront être en conformité avec le plan général de la municipalité."

76 : Mirams, *op. cit.*, p. 5.

77 : Mirams, *op. cit.*, p. 5.

78 : "*No segregation of Asiatics should be admitted*".

79 : Mirams, *op. cit.*, p. 5.

80 : Mirams, *op. cit.*, p. 84. "*I have in the plans clearly defined the factory area to the south-east and the extension of the bazar to the south and south-west*"

81 : Mirams, *op. cit.*, p. 72. "*the various items have entai[illegible]ration of social problems of burning interest to the European sporting fraternity of Kampala, and have involved numerous conferences*".

des Africains au *township*. En effet, d'après lui, "un travailleur africain est une personne étrange d'une certaine façon nomade par habitude et extraordinairement indépendante, c'est pourquoi l'idée de lui fournir un logement familial en ville est curieuse" [82]. De plus, la suspicion épidémiologique amalgamant milieu naturel et milieu humain conduit à combiner mise en valeur et isolationnisme. Dès les années 20, le drainage des marais (Nakivubo et Kitante en particulier) est à cet égard exemplaire. Il s'agit d'éradiquer la malaria, mais en même temps de constituer des ceintures vertes ou ouvertes séparant le *kibuga* de Kampala. A l'intérieur de Kampala, il s'agit de séparer les zones résidentielles des zones commerciales, et à l'intérieur des zones résidentielles, les zones indiennes, des zones blanches.

L'idée principale qui sous-tend la volonté urbanistique entre 1890 et 1962 est la préservation d'un isolement anglais destiné à la fois à garantir des conditions d'hygiène convenables et une sérénité politique en recul par rapport aux bouillonnements baganda.

Ce dernier point est le plus précocement achevé puisque dès 1893 le déplacement à Entebbe du siège du Protectorat est décidé. Portal, alors *special commissionner* et responsable de cette décision lui donna le nom de Port Alice en l'honneur de sa femme et en insistant sur la fonction portuaire initiale d'Entebbe [83]. Les raisons du déménagement de la tête de l'administration du Protectorat à Entebbe [84] révèlent les préoccupations urbanistiques dominantes du temps. La beauté indéniable du site et l'aération meilleure qu'à Kampala furent des éléments décisifs. La situation stratégique joua également.

Langlands [85] se demande pourquoi à Entebbe n'ont pas été développées les fonctions commerciales et pourquoi les fonctions de la ville sont demeurées exclusivement administratives. Il s'emploie à détruire les arguments explicatifs habituellement proposés : la situation péninsulaire et la maladie du sommeil. Il insiste sur le fait que longtemps Entebbe fut la porte d'entrée principale du Protectorat avec la seule banque, le seul hôtel, les principaux agents d'import-export européens du Protectorat [86]. Un certain nombre de petites industries avaient même été installées autour. En définitive, il soutient l'idée que la raison du succès commercial de Kampala comparé à Entebbe est à chercher dans la politique urbaine. Le déplacement du siège du protectorat de Nakasero à Port Alice est le fruit d'une volonté délibérée d'isolationnisme politique par rapport aux factions religieuses qui s'agitaient autour de Mengo.

Les décisions urbanistiques ultérieures n'ont fait que renforcer cet isolationnisme. La décision de Sir Hesketh Bell de construire un port a Luzira (le futur Port Bell), et de le relier à Kampala par une voie ferrée a protégé Entebbe d'une éventuelle expansion commerciale. "Entebbe devint et resta jusqu'en 1962 une cité jardin pour le golfeur, dépourvue de commerce et sous-équipée en boutiques, bars et lieux de divertissement, à cause de l'étrange volonté des administrateurs coloniaux et d'une politique délibérée empêchant le

---

82 : "*An african labourer is a strange person to a certain extend nomadic in habits and independant to an extraordinary degree and as such providing family housing for him in town would be a far fetched proposition*".

83 : Portal dit : "*I moved the headquarters from that close, unhealthy and altogather hateful spot of Kampala to a lovely place on the Lake ; two grassy hills, like the Kingsclere Downs, rising almost straight out of the water.*"

84 : Kampala demeure le siège du *Provincial Commisionner* pour le Buganda et du *District Commissioner* pour le district d'East Mengo.

85 : Langlands (B. W.), "Urban functions and urban forms in Uganda and their implications for planning policy", *in* Safier (M.) & Langlands (B. W.) (dir.), *Perspectives on Urban Planning for Uganda*, Occasionnal Paper n°10, Dep. of Geo, Makerere UNiversity, Kampala, 1974, p. 128-182.

86 : Cette fonction de porte d'entrée se vérifie avec l'ère de l'aviation puisqu'Entebbe est le seul aéroport international d'Ouganda. L'origine de cette fonction réside dans la première fonction portuaire, mais aussi dans la fameuse liaison Londres - Le Cap des années 1930 en hydravion *via* Malte, La Caire, Karthoum, Entebbe, les lacs Tanganyika et Nyassa.

développement commercial" [87]. Cette atrophisation volontaire des fonctions d'Entebbe et, au contraire l'élargissement de la base économique et fonctionnelle de Kampala conjuguent leurs effets pour pérenniser le rôle de place centrale de cette dernière. L'arrivée du chemin de fer destiné à l'exportation des cultures commerciales (coton et café) et les installations des activités de première transformation de ces produits ont joué un rôle majeur dans l'affermissement de l'installation des Indiens à Kampala et par conséquent de la polarisation économique du protectorat sur cette ville. Malgré l'installation du gouvernement du protectorat à Entebbe, le primat kampalais n'est pas remis en cause.

Le plan de 1951 - *Kampala Outline Scheme* -, résultat de deux ans de travail, est commenté dans un ouvrage [88] qui traite de la plupart des centres urbains ougandais. Il est produit par H. Kendall et suit sensiblement la même logique que les schémas précédents. Néanmoins son emprise spatiale apparaît plus ample. Il comporte une innovation majeure : la création de lotissements pour Africains. Une troisième composante du paysage urbain kampalais actuel fait ainsi son apparition à la veille de l'Indépendance. Une autre innovation est qu'il étend le périmètre urbain, défini en tant que celui auquel il entend s'appliquer, vers l'est de la capitale. En effet, à la suite de ce plan, en 1952, le *township* est étendu vers l'est de façon à englober les quartiers de Kiswa et Bugolobi. Mais l'extension est rendue plus subtile par l'incorporation de l'espace, qui borde cette frange orientale du *township* et inclut les quartiers de Naguru, Nakawa et Mbuya, dans une zone d'aménagement (*Planning area*). Ce plan demeure en vigueur jusqu'au 1er février 1968. L'Indépendance n'est donc pas une rupture significative en matière d'urbanisme. Elle n'influe pas réellement sur la conception des schémas d'aménagement urbain.

Parallèlement, les conceptions des urbanistes changent lentement. Celles-ci les conduisent à s'intéresser à l'ensemble de l'agglomération - Kampala et Mengo réunis - et non plus seulement à l'une ou l'autre des municipalités. La mission des Nations-Unies de 1964 avait été appelée afin, pour la première fois, d'étudier les problèmes communs à l'ensemble de l'agglomération et non plus seulement à sa partie orientale. Elle produit un rapport *Recommandations for Urban Developement in Kampala and Mengo* [89] qui pose clairement le problème de la contradiction entre l'unité géographique et la division administrative, et propose l'institution d'une seule unité administrative urbaine ainsi qu'une loi d'aménagement urbain unique. La dynamique morphologique proposée est celle de l'extension spatiale plus que de la densification. En cela, la mission de 1964 reste fidèle aux principes sous-jacents de l'urbanisme d'inspiration anglo-saxonne, mais aussi à la logique de la dynamique kampalaise depuis la création du *township*. De cette logique dérive une approche sectorielle et technicienne, où l'attention est focalisée sur la voirie et les réseaux divers, ainsi que sur le «zoning» fonctionnel afin de rapprocher zones d'emploi et de résidence. Mais la mission de 1964 ne sera jamais suivie d'effets, et son rôle aura surtout été de soulever une réflexion d'ensemble sur les problèmes urbanistiques.

L'unification municipale, l'extension des frontières urbaines - le territoire de Kampala passant alors de 28 km^2 à sa superficie actuelle (200 km^2) - ainsi que la croissance démographique et la révocation, en 1968, du *Outline Scheme* de 1951 rendaient nécessaire la

---

87 : Langlands (B. W.), *idem*, 1974. *"Entebbe became, what it remained until 1962, a golfer's garden city, devoid of commerce and under-equipped with the normal shops, bars and entertainment centres, because of the peculiar whims of the colonial administrators and a deliberate policy of preventing commerce from developing there".*

88 : Kendall (H.), *Town Planning in Uganda, A brief description of efforts made by the Government to control developement of urban areas from1915-1955*, Crown Agents for Overseas Government and Administrations, Londres, 1955.

89 : ONU Commissioner of Technical Assistance, Report TAO/ Uganda/ 1, *Recommandations for Urban Developement in Kampala and Mengo.*, 1965.

préparation d'un nouveau plan d'aménagement urbain. Celui-ci est le *Kampala Master Plan* de 1972.

Après une décennie d'études menées sous l'égide des Nations unies, le *Kampala Master Plan* de 1972 [90], approuvé en novembre 1973 et publié dans la *Uganda Gazette* du 5 avril 1974, est directement préparé par neuf rapports [91] écrits entre 1968 et 1970. Par ses objectifs ambitieux et par l'ampleur spatiale qu'il donne à son action, il se démarque nettement des plans précédents. En effet, il est le premier document qui souhaite modifier la forme urbaine elle-même. La forme urbaine, grossièrement circulaire, où la voirie rayonne à partir d'un centre unique, doit faire place à une forme linéaire pluri-nucléaire, où la voirie tracera une grille lâche et large. C'est pourquoi il couvre un espace qui déborde largement le périmètre municipal, lui-même étendu en 1968 par rapport aux limites du *Outline Scheme* de 1951. Au delà de son ambition globale, le plan, pour la première fois semble-t-il, prend en compte la réalité sociale de la ville puisqu'il doit, en étant souple et modifiable, s'adapter à la rapide croissance démographique et, en tenant compte du fait que 80% de la population appartient au groupe des *low income people*, être suffisamment démocratique pour satisfaire les besoins et les moyens de tous. Loin de représenter un urbanisme de contrainte, ce plan suggère et conseille. En fait, il ne sera jamais appliqué et laissera aux pratiques rodées et localisées, le soin de dessiner la ville au coup par coup, au rythme des petits lotissements et des obtentions de permis de construire.

La promulgation de lois d'urbanisme contribue à façonner l'originalité de la ville publique par rapport à sa voisine baganda et à son environnement rural. Mais le colonisateur ne limite pas son action au domaine législatif, des réalisation immobilières inscrivent dans le paysage l'originalité culturelle de la conception européenne de la ville.

---

90 : Kampala City Council, *op. cit.*, 1972.

91 : Le plus important d'entre eux parce que synthétique est le suivant: United Nations Physical Planning Mission; *Report on Survey of Present Land Uses and Master Plan Programme for Kampala*, Kampala, janvier 1969, 54 p. Les autres ont été élaborés par une société de consultants Norconsult S.A. (*Transportation Plan for the Kampala Area 1970-2000*) et par le *Department of Town and Regional Planning* (*Kampala Master Plan Report : Planning for Rapid Growth, Housing Policy, Housing for Low Income People, Residential Densities, Central Business District, Standards for Social Facilities, Health, Schools, Land Policy).*

Section 3. Les opérations publiques d'habitat.

Prolongeant les plans d'urbanisme, des opérations d'habitat ont été menées. Cependant si l'urbanisme directif organise très tôt les collines de Old Kampala, Nakasero ainsi que les césures urbaines entre les différents groupes raciaux, ce n'est qu'après la Seconde guerre mondiale, que des réalisations concrètes d'ampleur voient le jour. Si, du point du vue de l'urbanisme, le conflit mondial ne constitue pas une rupture majeure, il l'est pour les opérations d'habitat.

En effet, avant 1939, le gouvernement se préoccupe surtout du logement de ses fonctionnaires de rang supérieur, c'est-à-dire surtout des Blancs, éventuellement de quelques Indiens. Les lotissements créés comptent peu d'unités résidentielles, mais occupent un espace relativement considérable. Ils relèvent de ce qu'on appelle le *government pool, i. e.* le fonds immobilier gouvernemental qui est chargé de gérer les résidences des fonctionnaires. Mais les maisons construites sont pratiquement réservées aux Blancs et aux Indiens. Les seuls Africains résidant dans ces zones sont les domestiques. Ils habitent dans les *boys' quarters,* constitués par des maisons en brique de deux ou trois pièces attenantes avec latrines et coin douche communs et situées sur les parcelles au fond des jardins. La colline de Nakasero et le bas de Kololo sont les deux principales concentrations de propriétés appartenant au *government's pool.* Ces lotissements présentent des aspects caractéristiques : grandes parcelles, vastes maisons entourées de véranda et au toit largement couvrant. L'alignement à intervalle régulier et la construction en retrait d'une voirie relativement large aux grands bas-côtés gazonnés complètent le tableau.

Après la guerre, les préoccupations du gouvernement se tournent vers le logement des Africains. Jusqu'alors la contradiction entre l'existence de normes de construction très contraignantes dans le *township* de Kampala et la croissance urbaine avait été résolue par une attitude affichée de «laisser faire» vis-à-vis des conditions de logement des Africains dans le *kibuga.* Celui-ci accueillait le trop-plein dans des logements sordides bâtis par les propriétaires fonciers juste au-delà de la frontière séparant le *township* de la capitale baganda. A partir de 1943, un certain nombre de conditions sont réunies pour que les administrations urbaine et centrale cherchent des solutions au problème du logement des Africains.

En métropole, l'opinion et la classe politique sont marquées par les exigences de justice sociale nées de la guerre, et symbolisées par le rapport Beveridge. Les travaillistes sont portés au pouvoir par les élections de 1945. "Durant la guerre, en mars 1943, le parti a publié une brochure (*The Colonies. The Labour Party's Post War Policy*) dans laquelle [...] il s'engage à lutter pour le progrès social [...]" [92]. Ce contexte apparaît favorable à des mesures généreuses, notamment en matière de logement.

Ensuite, localement, la croissance démographique urbaine devient plus importante. Le fonctionnariat africain grossit en volume. Ouvriers et employés noirs forment le gros de la masse urbaine. Le spectacle de leurs conditions de logement apparaît dégradant à des fonctionnaires blancs qui, pour prendre poste à Kampala, traversent le Kenya, et souvent séjournent quelques temps à Nairobi. Or, dans la capitale kenyane, la ségrégation institutionnalisée apparaît un moindre mal nécessaire, parce que compensé par l'existence de lotissements africains aérés et relativement propres par rapport à la *sceptic fringe* qui marque la frontière entre le *kibuga* et le *township* de Kampala. La fierté et l'esprit de clocher des coloniaux ont sans aucun doute joué un rôle dans la prise de décision des opérations d'habitat après 1943.

C'est pourquoi l'urbanisme et l'habitat deviennent un domaine accru de l'intervention de l'Etat. "L'originalité de l'évolution de l'habitat dans les colonies à cette époque [...] réside

---

92 : Charlot (M.), *L'Angleterre 1945-1980. Le temps des incertitudes,* Imprimerie nationale, Paris, 1981, p. 72.

[...] dans la naissance d'une politique d'habitat destinée à certaines couches de la population africaine" [94]. Concernant l'Afrique francophone, cette affirmation s'applique néanmoins parfaitement à l'Ouganda, dont l'originalité par rapport au Kenya [95] ou aux Rhodésie apparaît ainsi clairement. Dès 1945, dans le *Development Plan for Uganda*, la nécessité urgente de cités pour les Africains urbanisés est soulignée.

La première opération d'habitat n'est cependant pas le fait direct de l'administration du Protectorat, mais de la Compagnie des chemins de fer et des ports d'Ouganda (*Uganda Railways and Harbours*). Le train arrive à Kampala en 1931. La même année, les Chemins de fer acquièrent aux dépens du *Kibuga*, sur le flanc nord de la colline de Nsambya, un vaste terrain pratiquement adjacent à la gare. En 1943, en important un modèle rodé au Kenya et en Rhodésie, la compagnie construit le lotissement de Nsambya. Il semble que le projet initial ait été d'y loger les employés indiens de rangs inférieurs et intermédiaires.

Ce lotissement est construit sur des terrains acquis aux dépens du *Kibuga* en partie sur des terres *mailo* rachetées à leurs propriétaires, et en partie sur des terres *freehold* échangées par l'église catholique contre d'autres parcelles situées sur les terres publiques. La morphologie du lotissement obéit aux canons de l'encasernement ouvrier le plus classique, puisqu'à chaque niveau hiérarchique correspond un type architectural et puisque la situation rapproche au maximum les employés de leur lieu de travail tout en maintenant entre celui-ci et les résidences un espace vide, correspondant à une vallée humide. Elle ceinture stratégiquement le centre ville. Une innovation architecturale importante se lit sur le croquis. En effet, c'est la première fois où des bâtiments à étage sont utilisés à des fins d'habitation à Kampala. Ce lotissement participe de l'affirmation de la rupture que constitue le modèle européen de mise au travail et d'urbanisme par rapport au modèle africain préexistant.

En 1948, à la suite du rapport May [96] et rompant avec sa politique précédente, le gouvernement du Protectorat se lance dans la construction de deux lotissements pour Africains sur des terres publiques à l'est du *township*. Il s'agit des lotissements de Naguru et Nakawa.

La construction de Nakawa et Naguru précède de quelques années la Déclaration sur la politique du logement urbain africain *(Statement of Policy on African Urban Housing)* établi par le Protectorat à la suite du Mémorandum sur le logement dans les territoires britanniques d'Afrique *(Memorandum on Housing in British African Territories)* du *Colonial Office* [97]. La déclaration gouvernementale crée le Département du logement africain *(African Housing Department)* qui, outre la responsabilité des projets d'habitat à Kampala et dans les quatre autres plus grandes villes ougandaises, prend à son compte la gestion des lotissements déjà existants.

Ces trois premiers lotissements mettent fin à l'aphorisme qui voulait que "l'Africain vit dans le banco alors que le Blanc et l'Indien vivent dans la brique". En effet, les habitations sont toutes en briques. Mais les points communs entre ces opérations ne s'arrêtent pas là.

L'architecture de ces lotissements montre une hésitation visible entre la cité-jardin et la caserne horizontale. Deux niveaux sociaux se distinguent à partir de la localisation des équipements sanitaires et à partir de l'architecture des logements.

---

94 : Poinsot (J.), Sinou (A.), Sternardel (J.), *Les villes d'Afrique Noire entre 1650 et 1960. Politiques et opérations d'urbanisme et d'habitat*, Ministère de la coopération et du développement, la Documentation française, Paris, 1989, p. 186.

95 : Picon-Loizillon (S.), "Le développement urbain colonial : le cas de Nairobi", *Groupe Afrique Noire, cahier n°6, histoire des villes et des sociétés urbaines, 2* Les villes coloniales, 1982, p. 75-90.

96 : May (E.), *Report on the Kampala Extension Scheme Kololo-Naguru*, Government Printer, Nairobi, Septembre 1947.

97 : Government Printer, Entebbe, 1954 et HMSO, Londres, Colonial n° 303.

Dans, le lotissement le plus sommaire, à Nakawa, les logements - des chambres, équipées d'une cuisine - sont alignés comme des compartiments de chemin de fer en rangées de quatre. Une quinzaine de ces bâtiments entourent un large espace carré, au milieu duquel ont été construits les équipements collectifs (douches, latrines). Les logements font face à la cour commune. L'ensemble forme une cellule. Le lotissement compte une vingtaine de ces cellules. La desserte automobile de chacune des cellules pour d'éventuels visiteurs est prévue, mais pas les parkings, les résidents n'étant pas supposés avoir les moyens de posséder une automobile. Le lotissement forme une unité bien équipée, coincée entre la voie ferrée, la route de Port Bell et la route de Jinja. Il profite donc d'une situation propice aux communications avec le centre ville.
La situation de Naguru est sensiblement la même que celle de Nakawa puisque ce lotissement est situé au nord de la route de Jinja. Le plan du lotissement répond à la même logique de groupement par cellules. Le tracé de la voirie délimite des îlots grossièrement rectangulaires. Chaque îlot regroupe également une quinzaine de bâtiments qui correspondent chacun à deux logements mitoyens de deux pièces. Mais contrairement à Nakawa, les logements tournent le dos à l'espace commun et regardent la rue. De plus, le standing plus élevé se marque par l'allocation à chaque bâtiment d'un ensemble douche/toilettes, partagé non plus par l'ensemble de l'îlot, mais par seulement deux ménages. Ces deux lotissements sont profondément marqués par le modèle des cités-jardins, et s'apparentent à ceux de Kaloleni, Makongeni et Maringo le long de Jogoo road au sud est du centre de Nairobi. L'encasernement horizontal des Africains n'est nul part plus fort à Kampala.

Mais ces lotissements coûtent cher. En effet,

> "jusqu'en 1956 presque tous les capitaux destinés aux projets de construction d'habitations africaines provenaient du Gouvernement central qui les prélevaient sur les impôts généraux [...] En 1954-1955, on prit des mesures en vue d'établir des projets prévoyant la vente d'habitations permanentes aux Africains mais le plus intéressant de ces projets, celui qui est destiné au locataire-acheteur ne s'adresse qu'à l'individu qui a les moyens de verser un paiement initial de 10 £ [...] et peut rembourser [...] 70 shillings par mois... pendant 30 ans pour une habitation de 2 pièces. Comme dans les grandes villes, le salaire des ouvriers non spécialistes est de 60 shillings environ, pour l'instant ces projets ne [...] sont d'aucune utilité" [98].

De plus, les frais ne se limitent pas à ceux de la construction. En effet, ces lotissements ayant une vocation uniquement locative et le niveau des règlements de construction étant élevé, la volonté de loger des personnels peu qualifiés impliquait automatiquement la subvention.

> "Dans les cités où les habitations sont destinées à la location, le montant des loyers s'établit en tenant compte des moyens du locataire. De sorte que le coût des habitations et des services dans ces Cités est bien supérieur au montant des loyers perçus. Le Gouvernement continuera à subventionner ces habitations tant que cela sera nécessaire".

En 1957-1958, la proportion totale de la subvention pour toutes les Cités d'habitation était de 72%. Le conseiller économique du gouvernement de l'Ouganda a fait remarquer que

> "sur 5,5 millions d'habitants la population urbaine est de 1/4 de million (soit 4,5%). Cependant en 1957-1958, approximativement 20% des dépenses [...] ont été consacrées aux villes, dont le quart aux projets d'habitation africaine [...], il est donc évident que le montant élevé des subventions ne peut être maintenu indéfiniment" [99].

C'est pourquoi, dès 1956, un nouveau programme - plus en accord avec les conditions financières - a été lancé contre les partisans du "tout'brique". Ce programme intitulé "zones

---

98 : Russel, (A. H.), "L'aménagement des zones d'habitations à bon marché dans l'Ouganda", in *Conférence interafricaine sur le logement et l'urbanisation*, 1958, 15 p.
99 : Russel (A. H.), *idem*, p. 11.

d'habitation provisoires" rompt officiellement avec les normes de construction antérieures. Il s'agit d'un projet de 200 parcelles assainies, tel qu'on le rencontre par exemple à Pikine-Guedj Awaye à Dakar. Sur des terres acquises par l'Etat, équipées et dont le droit de jouissance (*leasehold*) est cédé pour 30 ans, l'allocataire construit en banco mais avec un toit de tôle. L'avantage était que des capitaux privés construisaient selon un plan régulier, légalement et avec niveau d'équipement collectif relativement bon ; le tout sans que l'Etat ne perde la propriété imminente de la terre. Ce projet est réalisé à Kiswa et Kitali.

A Kiswa, la voirie suit la topographie, c'est à dire qu'une boucle fait le tour du sommet du mamelon. L'appropriation privative se marque par l'absence d'espaces semi-publics, d'équipements collectifs, mais aussi par la séparation complète de chaque bâtiment d'habitation principal. De plus, chaque parcelle compte au moins une douche et des latrines. Cependant, la plupart des détenteurs du droit d'occupation ont construit derrière leur propre maison, dont la façade donne sur la rue, une rangée de deux ou trois chambres destinées à être louées. La situation du lotissement de Kiswa apparaît relativement bonne puisque l'ensemble du quartier borde la Spring road. Au contraire, l'enclavement relatif de Kitali explique sans doute son moindre succès.

Les opérations d'habitat se concentrent dans la partie est de la ville. Malgré l'absence d'une composition unificatrice, l'ensemble possède une relative cohérence à cause de la proximité des lotissements les uns par rapport aux autres, ainsi que de leur accessibilité et de leur origine contemporaine.

Pour résumer l'action du gouvernement colonial en matière d'habitat urbain, laissons la parole au commissaire régional Russel, qui en 1958 peut affirmer

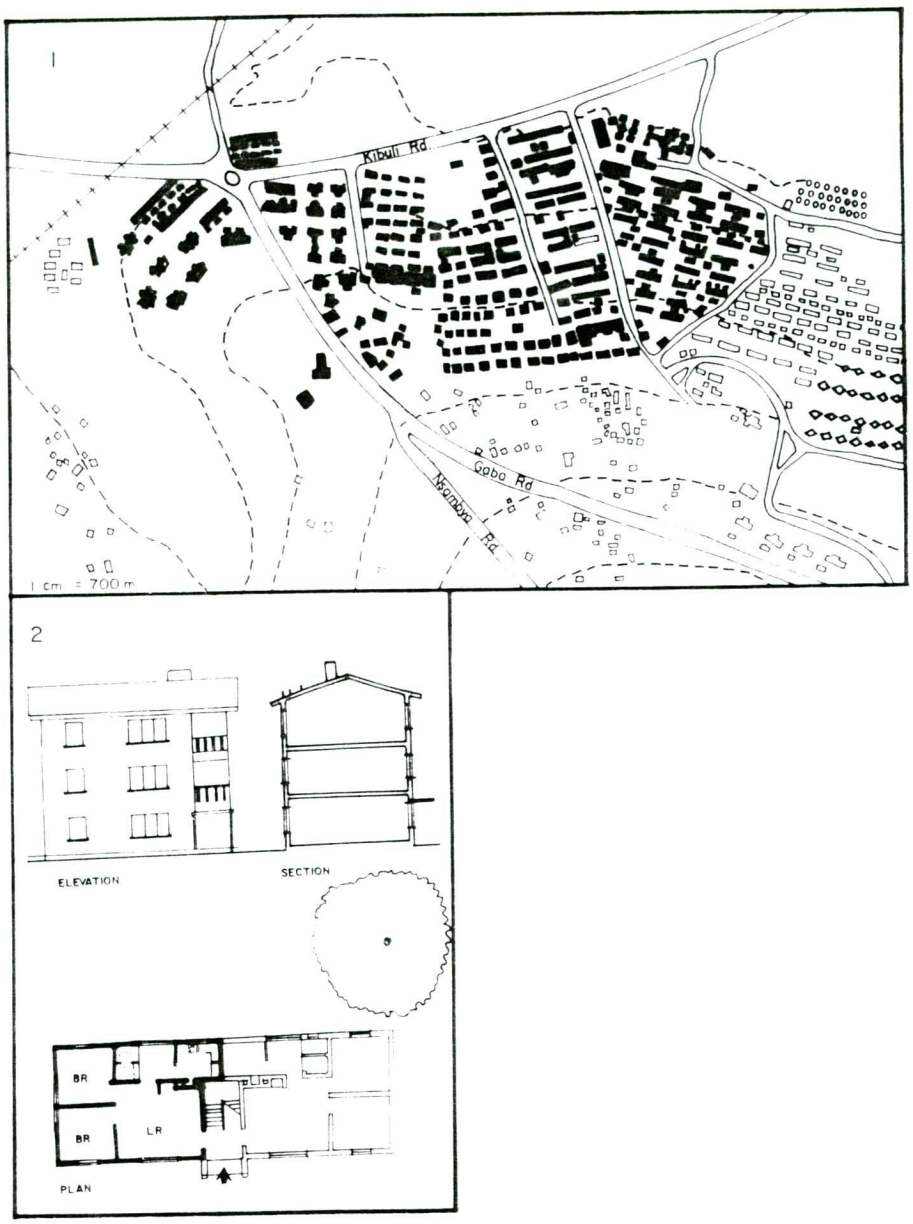
"depuis la Seconde Guerre mondiale le Gouvernement de l'Ouganda a développé trois aspects de sa politique de l'habitation urbaine africaine :

1° la construction de maisons en brique pour un loyer fortement subventionné;

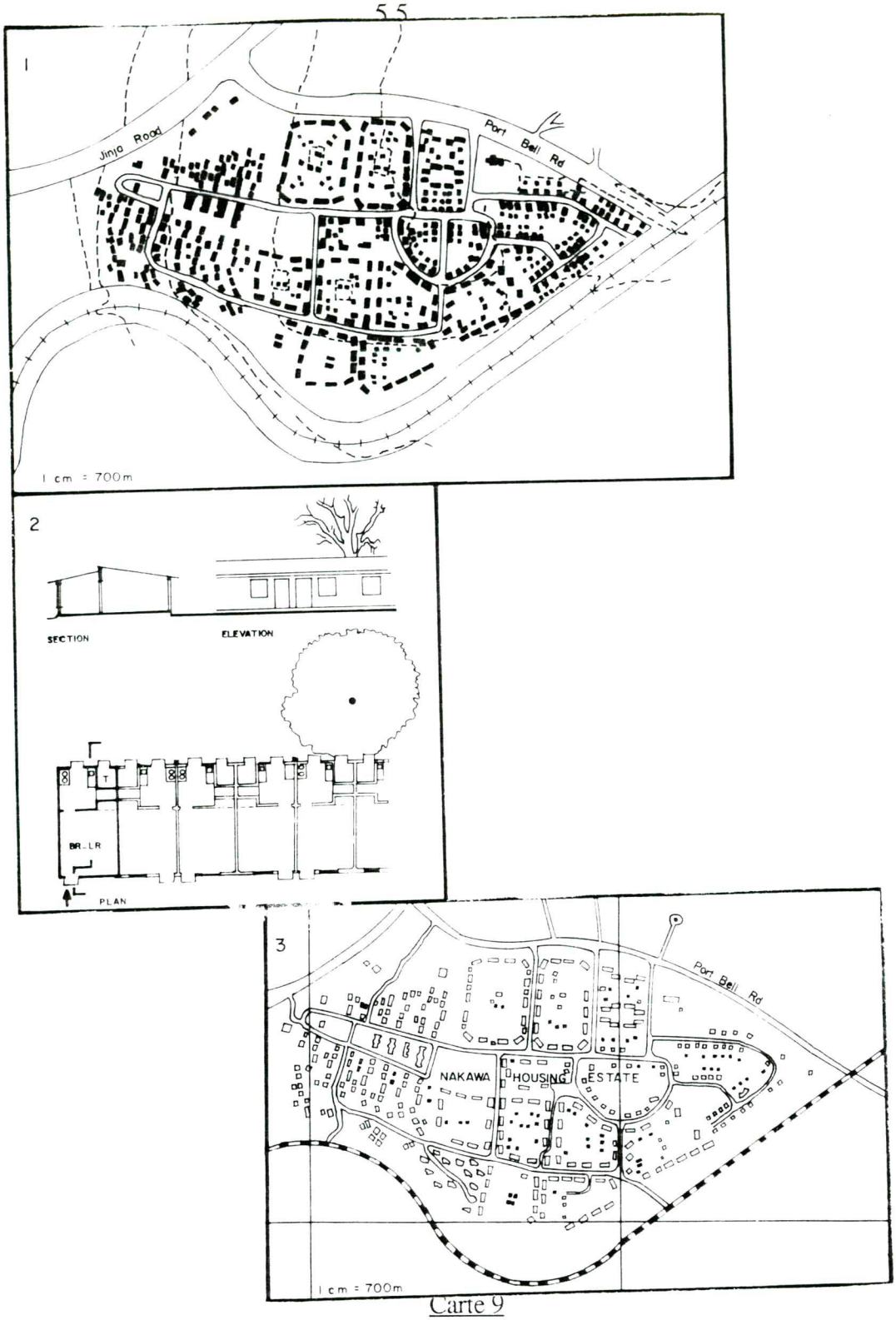
2° une réduction du pourcentage des dépenses totales consacrées au logement subventionné et la construction de maisons en briques destinées à la vente par paiements échelonnés sur des périodes allant jusqu'à 30 ans;

3° une réduction du pourcentage des dépenses totales en immobilisations sur (1) et (2) et la concentration sur les services essentiels pour les zones d'habitations provisoires" [99].

99 : Russel (A. H.), *ibid.*, p. 13.



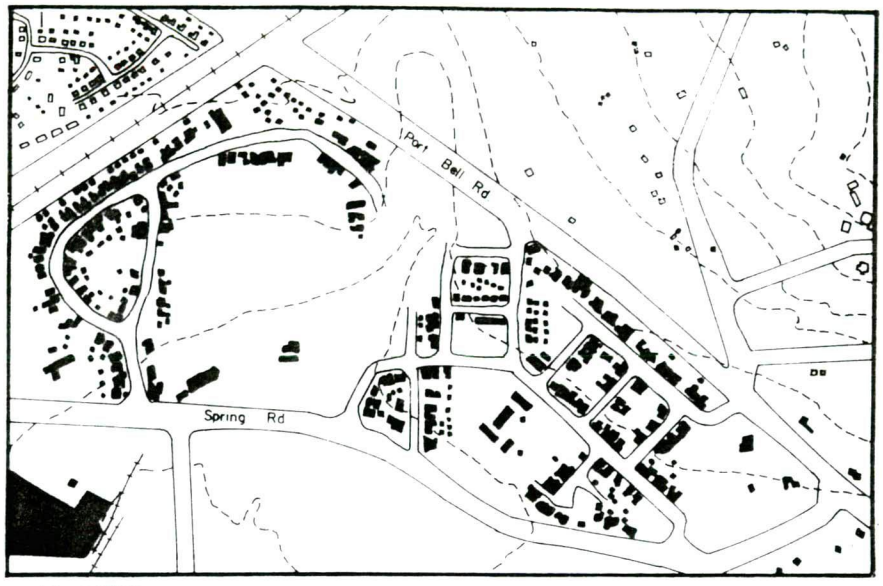
Carte 8
Le lotissement de Nsambya.
(échelle : 1 cm = 100 mètres)

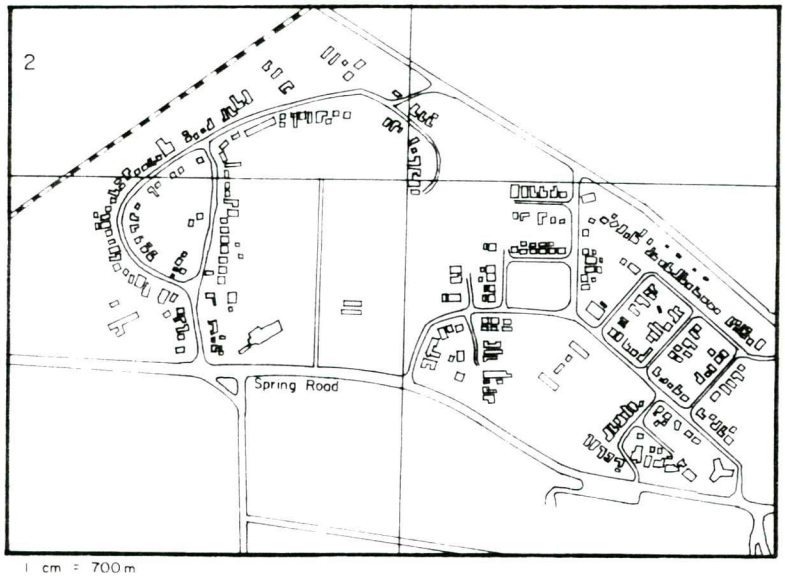


Carte 9

Le lotissement de Nakawa : entre encasernement et cité jardin.

1 : Le lotissement en 1973 ;
2 : Coupe d'une maison exemplaire ; Br : Chambre à coucher ; Lr : Salon ; T: Toilettes ;
3 : Le lotissement en 1991.





Carte 11

La relative permanence du bâti et de la voirie du lotissement de Kiswa. (échelle : 1 cm = 100 mètres).

1 : Kiswa en 1973
2 : Kiswa en 1991.

En matière d'opérations d'habitat comme en matière d'urbanisme, l'Indépendance ne constitue pas une rupture. Les nouveaux ensembles de Mulago et Bukoto prolongent l'inscription spatiale de l'idéologie urbaine dominante. Il semble même que les opérations les plus favorables aux populations à bas revenu, telles que les opérations "parcelles assainies", soient laissées de côté par le pouvoir indépendant. La norme architecturale redevient très forte et stricte. Les Africains se montrent plus hygiénistes que les coloniaux. La mission des Nations unies de 1964 souligne : "Après l'Indépendance, le *Kampala City Council* a adopté une attitude négative face au problème du logement" [101]. Le *Kampala Development Plan* de 1972 poursuit : "au cours des dix dernières années, les deux plus importantes autorités en charge du logement public, respectivement le *Kampala City Council* et la *National Housing Corporation* n'ont construit aucun logement au loyer économique" [102].

Les innovations du gouvernement indépendant se limitent essentiellement à l'architecture et au montage institutionnel. Les immeubles d'habitation deviennent plus nombreux (lotissements de Bukoto par exemple). Des institutions d'économie mixte prennent en charge le secteur nouvellement construit du parc public. Ces institutions sont la *National Housing and Construction Corporation* (NHCC) et la *Uganda Development Corporation* (UDC). Les logements gérés par ces deux institutions sont loués soit à l'Etat, soit aux particuliers. Une autre institution d'économie mixte apparaît dans le tableau suivant: la Société ougandaise d'électricité - *Uganda Electricity Board (UEB)*. Le parc immobilier de cette dernière s'apparente à celui des chemins de fer et de la police puisqu'il sert principalement à loger ses employés.

Tableau
Le logement public en 1967 à Kampala.

	Maison	Appartement	Total en unité	Part du total en %
Parc gouvernemental	802	296	1098	23,8
Sociétés d'économie mixte				
NHC	147	180	327	7,1
UDC	98	28	126	2,7
Cités à vocation locative	1494	140	1634	35,6
Logements professionnels: Chemins de fer	650		650	14
Police	600		600	13
UEB	137		137	3
Logement public dans le *kibuga*	30		30	0,7
Total	3958	644	4602	100

Sources : Muwonge (J. W.), "Urban planning and the problem of uncontrolled settlement in Kampala, Uganda", *East African Geographical Review* n° 15, juin 1977, p. 69-87.

A la veille de la crise, la répartition du logement public souligne clairement la césure entre Kampala et le *kibuga* en matière de logements publics. Cette dichotomie repose sur la dualité foncière précédemment mise en valeur. De même, la préférence des pouvoirs publics pour le résidentiel horizontal est patente. Enfin, le tableau met en évidence le ralentissement du rythme d'expansion du parc public après l'Indépendance. En effet, la plupart des maisons et

---

101 : ONU, *Recommandations for Urban Developement in Kampala and Mengo*, p.43. *"Kampala City Council adopted a negative attitude in front of the housing problem after Independance."*

102 : ONU, *idem*, p. 41. *"The two main public housing authorities in Kampala, namely, the City Council and the National Housing Corporation, have not built any low cost dwellings with economic rents ..."*

appartements du *Government pool* et de UEB avaient été construits avant l'Indépendance. La période coloniale avait érigé l'ensemble des cités à vocation locative et des logements professionnels. Au total, entre les deux tiers et 80% des logements publics ont été créés entre 1943 et 1963. Mais surtout, c'est finalement la faible importance relative du parc public en terme de logement, que montre ce tableau. Le parc public ne compte que 4 602 unités. La taille moyenne des ménages étant alors de 6 environ, le nombre total de personnes logées par l'Etat en 1967 n'excède pas 30 000, soit à peine 10% de la population kampalaise. Contrairement à certaines villes d'Afrique anglophone, la majorité des habitants de Kampala sont alors logés par le parc privé. Il n'en demeure pas moins que la dualité de l'agglomération kampalaise trouve son expression dans l'opposition entre cet ensemble central et oriental marqué par la volonté législatrice et planificatrice de l'Etat et le reste de la ville.

Section 4. "Un petit village qui résiste encore et toujours à l'envahisseur".

L'urbanisme anglo-saxon règle donc le paysage du *township* de Kampala. Sa prétention à constituer la ville de référence ne pouvait que se trouver piquée au vif par le spectacle d'une agglomération baganda au paysage difficilement assimilable à une ville selon les canons européens. Les urbanistes œuvrant à Kampala se représentent le *kibuga,* comme une "frange sceptique" ("*sceptic fringe*") [103]. Aussi, l'histoire de l'urbanisme colonial, au delà des réalisations qui sont les siennes, est également celle d'une tentative permanente pour étendre l'action des règlements urbains au-delà du *township* sur le *kibuga. A posteriori,* du point de vue baganda, la période 1920-1966 est celle d'une résistance à l'envahisseur. A travers l'*Uganda Agreement,* outre la privatisation de la terre, les Baganda avaient réussi à préserver leurs institutions politiques (royauté, parlement et gouvernement) mais aussi leur capitale - le *kibuga.* La logique unissant pouvoir et ville avait conduit au maintien du *kibuga,* symbole si ce n'est de l'irrédentisme baganda, tout au moins d'une réelle autonomie. Pendant la période coloniale, cette autonomie individualise le Buganda du reste du pays. La question politique est donc au coeur du problème urbain. La résistance baganda à l'annexion du *kibuga* dans un organisme urbain plus large a fait l'objet d'une recherche novatrice, aussi bien en ce qui concerne les méthodes que les conclusions. Il s'agit de l'ouvrage de Gutkind [104]. Travail toujours d'actualité sur l'histoire du *kibuga* pendant la colonisation, il nous a semblé sage d'en reprendre les principales conclusions.

L'attitude baganda est celle d'une opposition systématique mais non organisée à chacune des tentatives britanniques pour étendre leur emprise urbaine. L'extension successive des frontières du *township* a provoqué, à chaque étape, une levée de boucliers. "Les Baganda sont fortement attachés au *kibuga,* ils en ont déjà cédé des morceaux importants et regardent avec inquiétude les empiétements continus et inévitables [...] Les achats répétés ou l'acquisition de terre par le gouvernement provoquent inquiétude et méfiance dans l'esprit des natifs" [105].

L'opposition entre le volontarisme urbanistique et l'irrédentisme baganda se manifesta en 1945. En janvier, la *Township Authority* non seulement recommandait d'incorporer tous les espaces commerciaux du *kibuga* au *township* , mais estimait également raisonnable que la dite autorité prenne en charge l'aménagement de l'ensemble du *kibuga.* Ces recommandations furent renouvelées plusieurs fois au cours de la même année. Mais à chaque fois, le gouverneur bloquait la transmission de ces recommandations au parlement baganda, en estimant un tel geste "politiquement impossible". A la solution qui préconisait l'incorporation du *kibuga* au *township,* le pouvoir politique opposait à chaque fois l'alternative orientale pour l'extension de la ville. Ce faisant, il feignait de confondre la pure nécessité d'extension et la volonté de réhabilitation des espaces occidentaux qui animait les techniciens. Face aux avis des professionnels, le pouvoir politique britannique avait endossé les réticences baganda afin d'éviter des affrontements directs avec le *lukkiko* et le *katikiro.*

Après ces vaines tentatives, la résistance baganda s'exerça contre la pénétration du gouvernement baganda par l'idéologie urbanistique. En 1949, les émeutes populaires

---

103 : L'expression est de Kendall (H.) dans *Town Planning in Uganda,* Government Printer, Entebbe, 1955, p. 19.

104 : *The Royal Capital of Buganda, A Study of Internal Conflict and External Ambiguity,* Mouton, La Haye, 1963, 330 p.

105 : Gutkind, (P. W. C.), *idem,* p. 30. *"The Baganda are strongly attached to the Kibuga; they have given up considerable areas already and view with alarm continued encroachment however inevitable [...] The constant purchases or acquisition of land [...] on the part of the government is producing unsettlement and distrust in the native mind".*

suscitées à l'initiative du *Bataka Party* [106] prenaient pour objectif, entre autres cibles, deux lois foncières passées par le *Lukkiko* : la *Land Acquisition Law* de 1945 et la *Town Planning Law* de 1947. Ces lois autorisaient la réquisition foncière dans l'intérêt public et créaient un *Town Planning Board* pour le *kibuga*. L'autorisation de construire devait être sollicitée auprès de celui-ci. Les propriétaires *mailo* y voyaient une atteinte à leur liberté de propriété.

La résistance baganda à l'occidentalisation urbaine est donc une constante historique.

Mais trop privilégier l'aspect systématique et politiquement significatif d'une seule opposition au pouvoir britannique serait une erreur. La "résistance" est parfois le produit d'une inertie surtout due à des conflits de compétence internes au gouvernement baganda. Ceux-ci ont paralysé la prise de décision et la transformation urbaine. Gutkind en donne deux exemples éclairants.

En 1936, le responsable du *kibuga - omukulu we kibuga* - souhaitait l'extension à certaines parties de la ville baganda des réseaux d'égouts et d'évacuation des eaux de pluies. Mais l'inspecteur provincial des travaux publics baganda s'opposa fermement à ce projet, dont il estimait qu'il empiétait sur ses prérogatives. Le résultat concret du conflit de compétence fut que rien ne fut décidé, ni fait.

Le problème de la collecte des ordures déboucha sur la même paralysie. En effet, ce travail n'était pas précisément attribué, ni, compte tenu de l'organigramme de l'administration baganda, attribuable à un département unique. Un *omukulu we kibuga* demanda à un inspecteur provincial baganda des travaux publics de mettre sur pied un système de collecte des ordures sur les marchés. L'inspecteur refusa, sous prétexte qu'il n'avait à recevoir d'ordres que du *katikiro* et pas du *omukulu we kibuga*.

Gutkind développe longuement les épisodes de la résistance bagandaise à l'ingérence britannique dans les affaires de la capitale royale autour les thèmes hygiénistes. Au delà de la guérilla administrative, le problème de fond est celui des rapports de force entre les urbanistes britanniques, les propriétaires fonciers bagandais, et les pouvoirs politiques indigène et colonial.

La résistance officielle baganda est motivée par la valeur symbolique du *kibuga*, mais aussi par le poids politique et la capacité de négociation des propriétaires *mailo*, prompts à faire valoir leurs intérêts économiques auprès du Parlement où leurs intérêts dominent. Le *lukkiko* exprime donc la réticence des propriétaires à voir réduire leur liberté d'usage de la terre par une réglementation plus stricte. La propriété d'une parcelle foncière dans le *kibuga* constitue en effet une aubaine par les perspectives locatives qu'elle ouvre. L'afflux démographique et l'impossibilité de fait pour les Africains de répondre aux normes urbanistiques édictées pour le *township* de Kampala se contredisent mutuellement. La résolution de la contradiction est réalisée par la densification d'un bâti de pauvre qualité mais accessible aux nouveaux urbains pour le plus grand profit des propriétaires *mailo*.

> *"The Baganda land owners - an influential group - are opposed to any kind of sanitary or housing reform"* [107].

Plus explicite le *District Commisionner* (DC) rapporte :

> "...Tous les efforts pour améliorer les conditions d'hygiène du *kibuga* seront probablement freinés par l'attitude répréhensible de quelques uns des principaux propriétaires fonciers; beaucoup d'entre eux ne s'intéressent pas ou peu à la terre qu'ils possèdent, du moment qu'ils en tirent un profit maximum sous la forme de loyers avec un minimum d'effort" [108].

---

106 : *Bataka*: littéralement "ceux du sol".

107 : Entebbe Archives, S.M.P.J. 79, Governor to Chief Secretary, 17 mars 1936, cité par Gutkind, *op. cit.*, p. 132-133.

108 : Buganda Residency MSS, "Insanitary Conditions in and around Kampala", Report by DC, Mengo, 31 décembre 1938, p. 16, cité par Gutkind, *ibid.*, p. 134. *"all efforts to improve sanitary conditions in the Kibuga are likely to be handicaped by the reprehensible attitude of some of the leading landowners, many of whom are taking little or no interest in the land they own, provided that they obtain a maximum return in the form of rents with a minimum effort on their part"* .

La résistance baganda est donc surtout le fait des propriétaires. L'attitude du gouvernement baganda lui même change à partir de la Seconde guerre mondiale, et surtout après 1955. L'approche de l'Indépendance, alors pressentie par tous, rendait nécessaire la prise en charge par les colonisés de leurs affaires. Ce processus ne se fit pas de façon claire et directe mais au contraire de manière approximative et ponctuelle. Cependant dès 1955, le Gouvernement du Protectorat transférait la gestion des services de santé au gouvernement du Buganda. Un ministère de la Santé et des Travaux Publics fut créé, et un ministre nommé. La collecte des ordures, l'adduction d'eau et le drainage des eaux stagnantes furent nettement améliorés. La carte des marais drainés de Kampala est le résultat de cette politique.

Une campagne de sensibilisation de l'opinion sur le thème de l'hygiène publique toucha surtout les leaders politiques, les éditorialistes, les boutiquiers et les propriétaires fonciers.

De plus le Gouvernement du Buganda décida de coopérer avec le Gouvernement du protectorat sur deux projets de développement dans deux des zones du *kibuga* les plus peuplées et les plus proches du *township* : Katwe et Kisenyi. Ces projets prévoyaient la construction de nouveaux marchés, la percée de nouvelles artères et l'extension de la voirie et des réseaux divers. Ces projets, compte tenu de leurs objectifs initiaux - sectoriels et ponctuels - furent des succès, mais ne débouchèrent pas sur une refonte complète du paysage urbain.

Mais cette collaboration gouvernementale ne signifie pas la fin de la résistance baganda. Celle-ci est prise en charge par les propriétaires qui s'opposent fermement aux décisions des fonctionnaires du royaume. En effet, ils ont peur que ces projets ne préludent à une inclusion des espaces considérés dans la municipalité de Kampala. Cette motivation principale ne préjuge pas de l'existence d'autres motifs d'opposition des propriétaires aux projets. En particulier le fait que, sur le terrain, les collaborateurs les plus zélés du Gouvernement baganda se trouvent être des locataires et des non Baganda, souligne la signification sociale que les acteurs locaux ont donné aux innovations urbaines, et explique en partie la réticence des propriétaires à y participer positivement.

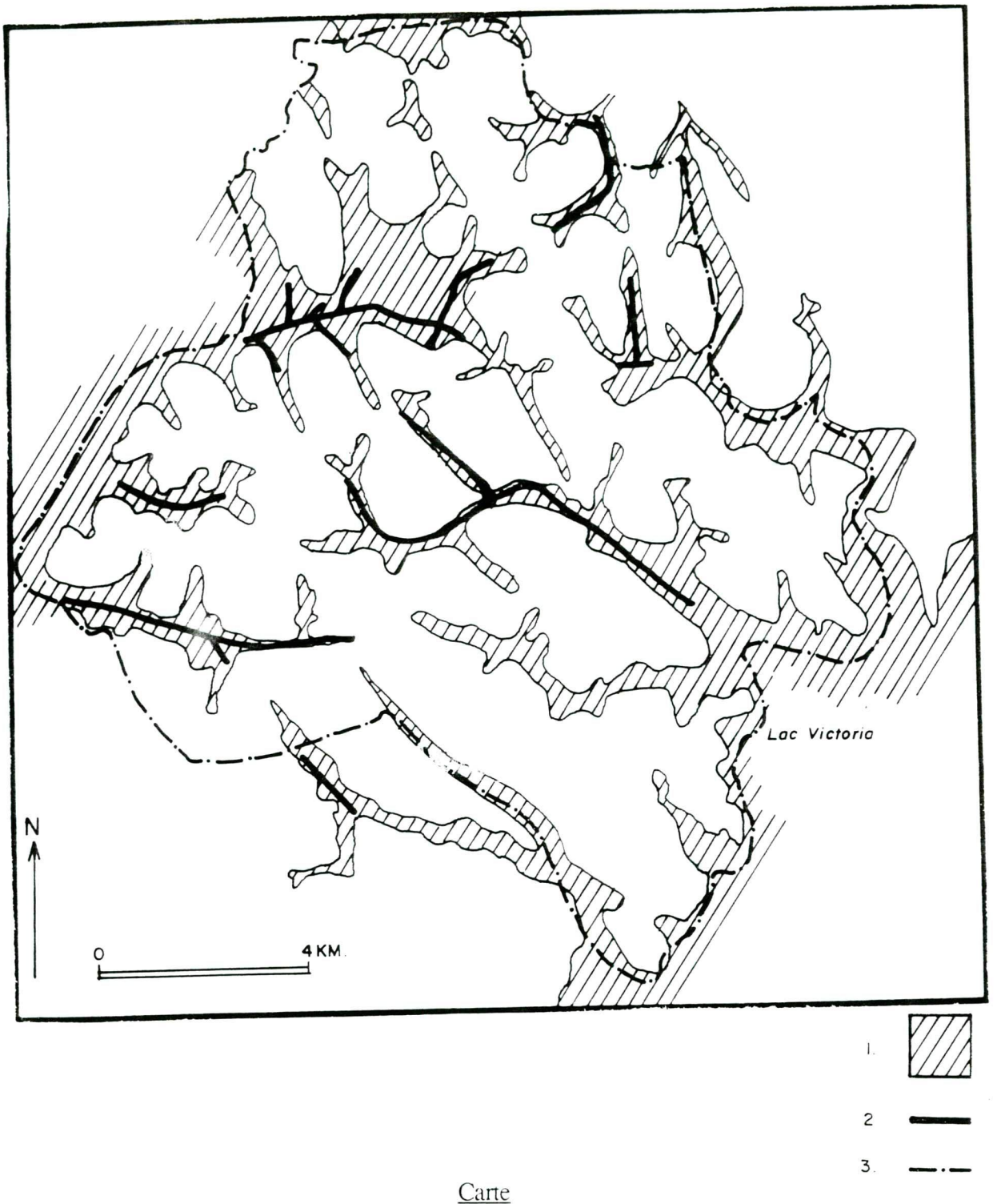
La résistance baganda au projet urbain britannique explique le maintien d'un paysage urbain proprement africain, non pas en marge, mais à côté de la ville coloniale.

Le paysage urbain africain est marqué par le désordre apparent. La voirie n'a pas la hiérarchie de celle du *township*, le parcellaire et le bâti n'en ont pas la régularité. Le bâti en particulier montre une relative mixité. Des maisons de maître en dur et toit de tuile peuvent cohabiter avec des maisons plus précaires en adobe et toit végétal ou, de plus en plus au fur et à mesure que le temps avance, toit de tôle ondulée. Les distances qui séparent les bâtiments les uns des autres sont inégales. A proximité de la frontière du *township*, la logique de marché densifie et précarise le bâti. Plus la distance est grande avec cette frontière, plus le desserement opère au profit d'une mise en valeur de type agricole. Le paysage du *kibuga* est fait de cette opposition entre un bâti dense et précaire, mais où apparaissent un certain nombre de constructions cossues, et des zones péri-urbaines où le même type de constructions est édifié mais en maintenant beaucoup plus d'espace entre les maisons. L'absence de contact net entre les deux types de paysages provoque une transition douce, qui se marque par un gradient de densités déclinantes du centre vers la périphérie. La différence entre les *slums* [109] et les quartiers péri-urbains trouve là son origine.

Appropriation privée du sol, sous-équipement, désordre morphologique et parcellaire, précarité dominante du bâti cependant compatible avec une certaine mixité sociale, fréquence de l'agriculture intra-urbaine en sont les caractéristiques communes et différenciatives par rapport à l'ensemble oriental.

---

109 : Il est difficile de traduire le terme "*slum*". En effet, les Kampalais couvrent sous ce terme tous les quartiers sous-intégrés densément peuplés péri-centraux mais aussi les quartiers aisés produits par l'initiative privée. Une connotation négative est associée à cette expression qui critique implicitement l'anarchie foncière et le laisser-faire générateur de ces types de quartier.



Carte

Les principaux drains de Kampala : une géographie entièrement héritée.

1 : marais ou vallée principale ; 2 : drain ; 3 : limites municipales.

La parcelle pavillonnaire constitue un des traits caractéristiques de cette ville bantoue. "Comme l'a noté Ph. Haeringer, «à la "cour" fermée de l'Ouest africain s'oppose sa réplique inversée : la parcelle pavillonnaire de l'Afrique bantoue»" [110]. Le *kibuga* n'est pas une ville cloisonnée. Cette caractéristique frappe en effet l'observateur habitué aux villes ouest africaines. Les bâtiments sont visibles depuis la rue et apparaissent comme posés, dispersés sur le sol. Il faut nuancer cette assertion en rappelant que traditionnellement les parcelles aisées se démarquent justement du reste par une clôture, souvent une haie, qui masque le *compound*. Mais les *slums* sont des amas de bâtiments collés les uns aux autres, tout juste séparées par de petits layons. Deux espaces, le domestique et le public, se confrontent directement sur le seuil des logements, sans la transition sécurisante de la cour. Aucune marque ne signale la propriété foncière ou immobilière. Le tout donne une grande impression de désordre. En zone péri-urbaine, les distances augmentent entre les maisons et la lisibilité de l'appropriation est plus facile.

Le paysage du *kibuga* exprime en définitive la résistance constante des Baganda à la pression normative coloniale. Cette résistance possède un double fondement politique et économique. Elle est soutenue de fait par la croissance démographique urbaine à laquelle les administrateurs du *township* n'ont pas su ou pas pu répondre. La "*sceptic fringe*" qui ourle la frontière occidentale du *township* de Kampala est le produit de ces rapports de force politiques. Leur production géographique est un système duel mais cohérent, animée par une "dualité dialectique" [111]. Ce système constitue le centre du pouvoir indépendant. En effet, avec l'accession du *kabaka* à la présidence de la République fédérale ougandaise, et d'Obote à la fonction de Premier ministre, le déménagement de la capitale nationale à Kampala, où siège le parlement, est décidé. Le 9 octobre 1962, l'agglomération kampalaise est désormais le centre d'un triple pouvoir : pouvoir politique ougandais aux mains d'Obote, pouvoir monarchique baganda aux mains du *kabaka* qui est également le Président de la République, et enfin pouvoir commercial aux mains de la bourgeoisie indienne.

L'agglomération kampalaise telle que la lègue le colonisateur va, au même titre que le reste du pays, mais avec une acuité et une spécificité qu'elle doit à son rang et à ses caractéristiques, subir l'émergence puis l'élargissement de la violence armée et ses conséquences économiques et sociales. En effet à travers le système foncier et la création d'une urbanité particulière, l'originalité baganda se construit vis-à-vis des colonisateurs, mais aussi vis-à-vis des autres peuples ougandais. Le royaume et sa capitale sont restés séparés du reste de l'Ouganda dans une farouche revendication réussie d'autonomie. La dualité urbaine révèle de façon exemplaire ce particularisme baganda. Mais l'introduction d'un urbanisme colonial n'est pas sans importance parce qu'en même temps que le second terme de la dualité kampalaise, il construit un contre modèle urbain, référence sans cesse rappelée de la modernité, voire de la normalité urbaines. Après l'Indépendance, cette référence à une urbanité «moderne» sera utilisée par des nordistes aigris pour justifier les tentatives de nivellement de l'exception baganda.

---

110 : Canel (P.), Delis (Ph.), Girard (Ch.), *Construire la ville africaine. Chroniques du citadin promoteur*, Karthala-ACCT, Paris, p. 51.

111 : Brunet (R.), Ferras (R.), Théry (H.), *op. cit.*, p. 158.

Chapitre III.
La négation des particularismes et la violence provoquent le déclin urbain (1966-1986).

Malgré son intensité exceptionnelle, à l'échelle africaine, la violence ougandaise n'est pas spécifique, mais elle est exemplaire. Cependant, ses conséquences urbaines et sociales sont suffisamment profondes, pour que, avant de les étudier, nous nous attardions sur les modalités de cette violence.

Section 1. La tentative de construction de l'unité nationale par la négation des singularités infra-nationales.

Sa logique est relativement simple. Fort classiquement, l'enjeu en est l'exercice du pouvoir d'Etat et la main mise sur les richesses que le pouvoir d'Etat contrôle. Cet objectif met aux prises plusieurs groupes d'acteurs et ce jeu politique influe sur l'ensemble des "sujets" dont se compose la société ougandaise. Tout le monde n'est pas partie prenante du jeu politique, mais tout le monde en subit les conséquences. Pour simplifier à l'extrême, le résultat du jeu politique est la mise hors-jeu successive des trois types d'acteurs - les Britanniques, les Indiens et les Baganda - que les politiciens nationalistes rencontrent face à eux.

Ce n'est pas ici le lieu de retracer l'histoire politique contemporaine de l'Ouganda [111]. Notre propos est de montrer comment celle-ci a abouti à modifier la géographie et la construction sociale kampalaises.

Les premiers acteurs du jeu politique à être expulsés sont les Britanniques. Leur départ ne donne pas lieu à des violences particulières. L'Ouganda n'est pas le Kenya, et la décolonisation se passe relativement bien. La principale conséquence urbaine de leur départ est l'africanisation du commandement politique et la concentration des fonctions de capitale à Kampala qui accueille le parlement. Les principaux ministères quittent Entebbe. Cette ville demeure cependant le lieu de résidence du Premier Ministre puis du Président. De plus, un certain nombre de ministères y ont conservé des services. Les principaux sont les ministères de la santé, du service public et de l'agriculture. Quoique la plupart des services du ministère de la terre et du cadastre aient déménagé à Kampala, le service des cartes et plans cadastraux est demeuré à Entebbe. La concentration spatiale des fonctions de commandement annonce le processus d'unification et de centralisation du pouvoir politique. Pour Kampala, ce processus est une consécration.

Le problème de l'intégration du Buganda dans l'ensemble national n'allait pas par contre être aussi rapidement résolu. Après cent ans d'ouverture au monde, au moment de l'Indépendance, l'espace ougandais présente comme caractéristique principale la dichotomie

---

111 : Jorgensen (J. J.), *Uganda : A Modern History*, Croom Helm, Londres, 1981, 381 p. Karugire (S. R.), *A Political History of Uganda*, Heinemann Educational Books, Nairobi - Londres, 1980, 247 p. Mamdani (M.), *Politics and Class Formation in Uganda*, Monthly Review Press, New York - Londres, 1976, 339 p. Lukwago (I. K. K.), *The Politics of National Integration in Uganda*, Nairobi, Coign Publications, 1982, 100 p. Mutibwa (Ph.), *Uganda since Independence. A Story of Unfulfilled Hopes*, Fountain Publishers Ltd., Kampala. 1992, 209 p.
On se reportera également aux chapitres historiques de Calas (B.) & Prunier (G.), *L'Ouganda contemporain*, Karthala, Paris, à paraître en 1994.

entre le Buganda et le reste du pays. Le Buganda fonctionne comme le cœur de l'Ouganda. La gangue qui l'entoure n'est elle-même pas homogène. Les espaces et les peuples bantou, nilotiques et soudanais ne se ressemblent pas. Mais dès 1945 se pose explicitement le problème de la place du royaume du Buganda dans l'Etat ougandais. Schématiquement s'opposent le séparatisme baganda et les visions intégrationistes nationales. Le premier plonge dans l'histoire pré-coloniale et constitue une permanence historique. Il motive l'appel aux Européens, la collaboration au système de l'administration indirecte ainsi que le succès de l'*Uganda Agreement* de 1900. Le succès économique et la diffusion du développement social à travers la société baganda le renforcent et le légitiment. Le problème de l'Ouganda indépendante est de résoudre la contradiction entre ce désir d'autonomie et le souci du maintien de l'unité nationale telle que l'a formulée la colonisation. Le souhait des habitants des zones les plus défavorisées d'un rééquilibrage du développement au profit des marges renforce ce souci d'unité nationale. En effet, la supériorité baganda provoque la jalousie des autres Ougandais. En 1956, un Acholi prononce ces paroles prémonitoires :

> *"We feel that Government is deliberatly trying to widen the gulf between Baganda and the rest of the Protectorate* [...] *I feel that equal opportunities should be given to all so that Mukasa and Otim* [112] *may work together as equal partner when times come. Let us not make the mistake they have made in Sudan... What is taking place in Sudan is not a mutiny but civil war. Might I give the warning that the same state of affairs is likely to happen in Uganda when the British Government decides to retire. A dissatisfied North plus Teso might prove to tough unless handled with care. We form the majority in the Army and the police forces and would prove a nuisance"* [113].

De 1962 à 1966, l'affrontement entre séparatisme et unitarisme se cantonne à l'arène constitutionnelle et politique. Le recours aux armes entre 1966 et 1992 ne constitue dans le fond qu'une "continuation de la politique par d'autres moyens".

La période 1962-1966 est celle de l'émergence du blocage entre la Constitution de 1962 (Constitution fédérale maintenant l'autonomie politique, institutionnelle et financière du Buganda et faisant du *kabaka* le Président de la République ougandaise) et la pratique politique animée par l'idéologie de la construction nationale, les jalousies suscitées par la prééminence baganda et la présence indienne ainsi que par le débat entre socialistes et libéraux-conservateurs. Le blocage se révèle en 1965-1966, à l'occasion du scandale de l'or du Congo. L'opposition à Obote [114] (l'aile droite de l'*Uganda People Congress*, le *Democratic Party* et le *Kabaka Yekka* soutenu par le roi) enfourche ce cheval de bataille pour le mettre en minorité parlementaire. Mis en minorité, le premier ministre arrête les ministres félons, tous bantous, puis suspend la Constitution, et quelques jours plus tard promulgue une loi abolissant l'autonomie du Buganda. Pour Appolo Nsibambi, ces événements retribalisent soudainement la vie politique. En effet, ce coup de force incite la nation baganda à retrouver sa cohésion perdue autour de son roi et de ses réflexes séparatistes. Le 20 mai 1966, le *lukiiko* vote un texte ordonnant au gouvernement ougandais de "quitter le sol du Buganda" dans les dix jours. Ce réflexe sécessionniste légaliste est réduit à néant par

---

112 : Mukasa est un prénom typiquement baganda alors qu'Otim est un prénom purement acholi.

113 : Minutes of the Acholi district council, décembre 1956, p. 5-7, citée par Nsibambi (A.), *Integrating Buganda into Uganda, 1962-1971*, Ph. D. Thesis, University of Nairobi, décembre 1982, p. 138.

114 : Président de l'*Uganda People Congress*, Langi, premier Premier ministre ougandais de 1962 à 1967, puis Président de 1967 à 1971. Renversé par Idi Amin Dada le 25 janvier 1971, il revient au pouvoir après les élections truquées de décembre 1980. Il est définitivement renversé par un coup d'Etat acholi le 25 juillet 1985.

l'attaque le 24 mai 1966 du palais royal [115]. A partir de ce jour, le bruit des armes s'ajoute aux éclats politiciens pour vingt-six ans de guerre civile [116].

En 1966 donc, **Obote renverse le roi du Buganda**, promulgue d'autorité une Constitution provisoire qui abolit les *official mailo* des chefs baganda et transfère les droits attachés à ces propriétés à la *Uganda Land Commission*. Cette Constitution maintient l'existence du domaine privé officiel attaché à la fonction royale bien que le roi, devant la menace politico-militaire, ait fui à Londres. Mais elle levait la clause qui, dans le texte constitutionnel de 1962, protégeait ce domaine officiel des préemptions gouvernementales obligatoires. Ainsi, un premier pas vers l'élimination des particularités et privilèges fonciers dont jouissaient les Baganda était franchi par le pouvoir républicain, c'est-à-dire en fait par les nordistes.

L'année suivante, la Constitution de 1967 - dite "*Republican Constitution*" qui, juridiquement, régule toujours la vie politique ougandaise - progresse dans ce même sens. En effet, elle en finit définitivement avec les relations spéciales entre le Buganda et le reste du pays. En créant une République unitaire, Obote pense mettre un terme au problème baganda, car ce texte dissout le Buganda.

Le domaine foncier royal (350 miles^2) est versé à la *Uganda Land Commission*. Le domaine privé officiel (*Official Mailo*), qu'il soit attaché à la royauté ou aux offices administratifs et territoriaux, a définitivement cessé d'exister. Mais l'essentiel de l'originalité foncière baganda - le système *mailo* proprement dit - n'est pas affecté par le changement constitutionnel.

La dichotomie entre une ville publique et une ville privée perdure au delà de la nationalisation du domaine royal. Cependant, celle-ci ne débouche pas sur une homogénéisation de la tenure, dans la mesure où les terres royales nationalisées ne sont pas versées au domaine municipal mais à l'institution nationale chargée de la gestion des terres publiques (ULC). Après la nationalisation, la répartition de la tenure entre les différents types de tenure est la suivante :

Tableau

Structure des catégories foncières dans les différentes zones de Kampala en 1972 en valeur absolue (en hectares).

	Centrale	Occidentale	Méridionale	Septentrionale	Total
Freehold	741	165	302	115	1323
ULC	1169	255	391		1815
KCC	1370	1643	2113	208	5334
Leasehold	636	48	27		711
Mailo	1175	1842	2317	3497	8831
Total	5091	3953	5150	3820	18014

Sources : Kampala City Council, *Kampala structure plan 1972, Structure Report*, Government Printer Entebbe, avril 1972, p. 114

115 : Le colonel qui menait l'attaque n'était autre qu'Idi Amin Dada. Cette date marque le début de l'effondrement ougandais et l'intrusion de l'armée comme acteur politique incontournable.

116 : Celle-ci a duré jusqu'en 1992, puisque régulièrement des opérations de pacification de la NRA ont répondu aux embuscades des rebelles nordistes. Néanmoins pour l'Ouganda utile, débute en 1986 une période de paix et de renaissance.

Tableau
Structure des catégories foncières dans les différentes zones de Kampala en 1972 en valeur relative (en %).

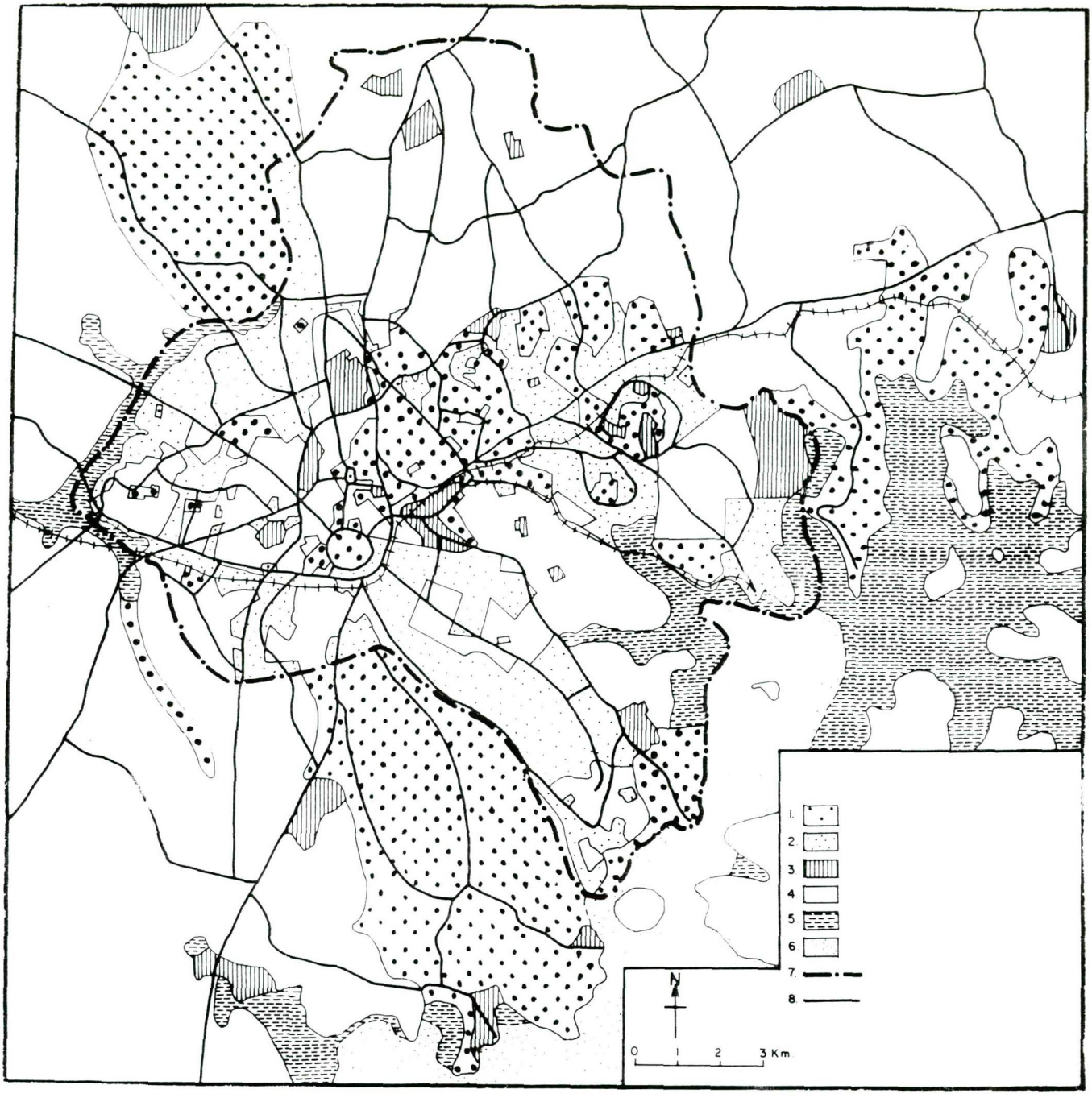
	Centrale	Occidentale	Méridionale	Septentrionale	Total
Freehold	14,5	4,2	6,0	3,0	7
ULC	23,O	6,5	7,5		10
KCC	27,0	41,5	41,0	5,5	30
Leasehold	12,5	1,2	0,5		4
Mailo	23,0	46,6	45,0	91,5	49
Total	28,0	22,0	28,0	22,0	100

Sources : Kampala City Council, *Kampala structure plan 1972, Structure Report*, Government Printer Entebbe, avril 1972, p. 114

La Constitution de 1967, en abolissant la spécificité politico-administrative du Buganda au sein de l'Ouganda, en finissait également avec le dualisme municipal de Kampala et Mengo. Cette dichotomie institutionnelle devenue de plus en plus artificielle à cause de la conjoncture politique, mais aussi de la constitution d'un système urbain unique rendait nécessaire et bienvenue la simplification urbaine de 1968.

La carte suivante montre d'une part l'extension progressive de la municipalité urbaine de Kampala vers l'est entre 1902 et 1968, et la simplification opérée à cette date par la fusion au sein d'un ensemble unique des municipalités de Kampala, Mengo et des *townships* de Nakawa et Kawempe.

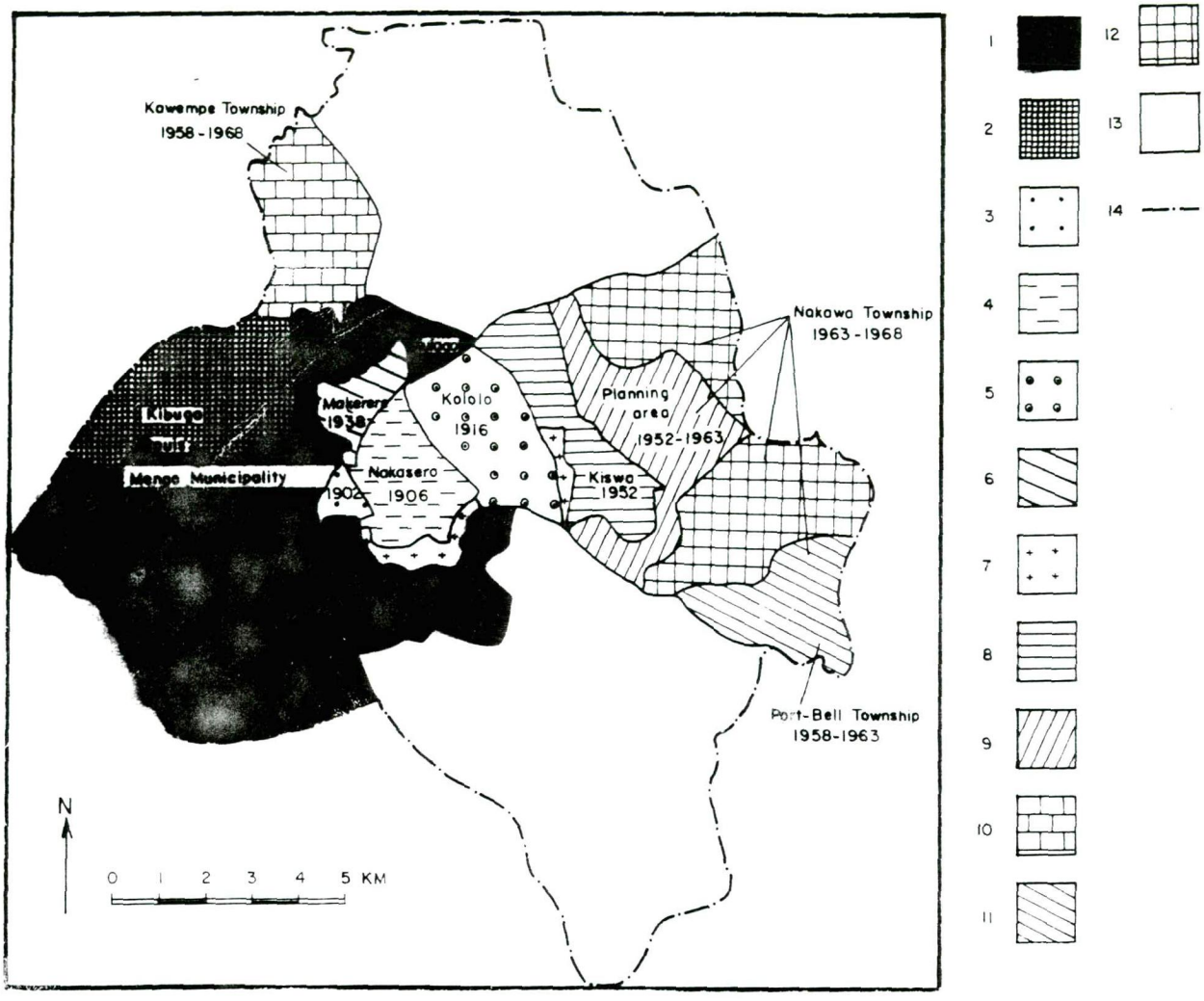
Cependant, la réunification municipale ne s'accompagna pas d'une simplification foncière. Malgré l'homogénéisation institutionnelle, est conservée pratiquement intacte la carte foncière kampalaise complexe produite par 70 ans d'histoire. C'est pourquoi tout autant qu'une opération urbaine, la réunification municipale est une opération politique violente dans ses prémisses comme dans ses conséquences. Elle aboutit à gommer la particularité urbaine baganda, et à expulser les nobles baganda, représentants politiques de cette spécificité, de leur propre ville : à la suite de la prise de ses palais, le roi se réfugie à Londres.



Carte 12

La tenure foncière à Kampala après l'abolition de la royauté.

1 : Terres publiques administrées par la ULC ; 2 : terres publiques administrées par le KCC ; 3 : terres *freehold* ; 4 : terres *mailo* ; 5 : marais administrés par la ULC ; 6 : lac Victoria.



Carte

L'extension progressive du périmètre administratif urbain : de la dualité municipal au système unique.

1 : *Kibuga* des Baganda puis *Mengo Municipality* à partir de 1962 [118] ; 2 : Noyau originel du *township* de Kampala sur la colline de Old Kampala en 1902; 3 : Extension du périmètre du *township* de Kampala en 1906; 4 : Extension du périmètre du *township* en 1916 ; 5 : Extension du périmètre urbain aux dépens du *kibuga* pour l'université de Makerere et l'hôpital de Mulago en 1938; 6 : Extension du périmètre urbain en 1941 ; 7 : Extension du périmètre municipal à Kiswa et Bugolobi en 1952 ; 8 : Zone d'aménagement urbain appartenant au district de Mpigi de 1952 à 1963, puis intégrée au *township* de Nakawa. 9 : *Township* de Kawempe de 1958 à 1968 ; 10 : *Township* de Port Bell de 1958 à 1963, ensuite aggloméré au *township* de Nakawa ; 11 : Portions de territoires appartenant au district de Mpigi et agglomérées au *township* de Nakawa de 1963 à 1968; 12 : Territoires appartenant au district de Mpigi agglomérés en 1968 à la ville de Kampala ; 13 : Limites municipales actuelles.

---

118 : Dans la première partie du XX[e] siècle, des variations de détail de la frontière occidentale du *kibuga* ont eu lieu. Elles aboutissent à la croissance de la capitale baganda vers le nord-ouest de façon à inclure les collines de Lubya, Masanafu et Kawaala. Le périmètre que nous indiquons est celui qui demeurera et qui fut fixé dans les années trente.

L'expulsion (août - décembre 1972) des Indiens [119] pose le problème de la définition de la violence. En effet, elle ne s'accompagne pas de massacres tels que le pays en connaîtra par la suite. Cependant, des assassinats ont été perpétrés à l'occasion de l'expulsion des Indiens. D'autre part, à moins de donner à la violence une acception élargie qui la rapprocherait du concept marxiste de lutte des classes, des régimes peu violents (la Tanzanie de Nyerere) ont, de fait, chassé une fraction notable et aisée de leur population. Mais l'illégalité anticonstitutionnelle de l'expulsion de nombreux citoyens (En 1972, près de 60% des Indiens résidents à Kampala étaient des citoyens ougandais [120]), l'usage de l'intimidation, le caractère systématique (seuls 500 Indiens restèrent en Ouganda après la date limite) et évidemment raciste, ainsi que le contexte explicite de "guerre économique" inscrivent cet épisode dans la violence ougandaise. De plus, son rôle fondamental comme fracture traumatisante au niveau économique et politique ne permet pas de l'exclure de l'analyse. En effet, elle a engendré un nouveau type de compétitions sanglantes. Dès 1973, est promulgué le décret étatisant la plupart des biens des expulsés au sein du *Departed Asians' Properties Custodian Board* [121]. Celui-ci se charge de l'allocation de ces biens à titre temporaire.

Ces biens représentent environ 30% des biens immobiliers de Kampala et la majorité des immeubles et commerces du centre ville. La géographie précise de ces biens traduit les principes de «zoning fonctionnalo-racial» mis en œuvre par l'urbanisme britannique. Les Indiens étaient principalement concentrés dans la ville publique et plus précisément au centre ville sur la colline de Nakasero. Ils n'avaient théoriquement pas le droit d'avoir des baux sur des terres privées. Leur prépondérance dans le secteur commercial, industriel et des services élaborés les avait fixés dans le centre de la ville. La majorité du centre fonctionnel était leur propriété. En plus de cet espace hyper-central, les Indiens résidaient également sur la colline de Old Kampala que les plans de 1919 et de 1930 leur avaient réservée comme espace résidentiel. Enfin, dans les années cinquante un ensemble pavillonnaire relativement étendu avait été construit sur les basses pentes nord de la colline de Kololo sur la Kira road. La localisation de ces espaces résidentiels en périphérie du *township*, à proximité du *kibuga* reflète la conception que les Britanniques se faisaient des Indiens : un groupe intermédiaire entre les Blancs et les Noirs.

Concrètement ces biens indiens se composent donc d'un ensemble de bâtiments aux vocations essentiellement commerciale, industrielle et résidentiel. Les commerces du centre ville présentent quatre types principaux (cf les planches photographiques consacrées à l'architecture indienne) correspondant à quatre générations d'architecture commerciale. Des boutiques de plein pied d'avant la guerre de 1914 il ne reste que de très rares exemples. Par contre, les *dukas* [122] à étage se rencontrent beaucoup plus fréquemment. Le local commercial est surmonté des appartements des commerçants. Derrière l'échoppe une petite réserve ouvre souvent sur une cour intérieure fermée, au fond de laquelle on trouve les équipements sanitaires et parfois des *boys' quarters*. Un auvent soutenu par des colonnades de bois ou de pierre abrite le trottoir devant la boutique. La mitoyenneté des bâtiments de ce type produit une véritable galerie. Cette architecture se rencontre surtout sur Kampala road. Enfin, les années quarante et cinquante ont vu une transformation complète du centre ville. Des bâtiments de trois à quatre étages surmontent alors les boutiques. Cette architecture s'implante dans les secteurs non construits, c'est-à-dire aux extrémités de Kampala, mais aussi autour du marché central, du *car park* à la faveur des renouvellements de baux. Ce type d'architecture constitue l'essentiel du stock géré par le DAPCB dans le centre de Kampala.

---

119 : Prunier (G.), *L'Ouganda et la question indienne 1894-1972*, Paris, ERC, 1990, 256 p.

120 : Mamdani (M.), *op. cit.*, p. 279.

121 : DAPCB : *Departed Asians Properties Custodian Board*, agence dépendante du ministère des finances chargée, par décret depuis 1973, de gérer les propriétés des Indiens expulsés.

122 : *Dukas* : boutique, échoppe en kiswahili.

L'expulsion (août - décembre 1972) des Indiens [118] pose le problème de la définition de la violence. En effet, elle ne s'accompagne pas de massacres tels que le pays en connaîtra par la suite. Cependant, des assassinats ont été perpétrés à l'occasion de l'expulsion des Indiens. D'autre part, à moins de donner à la violence une acception élargie qui la rapprocherait du concept marxiste de lutte des classes, des régimes peu violents (la Tanzanie de Nyerere) ont, de fait, chassé une fraction notable et aisée de leur population. Mais l'illégalité anticonstitutionnelle de l'expulsion de nombreux citoyens (En 1972, près de 60% des Indiens résidents à Kampala étaient des citoyens ougandais [119]), l'usage de l'intimidation, le caractère systématique (seuls 500 Indiens restèrent en Ouganda après la date limite) et évidemment raciste, ainsi que le contexte explicite de "guerre économique" inscrivent cet épisode dans la violence ougandaise. De plus, son rôle fondamental comme fracture traumatisante au niveau économique et politique ne permet pas de l'exclure de l'analyse. En effet, elle a engendré un nouveau type de compétitions sanglantes. Dès 1973, est promulgué le décret étatisant la plupart des biens des expulsés au sein du *Departed Asians' Properties Custodian Board* [120]. Celui-ci se charge de l'allocation de ces biens à titre temporaire.

Ces biens représentent environ 30% des biens immobiliers de Kampala et la majorité des immeubles et commerces du centre ville. La géographie précise de ces biens traduit les principes de «zoning fonctionnalo-racial» mis en œuvre par l'urbanisme britannique. Les Indiens étaient principalement concentrés dans la ville publique et plus précisément au centre ville sur la colline de Nakasero. Ils n'avaient théoriquement pas le droit d'avoir des baux sur des terres privées. Leur prépondérance dans le secteur commercial, industriel et des services élaborés les avait fixés dans le centre de la ville. La majorité du centre fonctionnel était leur propriété. En plus de cet espace hyper-central, les Indiens résidaient également sur la colline de Old Kampala que les plans de 1919 et de 1930 leur avaient réservée comme espace résidentiel. Enfin, dans les années cinquante un ensemble pavillonnaire relativement étendu avait été construit sur les basses pentes nord de la colline de Kololo sur la Kira road. La localisation de ces espaces résidentiels en périphérie du *township*, à proximité du *kibuga* reflète la conception que les Britanniques se faisaient des Indiens : un groupe intermédiaire entre les Blancs et les Noirs.

Concrètement ces biens indiens se composent donc d'un ensemble de bâtiments aux vocations essentiellement commerciale, industrielle et résidentiel. Les commerces du centre ville présentent quatre types principaux (cf les planches photographiques consacrées à l'architecture indienne) correspondant à quatre générations d'architecture commerciale. Des boutiques de plein pied d'avant la guerre de 1914 il ne reste que de très rares exemples. Par contre, les *dukas* [121] à étage se rencontrent beaucoup plus fréquemment. Le local commercial est surmonté des appartements des commerçants. Derrière l'échoppe une petite réserve ouvre souvent sur une cour intérieure fermée, au fond de laquelle on trouve les équipements sanitaires et parfois des *boys' quarters*. Un auvent soutenu par des colonnades de bois ou de pierre abrite le trottoir devant la boutique. La mitoyenneté des bâtiments de ce type produit une véritable galerie. Cette architecture se rencontre surtout sur Kampala road. Enfin, les années quarante et cinquante ont vu une transformation complète du centre ville. Des bâtiments de trois à quatre étages surmontent alors les boutiques. Cette architecture s'implante dans les secteurs non construits, c'est-à-dire aux extrémités de Kampala, mais aussi autour du marché central, du *car park* à la faveur des renouvellements de baux. Ce type d'architecture constitue l'essentiel du stock géré par le DAPCB dans le centre de Kampala.

---

118 : Prunier (G.), *L'Ouganda et la question indienne 1894-1972*, Paris, ERC, 1990, 256 p.

119 : Mamdani (M.), *op. cit.*, p. 279.

120 : DAPCB : *Departed Asians Properties Custodian Board*, agence dépendante du ministère des finances chargée, par décret depuis 1973, de gérer les propriétés des Indiens expulsés.

121 : *Dukas* : boutique, échoppe en kiswahili.

Les quartiers résidentiels présentent une morphologie plus simple opposant les bungalows aux styles marqués par leur période d'édification et les immeubles collectifs des années cinquante principalement situés sur la colline de Old Kampala. Ces quartiers sont bien équipés et entretenus. Les logements sont relativement vastes pour convenir aux ménages indiens souvent étendus.

L'allocation des biens des Indiens constitue une occasion d'enrichissement particulièrement attrayante et singulièrement corruptrice dans le contexte d'une économie déclinante, de la réduction des ressources de l'Etat et d'une vie politique dominée par la logique du patronage. L'histoire type d'une boutique du centre ville révèle cette rotation des allocataires au gré des aléas politiques. Elle révèle l'insertion de ces biens dans les mécanismes du patronage politique. Au lendemain de l'expulsion, les propriétés commerciales ou industrielles sont d'abord allouées aux proches d'Amin, c'est-à-dire dans l'ordre à des Kakwa-Banupis [123], des musulmans ou des *West Nilers*. Les premiers jours donnent lieu à des scènes bouffonnes dans la mesure où Amin, entouré de ses proches, se promène dans les rues du centre ville et alloue, sur des critères singuliers, les boutiques devant lesquelles passe le groupe. Ainsi, un porteur de lunettes se voit attribuer la boutique d'un opticien. La compétence ne constitue en rien un critère d'allocation. Une partie non négligeable des allocataires de la première heure ne sait ni lire ni écrire [124]. Les premiers temps sont passés à dilapider le capital et les stocks laissés derrière eux par les commerçants.

L'euphorie évanouie, la contrainte comptable laisse les premiers allocataires perplexes, face à des locaux vides et en apparence inutiles, et sonne le temps de la sous-location. En effet, les allocataires se tournent alors vers les personnes qu'ils jugent compétentes pour prendre en main les affaires des Indiens et ainsi alimenter une rente urbaine conséquente. Or, ces compétences, les Indiens partis, demeurent le quasi apanage des Baganda [125]. Il semble que durant le régime Amin, l'identité des allocataires se soit modifiée au rythme des tentatives de coup d'Etat et des purges consécutives. Ainsi, en février 1974, après une tentative de coup d'Etat menée par des *West Nilers* non musulmans, une chasse sanglante aux Lugbara a amené la réallocation des propriétés à des musulmans principalement soudanais, dont un certain nombre incorporés dans une nouvelle unité de l'armée composée essentiellement d'anciens mercenaires Anyanya [126]. Pendant une période, à la fin du régime, certaines boutiques du centre ville ont même été attribuées à des "conseillers techniques" libyens et palestiniens.

En 1979, après le premier pillage du centre ville, le changement de régime favorise l'allocation de certains des biens les plus profitables à un ensemble composite rassemblant

---

123 : Amin, né probablement à Koboko à la frontière de l'Ouganda et du Zaïre, appartient à l'ethnie ultra-minoritaire des Kakwa, dont le territoire chevauche les frontières entre le Zaïre, l'Ouganda et le Soudan. Cette dernière proximité lui inspire la sympathie pour les Sud-Soudanais et les descendants de l'armée coloniale regroupés sous le terme générique de *nubis*. Sur la question voir Soghayroun (I.Z.), *The sudanese muslim factor in Uganda*, Karthoum University Press, Karthoum, 1981, 201 p.; également, Pain (D.), "The Nubians : Their perceived stratification system and its relevance to the Asians issue" *in* Twaddle (M.) (dir.), *Expulsion of a minority*, Athlone Press, Londres, 1975, p. 177-192.

124 : Le vice-président d'Amin, Mustafa Adrisi, avouait à la Commission d'enquêtes sur la violation des droits de l'homme, en juillet 1988, que ne sachant pas lire, il ne pouvait pas savoir si la pays avait une Constitution ou non. Les Ougandais se moquent encore de la bande d'illettrés qui gouvernaient alors le pays en racontant l'anecdote du ministre des finances, Moses Ali, qui, excédé par les pénuries de devises paralysant le pays, décida un jour de se rendre à la banque centrale afin de tuer le coupable appelé "*Foreign exchanges*"! Une autre histoire circule encore à Kampala à propos d'Amin qui, à la fin d'une réception officielle à la cours de la reine d'Angleterre en son honneur, aurait déclaré "*I am fed up*" au lieu de "*I am full up*" c'est à dire "j'en ai marre", au lieu de "j'ai assez mangé".

125 : La politique ougandaise de 1945 à 1972 peut s'analyser en particulier sous l'angle de l'affrontement entre les Indiens et les Baganda. Voir à ce propos Prunier (G.), *op. cit.*, 1990.

126 : Cf Kyemba (D.), *A State of Blood*, Grosset and Dunlap, New York, 1977, p. 272.

des Baganda, des Acholi et des Langi. Au fur et à mesure de l'évolution du régime Obote II, la part des Baganda dans le groupe des allocataires s'est réduite au profit des autres groupes. L'arrivée de Museveni au pouvoir renverse la tendance au profit des bantous, et notamment des gens de l'Ouest et des Banyarwanda. La valse des allocations constitue une réalité centrale du système DAPCB. On estime que certaines boutiques de Luwum street dans le centre ville ont changé 8 fois de mains en 14 ans. L'allocation des biens des Indiens devient source de corruption morale.

> "*People from all walks of life, men and women alike, have sold their souls, have betrayed their relatives [...] in order to be rewarded with part of the loot Amin took from the Asians, [...] nothing has discredits the concept of private entreprise more than such a heartless quest for material possesions, totally devoid of any moral content or responsability*" [126].

Mais l'Indépendance, l'abrogation de la royauté, l'unification territoriale et l'expulsion des Indiens n'achèvent pas les tentatives de réduction des singularités. Une dernière attaque juridico-politico sociale à l'encontre du particularisme baganda doit être mentionnée.

Le ***Land Reform Decree, decree 3 of 1975*** constitue le dernier épisode politique d'une histoire dont le sens général est de gommer les particularismes en les niant. Le LRD introduit un changement majeur dans le système foncier baganda et donc kampalais. En effet est déclarée publique toute la terre ougandaise. De ce fait il abolit tous les droits sur la terre correspondant aux tenures *mailo* et *freehold*. Seuls, demeurent légaux les droits issus d'une tenure à bail (*leasehold*). Les titres *mailo* et *freehold* doivent être convertis. Les institutions se voient offrir un titre de concession (*lease*) de 199 ans et les particuliers de 99 ans. La seule possession foncière juridiquement légale aujourd'hui en Ouganda est le *lease*, concédé par la *Uganda Land Commission*, seule institution administrant les terres nationales et détentrice de la propriété éminente sur les terres occupées et concédées. Théoriquement également, les transactions foncières sans le consentement de la ULC sont impossibles.

L'objectif apparent du LRD était louable. A travers le transfert à l'Etat de la propriété éminente, les législateurs souhaitaient, en matière de foncier et de mise en valeur, affirmer la prééminence des intérêts publics sur les intérêts privés. Le contrôle que l'Etat pouvait exercer sur la mise en valeur de la terre devait accroître ses capacités de maîtrise de l'aménagement du territoire national. Il participe donc de l'affirmation de l'Etat et de la puissance publique face aux propriétaires privés. A ce titre, ce décret a pu être perçu comme une loi progressiste.

Mais, paradoxalement, le LRD lève la protection dont bénéficiaient les locataires coutumiers. La ULC peut aliéner n'importe quelle portion d'espace non officiellement concédée en *lease*, sans le consentement préalable des locataires coutumiers, ce qui était impossible auparavant. Désormais l'occupation coutumière des terres publiques n'est plus qu'une tolérance et un bail sur n'importe laquelle des terres pourra être accordé à n'importe qui, pourvu qu'un bail n'ait pas été accordé auparavant. D'autre part et surtout, sur les terres anciennement *mailo*, du fait de la nationalisation le LRD lève l'obligation pour les locataires coutumiers de payer le *busullu* et l'*envujjo*. Cette mesure rend compte du transfert de propriété éminente des terres *mailo* à l'Etat. Ainsi, dans le même mouvement, il ôte aux locataires coutumiers toute protection contre l'expulsion arbitraire des usufruitiers légaux (anciens propriétaires *mailo* ou concessionnaires de la ULC) devenus tous et également, au terme du décret, concessionnaires de l'Etat. Que l'usager officiel soit l'Etat ou un concessionnaire privé, les locataires coutumiers voient leur position considérablement fragilisée, puisqu'au terme du décret, ils peuvent être expulsés à tout moment de leur terre, sans aucun recours possible devant les tribunaux. La maigre consolation d'un

---

126 : Kaberuka (W.), *The Political Economy of Uganda 1890-1979. A Case Study of Colonialisme and Underdevelopment*, Vantage Press, New York - Los Angeles, 1990, p. 257.

dédommagement obligatoire leur est seule laissée. En annulant la *Busulu and Envujjo Law* de 1928, le LRD oublie de transformer les *bibanja holders* en sous-locataires des concessionnaires principaux. Le caractère progressiste du texte qui voulait s'attaquer aux privilèges fonciers est complètement gommé à cause de la volonté forcenée de rendre homogène la situation juridique de l'ensemble du territoire.

En effet, du fait que le LRD tente de créer un régime foncier homogène pour l'ensemble du territoire national, il est permis de le lire comme la continuation des mesures prises par Obote contre la royauté baganda. Il lutte contre le particularisme baganda, et s'intègre donc dans le mouvement général de la vie politique ougandaise post-coloniale. Il s'agit cette fois de frapper l'ensemble de l'ethnie centrale en sapant sa base économique, en éliminant ce que son système foncier pouvait avoir de privilégié et de singulier par rapport au reste du pays. La personnalité même des concepteurs ainsi que les conditions concrètes de la genèse du *Land Reform Decree* appuient une telle lecture.

Au total donc du point de vue urbain, l'histoire post-coloniale modifie quatre éléments du système mis en place au cours de la colonisation : la dualité municipale a été gommée, la partie occidentale de la capitale n'est plus le siège d'une royauté abrogée, les Indiens ont été expulsés du centre ville et des secteurs industriel et commercial, et enfin la spécificité foncière baganda a été théoriquement annulée. En somme, une tentative d'unification géographique, politique et sociale a été menée aux dépens des groupes originaux par rapport à l'ensemble ougandais tel que se le représentent les politiciens nationalistes des années soixante et soixante-dix.

Mais l'influence de l'histoire politique ougandaise des années 1966 à 1992 ne se limite pas à ces retouches, qui ne constituent que la face légale de la violence politique. Ses conséquences ne s'arrêtent pas là et les dépassent largement. En effet, la période 1965 à 1986 est caractérisée à Kampala par la montée de la violence physique.

Section 2. La violence, le recours aux armes et les larmes (1966-1986).

La prise du palais du *kabaka* en mai 1966 viole la constitution de 1962. L'Ouganda cesse d'être un Etat de droit.

Entre 1966 et 1986, les régimes Obote (1962-1971), Amin (janvier 1971-avril 1979), Lule, Binaisa et de la Commission militaire, puis Obote-II (décembre 1980-juillet 1985) et enfin Okello (Juillet 1985-janvier 1986) ont, tous, marqué l'Ouganda des exactions de leur armée. En effet, la prise du palais royal en 1966 a mis au devant de la scène les militaires qui vont jouer un rôle de plus en plus important. L'intrusion de ce nouvel acteur sur la scène politique ougandaise n'est pas sans conséquence. En effet, elle signifie que la violence n'est plus seulement législative, elle est aussi physique. Cependant, la nature et l'intensité de la violence ont été radicalement modifiées par l'évolution même des conditions politiques qu'elle contribuait en partie à forger. Le glissement de l'Ouganda de la "paix post-coloniale" à l'anarchie militaire du début des années 1980 doit donc être décrit [127].

La violence n'a pas eu toujours ni partout la même intensité. Des variations importantes ont eu lieu au cours de la période. Cependant, globalement, celle-ci fut marquée par un élargissement progressif du champ de la violence et une aggravation de son intensité.

A partir de 1966, le premier régime Obote se caractérise par une violence politique très sélective contre les personnalités de l'opposition et surtout celles des royaumes autonomes du sud. Entre 1966 et 1971, se déployèrent les activités souterraines des services de sécurité. Les victimes de la répression étaient précisément ciblées et en nombre limité. La vie politique ougandaise a alors franchi le pas négligeant les règles de l'affrontement démocratique pour celle du droit du plus fort au sens physique du terme.

Le régime Amin (1971-1979) provoqua un élargissement et une diversification de la violence. Dès juillet 1971, des massacres inter tribaux eurent lieu au sein de l'armée. 2000 des 3000 soldats Acholi, que comptait alors l'armée furent tués par les "*West Nilers*" et les Nubis. Le même scénario se répéta plusieurs fois au profit d'une fraction de plus en plus réduite de la palette ethnique ougandaise : les Madi-Kakwa et les anciens Anya-Nya soudanais.

A cette violence des casernes, s'ajoutèrent les exactions des services spéciaux qui, dans la lignée du régime précédent mais avec une plus grande sauvagerie, et à une échelle plus vaste frappèrent les opposants. Le pouvoir composé en partie d'analphabètes avait de plus en plus tendance à confondre ses opposants avec les élites instruites.

De manière plus générale, le meurtre devint une façon radicale de régler définitivement tous les conflits. La prolifération des armes et la multiplication des voyous (*bayaye*) souvent difficiles à distinguer des soldats, firent de la vie une monnaie d'échange courante.

Les régimes Obote-II et Okello marquent une aggravation de ces tendances. Les seules richesses laissées par le désastre économique des années 1970 étaient, en ville, les biens des Indiens et les biens de consommation courante importés et, à la campagne, les cultures de rente *i.e.* le café du Buganda. La compétition exacerbée pour leur maîtrise mène le pays à l'anarchie des bandes armées, que plus personne ne contrôle. L'annonce laconique de "mouvements de troupe incontrôlés" rythme les informations radiophoniques. Le pillage atteignit des proportions insensées : les toitures, les gonds des portes et les prises électriques furent emportés. L'insécurité était telle que, même en plein jour, les chauffeurs de taxi refusaient de s'aventurer dans certains quartiers de peur de tomber sur les militaires et de perdre leurs chaussures, leur montre, leur voiture ou la vie.

En 1988, un Ougandais enseignant le Français a écrit ce texte qui montre ce qu'a pu être alors la vie.

> *"En 1984, au cours du mois de mai, un certain mercredi, c'était le jour de la rentrée scolaire. Tous les élèves retournaient dans leurs différentes écoles, certains gaiement, d'autres à contre cœur.*

---

127 : Pour une synthèse rapide sur la violence ougandaise, on lira avec intérêt Médard (J-F.), "La création d'un ordre politique en Ouganda", *Travaux et Documents du CREDU*, n° 1, octobre 1986, 41 p.

Ceux qui venaient de la région de Mityana [129] *s'étaient donnés rendez-vous au centre commercial de cette région pour attendre des occasions de transport. Ils n'étaient pas nombreux. Ils étaient six qui partaient pour Kampala. Ce même jour, moi aussi j'avais une mission officielle à remplir. J'allais au ministère pour chercher le matériel didactique de français. A 7 heures du matin nous prenons le même taxi qui allait directement à Kampala. Arrivés à un lieu appelé Bujjoko, les soldats d'Obote avaient dressé une barrière et arrêtaient chaque véhicule qui arrivait des deux directions. C'était une époque troublée, une époque de tueries accomplies en toute impunité, une époque de cruauté incroyable pour tous les Ougandais.*

Notre taxi s'arrêta donc et un petit soldat, un drôle de "bonhomme", noir comme du charbon [130]*, nous ordonna menaçant de sortir du taxi et de faire la queue. Nous obéîmes. Alors, le pillage commença; des sommes d'argent furent payées comme si on achetait le droit de passer. Nous tenions nos cartes d'identité dans nos mains. Un garçon était devant moi. C'était un garçon qui allait à Nsambya* [131] *en 3° année de l'école secondaire. Le soldat regarda longtemps sa carte d'identité scolaire puis il s'écria avec un accent terrible et goguenard en kiswahili : "Wewe ndio hadui bwana, toka kwa laini"* [132].

Tout le monde était surpris car le garçon était bien connu comme étudiant et son oncle maternel l'accompagnait pour la rentrée. La carte du garçon était en ordre et sa photo identique.

Le garçon fut conduit au bord de la route et on lui ordonna de s'asseoir pendant qu'on achevait le vol.

Après le pillage, on nous ordonna de rentrer dans notre taxi et de filer à toute vitesse en laissant le garçon derrière. Nous entrâmes, mais le chauffeur s'abstint de démarrer. Les soldats l'accablèrent d'injures mais il fit la sourde oreille. Ils menacèrent de tirer sur nous mais leurs efforts furent vains. L'oncle du garçon essaya de plaider pour son neveu mais, aux regrets de tous, le bonhomme lui asséna un coup de crosse sur la tête et le malheureux tomba évanoui mais pas mort. Quand les soldats réalisèrent notre opiniâtreté à ne pas quitter la place et comme ils voulaient continuer leur misérable occupation de cambriolage, ils ordonnèrent au garçon de se lever. Le garçon se leva et les regarda en face. Après l'avoir regardé fixement pendant deux minutes, les trois autres soldats s'éloignèrent; peut-être leur conscience les empêcha-t-elle de verser du sang innocent?

Le bonhomme, lui, persévéra de son noir et abominable courroux. Il ordonna au garçon de s'éloigner de 5 pas. Le garçon obéit. Il lui ordonna de courir dans la direction de Kampala sans tourner les yeux et le garçon exécuta l'ordre. Quand le garçon eut parcouru une distance de 25 mètres environs, le bonhomme lui envoya une balle entre les deux omoplates puis une seconde dans la cervelle et la pauvre victime s'écroula. Une mare de sang se forma autour de l'infortuné.

Entre temps son oncle avait repris ses esprits et s'était rapproché du taxi.

Personne n'a dit mot excepté quelques femmes qui étaient à une assez grande distance de là et qui ont poussé des cris d'horreur et de désapprobation mais qui ne servaient à rien car l'abomination était accomplie.

Nous décidâmes de rester tout près de la barrière pour attendre un taxi. Le chauffeur devait retourner à Mityana avec le mort accompagné de son oncle. Quelques uns d'entre nous ont pleuré quand le taxi à démarrer vers Mityana. Ceux qui ne pleuraient pas criaient

---

129 : Mityana est une bourgade située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest-nord ouest de Kampala.

130 : Le narrateur souligne ainsi l'origine géo-ethnique de ce soldat. Celui-ci vient très probablement du nord de l'Ouganda dont les bantous disent que les habitants ont la peau très foncée.

131 : Nsambya est une colline de Kampala qui porte un certain nombre d'équipements sociaux, dont une école réputée.

132 : "Monsieur, vous êtes un ennemi, sortez de l'alignement".

des injures impuissantes. C'est vers midi que le bus nous a trouvés à ce lieu de détresse et nous a transportés à Kampala" [133].

A ces horreurs s'ajoutèrent les opérations menées contre la guérilla de Museveni.

Alors qu'auparavant la violence avait frappé des groupes précis, auxquels il suffisait de ne pas appartenir pour ne pas trop risquer de mourir, la violence des années 1982-1985 toucha toute la population.

Ces trois périodes sont séparées par des pics de violence particulièrement intenses correspondant aux coups d'Etat (1971 et 1985) et à la guerre de libération nationale de 1979, pendant lesquels eut lieu le pillage total du centre ville par les troupes tanzaniennes. Le plus souvent, les boutiques furent "ouvertes" au lance roquettes. L'influence de ces coups d'Etat et de l'insécurité sur le travail peut être appréhendée sous le langage prudent et neutre de ce fonctionnaire de la Banque mondiale." Deux changements de gouvernement ont eu lieu durant le projet. Des conditions exceptionnelles prévalurent au cours de l'exécution des contrats du projet. Un certain nombre de véhicules appartenant au projet furent volés au cours d'attaques à mains armées, la plupart n'ont pas été retrouvés, alors que d'autres ont été trop endommagés pour être réparés [...] Les conditions de travail étaient entravées par les fréquents harcèlements aux contrôles routiers et par une vie sociale confinée à son chez-soi [...]" [134]. La violence est telle qu'elle détermine le choix des sites d'application de certains projets internationaux. Le choix des *slums* de Wabigalo et Namuwongo comme terrain de démonstration d'une opération de restructuration de l'habitat populaire est dicté par leur proximité géographique avec le Ministère du logement et du développement urbain où est installée la cellule d'Habitat (UNCHS).

S'il y a une histoire de la violence, il est également possible d'en faire une **typologie** fondée sur la géographie. En effet, le Luwero n'est pas Kampala, les boutiques des Indiens n'induisent pas le même type de violence que le barrage routier.

Globalement, on peut différencier la violence rurale qui a tendance à glisser vers l'ethnocide (Luwero de 1983 à 1986, West Nile entre 1979 et 1980, Ankole avec l'expulsion et massacre des Banyarwandais [135] ou encore sud Karamoja sous Amin) de la violence urbaine plus socio-politique. A la campagne, la mort, le viol et le vol arrivent avec des camions qui débarquent des soldats, souvent jeunes, ivres d'alcool et de *bang* [136]. Le bouclage de la zone est rapidement mené et la destruction achevée. Quelques heures, parfois quelques jours plus tard les «barbares» lèvent le camp pour d'autres rapines. En effet, il leur faut vivre sur un pays qu'ils dévastent petit à petit à la façon de monstrueuses sauterelles. En pays baganda, la saison de récolte du café a dû connaître les paroxysmes; en pays karamojong, les soldats d'Amin ont profité de la saison sèche qui rassemble les troupeaux autour des principaux points d'eau pour perpétrer leurs méfaits. Les formes n'en sont pas les mêmes bien que le résultat soit tout aussi définitif pour les victimes.

La mémoire collective kampalaise reste marquée par quatre scènes types : l'enlèvement en pleine rue par des inconnus sortis d'une voiture sans plaque conduite à vive allure, le barrage routier (*road-block*), les pseudo-contrôles d'identité de nuit et enfin les batailles de rue entre

---

133 : Ce texte a été écrit par un enseignant de français en stage à l'ITEK à l'occasion d'un devoir donné en 1988 par Jocelyne Lemoine coopérante française à Kyambogo

134 : The World Bank, *Project completion report, Water supply and sanitation rehabilitation project (credit 1510-UG)*, Infrastructure Operations Division, Eastern Africa Department, Africa Regional Office, 26 juin 1991, p. 21. *There were two changes of Governement during the course of the project. Force majeure conditions prevailed during the execution of the project contracts. A number of vehicules belonging to the project were taken at gun-point with most not recovered while some were damaged beyond repair. [...] Working conditions were beset with frequent harassment at road blocks and the social life confined to one's own premises ..."*

135 : Sur ce problème voir Watson (C.), *Exile from Rwanda : background to an invasion*, Washington US committee for the Refugees, février 1991, 98 p.

136 : Appelation ougandaise du chanvre.

bandes armées rivales pour le contrôle de tel appartement du DAPCB ou de tel hôtel [137]. En effet, le déclin de l'économie a fait de la réallocation et de l'usage de ces propriétés un enjeu capable d'abattre tous les scrupules moraux. De nombreux assassinats eurent pour mobile la jouissance de ces biens. Certains allocataires du DAPCB ne gardèrent la vie qu'au prix de l'abandon de leur boutique dès la première visite du comité d'intimidation. L'acharnement des protagonistes provoquait parfois de véritables batailles de rue entre groupes d'hommes de main armés.

En marge de ces scènes qui ont rythmé pendant vingt ans les nuits et les jours, on vit les coups d'Etat terré chez soi ; leur dénouement libère à chaque fois une vague de joie et d'espérance [138] dont seule la dernière n'a pas, pour le moment, été déçue.

Enfin, autant que la violence physique, les Ougandais et particulièrement les Baganda ont enduré une terrible agression morale. Des nombreuses discussions que nous avons eues avec nos informateurs, il ressort invariablement le sentiment d'une injustice flagrante mais aussi que ces événements corroborent leur vision des autres - *the others* - (les nordistes) comme étant des «barbares». La violence d'être dirigés par des dangereux incultes ou des aigris inefficaces, et le sentiment d'un immense gâchis structurent le ressentiment des Baganda. La référence récurrente aux *good old days* parfois sous la forme elliptique de *in those days* montre en creux le reproche qui est fait aux autres. Il est intéressant que mes interlocuteurs Teso bien qu'objectifs sur la violence passée ne paraissent pas avoir souffert de ce sentiment d'être occupés. Gérard Prunier [139] insiste sur "l'itinéraire de dégoût et de désespoir qui fut celui des années Obote" et sur cette "culture de méfiance, de clandestinité de violence sociale" qui accompagnent le déclin politique, moral et économique du pays.

---

137 : On raconte que sous Okello des bandes rivales campaient dans les hôtels Fairview et Speke et que régulièrement elles se rendaient visite pour des motifs aussi bénins que pénurie de bière, de femmes ou bien de voitures!!

138 : Témoignage de G. Prunier pour celui de janvier 1971 et Médard (J-F.), *op. cit.*, 1986.

139 : Prunier (G.), "Le «nagendo»» en Ouganda (1972-1989)", *in* Département d'Histoire de l'Université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX^e-XX^e siècle)*, Karthala, Paris, p. 319-334.

Section 3. Une économie, une société et une ville durement frappées.

Ces vingt ans de guerre n'ont pas laissé le pays intact. Ils ont profondément marqué la ville. Les conséquences de la crise se lisent à trois niveaux : au niveau économique, au niveau social et au niveau morphologique.

D'abord la crise affecte la productivité urbaine. En effet, elle correspond à **une période de déclin économique,** qui rompt avec la croissance des années soixante. Le produit national brut chute dramatiquement. La chute de la production est assez bien documentée pour que nous ne nous attardions pas outre mesure [139]. Elle affecte surtout les secteurs des cultures commerciales et de l'industrie.

Tableau
Déclin de la production des cultures de rente entre 1971 et 1979.

	Tabac	Thé	Sucre	Coton	Café robusta	Café arabica
Part de la production en volume en 1978 par rapport à celle de 1971	30	60	8	14	47	31

Source : W. Kaberuka, *The Political Economy of Uganda 1890-1979, A Case Study of Colonialism and Underdevelopment*, Vantage Press, New York, 1990, p. 261.

La politique gouvernementale de fixation des prix agricoles, le manque de main d'oeuvre, la réduction des importations d'intrants agricoles e le déclin du système des transports expliquent cette chute qui affecte les petits paysans ougandais. Aussi, la majorité des petites exploitations accrurent-elles leur production vivrière. La superficie qui lui est dévolue augmenta d'environ 14% durant les années Amin.

Le déclin de la production industrielle semble avoir été encore plus fort. Son index déclina de 11,9% par an entre 1970 et 1975.

Tableau
Déclin de la production industrielle entre 1971 et 1979.

	Unité	Part de la production de 1978 comparée à celle de 1971
Houes	000	23
Couvertures	000	14
Savon	000 tonnes	9
Papier	000 tonnes	86
Huile de cuisine	000 tonnes	11
Peintures	000 litres	35
Allumettes	000 boites	16
Ciment	000 tonnes	38
Superphosphates	000 tonnes	0
Tôles ondulées	000 tonnes	7
Bière	000 litres	79
Cigarettes	millions	122

Source : Kaberuka (W.), *The Political Economy of Uganda 1890-1979, A Case Study of Colonialism and Underdevelopment*, New York, Vantage Press, 1990, pp. 269

139 : Voir à ce sujet en plus des références déjà mentionnées plus haut, Prunier (G.) "L'Ouganda une économie malade de la politique", *Revue Tiers-Monde*, Tome XXVII, n° 106, avril-juin 1986, p. 319-330.

La réduction de l'activité économique touche surtout des secteurs dont la ville constitue l'assise spatiale. La période Amin en réduisant les quantités agricoles exportées et l'activité industrielle affecte surtout l'économie urbaine.

Mais la conséquence socio-économique principale de la crise est **le développement du *magendo*** [141].

Deux contraintes macro-économiques majeures déterminent principalement l'extraordinaire progression et la résistance du *magendo* aux tentatives qui ont été faites pour le résorber, après le retour d'Obote au pouvoir, en 1980 : le déclin du pouvoir d'achat de la population, conséquence de l'inflation [142], et l'apparition d'une économie de pénurie généralisée, caractérisée par l'importance du "marché noir". Le poids considérable des contraintes politiques et morales a conforté la position dominante du *magendo*. En effet, dès 1981, des mesures ont été prises pour lutter contre l'économie illégale et le *magendo* [143], mais sans succès, du fait de l'absence de travaux d'infrastructures due au détournement massif d'une aide internationale pourtant importante. De plus, l'insécurité croissante a amené leur abandon en 1984. Les principales distorsions macro-économiques de l'époque Amin ont perduré ou resurgi au cours de la période Obote II. Le PNB a continué à chuter de 2,4% par an entre 1980 et 1987. Ce rythme est supérieur à celui que le reste de l'Afrique a enregistré durant la même période. Au lieu de diminuer, l'inflation est passée de 45% par an entre 1973 et 1980 à 95% pour la période 1980-1987, reflétant ainsi l'accroissement spectaculaire de la masse monétaire. La balance des paiements continua de se détériorer. L'aggravation de la situation sociale (éducation, santé, alimentation) n'a pas reçu de réponse et s'est accélérée entre 1980 et 1986.

La baisse du pouvoir d'achat découle directement de l'inflation dont a souffert le pays pendant une vingtaine d'années. Le formidable déséquilibre entre l'offre et la demande dû à la réduction de la première, ainsi que le gonflement de la masse monétaire pour résoudre les problèmes économiques sont à l'origine de cette inflation.

L'évolution des salaires de la fonction publique est exemplaire de la dégradation de la situation économique des Ougandais et spécialement des salariés urbains.

---

141 : Pour une mise au point à la fois synthétique et concrète, dont nous nous inspirons largement, sur le *magendo* on lira Prunier (G.), *op. cit.*, p. 319-334. En particulier, l'auteur élabore une typologie des pratiques magendoïstes en fonction de leur nocivité qui, malgré sa simplicité et sa rapidité, fournit une grille de lecture intéressante et extrapolable à d'autres situations africaines. On se reportera également à Nabuguzi (E.) *Le Magendo, l'Etat et la Société en Ouganda*, Thèse de doctorat de sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, octobre 1992, 442 p. On se reportera aussi à Green (R. H.), "Magendo in the Political Economy of Uganda : Pathology, Parallel System or Dominant Sub-Mode of Production?", *Discussion Paper n°164*, Institute of Development Studies, University of Sussex, août 1981, 66 p. Et enfin à Kasfir (N.), "State, *Magendo*, and Class Formation in Uganda", *Journal of Commonwealth and Comparative Politics*, vol. 21, n°3, 1983, p. 85-103.

142 : L'inflation devient galopante. Les prix de 1978 étaient de 511% supérieurs à ceux de 1971 et la dévaluation réelle du shilling telle que celui de 1978 ne représentait plus que 13% de celui de 1972. Pourtant le taux de change officiel demeurant le même provoqua par là même l'émergence d'un florissant marché noir.

143 : Sur ces mesures et leurs impacts réels, on lira Prunier (G.), "Gestion économique et société en crise : l'Ouganda depuis le chute du maréchal Idi Amin Dada", *Afrique Contemporaine*, n° 134, avril 1985 ; Edmonds (K.), "Crisis management : the lessons for Africa from Obote's second term", *in* Hansen (H. B.) & Twaddle (M.), *Uganda Now*, James Currey, Londres, 1988, p. 95-110. Voir également l'article suivant dans le même ouvrage Belshaw (D.), "Agriculture-led recovery in post-Amin Uganda : The causes of failure and the bases for success", p. 111-125.

Tableau

Evolution du salaire minimum nominal et de l'index de son pouvoir d'achat.

Année	Salaire minimum nominal en shillings	Pouvoir d'achat (1972 = 100)
1957	33	29
1964	150	114
1967	150	108
1972	185	100
1976	240	35
1980	400	6
1984	6 000	9

Source : Jamal (V.) et Weeks (J.), "The vanishing Rural-Urban Gap in Sub-Saharan Africa", *International Labour Review*, 127, 3, BIT, Genève, 1988, p. 288.

Tableau

Evolution de l'index salarial aux différents échelons de la fonction publique ougandaise entre 1975 et 1988.

Catégorie	1975	1977	1981	1983	1985	1988
Permanent Secretary	100	37,2	4,2	3,8	13,4	3,0
Assitant Secretary	100	44,9	5,1	5,6	16,8	4,8
Cadre	100	54,7	6,2	7,4	17,2	6,8
Employé	100	47,0	5,3	0	18,7	11,0
Balayeur	100	55,6	6,3	18,2	38,0	26,6

Source : Amis (Ph.), *Urban Management in Uganda, Survival under Stress, The Institutional Framework of Urban Management : case study n°5*, Development Administration Group, Institute of Local Government Studies, University of Birmingham, avril 1992, p. 5.

L'érosion du pouvoir d'achat des fonctionnaires [144] a profondément déstructuré cette aristocratie urbaine qu'ils constituaient avant la crise, en resserrant notamment l'éventail des salaires, et en réduisant l'écart entre leur niveau de vie et celui des autres catégories d'urbains. A la fin des années 1980, le salaire d'un fonctionnaire d'échelon inférieur nourrissait sa famille de 4 personnes pendant cinq jours [145]. Certes, le salaire ne constitue qu'une fraction du revenu des employés de la fonction publique ; les indemnités (*allowances*) - de transport, de logement, de déplacement, de repas, etc. - s'y ajoutent et leur montant réel n'a cessé de s'accroître, compensant en partie la chute salariale. D'après une étude récente

144 : On trouvera des informations de première main dans le rapport suivant du bureau international du travail : ILO, *Wages, incomes policies and Employement inUganda*, ILO, Addis Abeba, 1989. On trouvera également une description détaillée des causes et des conséquences du déclin de l'efficacité de la fonction publique dans Kamugisha (E. B.), *Remuneration systems and their effects on Uganda's Civil Service*, Dissertation in part-fulfilment of the degree of M.Sc. in Human Ressources Development, University of Manchester, septembre 1990, 171 p.

145 : Face à une telle baisse du pouvoir d'achat fonctionnaire, il est permis de se demander pourquoi il est encore tant de candidats à la fonction publique. Des facteurs divers se combinent pour l'expliquer : le statut de fonctionnaire continue d'être socialement valorisé dans la société ougandaise et il facilite la prédation et la captation des ressources. D'autre part, l'espoir d'un rétablissement de la situation du salariat public - rétablissement qui a lieu aujourd'hui à travers la multiplication des projets de développement financés par l'extérieur - a favorisé l'attentisme des fonctionnaires. Enfin, les contraintes de l'emploi au sein du service public étaient tellement réduites qu'il ne servait à rien de démissionner et de se couper de réseaux sociaux économiques rodés et de la possibilité de "manger" (les Ougandais pour désigner "la politique du ventre" (Bayart (J-F), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris, 1989, 439 p.) parlent de "*eating*").

sur les revenus des Kampalais [145], le salaire ne procure en moyenne que 17% des revenus et les indemnités 27%. En fait, ces indemnités ne compensent véritablement la baisse du pouvoir d'achat, que lorsqu'un moyen de transport ou un logement de fonction sont fournis [146] ce qui concerne uniquement les fonctionnaires de rang supérieur. Le salaire nominal en 1990 d'un de nos informateurs, assistant à l'université, se montait à 6 000 shillings alors que l'université reversait au NHCC, propriétaire de son appartement, 44 000 shillings. "La base du magendo, c'est l'impossibilité de survivre en respectant les règles du jeu normal, c'est-à-dire en vivant du produit de son travail [...] 90% des opérations *magendo* se produisent pour pallier ce problème" [147].

Une telle situation détermine des adaptations multiples. La plus répandue de ces pratiques est **la pluri-activité** qui permet d'accroître le revenu des ménages et de réduire les risques liés à la mono-activité dans un contexte de grande précarité. "La diversification des sources de revenus a été la principale réponse au déclin économique" [148].

La mono-activité fonctionnaire en particulier est devenue impossible. Par exemple Ebukali Okwi, assistant à l'université de Makerere, avant qu'il ne devienne associé à un projet international, enseignait également dans une école secondaire à Wandegeya, un des quartiers de Kampala, et à l'université islamique de Mbale à 400 kilomètres à l'est de la capitale ! Outre ces activités pédagogiques, il possédait une petite échoppe de vêtements d'occasion ainsi qu'une machine à coudre qu'il louait à un tailleur. D'autres ont un pied en ville et un pied à la campagne, où ils ont une petite exploitation agricole orientée, souvent alternativement vers la consommation domestique ou vers la vente. La majorité de l'approvisionnement de Kampala en oeufs est le fait de petits élevages hors sols situés derrière les maisons. Nous avons même découvert l'un d'entre eux dans le quartier de fonctionnaires de Nakasero, à moins d'un kilomètre du centre ville. Le fonctionnaire qui occupait la maison principale avait fait construire un poulailler en adobe juste derrière sa maison. Afin qu'il soit un peu caché, il avait planté quelques bananiers autour. La pluri-activité touche sans doute plus les fonctionnaires que les employés du secteur privé, car ceux-ci sont en général, pour augmenter leur productivité, mieux payés. Mais dans les faits, on s'aperçoit que peu y échappent et que le nombre des *part timers* est considérable.

Même les plus modestes et les plus périphériques des Kampalais comptent sur la multiplicité des sources de revenus. Par exemple, Daoudi Kiyimba habite sur un *kibanja* de petite taille, mais dont l'exploitation intensive lui permettait de tirer la plupart de l'alimentation familiale. Néanmoins, il ajoute à cette activité, celle de jardinier (*shamba boy*) chargé d'entretenir le jardin d'un voisin. D'ailleurs Daoudi en profite pour faire pousser dans un coin reculé de la propriété, quelques pieds de manioc qui accroissent sa production agricole. D'après l'étude déjà citée, l'agriculture intra-urbaine fournit 8% des revenus urbains et les petites activités marchandes (*business*) 47% [149]. La pluri-activité n'est pas un phénomène nouveau en Ouganda. Une étude menée en 1969 auprès des employés du «secteur formel» et citée par les auteurs du précédent article [150] avait déjà montré une diversification des sources de revenus pour le groupe des employés les mieux payés. Ceux-ci, à l'époque, tiraient 33%

---

145 : Bigsten (A.) & Kayizzi-Mugerwa (S.), "Adaptation and Distress in the Urban Economy : A Study of Kampala Households", *World Development*, vol. 20, n° 10, octobre 1992, p. 1423-1441.

146 : Voir à ce sujet Chew (D. C. E.), ""Internal Adjustments to Falling Civil Service Salaries: insights from Uganda", *World Development*, vol. 18, n° 7, 1990, p. 1003-1014.

147 : Prunier (G.), *op. cit.*, p. 326.

148 : Bigsten (A.) & Kayizzi-Mugerwa (S.), *op. cit.*, p. 1438.

149 : Bigsten (A.) & Kayizzi-Mugerwa (S.), *op. cit.*, p. 1428.

150 : Elliott (C.), "Employement and income distribution in Uganda", *Development Studies Discussion Paper n° 1*, University of East Anglia, Norwich, 1973.

de leurs revenus d'activités annexes, 3% de leur *shamba* et 64% de leurs salaires. Néanmoins, la nouveauté réside dans le renversement complet des proportions et la diffusion de ces pratiques à l'ensemble des groupes sociaux.

La conséquence de cette pluri-activité généralisée est la véritable turbulence permanente qui affecte les Kampalais. On a l'impression de gens en déséquilibre constant, toujours à la recherche anxieuse de nouveaux projets, de nouvelles opportunités d'enrichissement. Une **baisse dramatique d'efficacité du service public** résulte de cette situation [151]. Qui a travaillé en Ouganda connaît la difficulté à rencontrer en personne un fonctionnaire. En août 1989, nous avons calculé qu'en moyenne il fallait se déplacer quatre fois pour trouver un fonctionnaire dans son bureau. Un géomètre du *Kampala City Council* nous a avoué un jour que, tous les mercredis, il venait le matin de bonne heure dans son bureau pour déposer sa veste afin de montrer qu'il était venu, puis partait pour officier à titre privé à Jinja, à 80 kilomètres de Kampala ! D'autre part, une évolution fondamentale a transformé l'Etat à tendance technocratique en un agglomérat de services plus ou moins bien connectés entre eux où domine une logique patrimoniale. Celle-ci aboutit à la privatisation de fait des biens de l'Etat au profit des fonctionnaires. Cette privatisation s'est opérée à tous les niveaux. Elle contribue à l'opacité de l'appareil d'Etat et à sa complexité. En effet, chaque fonctionnaire a intérêt à accaparer une partie du patrimoine public. Ceci vaut bien entendu pour les biens matériels comme les véhicules utilisés par leur chauffeur comme taxi collectif, mais également pour les plans cadastraux. Ainsi, il nous semble que la dichotomie entre le *kibuga* et le *township* qui s'exprimait à travers l'existence de deux services cadastraux distincts perdure à ce niveau institutionnel à cause de la gestion patrimonialisée actuelle. En effet, malgré l'unification municipale, l'enregistrement de la tenure foncière pour la partie de Kampala qui correspond à l'ancienne capitale baganda est pratiqué par un service situé au ministère de la terre à Kampala, alors que l'enregistrement de la tenure foncière pour la partie orientale de la ville s'effectue à Entebbe. La césure est géographique alors qu'elle devrait être juridique et reposer sur la différence entre les terres *mailo* et les terres publiques. L'explication de cette incohérence réside dans la résistance que chaque service a opposée à toute tentative de rationalisation. Les chefs de service interrogés sur cette incohérence se rejetaient la responsabilité du maintien d'une situation institutionnelle sans rapport avec la situation réelle. A un niveau plus fin encore, chaque fonctionnaire d'un certain niveau cherche à conserver jalousement des prérogatives monnayables afin d'accroître ses revenus.

Face à la chute de leur pouvoir d'achat [152], les salariés ont donc adopté des stratégies de survie qui visent à diversifier les sources de revenus, aboutissant à la diminution des salaires dans les revenus globaux.

L'autre grande contrainte qui pèse sur l'Ouganda est la **généralisation d'une économie de pénurie** caractérisée par le "marché noir". Cette contrainte affecte directement le niveau de vie de la population, mais surtout autorise, par le déplacement des occasions de profit vers les activités spéculatives et criminelles, le formidable enrichissement de quelques uns. L'expulsion des Indiens a contribué à l'enclavement du pays et à la multiplication de goulots d'étranglement, internes et externes, géographiques, techniques,

---

151 : Sur les problèmes du salariat et de la fonction publique en Ouganda voir notamment: Nabuguzi (E.), "Le magendo en Ouganda", *Politique Africaine* n°42, juin 1991, p. 134-140; Jamal (V.) et Weeks (J.), "Comment les Ougandais ont fait front à la crise?", *Revue Internationale du Travail*, Genève, vol. 127, n° 6, p. 765-791; et Kauzya (J. M.), *The problematic Bureaucracy and the Problems of Bureaucrats in Uganda*, Mémoire de fin d'étude pour le diplôme de Master of Public Administration de l'Université de Liverpool, août 1988, 66 p.

152 : "Du point de vue du niveau de vie, l'effondrement économique de l'Ouganda a surtout frappé les salariés urbains." Jamal (V.) & Weeks (J.), "Le resserrement de l'écart entre villes et campagne en Afrique au sud du Sahara", *Revue Internationale du Travail*, vol. 127, 1988, n° 3, p. 323.

financiers et commerciaux. L'expropriation des Indiens et des Britanniques désorganise les circuits commerciaux traditionnels dans lesquels s'intègre le pays. Les exportateurs vers l'Ouganda réclament le paiement des commandes trois mois à l'avance. Les fournisseurs exigent le paiement *cash*. L'économie ougandaise se détache du reste du système mondial et un système enclavé se constitue. Le désintérêt des pays développés pour le pays réduit le volume de l'aide internationale si bien qu'alors que les flux financiers vers le Kenya et la Tanzanie augmentent d'environ 350 millions de $ US par an entre 1973 et 1979, ceux en direction de l'Ouganda ne s'accroissent que de 10 millions de $ US par an. En 1978, l'Ouganda est devenu un pays exportateur de capitaux. La réduction des devises, la surévaluation forcée du shilling par rapport aux devises fortes, et l'existence d'accès privilégiés, grâce à des connexions politiques, à des lignes de crédit à l'importation permettent de formidables enrichissements spéculatifs voire illégaux, sans qu'aucune contrepartie productive n'ait lieu. Il est par exemple connu que le personnel politique

"could call on the Bank of Uganda for advances of foreign exchanges, indicating or not [...] the purpose for which the exchange was required. He was not obliged to provide the local shillings inpayement. Many of the payements were remittances to Ugandan Embassies and High Commissions, with no name of an ultimate recipient appearing in the books of the Bank" [153].

Ainsi le Trésor devient une source d'enrichissement personnel pour l'entourage du prince ou ceux qui occupent des postes d'autorité. L'activité la plus lucrative de cette période est le *supply of air*, c'est-à-dire les fausses factures contre lesquelles aucun bien ni service n'est délivré. Cette caractéristique structurelle de l'économie est à l'origine du gros *magendo*, "le plus juteux - qui consiste [...] à exploiter les ressources de cette dérégulation sauvage de l'économie pour réaliser des superprofits, pratiquement toujours spéculatifs, en utilisant des formes privilégiées (politiques, administratives ou militaires) de contrôle des flux économiques" [154]. L'investissement productif est rendu pratiquement impossible par l'émergence de cette mentalité spéculative, mais aussi par la raréfaction des importations, la rareté relative des *in-puts*. La précarité de la tenure des biens expropriés constitue une autre sérieuse barrière au réinvestissement. Et enfin, pour ce qui est des entreprises industrielles, *"political interference in administrative and financial matters resulted in inefficiency and general demoralization"*.

Deux évolutions ont donc été suscitées par la crise : **le grossissement des petites activités artisanales et la multiplication des activités illégales**. Ces évolutions se renforcent mutuellement dans la mesure où " nombre de ces activités sont liées à des positions détenues par les membres des classes dominantes dans les appareils d'Etat. En effet, une grande partie des paiements fictifs ou frauduleux par les ministères et les bureaux gouvernementaux est investie dans les activités informelles... Les agents de l'Etat ou leurs associés utilisent les crédits bancaires, quelquefois non remboursés, par exemple pour acheter des taxis ou se lancer dans la promotion immobilière de luxe; ils participent encore à l'importation de biens de consommation et de matières premières à l'aide de devises fortes obtenues à des taux favorables à la Banque centrale" [155]. Pour les entreprises modernes qui ont pu résister à la crise, cela n'a pas été sans ajustement de leurs méthodes de travail au nouveau contexte politico-économique. Une dérégulation des méthodes de travail et une "magendoïsation" des relations qu'elles entretiennent avec leurs sous-traitants, leurs clients et leurs fournisseurs a été nécessaire.

L'étude des évolutions qui ont pesé sur les travailleurs et les ont amenés à ajuster leurs pratiques à la dégradation économique et politique nous a conduit à définir le *magendo*, ses

---

153 : Kaberuka (W.), *op. cit.*, p. 258.
154 : Prunier (G.), *op. cit.*, p. 326.
155 : Nabuguzi (E.), *op. cit.*, p. 225.

pratiques et ses échelles. La généralisation du *magendo* constitue une rupture sociologique majeure. Elle s'accompagne nécessairement d'une recomposition que nous allons tenter de décrire à l'échelle urbaine.

Quelles sont les **modifications sociales urbaines** qui accompagnent (*i.e.* qui sont à la fois la cause et la conséquence) le gonflement du *magendo*?

Les conséquences sociales du *magendo* sont doubles. Pour la majorité de la population qui pratique un *magendo* de survie, les conséquences sont plutôt négatives. "La classe salariée a cessé d'exister en tant que catégorie distincte" disent Jamal et Weeks [156]. "Les différentes classes qui s'étaient côtoyées dans les villes de l'Ouganda au cours des années soixante ont commencé, après 1975, à se confondre pour former une vaste classe de «salariés-commerçants-cultivateurs *shamba*» et, malgré la chute très sensible des revenus urbains, la somme de leurs gains tirés du commerce, du travail salarié et de leurs propres cultures permettaient encore aux urbains de se tenir au-dessus de la carence alimentaire". Cette disparition a été accélérée par l'émigration des élites menacées. La destruction de la base économique de la société urbaine combinée à l'insécurité et, notamment aux persécutions d'Amin vis-à-vis des classes moyennes, a nourri un vaste mouvement d'émigration vers l'Europe, l'Amérique du Nord, le Kenya et l'Afrique australe. Un véritable *brain-drain* a vidé l'Ouganda de l'essentiel de sa matière grise. En 1990, l'Ouganda manquait de 10 730 managers, 17 300 techniciens [157]. Ainsi, les réparations des canalisations d'eau n'ont pas été faites en partie parce que la *National Water Supply and Sewerage Corporation* ne comptait plus assez d'ingénieurs ni de techniciens. La majorité du périmètre urbain a été privée d'eau pendant une dizaine d'années.

En contrepartie, de nouvelles élites sont apparues, fondées, à l'origine, sur la détention du pouvoir et singulièrement celui de tuer et sur leur implication dans le "gros *magendo*". Sans que l'on puisse conclure à l'existence d'une structure de classe issue du *magendo*, il est possible de distinguer trois groupes.

La typologie et la hiérarchie de ces nouvelles élites sont assez bien connues. Elles permettent de distinguer les *mafuta mingi*, les *magendoïstes* et les *bayaye* [158]. Le groupe des derniers est extrêmement hétérogène puisqu'il comprend aussi bien l'homme de main coupable de meurtre, que le petit vendeur ambulant qui revend des boîtes de *Vicks Vaporub* [159] importées en contrebande du Kenya par des routes détournées. Ce groupe articule concrètement l'illégal, l'irrégulier et l'artisanal, la majorité pratique un *magendo* de survie; mais une fraction qui y participe, exécute aussi les basses oeuvres du gros *magendo*. Les *magendoïstes* sont des fonctionnaires bien placés qui savent monnayer leur position, des commerçants qui ont su bénéficier de l'allocation de plusieurs maisons ou commerces du DAPCB. Les *mafuta mingi* sont les *magendoïstes* qui ont réussi à développer des affaires en plus d'un lieu, dans plus d'une branche ou qui ont réussi une intégration verticale des activités. Green, dont la démonstration cherche à souligner la structuration du *magendo* et la concentration des richesses et du pouvoir entre quelques mains, fournit pour 1980 quelques estimations que nous citons pour mémoire [160]. Les *mafuta mingi* seraient compris entre 5 et 500 individus. Les *magendoïstes* seraient compris entre 500 et 2 500. Enfin, les *bayaye*

---

156 : Jamal et Weeks, *op. cit.*, p. 323.

157 : *Background to the budget 1990-1991*, Ministry of Planning and Economic Development, Kampala, juillet 1990.

158 : *Mafuta mingi* signifie mot à mot en swahili "de l'huile plein les mains", ce qu'on pourrait rendre par : "de l'argent plein les poches". *Bayaye*, (singulier *Myaye*) désigne les mauvais garçons, les hommes de main, mais aussi les prostituées.

159 : Médicament volontiers utilisé en automédication par les mères de famille africaines quand les enfants toussent ou ont le nez qui coule.

160 : Green (R.H.), *op. cit.*, p. 26.

seraient entre 175 000 et 200 000, c'est-à-dire environ 8% des ménages ougandais, mais 45% des urbains. Au total, il est difficile de décrire précisément la morphologie sociale de Kampala telle qu'elle est produite par les crises et l'extension du *magendo*.

Certains des puissants d'un moment se sont fabuleusement enrichis. Mais, le plus souvent, l'argent a été dépensé en biens de consommation ostentatoires, redistribué, ou encore placé dans le foncier rural. Un de nos interlocuteurs affirme que les sommes acquises qui n'ont pas été placées à l'étranger ont "été bues". "Si on gardait de l'argent, on le perdait à cause de l'inflation et si on investissait, on se faisait tout voler par les soldats. Alors, on a bu". Il est donc difficile de conclure à la formation d'une classe de grands capitalistes en Ouganda à la faveur de la crise.

La ville frappée dans sa structure économique, marquée dans sa structure sociale est également touchée physiquement. Elle porte les traces de la crise inscrites au cœur de sa morphologie.

Cependant **Kampala n'est pas Beyrouth, ni Mogadiscio**; les bâtiments détruits ou les ruines forment une proportion infime du stock immobilier.

Des ruines isolées, éparpillées sur l'ensemble du périmètre urbain témoignent d'une violence sélective. La vengeance d'anciennes victimes fut souvent à l'origine de ce type de destruction. Elle est le fait d'hommes de main, plus rarement de la foule ou des habitants du quartier. Autant que la violence, ces destructions soulignent la précarité du pouvoir et la rapidité des retournements de situation. Ces "épaves immobilières" éparpillées sont toujours des constructions permanentes. Elles signifient le niveau social et politique de ceux qui les possédaient.

Les opérations militaires en milieu urbain lors des coups d'Etat réussis ou avortés (1979, 1982, 1985 et 1986) causent des dégâts groupés. Tous les bâtiments ne sont pas systématiquement détruits mais une grosse minorité d'entre eux est affectée par des détériorations. Les zones les plus touchées sont situées sur les axes d'accès à la ville, autour des casernes et dans le centre ville. Mais les destructions militaires n'ont pas atteint à Kampala l'ampleur qu'elles ont eue à Mbarara et Masaka.

Le même type de destructions groupées se rencontrent près du lac du Kabaka, dans le quartier de Ndeeba, sur le flanc nord de la colline de Makindye et autour des tombes royales de Kasubi. Cependant, dans ces cas, le paysage est moins le fait de l'affrontement militaire que celui de l'indiscipline et du pillage des soldats cantonnés dans les casernes proches.

Au total, les guerres ont fait peu de destructions à l'intérieur du tissu urbain. La violence a peu contribué à "aérer" le tissu urbain. Mais la trace de l'insécurité généralisée, du déclin de l'Ouganda et la façon dont les acteurs urbains les ont intégrés à leurs stratégies, restent inscrites dans la trame urbaine.

A grande échelle, les conséquences de l'insécurité sont plus nettes. Elle rend obligatoire pour tous les bâtiments en dur susceptibles d'attirer la convoitise des voleurs armés, de se munir de protections solides. La multiplication des *burglar proofs* [162] aux fenêtres, l'installation de lourdes portes de fer aux boutiques et de solides portails aux jardins ont valu à Kampala le surnom de *Iron City*. Bien qu'illégale au regard des normes municipales, la construction de hauts murs surmontés de tessons de bouteilles a souvent remplacé le patient travail d'entretien d'une haie de cyprès caractéristique de la concession baganda. L'enfermement est une tendance architecturale très nette, expression d'une paranoïa solide relativement justifiée. Résidant dans un quartier aisé, nous n'avions pas moins de 12 cadenas à fermer sur de solides verrous en fer avant d'avoir bouclé sur nous la dernière grille de fer séparant la chambre de la salle de séjour.

---

[162] : *Burglar proof house* : maison munie de grilles anti-vol.

De même, l'insécurité modifie l'agencement spatial de ces lieux conviviaux que sont les bars. Conformément au modèle britannique, le bar était, jusqu'aux années de guerre, une salle close. Mais avec la montée des rapines militaires, il est devenu indispensable de voir venir le danger. C'est pourquoi de nombreux établissements se réduisent aujourd'hui à une terrasse abritée avec des tables et des sièges. Cet agencement permet aux clients et au personnel de voir venir le danger et de plier bagages rapidement.

Mais, quoique les destructions directement dues à la guerre n'aient qu'une faible ampleur spatiale, la ville est tout de même profondément marquée par la crise. En effet **une grande partie du bâti kampalais porte les traces du désastre** contemporain de l'Ouganda, parce que les détériorations ne se comptent plus. Mineures en elles-mêmes, sans lien direct avec la violence armée, leur accumulation sur vingt ans, sans que rien n'ait été fait pour y remédier, engendre un véritable processus de "taudification" urbaine. Par exemple, la précarité de la tenure pour les propriétés gérées par le gouvernement (propriétés de DAPCB, du *government pool*, du KCC et de la NHCC) empêchent les occupants de réaliser les réparations idoines. En effet, en réparant les infrastructures, l'allocataire s'exposait à se faire expulser *manu militari* par un personnage bien renseigné et puissant. C'est pourquoi les immeubles d'habitat collectif de Old Kampala, peuplés d'Indiens avant 1972 présentent un état de délabrement à peine croyable. Avant de disparaître mangées par la rouille, les gouttières ont eu le temps de laisser l'eau maculer les murs de longues traînées de mousse verdâtre, soulever le plâtre, par endroits attaquer la brique et creuser les fondations. Certains immeubles sont couronnés d'arbustes poussés sur les terrasses. Le système électrique apparaît l'élément le plus déficient. De branchements illégaux en réparations de bric et de broc, en passant par les vols des douilles ou des interrupteurs, le danger s'est accru démesurément. Les courts-circuits constituent la cause principale des sinistres dans le centre de Kampala aujourd'hui. L'approvisionnement en eau n'a pas été épargné par cette détérioration des infrastructures.

Nous avons partagé la vie d'un enseignant de l'Université de Makerere. Il habite un immeuble du lotissement de Makerere-Kivulu de la N.H.C.C. Cet appartement est beaucoup plus récent que ceux du centre ville. Sa description sommaire montre l'état du bâti public.

"Après avoir emprunté un escalier sans couleur, où l'éclairage a disparu, on arrive devant la porte de notre hôte. Pour sonner, il faut délicatement saisir deux fils électriques partiellement dénudés et les mettre en contact. Devant notre étonnement, notre hôte nous explique qu'il ne sert à rien de remplacer quoi que ce soit à l'extérieur, tout est volé ou cassé. Une fois entré, il faut faire un effort pour ne pas grimacer à cause de l'odeur qui nous saisit. L'eau n'arrive pas au 4° étage, et les douze personnes doivent s'organiser pour vivre autour des 80 litres d'eau quotidiennement remontés. Tout est fait à l'économie : l'eau étant lourde à porter, on attend le soir pour verser les eaux usées dans les toilettes. Cela n'a lieu qu'une fois par jour. Les habitants - parents et enfants - n'ont droit qu'à une bassine d'eau pour se baigner... Même si l'eau revenait, il faudrait, avant d'en jouir, réparer toute l'installation sanitaire cassée.

Si l'on n'y prend pas garde, on reste facilement enfermé dans une pièce, toutes les poignées des portes étant hors d'usage. Le carrelage fracturé laisse voir la dalle de béton elle-même attaquée. Les vitres cassées sont remplacées par des planches de contre-plaqué (le verre à vitre étant la denrée la plus rare des matériaux de construction, lorsqu'il y en a à vendre, il est inabordable pour beaucoup)... Les murs sont, quant à eux, rongés par l'humidité, lézardés, percés et n'ont jamais été repeints. Inutile dans ce cas de lutter contre les cafards et les rats qui sont les habitants ordinaires du lieu. Se considérant malgré tout comme un privilégié, notre hôte se lamente un peu lorsque les coupures d'électricité s'ajoutent à l'ensemble des maux quotidiens "[162].

---

162 : Carnet de bord de Muriel Le Roux Calas, 2 juillet 1989.

La guerre a joué son rôle d'accélérateur de l'histoire en faisant vieillir le parc immobilier public plus vite, que si des conditions pacifiques favorables à son bon entretien avaient prévalu. Perceptibles à grande échelle, ces dégradations par leur localisation jouent un rôle singulier dans l'organisation spatiale de la ville. Le délabrement des lotissements publics et surtout du centre ville apparente Kampala aux villes latino-américaines.

De plus, durant vingt ans le volume des constructions entreprises a été très faible. Le parc immobilier de l'Etat ne s'est pas agrandi de nouvelles constructions, et le secteur privé n'a que faiblement pris la relève, malgré les pressions spéculatives sur le marché locatif de standing.

Un ingénieur travaillant dans une entreprise de construction se rappelle que, avant 1986, "les gens rentraient chez eux très tôt; vers quatre heures, les rues étaient vides; par conséquent les ouvriers travaillaient moins longtemps chaque jour." D'autre part, "les soldats volaient tout sur les chantiers; cela augmentait les coûts et dissuadait les gens de construire". Enfin et plus grave "si on construisait une maison, cela montrait qu'on était riche et cela pouvait coûter la vie". Ces entraves à la construction touchent surtout les riches, capables de trouver les sommes pour investir dans l'immobilier en dur. La pauvreté et la précarité des matériaux de construction protègent relativement les plus démunis de la soldatesque. C'est pourquoi l'extension spatiale de Kampala entre 1980 et 1986 fut surtout une extension du bâti précaire.

La pénurie de matériaux de construction a accentué la pression directe de l'insécurité pour réduire les possibilités de construction. Par exemple, la production de tôles ondulées s'arrête complètement en 1978 à cause de l'arrêt des importations de zinc. Du fait de la nécessité d'importer les tôles en provenance du Kenya, le coût de la construction s'en trouve accru.

Cependant, même aux pires moments, certains ont trouvé les ressources financières et les protections politico-militaires pour construire. Ainsi le prouve la multiplication des villas sur les flancs des collines de Muyenga et Bunga entre 1980 et 1985. Est-ce à dire que tous les commanditaires immobiliers disposaient des appuis susceptibles de les protéger des pillards en uniforme?

En fait, les habitants ont développé des tactiques pour tenter de se garantir contre l'insécurité. En particulier, ils ont construit dans les quartiers les plus sûrs. L'insécurité, prise en compte par les individus dans leurs projets, provoque donc une urbanisation différenciée.

Néanmoins, les effets profonds de l'insécurité sur la trame urbaine diffèrent selon les quartiers à cause des disparités sociales des populations qui les occupent.

Les riches recherchent la sécurité de leurs biens en différant leurs investissements immobiliers ou en construisant dans les secteurs les plus sûrs de la capitale. Les pauvres tentent de sauver leur vie en se réfugiant en ville dans les quartiers les plus proches du centre encore accessibles en termes de densité et de prix. La période 1970-1986 est donc une période de "bourrage" interne des vides interstitiels par agglutination dans les quartiers peu favorisés. La crise a également favorisé les secteurs les mieux reliés au centre ville provoquant une extension du tissu le long des axes de communication principaux évitant les casernes. Ainsi, s'explique la croissance des quartiers populaires du Nord de la ville.

Mais, ces tendances de la dynamique urbaine kampalaise ne s'opposent pas fondamentalement à celles de la majorité des villes africaines. L'originalité de la capitale ougandaise ne réside même pas dans le caractère franchement répulsif des casernes. En effet, quoique la période 1980-1985 ait vu les quartiers de Katwe et Ndeeba se vider sous l'effet de la proximité des casernes de Lubiri et Makindye, le danger passé, l'évolution antérieure reprend vite le dessus. Les commerçants de Katwe nous ont décrit la baisse d'activité des années 1983-1986. Elle contraste singulièrement avec la situation actuelle. C'est pourquoi cette influence conjoncturelle ne contredit pas les tendances globales de l'urbanisation. La ségrégation sociale détermine plus l'espace urbain que la violence. Les effets de la violence ne font que se surimposer sur les processus de ségrégation socio-spatiale préexistants.

Au total, la violence, si elle contribue à rendre l'espace urbain moins spécifique par rapport à son environnement rural, par une homogénéisation des conditions de vie, par une réduction de l'écart entre la ville et les campagnes, n'en provoque pas moins des évolutions particulières à la ville. En effet, si quinze ans de troubles ont étêté la société urbaine, provoqué à la fois une égalisation par le bas, une destructuration des processus de formation sociale et un creusement des inégalités entre une minorité toujours plus réduite de riches et la majorité urbaine paupérisée, ils ont également suscité une généralisation de l'économie *magendo* proprement urbaine, façonné de nouvelles manières d'être et de nouveaux groupes sociaux. Les *magendoïstes*, *mafuta mingi* sont principalement des urbains.

L'évolution politique de l'Ouganda détermine donc des changements urbains profonds. La ville est "malade de sa politique" [163]. Les effets de la crise sur la ville, au delà de détails liés à la nature spécifique préexistante de cet espace, ne différent fondamentalement pas de ceux que connaît l'ensemble national. La crise n'a d'effets spécifiques et spécifiants sur l'espace urbain, qu'en tant que celui-ci avait été différencié par la dynamique historique antérieure. Cette surdétermination des problèmes urbains par les questions politiques nationales s'impose à l'observateur, qui souhaite rendre compte des dynamismes urbains. Elle fait de la ville non pas un espace singulier en soi, mais un espace où les questions nationales prennent un relief spécifique à cause du substrat géographique. Les aléas de la dynamique historique frappent les traits par lesquels la ville se distingue de la campagne : la structure sociale, la morphologie, les fonctionnalités et la productivité. En ce sens, la crise urbaine ougandaise est d'abord un effet urbain de la crise [164].

Le changement politique de 1986 constitue une bifurcation historique majeure dans l'histoire de l'Ouganda contemporain. La prise du pouvoir national par un mouvement de guérilla, première continentale, l'installation des bantous à la tête du pays pour la première fois depuis l'Indépendance, et la restauration de la paix dans le sud du pays, c'est-à-dire l'Ouganda utile, constituent trois ruptures majeures avec l'ensemble de l'évolution post-coloniale. Il convient de voir quelles en sont les conséquences urbaines.

---

163 : Prunier (G.), "L'Ouganda : une économie malade de la politique", *Revue Tiers-Monde*, Tome XXVII, n°106, avril-juin 1986, p. 319-330

164 : Le Bris (E.), "Crise urbaine et effets urbains de la crise : le cas de l'Afrique Noire", *Espaces et sociétés*, n° 65, p. 61-81.

Chapitre IV.
La bifurcation de 1986 : la politique de *rehabilitation* profite à Kampala.

Etant donné que nous avons démontré la surdétermination des problèmes urbains par les questions politiques nationales, un retour sur la façon dont le gouvernement NRM s'attaque à ces questions et ses conséquences urbaines s'impose. Le changements politique de 1986 provoque-t-il une rupture radicale au niveau urbain? Nous analyserons la politique de réhabilitation, puis les tentatives de règlements des questions indienne et baganda et leurs conséquences urbaines.

Dans quelle mesure, la nouvelle ère politique inaugurée par la prise du pouvoir par Museveni marque-t-elle la ville?

Cette nouvelle ère politique est caractérisée par un populisme pragmatique qui rompt avec les pratiques politiques antérieures. L'établissement de modes de relations plus harmonieux entre les acteurs qui agissent dans le champ de la vie publique, et la place accordée aux populations dans l'expression des aspirations et dans la gestion de leur quotidien constituent les pierres angulaires de ce populisme musevenien. De cette idéologie découle la confiance mise dans le dynamisme populaire. Le pragmatisme s'exprime par la volonté de n'écarter aucune des ressources possibles pour assurer le développement ougandais. Le dialogue renoué avec les institutions internationales en constitue le prolongement concret.

Néanmoins, malgré la volonté de tourner le dos aux régimes précédents, le gouvernement actuel doit en gérer, pour tenter de les gommer, les héritages négatifs. La période 1986-1993 s'inscrit donc dans la continuité historique des précédentes par la nature des problèmes rencontrés. Ces problèmes sont les suivants : celui de la sécurité, celui de la démocratie, le problème de la construction nationale (questions indienne, baganda et nordiste) et la lancinante question du développement.

La combinaison de ces contraintes et de ces aspirations politiques s'exprime à travers la politique menée depuis 1986. Celle-ci est appelée *rehabilitation*. La finalité de cette politique est double : gommer les héritages du passé et assurer le développement dans le futur. La mise en œuvre s'apparente à ce qu'est le *broad based government* dans la sphère politicienne. Il s'agit de mobiliser toutes les ressources financières et humaines pour les faire converger vers le développement.

Section 1. Le retour de la sécurité et d'une certaine démocratie change la vie et la ville.

L'ensemble de la politique gouvernementale s'organise autour du concept fondamental de «réhabilitation» (*rehabilitation*) [165]. C'est donc ce processus national mais aussi local et ses répercussions sur la dynamique et le développement urbains que nous voulons maintenant étudier.

La politique de «réhabilitation» lutte "pour un Ouganda meilleur" [166], en tentant de gommer les distorsions économiques, politiques et sociales produites par la crise. Elle se cristallise autour d'un certain nombre de principes simples : d'une part, restaurer la sécurité, la démocratie et la croissance économique, d'autre part combattre la corruption, le sectarisme et l'ethnicisme. Cette politique de «réhabilitation» s'articule à la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement structurel (PAS) sévère dicté par la Banque mondiale et le F.M.I. depuis mai 1987. La libéralisation des marchés, le désengagement de l'Etat, la réduction des déficits publics et les tentatives pour juguler de l'inflation forment les grands axes de ce PAS. Ces deux ensembles : politique de réhabilitation et PAS s'articulent l'un à l'autre, et ne peuvent être ignorés dans une étude de la dynamique ougandaise actuelle fut-elle limitée à la sphère urbaine. En effet, ils initient un processus de changement général sur lequel embrayent les acteurs privés. Ces actions internationales, publiques et privées ne s'appliquent pas exclusivement à Kampala, mais elles s'y appliquent également, et contribuent à construire l'atmosphère qui est celle de la ville aujourd'hui. Celle-ci diffère radicalement de celle dont les habitants se souviennent. C'est pourquoi il nous semble important de décrire ces initiatives convergentes et connectées.

Nul ne peut dénier que la date du 25 janvier 1986, date anniversaire du coup d'Etat d'Amin, est une rupture fondamentale dans l'histoire kampalaise. L'arrivée au pouvoir de Museveni et de l'équipe NRM enclenche un processus de normalisation et de transformation des rapports sociaux ougandais qui ne permet pas de faire l'économie d'une étude des initiatives gouvernementales. Les succès principaux de la politique du président Museveni sont le rétablissement de la sécurité, de la croissance économique et de certains équilibres macro-économiques. L'ensemble de ces réalisations, quoique non spécifiquement urbaines, participe à la production de la dynamique urbaine dans la mesure où elles influent sur la ville et la modèlent en donnant au système urbain sa cohérence et son unité autour du rétablissement d'une centralité attractive et dont l'accès devient, pour ce par cela même, sélectif.

La priorité des priorités du gouvernement Museveni est **le rétablissement de la sécurité et la restauration de la démocratie.** Ces objectifs n'intéressent pas spécifiquement la ville mais leur réalisation possède un impact évident sur l'ensemble kampalais. Le rétablissement de la sécurité passe par l'affirmation d'une ferme volonté politique allant dans ce sens. Il n'est pas de discours au cours desquels les dignitaires du régime ne proclament haut et fort leur souci d'unité nationale et d'affermissement de la sécurité des biens et des personnes. A l'appui de cette volonté gouvernementale, une série de mesures concrètes s'étayent les unes les autres.

La première mesure vise à rétablir la discipline de l'armée, facteur d'insécurité maximum entre 1981 et 1986. Cette mesure touche fortement la capitale dans la mesure où y sont concentrés des effectifs militaires importants mais aussi dispersés. A notre connaissance, la

---

165 : Le sens de ce terme n'est pas celui bien particulier que lui donnent habituellement les urbanistes français. En anglais, d'après le Robert et Collins, le terme signifie «rééducation, réadaptation, réintégration» ou encore «réinsertion». Il s'applique en priorité aux invalides, grands blessés ou aux chômeurs et délinquants. La portée morale du terme n'est pas absente de son utilisation incessante en Ouganda, où la nouvelle politique du NRM est explicitement une politique de *rehabilitation*. Il s'agit de soigner un grand blessé ou de «redresser» un marginal.

166 : "*For a better Uganda*", telle est la devise du quotidien de tendance gouvernementale *New Vision*.

ville compte 4 casernes principales (Lubiri, Makindye, Mbuya et Kireka) plus un nombre important de détachements éparpillés auprès des infrastructures et sur les points jugés stratégiques (antenne de Kololo, hôpital militaire de Mbuya, "port" de Cap town, sommet des collines de Tank hill, Salama, résidences présidentielle et gouvernementales diverses, etc.). La carte de l'emprise militaire à Kampala souligne l'importance des effectifs et leur relative dispersion géographique à l'intérieur du tissu urbain. Ces caractéristiques géographiques font de la discipline militaire une question primordiale pour la dynamique urbaine. Il n'est pas besoin de revenir sur les méfaits de l'indiscipline de l'*Uganda National Liberation Army* (l'armée d'Obote) et leurs effets traumatisants sur la vie urbaine pour s'en convaincre. Des cadres responsables, formés et promus au mérite forment l'ossature de la NRA. Ils encadrent efficacement et réellement leurs troupes qu'ils contrôlent grâce à une justice militaire sévère appuyée sur un ensemble de sanctions graduées et appliquées. La peine de mort pour des soldats ayant commis des exactions particulièrement graves est relativement fréquente. La constitution de bandes rivales à l'intérieur même de l'armée avait été un des plus importants facteurs d'instabilité de l'époque précédente. Afin d'éviter de telles césures factieuses, la mixité ethnique a été systématiquement introduite à l'intérieur des unités. De plus, les officiers et sous-officiers ont désormais la responsabilité du contrôle des allées et venues de leurs hommes. Un système de laissez-passer et d'autorisations de sortie a été instauré, et semble respecté scrupuleusement. Dans les bus qui vont de Kampala à la frontière kenyane, nous avons été surpris par le nombre de contrôles, effectués par la police militaire, qui n'avaient pour but que de vérifier les autorisations de déplacement détenues par les militaires montés à bord. Enfin, entre 1988 et 1992, le nombre de militaires en armes dans les rues de la capitale a considérablement diminué, grâce à l'interdiction du port d'armes en dehors des heures de service et à l'obligation de leur dépôt dans des armureries surveillées. De plus, la possibilité pour les personnages importants de se faire accompagner par des gardes du corps militaires armés a disparu. Alors qu'en 1988 il était encore fréquent de croiser sur les trottoirs du centre ville des civils suivis de soldats armés, ce genre de rencontre est bien plus rare en 1993. Enfin, les fameux et de triste mémoire *road blocks* qui s'érigeaient la nuit à peine tombée ont disparu. Au total, le nombre d'armes en circulation en ville est beaucoup moins important qu'auparavant. Des opérations de bouclage et la fouille systématique des logements de certains quartiers pour saisir les armes non déclarées complètent les mesures qui réduisent l'insécurité urbaine. L'amélioration du comportement des militaires induit celle de la sécurité. Cependant, depuis 1990 environ, la tension sécuritaire a été maintenue en haleine par la reprise du banditisme. Il vise essentiellement les propriétaires de voiture tout terrain et les résidences les plus riches. Une recrudescence récente du phénomène est certaine et particulièrement urbaine. Moins ethno-politique, mais plus sociale, la nature de cette insécurité diffère donc de celle qu'a connue l'Ouganda entre 1980 et 1986. Elle est due à l'accroissement des écarts de richesse, et à l'augmentation de l'exaspération du plus grand nombre face aux comportements ostentatoires d'une minorité, comportements relativement nouveaux et autorisés par le retour de la sécurité générale. Elle s'exprime de façon privilégiée en ville et sur les axes de communication. Elle révèle l'irritation sociale née de la reprise et les contradictions qu'elle génère. Elle n'obère cependant pas l'amélioration sensible de la sécurité urbaine.

Mais si le retour de la discipline militaire provoque une nette amélioration de la sécurité, l'institution d'un système politico-administratif hiérarchisé et localement ancré complète l'encadrement des populations et contribue à la diffusion de la sécurité. Ce système est connu sous le nom de *Resistance Committee system* [168]. Il a également contribué, en encadrant la

---

168 : Sur le système des *Resistance Councils*, on lira Kasfir (N.), "The Ugandan elections of 1989 : power, populism and democratization," *in* Hansen (H. B.) & Twaddle (M.) (sous la direction de), *Changing Uganda*, James Currey, Londres, 1991, p. 247-279. Nsibambi (A. R.), "Resistance councils and committees : a case study from Makerere", *idem*, p. 279-296. Brett (E. A.), "rebuilding survival structures for the poor : organizationnal options for reconstruction in the 1990s", *ibid.*, p. 297-309. Ddungu (E.), *Popular Forms and the Question of Democracy : the case of Resistance Councils in Uganda*, CBR publications n°4,

population dont il est l'émanation démocratique, au retour de la paix civile. Ce système politico-administratif pyramidal à 5 niveaux (de RC1 à RC5) est la principale innovation politique du *National Resistance Movement*. Le RC1 comprend 9 membres : un président, un vice-président, un secrétaire général, un secrétaire pour la sécurité, un secrétaire pour la mobilisation, un secrétaire pour les femmes, un secrétaire pour les jeunes, un secrétaire pour l'information, un trésorier. Les RC1 d'une même paroisse élisent le RC2, les RC2 d'une même division élisent les RC3 et ainsi de suite jusqu'aux 34 districts dont les représentants siègent au parlement national. Une sélection progressive s'opère, et demeurent donc au niveau supérieur seulement les *big men*. A la base, le RC1 est élu par la population d'un quartier au vote en ligne derrière les candidats. Le mode de désignation de ces derniers est libre, c'est-à-dire que chacun peut se présenter. Juste avant le vote, ils présentent leur programme en une dizaine de minutes. Avant de procéder à l'élection, les résidents sont autorisés à prendre la parole pour défendre ou bien attaquer la réputation des candidats. Les cadres du NRM aidés de la police assurent le bon déroulement des opérations. D'après les observateurs que nous avons rencontrés après les élections de 1989, et nos propres observations lors des élections de février 1992, le calme, le sérieux et l'équité caractérisent ce système électif. Il avantage certes les notables locaux. Une sociologie précise des élus locaux reste à faire. Cependant il semble qu'à Kampala, prédomine les petits hommes d'affaires, mais aussi les personnes relativement éduquées et notamment les maîtres d'école, les secrétaires ou les journalistes. Ceux-ci sont souvent élus aux postes de secrétaire parce qu'ils savent écrire, et connaissent les rouages administratifs. Ainsi, dans le quartier de Kibuye où nous avons enquêté, la composition du bureau du RC était la suivante : président, un gérant de boutiques du quartier [168]; vice-président, un employé de commerce du centre de Kampala; secrétaire, un directeur d'école retraité qui a monté une école maternelle dans le quartier; trésorier, un employé du service des affaires scolaires du KCC; secrétaire à la défense, un ancien policier reconverti dans le commerce; secrétaire à la mobilisation, un jeune du quartier; secrétaire aux affaires féminines, une vendeuse de vêtements à Owino; secrétaire à la jeunesse et aux sports, un jeune qui fait partie de l'équipe de football de l'école secondaire de Nsambya. A Kiwafu estate, le *RC chairman* est un ingénieur chimiste, qui s'est exilé en Allemagne sous Amin; sa femme, enseignante d'anglais à l'Ecole normale de Kyambogo (*Institute of Teaching Education of Kyambogo*) est également secrétaire aux affaires féminines du quartier. Elle a également été élue au niveau supérieur (RC2). Dans la zone de Bugolobi bungalow, le président est le présentateur du journal télévision, monsieur Francis Mbale. L'ancienneté dans le quartier constitue également un avantage certain pour être élu dans les zones périphériques. Ainsi, à Munyonyo, le secrétaire à la Défense, monsieur Kyembade est né à quelques centaines de mètres de son domicile actuel. Le secrétaire de Kyebando est un des plus anciens habitants du quartier, mais il est également Mukiga comme une importante minorité de sa zone. Cependant, la manifestation de la préoccupation du bien public, le respect de l'honnêteté et une conduite de vie morale constituent des critères décisifs. Rédhibitoires sont les accusations de détournement de fonds locaux, de comportements répréhensibles, comme celui d'alcoolique, au regard de la morale chrétienne dans laquelle baignent les Ougandais, et de collusion avec les régimes dictatoriaux. Au niveau local, ce système reprend le système traditionnel d'encadrement baganda. Cette réactualisation et le contrôle que les populations exercent sur leurs élus - il arrive que des

---

Kampala, 1989, 61 p. Tidemand (P.) "Le système des Resistance Councils en Ouganda", *in* Calas (B.) & Prunier (G.), *L'Ouganda contemporain*, Karthala, Paris, à paraître en 1994. Burkey (I.), *People Power in Theory and Practice : The Resistance Council System in Uganda, mimeo.*, Yale University, 12 mai 1991, 55 p.

168 : Il arrive fréquemment que les boutiques des quartiers populaires soient possédées non pas par les personnes qui les tiennent mais par des absentéistes. Cependant, les gérants sont des personnages importants de la vie micro-locale dans la mesure où ils assurent le premier niveau de la distribution et que c'est souvent auprès d'eux que les ménages à bout de souffle s'endettent. Leur enracinement local leur permettant d'être à même de réclamer facilement leur dû.

votes de défiance au niveau local aboutissent au renvoi des élus et à leur remplacement par un nouveau bureau - font que le capital de confiance dont disposent ces institutions est élevé et les rend plus efficaces.

Les RC organisent des patrouilles de nuit, surveillent les zones, et les individus peu sûrs. Les bois et les parcelles vides ou mal défrichées font l'objet d'une vigilance particulière. La sécurité est assurée soit en louant les services de policiers ou de militaires, soit en faisant appel aux meilleurs éléments du quartier, que les membres du Conseil de Résistance encadrent au sein des *Local Defense Unit* (LDU), et à qui sont confiées des armes pour la nuit afin d'effectuer des patrouilles. L'importance du thème sécuritaire dans la vie des comités locaux - il n'est pas une réunion où ce thème ne soit inscrit à l'ordre du jour - montre la prégnance du souvenir des années noires dans la mémoire collective. Les RC sont également impliqués dans le système des factions aux portails des enclos des gens riches. En effet, ceux-ci ont la possibilité de louer les services non plus de militaires, mais de policiers armés comme gardiens de nuit. Cependant, cette tolérance demande l'autorisation du chef du détachement de police auquel appartient le factionnaire, mais aussi du responsable local de la sécurité publique (*Resistance Committee's Secretary for Defense*). Il est intéressant de noter que ce système participe au maintien de l'ordre et de la sécurité au niveau local en tournant la loi avec la bénédiction des autorités supérieures. En effet, l'embauche de policiers financée par les villageois est théoriquement illégale et se fait grâce à des accords officieux entre les chefs de quartier (les *RC chairmen*) et les chefs de commissariat de police en charge de la zone. C'est là une des réalités profondes de l'Ouganda du début des années 90 : les moyens concrets qui permettent le retour de l'Etat de Droit ne relèvent pas de la loi elle-même, mais d'arrangements officieux et locaux tolérés, voire encouragés par le pouvoir central. Le pays a quitté le domaine de l'anarchie, mais la loi n'a pas entièrement retrouvé son rôle normatif et son efficacité contraignante. L'image d'un pays en transition s'impose. Cette coopération entre des instances différentes pour assurer la sécurité locale se réalise de façon préférentielle en ville. Mais les RC n'ont pas seulement un rôle sécuritaire.

Le rôle des RC1 est également singulièrement important en matière judiciaire, de sécurité et d'Etat-civil. Les RC fonctionnent comme des cours de justice de paix où se désamorcent les conflits mineurs. Ils fonctionnent également comme des organismes de développement local.

La restauration de la démocratie s'exprime également à travers celle de la liberté d'expression. Or celle-ci avantage la capitale par rapport à sa province. En 1989, Hansen et Twaddle écrivent à ce sujet : "*indeed a marked figure of life in Kampala today, in notable contrast to Kenya, is the number of newspapers on sale in the streets highly critical to the government of the day*" [169].

En 1993, le retour de la sécurité et de la démocratie locale sont donc des acquis, indéniables et redevables à la seule action gouvernementale. Ils transforment complètement la vie dans le sud de l'Ouganda, et singulièrement dans la capitale. La rupture est nette entre une période d'entropie qui avait produit un "chaos borné" [170] et la période récente néguentropique.

Mais le rétablissement de la sécurité ne forme que le préalable à l'inversion de la tendance déclinante, au rétablissement économique. Celui-ci, compte tenu de la décrépitude des finances étatiques ne peut pas être le seul fait de l'Etat. Un partenariat entre l'Etat, les institutions internationales, les partenaires bilatéraux et les entreprises s'impose pour inverser la tendance au déclin et au repli sur soi de l'économie ougandaise.

---

169 : Hansen (H. B.)& Twaddle (M.), *op. cit.*, p. 5.

170 : Brunet (R.) (sous la dir.), "Mondes nouveaux", *Géograhie Universelle*, vol. I, Hachette - GIP Reclus, Paris - Montpellier, 1990, p. 513.

Section 2. L'Ouganda redevenant un espace fréquentable et attractif, sa capitale retrouve sa vocation de relais.

Les priorités macro-économiques ougandaises et internationales.

Pour renverser l'évolution qui a fait passer l'Ouganda d'un statut relativement privilégié, à celui d'Etat appartenant au groupe des Pays les Moins Avancés, l'Etat met en place à partir de mai 1987 une nouvelle stratégie économique : le *Economic Recovery Programme*. Ce n'est pas le lieu de détailler les mesures de ce programme. Les grandes lignes en sont caractéristiques des plans d'ajustement structurel [171]. Son but est de restaurer la stabilité économique, rétablir la vérité des prix et de démarrer la réhabilitation de la capacité productive du pays. Le F.M.I. approuve ces mesures, et les supporte à travers ses facilités d'ajustement structurel votées en juin 1987 et confirmées en avril 1989 puis en 1991. Les partenaires bilatéraux suivent également, attirés par les promesses de contrats juteux que la mise en place de ce programme ne manque pas de faire espérer.

Le budget gouvernemental et la structure de l'aide rendent compte des priorités des partenaires ougandais et internationaux du rétablissement économique.

A travers ses choix budgétaires, le gouvernement affiche clairement ses priorités. L'objectif est de restaurer la capacité de l'Etat à contrôler son territoire national, et les populations qui l'occupent en regoudronnant les routes défoncées, en améliorant la rentrée des ressources fiscales et de l'épargne et en fournissant aux autorités locales les moyens matériels (locaux, mobiliers, communication et transport) de leur action. Ces axes se retrouvent dans la part relativement importante des ministères des travaux publics, des finances, de l'administration locale et de la défense dans la répartition du budget de développement.

Tableau

Répartition (en %) des dépenses de fonctionnement (A) et d'investissement (B) de l'Etat ougandais par ministère entre 1989 et 1991.

	1989		1990		1991	
	A	B	A	B	A	B
Bureau du Président	2,46	0,4	3,03	0,8	2,59	0,6
Assemblée nationale	0,61	0,72	0,72	0,48	1,39	2,97
Service public	1,54	0,56	1,73	2,15	1,18	0,19
Finances	22,1	12,64	14,59	14,42	2,81	9,39
Agriculture et élevage	2,88	8,33	1,97	3,42	2,49	3,12
Cadastre	0,36		0,98		0,93	
Education	13,68	2,68	12,19	2,23	17,12	3,58
Santé	4,14	2,43	4,24	1,27	5,81	1,55
Travaux publics	1,67	10,29	2,13	18,43	1,74	15,80
Défense	28,76	31,48	34,01	17,75	37,10	37,91
Intérieur	4,16	3,38	5,22	7,23	5,39	1,93
Administration locale	2,42	3,17	1,62	4,21	3,47	9,39
Logement et développement urbain	0,31	2,45	0,34	2,79	0,33	0,87
Ministère de l'eau et des ressources minières	0,49	1,41	0,36	4,76	0,74	0,81

Sources : Republic of Uganda, *Background to the Budget 1991-1992*, Ministry of Planning and Economic Development, Entebbe, juin 1991, 181 p.

171 : Voir à ce sujet, Sarwar Lateef (K.), "Structural adjustment in Uganda : the initial experience" *in* Hansen & Twaddle, 1991, *op. cit.*, p. 20-42. On lira également Kayizzi-Mugerwa (S. & Bigsten A.), "On structural adjustment in Uganda", *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XIII, n°1, 1992.

IFRA LIBRARY

La situation dramatique de l'économie ougandaise et les efforts politico-diplomatiques du gouvernement pour accélérer la réinsertion dans le concert des nations [172], en adoptant une ligne de conduite pragmatique et ouverte aux thèmes des droits de l'homme et du libéralisme économique ont incité les donneurs à se pencher sur le sort du pays.

Tableau
Augmentation de l'aide officielle à l'Ouganda entre 1986 et 1988/89 selon différentes sources.

Année	OCDE [173]	PNUD	MOPED
1986	200	179,2	
1987	243	248,5	
1987/88			446,9
1988	309	349,4	
1988/89			451,6
1989/90			459,8

Sources: Statistiches Bundesamt, *Uganda 1991, Country profile*, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, 1992, p. 169.

En 1990, l'Ouganda est le dixième pays le plus aidé au sud du Sahara. A la fin de l'année 1990, l'aide se monte à 22 dollars par habitant, soit à environ 10% du PNB par habitant [174]. En augmentation constante depuis 1986, doublée par rapport à 1989, l'aide pour 1990 s'élève à 700 millions de $ US.

Quoique la dette représente près de 95 % du PNB, et que son service s'élève à près des trois quarts des recettes d'exportation, le gouvernement actuel s'acquitte relativement scrupuleusement de ses dus. La communauté internationale, d'autant plus encline à l'indulgence que les montants en jeu sont peu importants, le considère de ce fait comme un relativement bon payeur.

L'Ouganda reçoit désormais plus de ses partenaires, qu'il ne verse au titre du remboursement de sa dette. Le renversement de tendance par rapport à la période 1972-1986 est net. D'exportateur de capitaux le pays est devenu importateur net. En cela, il est caractéristique de ces Pays les Moins Avancés éligibles IDA [175], dont la situation financière à court terme est plus saine que celle des pays dits intermédiaires.

La structure de l'aide montre, d'une part, l'importance des dons et des prêts à des taux dérisoires (moins de 1% de taux d'intérêt) pour 80% des sommes reçues et, d'autre part, l'incontestable prédominance occidentale en matière d'aide civile économique et commerciale. Les donneurs multilatéraux (CEE et Banque mondiale) fournissent un tiers de l'aide. La majorité provient donc des 39 donneurs bilatéraux au premier rang desquels l'Italie, le Japon, les pays scandinaves, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis [176].

---

172 : *Rehabilitation* prend également ce sens de réintégration dans la vie civile pour des troupes démobilisées. Cf *The Collins Robert, French dictionnary, French/English English/French*, Colins/Robert, Londres/Paris, 1987, p. 569.

173 : OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique; PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement; MOPED : Ministry Of Planning and Economic Development.

174 : Cf Statistiches Bundesamt, *Uganda 1991, Country profile*, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, 1992, p. 169.

175 : *International Development Association* : filiale de la Banque mondiale créée en 1960. Elle est chargée "d'octroyer des prêts à faible taux d'intérêt aux pays les plus pauvres, grâce à des allocations accordées tous les trois ans par les principaux actionnaires de la Banque. La création de l'IDA a constitué un tournant dans l'histoire de la Banque, parce que, pour la première fois, la solvabilité financière des E[illegible]cesse d'être le critère exclusif d'octroi de ces prêts". Laïdi (Z.), *Enquête sur la Banque Mondiale*, Fayard 1986, p. 15-16.

176 : Statistiches Bundesamt, *op. cit.*, p.172.

Cette aide officielle est répartie en trois groupes principaux : l'aide à l'ajustement structurel, l'assistance technique et l'aide en capital. Le tableau suivant montre la répartition des sommes attribuées par type d'aide et selon le secteur d'investissement.

Tableau
Les débours de l'aide publique internationale par type d'aide et en fonction du secteur d'investissement en 1988.

Secteur	Aide à l'ajustement et aide aux projets de développement		Assistance technique	
	Montant en millions d'Ecus	%	Montant en millions d'Ecus	%
Affaires politiques			0,7	0,8
Développement général	104	43	10,6	11,6
Ressources naturelles	11,5	4,8	7,3	8
Agriculture	42,8	17,7	18,8	20,6
Industrie	37,4	18,5	0,6	0,7
Transports et communication	27,1	11,2	7,9	8,6
Population			1,9	2,2
Etablissements humains			5,4	6
Santé	4,7	1,9	18,3	20
Education	2,3	1	12,5	13,7
Emploi			2,4	2,6
Aide humanitaire	11,7	4,9	4,2	4,7
Conditions sociales			0,3	0,3
Technologie/sciences			0,3	0,2
Total	241	100	91,2	100

Source : Statistiches Bundesamt/Eurostat, *Uganda 1991, country profile*, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, p. 174.

La distinction entre l'assistance technique et l'aide à l'ajustement structurel et aux projets relativise le volume financier apporté au pays, puisque plus du quart de l'aide est consacré à l'aide technique, dont l'apport est certes indéniable pour le développement, mais dont la facture retourne en grande partie sur des comptes en Occident [177].

177 : Malgré son volume réduit cette aide technique joue un rôle, certes moins important qu'à Nairobi, mais tout de même non négligeable dans la structuration géographique urbaine. En effet, les quelque 5 000 coopérants que compte la ville insufflent localement dans l'économie urbaine une masse monétaire disproportionnée par rapport à leur nombre. Ils provoquent un dynamisme économique certain des lieux qu'ils fréquentent (marché de Nakasero, quartier de Kabalagala, hôtels et boîtes de nuit du Tropicana ou du Clouds). Par leur retour après l'arrivée de Museveni au pouvoir, et leur constitution en tant que groupe social soudé, indéniable au vu de ses pratiques sociales malgré les césures qui le traversent, ils participent de l'évolution sociale actuelle qui va dans le sens de la différenciation, de la hiérarchisation et de la reconstitution d'élites fonctionnellement distinctes. A cet égard le rôle de l'aide étrangère dépasse largement son aspect purement monétaire. "Ces couches sociales jouent un rôle fondamental dans les phénomènes de mutation sociale, enkystées et proliférantes, porteuses d'exigences de consommation tout à fait concrètes" (Massiah (G.) & Tribillon (J.-F.), *Villes en développement*, La Découverte, Paris, 1987, p. 68). Ainsi, la présence de ces *Bazungu* a imprimé une pression au secteur du logement locatif de standing. Une véritable flambée des loyers a eu lieu entre 1988 et 1991, du fait de la différence croissante entre l'offre et la demande de logement de standing occidental. Cependant, le dynamisme du secteur de la construction a si bien réussi à détendre la situation, qu'un plafonnement puis une baisse des loyers a lieu depuis. Les besoins des coopérants, par la pression que leur présence a fait subir au marché des biens de consommation et du logement, n'ont également pas peu contribué à l'accroissement de l'éventail des biens proposés dans les boutiques. De même, la diffusion d'un modèle d'architecture à la mode actuellement à Kampala, marqué principalement dans les toitures dite "*french cut*", est en partie due aux pratiques mimétiques qui ont été déclenchées par le retour des coopérants,

La ventilation par type de secteur montre, que les dépenses consacrées aux secteurs que l'on peut qualifier de sociaux (population, établissements humains, santé, éducation, emploi, conditions sociales) représentent moins de 14% du total. Il est vrai qu'une augmentation sensible des sommes allouées au secteur social a porté sa part à 24% de l'APD en 1991. Le tableau souligne également la convergence partielle de vue entre les priorités du gouvernement et celles des donateurs, dans la mesure où les secteurs productifs (industrie et agriculture) et les transports représentent des parts importantes de l'aide accordée.

Mais à partir de ce tableau, hormis l'insistance sur l'aide à l'ajustement et le relatif désintérêt de l'aide pour les questions sociales, il n'est guère possible de tracer le portrait de l'attitude générale de l'aide vis-à-vis de la ville et plus précisément de Kampala.

Tableau
Les principaux projets de développement.

Secteur	Nombre de projet	Financement local en %	Part du secteur dans l'ensemble des projets	Remarques
Agriculture	26	13	20%	
Environnement	5	2	2%	
Industrie	6	8	9%	Plus de 90% du montant global alloués à la réhabilitation de deux unités de raffinage de la canne à sucre au profit des grands capitalistes indiens Mehta et Madvhani.
Mines	3	4	1,2%	La moitié du montant global est consacrée à la mise à jour de la couverture topographique et géologique du pays.
Energie	2	?	5,3%	
Tourisme	3	9,7	3,6%	La moitié du montant est consacrée à la réhabilitation des parcs nationaux et l'autre à celle des hôtels, dont la plupart sont localisés à Kampala.
Transport et communication	24	14	33%	La réhabilitation des rues principales de Kampala représente moins de 5% du montant global.
Santé	9	3	11%	La lutte contre le Sida et les projets de vaccination constituent le gros des projets.
Education	14	18	5%	L'allocation d'un tiers du montant est prévu pour l'Université de Makerere.
Adduction d'eau	9	10	7,6%	Les deux tiers des sommes seront dépensées en faveur des villes.
Logement	3	21	0,5%	Ce secteur concerne presqu'exclusivement Kampala et Jinja.
Développement social	3	7	0,2%	
Sport	1	21	1%	Il s'agit en fait du financement de la construction d'un grand stade de 50 000 places à la périphérie de Kampala par la coopération chinoise.
Total	108		100%	Le montant global est de 416 millions de $ US.

Source : *Background to the Budget 1991-1992*, MOPED, Entebbe, juin 1991, 228 p.

---

fournissant un modèle et que la paix a permis d'exprimer. Ce mimétisme ostentatoire des élites urbaines n'est pas un phénomène spécifique au nouveau, mais son expression exprime tout à la fois la confiance dans l'avenir et le contentement d'être redevenu un pays normal.

C'est pourquoi il faut **analyser les projets de développement**. Ils ancrent le développement dans l'espace et ils transcendent la distinction assistance technique et aide de projet. Ils permettent également de transcender la distinction entre la politique gouvernementale et la politique de l'aide, dans la mesure où ils forment le creuset dynamique où se fondent les moyens financiers et l'action de chacun des partenaires.

En terme de projets de développement également la ville constitue un secteur et un espace relativement délaissés. Le document *Background to the Budget 1991-1992* énumère les principaux projets de réhabilitation/développement. Il est possible de synthétiser cette présentation sous la forme du tableau précédent. Il corrobore les remarques précédentes à propos de l'insistance des acteurs institutionnels (Etat et donateurs) sur les transports et les secteurs productifs (agriculture, industrie et tourisme). Cependant l'affirmation du désintérêt des acteurs institutionnels pour l'espace urbain doit être nuancée, puisque de gros projets (adduction d'eau, tourisme) verront le jour à Kampala.

Comment la mise en œuvre de ces priorités affecte-t-elle la ville?

B/ L'amélioration de la situation économique, la réhabilitation nationale et leurs conséquences urbaines.

L'effort consenti pour le secteur des transports porte ses fruits relativement rapidement. Réalisation significative du gouvernement, **l'amélioration de la mobilité à travers le pays,** grâce en particulier au rétablissement de la sécurité, mais aussi à la réfection partielle du réseau routier, augmente l'accessibilité réciproque du centre et des périphéries ougandaises et accroît le rayonnement de Kampala [179].

La signification de cette entreprise de longue haleine est d'accroître la centralité fonctionnelle kampalaise, c'est-à-dire de rétablir une hiérarchie spatiale et économique entre un centre et sa périphérie. Le rédacteur du *Background to the Budget 1992-1993* ne s'y trompe pas quand il affirme :

> "*The transport and communications sector plays a key role in the process of economic development by facilitating the movement of people from one area to another and above all, the transport of goods from rural areas and other production centres to urban and other marketing centres*" [180].

L'histoire et la géographie de la réhabilitation du réseau routier ougandais montrent à la fois l'inertie des structures héritées, et les contraintes géopolitiques internes actuelles qui, jusqu'en 1991, pesaient sur l'entreprise de réhabilitation nationale. En effet, les premières réparations ont concerné les routes de «l'extraversion», celles qui intègrent le pays au réseau régional. L'attention gouvernementale a d'abord porté sur les tronçons principaux, segments nationaux du "*northern corridor*" (route qui relie Mombasa, Nairobi, Kampala, Kigali, Bujumbura et les villes de l'est zaïrois) et de la "*transafrican highway*" (Mombasa-Lagos) [181]. Le rétablissement de la sécurité et l'amélioration des liaisons routières ont permis l'ouverture de deux lignes de bus internationales directes : Kampala-Kigali [182] et Kampala-Nairobi. Est donc soulignée en priorité la vocation de relais dans le système mondial de la capitale.

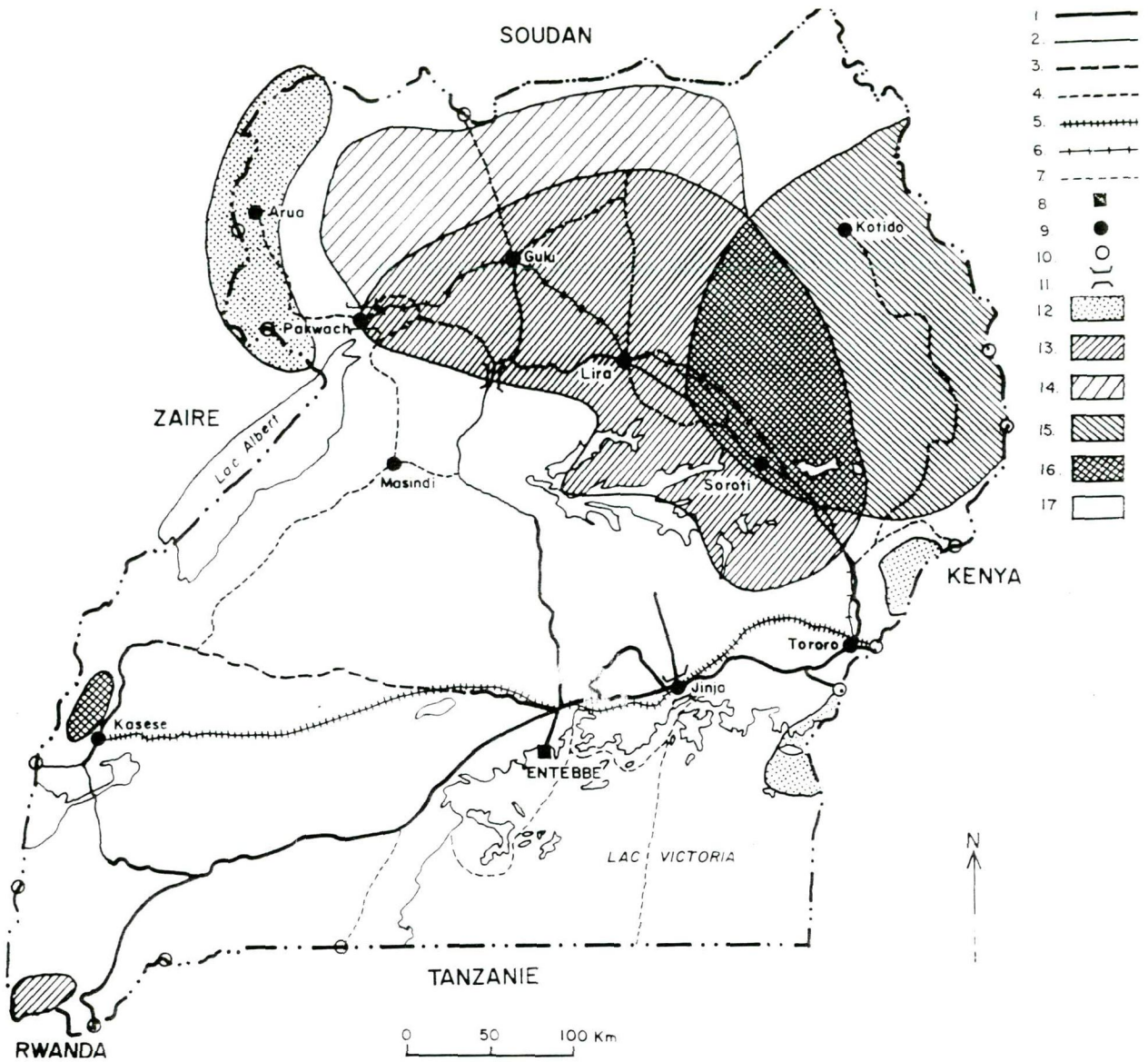
---

179 : L'accroissement du nombre de véhicules importés est caractéristique d'un pays en cours de décollage. Cette augmentation est de 35% entre 1985 et 1986, de 9% l'année suivante et de 40% entre 1988 et 1989.

180 : *Background to the Budget 1992-1993, op. cit.*, p. 97.

181 : Cette route est purement imaginaire puisqu'elle n'existe qu'à ses extrémités. En effet, au Zaïre, la piste est tellement dégradée que les camions peuvent parfois mettre un mois pour, de la frontière ougandaise, rallier Kisangani.

182 : La ligne Kampala-Kigali fut ouverte en 1989 mais est fermée depuis l'invasion du Rwanda par les militants du Front Patriotique Rwandais en octobre 1990. Sur cet évènement, on lira Prunier (G.), "l'Ouganda et le Front Patriotique Rwandais", dans URA CNRS n°363, Groupe de recherche sur les sociétés africaines, *Enjeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des Grands Lacs*, Faculté des sciences économiques et sociales, Université des sciences et technologies de Lille, 1992, pp. 43-50, et Watson (C.), *op. cit.*, février 1991, 20 p.

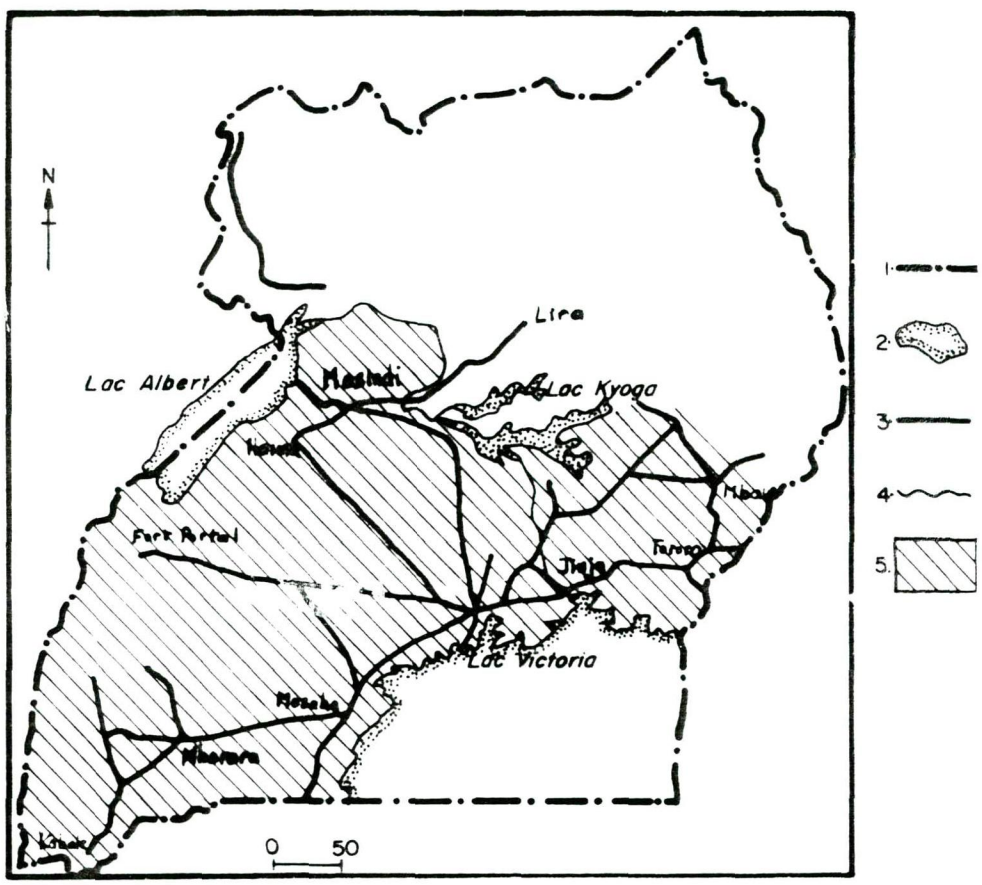


Carte 13
Géographie de l'insécurité et de la circulation en Ouganda en 1990

1 : Route réhabilitée; 2 : Autre axe important bitumé non réhabilité; 3 : Piste importante; 4 : Autre piste; 5 : Voie ferrée en état de fonctionnement; 6 : Voie ferrée fermée à cause de l'insécurité; 7 : Liaison lacustre ouverte mais irrégulière; 8 : Aéroport international ouvert; 9 : Principaux aérodromes à vocation régionale; 10 : Principaux postes frontières; 11 : Les ponts sur le Nil; 12 : Zone d'insécurité liée à la contrebande (or, ivoire, café, produits manufacturés); 13 : Zone de forte insécurité due à la présence de mouvements de rébellion (UPA, *Holy spirit movement*, lakwenistes, Rwenzururu, RPF [183]); 14 : Zone d'insécurité moins intense due aux mêmes causes; 15 : Zone d'insécurité due aux raids de pilleurs de bétail; 16 : Zone d'insécurité maximale; 17 : Zone relativement sûre.

183 : UPA : Uganda People Army; RPF : Rwanda Patriotic Front.

Dans un second temps, l'entreprise a touché les routes d'intérêt régional du sud du pays et enfin, mais les travaux ne viennent que de débuter, les routes du nord. De plus, un programme de réparation, d'ouverture et d'entretien de routes secondaires d'intérêt local (*feeder roads*) est également en cours de réalisation dans les districts du sud. Il s'agit désormais de désenclaver le territoire ougandais afin d'en faciliter le drainage et l'irrigation économiques et politiques. Ainsi, un très gros effort financier a été fait pour améliorer les infrastructures impliquant une réduction impressionnante des délais de transport. En 1988, il fallait 3 heures de slalom entre des nids de poules géants, sur une route par endroit réduite à 2 mètres de largeur par la végétation envahissante et coupée de nombreux contrôles militaires, pour rallier Kampala à Jinja. Depuis 1990, quarante minutes à peine suffisent pour couvrir les 80 kilomètres.



Carte 14
La géographie inégale de la réhabilitation routière en Ouganda

1 : Frontières internationales ; 2 : Lacs ; 3 : Routes principales réhabilitées en 1992; 4 : Le Nil Victoria ; 5 : Aires des projets de réhabilitation des routes rurales.

Géographiquement, actuellement, le sud du pays est relativement bien desservi et désenclavé. La convergence des radiales réhabilitées vers Kampala souligne que le processus en cours a bien pour finalité le rétablissement de la centralité kampalaise; mais celle-ci couvre essentiellement le sud du pays, et délaisse les zones instables.

La route constitue le moyen de transport principal, mais deux lignes ferroviaires traversent l'Ouganda de Tororo, sur la frontière kenyane, à Kasese et à Pakwach à l'ouest du pays. L'obsolescence des machines et le manque d'entretien des voies avaient conduit, sur l'ensemble du réseau à une diminution des tonnages transportés, et sur la ligne sud à la réduction drastique des vitesses (il fallait environ 15 heures pour faire les 300 kilomètres qui séparent Kampala de Kasese à la frontière zaïroise). Sur la ligne nord, l'insécurité qui empêche les agents des *Uganda Railways* de débroussailler les abords des voies a abouti à l'interruption du trafic. Néanmoins, des efforts importants de réhabilitation ont eu lieu depuis 1988 [183], et les tonnages transportés ont été multipliés par 3 en 5 ans. Ceci montre l'amélioration des liaisons économiques et l'importance d'une réhabilitation raisonnable de la voie ferrée. La remise sur pied d'une infrastructure ferroviaire digne de ce nom est centrée sur Kampala, sa gare et ses ateliers de réparation de Nakulongo et les entrepôts du *Coffee Marketing Board* puisque le café représente près de 60% des tonnages transportés.

La même lecture peut être effectuée de la réhabilitation en cours de l'aéroport international d'Entebbe et de l'accroissement du nombre de liaisons aériennes entre Entebbe et l'Afrique orientale, le Moyen Orient et l'Europe. L'évolution montre la diminution nette du nombre des destinations desservies à partir d'Entebbe entre 1972 et 1988, puis la légère reprise depuis. Cette évolution est à mettre au compte du désengagement des compagnies à cause de la crise et de la diminution du trafic. La reprise concrétise les négociations entreprises par le gouvernement actuel auprès des compagnies. Celles-ci y ont répondu de façon mitigée. En effet, elles ont appris à se passer de l'escale ougandaise. De plus, Nairobi s'est définitivement imposée comme le pivot est africain du transport aérien. Enfin, la reprise du trafic à destination de Kampala n'est pas telle qu'elle permette aux différentes compagnies qui y étaient implantées d'y revenir.

Mais, le désenclavement aérien est réel dans la mesure où à l'heure actuelle plus de 14 vols hebdomadaires relient Entebbe à Nairobi, alors qu'en 1988 il n'y avait que 4 liaisons la plupart du temps incertaines. Sur l'Europe, l'amélioration de la desserte est encore plus nette. Jusqu'en août 1988, un seul vol par semaine reliait Entebbe à Bruxelles *via* Kigali, Bujumbura et Djedda. Aéroflot desservait Moscou une fois par mois au terme d'un périple pénible. Aujourd'hui, Sabena a triplé sa fréquence, British Airways atterrit de nouveau deux fois par semaine au bord du Victoria, et depuis juin 1993 [184], Kenya Airways vole directement d'Entebbe à Londres. Le mouvement de désenclavement se poursuit actuellement, et s'élargit comme le prouve les récentes décisions de Gulf Air et Royal Swazi Airways d'atterrir à Entebbe une fois par semaine. La relativement bonne réponse des compagnies étrangères aux sollicitations gouvernementales compense l'échec de Uganda Airlines. L'équipement grand et moyen courrier de la compagnie nationale constitue en effet un feuilleton exemplaire des errances et échecs auxquels mènent la corruption et la mauvaise gestion. Un des avions acheté en *leasing* s'est même écrasé à Rome en 1989, à cause d'un mauvais entretien. Sur le Moyen Orient, la destination privilégiée reste la zone franche de Dubai. Sur les bords du Golfe il est possible d'acheter pratiquement tous les biens de consommation - même des voitures - sans sortir de l'aéroport. Cette destination a été maintenue par la compagnie nationale pendant toute la durée de la crise.

Au total, les facilités accordées par le gouvernement aux compagnies aériennes soulignent la volonté gouvernementale de désenclaver le pays et, en premier lieu, sa capitale. L'évolution récente montre que, du fait de l'amélioration de la situation économique et sécuritaire ougandaise, les compagnies aériennes y trouvent leur compte. La desserte aérienne est exemplaire de ce processus "partenarial" engagé entre l'Etat et les autres acteurs économiques, qui aboutit à une dialectique de la croissance voire du développement.

---

183 : Une lecture des documents officiels annuels *Background to the Budget* est à cet égard assez instructive.

184 : *New Vision*, 2 juin 1993.

L'effort concernant les transports s'accompagne d'une politique de réouverture des services publics nécessaires à l'intégration nationale, au premier rang desquels les banques et bureaux de poste. En 1988, il n'était pas une semaine sans qu'une succursale des banques ougandaises n'ouvre ses portes dans une petite ville toujours plus loin en brousse. Cet effort est toujours couvert par la presse nationale. Ainsi le 15 août 1988, *New Vision* annonce *"Ishaka gets Uganda Commercial Bank branch"*. Ce processus associe étroitement les banques nationalisées et les banques privées. Il en est de même pour l'ouverture ou réouverture des bureaux de poste et télécommunications. En 1989/90, 99 bureaux furent ouverts. Mais ces réalisations privilégient principalement le sud, c'est-à-dire l'hinterland direct de Kampala. En effet, 24 l'étaient dans la région de Masaka, 13 dans chacune des régions de Mbale et Hoima, 12 à Kampala, 8 dans les secteurs de Gulu et Hoima, 7 dans les régions de Jinja et Arua et Mbarara. L'inégalité nord/sud est flagrante.

Au total, les efforts étatiques et internationaux pour désenclaver l'Ouganda et ses régions présentent une dissymétrie nette entre le nord et le sud. La cause de cette inégalité est le maintien d'une guerre civile douloureuse et acharnée dans les régions nord (pays acholi et teso notamment). Le redémarrage plus précoce du sud reproduit partiellement les inégalités régionales héritées de la colonisation, et la limitation de l'extension du rayonnement de Kampala à la moitié sud du pays. L'évolution des dernières années consacre l'opposition entre, une centralité fonctionnelle qui s'exerce sur le sud, et une centralité coercitive et militaire, exercée sur le nord du pays d'une manière beaucoup moins efficace, parce que remise en question par les rebelles ou les brigands de grands chemins.

Le rétablissement économique constitue le grand succès de la politique du gouvernement NRM. Depuis 1986, l'ensemble de la machine économique repart sur une pente ascendante. L'amélioration globale de la situation depuis 1987 se traduit par la croissance constante du PNB en valeur absolue. Elle atteint 7,2% en 1988, 7,4% en 1989 et encore 4,3% en 1990 [186] malgré les coûts de l'invasion du Koweït par l'Irak. Elle surpasse nettement l'accroissement démographique provoquant ainsi une hausse du PNB par habitant suffisamment rare en Afrique pour être soulignée. Il augmente de 4,6% en 1989 puis de 1,5% en 1990 [187]. La répartition de la croissance économique privilégie les secteurs industriels et commerciaux, c'est-à-dire les secteurs essentiellement urbains. La reprise favorise donc l'amélioration de la productivité urbaine. Cependant, l'augmentation des productions agricoles influe également sur l'activité urbaine, dans la mesure où la grande ville constitue l'exutoire principal des exportations nationales.

La production agricole de rente augmente à nouveau en volume inversant une tendance débutée sous Amin. Elle n'atteint pourtant pas les records du début des années 1970. La reprise est nette pour le secteur du sucre, poussé par la Banque mondiale, impliquée dans la réhabilitation et l'extension des plantations de cannes à sucre de Kakira et Lugazi, au profit des groupes Madvhani et Mehta. En 1990, la production de sucre couvrait la moitié des besoins estimés à 30 000 tonnes. Malgré les efforts gouvernementaux en faveur d'une diversification des cultures commerciales, le café domine toujours sans partage puisqu'il représente plus de 66% des exportations [188]. Malgré la guerre au nord-est du pays (pays

---

186 : *Key Economic Indicators*, Statistics Department, Ministry of planning and Economic Development, Entebbe, p. 9.

187 : Au delà de l'amélioration, ce que soulignent ces chiffres, ce sont tout autant la réalité du redressement que sa fragilité et que, relativement à l'échelle mondiale, la faiblesse des enjeux économiques concernés. Le PNB de l'Ouganda est d'environ 4 milliards de S US soit 24 milliards de francs, c'est-à-dire l'équivalent de 10% du budget de l'Education nationale en France.

188 : La structure des exportations ougandaises en valeur en 1991 est la suivante : café = 66%; coton = 6%; thé = 4%; tabac = 2,5%; produits agricoles non traditionnels (maïs, haricots, pois, sésame) = 24%. Les importations présentent la structure suivante : produits alimentaires = 10%; matières premières et biens d'équipement = 19%; produits pétroliers = 43%; autres = 28%.

acholi et teso, autour de Soroti) et son remplacement dans les cycles de culture par des productions vivrières, en particulier le riz, destinées aux marchés urbains kampalais et kenyans, la production de coton commence à reprendre lentement. Le thé et le tabac progressent très légèrement. Cependant, les perpectives de développement sont réelles pour des plantations de thé dont la structure concentrée, opposée à l'éclatement de caféières, attire dans une certaine mesure les capitaux internationaux. Néanmoins, l'accroissement en volume est miné par la chute des cours mondiaux des produits agricoles tropicaux. Entre 1988 et 1991, la valeur du café ougandais a chuté de 50% passant de 1839 $ US la tonne à 947,8 $ US. Le suicide du cartel du café et de ses quotas a provoqué un gonflement de l'offre par rapport à la demande. La chute des cours induite a touché surtout la variété "robusta" qui représente 90% de la production ougandaise. Une relève partielle du café est actuellement en cours grâce à la progression des exportations dites non traditionnelles : les céréales et féculents en particulier [189].

Le secteur industriel, tombé très bas, se relève plus nettement autant en volume qu'en valeur. En 1988, 1989 et 1990, la croissance de la production fut respectivement de 23%, 20% puis 7%. Les effets de l'invasion du Koweït et de la guerre du Golfe sur la fragile économie ougandaise expliquent la chute de 1990. Le prix du litre d'essence est passé de 150 à 500 shillings [190] entre juillet et octobre 1990. Cette hausse a sans aucun doute accru les coûts de production et surtout les prix des importations freinant l'activité industrielle. Depuis 1986, les secteurs industriels les plus dynamiques correspondent aux biens de consommation (savon, bière, cigarettes), aux secteurs portés par la reconstruction (transport et construction) et la chimie. Mais, la reprise industrielle, pour spectaculaire qu'elle soit, doit être considérée avec prudence. Tout d'abord, la croissance est portée par une plus grande utilisation des capacités de production installées et préservées des dégradations des régimes précédents. En juin 1989, seules deux entreprises tournaient à plus de 50% de leurs capacités. Souvent, le taux d'emploi des capacités industrielles est inférieur à 20% [191]. D'autre part, le nombre des unités est tellement limité que le moindre progrès prend des dimensions statistiques importantes. Ainsi, l'amélioration de la production de "Chloride Battery" - entreprise qui fabrique des batteries automobiles - est-elle à l'origine d'une progression de 64% de l'indice de production de la branche accessoires pour automobiles pour 1990!

La reprise touche également le secteur commercial et des services. En 1970, [illegible]000 visiteurs rapportaient au pays 20 millions de dollars. L'exemple kenyan et l'urgence de la diversification font que, dès 1987, les autorités ont cherché à restaurer les capacités d'accueil et à proposer des produits touristiques cohérents sur le marché occidental. L'accent initial a été mis sur les grands hôtels. En 1991, 65 000 visiteurs seraient entrés en Ouganda contre 21 000 en 1985 et 40 000 en 1989. Cependant, sous ce terme se cachent aussi bien les nombreux missionnaires de la Banque Mondiale que les véritables touristes. Les espoirs mis dans ce secteur sont réels mais se doivent d'être également nuancés par la prise en compte du profil actuel des touristes - jeunes, plus proches du "routard" que du touriste européen séjournant trois semaines au Kenya. Néanmoins, il est significatif qu'un certain nombre d'entreprises touristiques kenyanes cherchent à occuper le créneau ougandais. Pas moins de 45 organisateurs de voyage (*Tour operators*) ont leurs statuts déposés à Kampala; la plupart

---

189 : Le 9 juin 1993, le journal *New Vision* annonçait "*Uganda maize, beans support WFP*" et ajoutait "*The purchase, in hard currency, are worth of millions of shillings*". Le rôle de grenier régional de l'Ouganda est assuré pour de longues années à cause de la situation alimentaire catastrophique des pays voisins (Ethiopie, Somalie, Soudan, Rwanda, Mozambique et également certaines années Kenya). Un article très récent du même journal daté du 17 novembre 1993 fait le point sur cette vocation ougandaise et confirme cette évolution.

190 : En octobre 1990, un dollar à 5 francs valait 450 shillings au taux officiel et 700 shillings au marché noir.

191 : The Economist Intelligence Unit, *Country Report, Uganda, Ethiopia, Somalia, Djibouti*, n°3, Londres, 1989, p. 19.

des sociétés ont été créées depuis 1988. L'évolution semble s'accélérer actuellement [192]. Cette accélération et la substitution d'un tourisme sophistiqué à un tourisme de jeunes sont souhaitées par le gouvernement, qui cherche à "satisfaire les exigences d'un marché international sophistiqué" afin de "capter les devises dont l'économie a besoin". C'est pourquoi, la capacité d'accueil de Kampala a brutalement augmenté depuis 1986 avec la réhabilitation des principaux hôtels (Sheraton, Fairway, Nile, Silver Springs et Lake Victoria Hotel à Entebbe) de l'entreprise mixte. Le secteur privé a embrayé avec l'ouverture, la plupart du temps par de riches hommes d'affaire baganda, de nouveaux hôtels de taille plus modeste puisque comprise entre 10 et 25 chambres (Rest Corner, Diplomat, Lunar Hotel, Summer Hotel, Gabba Beach Hotel par exemple). Une évolution spatiale se dessine actuellement, qui renverserait la tendance que la ville a d'ignorer sa façade lacustre et spécialiserait fonctionnellement cette dernière dans le tourisme grâce à un site recherché par les investisseurs privés du secteur hôtelier [193]. Les versants les mieux orientés des collines de Munyonyo, Luzira et Gabba portent déjà des chantiers d'hôtel à des stades d'avancement variés. Le Gabba Beach Hotel constitue un complexe hôtelier à ce titre exemplaire, disposant d'une plage de sable, d'un quai d'accotement, de salles de réception, d'un bar et d'une vingtaine de chambres en cours de finition.

L'amélioration actuelle est principalement perceptible à travers l'activité commerciale. Le niveau d'approvisionnement des magasins s'est très nettement amélioré depuis 1988. Le nombre des magasins a considérablement augmenté et les réseaux de distribution se sont étendus.

Qui sont les investisseurs? Il est difficile de répondre à cette question pourtant importante. A n'en pas douter les capitaux étrangers ne boudent plus l'Ouganda comme ils l'ont fait sous Amin et Obote. La *Uganda Investment Authority,* qui débute ses opérations en 1991, est conçue comme un guichet unique destiné à court-circuiter les rouages de la bureaucratie ougandaise, et à faciliter l'investissement de capitaux étrangers en Ouganda. La création de cette institution dérive directement de l'adoption par l'Assemblée nationale d'un code des investissements destiné à attirer les investissements étrangers en Ouganda. D'après ce code, une agence internationale (MIGA) dont l'Ouganda est membre à part entière depuis 1990, offre la protection de sa garantie aux investissements étrangers contre expulsions et nationalisations intempestives. De même, le retour des investisseurs commerciaux spécialisés dans l'import-export est favorisé par l'installation récente de la Société Générale de Surveillance (S.G.S.), dont la fonction est d'assurer les clients sur la qualité des produits qui leur sont délivrés. L'arrivée de cette société à but lucratif est à la fois un symptôme et un élément contribuant à la normalisation économique.

Depuis 1991, 253 projets ont été approuvés illustrant le retour de la confiance des investisseurs internationaux dans le pays. Le nombre prévu des emplois directement créés est relativement faible puisque il ne s'élève qu'à 17 738 dont 833 expatriés. Il ne faut pas attendre de ces investissements un bouleversement de la situation du marché de l'emploi marquée par le formidable déséquilibre de la demande par rapport à l'offre. Géographiquement, plus de 90% des projets sont localisés à Kampala. Les initiatives actuelles tendent donc à accroître le poids économique de la capitale vis-à-vis de son hinterland national et, par là, à renforcer la macrocéphalie kampalaise. La répartition des projets montre que tous les secteurs économiques urbains profitent de cet afflux de capitaux étrangers. Mais, en terme de nombre de projets, la fonction industrielle paraît privilégiée

---

192 : Nous connaissons personnellement deux directeurs français - M. Laplace-Toulouse et J. M. Sabin - de société touristique installés sur les marchés kenyan et tanzanien du tourisme d'aventure. Ils prospectent actuellement le territoire ougandais à la recherche de partenaires locaux en vue de monter des camps de toile et des safaris photograhiques dans les parcs et les réserves.

193 : La réhabilitation de la ligne ferroviaire Port-Bell-Kampala central ainsi que la conversion du port de Port-Bell en terminal de ferry porteurs de wagons en provenance de Tanzanie vient à la fois renforcer cette évolution et la nuancer dans sa vocation fonctionnelle.

puisque les activités d'assemblage ou de production manufacturière et de mise en valeur des produits agricoles rassemblent près de 60% des dossiers déposés mais seulement 37,5% des montants investis prévus. Le caractère relativement peu capitalistique de la reprise industrielle - au contraire des secteurs des transports et du tourisme - provoque ce décalage. L'attractivité kampalaise réside dans la combinaison d'un marché national voire régional relativement ample, et d'une main d'oeuvre très bon marché.

Tableau

Répartition sectorielle des projets approuvés par la *Uganda Investment Authority*.

Secteur	Nombre de projets	%	Montant des investissements prévus	%
Agriculture	11	4,35	27,21	4,47
Industrie	92	36,36	198,43	23,59
Exploitation minière	4	1,58	58,07	9,54
Mise en valeur de produits agricoles	58	22,92	84,64	13,90
Tourisme	22	8,70	92,24	15,15
Services	41	16,21	45,04	7,40
Construction	20	7,91	33,11	5,44
Transports	5	1,98	70,14	11,52
Total	253	100	608,88	100

Source : High Lights about UIA; *Information Sheet n°1*; juillet 1993

La réhabilitation du secteur industriel favorise la reproduction des structures spatiales héritées, et privilégie donc la capitale. L'exemple du secteur des *soft-drinks* est révélateur, à la fois de ce processus et de la conjonction des stratégies qui concourent à l'initier [194]. Dès 1987, la société *Lake Victoria Bottling Company* ferme sa vieille usine de la zone industrielle et en rouvre une plus fonctionnelle et accessible à Nakawa (capacité de production à l'époque, 3 millions de caisses de Pepsi-Cola). Quelques mois plus tard, la *Kampala Bottlers Plant* redémarre sa production de Schweppes (capacité en 1988: 1,5 millions de caisses). Enfin, en mai 1989, le concurrent mondial de Pepsi-Cola, - Coca Cola - investit l'Ouganda puisque la société *Century Bottling Company*, dont l'usine est située à Kampala, reçoit la franchise de la fabrication du Coca Cola (capacité en 1989: 1,5 millions de caisses). Les rapporteurs du *Background to the Budget* ajoutent : "*This is an impressive achievement in a short time, even though there remains a high concentration in Kampala*" [195]. En effet, les 6/7 de la capacité ougandaise de production des *soft-drinks*, dont la production nationale est passée de 7 à 28 millions de caisses entre 1987 et 1991, sont maintenant concentrés à Kampala. L'accroissement de la production a eu lieu à 90% dans la capitale.

La relative concentration et le renforcement de l'accumulation des institutions financières à Kampala accuse encore la primauté économique et fonctionnelle de la capitale. En effet, les 36 succursales kampalaises des banques commerciales représentent plus de 15% des banques et plus du quart des guichets ouverts au public. De même sur les 18 succursales des 9 sociétés de crédit ougandaises, 11 sont localisées à Kampala. Le secteur des assurances dynamisé depuis 1991 par la nouvelle obligation pour les automobilistes de s'assurer et la réinsertion de l'Ouganda dans la carte des pays assurables [196] présente une concentration géographique encore plus marquée, puisque ses 13 firmes sont toutes présentes uniquement dans la capitale. L'évolution actuelle marquée par la reprise de la croissance et de l'activité économique conforte l'hyperconcentration de l'organisation spatiale du secteur financier

194 : *Background to the Budget 1990-1991*, Ministry of Planning and Economic Development, Kampala, juillet 1990, p. 78.

195 : *Background to the Budget 1990-1991*, *Idem*, juillet 1990, p. 45.

196 : En 1988, les assurances ne couvraient pas le pays.

économique conforte l'hyperconcentration de l'organisation spatiale du secteur financier ougandais. En effet, la libéralisation du contrôle des changes et la permission donnée aux acteurs économiques privés d'ouvrir des bureaux de change partout où ils le désiraient s'est faite principalement au profit de Kampala. Selon un article de *New Vision* daté du 1cr juin 1993, sur les 75 bureaux de change libres (*Forex Bureaux*) ouverts depuis 1990, 61 l'ont été à Kampala. Leur localisation [196] reflète le dynamisme relatif des régions ougandaises à l'heure de la reprise : en tête, la capitale suivie des régions frontalières et méridionales. L'histoire de leur implantation montre "qu'originellement concentrés à Kampala, les bureaux de change sont maintenant implantés dans la plupart des importantes villes du pays". Un quart environ de ces bureaux de change ont été mis sur pied par des banques alors que des initiatives particulières sont à l'origine de la majorité. Les échanges n'ont cessé de s'accroître depuis 1990. En effet, entre juillet et décembre 1990, le montant global acheté par l'ensemble des *forex bureaux* s'élevait à 33 millions de $ US et le montant vendu à 28 millions de $ US; en 1992, les achats s'élevaient à 216 et les ventes à 214 millions de $ US.

Au niveau spatial, le rétablissement des conditions normales de circulation et d'exercice de l'activité économique conduit donc à une accentuation des disparités. Cette évolution géographique à la fois induit et est induite par le même phénomène au niveau social. La question est de savoir si cette structure inégalitaire est révélée, c'est-à-dire héritée, ou bien nouvelle. Les groupes qui profitent de la reprise ont-ils réussi à masquer leurs privilèges pendant la crise ou bien une nouvelle composition sociale apparaît-elle à la faveur de la reprise ignorant les césures antérieures? A notre sens, poser la question, c'est y répondre. Une accumulation sélective et cumulative favorise les espaces et les classes sociales les mieux dotés initialement. Les premières étapes du développement, assimilables, à ce stade, à la croissance économique, produisent une structure aux inégalités croissantes. C'est pourquoi, en dernière analyse, pour la problématique du développement, le problème réel s'avère être moins la constitution d'une élite spatiale ou sociale que la diffusion vers le bas des bienfaits et devoirs du développement, en d'autres termes la constitution de régions de développement intermédiaire et de classes moyennes. Il n'en demeure pas moins que l'évolution actuelle met fin à 20 ans de nivellement par le bas.

Néanmoins, toutes les évolutions ne vont pas dans le sens d'une accentuation des privilèges urbains. En effet, un pan important des plans d'ajustement structurel qu'applique le gouvernement ougandais vise à réduire les dépenses publiques. La réduction du nombre de fonctionnaires est donc à l'ordre du jour. Elle touche, à notre sens plus la capitale que les autre régions. En effet, la géographie initiale du fonctionnariat répète la même domination relative de la capitale [197].

Tableau

La primatialité kampalaise mesurée à l'aune de la fonction publique.

	Nombre d'employés	Masse salariale
Kampala	20 664	6 833 894
Ouganda	136 629	36 393 980
Part de Kampala par rapport à l'Ouganda	15%	18,7%

Source : Uganda/Ministry of Finance and Economic Planning,, *Background to the budget 1992-1993*, Government Printer, Entebbe, 1992, p. 190-191.

Leur sur représentation au centre est donc patente et accrue par la masse salariale qui leur est versée. Une structure de la fonction publique plus complète, avec, notamment, la

196 : 5 autres sont localisés à Jinja, 2 dans chacune des villes d'Entebbe, 2 à Kabale et Malaba et 1 à Masaka, Mbarara et Busia.

197 : 50% des emplois du secteur formel sont répartis dans 6 des 34 districts ougandais. Kampala à elle seule rassemble un quart des emplois de ce secteur.

présence des hauts fonctionnaires, permet à la capitale de disposer d'une masse salariale beaucoup plus importante que n'importe quel autre district du pays. C'est pourquoi les dégraissements d'effectifs [198] qu'entreprend à ce jour le gouvernement touchent en priorité la capitale. Cependant, les effets déflationnistes de ces mesures, quoique indéniables, ne sont pas strictement proportionnels au nombre de licenciements dans la mesure où des augmentations salariales [199] sont accordées aux fonctionnaires restants. La masse monétaire versée aux fonctionnaires diminue donc proportionnellement moins que les effectifs. Leur baisse affecte donc moins l'économie urbaine qu'il pourrait paraître. Mais, ce que dessinent ces mesures, c'est, une fois de plus nous semble-t-il, une légère accentuation des disparités, cette fois-ci intra-urbaines, et la segmentation accrue du tissu social, par la distinction à l'intérieur de la population active entre les licenciés et les titulaires de poste.

La restauration d'une image internationale constitue la préoccupation de tous les Ougandais scandalisés de la réputation qui leur est faite à l'étranger. Dans une pièce de théâtre - *Hello Muzungu* - du plus connu des metteurs en scène ougandais, Alex Mukkulu, un des personnages critique la Grande-Bretagne, où l'image de l'Ouganda se limiterait à une association morbide du personnage d'Idi Amin et du Sida. Cette préoccupation nationale a été endossée personnellement par le président Museveni. Conscient de l'importance pour son pays de la réintégration de l'Ouganda dans le concert des nations, il s'investit dans le champ des relations internationales et ne manque pas une occasion de faire valoir son charisme personnel et les améliorations dont peut se targuer son pays. Pour ce faire, il voyage beaucoup mais il cherche également à accueillir dans son pays et à faire de sa capitale le décor temporaire de la scène internationale. Depuis la prise du pouvoir en janvier 1986, Kampala a été le théâtre d'un certain nombre d'événements d'ampleur internationale. La conférence ACP/CEE [200] au début de l'année 1991 focalise et illustre les efforts ougandais pour redonner à leur image l'honorabilité que lui avaient fait perdre les régimes Amin et Obote. Se composer une image honorable en accueillant des représentants d'autres nations exige la construction d'une scène à la mesure des interlocuteurs. C'est pourquoi un certain nombre de réalisations concrètes ont été menées afin d'étendre les capacités d'accueil de la capitale.

Une des premières améliorations apportées à l'économie urbaine mais aussi au décor urbain fut la réhabilitation de l'hôtel Sheraton. Celui-ci était tombé dans un état de déliquescence terrible à tel point que ni les toilettes, ni les ascenseurs [201] ne fonctionnaient plus. Il était pratiquement squatté par des familles de militaires ou des employés de la chaîne publique *Uganda hotels*. Au terme d'un accord de troc d'une valeur de 28 millions de $ US (*barter trade*) passé avec l'Etat yougoslave contre du café, une réhabilitation de deux ans a été entreprise, et l'hôtel a réouvert ses portes en mai 1988, au moment de la conférence des pays membres du *Preferential Trade Agreement* [202]. Le succès commercial de l'hôtel tient à sa situation centrale et aux réponses qu'il a su donner aux besoins d'une clientèle toujours plus nombreuse de consultants internationaux, d'ecclésiastiques médiatiques et d'hommes d'affaires. Il n'est pas innocent que sa galerie commerciale ait attiré rapidement les bureaux et les guichets de la compagnie aérienne belge Sabena, qui demeura longtemps la seule à

---

198 : Le rapport qui fonde la politique gouvernementale en la matière recommande la réduction des effectifs fonctionnaires de 30%. Ceci signifie que sur les 150 000 fonctionnaires permanents 50 000 devraient être mis à la porte. 15 000 employés ont déjà été licenciés et 12 673 autres ont reçu leur lettre de remerciement (*New Vision*, 8 juin 1993). Ces dégraissements ne prennent pas en compte les réductions d'effectifs de l'armée.

199 : Au cours de l'année fiscale 1992-1993, une augmentation de salaire de 40% a été accordée aux fonctionnaires. Quoique non négligeable, compte tenu de l'inflation et de la situation pré-existante des salaires par rapport au coût de la vie, cette augmentation ne représente pas grand chose en terme de pouvoir d'achat.

200 : ACP/CEE : Afrique Caraïbes Pacifique/ Communauté Economique Européenne.

201 : Certains affirment qu'au moment des travaux de réfection en 1988, les ouvriers ont retrouvé dans une des cages d'ascenseur un squelette avec un attaché-case bourré de billets de banque à l'effigie d'Amin : l'homme était resté emmuré dans sa prison à la suite de la panne définitive en 1979.

202 : Cet accord dessine un espace économique commun en Afrique orientale et australe.

desservir Entebbe, et qui continue à être la plus présente des grandes compagnies occidentales. La réhabilitation de l'hôtel constitue à notre avis un moment important dans le déploiement de la stratégie de normalisation et d'ouverture ougandaise. L'implication des plus hautes personnalités de l'Etat dans ce projet ne permet pas de douter de l'importance qu'il a eu pour le pays et la politique menée. De même, l'allocation à l'hôtel du jardin public qui le bordait au sud-ouest, est significative des efforts qui ont été consentis. Il s'agit d'offrir aux visiteurs un espace plaisant et protégé. Pour les professionnels de l'aide et les consultants de la Banque mondiale ou du F.M.I. et des Nations-Unies, il représente tout à la fois une commodité réelle et une vitrine symbolique. Réhabiliter le Sheraton, c'est se donner les moyens fonctionnels d'accueillir, mais également montrer aux Ougandais et aux visiteurs, que le pays a réintégré la normalité moderne. La réhabilitation du *Nile Conference Centre* et du *Nile Hotel* renforce celle du Sheraton. Une visite de ces lieux permet de se rendre compte à la fois des fonctions qu'ils remplissent et de "la comédie humaine" et sociale qui s'y joue et dont l'enjeu n'est pas sans importance pour l'Ouganda et les Ougandais.

Un certain nombre d'entreprises de réhabilitation similaires ont eu lieu depuis 1988 à Kampala qui, au-delà de leur diversité, vont toutes dans le sens de la reconstruction d'une centralité, interface entre l'espace ougandais et l'espace international, et aussi d'un décor urbain valorisant. Ce sont à la fois les modalités fonctionnelles, symboliques et décoratives de la centralité qui sont réhabilitées. L'automatisation du central téléphonique par l'entreprise CIT-Alcatel, la réhabilitation de la Banque centrale, la réouverture d'un certain nombre de parcs urbains, de clubs sportifs, la réfection d'un certain nombre de rues du centre ville, le ravalement de quelques-uns des principaux bâtiments publics (gare, mairie, parlement, poste centrale) participent de ce mouvement de renforcement fonctionnel ou symbolique d'une hypercentralité urbaine. Cette évolution accentue les disparités géographiques.

Certains de ces travaux de réhabilitation du mobilier urbain sont effectués en partenariat avec des entreprises. Ainsi, les ronds-points de la ville sont fleuris et entretenus par de grandes sociétés comme Total, contre le droit pour elles de les utiliser comme support publicitaire exclusif. De même, la municipalité entre assez tôt en contact avec une entreprise spécialisée dans l'installation de mobiliers urbains pour qu'un devis du coût d'installation d'horloges publiques aux 7 principaux carrefours de Kampala lui soit donné. Chacune de ces horloges devrait être montée sur un poteau de 5 mètres de haut, dont la partie inférieure servirait de lieu d'annonce publicitaire. Les minutes du conseil municipal justifient l'ensemble de l'opération en disant que "si ces horloges et des espaces publicitaires étaient installés, ils élèveraient la beauté des lieux où ils seront situés et amélioreront la beauté d'ensemble de la Cité" [204]. On nous permettra de douter de la véracité de l'assertion. Cependant, nous pensons qu'il s'agit encore là de rehausser l'image de la ville, et par là même de revaloriser leur pays aux yeux des Ougandais.

Néanmoins, il est certain que les moyens ne permettent pas de mener à bien une «réhabilitation» générale du centre ville et que nombre de signes de la décadence sont encore visibles. La «réhabilitation» tient souvent plus du maquillage, d'ailleurs les Ougandais parlent de "*facelift*", que d'une entreprise profonde et réellement efficace. Les ministères des finances et de l'éducation par exemple présentent encore des façades grisâtres et ponctuées d'impacts de balles. Certaines vitres percées d'impacts n'ont toujours pas été remplacées. Certaines rues et la plupart des trottoirs sont encore défoncés. Des 9 feux rouges existant à Kampala en 1971, seuls 3 [205] fonctionnent à nouveau. Présentant à la fois les séquelles de la crise politique et les signes hétérogènes et dispersés d'une reprise économique, politique,

---

204 : Minutes des délibérations du KCC de mai 1991.

205 : Ils sont localisés aux carrefours d'Entebbe road et de Kampala road, de Kampala road et de Parlement Avenue et de Ben Kiwanuka Street (ex South Street) et Namirembe road.

morale, le centre-ville dénonce l'absence d'un volontarisme urbain global et cohérent. Le gouvernement n'a pas les moyens financiers, humains et politiques de mener à bien une réhabilitation général du centre ville. Il n'en a pas non plus la volonté politique. En fait, la plupart des acteurs institutionnels attendent le retour des Indiens, dont on espère qu'une des conséquences sera précisément la réhabilitation, au sens urbanistique du terme, du parc immobilier central et la reformulation d'une image urbaine attractive à l'échelle internationale. En matière de logement et de bâti, la réhabilitation est largement laissée à l'initiative privée déterminée par le marché. La politique de réhabilitation ne s'appuie pas sur la préemption, mais sur le désengagement.

Donc, la politique de réhabilitation gouvernementale insiste sur le fonctionnel et les prémisses éthiques du développement. Un ensemble de mesures hétérogènes, pour ne pas dire hétéroclites, aboutissent à un renforcement de la centralité kampalaise et à une hiérarchisation et à une complexification de la structure sociale.

L'accélération de la croissance de Kampala depuis 1986 s'explique en partie par la conjonction de la mise en œuvre de politiques d'ajustement structurel dont la finalité dernière est l'intégration de l'Ouganda au capitalisme mondial, et d'une velléité d'industrialisation import-substitution. La première rend nécessaire une porte d'entrée et de sortie, un port, une interface entre le territoire ougandais et l'englobant. La concentration croissante des pouvoirs et des richesses permet une meilleure irrigation et un meilleur drainage du territoire ougandais. Celui-ci, grâce en partie à la réhabilitation de la centralité de sa capitale, redevient un territoire "normal" rattaché à l'englobant mondial. La seconde se fixe près du plus gros marché de consommation du pays. La croissance actuelle de Kampala ne résulte de choix de développement, elle résulte des contraintes de la politique globale dite de «réhabilitation». Il s'agit d'une dynamique contrainte et non pas d'une dynamique volontaire.

Cependant, l'action de l'Etat sur la ville ne se limite pas aux conséquences de la remise sur pied d'une économie ruinée, du rétablissement de la sécurité et de la restauration d'une centralité fonctionnelle. A la normalisation de la situation ougandaise, le gouvernement ajoute le règlement de certaines des questions politiques qui scandent l'histoire contemporaine du pays.

I. F. R. A.
P. O. Box 58480
Nairobi Kenya

Section 3. Le règlement des héritages politiques et la ville.

Les questions politiques sont au nombre de trois : la question du nord, la question indienne et la question Baganda. Elles constituent les héritages de celles que nous avions décelées au cours de notre analyse des conséquences urbaines de la violence, et de ses prémisses politiques. Cependant, seules les deux dernières nous intéressent ici, dans la mesure où la question du nord n'a d'impact sur la politique urbaine, qu'indirectement celui de gonfler le budget de la Défense, et de détourner des moyens importants qui auraient pu être investis sur la capitale.

A/ Le règlement de la question indienne.

La pénurie de logements et de commerces dans le centre ville a rendu la compétition pour l'allocation particulièrement vive et ce d'autant plus que les propriétés gérées par le DAPCB sont louées pour des sommes ridiculement basses comparées aux prix du marché.

Tableau

Le prix comparé (en shillings) des loyers à Kampala selon la filière : la subvention aux allocataires du DAPCB.

Type de location et nombre de pièces	National Insurance Corp.	National Housing Corporation	Uganda Muslim Supreme Council	Kampala City Council	**Marché libre**	**DAPCB**
Appartement						
1		10000		7920	**20000**	**4000**
2	150000	40000	10000	15500	**50000**	**4000**
3	200000	60000	14000	20000	**120000**	**4000**
4		60000			**150000**	**4000**
Maison						
1					**20000**	**4000**
2		90000			**70000**	**4000**
3	250000	180000			**150000**	**4000**
Kiwafu estate						
4	300000	190000		31500	**190000**	**4000**
Local commercial			50000		**750000**	**45000**

Source : "DAPCB looks to bill as solution", *New Vision*, 12 avril 1991, p. 8.

La subvention que le gouvernement, par l'intermédiaire du DAPCB, accordait aux allocataires apparaît ainsi clairement. D'après un de nos amis expert immobilier (*valuer*), une maison de 4 chambres avec garage et «boyeries» (*servants' quarters*) située à Kololo était allouée pour 3 600 shillings, alors que la même maison se louait 400 000 shillings sur le marché libre. Dans le cas de l'occupation directe des locaux par l'allocataire, l'allocation constitue donc une première subvention nette. Mais la plupart des Ougandais allocataires ont saisi l'occasion pour s'enrichir en profitant du différentiel des loyers entre le marché public et le marché "libre", suscité par la pression exercée par le secteur commercial kampalais sur un marché immobilier dont le volume de l'offre n'évolue pratiquement pas. En 1990, un de nos interlocuteurs, un Muganda, avouait payer au DAPCB un loyer mensuel de 3 000 shillings pour une boutique située au 77 de Kampala Road et recevoir 20 000 shillings de chacun de ses 12 sous-locataires pour l'emplacement d'une étagère dans la boutique. En 1991, depuis 4 ans, Léa K. sous-louait dans une des rues les plus actives de Kampala, Luwum street [205], l'emplacement d'une étagère pour 20 000 shillings par mois auxquels s'ajoutait un forfait de

[205] : Du nom de l'archévêque anglican acholi assassiné sous Amin.

3 000 shillings pour l'électricité, l'eau et le nettoyage quotidien [207]. Elle partageait le magasin avec quatre consœurs. Le nouveau loyer réévalué serait de 45 000 shillings mais donne également droit à l'usufruit d'une arrière-boutique et à une cave. L'occasion d'enrichissement, bien que beaucoup moins spectaculaire que dans le cas précédent à cause de l'augmentation des loyers du DAPCB, est réelle. Nous avons également rencontré beaucoup d'Ougandais qui, résidant dans des locaux alloués par le DAPCB, en profitaient pour louer leur propre maison.

Cette opportunité d'enrichissement attire les convoitises. L'allocation devient une méthode singulièrement efficace de promotion sociale. Aussi, l'étatisation des biens des Indiens est un moyen de patronage politique. Ceci explique la valse des attributions en fonction des régimes ou des changements politiques internes à chaque régime [208]. Cependant, nous pensons qu'il faut nuancer cette peinture, en soulignant que la rotation affecte surtout les biens les plus profitables, c'est-à-dire les boutiques et les appartements du centre ville, et certaines des résidences les plus en vue des collines de Kololo et Mbuya. Les autres propriétés ont, à notre avis, connu, une relative stabilité. Même à l'intérieur du "triangle d'or" limité par les South street, Kampala road et Obote/Entebbe road, certaines boutiques sont restées aux mains du même allocataire pendant longtemps. Ainsi, l'allocataire qui sous-loue à notre amie Léa est-il un Muganda, détenteur du droit d'usage depuis 1973! Il est vrai qu'entre 1980 et 1986, il a survécu en émigrant aux Etats-Unis où il s'est d'ailleurs marié. Il confia la surveillance de sa boutique à sa sœur. D'autre part, dans le centre ville, pour ce qui concerne les locaux commerciaux, il convient de distinguer entre les allocataires et les occupants réels, la plupart du temps sous-locataires. Ces derniers semblent former une population plus stable que les premiers dans la mesure où fréquemment les nouveaux allocataires se contentaient de reconduire les accords de sous-location hérités du prédécesseur. Cette relative stabilité de la population occupante se vérifie également dans le cas des quartiers d'habitation. Ainsi, dans un immeuble de Nkrumah road, en 1991, sur 10 résidents, 3 avaient accédé au logement dès 1973, 3 entre 1979 et 1980, 1 en 1984 et 3 depuis 1987. La plupart étant des commerçants possédant leur propre affaire n'ont dû leur accession au logement qu'à son allocation directe par le DAPCB. Cet immeuble est uniquement constitué de logements dont la valeur économique apparaît relativement minime. Cependant, compte tenu des loyers pratiqués par le DAPCB, l'allocation d'un de ces logements n'est pas sans avantage et donc constitue certainement un enjeu. A chaque étape politique importante (création du DAPCB, transition politique entre Amin et Obote II, coup d'Etat des Okello et accession de Museveni au pouvoir), ce sont entre 1/3 et 2/3 des logements qui changent de main.

L'image est légèrement différente dans le quartier Blue Room, le long de Namirembe road, sur les pentes de la colline de Old Kampala, à quelques centaines de mètres du marché central d'Owino. Là, la rotation des allocataires et des sous-locataires semble plus rapide. Les allocataires occupent les appartements alors que les sous-locataires se contentent des *boys' quarters*. Les premiers sont généralement allocataires du DAPCB pour une somme de 15 000 à 20 000 shillings en 1991 alors que les seconds payent leur loyer (5 000 shillings) aux premiers. Parmi les premiers, la majorité (7 sur 14) est entrée dans les murs après l'arrivée du NRM au pouvoir, le reste se partageant entre les années Amin et les années Obote laissant beaucoup moins de place à la transition des années 1979-1980. La rotation fréquente des sous-locataires s'apparente à celle des locataires que connaissent les quartiers populaires précaires, et explique qu'en 1991 la majorité des sous-locataires occupent leur logement depuis moins de cinq ans.

---

207 : Contrairement à la plupart des vendeuses qui occupent ces étagères qu'elles ont découvertes en payant quelqu'un spécialisé dans la recherche de tel emplacement, Léa l'a trouvée grâce à la gérante de la boutique qu'elle connaissait pour avoir partagé les mêmes bancs d'école.

208 : Voir plus haut le chapitre III.

A l'échelle de la ville de Kampala, ces deux exemples soulignent la variété probable des situations en fonction des localisations, et des vocations fonctionnelles des bâtiments alloués. A cet égard, il est extrêmement significatif que les rares bâtiments d'habitation qui bordent la partie haute de Luwum street aient tous été spontanément transformés en immeuble de "bureaux", palliant ainsi la carence des espaces de bureaux nouveaux provoquée par la paralysie du secteur de la construction dans le centre ville. En effet, les allocataires ont partagé les logements, et en ont sous-loué les différentes pièces à des hommes d'affaires. Une visite dans ces immeubles de bureaux, version kampalaise, prête à sourire. On y rencontre l'ensemble des activités relevant du tertiaire de service : agence immobilière, agent de change, agent d'import-export, firme de commercialisation du maïs, etc.; mais le cadre est celui d'appartements résidentiels dont les restes - lavabos, baignoire, toilettes, évier - apparaissent incongrus. La fonction résidentielle a été expulsée du centre au profit de la fonction tertiaire [208]. Nos deux exemples de Nkrumah road et de Blue Room montrent une plus grande continuité fonctionnelle avec l'époque d'avant 1972. Mais ils montrent également la variété des situations micro-locales, qui explique que des allocataires des différents régimes puissent cohabiter, et que la réalité de la rotation des biens soit plus nuancée que celle que nous avions initialement.

Mais l'incertitude des lendemains, profondément vécue par tous, a rendu la gestion des biens des Indiens singulièrement catastrophique pour l'environnement urbain. Le préfet (*District Administrator*) de Jinja devant un parterre d'allocataires du DAPCB affirmait "*Although many of you have been tenants for even ten years, the state of the buildings is appaling and a number are unfit for human occupation*". La logique du système est grandement responsable de ce délabrement, parce qu'elle ne prédispose personne à prendre en charge l'entretien. Elle n'incite pas les allocataires à entretenir les bâtiments. Les occupants sous-locataires n'ont pas non plus intérêt, ni même souvent les moyens, d'investir dans l'embellissement, ou même l'entretien de leur cadre de vie. Le DAPCB, enfin, qui percevait de trop faibles loyers et dont la trésorerie était grevée par les détournements de fonds, n'était pas en mesure d'assurer les réparations de routine nécessaires à l'entretien des bâtiments. La gabegie qui caractérise la gestion du DAPCB rend réparations et entretiens impossibles.

Dans le contexte de la politique de «réhabilitation» nationale générale que le NRM a entreprise avec l'aide des bailleurs de fonds internationaux, il était fatal que la question des biens des Indiens refasse surface. En fait la nécessité de laver «la faute nationale», et de redonner confiance à d'éventuels investisseurs impliquait la résolution de cet encombrant héritage des années Amin. Le 15 décembre 1989, le journal *New Vision* rapportant les propos du ministre adjoint aux finances (*Deputy Minister of Finances*) écrivait : "*the principal objective of the programme is to insure that the properties took their rightful place and played a positive role in the speedy recovery of Uganda's economy*". La finalité explicite de la rétrocession est donc à la fois éthique et économique. Il s'agit de favoriser le retour des investisseurs susceptibles d'aider au redémarrage économique du pays. Il est espéré que les Indiens qui reprendront possession de leurs biens immobiliers procéderont, dans un premier temps, à leur rénovation morphologique, ce qui devrait soutenir l'activité économique, et dans un second temps, à des investissements dans le pays afin de saisir les opportunités de profit, que son caractère pratiquement vierge de compétition et de concurrence ne manquent pas de faire surgir. La liaison entre le retour des Indiens et l'espérance de l'accroissement conséquent des investissements industriels et commerciaux est clairement affirmée, en juin 1993, par le président Museveni, lors de la conférence de presse, qu'il a donnée à son retour d'une tournée européenne destinée à promouvoir l'Ouganda auprès des investisseurs, et à discuter avec les responsables de la Banque mondiale. D'autre part, le Président Museveni a

---

208 : L'évolution spontanée est donc la même que dans l'ensemble des autres métropoles mondiales. La nuance à Kampala est que ce glissement fonctionnel ne s'accompagne pas de l'érection de grands buildings ultra-modernes. La traduction morphologique de l'évolution économique a été bloquée par la crise.

présenté l'expulsion des Indiens comme illégale et nécessitant réparation. De l'avis de tous les acteurs rencontrés, l'existence d'une volonté politique ferme au plus haut niveau constitue la clé du succès de l'entreprise de privatisation menée depuis 1988. Le pragmatisme du Président l'a emporté sur son idéologie fortement marquée de maoïsme.

Une véritable convergence de point de vue existe entre le principal bailleur de fonds et la présidence sur la nécessité de privatiser les biens des Indiens expulsés. Cette privatisation tourne essentiellement autour du principe de la reprise de possession de leurs anciennes propriétés par les expulsés qui le souhaitent. A ce processus de rétrocession, processus principal, s'ajoute la possibilité de recevoir une compensation pour les personnes qui en ont fait la demande. La privatisation consiste, pour le moment, à rétrocéder leurs propriétés aux Indiens qui le souhaitent. La Banque mondiale principalement, mais aussi l'ancienne puissance colonisatrice aux intérêts spoliés par l'expulsion ont explicitement soumis la reprise massive de l'aide, à l'engagement réel et sincère du gouvernement dans le processus de rétrocession. "La Banque mondiale a fait savoir en avril [1993] que la poursuite de l'aide occidentale dépendait notamment d'une restitution rapide de ces biens à leurs propriétaires. «L'Ouganda doit réintégrer le monde où les droits de propriété sont respectés» a déclaré le représentant de la Banque mondiale en Ouganda" [209]. Pour la Banque, la «repossession» s'inscrit également dans la politique de libéralisation et de désengagement de l'Etat. Dans le cas de l'Ouganda, il est vrai que le "trop d'Etat" s'est révélé catastrophique et qu'à notre avis seule une privatisation des propriétés immobilières étatiques peut restaurer le cadre urbain et la productivité urbaine.

Le processus de rétrocession avait été entamé pour les mêmes raisons par le régime Obote dès 1982. Le *Expropriated Asian Properties Act* de 1982 avait été proclamé et avait pris force de loi à partir du 21 février 1983. L'objectif était de préparer le transfert des propriétés confisquées entre le 25 janvier 1971 et le 3 juin 1979 autrement dit durant "le régime militaire". La loi transférerait toutes ces propriétés dans le domaine public, et annulait toutes les acquisitions de ces biens et ce en dépit de tous les documents qui pourraient être produits tendant à prouver l'achat, le transfert ou la cession gratuite... En d'autres termes, la loi de 1982 tentait de rétablir la situation exacte d'avant 1972 annulant tous les changements qui avaient eu lieu sous le régime Amin. Elle souhaitait redonner aux anciens propriétaires leurs droits sur les biens immobiliers abandonnés. Par anciens propriétaires, elle entendait aussi bien les allocataires de concession foncière que les détenteurs de parts de capital dans une société commerciale ou industrielle, mais également les héritiers de ces allocataires ou capitalistes. Deux cas ont été envisagés par la loi de 1982 : celui des Indiens qui souhaitaient revenir et reprendre leurs propriétés, et celui des Indiens qui souhaitaient seulement recevoir compensation.

Un double processus parallèle de rétrocession et de compensation a donc été engagé. Pour ce faire, les candidats à la «repossession» ou à la compensation avaient, à partir de la promulgation de la loi, 90 jours pour constituer et déposer un dossier (*a claim for repossession or compensation*) auprès du Ministère des finances dont dépend le DAPCB. Dans la pratique, s'il semble que la majorité des candidats se soient déclarés dans ce délai, les expulsés ont pu déposer leur demande à n'importe quel moment depuis 1982 et ce jusqu'au 31 octobre 1993. Des formulaires furent mis à la disposition des candidats dans les chancelleries des pays ayant accueilli des expulsés (principalement le Kenya, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada, l'Inde et le Pakistan). Les candidats pouvaient aussi bien être des Indiens citoyens ougandais [210] ou des Indiens non citoyens. Initialement, une condition à

---

209 : AFP, Bulletin Infos, n° 651, Nairobi, 2 novembre 1993.

210 : Ceux-ci appartiennent en majorité à la minorité religieuse ismaélienne. En effet, l'Aga Khan avait donné comme consigne à ses sectateurs d'adopter la citoyenneté de l'Etat dans lequel ils se trouvaient.

la reprise de possession était que le candidat devait résider à nouveau en Ouganda afin d'être autoriser à retourner dans ses propriétés. Ceci explique le retour de certains expulsés sous le régime Obote.

Mais le climat de violence a suscité des assassinats et des intimidations, tels que lorsque Museveni arrive au pouvoir, pratiquement plus aucun Indien expulsé ne résidait à nouveau en Ouganda. A cet égard est significative l'anecdote suivante. Un des exemples les plus connus des déconvenues de la première phase de la reprise de possession concerne celui du cinéma Neeta dont les deux propriétaires, des frères basés à Mombasa, avaient réussi à récupérer leur bien dès 1983 et y avaient installé un projecteur d'une valeur de 16 000 dollars. Aussitôt, le DAPCB avait annulé la rétrocession et avait alloué le cinéma à la société *Plaza Theatres*, dont l'un des propriétaires était monsieur Osinde Wangor, ministre d'Etat auprès du bureau de la présidence sous Obote II. Face au déploiement de soldats intimidants devant leur résidence, les deux Indiens ont préféré quitter le pays [212].

Le processus devait donc être repris. A l'origine, il le fut sur la base des dépôts de demande de repossession effectués en 1982-1983. Cependant une extension de la période de dépôt des dossiers jusqu'à la fin octobre 1993 a été accordée grâce aux pressions de la Banque mondiale. La condition de résidence a également été levée. Ces deux dernières mesures ont été acquises en 1991, au cours de débats parlementaires houleux dans lesquels le Président Museveni s'est personnellement impliqué.

Mais au fur et à mesure que le processus se remet en marche, des problèmes et des oppositions apparaissent, à la fois internes et externes au DAPCB. C'est pourquoi, en octobre 1989, l'US-AID [213], à la demande de la Banque mondiale finance une mission d'identification des problèmes et des solutions envisageables. En fait, le rapport insiste uniquement sur la question du management de l'institution.

Aussi, à la suite de ce rapport de l'US-AID une tentative de rationalisation du fonctionnement du DAPCB est entreprise. De nouveaux comités prennent en charge, respectivement, la vérification des demandes (*Verification committee*), l'application des mesures de désinvestissement (*Desinvestment committee*) et l'évaluation de la valeur des propriétés mises en vente (*Valuation committee*). Les deux premiers sont composés de hauts fonctionnaires des ministères des finances, du logement et de la croissance urbaine, de la justice, du cadastre, des affaires étrangères et de l'administration locale. Le troisième est composé d'experts de qualité internationale formés à l'étranger. Ces mesures constituent une tentative pour rompre la confidentialité des affaires du DAPCB, et pour impliquer davantage de personnes dans le processus de rétrocession. De plus ces comités sont constitués de membres à plein temps, et non plus comme les précédents, de secrétaires d'Etat qui, travaillant à temps partiel, ralentissaient la vérification, l'évaluation et la rétrocession. Outre l'établissement de ces comités, des licenciements et de nombreux remplacements affectent le personnel du DAPCB afin d'en améliorer les ressources humaines et l'efficacité.

L'identification des biens administrés par le DAPCB pose un problème. En effet, aussi aberrant que cela puisse paraître il n'existe pas de registre général des biens expropriés. La gabegie qui a entouré la première allocation, les expulsions multiples et variées, les achats frauduleux, le lent déclin du fonctionnariat ougandais et l'avantage que chacun avait à garder pour lui les informations qu'il détenait à des fins crapuleuses ont entravé la constitution d'un document central. L'acquisition de cinq micro-ordinateurs améliore la capacité d'enregistrement du DAPCB. Un premier comptage sommaire donnait 7 000 propriétés dont

---

212 : A l'heure actuelle l'affaire courre toujours. En effet, à l'arrivée de Museveni au pouvoir, un recours en justice a été lancé contre la société Plaza Theatres. Afin d'éviter l'expulsion, celle-ci a sous-loué le cinéma à une autre société qui devant les poursuites de la justice a décidé de changer de nom retardant encore l'application de l'ordre d'expulsion dressé par la justice. En juin 1991, cet ordre, malgré le soutien du préfet de Kampala, n'avait pas été appliqué car l'intervention d'un ministre avait arrêté les huissiers. *New Vision*, 17 juillet 1991.

213 : US-AID : United States Agency for International Development.

la répartition était la suivante : 444 plantations ou établissements agro-industriels, 500 établissements industriels, 5 000 propriétés à vocation mixte commerciale et résidentielle et 1 000 résidences. Mais nous savons qu'une liste non exhaustive des biens gérés par le DAPCB a été constituée entre 1988 et 1993. Il ne nous a malheureusement pas été possible de la consulter.

Ces mesures permettent une première amélioration de la collecte des loyers. Celle-ci accroît les ressources de l'Etat, mais surtout, à notre avis, rétablit le lien symbolique liant les propriétés au DAPCB. Néanmoins, en juin 1993, il n'existe toujours pas de liste exhaustive de toutes les propriétés dépendantes du *Custodian Board* [214]. Géographiquement, la répartition des propriétés administrées par le DAPCB, telle qu'on peut l'estimer à partir de la répartition géographique du montant des loyers collectés, montre la nette domination de Kampala. En effet, en 1990, le DAPCB récolte les 2/3 de ses loyers à Kampala. La question de la rétrocession constitue donc essentiellement un problème kampalais. Mis à part, la restitution des plantations de thé et de canne à sucre, ainsi que quelques grands domaines comme celui de Sango Bay près de Masaka, le retour des Indiens affecte surtout le centre de Kampala.

Au total en octobre 1992, ce sont 2 593 demandes de reprise de possession qui ont été déposées, et qui sont examinées.

Tableau

Synthèse statistique du processus de repossession et de compensation à la fin octobre 1992.

	Nombre	Pourcentage du total des candidatures à la repossession
Demandes de reprise de possession reçues par le nouveau bureau et déposées par des citoyens ougandais	917	35,3%
Demandes de citoyens faites dès 1983	877	33,8%
Demandes faites par des non citoyens en 1983	685	26,4%
Nouvelles demandes de repossession effectuées par des non citoyens	114	4,4%
Total	2 593	100%

Source : *Departed Asians' Property Custodian Board, Summary of the repossession Activity*, October 1992, 4 p.

Après 1986, l'amélioration de l'image du pays dans les représentations occidentales et plus particulièrement celles des expulsés de 1972 et les accords signés entre le président Museveni et l'Aga Khan suscitent un nouvel afflux de demandes de la part surtout de citoyens Ces demandes tardives représentent plus de 40% du volume des demandes déposées.

D'après une dépêche A.F.P. datée du 1er novembre 1993 c'est-à-dire du lendemain de la date limite de dépôt des dossiers : "les membres de la communauté indo-pakistanaise [...] dont les biens avaient été saisis, se sont précipités pour les réclamer avant la date limite [...] a-t-on appris de source officielle à Kampala. Les demandes de restitution des biens [...] ont afflué auprès du bureau chargé de leur gestion (DAPCB). «Nous avons reçu beaucoup plus de demandes au cours de la semaine passée qu'auparavant» a dit un responsable de cet

214 : *Custodian Board* : appelation kampalaise commune pour le DAPCB.

organisme [...] D'autres sources [...] estiment que seuls les biens «presque inutiles», fermes laissées à l'abandon ou terrain envahis par la végétation, resteront en souffrance" [215].

L'attentisme de la communauté indienne expulsée s'explique aisément, mais ce mouvement tardif constitue un succès pour le gouvernement NRM dans la mesure où il exprime la confiance retrouvée de la communauté internationale.

Toutes les demandes de reprise de possession ou de compensation n'en sont pas au même stade.

Parmi les demandes en cours d'examen, 25% le sont pour la première fois, 10% pour la seconde après ajout des documents manquants et 65% sont le fait de nouvelles demandes effectuées par des non citoyens.

La majorité des demandes incomplètes ont été déposées en 1983 et la citoyenneté des candidats n'influe pas sur la répartition de ces dossiers incomplets. 56% de ces demandes incomplètes sont le fait de citoyens et 44% d'étrangers.

Parmi les demandes refusées, plus de 60% l'ont été parce que les propriétés en question n'étaient pas disponibles, et 40% parce que la demande n'était pas justifiée.

Tableau

Les demandes de repossession au 12 novembre 1992 [216].

	Nombre	Pourcentage
Demandes en cours d'examen	172	6,6%
Demandes en suspens ou incomplètes	480	18,5%
Demandes rejetées	290	11,2%
Demandes de compensation acceptées		0,1%
Demandes de reprise de possession acceptées	1 652	63,8%
Total	2 596	100%

Parmi les demandes approuvées, 70% l'ont été à l'initiative du nouveau bureau, et 30% correspondent à des demandes effectuées dès 1983 par des non citoyens. Sur ces demandes approuvées, 118 soit 7,1% sont en attente de signature ministérielle.

Quelles sont les conséquences urbaines et sociales de ce retour?

L'essentiel des reprises de possession ont lieu à Kampala. Sur l'ensemble des articles de journaux traitant des reprises de possession dont les remous ont atteint la presse, seuls deux ne concernent pas des propriétés situées à Kampala. L'un s'intéresse aux effets de la reprise de possession des plantations de thé de la région de Fort Portal, l'autre aux réactions des commerçants africains d'Iganga face à la menace d'installation des Indiens dans cette ville [217].

Parmi les premiers bâtiments à avoir été rétrocédés, les temples et les mosquées impriment une marque hautement symbolique au processus. De même un des premiers actes collectifs

---

215 : AFP, Bulletin Infos, n° 651, Nairobi, 2 novembre 1993.

216 Source : *Departed Asians' Property Custodian Board, Summary of the repossession Activity*, October 1992, 4 p.

217 : La reprise de possession incite les commerçants du centre d'Iganga à demander l'instauration de mesures d'exclusion fondées sur l'appartenance ethnique que n'aurait pas désavouer les fonctionnaires coloniaux attachés à la défense du petit commerce africain. En effet, les représentants des résidents de cette petite ville demandent que les Indiens soient spécialisés dans le commerce de gros et de demi-gros et que des mesures réglementant les quantités minimales que les Indiens seraient autorisés à vendre les empêchent d'envahir le petit commerce de détail.

de la communauté indienne revenue est la création d'une association à base ethnique en vue la reprise de l'entretien des cimetières indiens. La repossession, acte fondamentalement individuel, est relayée par des décisions collectives, dont la finalité est la recomposition d'une communauté autour de son passé, et de sa particularité religieuse. L'acuité de la question religieuse en Ouganda et particulièrement le problème de la place et du rôle politique et social des musulmans a rendu la rétrocession des biens religieux singulièrement épineuse. La bonne volonté des Ismaéliens s'est révélée à cette occasion. Loin de l'esprit de pure revanche, ils ont su concéder, à la communauté musulmane ougandaise, la jouissance de certaines mosquées. De plus deux des plus gros investisseurs ismaéliens - Mukwano et la compagnie *Fourways* -, reprenant une tradition d'évergétisme commercialo-confessionnelle propre à cette communauté, ont construit une mosquée et des bureaux pour le *Uganda Muslim Supreme Council* (UMSC) [218], atténuant ainsi les frustrations et l'irritation sociales engendrées par la rétrocession.

En effet, en 1988-1989, la plupart des observateurs avertis pensaient que le processus de rétrocession se passerait mal, et donnerait lieu à des actes de violence contre les Indiens qui reviendraient. De fait quelques incidents ont émaillé les débuts du processus. Mais la plupart ont été mineurs. Les plus importants ont été les incendies d'origine criminelle, qu'ont déclenchés les anciens occupants dans les locaux sur le point d'être repris par leurs anciens propriétaires. Le désir de vengeance mais aussi peut-être l'espoir de toucher une prime d'assurance ont motivé ces pyromanes. Un mouvement de contestation et de mécontentement chez les occupants des locaux commerciaux du centre ville s'est également dessiné aux alentours de 1991. En février 1991, un ami nous déclarait avec effroi "*They are back*" et de fait la communauté indienne de Kampala débutait alors son fort accroissement. C'est à cette époque que, traversant la petite ville d'Iganga à l'est du Nil, nous étions surpris d'y voir des boutiques de tissus tenues par de jeunes commerçants d'origine indienne. La presse s'est faite l'écho de la peur des commerçants du centre de Kampala devant le retour des Indiens. Le 23 novembre 1988, *New Vision* titrait "*City evictions alarm traders*". L'article donne force détails sur ces expulsions. Le journaliste donne la parole au ministre adjoint aux finances Monsieur Kafumbe Mukasa qui affirme "*this is a situation which should not be allowed to continue*". Il poursuit citant l'exemple d'un Ougandais d'origine indienne - Norman Gordino - qui, ayant repris possession de quatre propriétés, en a expulsé tous les occupants. "*This expulsion totals of 92 business enterprises and taking an average of ten people i' one enterprise alone, nearly 1 000 Ugandans are likely to be destabilised*".

Un peu plus tard et à la faveur de ce mécontentement populaire, un mouvement clandestin s'est constitué, et a répandu un manifeste singulièrement xénophobe visant les candidats au retour. Mais, depuis, de façon surprenante, il ne semble pas que les Africains aient eu la moindre velléité de violence vis-à-vis des Indiens. Une question s'impose : pourquoi cette apathie?

Globalement les Ougandais ne restent pas sans avis sur la question. Certains dans le courrier des lecteurs de *New Vision* se demandent avec angoisse et amertume "*Who will own Kampala?*" [219] et affirment péremptoirement que "les étrangers dominent l'économie" [220]. Cette lettre reprend l'ensemble des poncifs constituant le portrait de la communauté indienne telle que vue par les Africains. En particulier, elle développe l'idée que les Indiens pratiquent l'exportation massive des capitaux [221]. Surtout, les Ougandais regrettent le retour des Indiens comme la preuve d'un échec, celui de leur autonomie.

---

218 : *New Vision*, 23 juin 1991.

219 : *New Vision*, 1 mars 1991.

220 : *New Vision*, 9 mai 1991.

221 : Il n'est pas certain que cette stratégie extravertie dénoncée soit celle adoptée par les Indiens. Un industriel européen nous faisait remarquer en novembre 1992, que l'arrêt de la dévalution et de l'inflation combiné avec des taux d'intérêt proches de 40% rendait le placement bancaire en Ouganda raisonnablement attractif.

Mais ils l'acceptent comme inévitable et finalement profitable à l'activité économique dans son ensemble. Une dissociation semble s'être opérée quelque part dans les années quatre-vingt entre la conscience de l'intérêt strictement personnel, et la conscience de l'intérêt national dont peut dériver l'intérêt personnel. Aussi aujourd'hui les Africains attendent des Indiens qu'ils participent activement au redémarrage de l'économie nationale, dont ils pensent qu'au bout du compte, tout le monde tirera bénéfice. D'autre part, il semble que finalement le projet du NRM de redorer le blason ougandais soit assumé par les citoyens eux-mêmes. Peut-être est-ce une justification *a posteriori* devant la puissance d'une décision imposée de l'extérieur par un partenaire - la Banque mondiale - dont le pays ne peut se passer et tire bénéfice, mais les Ougandais paraissent regretter l'expulsion des Indiens comme un vol. *"This was immoral and punishable. You cannot just steal things to people like that and live with it".*

Un autre interlocuteur prenait à son compte la honte d'un crime et d'une violation des droits de l'homme. Un autre ajoutait en se demandant *"What have we done out of it? Nothing. The buildings are roting, the plants are empty, things have been dilapidated. We had twenty years to do things out of it and nothing has been done. So it is a good thing that the government handles these properties back to their former owners."*

Ainsi, pour la majorité de nos interlocuteurs, la rétrocession est morale, et contribue à restaurer la notion de droit de la propriété, et par là même la dignité nationale. Régler la question indienne efface l'une des inscriptions spatiales les moins reluisantes des années Amin. Une lettre tirée du courrier des lecteurs de *New Vision* est à cet égard singulièrement révélatrice puisqu'elle affirme :

> *"The excellent reputation which Uganda enjoyed in the past has got revived in order that true confidence returns and the scar and shadow of Amin be totally wiped off by acts of re urning the properties and assests belonging to the rightful owner".*

Enfin l'inexistence d'une conscience de groupe des bénéficiaires du système DAPCB explique l'absence de réactions face à la reprise de possession. A l'intérieur de cet ensemble social, les intérêts divergent tellement que les rares efforts tentés pour unifier, canaliser et utiliser le mécontentement latent ont échoué.

En effet **qui souffre du retour des Indiens**?

Les groupes, qui perdent au retour des Indiens, sont bien évidemment ceux qui avaient profité de leur expulsion, et de l'[illegible]ation de leurs biens. Ces groupes sont les musulmans, l'armée ougandaise, les puissants et les sous-locataires.

Les musulmans ougandais perdent les privilèges acquis durant le régime Amin, qu'apparemment ils avaient su partiellement conserver sous Obote. Une controverse entre le Conseil Suprême des Musulmans Ougandais (UMSC) et le DAPCB éclate dès le 20 décembre 1988, pour savoir si les propriétés administrées par le UMSC relèvent ou non du DAPCB, auquel cas il faudrait qu'un loyer soit payé à ce dernier. Le DAPCB gagne la partie en s'appuyant sur la loi de 1982, qui stipule que toutes les propriétés des expulsés relèvent du DAPCB. Cette controverse apparaît directement liée à la visite qu'avait faite quelques mois auparavant l'Aga Khan, et qui avait abouti à la signature d'un accord direct entre les Ismaéliens et le gouvernement. Cet accord portait sur la rétrocession des propriétés de la communauté par le DAPCB. Celui-ci se devait donc auparavant de rétablir son autorité sur ces biens, qu'Amin avait en partie alloués gratuitement à l'UMSC. Arbitrée finalement par la Présidence en mars 1989, la dispute, illustrant les héritages de la gestion du régime Amin, se résout en laissant aux musulmans ougandais les bâtiments à vocation purement religieuse, et en déléguant provisoirement la gestion des autres au DAPCB.

Mais les musulmans souffrent aussi individuellement. En effet, d'illustres musulmans figurent parmi les allocataires. Ainsi, le *New Vision* du 17 juillet 1990 révèle que "le troisième premier ministre adjoint, Abubakar Mayanja, s'est vu octroyer le droit de jouir d'une ferme laitière qui appartenait" à un Ismaélien.

L'armée ougandaise constitue l'autre grand perdant du processus de rétrocession. En effet, Amin, soucieux d'affermir sa popularité dans l'armée, avait donné de nombreuses

propriétés à ses officiers. Ceci est particulièrement vrai des immeubles et de maisons situés sur la colline de Old Kampala. Cette politique a été reprise par les régimes successifs. Le rôle politique central de l'armée détermina les gouvernements à perpétuer la pratique aminienne, et à accorder aux militaires des avantages immobiliers importants.

Les propres ministres et hauts fonctionnaires du gouvernement n'apprécient pas non plus le processus actuel. En effet, l'allocation de résidence de fonction souvent prise au sein du stock du DAPCB leur permettait certaines libéralités. Ainsi, le ministre des Finances de 1989, le Docteur Crispus Kiyonga, avait-il réussi à se faire allouer la coquette somme de 75 millions de shillings par le DAPCB, pour entreprendre des travaux de clôture de sa nouvelle résidence de fonction à Kololo. Face au scandale public occasionné par cette affaire, il a renoncé et à la clôture, et à la résidence. Le doyen de la politique ougandaise, le Docteur Kisekka a dû céder devant l'intervention présidentielle un ensemble d'immeubles de la rue Sekanyoya, où il logeait le personnel médical de son hôpital privé [221]. En juin 1993, d'après une source informée interne au DAPCB, parmi les membres du cabinet, 8 ministres ont des propriétés en leur nom personnel. Mais, tous ont des prête-noms, qui leur permettent de bénéficier des avantages du système. La tactique politique mise sur pied par le NRM du "*broad based government*" qui consiste à associer toutes les composantes qui le désirent à la gestion du pays, c'est-à-dire également aux bienfaits de "la politique du ventre" induit un élargissement du groupe des bénéficiaires politiques. Jamais ce groupe n'a, depuis l'expulsion des Indiens, été aussi large. Cet élargissement exprime l'implication de l'ensemble de la classe politique ougandaise dans les affaires du DAPCB. Le DAPCB constitue un des creusets de cette «assimilation réciproque» des élites dont parle Jean-François Bayart.

L'association des autorités urbaines ougandaises (*Urban Authority Association of Uganda*) qui rassemble les élus aux conseils municipaux s'oppose fermement à la politique de privatisation menée depuis 1988 [222]. Au lieu de la privatisation, elle suggère l'attribution des propriétés gérées par le DAPCB aux autorités locales, au moment de l'expiration des baux fonciers. La limpidité du message n'a d'égale que son cynisme, puisqu'il s'agit d'une prise de position destinée à défendre les intérêts des fonctionnaires des collectivités territoriales. Ceux-ci ne manquent pas de voir dans l'éventuel transfert de ces terrains à leurs administrations, une occasion d'enrichissement et une possibilité de patronage politique efficace.

Mais, d'après tous les observateurs, les vraies victimes de la reprise de possession sont les occupants qu'ils soient allocataires ou sous-locataires. En effet, la privatisation induit deux processus : pour les logements ou les commerces que les Indiens ne veulent pas eux-mêmes réoccuper, une considérable augmentation des loyers qui s'alignent sur ceux du marché libre; pour ceux qu'ils souhaitent réparer pour les réoccuper et les réutiliser ou bien les relouer ultérieurement une véritable expulsion, forme dérivée du "déguerpissement". Ainsi, en mai 1991, les loyers d'un bâtiment repossédé seraient passés de 230 000 à 800 000 shillings pour une boutique, et de 132 120 à 366 360 shillings pour un bureau [223]. La plupart des locataires ont dû libérer la place et chercher de nouveaux locaux pour mener leurs affaires. Aussi, ce retour impose au marché des locaux commerciaux une pression à la hausse qui détermine un mouvement de décentralisation de certaines activités commerciales menées par les Africains. Nous avons rencontré plusieurs personnes "expulsées" du centre-ville par le retour des anciens propriétaires. Elles avaient relocalisé le siège de leur activité commerciale, hors du centre ville, dans les quartiers de Kabalagala ou de Wandegeya. Le retour des Indiens provoque donc un processus de déconcentration spatial des activités économiques. Cependant, la question de la viabilité de ces entreprises déconcentrées se pose du fait de la perte de l'avantage de la centralité. Le traumatisme de la rétrocession risque

---

221 : *Africa Analysis*, n° 169, mai 1993, p. 5.

222 : *New Vision*, 18 octobre 1990.

223 : *New Vision*, 16 mai 1991.

d'opérer parmi les entrepreneurs africains une sélection, fondée sur l'aptitude à gérer la relocalisation, et ses conséquences micro-économiques. Dans les faits une dissociation géographique des activités économiques commence à avoir lieu. Les commerces non spécialisés qui, à la faveur du déclin des années Amin et Obote II avaient réussi à se maintenir et même à prospérer au centre, sont déconcentrés vers les quartiers péricentraux les plus actifs (Bwaise, Natete, Ndeeba, Luzira, Nakawa, Kawempe, Kibuye et Najjanankumbi) par leurs propriétaires.

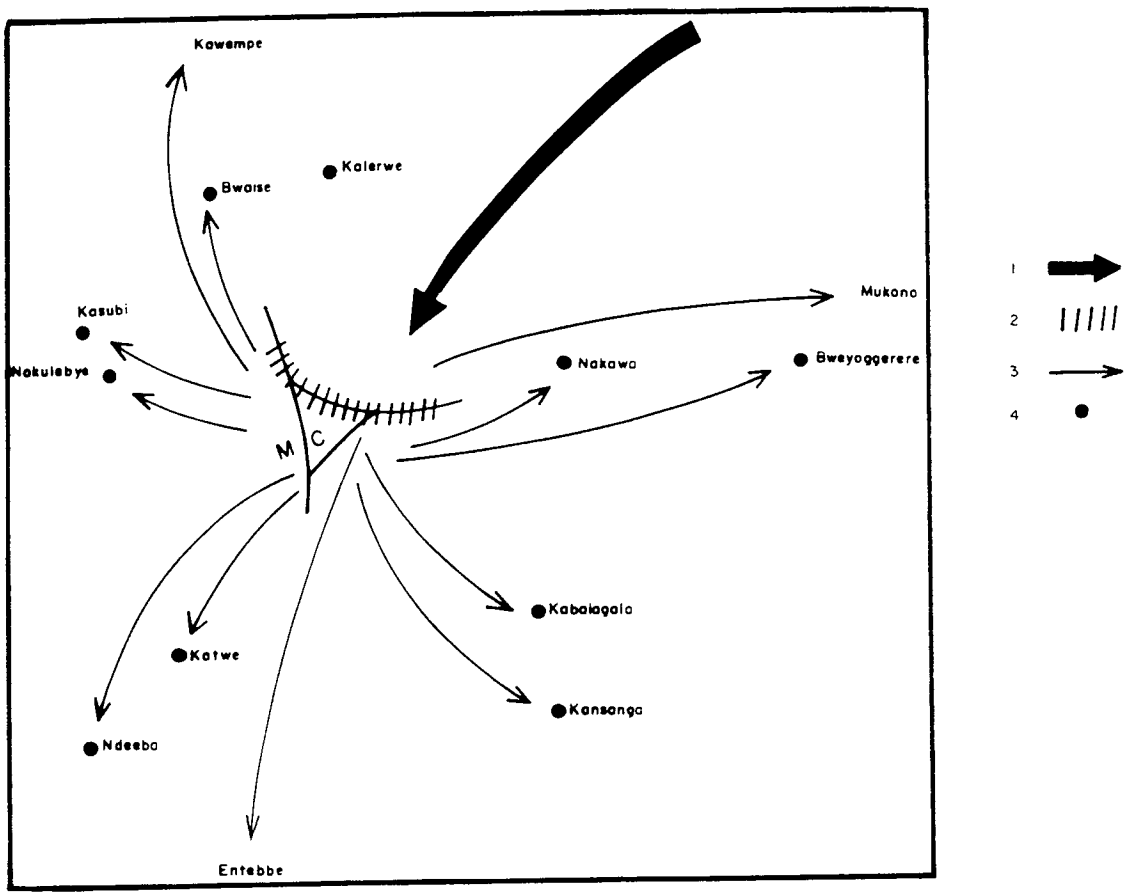


Figure
Les conséquences spatiales du retour des Indiens à Kampala : la constitution d'une couronne d'activités intermédiaire et péri-centrale

1 : Retour des Indiens ; 2 : Espace où s'opère principalement le processus de repossession ; 3 : Relocalisations des activités africaines ; 4 : Petits centres qui profitent de la relocalisation ; 5 : Marché d'Owino ; 6 : *Car Park*

La vocation de centres de distribution populaire de ces quartiers s'affirme, et le développement en position péricentrale de noyaux d'activité cohérents s'en trouve renforcé. Une zone de transition fragmentée mais réelle est donc en cours de constitution à Kampala. Au contraire, les services aux entreprises et les commerces spécialisés, en particulier celui des biens de luxe (réfrigérateurs, cuisinières, voitures...), se maintiennent au centre ville. C'est pourquoi dans la course à la centralité lancée par le processus de rétrocession, les affaires avantagées sont celles qui peuvent subsister sans afflux permanent et important de clientèle, c'est à dire les affaires d'import-export, et de fourniture en gros ou demi-gros aux petits commerçants. Ces derniers en revanche perdent l'avantage de la concentration.

En fait, s'il est à l'heure actuelle un peu tôt pour tirer les conclusions définitives concernant les conséquences spatiales du retour des Indiens, il est permis d'affirmer qu'un processus de complexification spatiale a actuellement lieu à Kampala. A une organisation centre/périphérie relativement simple, caractérisée par un centre unique et fonctionnellement hétérogène exerçant par là une attraction non hiérarchisée sur l'ensemble des populations urbaines, tend à se substituer une organisation plus complexe, pluri-nodulaire et hiérarchisée en fonction des niveaux de service auxquels les populations urbaines ont besoin de faire appel. En définitive, le processus en cours transformera, à notre avis, le centre en véritable *Centre Business District* par épuration des activités et des populations les plus ordinaires. Il convient cependant de nuancer ces propos en rappelant que le processus n'est qu'à peine amorcé, et que les pentes de Nakasero continuent d'attirer à elles des Kampalais de toute catégorie.

La restitution décidée par le haut constitue donc un changement politique majeur dont la finalité est de modifier le tissu social central. La privatisation réinstalle une minorité d'Indiens au centre. Leur réinsertion induit un accroissement de la compétition pour l'espace central, qui opère une sélection fonctionnelle au profit des activités les plus rémunératrices, et corrélativement une sélection sociale parmi les occupants, aux dépens des locataires les moins aisés et au profit "de riches locataires" [224]. Ceux-ci comptent une forte minorité d'Indiens, mais aussi des Africains qui ont les moyens, et savent tirer partie des évolutions en cours et des opportunités de profit qu'elles ouvrent. Une distinction nette s'opère donc à l'intérieur de l'opinion publique et partant du tissu social, entre ceux qui espèrent tirer profit du processus de libéralisation, et ceux qui le redoutent ou en pâtissent.

Ces derniers tentent de s'opposer au processus de rétrocession.

Cette opposition prend deux formes : opposition politique externe au DAPCB, opposition technique et juridique principalement interne au comité.

Des arguments techniques ont été régulièrement évoqués, destinés pour la plupart à rendre la reprise de possession plus difficile et plus longue. En particulier, un des arguments favoris des opposants était qu'il fallait clarifier la situation financière du DAPCB, et notamment rendre publics les comptes de l'institution depuis 1973. Il y a quelque ironie à voir les principaux bénéficiaires de ce système, fondamentalement corrompu et crapuleux, se réfugier derrière l'exigence de clarté et de probité comptables, dont tout le monde sait qu'elles sont impossibles à atteindre, pour tenter de retarder la restitution des biens à leurs anciens propriétaires. En fait l'ensemble des arguments technico-juridiques avancés l'ont été par les profiteurs du système pour ralentir le processus, et ainsi continuer à en tirer profit le plus longtemps possible.

Il semble que les résistances technico-juridiques les plus fortes à la repossession aient vu le jour à l'intérieur même de l'institution chargée de la gestion des biens étatisés. De façon tout à fait compréhensible, les fonctionnaires en poste au DAPCB profitaient énormément de leur position pour s'allouer eux-mêmes des boutiques, ou bien pour toucher des pots de vin confortables en favorisant l'allocation d'un bien à des gens aisés. Le journal *The Star* du 24 juillet 1989 affirme à propos d'une dispute entourant l'allocation d'un restaurant du centre ville qu'une des protagonistes "*started corrupting some officials in the Custodian Board to transfer the ownership to her after paying them a lot of money*". Cette corruption donne parfois lieu à des épisodes curieux tel celui où une employée, qui s'estimant lésée dans le partage des fruits (5 millions de shillings) de la corruption a dénoncé ses acolytes [225].

L'opposition au démantèlement du *Custodian Board* a également pris les allures idéologiques d'une croisade contre le libéralisme et l'ingérence de la Banque mondiale et de la défense progressiste des locataires et des occupants. En juin 1991, un débat parlementaire spécial arbitré par le président lui-même a donné lieu à une surenchère discursive exploitant

---

224 : *New Vision*, 6 juin 1991.

225 : *New Vision*, 17 juillet 1989.

cette veine. Le *New Vision* du 6 juin 1991 rapporte que "plusieurs parlementaires ont exprimé leur déplaisir à voir les locataires expulsés, et les loyers augmentés afin de les évincer, et de les remplacer par des locataires plus riches." L'appel à la défense des occupants se double de celle du groupe des commerçants locaux, c'est à dire principalement baganda. Le plus souvent les attaques de ces "progressistes" contre la rétrocession recoupent les critiques qu'ils font de la privatisation des entreprises publiques et des réformes macro-économiques liées aux plans d'ajustement structurel.

Les groupes sociaux bénéficiaires du système DAPCB, par leur opposition, rendent le processus de reprise de possession lent et compliqué. Ainsi la saga de la repossession de ses propriétés par Gandesha Himatilal est-elle révélatrice de la lenteur, et du nombre d'obstacles à surmonter pour qu'un expulsé se retrouve dans ses murs. Ainsi également le soulignent les tentatives du député du comté de Budadiri près de Mbale dans l'Est du pays, qui, pendant huit ans, a réussi à se maintenir allocataire d'un ensemble de 16 appartements, que son propriétaire indien, citoyen ougandais, avait pourtant réclamé dès 1983. Après avoir mis en doute l'identité même du prétendant, le député dans un dernier effort a écrit au ministre des finances pour lui demander d'acheter l'immeuble. Ce à quoi le ministre a répondu que la vente était impossible compte tenu du processus en cours.

Qui profite du retour des Indiens?

Le groupe des Indiens eux-mêmes en premier lieu.

Quoique aucune statistique, ni même évaluation ne soient disponibles, il est possible de fournir quelques précisions sur les Indiens qui reviennent à Kampala. En effet, leur retour partiel n'est pas niable. Cependant, une distinction est à établir clairement entre les reprises de possession d'une part, et le retour des Indiens à Kampala, d'autre part. En effet, tous les Indiens que l'on peut rencontrer à Kampala aujourd'hui, n'ont pas personnellement repris possession d'un bien. Nombreux sont ceux qui viennent dans le sillage des expulsés. Assez tôt, un mouvement de migration d'un petit personnel qualifié, ou d'hommes d'affaires qui souhaitaient saisir des créneaux jugés porteurs, mais qui étaient sans lien avec les expulsés de 1972, a eu lieu à partir du Kenya. La crise économique qui frappe Nairobi [228] pousse certains Indiens kenyans à sauter le pas, et à aller prospecter en Ouganda les possibles opportunités économiques. Ainsi, quelle ne fut pas la surprise d'un commerçant français qui souhaitait réaménager ses bureaux avec des partitions internes, de voir arriver dans son bureau à la tête d'une équipe d'Africains un Indien dont le travail constituait à superviser le travail des ouvriers. En discutant avec lui, il s'aperçut que le contremaître venait du Kenya où il exerçait la même profession. A Nairobi, nous avons rencontré plusieurs ingénieurs ou cadres qui souhaitaient partir en Ouganda pour évaluer les potentialités de développement d'une entreprise, qui de bâtiment, qui d'exportation de maïs, qui de comptabilité. Le nouveau climat politique et économique de l'Ouganda contemporain favorise non pas seulement le retour, mais l'implantation de nouveaux Indiens. Parallèlement au retour des Indiens propriétaires et à cette migration d'origine kenyane, se met en place une immigration nouvelle originaire d'Inde. Par exemple, le groupe Allam qui se lance, entre autres activités, dans le commerce de maïs, emploie des Indiens recrutés dans la région de Bombay. Ils travaillent comme employés spécialisés dans la maîtrise, l'encadrement ou certains emplois techniques. C'est pourquoi des groupes de 15, voire 20 hommes, relativement jeunes, débarquent de l'avion à Entebbe.

D'après un informateur du DAPCB, seulement 500 à 700 des Indiens qui seraient rentrés en possession de leurs propriétés, seraient actuellement établis à Kampala.

Les autres Indiens ayant repris possession de leurs biens seraient demeurés dans les pays d'accueil, où ils ont réussi leur insertion. Certains de ceux-ci ont vendus leurs biens une fois les formalités de rétrocession achevées. Un processus de concentration immobilière et économique a donc actuellement lieu au bénéfice des plus gros intérêts qui reviennent.

---

228 : A titre d'indice de la dégradation relative de la situation économique kenyane, le taux de change entre le shilling ougandais et le shilling kenyan a varié de 33 pour 1 début 1991 à 18 pour 1 à la mi-1993.

D'autres ont donné leurs propriétés à gérer à des cabinets immobiliers ou à des mandataires installés à Kampala. Ainsi, une Ismaélienne ougandaise émigrée au Canada a monté un cabinet, qui gère 400 propriétés appartenant à des Ismaéliens établis au Canada. De même, la réhabilitation de l'hôtel Equatoria a été prise en charge par un gros industriel déjà installé en Ouganda depuis longtemps - Amiral Karmal aussi connu sous le nom de Mukwano, qui, dès 1988, mettait sur pied une usine de fabrication de savon à Kampala - pour le compte d'un de ses coreligionnaires ismaéliens, Shiraz Lalji [227], rentré en possession de son bien.

Les Indiens qui seraient physiquement rentrés en Ouganda pour reprendre possession de biens relèvent de deux catégories : ceux qui y possèdent les plus gros intérêts, et ceux qui représentent des petits intérêts mais dont la famille n'a pas suffisamment réussi son intégration en Europe ou en Amérique, et qui délègue sur l'équateur ses jeunes, afin qu'ils tentent de récupérer les biens abandonnés pour les vendre, ou essayer de les faire fructifier. Les familles Madvhani ou Mehta, ou encore les détenteurs des entreprises du groupe Alam, illustrent le cas des premiers, capitalistes et entrepreneurs aux intérêts considérables en Ouganda. Le retour de ces puissances économiques d'envergure constitue une bénédiction pour le pays dans la mesure où, outre les connections socio-politiques dont ils disposent dans les instances internationales pour attirer des capitaux considérables dans la réhabilitation de certaines de leurs entreprises [228], ils investissent eux-mêmes sur place. A lui seul, le groupe Madvhani a remis sur pied, entre autre, la plantation de canne à sucre de Kakira, a repris l'usine *Mulbox* et les brasseries du Nil (*Nile breweries*), et a redémarré la production de l'*East African Steel Corporation*. La reprise de possession de l'hôtel Equatoria à Kampala par son ancien propriétaire a conduit à sa réhabilitation au stade d'hôtel quatre étoiles. A côté de ces dividendes directs de la reprise de possession, le retour des Indiens s'accompagne de créations d'entreprise. Ainsi, en juin 1993, les journaux ont annoncé l'ouverture d'une usine de traitement et de congélation du poisson péché dans le lac Victoria, et d'une usine de mise en conserve de tomates. Le 29 octobre 1993, *New Vision* annonçait l'ouverture d'une galerie commerciale de 41 boutiques - le Mall - à Kampala. Cette galerie commerciale, assortie d'un parking gardé, ouverte le soir et organisant des semaines promotionnelles, a été réalisée par le groupe Pioneer détenu par des capitaux indiens en provenance du Kenya. La référence à la capitale kenyane où un urbanisme de centre commercial connaît une grande vogue depuis le début des années quatre-vingt, date de l'ouverture du Sarit centre, n'est d'ailleurs pas absente de l'appellation du centre commercial kampalais [229]. Un des plus récents centres commerciaux nairobiens du quartier de Westlands porte le même nom. Modestes et dispersées, ces réalisations n'en annoncent pas moins l'élargissement de la base économique de l'Ouganda, et surtout renversent la tendance au désinvestissement débutée en 1969. Il est remarquable que les investissements industriels semblent en priorité destinés à l'exportation. L'insertion de l'Ouganda dans le commerce mondial conformément aux voeux de la Banque mondiale s'en trouve renforcée. Ceci constitue pour la Banque un succès macro-économique à porter au crédit du pays, et de son président dont le pouvoir de négociation auprès des instances nationales se trouve renforcé. Le problème est de savoir dans quelle mesure tous les

---

227 : Cette personne illustre le cas de ces Ismaéliens émigrés au Canada (ce pays ayant, au moment de l'expulsion, expressément donné l'ordre à ses fonctionnaires à Kampala chargés de l'enregistrement des expulsés de sélectionner les Ismaéliens) qui y ont réussi et s'y sont installés puisque monsieur Lalji y possède une chaine d'hôtels.

228 : On parle d'un prêt de 20 millions de dollars à la famille Mehta pour la réhabilitation de la plantation de canne à sucre de Lugazi. Ce prêt fondé sur une étude qui tablait sur un équipement moderne aurait, entre autre, servi à importer d'Inde de vieilles machines sur-facturées!

229 : La localisation du centre commercial kampalais ne répond pas aux mêmes lois que celle des centres commerciaux de Nairobi. Ces derniers sont situés en situation péri-centrale et aux milieux des quartiers résidentiels, alors que le centre ville kampalais garde l'exclusivité de la distribution de luxe. La distinction entre les sociétés urbaines - l'existence d'une vaste classe moyenne constituant l'originalité de Nairobi - et le type de structuration spatiale - la ségrégation nairobienne étant beaucoup plus forte que la ségrégation kampalaise - sont sans doute en partie à l'origine de cette différence.

exilés qui reviennent sont prêts à investir, et le font effectivement. Il n'est actuellement pas possible de répondre à cette interrogation. Notons cependant qu'une tendance est amorcée, reste à savoir si elle se confirmera. Nous pensons qu'elle le fera si la stabilité politique se maintient.

Les Indiens reviennent donc en Ouganda. Mais combien sont-ils? Il est certain que le chiffre de 70 000 ne sera jamais retrouvé. Kampala road ne sera plus jamais *Little Bombay*. En juin 1993, le nombre d'Indiens en Ouganda, c'est-à-dire principalement à Kampala, est extrêmement difficile à évaluer. En 1991, un mariage indien fêté au Sheraton de Kampala réunissait 2 000 convives. Mais tous ne résidaient pas à Kampala, car nous avons vu quelques voitures immatriculées au Kenya. Quoique non significative, cette valeur permet de donner une idée, non pas de l'ordre de grandeur, mais de l'échelle du phénomène. Celle-ci reste faible. Le nombre d'Indo-Pakistanais que l'on croise dans les rues de Kampala n'est pas très élevé. Cependant, d'après nos observations, il est possible que la population indienne ait plus que doublé entre 1991 et 1993.

S'il est difficile, voire impossible d'assurer le volume démographique de cette population, la forte masculinité et la jeunesse caractérisent certainement cette population. En effet, parmi les Indiens que le Kampalais rencontre, figure une majorité de jeunes hommes. En février 1991, dans le petit matin d'un passage de frontière grisâtre et frais, nous avons rencontré cinq Indiens au costume de ville sombre, fripé par une nuit dans le bus depuis Nairobi. Visiblement menés par un homme d'âge mûr, quatre jeunes hommes entraient, non sans un certain courage à notre sens, dans un pays dont le plus ancien avait été expulsé 20 ans plus tôt. Tous quatre frères ou cousins suivaient le père ou l'oncle, qui avait posé une demande de reprise de possession en 1982. La demande, jugée in omplète, n'avait jamais été suivie d'effet. Mais d'après le meneur, le temps était venu où il ta t possible de tenter sa chance avec une certaine probabilité de parvenir à ses fins, sans trop de risques. Les jeunes suivaient et allaient constituer une main d'oeuvre sûre et peu coûteuse. Pour ces jeunes, il s'agissait d'évidence d'aider le père ou l'oncle, dans une entreprise jugée à la fois morale et probablement rentable. Tous tombaient d'accord pour soutenir que les jeunes étaient plus utiles, apprendraient plus et retireraient plus de profit en Ouganda qu'ailleurs.

Soutenus par les accords directement passés entre l'Aga Khan et le président Museveni en 1987 et 1988, et incités par le fait qu'ils avaient massivement opté, sur les instructions de leur guide, pour la nationalité ougandaise dès l'indépendance, les Ismaéliens reviennent en force. Les rencontres que nous avons faites ne nous permettent pas de statuer sur l'appartenance religieuse des autres Indiens. Seule évidence, quelques Sikhs se rencontrent, mais ne semblent pas dominer. Il est certain que d'ici quelques années, une fois la population indienne relativement stabilisée, il faudra mener une étude pour en connaître précisément le profil.

Un second groupe tire directement bénéfice du retour des Indiens, et soutient le processus de rétrocession : les avocats ougandais. Dans l'ensemble, ils profitent largement du processus de privatisation, dont l'insertion dans un projet de société moderniste correspond à leur idéologie largement libérale. "Les Indiens travaillent la main dans la main avec des avocats ougandais, et utilisent les bons offices de la haute Cour pour activer les expulsions" [230].

Les Indiens et les avocats forment les deux groupes les plus favorisés par le processus de rétrocession. Cependant, dans la mesure où ce processus conditionne le maintien d'une aide internationale élevée, on peut dire qu'indirectement, tous ceux qui ont intérêt au maintien de cette aide bénéficient du retour. A plus long terme, l'ensemble des Ougandais devraient être les bénéficiaires de ce retour. En effet, la reprise de possession s'accompagne souvent d'une

---

230 : *New Vision*, 23 novembre 1988

réhabilitation des bâtiments. Celle-ci induit des effets multiplicateurs, certes faibles mais tout de même indéniables, qui diffusent leurs effets à l'ensemble de la société urbaine. De plus, les Indiens vont probablement investir. Ces investissements participeront de la croissance, qui rejaillira sur l'ensemble de la population ougandaise. Le retour des Indiens, quoiqu'on puisse en dire par ailleurs, est une des contributions essentielles du gouvernement NRM au mieux-être des Ougandais. Certes, cette amélioration est inégalement partagée, mais elle renverse la tendance à une homogénéisation par le bas, qu'avait ouvert l'expulsion.

L'avenir des propriétés non récupérées.

Lorsque la reprise de possession sera achevée, toutes les propriétés indiennes n'auront pas été rétrocédées. Le processus de privatisation devrait se poursuivre. Trois options s'offrent donc au gouvernement pour régler définitivement le problème.

La première option consiste à attendre l'expiration progressive des baux fonciers [231], à l'échéance desquels les terrains seraient reversés aux propriétaires fonciers (propriétaires *mailo*, KCC ou bien *Uganda Land Commission*) qui seront alors libres de faire ce qu'ils voudront de ces terrains leur appartenant de droit. Le problème est que cette option pérennise le DAPCB pour une période encore relativement longue, égale à la durée d'expiration du dernier bail emphytéotique.

La seconde option consiste à vendre les biens immobiliers aux enchères.

La dernière option consisterait à créer 2 ou 3 sociétés immobilières privées, chargées de gérer ces biens. Ces sociétés par actions constitueraient un des noyaux de la Bourse, que le Président de la République appelle de ses voeux.

D'après des sources bien informées, les deux premières options apparaissent les plus probables. Pour notre part, nous pensons que dans la foulée de la rétrocession, la vente aux enchères serait la solution la plus efficace techniquement et financièrement, et la plus cohérente avec le processus de différenciation sociale amorcé par la rétrocession. La vente aurait de plus l'avantage de générer des recettes budgétaires non négligeables. La condition du succès de cette entreprise est qu'elle soit menée rapidement dans la foulée de la rétrocession. L'honnêteté et la clarté des enchères, quoique souhaitables, ne constituent pas une condition nécessaire de succès. Cependant, une intervention politique du Président, pondérant les appétits inévitables des élites, en faveur des occupants pourrait être une occasion d'élargir sa base sociale et de renforcer sa popularité [232].

---

231 : Les Indiens n'avaient pas le droit de posséder la terre en propriété pleine et entière. Cette mesure d'exclusion était destinée à protéger la petite paysannerie ougandaise. Aussi, la jouissance foncière dont ils disposaient n'était-elle que temporaire et liée à des baux emphytéotiques de 99 ou le plus souvent 49 ans. Aussi, à l'expiration des baux, les terrains devraient revenir aux propriétaires éminents, le KCC ou la ULC.

232 : La vente des biens du DAPCB a en fait débuté le 20 décembre 1989. Bien modestement il est vrai puisque seulement quatre propriétés sont mises en vente et acquises principalement par des entreprises para-publiques. La compensation de 67 Indiens d'origine britannique suit rapidement. A cause de leur grand âge et de la pression diplomatique de la Haute commission britannique 1,2 million de $ US sont envoyés à Londres pour la compensation. Le 12 avril 1989, trente-sept propriétés, principalement des plantations et des entreprises industrielles, sont présentées aux enchères. La finalité est ici évidente: "*the aim is to get them revived quickly*" affirme monsieur Kavuma, alors ministre adjoint aux finances (*Deputy Minister of Finance*) en charge du DAPCB. Les compétiteurs, au nombre de 185, comptaient quelques particuliers, des entreprises et des entreprises para-publiques. Un immeuble de Kampala, Ambassador House sur Kampala road, était l'objet d'un duel entre les locataires unis dans un même effort et le *National Social Security Fund* qui en offrait 250 millions de shillings. Ce duel révèle l'enjeu majeur de la repossession pour les occupants menacés d'être expulsés du centre ville. Politiquement s'affrontent deux discours contradictoires. La teneur démagogique du premier tient autant à la fonction politique et élective de ses partisans - RCV de Kampala par exemple - qu'aux intérêts cachés que ces derniers, notables et donc impliqués dans l'allocation frauduleuse de certains des biens des Indiens dont ils tirent le plus grand bénéfice. La teneur libérale du premier par la personnalité de ses partisans : avocats, Indiens et technocrates.

En conclusion, il importe de souligner l'importance de la volonté politique présidentielle qui, transcendant tous les obstacles idéologiques et technico-juridiques, insuffle au processus une logique et un sens, qui vont au-delà de la simple restitution et atteignent l'essence même de la ville, ainsi que le cœur même de la formation sociale ougandaise. Le désengagement du pouvoir présidentiel du maelström DAPCB lui libère les mains, et lui permet de tenter de régler le problème avec une relative sérénité. L'entreprise engagée souligne et renforce la stature de véritable homme d'Etat du président, qui contre les intérêts immédiats de la majorité de ses élites, ceux de la classe commerçante baganda et ceux des occupants, engage un processus chirurgical, à court terme impopulaire, mais dont il espère tirer des avantages à plus long terme. Présentement, sa légitimité internationale s'en trouve encore renforcée, et l'aide financière multilatérale continue de s'accroître, et de soutenir la reprise nationale.

Il importe également de conserver en mémoire les dynamiques géographiques essentielles que le processus de rétrocession initie. La composition socio-démographique du centre ville est légèrement modifiée, parce qu'à la faveur de la rétrocession une libéralisation s'est effectuée, excluant les occupants les moins solides du centre-ville. L'ensemble des phénomènes liés au processus de rétrocession élargit légèrement les couches moyennes et supérieures de la société ougandaise, et donc opère une différenciation sociale accélérée, qui inverse les tendances contradictoires, au nivellement par le bas et à concentration des richesses aux mains d'une élite prédatrice et instable, des années Amin et Obote II.

Mais, plus qu'un problème urbain, le retour des Indiens doit être envisagé dans la perspective globale du mouvement de privatisation/libéralisation engagé par le gouvernement sous l'égide de la Banque mondiale. La communauté internationale attend du retour des Indiens celui d'une économie de marché débarrassée de ses subventions. D'après certains observateurs attentifs de la reprise économique ougandaise le dérapage du libéralisme économique vers l'anarchie constitue le problème majeur actuel. L'instauration d'un contrôle gouvernemental sur les importations et les exportations et l'augmentation de la ponction fiscale urbaine apparaissent donc essentielles.

En définitive, la réalité sociologique du retour des Indiens accentue la dépendance ougandaise par rapport à des centres de décision économiques externes. La fonction de relais de Kampala s'en trouve accentuée. La résolution de la question indienne constitue donc un des acquis indéniable du gouvernement NRM. Au regard de l'histoire contemporaine de l'Ouganda, l'insertion du pays dans un tissu de dépendance, loin d'être négatif, est un mal moindre par rapport à son isolement, parce qu'elle est le symbole d'une respectabilité retrouvée, et parce que les fruits de la croissance, bien que de façon très inégale, bénéficient à l'ensemble de la population.

Si le règlement de la question indienne est largement déterminé de l'extérieur, celui de la question baganda est ougando-ougandaise.

B/ Les questions baganda et leurs répercussions kampalaises.

La question baganda influence la politique urbaine à deux niveaux : d'une part, à travers le problème de la royauté et de ses propriétés foncières et immobilières urbaines, et d'autre part, à travers le problème foncier, qui détermine les rapports entre les propriétaires fonciers et les locataires coutumiers.

Le problème monarchique.

Quoique Munyankole, Museveni, dans sa conquête du pouvoir, s'est appuyé sur les Baganda. En effet, très tôt, après les élections de décembre 1980, il a noué une alliance politico-militaire avec les conservateurs baganda de Lule [233] organisés au sein des *Uganda Freedom Fighters*. Cette alliance entre Lule et Museveni, "si elle donnait à Lule la présence militaire sur le terrain qui lui manquait, [...] préparait [...] le basculement du Buganda" [234] en faveur de la guérilla. De plus, la guérilla a recruté parmi les paysans des zones de combat : *Luwero triangle* et districts de Mubende, Mpigi et Mukono. Comme Museveni a fait de la conquête militaire de la capitale un impératif, il a dû s'engager auprès de sa base populaire. La création des RC et le rétablissement de la démocratie et de la sécurité au niveau local dans les zones libérées de l'emprise de l'UNLA furent les premiers gages de la sincérité du NRM. Mais au cœur du ralliement des Baganda à la guérilla se trouvent les deux questions du rétablissement de la royauté et du maintien de la spécificité foncière baganda. En fait, ces deux thèmes reprennent très exactement les concessions principales faites par les Britanniques aux régents baganda aux termes de l'*Uganda Agreement* de 1900. Il est clair pour la majorité de nos interlocuteurs que Museveni a dû faire des promesses sur ces questions. Le soutien du prince héritier Ronald Mutebi, exilé à Londres, s'explique en partie par ces engagements. Les premiers temps du régime NRM voient le débat sur la question baganda mis entre parenthèses à cause de l'insurrection dans le nord, mais aussi l'urgence d'une politique de réhabilitation. Mais, à intervalles réguliers, des éléments du débat resurgissent dans la presse. Ce n'est pas le lieu de faire ici l'histoire politique de la question baganda, les implications et les conséquences urbaines du règlement de cette question seules nous intéressent.

La volonté présidentielle de régler ce problème a abouti, le 14 juillet 1993, au vote de l'amendement constitutionnel (*Ebyaffe Bill*) et de la *Traditional Rulers (Restitution of Assets and Properties) Bill* par le Parlement, Le premier annule l'abolition des royautés entérinée par la Constitution de 1967. Au terme de la loi, "les souverains traditionnels pourront remplir des fonctions culturelles et traditionnelles. Mais il leur sera interdit de participer au jeu politique et d'exercer des pouvoirs administratifs, législatifs et judiciaires au niveau central comme au niveau local" [235]. Mais, nous pensons que la restauration de la royauté n'a pas qu'une portée culturelle, et qu'elle débouchera sur un mouvement politique baganda, dont l'amorce se perçoit à travers la restauration d'un organigramme gouvernemental complet appuyé sur un parlement (*lukkiko*) et un premier ministre (*katikiro*) [236], ainsi que sur l'implication des politiciens les plus renommés (Dr Ssemogerere, Abu Mayanja, etc.) dans les préparatifs des cérémonies du couronnement. C'est pourquoi, il convient de replacer le couronnement du *kabaka* le 31 juillet 1993 [237] dans son contexte politique, non plus seulement baganda, mais aussi ougandais. En effet, nous considérons le couronnement de Mutesa II comme un gage, que le pouvoir NRM donne aux Baganda au moment où il

---

233 : Lule avait été président de l'Ouganda juste après la chute d'Amin.

234 : Prunier (G.), "A la recherche de l'insaisissable normalisation (1979-1992)" *in* Calas (B.) & Prunier (G.), *L'Ouganda contemporain*, Karthala, Paris, à paraître en 1994.

235 : *New Vision* du 9 juillet 1993, p. 2.

236 : Ce dernier est Mayanja Nkangi par ailleurs ministre des finances et de la planification économique du gouvernement Museveni.

237 : Voir, *New Vision* du 31 août 1993, *Sunday Vision* du 1 août 1993.

autorise le retour des Indiens. "Comme les Indiens étaient en train de reprendre possession de leurs propriétés, il était normal que les traditionalistes retrouvent les leurs également" [240]. La nécessité de ce gage politique est d'autant plus pressante que le gouvernement s'apprête à formuler une nouvelle Constitution, que d'aucun pressente comme unitaire et non pas fédérale, comme l'aurait souhaitée la majorité des Baganda. Le nombre et la chaleur des remerciements que le Président a reçus de la part des membres les plus éminents de la communauté baganda ne constitue que la première partie des fruits de cette politique. Par exemple, à peine deux semaines après le couronnement du roi, l'évêque anglican de Namirembe - personnalité morale de première importance en Ouganda - "saluait le Président Yoweri Museveni pour sa position claire sur le retour des *ebyaffe*" [241].

L'obstacle juridique à la rétrocession des propriétés royales et claniques est donc levé.

Le premier problème est celui des *ebyaffe*, c'est à dire les biens traditionnels, essentiellement fonciers et immobiliers, attachés à la fonction royale. Ceux-ci sont singulièrement importants en ville. Les biens dont il s'agit sont principalement : le palais ou *lubiri* où est actuellement cantonnée une importante garnison, le Parlement ou *bulange*, les terres *mailo* attachées à la fonction royale et les tombeaux royaux (Kasubi, Masanafu par exemple) situés sur la commune de Kampala. Théoriquement, ces biens reviennent à la couronne. Cependant, des décisions supplémentaires, prises à la suite de discussions entre les comités baganda et gouvernemental ajustent les modalités concrètes du retour des biens à la royauté. Par exemple, le *lubiri* ne sera rendu à la royauté que dans quatre ans [242]. En effet, l'armée n'a pas les moyens de construire une nouvelle caserne pour le moment. Compte tenu du dégraissement actuel des effectifs militaires, on peut supposer que dans quatre ans, une nouvelle caserne ne sera plus nécessaire. Mais le *bulange*, le siège du parlement baganda occupé pendant longtemps par le ministère de la Défense, est remis à la royauté immédiatement au lendemain du couronnement. Ces mesures dérivent d'une gestion symbolique de l'espace urbain. Celui-ci constitue une ressource politique importante. La valeur symbolique des hauts, constante historique kampalaise, est mobilisée par les pouvoirs NRM et baganda pour affirmer leur emprise et leur poids.

Mais le problème essentiel, du point de vue urbain, est la rétrocession des terres *official mailo* à la royauté. La loi de 1993 annule la nationalisation effectuée en 1967. Que va-t-il se passer sur ces terres? Que va-t-il advenir des nombreux locataires coutumiers qui ont acheté leurs droits d'occupation aux premiers occupants, qui avaient été autorisés à s'installer par l'administration royale? Que va-t-il se passer sur les terrains lotis par les services de la municipalité ou du ministère du logement et du développement urbain? Un vide juridique et une précarisation brutale de la tenure des locataires coutumiers sont les conséquences de ce couronnement. En effet, la question se pose de savoir quelle sera la gestion foncière royale. Il est possible que le souverain cherche à procéder avec précaution et tact afin de préserver l'image de sa fonction parmi les Baganda de petite condition. Mais ne faisant rien, il pérennisera un vide d'autorité que les occupants s'empresseront de combler à leur profit en continuant la politique de densification qui est la leur. Au contraire, si le roi décide de montrer son autorité retrouvée à travers l'affirmation claire et juridiquement tatillonne de sa propriété sur les terres royales, il engagera un processus d'exclusion, et d'embourgeoisement [243] aux conséquences sociales et urbaines importantes. Ces terres constituant actuellement son seul royaume tangible, il y a fort à parier que c'est vers elles que se focaliseront l'attention du roi et des parlementaires baganda.

---

240 : *New Vision*, 9 juillet 1993, p. 2. "*Since the Asians were repossessing their properties, it was fitting that the traditionalists regain their as well*"

241 : *Ebyaffe* : les biens de la royauté., *New Vision*, lundi 9 août 1993, p. 1-2.

242 : *New Vision*, mercredi 21 juillet 1992, p. 1.

243 : ou de gentrification.

En restaurant la royauté et en lui retournant ses biens, le gouvernement a fait un pas explicite vers la reconnaissance de la spécificité baganda. Or, celle-ci passe également par une forme de tenure particulière - la tenure *mailo* - qui fait également l'objet d'un débat, intéressant partiellement la ville.

La question foncière baganda.

Le débat sur la tenure foncière porte essentiellement sur la question de savoir s'il faut abolir le *Land Reform Decree* de 1975, ou bien au contraire prendre des mesures afin de l'imposer. Le débat oppose les tenants de la propriété privée pleine et entière, aux tenants d'une étatisation de la propriété éminente et d'une réduction des droits attachés à la terre. Il s'agit de la reprise du débat sur la spécificité foncière baganda. Les propriétaires baganda et les aspirants à la propriété défendent fermement la propriété de droit romain, alors que les autres ethnies, et notamment les ethnies du Nord, ainsi que les gens qui ne peuvent aspirer à la propriété du sol semblent plutôt soutenir l'application ferme du *Land Reform Decree* de 1975. En fait le problème foncier possède une charge politique singulièrement forte. En effet, il est interprété dans la perspective de la construction nationale. La défense de la propriété privée affirme nettement la spécificité baganda, et porte atteinte à l'unité nationale, et donc au pouvoir central. A l'inverse la lutte pour la nationalisation foncière tend à limiter ce particularisme et ses conséquences politiques. Pour régler le problème du *Land Reform Decree*, il fallait que le pouvoir NRM en finisse d'abord avec la rébellion nordiste et avec le problème des biens des Indiens. Il aurait été politiquement dangereux de s'engager immédiatement sur un nouveau front. C'est pourquoi la réforme de la tenure foncière a été mise en attente par le gouvernement. Cependant, pendant cette période d'attente, le pouvoir n'a pas manqué de faire parvenir des signes d'apaisement en direction de la communauté baganda. En particulier, il a nommé à la tête de la *Uganda Land Commission*, le prince Mawanda, oncle de Mutebi et frère du précédent *kabaka*. Cette nomination hautement politique à un poste théoriquement technique souligne l'importance de la question foncière dans le débat politique. Il s'agit pour le pouvoir de désamorcer temporairement la question foncière en la transformant en un problème interne aux Baganda. En effet, la nomination du prince à ce poste en fait le garant des intérêts baganda au plus haut niveau de décision. Sa nomination contribue à désamorcer voire à bloquer le débat et à pérenniser la politique attentiste.

A l'heure actuelle, la question foncière, contrairement à la question indienne et à la question monarchique reste en suspens. Il est probable qu'elle sera au cœur des débats de la nouvelle Assemblée constituante, que les Ougandais doivent bientôt élire. La nouvelle Constitution doit fixer la forme que prendra la République ougandaise. Les trois questions essentielles portent sur le fédéralisme, le multipartisme et la propriété foncière. Il s'agit en fait de savoir si l'Ouganda doit être une, ou si elle peut se permettre d'assumer juridiquement sa pluralité. On sait que le Président penche plutôt pour une République unitaire. Son geste en direction des Baganda suffira-t-il pour lui assurer leur soutien? L'histoire le dira.

Le règlement des questions politiques possède donc un impact urbain. L'Etat NRM, à travers le règlement de la question indienne et de la question baganda, cherche à constituer une alliance avec, d'une part les décideurs internationaux dont il a besoin pour assurer sa survie, d'autre part avec les Baganda dont il a également besoin pour assurer sa survie. A travers ces stratégies de reproduction, il contribue à la fois à spécifier l'espace urbain et à recomposer la société kampalaise.

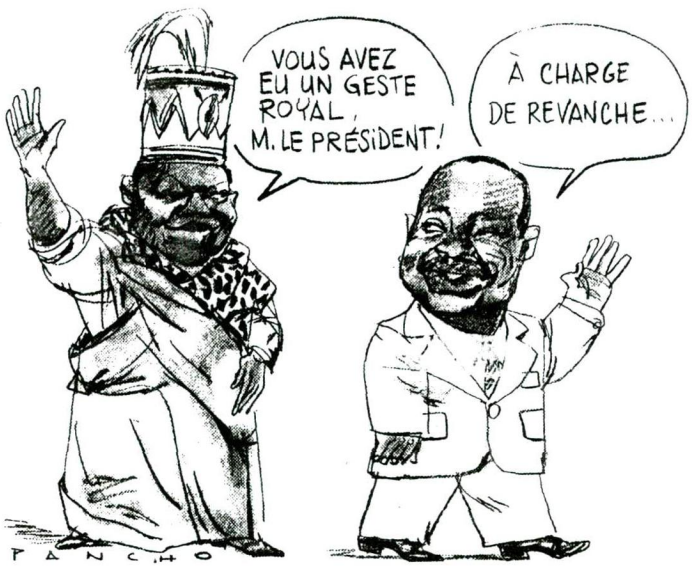
L'histoire ougandaise contribue donc à la production de la ville. En effet, la période pré-coloniale impose en ce lieu une centralité qui s'affirme comme clairement politique. Le moment colonial par le besoin que les colonisateurs ont ressenti de trouver des interlocuteurs et des auxiliaires autochtones a approuvé cette sélection spatiale. Mais la période coloniale, du fait de l'intrusion des représentations géographiques propres des Britanniques, a imposé un net dualisme interne opposant un espace urbain africain et un espace urbain européen. Les

rapports de force entre le colonisateur et le colonisé s'établissent à des échelles plus petites que l'échelle urbaine, mais produisent une sphère singulière, celle de la politique urbaine. La gestion de l'espace urbain semble s'affirmer comme une nécessité en soi et prendre du poids par rapport à la gestion des hommes.

L'histoire post-coloniale ne dément pas cette surdétermination de la ville par le politique national. Le déclin de l'Etat et de l'économie affecte la ville, moins directement qu'à travers les transformations que connaît la structure sociale. De même l'amélioration de 1986 n'est pas uniquement urbaine. Elle est d'abord nationale. Cette amélioration de la situation nationale détermine celle de la productivité urbaine et ce faisant détermine des processus géographiques d'inégalisation. Les processus spatiaux sont des conséquences des évolutions socio-politiques nationales. La politique urbaine disparaît et s'efface devant la politique nationale. La gestion de l'espace s'efface devant celle des groupes sociaux. La violence place les hommes au premier plan et transforme l'espace en un simple enjeu où s'imprime la marque des événements, c'est à dire des rapports de force politiques.

Cette centralité politico-commerciale produit de l'histoire détermine un mouvement d'accumulation démographique dont il s'agit maintenant de rendre compte.

Le Monde ● Mercredi 4 août 1993



Chapitre V.
L'accumulation démographique induite, ses déterminants et sa traduction spatiale : l'extension urbaine.

Répondant à la mission première de la géographie, notre démarche cherche à "donner à voir" [242] la ville de Kampala, telle que produite par un siècle d'histoire.

La croissance démographique rapide constitue le moteur essentiel des processus dynamiques qui animent le système urbain. Par ses caractéristiques, elle spécifie la population urbaine par rapport aux populations rurales environnantes et à l'ensemble national dans lequel elle s'insère. En déterminant l'extension de l'espace urbain, elle contribue à distinguer un espace dynamique d'un englobant moins changeant.

Section 1. La croissance démographique de Kampala : un phénomène continu.

Depuis un siècle, la croissance démographique est réelle, grossièrement exponentielle mais discontinue dans le détail de ces dernières décennies. Après une période de lente progression, jusqu'à la veille de l'Indépendance, un véritable décollage démographique a eu lieu, infléchi au cours des années Amin, et repris au cours des années quatre-vingt. Sur le long terme, l'image qui domine donc est celle d'une accumulation démographique croissante. Néanmoins, les changements politiques contemporains y impriment leur marque, mais sans renverser une tendance globalement ascendante.

Tableau
La croissance de la population de Kampala.

Années	Population de Kampala *township*			Popula-tion du *Kibuga*	Total
	Africains	Européens	Indiens	Toutes races	
1911	2 953			32 441	35 395
1931	6 000	505	3 106	?	?
1948	11 905	1 297	10 824	34 337	58 363
1959	24 056	22 679		52 673	99 408
Années	Population de Kampala (toutes races)				
1969	330 000				
1980	458 500				
1991	774 200				

Synthèse réalisée à partir des sources suivantes : Southall (A. W.) & Gutkind (P. C. W.), *Townmen in the making*, East African Institute of Social Sciences, East African Studies n° 9, Kampala/Londres, 1957, p. 1-18; Gutkind (P. C. W.), *ibid.*, 1963, p. 9-53; Vorlaufer (K.), *Physiognomie, Struktur und Funktion GroB-Kampalas. Ein Beitrag zur Stadtgeographie Tropisch-Africas*, Université Goethe de Francfort-am-Main, 1967, p. 49-122 ; Republic of Uganda, *Provisional Results of the 1991 Population and Housing Census*, Statistics Department, Ministry of Planning and Economic Development, juin 1991, p. 9.

Cependant, il convient de relativiser le bond réalisé entre 1959 et 1969 en se souvenant qu'en 1968, le périmètre urbain a été élargi pour inclure des zones ne relevant ni du *township* de Kampala, ni du *Kibuga*. En 1957, le volume de population résidant sur l'actuel territoire

242 : Grataloup (Ch.), "L'explorateur et le missionnaire", *L'Homme et la Société, Missions et démission des Sciences Sociales*, n° 95-96, XXIVe année, 1990/1-2, L'Harmattan, Paris, p. 131-142.

kampalais était donc très certainement supérieur à 99 000 habitants. Certains parlent de 123 000 habitants [245], d'autres de 157 000 habitants [246]. Même relativisée, l'accélération de la croissance au cours des années 50 et 60 n'en demeure pas moins patente. L'évolution postérieure de Kampala ne diffère guère de celle de l'ensemble des villes ougandaises. Le fort taux de croissance urbaine des années 1960 est brutalement interrompu. Le taux d'urbanisation chute. Le taux de croissance urbaine est alors presque identique au taux de croissance démographique national. En termes spatiaux-démographiques, le régime Amin a donc surtout frappé les villes [247].

Cependant, nous souhaitons insister sur le fait qu'au delà des péripéties du taux de croissance urbaine, la tendance générale démographique reste ascendante. Le graphique tiré des chiffres souligne cette tendance lourde. La croissance exponentielle n'est pas démentie, malgré le léger fléchissement des années soixante-dix.

Tableau
Taux de croissance urbaine ougandais
entre 1959 et 1991.

	1959-1969	1969-1980	1980-1991
Taux de croissance urbaine ougandais en %	8,8	3,2	4,8

Source : Calculs réalisés à partir de Republic of Uganda, *Provisional Results of the 1991 Population and Housing Census*, Statistics Department, Ministry of Planning and Economic Development, juin 1991, 16 p.

Tableau
Taux d'urbanisation ougandais aux dates des recensements.

	1969	1980	1991
Taux d'urbanisation ougandais en %	6,3	6,7	11,4

Source : Calculs réalisés à partir de Republic of Uganda, *Provisional Results of the 1991 Population and Housing Census*, Statistics Department, Ministry of Planning and Economic Development, juin 1991, 16 p.

---

245 : Gugler (J.), "Urbanization in East Africa", *in* Hutton (J.) (dir.), *Urban Challenge in East Africa*, East African Publishing House, Nairobi, p. 1-26. Dans cet article, Gugler donne des précisions sur la répartition de la population par zone administrative urbaine et par «race».

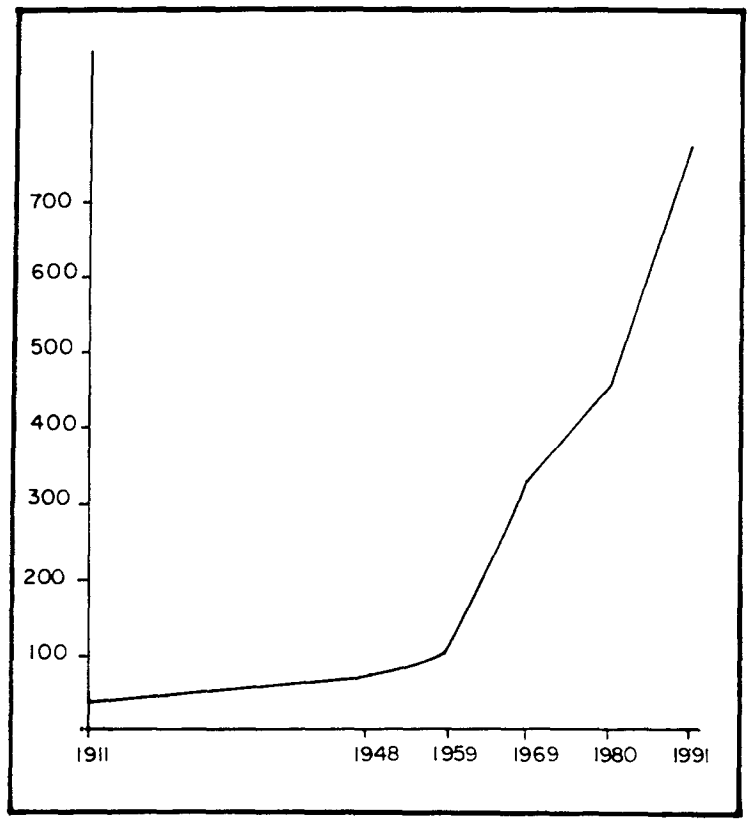
Population de Kampala (en milliers) en 1959

	Total	Africain	Indien	Européen
Kampala *Township*	46,7	24,1	19,3	3,2
Kibuga	60,4	52,7	7	0,4
Nakawa	14,2	15,1	0	0,1
Kawempe	?	?	0, 4	0

Source : Gugler (J.), *idem.*, p. 19.

246 : Vorlaufer, *op. cit.*, p. 38.

247 : Le comportement démographique de Kampala face aux évolutions politico-économiques s'apparenterait à celui des villes françaises d'Ancien Régime. En effet, en France au XVII[e] siècle, la ville amplifiait les évolutions régionales, augmentant plus que les campagnes en période de stabilité, mais régressant également plus fortement que son environnement rural en période de crise. La concentration démographique démultiplierait les effets des évolutions politico-économiques. La crise africaine se différencie cependant nettement de la crise d'Ancien Régime, en ce qu'elle ne comporte pas dans la même mesure une composante épidémique. Certes, des recrudescences épidémiques et des phénomènes de sous-alimentation apparaissent, mais beaucoup moins violents et généralisés que les épidémies de peste et les disettes du XVII[e] siècle.



Figure

La croissance de la population kampalaise : une tendance continue à la hausse.

Tableau

Le rythme de la croissance démographique kampalaise depuis la Seconde guerre mondiale.

	Augmentation moyenne annuelle du peuplement	Taux d'ac-croissement annuel inter-censitaire de Kampala (%)	Taux d'accroissement annuel national inter-censitaire (%)
1948-1959	5 500	10,5 (a)	?
1959-1969	18 000	6,8 (a)	3,8 (a)
1969-1980	10 600	3,1 (a)	2,7 (a)
1980-1991	26 250	4,4 (b)	2,5 (b)

Sources:
a/ *Background to the budget 1990-1991.* MOPED, juillet 1990, p. 186.
b/ *Provisionnal results of the 1991 population and housing census,* Statistics Department, MOPED, June, 1991, 16 p..

Il n'est malheureusement pas possible de suivre exactement la conjoncture politique, les données n'existent que liées aux recensements. Néanmoins, la relative proximité des recensements de 1969 et 1980 avec les changements de régime de 1971 et 1979 permet de suivre grossièrement la corrélation entre la situation politique et l'évolution de la croissance kampalaise.

La chute de la croissance urbaine entre 1969 et 1980 ne permet pas de déduire le tarissement de l'exode rural. En effet, la permanence des flux migratoires en direction de la capitale est réelle, même s'ils sont légèrement atténués. En effet, il convient de tenir compte

de l'expulsion d'environ 50 000 Indiens en 1972, et du départ d'environ 34 000 Kenyans entre 1969 et 1976. Si ces 80 000 personnes étaient restées à Kampala jusqu'en 1980, la population de la ville à cette date aurait été de 540 000 personnes. Cela correspondrait à un taux de croissance compris entre 4,5 et 5% pour la période 1969-1980. Il semble donc qu'on ait plutôt assisté à un assez léger tassement de la croissance démographique. Celui-ci est à mettre au compte d'un fléchissement des flux migratoires, mais aussi à une détérioration des termes du bilan naturel. La mortalité infantile a crû durant la période du fait de la détérioration des services médicaux, la violence a sans doute entraîné une augmentation de la mortalité adulte et la fécondité urbaine a sans doute légèrement diminué. A notre avis il n'y a donc pas eu de tarissement de l'exode rural durant la période Amin. La ville a conservé son attractivité.

Le taux de croissance de 4,4% pour la période intercensitaire suivante cache sans doute un renversement de tendance entre la première moitié et la seconde des années 1980. Le problème est de situer exactement la date de l'accélération de la croissance urbaine. Il est difficile de résoudre ce problème. La seule certitude est que le rythme d'urbanisation a franchi un seuil en 1988-1989. C'est à ce moment que la construction a explosé à Kampala. L'impression d'un vaste chantier envahit l'observateur. Cependant, ce dynamisme est autant révélateur de l'accélération de la croissance démographique que d'un rattrapage de la construction retardée à cause des troubles. La combinaison de l'accélération de l'exode rural populaire et du desserrement urbain provoqué par les investissements immobiliers retardés des couches plus aisées et par le retour de certains exilés et de l'expertise internationale provoque une forte croissance du secteur de l'immobilier. Le taux de croissance démographique suit vraisemblablement d'assez près le dynamisme du secteur de la construction, même si celui-ci est plus élevé à cause du rattrapage et de la «rehabilitation». A notre avis, une nuance nette serait à faire entre la première et le seconde moitié des années 80. Mais, il est difficile de réellement déterminer ce qui s'est passé du point de vue démographique dans les villes au cours des années 80.

Par contre, il est intéressant d'étudier la croissance de Kampala par rapport aux autres villes ougandaises. Edouard Mugabi, géographe ougandais, a étudié l'évolution des villes ougandaises au cours des années 1970 [248]. Sa conclusion principale est qu'il n'est pas possible de généraliser le ralentissement de la croissance urbaine. Certes, la croissance urbaine globale a enregistré un coup de frein entre 1969 et 1980, mais certaines villes ont alors connu une véritable explosion démographique.

Ces villes sont surtout les petites villes de garnison (Bombo), des villes frontalières (Busia, Malaba, Fort Portal, Kisoro et Kabale) ou animées par des groupes sociaux particulièrement impliqués dans la contrebande (Masaka, fief d'un groupe de transporteurs entreprenants entre le Kenya et la crête Zaïre-Nil). Les effets dynamiques de l'économie de *magendo* [249] et des privilèges exorbitants accordés aux militaires sont patents. A l'inverse, Kampala et Jinja, cœurs économiques de l'Ouganda des années 1960, ou bien les petites villes à vocation surtout administratives (Mbale, Entebbe, Mubende, etc.) encaissent difficilement les coups portés par la décadence de l'État aux groupes sociaux urbains.

Au total, Kampala a donc enregistré une réelle croissance démographique. Mais celle-ci est moindre et plus heurtée, que dans la plupart des métropoles africaines. La population de la capitale ougandaise a été multipliée par 13 en 40 ans environ. Cet accroissement est donc moins spectaculaire que celui connu par des capitales de rang comparable; par exemple, Yaoundé a vu sa population multiplier par 8 en 20 ans, et les taux de croissance annuelle s'y sont maintenus autour de 8 ou 9% pendant une quarantaine d'années. Surtout, à Kampala, le

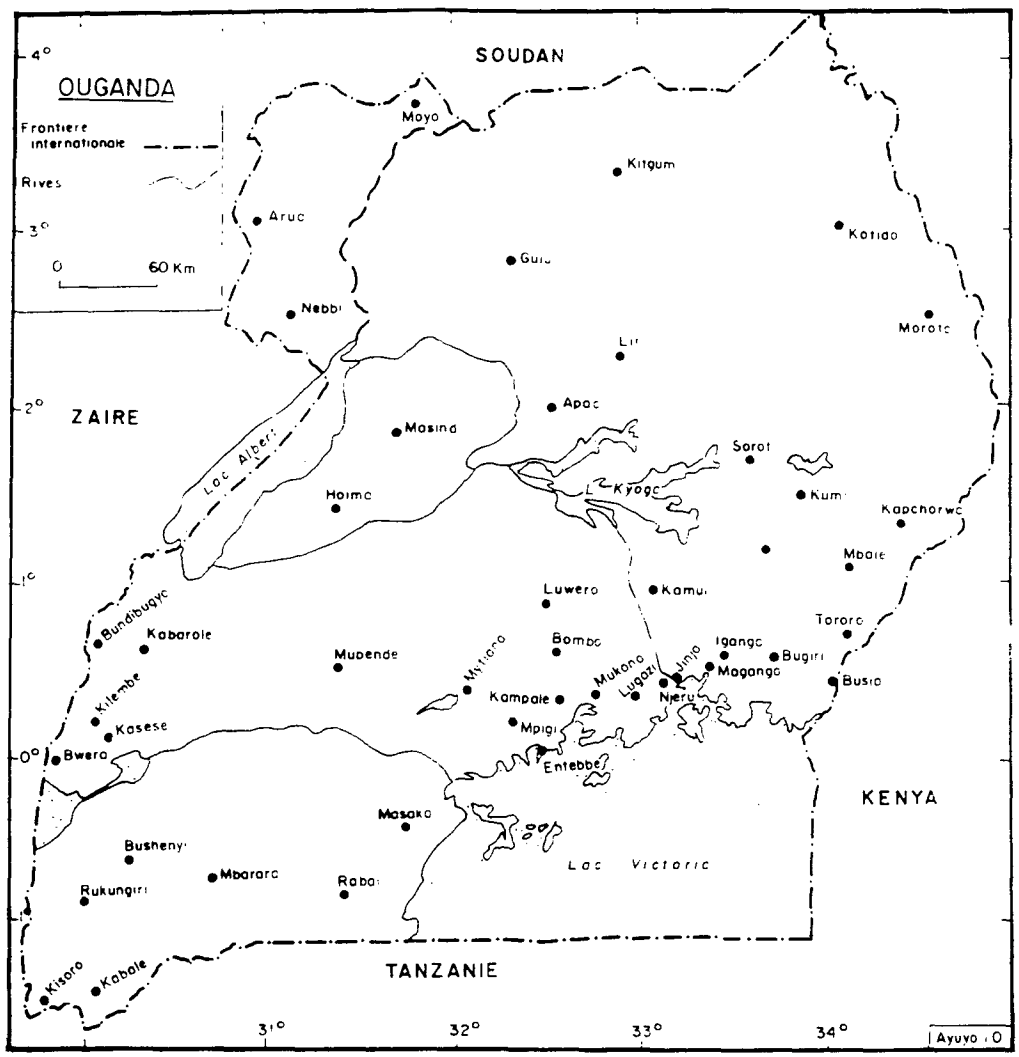
---

248 : Mugabi (E. A.), *The development of towns in Uganda 1970-1980. Political change, the decline of a nation's capital and the spread of small towns.* Barlett school of architecture and planning, University college London, 1988, 48 p.

249 : Voir plus bas, le chapitre VI. Autour de ces questions on lira également Adoi (Z.A.), *Smuggling Activities across Uganda Borders during and after 1972*, mémoire de fin d'étude en administration publique de l'Institute of Public Administration, Kampala, 1979, 67 p.

mouvement ascendant a été freiné par les aléas de l'histoire politique. Le rythme actuellement atteint, si l'on tient compte des données intercensitaires, est d'un doublement tous les 13-14 ans. Ce chiffre apparaît légèrement inférieur à celui de la plupart des autres métropoles d'Afrique noire (doublement tous les 8 ans pour la plupart des capitales africaines). Néanmoins, actuellement, du fait de l'accélération de la croissance urbaine depuis l'arrivée de Museveni au pouvoir, ce rythme est très certainement supérieur et la période de doublement est certainement plus courte.

La croissance démographique kampalaise est la conséquence de la conjonction d'un bilan naturel positif et d'un bilan migratoire excédentaire. Il convient donc afin de comprendre cette dynamique d'en analyser ses déterminants, qui spécifient l'espace urbain par rapport à son environnement.



Le semis urbain Ougandais (villes de plus de 3000 habitants au recensement de 1980)

Section 2. Les déterminants de la croissance naturelle spécifient la ville.

Les comportements démographiques les plus significatifs vis à vis de la problématique de la dynamique urbaine sont ceux qui contribuent à maintenir élevé l'accroissement naturel urbain, c'est-à-dire la combinaison d'une forte natalité et d'une faible mortalité. L'analyse des déterminants de la croissance naturelle kampalaise permet en partie d'expliquer la dynamique démographique, dans le même temps qu'elle rend compte de la spécificité urbaine par rapport aux contextes rural, régional et national. Elle permet de répondre à la question de savoir comment l'urbanité s'inscrit dans les comportements démographiques? Les lacunes du système d'information démographique font que ne sont disponibles que des données sur la fécondité et certains de ses déterminants les plus importants (nuptialité, utilisation des méthodes de régulation des naissances, scolarisation des femmes).

La question de la fécondité et surtout du rôle de l'urbanité sur son niveau est un sujet de discussions animées au sein de la communauté scientifique. En effet, dans un contexte général de la transition démographique, l'urbanisation amalgamée avec modernisation provoquerait une réduction de la fécondité.

Tableau

Indice synthétique de fécondité selon le lieu et la région de résidence.

	1985-1988	1982-1984
Zone rurale	7,6	7,6
Zone urbaine	5,7	6,1
Région centrale	7,2	8
Kampala	5.9	6,2

Source : UDHS [250], 1988/1989, p. 19

Il semble que ce soit bien le cas. En effet, tous les indicateurs relatifs à la fécondité, au nombre d'enfants désirés, aux pratiques contraceptives montrent que les urbaines ougandaises sont volontairement moins fécondes, que leurs consœurs rurales, et que Kampala exagère les traits urbains.

L'évolution historique est difficile à saisir. En effet, à l'échelle ougandaise, le taux fécondité est passé de 7,1 en 1969 à 7,4 entre 1985 et 1988. Cet accroissement léger souligne que l'originalité africaine réside moins dans le niveau de la fécondité que dans son maintien à un niveau relativement élevé sur une assez longue période. Mais, de cette évolution nationale, on ne peut pas déduire la tendance kampalaise. Cependant, dans les zones urbaines, la comparaison entre le taux de fécondité des femmes de 40 à 49 ans (6,9) et le taux global actuel (5,9) semblerait indiquer une réduction de la fécondité des nouvelles générations.

Tableau

Age à la première naissance par tranche d'âge des femmes âgées de 20 à 49 ans selon la zone et le lieu de résidence.

	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	Moyenne
Zone rurale	18,6	18,5	18,2	18	18,3	18,8	18,4
Zone urbaine	19,8	18,5	18,5	18,8	18,2	18,3	19
Région centrale	18,2	18,2	17,8	17,8	17,5	18,6	18
Kampala	19,7	18,2	18,6	18,7	18	17,3	18,8

Source : UDHS, 1988/1989, p.25

---

250 : Kaijuka (E. M.), Kaija (E. Z. A.), Cross (A. R.), Loaiza (E.), *Uganda Demographic and Health Survey 1988/1989*, Ministry of Health, Demographic and Health Surveys, Institute for Resources Development/Macro Systems, Inc., Entebbe - Columbia, octobre 1989, 136 p. L'étude est diffusée par l'UNICEF à Kampala.

La fécondité élevée s'explique donc avant tout par la précocité de l'âge de la première maternité, elle-même liée à un âge au mariage assez précoce. Néanmoins, l'écart de l'indice synthétique de fécondité apparaît assez significatif entre Kampala et son environnement rural, alors que le retard urbain de l'âge de la première naissance et de l'âge au mariage apparaît assez peu important par rapport au milieu rural. Il faut donc faire intervenir un allongement des intervalles intergénésiques ou l'arrêt précoce de la conception en ville pour expliquer la concomitance des deux phénomènes.

Tableau

Célibat, nuptialité, veuvage et divorce des hommes et des femmes de plus de 10 ans [251] à Kampala en 1991.

	Jamais marié(e)	Marié(e)	Veuf/veuve	Divorcé (e)	Total
Hommes					
Effectifs	137 436	121 605	1 881	6 075	266 997
%	51,4%	45,5%	0,7%	2,3%	100%
Femmes					
Effectifs	131 047	118 381	12 206	17 633	279 267
%	47%	42,3%	4,3%	6,3%	100%
Total relatif	49%	43,7%	2,5%	4,3%	100%

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

Les éléments les plus intéressants de ce tableau résident non pas tant dans la confirmation de l'importance quantitative du statut matrimonial, mais dans le différentiel assez grand qui sépare la proportion d'hommes et de femmes veufs ou divorcés. Le nombre des veuves s'explique par la conjonction des effets de la guerre, qui a dû entraîné une surmortalité masculine, et de l'apparition du Sida dont les effets touchent, pour le moment surtout les hommes. Pour ces femmes éprouvées, auquel le monde rural bantou refuse tout droit, la ville constitue un refuge. Cette fonction est corroborée par la forte proportion de divorcées.

Généralement, l'état matrimonial de la population urbaine est relativement différent de celui de la population rurale qui l'entoure. Est-ce le cas pour Kampala? Il faudrait posséder les résultats du recensement de 1991 pour un district rural pour l'établir avec certitude. En leur absence, seuls des rapprochements qui posent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent sont possibles. Pour ce faire sont disponibles comme données démographiques récentes les chiffres fournis par le *Uganda Demographic and Health Survey*. L'échantillon à partir duquel il a été établi est composé uniquement de femmes âgées de 15 à 49 ans, dont 88% sont des rurales et 12% des urbaines et dont 46% ont moins de 25 ans. L'enquête fournit quelques données intéressantes.

Tableau

Situation matrimoniale des femmes ougandaises

	Jamais mariée	Mariée	Concu-binée	Veuve	Divorcée	Séparée

251 : La limite d'âge de 10 ans est curieuse, mais dictée par le recensement de 1991. Pour l'expliquer, il faut tenir compte de la possible extrême précocité de l'âge au mariage des jeunes filles. Dans certaines régions ougandaises, en particulier le pays Karamoja, il n'est pas rare que la puberté signe le mariage des jeunes filles. Nous pensons que le dépouillement du recensement a été prévu d'une façon homogène pour l'ensemble de l'Ouganda, et qu'afin de ne pas laisser de côté des mariages précoces, les statisticiens du Ministère de la planification et du développement économique ont abaissé le seuil de prise en compte de la nuptialité.

Part dans la population féminine enquêtée	19,5%	53,8%	13,5%	3,1%	4,8%	5,3%

Source : UDHS, 1988/1989 , p. 9

Bien que les enquêtes ne portent pas sur les mêmes populations, il est possible d'établir une comparaison partielle et prudente entre les deux tableaux précédents en postulant que la situation matrimoniale des femmes telle qu'elle se dégage du UDHS s'apparente plutôt à celle des femmes rurales sur-représentées dans cet échantillon. La population féminine, puisque la comparaison ne peut être effectuée que pour la population féminine, de Kampala apparaît moins liée au mariage que la population féminine rurale. Il convient cependant de relativiser ce fort taux de célibat, en rappelant qu'est prise en compte une population de 10 à 15 ans, qui n'est majoritairement pas mariée. Si l'on réduit l'effectif des Kampalaises jamais mariées des 50 323 jeunes filles qui constituent la classe d'âge kampalaise de 10 à 14 ans, la situation matrimoniale des Kampalaises devient la suivante.

Tableau

Part des Kampalaises de plus de 15 ans célibataires, mariées, veuves, divorcée.

Femmes	Jamais mariée	Mariée	Veuve	Divorcée	Total
Effectifs	80 724	118 381	12 206	17 633	228 944
%	35%	51,2%	5,3%	7,7%	100%

Source : UDHS, 1988/1989 , p. '

La proportion de célibataires est donc plus forte à Kampala qu'à la campagne. Inversement, les femmes mariées ou en ménage (concubines) comptent proportionnellement plus en brousse que dans la capitale. La disparité des situations matrimoniales semble donc assez claire. Le célibat apparaîtrait bien comme un marqueur de l'urbanisation. Mais contrairement à notre attente cette proportion de célibataires plus grosse à Kampala ne semble pas découler du retard de l'âge au mariage, puisque celui-ci semble être à peine plus tardif en ville qu'à la campagne.

Tableau

Age médian à la première union parmi les femmes de Kampala et de la région centrale âgées de 20 à 49 ans selon leur âge et selon leur lieu de résidence.

	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	Total
Zone rurale	17,8	17,4	16,9	16,6	16,8	16,8	17,2
Zone urbaine	19,5	19,4	18,4	19,2	17,4	16,7	18,6
Région centrale	17,7	17,6	16,6	16,4	16,3	16,9	17,1
Kampala	19,6	20	18,4	20	17,3	17	19,3

Source : UDHS, 1988/1989 , p. 15

Comment alors expliquer le paradoxe d'un fort taux de célibat et d'un âge au mariage des femmes relativement précoce? Il faut conclure à la propension croissante d'une certaine partie de la population urbaine au célibat durable. Comment concilier cette propension avec la forte valorisation sociale du mariage : le mariage réussi, c'est-à-dire celui qui est supposé inaugurer une union durable et heureuse brille encore de tous ses feux sur la ville. En témoignent la longueur des préparations, l'énergie dépensée, le montant des dépenses effectuées pour ce Grand jour. Par exemple Edouard et Grace, tous les deux fonctionnaires de niveau moyen, qui se sont mariés en mai 1992 ont dépensé plusieurs millions de shillings pour organiser la cérémonie. Le mariage est très souvent l'occasion d'un lourd endettement.

Mais parce qu'il mobilise le capital social des époux autour de leur union et de leurs familles, il demeure une institution fondamentale de la société ougandaise.

Le paradoxe apparent qu'il y a à constater de façon concomitante le maintien du prestige du mariage, un fort taux de célibat et un âge précoce au premier mariage relève, à notre avis, des inconvénients et défauts inhérents à presque toute analyse de type quantitatif en milieu africain. Premièrement, peut-être, le fait que nous ayons à faire à deux enquêtes différentes doit être pris en compte. En effet, comme souvent en Afrique, il existe trois types de mariages à Kampala : le mariage traditionnel, le mariage religieux et le mariage civil. L'une des enquêtes a pu ne prendre en compte que les effectifs religieusement et civilement mariés alors que l'autre ne se préoccupant pas des subtilités sociales et administratives, et s'attachant à croire sur parole les répondants a pu les enregistrer comme mariés même si les formalités religieuses et civiles n'avaient pas été suivies. Ph. Antoine et J. Nanitelamio ont bien introduit leur étude sur "la montée du célibat féminin dans les villes africaines" par une mise en garde sur l'utilisation des catégories classiques de la nuptialité et du célibat [252]. Il est probable que cette mise en garde doive être gardée en mémoire dans le cas kampalais. Des études aussi anciennes que celles de Gutkind et Southall montrent que très tôt les Kampalais et les Kampalaises avaient des pratiques matrimoniales subtiles et poly-référentielles. Mais nous ne savons pas exactement quelles ont été les conditions d'enregistrement des réponses. Si ce n'est pas le cas, il est difficile d'expliquer ce paradoxe autrement que par le "mensonge" d'une partie des urbains lors du recensement de 1991. Celui-ci, à notre avis, masquerait l'existence d'unions précaires, installées dans un temporaire qui dure, et qui, n'étant pas sanctionnées socialement par une cérémonie qui coûte cher, ne sont pas considérées comme des mariages. Nous avons rencontré un certaine nombre de couples de fait qui ne se disaient pas mariés. Le sous enregistrement de ces unions gonflerait le taux de célibat. "Dans ces conditions, il est extrêmement délicat de se contenter des modalités classiques de l'état matrimonial dans une étude de la nuptialité" [253]. Le schéma est beaucoup plus complexe. Cependant, l'idée générale est bien que la ville induit une précarisation des rapports de type matrimonial et que la vie en union stable y est moins généralisée qu'à la campagne

Il est également courant d'associer la "modernité urbaine" avec une moins grande proportion de ménages polygames. La monogamie associée au ménage mononucléaire signerait le passage à une soi-disant modernité démographique. L'exemple de Kampala confirme qu'il n'en n'est rien. La proportion des femmes mariées à un homme polygame y est sensiblement la même qu'à la campagne, et même très légèrement supérieure à celle de son environnement géographique immédiat.

Tableau

Part des femmes mariées dans le cadre d'un mariage polygame.

	Pourcentage de femmes mariées dans le cadre d'un mariage polygame
Zone rurale	33,3
Zone urbaine	31
Kampala	33,2
Région centrale	31,8

Source : UDHS, 1988/1989, p. 9

L'urbanité ne se construit pas autour de cette question si marquée de culture. Le taux de chefs de ménage polygames présente une belle uniformité sur l'ensemble des îlots, que nous

252 : Antoine (Ph.) & Nanitelimio (J.), "La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville", *Les dossiers du CEPED*, n°12, Paris, avril 1990, 27 p.

253 : Mensan Assogba (L.N.), "Statut de la femme, structures familiales, fécondité: transition dans le golfe du Bénin", *Les dossiers du CEPED*, n°14, Paris, novembre 1990, p. 20.

avons enquêtés, et avoisinent le tiers. La polygamie contre laquelle les missionnaires avaient lutté, et dont ils avaient fait le signe de "l'arriération africaine" s'accommode bien de la situation urbaine.

Il nous semble cependant qu'elle diffère légèrement de la polygamie rurale dans son contenu.

A la campagne un certain nombre des unions polygames constitue des constructions sociales de l'assistance familiale; il est de coutume pour un frère ou un neveu de recueillir la femme de son frère ou de son oncle décédé [254].

En ville il est évident que le contenu n'est pas le même. L'accumulation relative de richesse permet aux hommes d'entretenir plusieurs femmes en plusieurs lieux de résidence. En effet, la polygamie kampalaise comme ougandaise en général est pluri-locale. Il existe cependant plusieurs types de pluri-localités : pluri-localité à l'intérieur du même quartier (cas fréquent dans les lotissements municipaux en particulier à Nakawa), à l'intérieur du périmètre urbain ou bien pluri-localité éloignée avec l'une des épouses en ville et l'autre à la campagne. Ce dernier cas est relativement fréquent (la moitié des bigames que nous avons rencontré sont dans ce cas là). Mais il est rare que les co-épouses acceptent de cohabiter ensemble. La polygamie urbaine coûte donc plus chère que la polygamie mono-locale.

Cependant, ce surcoût est à nuancer, dans la mesure où l'importance de l'agriculture intra-urbaine laisse supposer qu'il est partiellement compensé par le surplus vivrier que les femmes peuvent produire. Par exemple, Appolo, chauffeur de taxi Muganda est marié à trois femmes, qui habitent l'une à Kanyanya, l'autre à Namuwongo, et la troisième à Mutungo. Les deux dernières pratiquent l'agriculture et la première possède un petit commerce.

Une part importante des ménages polygames transcendent la césure ville/campagne. Nombreux sont les hommes qui entretiennent une famille urbaine et une famille campagnarde. Insertion urbaine et maintien d'une base rurale, tels sont les pôles entre lesquels naviguent bon nombre des chefs de ménage migrants, qui tout en souhaitant réussir en ville ne veulent pas abandonner le *kibanja* agricole. Mais l'inverse se rencontre également : Simon, né à Kampala, possède une petite maison sur le *kibanja* paternel à Kanyanya. Sa première femme, Catherine, maîtresse d'école, y habite avec leurs quatre enfants. Mais parfois Simon s'absente quelques semaines "pour travailler sur son *shamba*" dit Catherine. En fait, une voisine nous confia "qu'il part rendre visite à sa seconde épouse à la campagne". Là encore, le surcoût théorique de la polygamie est minoré par les complémentarités de revenus que ces hommes parviennent à construire : revenu monétaire et revenu en nature auto-consommé.

Les causes l'écart de fécondité entre la ville et la campagne résident donc moins dans le retard urbain de la première naissance, que dans le recours plus important à la planification familiale et à la contraception, qui doivent provoquer un accroissement de l'intervalle intergénésique et une diminution de l'indice de fécondité urbain. A Kampala, ce recours n'est pas compensé comme c'est souvent le cas dans les villes africaines par le raccourcissement de l'allaitement et de l'abstinence *post-partum*. Il y a certes un écart entre Kampala et son environnement rural proche mais il semble relativement étroit. L'abstinence *post-partum* est même plus longue en ville. Sans doute est-ce là une prise de distance par rapport à certaines coutumes villageoises ougandaises qui tendent à raccourcir la période pendant laquelle les rapports sexuels sont prohibés [255]. Mais au total, la fécondabilité urbaine ne paraît pas devoir être accrue de façon extrêmement significative par rapport à la fécondabilité rurale.

---

254 : Il faudrait sans doute d'urgence étudier ces coutumes campagnardes et voir si elles perdurent face à la menace du Sida. En effet, on peut se demander si une part de l'afflux féminin dont Kampala est le théatre n'a pas pour origine la rupture de ces contrats coutumiers et si pour survivre au décès de leur mari les femmes n'ont plus comme solution que l'exode rural.

255 : Une étude sur les coutumes post-natales en pays ankole dans le sud-ouest de l'Ouganda a fait apparaître l'obligation pour les femmes de reprendre les rapports sexuels dès le quatrième jour après l'accouchement. Cf.

Tableau
Durée moyenne en mois de l'allaitement et de l'abstinence *post-partum.*

	Allaitement	Abstinence
Zone rurale	19,0	4,0
Zone urbaine	15,3	5,9
Région centrale	16,7	3,6
Kampala	14,9	6,4

Source : UDHS, 1988/1989, p. 17

Il faut donc faire intervenir des comportements volontaristes de limitation des naissances pour expliquer une fécondité urbaine plus faible [256]. L'utilisation plus fréquente de la contraception moderne chez les urbaines, outre un accès plus facile aux centres de santé et dispensaire ainsi qu'aux sources d'information, est facilitée par un désir d'enfant moins élevé.

Tableau
Part des femmes de 15 à 49 ans qui connaissent au moins une méthode contraceptive moderne, et savent où se la procurer.

Part des femmes qui...	... connaissent au moins une méthode contraceptive moderne,	... savent où se la procurer.
Zone rurale	76,3	70,4
Zone urbaine	94,2	90,3
Région centrale	78,7	74,1
Kampala	96,3	93,3

Source : UDHS, 1988/1989, p. 29

Tableau
Part des femmes de 15 à 49 ans qui ont recours au planning familial selon la zone et le lieu de résidence

	Zone rurale	Zone urbaine	Région centrale	Kampala
Part des femmes de 15 à 49 ans qui ont recours au planning familial	4	18	5	25

Source : UDHS, 1988/1989, p. 32

Ntozi (J. P. M.) (et al.), *Some determinants of Fertility among Banyankole : Findings of the Ankole Fertility Survey*, UCA Business Services Ltd, Kampala, 1991, 154 p.

256 : On remarquera que contrairement à ce qu'on pouvait penser *a priori* la forte fécondité rurale n'est pas liée à "l'ignorance des méthodes modernes de contrôle de la fécondité. Mais les diverses recherches dans le domaine des déterminants de la fécondité ont bien établi que la forte fécondité était une stratégie de survie du groupe [...] Entre autre la forte mortalité des enfants imposait au groupe de maximiser la fécondité pour espérer se perpétuer dans le temps et dans l'espace." Mensan Assogba (L. N.), *op. cit.*, p. 21. A cette détermination de la forte fécondité rurale, il convient également d'ajouter que la connaissance des moyens de contraception par les femmes ne préjuge pas de l'incapacité économique des couples insolvables à se les procurer, ni du refus des hommes de les utiliser.

Tableau
Part des femmes mariées qui ne souhaitent plus avoir d'enfant en fonction du nombre d'enfants vivants qu'elles ont et de la zone ou du lieu de résidence.

	Nombre d'enfants vivants			
	1	2	3	+4
Zone rurale	1,5	3,4	6,4	37,4
Zone urbaine	1	2,8	13,9	50
Région centrale	0,7	3,4	7,4	34,9
Kampala	2	5,5	14,6	53,1

Source : UDHS, 1988/1989, p. 48

Tableau
Le nombre d'enfant idéal par femme selon leur âge.

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	Total
Zone rurale	6,1	6,2	6,7	7	7,3	7,5	7,5	6,7
Zone urbaine	5,2	5,1	5,2	5,6	5,7	7,2	8,2	5,5
Région centrale	5,8	5,9	6,3	6,7	7,3	7,4	7,5	6,4
Kampala	5,3	4,9	4,9	5,3	5,8	6,7		5,3

Source : UDHS, 1988/1989, p. 52

La jeunesse apparaît comme un déterminant aussi fort de la limitation du désir d'enfant que la zone et le lieu de résidence. En effet, les femmes plus jeunes - qu'elles soient rurales ou urbaines - envisagent un nombre idéal d'enfants nettement inférieur à leurs consœurs plus âgées. Cependant, le facteur jeunesse semble jouer plus fortement à la ville qu'à la campagne. Une évolution des mentalités qui tendrait à limiter la fécondité serait donc actuellement en cours plus précocement engagée à la ville qu'à la campagne accroissant encore l'écart ville/campagne en la matière. D'autre part les conditions de la reproduction sociale en ville font que les stratégies de survie des groupes sociaux ne passent plus, comme à la campagne, par la multiplication de la descendance. En ville ne compte plus seulement la force de travail mobilisable, mais également sa formation. Or celle-ci coûte cher. C'est pourquoi la limitation des naissances devient un outil de reproduction sociale. Ces conditions économiques fondamentalement différentes dans lesquelles évoluent les ménages ruraux et urbains expliquent, à notre avis, la différence des comportements démographiques entre Kampala et le milieu rural ougandais.

En dernière analyse et couramment, toutes les études sur la fécondité africaine montrent que sa réduction est fortement corrélée à une meilleure instruction féminine. Qu'en est-il à Kampala?

Tableau
Répartition de la population féminine de Kampala et de la région centrale par niveau d'éducation scolaire.

Région	Kampala	Région centrale
Pas d'éducation scolaire	9,5	26,4
École primaire incomplète	31,9	50,8
École primaire complète	14,0	10,6
Éducation moyenne	27,9	10,1
Éducation supérieure	16,7	2,2

Les Kampalaises sont donc globalement plus éduquées que les femmes rurales. Deux facteurs jouent en faveur de la ville : l'accès à l'école y est plus facile, les enfants ruraux ont plus de risques de quitter l'école à cause de l'incapacité de leurs parents à payer les écolages (*school fees*) du fait de la pauvreté paysanne et du manque d'élasticité des revenus monétaires paysans. Mais il semble que l'écart d'instruction des femmes soit supérieur à celui qui sépare les fécondités urbaine et rurale. Il faudrait donc en conclure soit que le fléchissement démographique demande un certain délai pour engrener sur l'amélioration de l'instruction féminine, soit que la réduction de la fécondité n'est finalement que le fait d'une minorité "très" instruite, et que la majorité urbaine n'a pas encore atteint ce seuil scolaire qui détermine les femmes à réduire leur fécondité.

Classiquement dans les études sur la démographie urbaine africaine, l'augmentation urbaine des niveaux d'instruction réduit la mortalité infantile, et accroître la pression démographique urbaine.

Tableau
Mortalité infantile et mortalité juvénile.

	Mortalité infantile	Mortalité juvénile
Zone rurale	106,6	94,0
Zone urbaine	103,1	67,6
Région centrale	98,9	97,5
Kampala	107,6	74,3

Source : UDHS, 1988/1989, p. 56

Mais de façon surprenante, Kampala s'éloigne partiellement du modèle des villes africaines, dont la mortalité infantile est généralement inférieure à celles de leur environnement rural, puisque la mortalité infantile y est supérieure à celle des campagnes. Notre attente d'une mortalité infantile moindre parce que le niveau d'instruction des Kampalaises est plus élevé est donc déçue. Pour expliquer ce trait singulier, et si on se fie aux statistiques fournies par le UDHS, il faut faire intervenir l'existence d'un seuil d'instruction relativement élevé, donc difficile à atteindre, pour que l'instruction influe sur la mortalité infantile. Seul le franchissement de ce seuil permettrait, grâce au contrôle de la procréation et aux pratiques postnatales "saines" qu'il induirait, une réduction du nombre des naissances et une baisse de la mortalité infantile. Il faut admettre conjointement l'existence de contraintes qui pèseraient plus fortement en ville sur la santé des jeunes enfants. Il ne semble pas que ces contraintes soient de nature alimentaire, puisque la durée moyenne de l'allaitement au sein est d'environ un an, ce qui dénote un relativement bon maintien de cette pratique protectrice. Peut-être faut-il faire intervenir le Sida contracté par voie mère-enfant. En fait aucune explication n'est certaine.

Néanmoins, la mortalité juvénile individualise nettement la capitale par rapport à l'ensemble ougandais. En effet, le taux kampalais (74 pour 1 000) est le plus faible des sept taux régionaux distingués. Pour la tranche d'âge 1-5 ans, la spécificité urbaine est donc clairement mise en valeur.

Du point de vue historique, il est probable que la mortalité globale urbaine ait augmenté depuis les années soixante. Le problème est qu'aucune donnée fiable d'ensemble sur la mortalité n'est disponible. Il faut donc se contenter d'hypothèses construites à partir de données ponctuelles.

Les taux de mortalité disponibles concernent la mortalité infantile et juvénile, et ne remontent guère au-delà du milieu des années soixante-dix. Les indications sont donc partielles et concernent l'ensemble de l'Ouganda. Cependant elles permettent de mettre en valeur une évolution intéressante. Entre les périodes 1973-1977 et 1978-1982, la mortalité infantile a augmenté de 92 pour 1000 à 114 pour mille. Par la suite elle retombe à 101. La

mortalité juvénile ne montre pas tout à fait la même évolution puisqu'elle passe de 96 à 97 pour retomber sous son niveau de départ à 88 pour 1 000. La détérioration du taux de mortalité infantile ougandaise est donc nette. Néanmoins, il n'est pas certain quoique que probable que l'évolution de la mortalité infantile kampalaise s'aligne sur celle de l'ensemble de l'Ouganda.

Le Sida est certainement à l'origine d'un accroissement de la mortalité. Une étude sur les conséquences sociales de la pandémie en Ouganda fournit quelques éléments de réflexion [257]. Quoique l'étude concentre son attention sur le district de Rakaï [258], il est dit que d'après une étude sur Kampala, sur 1 133 ménages enquêtés en 1988, 241 avaient perdu un membre dans l'année. Dans un quart des cas, la mort avait été précédée de perte de poids et de fièvre, révélant fort probablement une infection VIH. Cette cause de mortalité n'existant probablement pas dans les années soixante, il faut en déduire une aggravation de la mortalité adulte actuelle. D'après un modèle de l'O.M.S., un taux de séropositivité de 20%, sans doute proche du cas kampalais, induirait une augmentation de la mortalité infantile de 40/1 000.

Ainsi donc, la baisse probable de la natalité et la hausse également probable de la mortalité conjugueraient leurs effets, pour que le rythme de l'accroissement naturel kampalais diminue. Cette diminution induirait celle de la contribution du bilan naturel à la croissance démographique. Celle-ci reprenant entre 1980 et 1991, il faut en conclure l'augmentation de la part du solde migratoire dans la croissance démographique urbaine. En effet, la croissance démographique de Kampala ne repose pas uniquement sur ce bilan naturel largement positif. La ville est au cœur d'un dispositif migratoire d'ampleur nationale.

---

257 : Kolsrud (T.), Byangire (M. A.), Landbo (G.) et *al.*, *Social consequences of AIDS in Uganda. Report from a fact finding team*, NORAD/ministry of Health, Oslo/Kampala, novembre 1989, 22 p.

258 : Dans ce district situé au sud-ouest de Kampala, à la frontière de la Tanzanie, le taux de séropositivité global est de 12% dans les secteurs ruraux et, de 43% pour les hommes et 52% pour les femmes de la tranche d'âge de 20 à 29 ans dans les *trading centres*.

Section 3. Le bilan migratoire souligne l'attractivité urbaine.

L'importance de l'apport migratoire se trouve confirmée par la forte proportion de migrants dans la population urbaine. En 1991, ceux-ci, définis comme toutes les personnes étant nées hors de Kampala, représentent 53% de la population urbaine.

Parmi les plus de 15 ans, ce sont pratiquement les quatre-cinquièmes qui viennent d'un autre district que celui de Kampala.

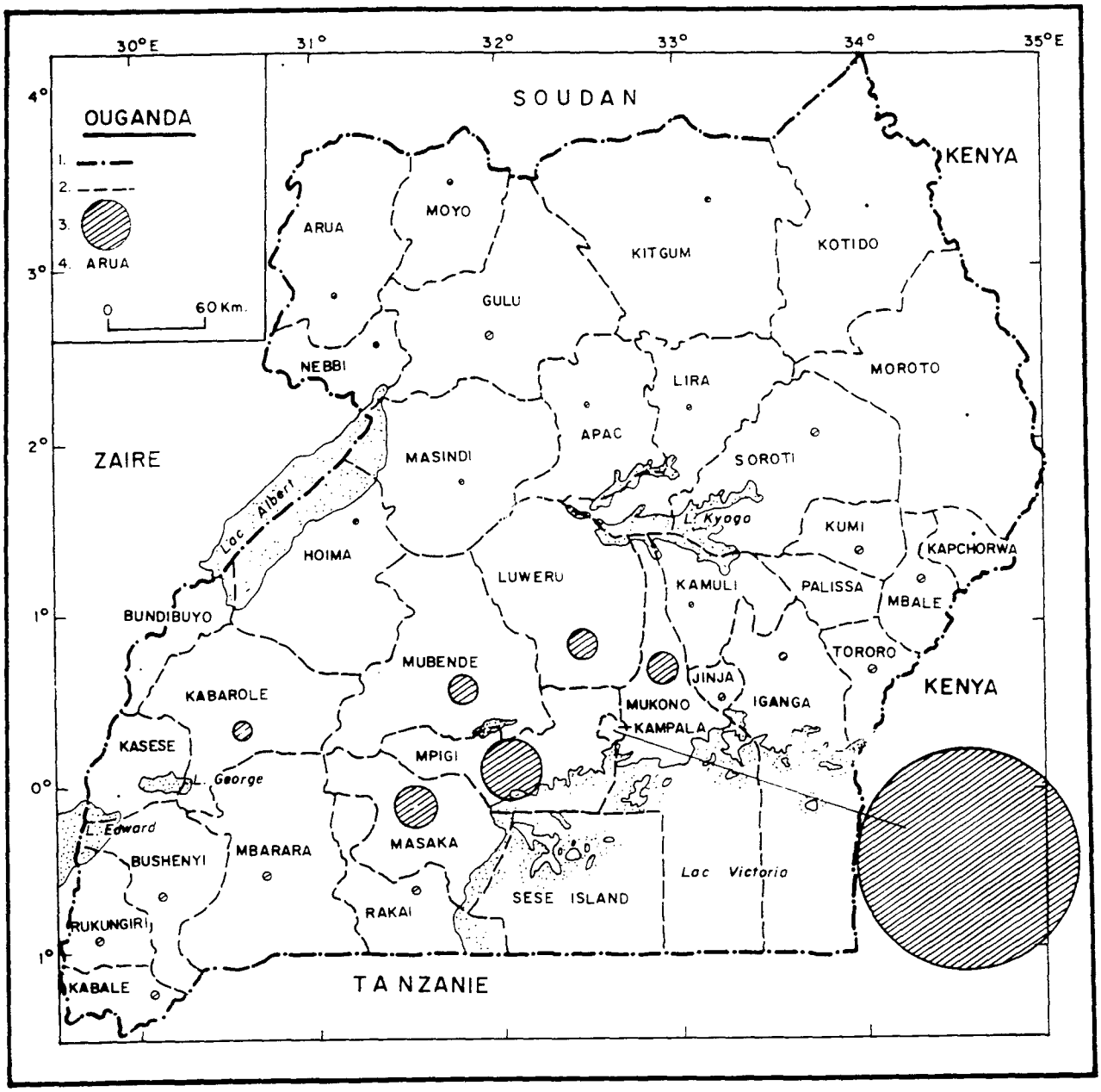
Tableau

Urbains et migrants à Kampala en fonction de l'âge en 1991.

	0-14 ans	15-64 ans	+ de 64 ans	Total
Nés à Kampala	72	20	21	41
Migrants	28	80	79	59
Proportion dans la population	40	58	2	100

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

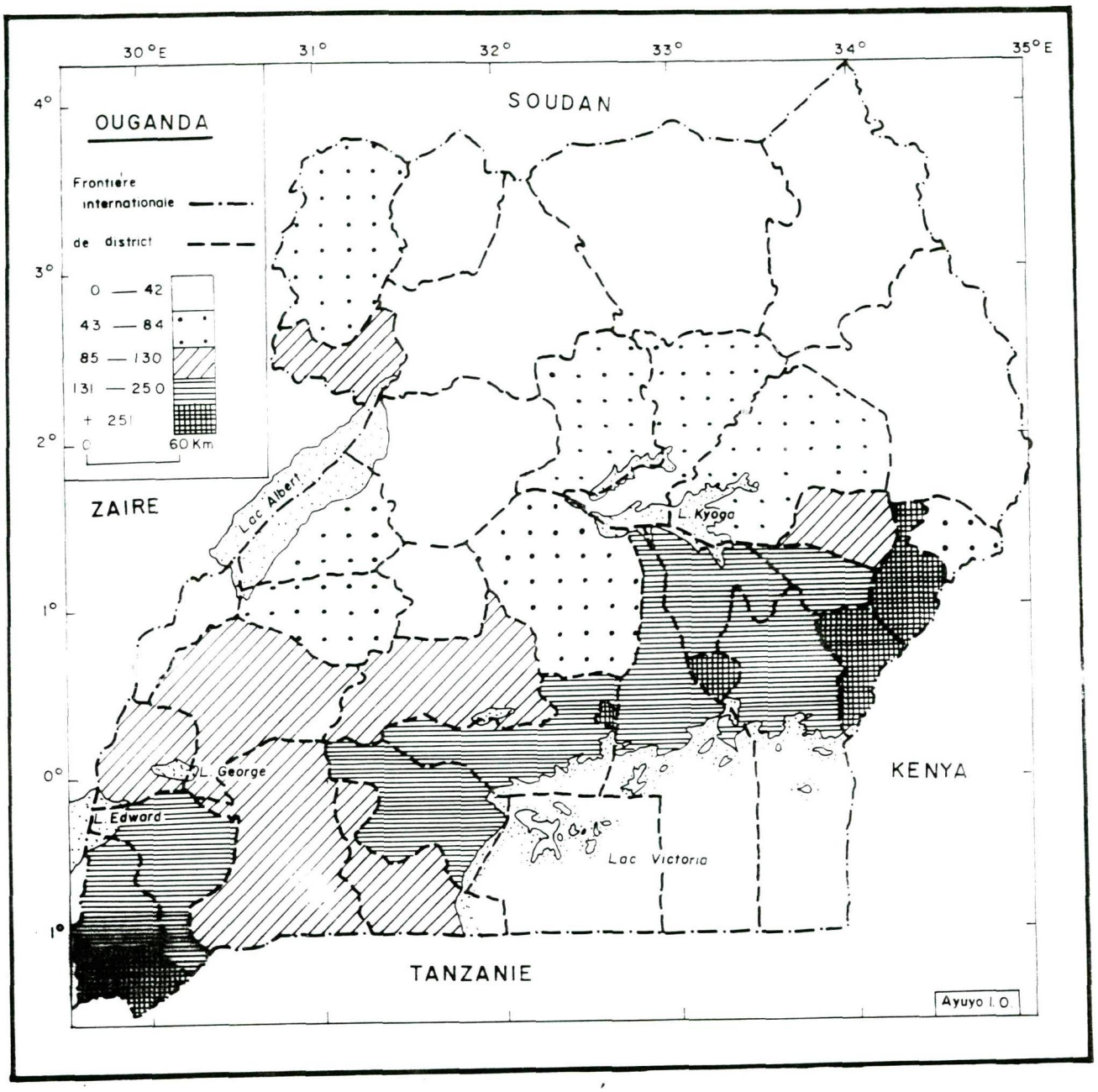
La carte de la répartition par district des lieux de naissance des migrants révèle tout à la fois l'émiettement des lieux de naissance - tous les districts sont représentés - et l'importance relative de la région centrale comme réservoir démographique principal de la capitale. Les districts de Mukono, Mpigi, Luwero, Mubende et Masaka représentent environ 30,7% des lieux de naissance des Kampalais. La moitié des migrants viennent de cette zone centrale. L'Ouest contribue à un peu moins de 10% des lieux de naissance, le Nord à 6% et l'Est à 6%. Les personnes nées à l'étranger quant à eux représentent moins de 2,2% des Kampalais. Cette distribution dessine le bassin migratoire dont Kampala est le centre. La géographie de ce bassin migratoire semble relativement indépendante des conditions démographiques qui prévalent dans le district de départ. En particulier elle ne reflète pas la hiérarchie des districts par la densité.



Carte

Les lieux de naissance des Kampalais .

1 : Frontières internationales ; 2 : Frontières de district ; 3 : Volume de la population kampalaise née dans le district (un millimètre de diamètre = 10 000 individus); 4 : Nom du district



Carte

Les densités démographiques par district en 1991 (habitants par km^2).

Un article de 1975 portant sur les données du recensement de 1969 permet de montrer la carte du bassin migratoire de Kampala avant la crise. En comparant les situations de 1969 et 1991, il est donc possible de voir si des évolutions importantes ont eu lieu à la faveur des événements.

La modification majeure affectant le bassin migratoire de Kampala est sa rétractation sur l'espace national ougandais, aux dépens des Etats voisins et en particulier du Kenya. En effet, la proportion d'étrangers africains dans la population kampalaise était d'environ 15% en 1969, elle n'est plus que de 1,7% en 1991. La crise a eu pour effet d'expulserles étrangers et de tarir les mouvements migratoires en provenance de l'Afrique orientale au sens large. C'est donc également un renfermement démographique qu'ont provoqué les événements ougandais.

Ce recentrage provoque un accroissement relatif des migrants ougandais par rapport à la population kampalaise puisque leur part passe de 40 à 45%. Ce léger gonflement s'accompagne-t-il de modifications structurelles dans la géographie du bassin migratoire national de Kampala? Les données disponibles sont d'un maniement quelque peu malaisé. D'une part, en effet, au cours de cette comparaison, le district de Mpigi, d'où pourtant sont issus pas moins de 10,6% des Kampalais de 1991, a été laissé de côté parce qu'en 1969, alors qu'il s'appelait West Buganda, il incluait la municipalité de Kampala et que donc le nombre exact de migrants venant du West Buganda rural à Kampala à cette époque n'a pas pu être distingué. Il convient de garder cette restriction à l'esprit, dans la mesure où la part respective des autres districts s'en trouve accrue, ce qui ne permet donc pas une comparaison terme à terme avec toutes les données disponibles pour 1991. D'autre part, les découpages administratifs ont été modifiés; l'Ouganda de 1991 compte 35 districts, celui de 1969 n'en comptait que 18. Aussi avons nous dû opérer des regroupement de données pour 1991 afin de pouvoir comparer les deux périodes.

Les données et la carte qui en est tirée sur l'évolution des districts d'origine des migrants à Kampala entre 1969 et 1991 prouvent l'absence de bouleversement dans la géographie du bassin migratoire national de Kampala. La crise ne débouche pas sur une modification des flux qui irriguent la capitale. Des évolutions de détail ont certes eu lieu : réduction des flux qui viennent du Nord, du Nord-Ouest, de l'extrême Sud-Ouest et de l'Est du Buganda ; recentrage significatif des flux qui viennent du Buganda au profit de l'Ouest et du Sud-Ouest de cette région ; léger accroissement des mouvements en provenance de l'Ankole et des pays teso et soga. Au centre du pays, du Toro au Karamoja en passant par le Bunyoro, le Lango, le Sebei et le Bukedi, les flux possèdent, en 1991, le même poids relatif par rapport à la population migrante de Kampala qu'en 1969. Mais dans l'ensemble, leschangements sont mineurs. La crise ne provoque pas de changement de structure spatiale. L'exode rural [259] possède sensiblement les mêmes caractéristiques qu'auparavant. Peut-on pourtant en déduire une loi générale qui affirmerait l'inertie des structures migratoires face aux guerres civiles? Des recherches sur d'autres pays africains en guerre - ils ne manquent malheureusement pas - devraient s'atteler à ce problème.

---

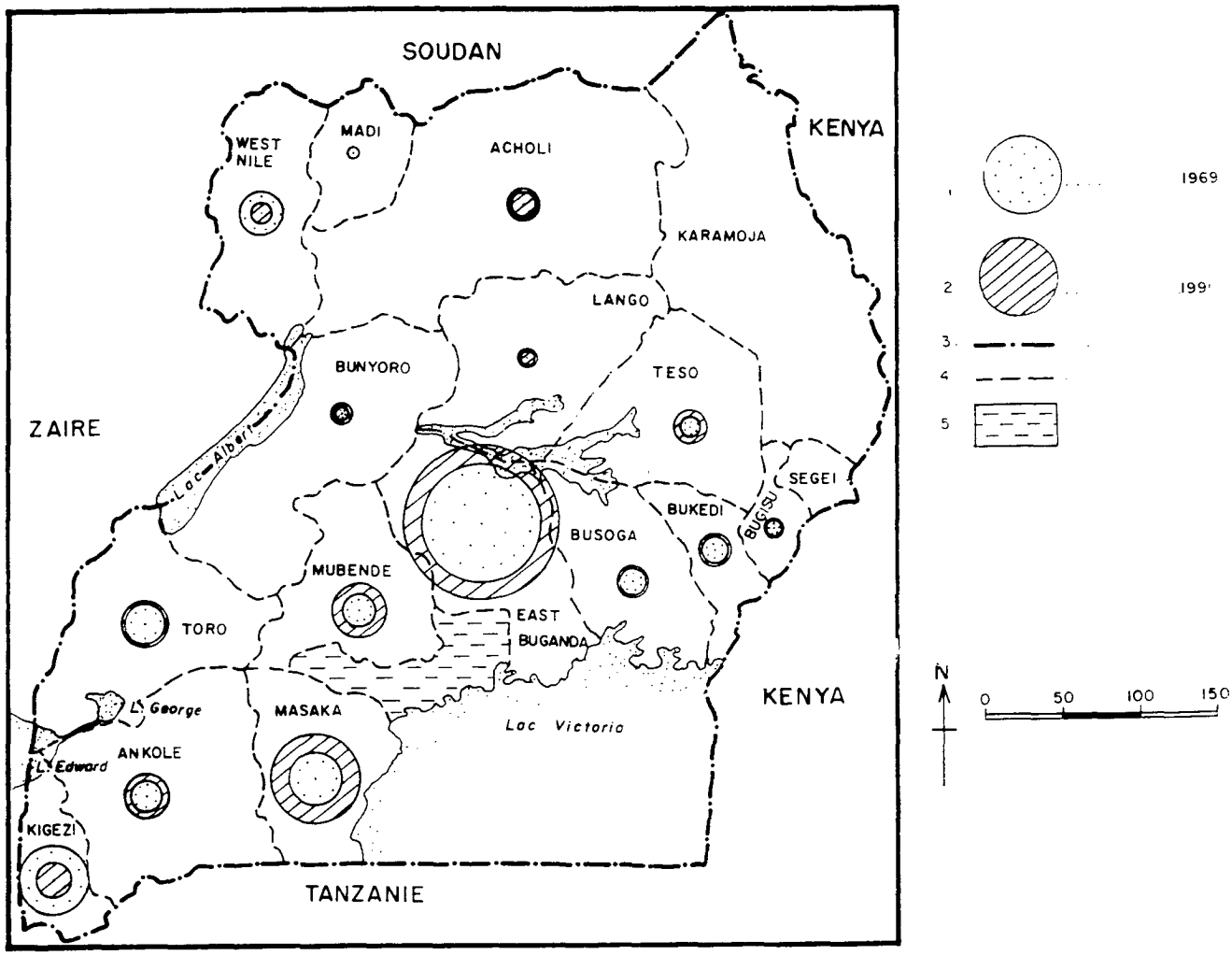
259 : Il convient de nuancer cette affirmation en se rappelant que les données dont nous disposons concernent l'échelle du district. Il est possible, une recherche ultérieure devrait se pencher sur ce problème, que la migration procède désormais en incluant à la trajectoire d'ensemble une étape urbaine interne au district de départ ce qui ferait que la migration du district d'origine à Kampala ne pourrait plus être qualifiée strictement d'exode rural. A notre sens cependant, qu'une étape urbaine soit intégrée ou non à la trajectoire migratoire, qui du village mène à la capitale, ne change pas profondément sa signification.

Tableau

Le bassin migratoire national de Kampala en 1969 comparé à celui de 1991.

	1969		1991
	Nombre	Part dans la population migrante ougandaise	Part dans la population migrante ougandaise
East Buganda	36 804	28%	22%
Masaka	11 392	8,5%	16%
Mubende	6 856	5%	9%
Teso	4 202	3%	5%
Bugisu	4 235	3%	2,8%
Bukedi	7 226	5%	4%
Busoga	6 013	4,5%	5,5%
Sebei	250		
Karamoja	288		
Kigezi	13 650	10,2%	6%
Ankole	7 528	5,6%	7%
Toro	10 065	7,5%	7%
Bunyoro	3 448	2,5%	3%
West Nile	8 981	6,7%	3,6%
Madi	1 007	0,7%	0,3%
Acholi	7 591	5,7%	3,9%
Lango	3 152	2,3%	2,5%

Source : Hirst (M.), "The Distribution of Migrants in Kampala, Uganda", *East African Geographical Review*, n°13, juin 1975, pp. 37-51; et *The 1991 Population and Housing Census, Kampala District*, 1993, miméo, p. 36.



Carte
L'évolution du bassin migratoire kampalais.

1 : Part des Kampalais migrants nés dans le district concerné en 1969
2 : Part des Kampalais migrants nés dans le district concerné en 1991
3 : Frontières internationales
4 : Frontières de district
5 : District du West Buganda exclu parce qu'en 1969, Kampala en faisait partie.

Quelles sont les motivations des migrants? Kampala ne diffère guère de la généralité africaine. Des facteurs péjoratifs ruraux, le caractère attractif de la grande ville dans les représentations ainsi qu'une certaine proximité géographique - à la fois spatiale et sociale - composent le faisceau des motivations qui déclenchent la migration. Un jeune géographe ougandais a étudié les facteurs qui ont contribué à la migration vers Kampala [260]. Interrogeant les migrants [261] sur les raisons de leur départ, l'auteur démontre que parmi les facteurs répulsifs du milieu rural les migrants insistent sur le manque de services sociaux (52% des réponses) puis sur la pauvreté (27% des réponses). L'insécurité ne semble avoir poussé que 3% des néo-urbains à quitter le village. Il faudrait cependant savoir quelle est la date d'installation en ville ainsi que l'ethnie des individus de l'échantillon pour en tirer des conclusions pertinentes. 9% des réponses ont été rassemblées sous la catégorie "autres motivations" qui recoupe tout à la fois les disputes familiales ou villageoises, les mauvaises récoltes et le marché matrimonial trop étroit. Les facteurs attractifs de Kampala ne présentent pas non plus grande originalité puisque la recherche d'un emploi constitue la raison première de la migration vers Kampala pour 52% des personnes interrogées, alors que l'existence d'une demande solvable nécessaire à l'exercice du commerce (17% des réponses), la présence d'infrastructures scolaires (11% des réponses), la présence d'un réseau d'amis (7% des réponses) et tout simplement l'espérance de trouver de meilleures conditions de vie (11% des réponses) constituent des motivations plus secondaires en apparence. En fait il convient d'admettre l'existence d'un faisceau convergent de motivations qui associe confusément l'ensemble de ces assertions pour conférer à la grande ville sa charge positive attractive.

Dans la majorité des cas, la migration vers la ville ne signifie pas rupture par rapport au mil eu d'origine. "Les migrations créent des liens plus qu'elles n'en brisent, [...] elles [sont] un fa teur de densification des réseaux sociaux et non pas de cassure entre des mondes opposés. Les migrants, plutôt que des «brebis perdues» pour la famille pourraient bien être les messagers d'une solidarité familiale toujours vivante" [262]. Le plus souvent, la décision du départ répond à la stratégie familiale de reproduction élargie. La migration scolaire, le placement d'une aide familiale à la ville, l'envoi d'un jeune pour qu'il participe aux petites activités commerciales et artisanales de la famille urbaine participent de cette stratégie familiale, dont la caractéristique géographique principale est d'être pluri-locale et chevauchante. L'intégration la plus achevée d'espaces géographiques différents au sein d'un même espace de vie s'exprime au travers de la polygamie pluri-locale.

Cependant, en Ouganda, l'opposé se rencontre également. Souvent, la ville constitue un refuge pour des individus isolés. Ceci est particulièrement vrai des femmes qui représentent une part importante des migrations. C'est pourquoi les femmes isolées avec leurs enfants constituent un groupe particulièrement vulnérable parce que pauvres et sans lien sociaux. la stratégie est ici une stratégie de rupture plus que d'intégration sociale et spatiale.

Quoiqu'il en soit, le maintien et la reprise de l'exode rural à destination de Kampala pose le problème de la distance sociale et économique qui sépare la grande ville du monde rural. L'article de Vali Jamal et John Weeks [263], en confirmant le resserrement de l'écart entre villes et campagnes en Afrique et plus singulièrement en Ouganda, pose le problème du maintien de

IFRA LIBRARY

---

260 : Giyaya (Ch.), *Factors contributing to migration of people into Kampala urban District*, mémoire de fin d'étude, Makerere University, Department of Geography, 1992, 84 p.

261 : L'enquête a été menée sur un échantillon non-représentatif de migrants puisque près de la 30% des personnes interrogées avaient été à l'université! Mais faute de mieux, nous nous servons de ce travail.

262 : Locoh (Th.), "Structures familiales d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique", *in* Quesnel (A.) & Vimard (P.) (eds.), *Migration, changements sociaux et développement*, Troisièmes Journées Démographiques, Paris, 20-22 septembre 1988, Editions de l'ORSTOM, Paris 1991, p. 270-295.

263 : "Le resserrement de l'écart entre les villes et les campagnes en Afrique au sud du Sahara", *Revue Internationale du Travail*, vol.127, n°3, 1988, p. 305-329.

l'exode rural. Certes, nous avons constaté qu'au moment où l'écart se resserre notablement les flux d'immigration urbaine s'étaient légèrement réduits, mais l'écart actuel entre les revenus urbains et les revenus ruraux demeure plus étroit que ce qu'il avait été entre 1950 et 1970 et pourtant les mouvements de population ont repris la direction de la capitale. Pour expliquer cette reprise, deux hypothèses distinctes mais non exclusives les unes des autres doivent être émises :

- les flux migratoires réagissent au moins autant aux écarts réels qu'à leurs évolutions;
- l'écart actuel [264] quoique faible demeure cependant attractif dans le contexte de tactiques de survie déployées par des ruraux aux abois dont les représentations géographiques incorporent l'image de la ville comme espace où les opportunités d'enrichissement sont bien supérieures à la campagne;

Surtout, que le resserrement de l'écart entre les villes et les campagnes n'influe que peu sur l'évolution des migrations vers la ville, souligne que la motivation de cette migration ne répond pas uniquement au critère purement économique, même si celui-ci domine. La «dis-localisation» géographique présente pour les groupes des avantages qui ne se résument pas à la stricte comparaison des revenus.

Le poids du recrutement de proximité dans la structure démographique de Kampala détermine la configuration ethnique de la capitale.

Tableau

La configuration ethnique kampalaise de 1991 comparée à celle de l'Ouganda de 1959.

Ethnies	Part dans la population de Kampala en 1991	Part dans la population ougandaise en 1959
Acholi	2,6	4,4
Alur	1,4	1,9
Bafumbira	1,3	?
Baganda	62	16,2
Bagisu	1,6	5,1
Bakiga	2,7	7,1
Banyankole	5	8,1
Banyarwanda	1,6	5,9
Banyoro	2,2	2,9
Basoga	3	7,8
Batoro	3,7	3,2
Iteso	3,3	8,1
Langi	1,6	1,2
Lugbara/Madi	1,8	5

Sources : a) *The 1991 Population and Housing Census, Kampala District*, 1993, miméo, p. 36. b) Uganda Protectorate, *Census returns*, Government Printer, Entebbe, 1959.

Bien que la notion d'ethnie ait pu être discutée, l'identité des Africains, urbains ou ruraux, a tendance à se structurer autour de l'appartenance ethnolinguistique. G. Prunier a bien

---

264 : D'après le *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989 - 1990*, 51,1% des ménages ruraux de la région centrale gagnaient moins de 25 000 shillings par mois contre seulement 20% à Kampala. Par contre 45% des Kampalais gagnaient plus de 50 000 shillings par mois alors que seulement 21,9% des ruraux atteignaient et dépassaient ce seuil. La comparaison est cependant biaisée par l'existence de revenus ruraux non monétaires dont il faudrait savoir s'ils ont été comptabilisés par l'enquête. Si non, l'écart serait plus faible que ne le montrent les chiffres et le maintien de l'exode rural serait à mettre au compte non plus seulement de contingences économiques purement quantitatives, mais également au compte du désir d'insertion dans un milieu plus monétarisé et de multiplication des sources de revenus. Mais il convient également de rappeler qu'il n'existe pas un exode rural mais plusieurs types.

montré comment l'existence de deux États précoloniaux - le Buganda et le Bunyoro - mais aussi et surtout la colonisation avaient contribué à figer et cristalliser le paysage ethnolinguistique ougandais, jusqu'à faire de l'ethnie un référent intégré et incontournable de la vie politique et sociale [265]. La comparaison des structures ethniques nationale et kampalaise permet de souligner plusieurs caractères intéressants de la ville.

La capitale est plus que tout autre district le point de rencontre des différentes ethnies présentes sur le territoire national, mais le poids de l'ethnie centrale est patent, puisque ce sont presque les deux tiers des Kampalais qui sont des Baganda. Les bantous représentent au moins 83% de la population de la capitale. Ce poids quantitatif renforce le rôle des Baganda dans la vie urbaine.

Les schémas de la thèse de Vorlaufer tirés des résultats du recensement de 1959, permettent de déduire grossièrement la structure ethnique de Kampala à cette époque et de la comparer avec celle d'aujourd'hui.

Tableau

Configuration ethnique comparée de Kampala en 1959 et en 1991.

	Greater Kampala en 1969 (a)	Kampala en 1991 (b)
Baganda	45	62
Luo	9	
Banyarwanda	3	1,6
Barundi	1	
Batoro	8	3,7
Acholi	3	2,6
Banyankole	3	5
Autres	27	25

Sources: a) Vorlaufer, *op. cit.*, p. 73; b) *The 1991 Population and Housing Census, Kampala District*,, 1993, miméo, p. 36.

Le tableau confirme l'importance croissante des Baganda dans le peuplement de la capitale et le processus de substitution partielle des expulsés par les Baganda à la faveur des "nettoyages ethniques" qui ont affecté la capitale ougandaise depuis l'indépendance. Le caractère "d'ethnie-hôte" [266] ne s'est pas démenti malgré la crise. Le poids des Baganda s'est même renforcé sur la période puisque O'Connor affirme que "la part [des Baganda] dans la population du *Greater Kampala* était plutôt au-dessus des 50%" [267]. En 1959, les Luo comptaient pour une part importante dans la population de la ville. Ces Luo quivenaient du Kenya et travaillaient dans l'industrie kampalaise [268] ont été expulsés en 1969. Leur disparition du paysage démographique kampalais a été complétée lors de l'éclatement de la

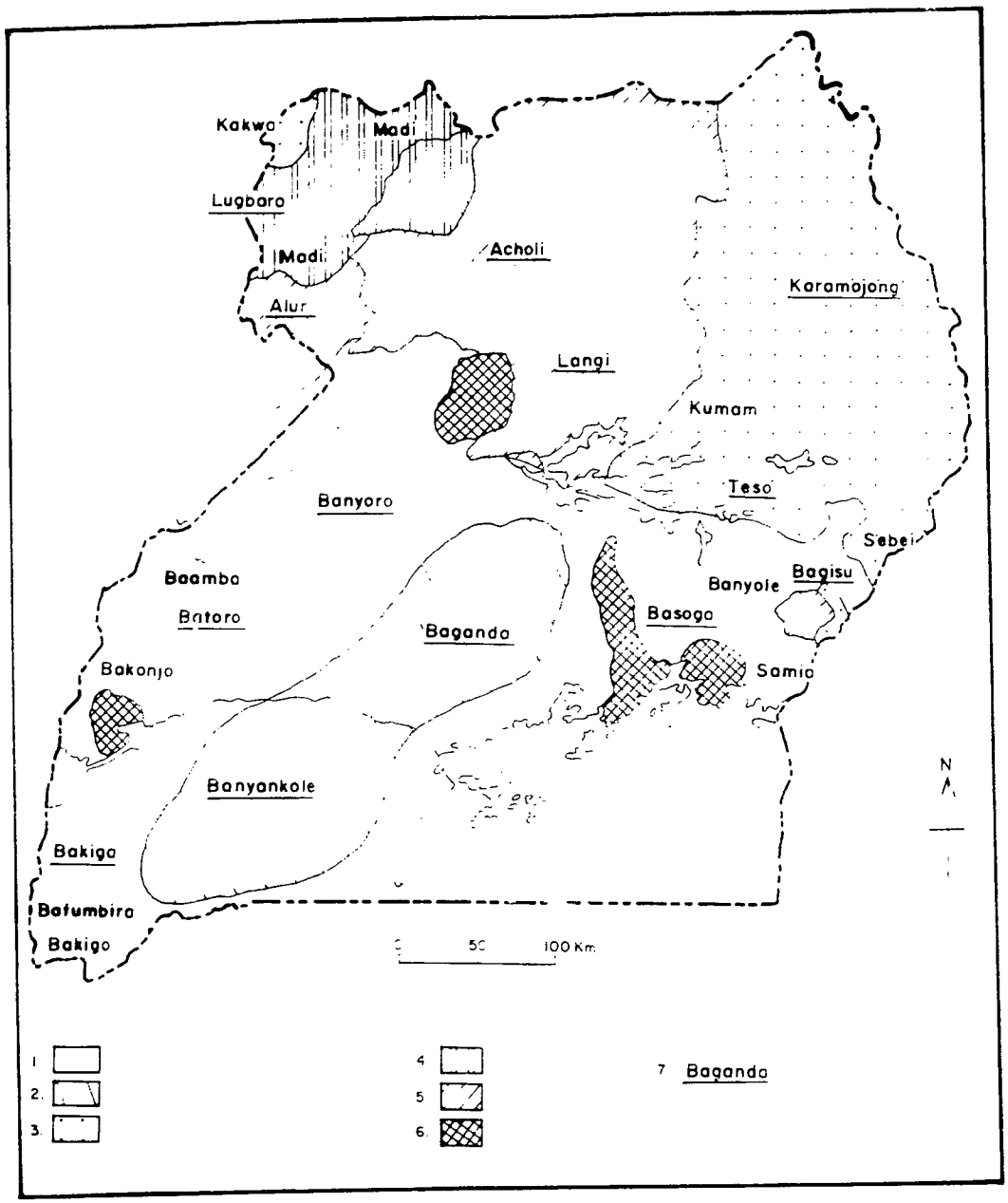
---

265 : Prunier (G.), "Evolution des critères de définition ethnique en Ouganda (Du XVI^{ème} à la fin de l'ére coloniale)", *in* Chrétien (J.-P.) et Prunier (G.) (dirs.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala-ACCT, 1989, p. 201-213.

266 : Prakin (D. J.), *Neighbours and Nationals in an African City Ward*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1969, 222 p.

267 : O'Connor A., *The African City*, Hutchinson University Library for Africa, Londres, 1983, p. 117.

268 : Les Luo et les Luya viennent de l'ouest kenyan, régions de Kisumu et de Bungoma/Kakamega. Les fortes densités rurales de la région les ont très tôt conduits à l'émigration. Ils se rencontrent en nombre dans le salariat urbain, la police, les employés de bureau mais aussi sur les plantations comme ouvriers agricoles. Les chemins de fer est-africains comptaient beaucoup de Luo parmi leurs employés. La promulgation en 1969 du Immigration Act qui demandait à tous les non-citoyens de faire une demande de permis de travail avant le 1 mai 1970 débuta un mouvement de reflux vers le Kenya.



Carte
La géographie ethnique ougandaise.

1 : Groupes ethno-linguistiques bantous ; 2 : Zone d'installation d'une forte minorité de Banyarwanda ; 3 : Groupes ethno-linguistiques nilotiques des plaines ; 4 : Groupes ethno-linguistiques nilotiques des rivières et des lacs ; 5 : Groupes ethno-linguistiques soudaniques ; 6 : Groupes ethno-linguistiques kalenjin ; 7 : Zones de forte mixité ethnique.

communauté est africaine en 1976. Leur absence constitue l'une des cicatrices des années de cendre dans la composition ethnique de la population africaine de Kampala. Le maintien apparent du volume des ethnies comptabilisées sous la rubrique "autres" ne doit pas faire illusion. En effet, cette rubrique ne recouvre pas le même contenu en 1969 et en 1991. Or, une autre conséquence capitale des années de crise, du point de vue de la composition ethnique kampalaise, est la disparition de la minorité indienne comptabilisée en 1959 sous la catégorie "autres". Les Indiens représentaient 31 505 Kampalais en 1959. L'expulsion de 1972 (environ 70 000 expulsés dont la moitié d'entre eux étaient kampalais) n'a laissé en Ouganda qu'environ 500 personnes de cette ethnie.

En somme, du point de vue ethnique, la période de crise semble avoir abouti au remplacement des minorités kenyane et indienne par les Baganda, et secondairement par d'autres ethnies, nouvelles venues en ville comme les Iteso ou les Langi. Paradoxalement, la marginalisation apparente des Baganda dans la vie politique nationale s'accompagne d'un renforcement de leur présence au centre. Ceci s'explique en partie par le fait que constituant l'ethnie africaine ougandaise la plus cultivée, ils sont ceux qui ont le plus profité des opportunités d'emploi urbain offertes par le départ des minorités exogènes. Corrélativement, l'implication des ethnies du nord-est au plus haut niveau de la vie politique nationale ne leur a permis que très marginalement d'améliorer leur poids démographique dans la capitale. Donc du point de vue migratoire, la ville se nourrit surtout de son environnement proche.

Tableau

Part des migrants et sex-ratio par ethnie en fonction du lieu de naissance dans la population kampalaise en 1991

Ethnies	% des membres de l'ethnie résidant à et nés à Kampala	Sex-ratio par ethnie	Sex-ratio des migrants par ethnie
Acholi	27	1,05	1,07
Alur	31	1,14	1,22
Bafumbira	33	2,32	2,29
Baganda	50	0,86	0,78
Bagisu	27	1,05	1,06
Bakiga	30	1,27	1,39
Banyankole	23	1,07	1,12
Banya-rwanda	29	0,78	0,71
Banyoro	33	0,89	0,85
Basoga	31	1,12	1,21
Batoro	25	0,99	1,02
Iteso	20	1	1,01
Langi	24	1	1
Lugbara/ Madi	29	1,25	1,36

Source: *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, mimeo, octobre 1992, 80 p.

L'étude du sex-ratio par ethnie et surtout du sex-ratio des migrants par ethnie permet de distinguer trois types de migrations vers la capitale.

Le premier type correspond à la migration baganda. Elle est originale à cause du poids très important des femmes. Le sex-ratio des migrants baganda est très déséquilibré du côté féminin. Le migrant Muganda est une migrante. Du fait du poids de cette ethnie dans le peuplement kampalais, cette particularité contribue au déséquilibre du sex-ratio. Apparentées à cette migration baganda mais moins volumineuses, sont les migrations banyoro et banyarwanda. Cette migration féminine baganda et banyarwanda s'explique par la

convergence de trois migrations : la migration scolaire, la migration de refuge et la recherche d'un travail rémunéré [269].

A l'opposé, les migrations en provenance du *West Nile* (ethnies Alur, Lugbara et Madi) du pays Soga et du Kigezi (Bafumbira et Bakiga) restent des migrations traditionnelles dans la mesure où elles concernent avant tout une majorité d'hommes sans doute poussés par les fortes densités, le manque de terre et la faiblesse des opportunités d'enrichissement.

En position intermédiaire, les régions nilotiques ou occidentales envoient vers la capitale des flux équilibrés.

Pôle d'attraction à l'échelle nationale, la capitale rassemble l'immense majorité des étrangers résidant en Ouganda à cause de sa fonction de relais entre l'espace ougandais et le monde extérieur. Leur structure démographique rappelle celle des pays développés, et contraste fortement avec celle des Kampalais de nationalité ougandaise.

Tableau
Structure démographique comparée des Ougandais et des étrangers.

%	Moins de 15 ans	De 15 à 50 ans	Plus de 50 ans	Part dans la population totale
Ougandais	40	56,3	3,7	97,8
Non - ougandais	28	59	13	2,2

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

Tableau
Sex-ratio comparé des Ougandais et des non Ougandais.

%	Moins de 15 ans	De 15 à 50 ans	Plus de 50 ans	Sexe ratio total
Ougandais	0,86	1	0,88	0,94
Non Ougandais	1	1,34	2,44	1,44

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

Le sex-ratio des étrangers souligne que ces étrangers sont en majorité des coopérants venus en Ouganda sur contrat. Ces étrangers résidant à Kampala sont d'abord des Africains des pays voisins puis dans une moindre mesure des diplomates européens et américains. Le sex-ratio des plus de 64 ans s'explique par le fait qu'une part de ces étrangers occidentaux sont soit des missionnaires âgés soit des anciens coopérants qui, mariés avec une (souvent jeune et jolie) Ougandaise, restent sur place.

Tableau
Part des différentes nationalités parmi les étrangers

	Kenyans	Tanza-niens	Rwandais	Zaïrois	Souda-nais	Autres
Nombre	1762	2899	4439	2143	970	5575
%	10	16,3	25	12	5,4	31,3

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

---

269 : Voir au sujet des migrations féminines Finley (S. E.), "Les migrations féminines dans les villes africaines : une revue de leurs motivations et expériences" *in L'insertion urbaine des migrants en Afrique*, Actes du séminaire CRDI - ORSTOM - URD, Lomé 10 - 14 février 1987, Editions de l'ORSTOM, Paris, 1990, pp. 55-70. Et plus particulièrement sur Kampala, Mandeville (E.) "Poverty, Work and the Financing of Single Women in Kampala", *Africa*, 49, 1, 1979, pp. 42-52, ainsi que Obbo (Ch.), *African Women : their struggle for economic independence*, Zed Press, Londres, 1980, 166 p.

Le poids des Rwandais s'explique par le rôle de refuge que l'Ouganda a joué pour la minorité tutsi menacé par le régime prohutu de Kigali. Pour les autres étrangers africains le but du séjour kampalais est surtout commercial. Les minorités zaïroises et kenyanes sont bien connues des Ougandais pour le rôle de relais qu'elles jouent pour les entreprises de leur pays d'origine.

Globalement, la sphère démographique semble donc relativement autonome, par rapport aux évolutions de l'ordre politique et de l'ordre économique. Elle les enregistre, mais atténuées. La baisse de la croissance démographique entre les recensements de 1969 et 1980 tient plus aux expulsions, qu'aux renversements des tendances migratoires. La ville reste le réceptacle de l'exode rural. Au delà des effets des mesures xénophobes autoritaires, le bilan migratoire intercensitaire n'est pas fondamentalement affecté par la crise politique. Cependant, l'évolution depuis 1986 vient nuancer ce propos dans la mesure où le retour de la paix semble libérer des forces migratoires jusque là masquées. L'accélération actuelle de l'exode rural montre que la mobilité vers la ville a été retardée à cause de l'insécurité, et que la paix et la croissance économique la favorisent. Pour juger de l'impact des changements politiques sur la dynamique urbaine, il convient d'étudier les taux de croissance intercensitaires autant par rapport à ceux qui les précèdent, que par rapport à ceux qui les suivent.

Le bilan naturel présente des évolutions difficiles à cerner précisément, mais qui semblent aller dans le sens d'une réduction de la croissance naturelle urbaine (baisse de la fécondité et augmentation de la mortalité). La responsabilité des changements politiques n'apparaît pas clairement sauf dans la détérioration des services de santé. Mais l'ensemble du continent, quoique n'ayant pas connu la même crise que l'Ouganda, enregistre la même détérioration des services de santé. La crise politico-militaire ne fait-elle qu'exacerber les tendances structurelles africaines?

Au total, il est difficile d'évaluer la part du bilan migratoire et de la croissance naturelle dans l'accroissement démographique kampalais. La part de la croissance naturelle dans l'augmentation démographique diminue certainement compte tenu de la baisse de la fécondité et de la hausse de la mortalité. L'augmentation actuelle de la croissance démographique résulte donc d'un accroissement du bilan migratoire. Contrairement à la plupart des villes africaines, l'évolution kampalaise ne va pas dans le sens d'une diminution de l'apport migratoire, et d'une augmentation du bilan naturel. L'évolution apparaît même inverse.

Cependant, si les changements politiques induisent des décélérations ou des accélérations, mais pas de bouleversements fondamentaux. La tendance générale reste à la hausse du stock démographique urbain.

Les termes de la dynamique urbaine et ses ressorts principaux désormais connus, il convient d'en rechercher les conséquences essentielles. Cette dynamique démographique, outre l'espace original qu'elle contribue à spécifier par rapport à son environnement rural, produit une population à la composition originale.

Section 5. Le résultat : une composition démographique originale.

L'apport migratoire persistant malgré le fléchissement des années soixante-dix imprime de façon déterminante sa marque à la composition démographique de la population urbaine qu'il s'agisse de la pyramide des âges, du sex-ratio.

Le dynamisme démographique de la population kampalaise exprimé par son extrême jeunesse est bien visible puisque 53% de la population a moins de 20 ans, et que l'âge médian est de 18 ans. La proportion de vieux (personnes âgées de plus de 50 ans) est nettement inférieure à 4%.

Tableau

Pyramide des âges (effectif par tranche d'âge) de Kampala en 1991.

	Hommes	Femmes
0-4 ans	66 409	68 423
5-9 ans	42 279	47 996
10-14 ans	36 568	50 323
15-19 ans	40 363	59 132
20-24 ans	53 354	57 061
25-29 ans	48 331	42 845
30-34 ans	32 811	25 406
35-39 ans	20 327	14 907
40-44 ans	12 929	8 964
45-49 ans	8 517	5 835
50-54 ans	6 244	5 271
55-59 ans	3 075	2 451
60-64 ans	2 289	2 984
65-69 ans	1 285	1 408
70-74 ans	889	1 528
75-79 ans	505	705
+80 ans	687	1 361
non établi	363	316
Total	377 225	397 016

Source : Republic of Uganda, *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, p. 9

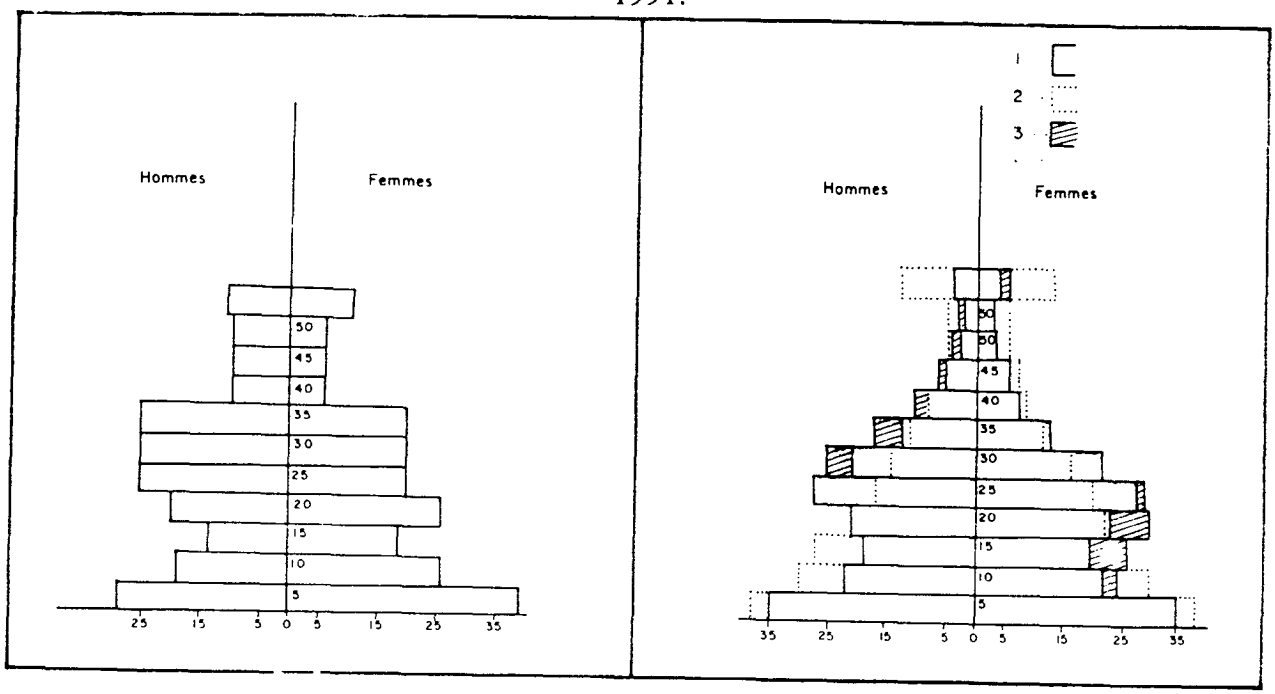
La comparaison entre les échelles nationale, régionale et urbaine permet de dégager les spécificités de la pyramide des âges urbaine. Classiquement, la ville compte relativement plus de jeunes adultes, moins de jeunes et de vieux. L'impact des migrations sélectives et circulaires est ici clair. La ville attire en priorité les jeunes adultes. Le phénomène de retour (exode urbain) est tout aussi patent puisque la proportion de personnes âgées tombe brutalement, et ce avant que l'âge de l'espérance de vie moyenne ne soit dépassé.

Tableau

Taux de masculinité par tranche d'âge en 1990 - 1991.

	Ouganda (a)	Région Centrale Urbaine (a)	Kampala (b)
0-4	0,99	1,02	0,97
5-9	0,99	0,86	0,88
10-14	1,18	1,06	0,72
15-24	0,94	0,73	0,80
25-35	0,88	0,9	1,19
35-49	1,05	1,41	1,4
50-64	0,94	0,89	1,08
+64	1,1	1	0,67

Figure
Pyramides des âges comparées de Kampala en 1969 et en 1991 et de celle de l'Ouganda en 1991.



Pyramide kampalaise en 1969

Pyramides kampalaise et ougandaise en 1991

1 : Pyramide kampalaise
2 : Pyramide ougandaise
3 : Déséquilibre absolu par tranche d'âge du sex-ratio
4 : Déséquilibre par tranche d'âge de la population kampalaise par rapport à la population ougandaise

Tableau
Répartition relative de la population par tranche d'âge de l'Ouganda, des villes de la région centrale et de Kampala.

Espace	Ouganda (a)		Villes de la région centrale (b)		Kampala (c)	
Sexe	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
0-9 ans	35,9	36	33,15	32,23	28,8	29,3
10-14	12,70	13,32	13,47	11,83	9,6	12,6
15-24	18,28	19,8	21,42	27,48	24,8	29,2
25-34	12,46	12,91	17,27	17,90	21,5	17,2
35-49	11,20	11,2	10,93	7,23	11	7,5
50-64	5,9	5,1	2,77	2,90	3	2,6
+ 65	3,11	2,86	0,99	0,74	0,89	1,2

Sources : (a) *Background to the Budget 1991-1992* ; (b) *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989-1990).* MOPED, Statistics department, Entebbe, février 1991 ; (c) *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district,* miméo, octobre 1992, 80 p.

Le retard de la migration masculine vers la ville par rapport aux migrations féminines explique le déséquilibre du sex-ratio entre 10 et 24 ans. A l'inverse, le retour au village se fait plus précocement pour les femmes que pour les hommes.

Il semble que Kampala exagère les caractères urbains en amplifiant les oppositions entre les sexes.

L'évolution de la structure démographique peut être appréhendée en comparant les pyramides et les taux de masculinité en 1969 et 1991. Le recensement de 1980 ne fut, en fait, qu'un dénombrement et ne peut servir.

Tableau
Structure démographique de Kampala en 1969.

	Pyramides des âges		Taux de masculinité
	hommes %	femmes %	
0-4	14,6	18,8	0,96
5-9	9,3	13	0,89
10-14	7	9,2	0,95
15-24	10,6	13,0	1,01
25-34	38,0	30,0	1,56
35-49	13,6	9,8	1,71
50-64	4	3,5	1,4
64 et +	1,3	1,5	1,1

Source : *Final report on the 1969 census*. Government Publishing House, Entebbe. 1970.

L'augmentation du stock démographique s'accompagne donc de changements structurels importants:

La réduction de la sur-représentation des jeunes adultes est liée à une sorte de "naturalisation" de la pyramide urbaine.

Une autre modification structurelle importante apparaît : l'inversion du taux de masculinité (1,23 en 1969 ; 1,02 en 1980 et 0,95 en 1991) Le retournement du sex-ratio, est provoqué par une conjonction de facteurs : l'apparition d'une migration familiale et l'émergence d'une migration féminine célibataire due à l'impact de la guerre, du Sida [270] et de l'exacerbation des tensions culturelles villageoises ("effets de *push and pull*"). Une recherche récente montre clairement que la mortalité rurale due au Sida touche, pour le moment, surtout les hommes et laisse les femmes seules avec leurs enfants. Ainsi, dans le district de Rakaï, les orphelins de père ou de mère représentent près de 13% de la population de moins de 18 ans sans que cela puisse être attribué aux combats qui ont relativement épargnés cette région. Or, plus de 60% de ces enfants sont orphelins de père. La même structure de la mortalité parentale se retrouve dans les districts de Masaka, Luwero et Hoima. L'effet réel de cette mortalité dissymétrique sur les migrations en direction de la capitale est mal connu. Cependant, il est certain que, conformément à la "tradition" baganda, la femme seule se voit encore fréquemment retirer ses enfants et les terres de son ex-mari par sa belle-famille. La violence affective et la précarité économique dans laquelle elle se trouve plongée constituent sans aucun doute des motifs de départ assez puissants.

L'inversion du sex-ratio global et la naturalisation de la pyramide des âges soulignent le passage, au cours des 20 dernières années, d'une migration essentiellement masculine à une migration mixte où dominent les effectifs féminins. Désormais, le sex-ratio est le même à la ville et à la campagne. Il est de 0,96. La "naturalisation démographique urbaine" aligne le

270 : Voir Hunter (S. S.), "The Impact of AIDS on Children in Sub-Saharan African Urban Centers", *African Urban Quarterly, Special issue on AIDS, STDs and Urbanization in Africa*, vol. 6, n°1 & 2, janvier-mai 1991 (publication en septembre 1993), p. 108-128.

sex-ratio global de Kampala sur celui de l'Ouganda. Mais l'analyse du taux de masculinité par tranche d'âge vient compliquer cette image trop simple d'un continuum ville - campagne et montre des phénomènes de compensation entre les classes d'âge (entre 15 et 49 ans) où les sex-ratio sont déséquilibrés à Kampala. Néanmoins, ces déséquilibres ont vu leur structure changer entre 1969 et 1991 à cause de la féminisation de la population. Désormais, les hommes ne dominent plus que les tranches d'âge de 25 à 64 ans et encore le taux de masculinité est-il nettement moins élevé en 1991 (1,19 et 1,4) qu'en 1969 (1,56 et 1,71).

L'accroissement relatif des classes d'âge de 9 à 15 ans inscrit le rayonnement scolaire de Kampala au coeur de la structure démographique. La destruction massive des écoles pendant la guerre en particulier dans le Luwero provoque un déficit social particulièrement vivement ressenti par les Baganda traditionnellement attachés à la scolarisation de leurs enfants. Peut-être, faut-il également faire intervenir une modification dans la mentalité rurale à l'égard de la scolarisation féminine qui expliquerait et le rajeunissement de la pyramide et le précoce déséquilibre du sex-ratio. Cependant, ce rajeunissement déséquilibré peut également être mis au compte d'un accroissement du travail domestique urbain des filles au cours des vingt dernières années.

Ces caractéristiques soulignent encore, malgré la naturalisation en cours de la structure démographique, l'importance du phénomène migratoire dans la dynamique spécificative du peuplement kampalais.

Cette population aux comportements démographiques originaux par rapport aux populations rurales connaît **une structure de l'emploi spécifique**.

Tableau

Répartition de la population des villes de la région centrale en fonction de leur activité.

	Hommes	Femmes	Total
Inactifs	24,35	23,41	23,86
Elèves, étudiants	30,51	25,98	28,16
Auto-employé	14,92	11	12,89
Employeur	1,60	0,39	0,98
Employé	25,16	10,94	17,81
Apprenti	1,08	4,21	2,70
Travailleur domestique	0,65	21,97	11,68
Retraité	0,20	0,03	0,11
Chômeur	1,25	2,05	1,67
Autres	0,28	0,02	0,14
Total	100	100	100

Source : *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989-1990)*, World Bank/Ministry of Planning and Economic Development, Statistics Department, Entebbe, février 1991, table 2. 16.

Cependant, le premier trait remarquable est l'apparente faiblesse du taux d'activité et, inversement, l'importance du taux de dépendance. En effet seulement environ 30% des Kampalais ont une activité rémunérée de façon monétaire. Le nombre de dépendants moyen par actif s'élève donc approximativement à 2. Les statistiques disponibles révèlent la responsabilité qui pèse sur les personnes qui travaillent.

Les précautions habituelles [271] vis à vis des statistiques sont à prendre. De plus, la réalité du travail ne se réduit pas à la sécheresse de ces chiffres. De nombreux "inactifs" participent de façon gratuite à la production urbaine et donc à la survie des ménages. Une proportion importante des travailleurs domestiques - en réalité, les femmes au foyer - mais aussi un

271 - Voir à ce sujet les nuances qualitatives qu'il faut apporter à la description de l'Afrique au travail et sur lesquelles insiste l'ouvrage de Copans (J.) & Morice (A.) (dir.), *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Karthala Paris, 1987,

certain nombre des élèves et des étudiants sont impliqués plus ou moins intensément et régulièrement, qui dans le petit commerce, qui dans l'agriculture intra-urbaine, qui dans une autre activité artisanale. Ainsi, Maria Babigumera, la femme de Daoudi Kiyimba cultivateur et jardinier, se déclare sans travail et se classe dans la catégorie *house wife*. Cependant, que de fois ne l'avons nous pas trouvée occupée, outre à préparer le repas familial, à bêcher, pliée en deux sous l'effort et le soleil, le *lusuku* [272]. Une étude sur l'agriculture estime que ce sont 30% des Kampalais qui sont impliqués dans cette activité. D'autre part, un certain nombre d'actifs n'ont pas souhaité se déclarer comme tel, et ont été répertoriés sous une catégorie inactive. Ainsi, les femmes qui fabriquent de la bière (*malwa*) ou du gin local (*waragi*), profession illégale, ont certainement masqué leur activité et se sont déclarer travailleurs domestiques. C'est pourquoi au total, il nous semble que ce que révèle ces statistiques, c'est en fait et au contraire de la première impression, la mise au travail généralisée des urbains et la contribution de l'ensemble des résidents à la reproduction matérielle du corps social, et ce dès un très jeune âge. En effet, surtout si l'on déduit de la population inactive les "étudiants" et les "travailleurs domestiques", dont pourtant le rôle dans la reproduction sociale est patent, il apparaît que la ville est avant tout un lieu de travail. Les vrais inactifs - classés dans les catégories "chômeurs" et "autres" - comptent relativement peu dans la population.

La combinaison des grands groupes d'activité des villes de la région centrale comparée à celle des campagnes environnantes permet de caractériser **la spécificité fonctionnelle urbaine,** et donc dans une grande mesure kampalaise.

Tableau

Répartition de la population active des villes et des zones rurales de la région centrale en fonction des secteurs de l'activité principale.

%	Villes de la région centrale			Zone rurale de la région centrale		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Agriculture	10,30	13,34	11,52	80,76	91,88	85,36
Mines et carrières	0,07		0,04			
Industrie	6,87	4,85	6,06	3,23	0,86	2,25
Services urbains	2,50		1,50	0,07		0,04
Construction	11,89	0,11	7,19	1,02		0,60
Commerce et restauration	21,66	41,47	29,[illegible]	5,33	3,74	4,97
Transports	16,57	0,64	10,21	1,64		0,96
Finances et services	10,55	10,7	10,61	2,26	1,47	1,93
Services sociaux	19,14	28,76	22,98	5,19	1,74	3,76
Indéfini	0,45	0,13	0,32		0,31	0,13

Source : *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989-1990),* World Bank/Ministry of Planning and Economic Development, Statistics Department, Entebbe, février 1991, table 2. 21.

Les actifs déclarés se répartissent très inégalement entre les trois secteurs d'activité puisque le secteur primaire compte 11,5% des actifs kampalais, le secteur secondaire (industrie et BTP) 21,3% alors que le secteur des services rassemble près des deux tiers de la population active. Le maintien d'une activité agricole relativement conséquente, la faiblesse de la base productive industrielle compensée partiellement par le dynamisme du secteur de la construction, ainsi que la vocation de centre de service sont clairement exprimés et distinguent la population urbaine d'un environnement marqué par l'activité agricole, et où les spécialisations sexuelles apparaissent de façon différente par rapport à la ville. En effet, alors qu'à la campagne, les hommes dominent tous les secteurs non agricoles, c'est-à-dire les secteurs monétarisés, la dichotomie sexuelle urbaine apparaît plus subtile, les femmes dominant le commerce de détail, la restauration, l'agriculture intra-urbaine et les services

272 : Le *lusuku* est la plantation de bananiers qui entoure la maison familiale.

sociaux. La répartition sectorielle de la population active révèle la spécialisation économique de la ville dans le secteur des services.

Cependant, la réalité du travail ne se réduit pas à l'appréhension globale de l'activité et des secteurs d'activité. La nature des emplois occupés est également à prendre en compte.

Tableau
Nature des emplois occupés par les Kampalais de plus de 10 ans.

	Total		Auto-employés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
«Managers»	1,8	0,5	1,1	0,3
Cadres	3,8	2,1	1	0
Techniciens	10,2	10,5	3,6	1,2
Employé de bureau, commis	4,1	9,5	0	0
Travailleurs des services	26,6	42,6	48	73
Ouvriers agricoles	3	5	6,4	7,3
Artisans	22	7,3	24,2	12,2
Machinistes	8	0,5	2,5	0
Tâches élémentaires	18	19,4	1,7	3

Sources: *The 1991 Population and Housing Census Kampala District*, Ministry of Planning and Economic Development, Statistics Department, Entebbe, mimeo, p. 42.

Ce tableau corrobore le précédent pour souligner l'importance du secteur des services dans la structure de la population active kampalaise. Il dévoile également la faiblesse de la hiérarchisation du monde du travail. L'encadrement et le personnel qualifié compte pour une faible proportion d'une population essentiellement consacrée à la réalisation de tâches simples et émiettées. En creux, c'est la faiblesse de la valeur ajoutée par chacun des travailleurs, la parcellisation des tâches et des intermédiaires qui s'inscrivent. La distribution exacte que le recensement montre pour la catégorie des travailleurs des services corrobore cette analyse. En effet, sur les 82 309 personnes recensées dans cette catégorie, 37 373 sont des détaillants, 1 558 des commerçants de gros

Mais aborder la question du travail urbain en Afrique, c'est inévitablement croiser **le problème de l'artisanat** [273] et de la petite production marchande.

Intuitivement l'existence de ce secteur artisanal tant au niveau de la production de services, que du commerce et que de la production de biens de consommation courante ne fait pas de doute. Mais comment le définir, combien d'emplois représente-t-il? Voilà les questions qui animent un débat ouvert en 1972 par le fameux *Kenya report*. En Ouganda, d'après les chiffres disponibles après le recensement de 1991, la répartition de la population active entre secteur «informel» et secteur formel était de 97 021 personnes pour le premier et de 147 365 personnes pour le second. Cependant, ces chiffres doivent être nuancés par la comparaison de ceux fournis par le *National Manpower Survey* de 1989. Celui-ci affirmait que l'emploi national total dans le secteur formel, défini comme regroupant l'ensemble des établissements de plus de 5 employés enregistrés et payant leur patente, était de 378 227 soit 5,3% de la population active et que la moitié de ces effectifs aurait été concentrée dans six des 34 districts dont la moitié, soit 94 556, à Kampala [274]. Il est peu vraisemblable qu'une progression de

---

273 : Pour notre part, à l'expression de secteur informel, nous préférons généralement celle de d'activités artisanales. Nous adoptons là une position théorique énoncée en particulier à propos du secteur des transports par Godard (X.) et Teurnier (P.), *Les transports urbains en Afrique à l'heure de l'ajustement*, Karthala - INRETS, Paris, 1992, p. 133-142.

274 : La structure de la population active ougandaise d'après le *National Manpower Survey* était la suivante : «emploi formel» = 378 227 = 5,3% de la population active dont emploi gouvernemental = 2/3 des emplois formels soit 244 195 personnes. Le restant appartient aux sociétés du «secteur formel privé» employant plus

prés de 50% ait eu lieu en 2 ans. Aussi, est-il difficile de dire, au vue des chiffres officiels, quelle proportion de la population active est employée respectivement dans les secteurs formel et informel. Plus intéressantes, quoique ne concernant que les chefs de ménage et difficilement comparables avec les précédentes, sont les données du tableau suivant, qui combine des informations de type sectoriel et des informations sur le statut du travailleur.

Tableau
Proportion des chefs de ménages kampalais employés dans les différents secteurs économiques en fonction de leur statut.

Secteur économique ou statut d'emploi	Nombre de chefs de ménage	Proportion (%)
Auto-employé dans le secteur agricole	5 964	3,3
Auto-employé dans le secteur manufacturier	11 903	6,6
Auto-employé dans le commerce ou les services	38 543	21,4
Auto-employé dans un autre secteur	7 661	4,3
Fonctionnaire	30 808	17,1
Ouvrier agricole	2 143	1,2
Salarié	75 446	41,9
Employé domestique	7 386	4,1
Total	179 874	100

Source : Mid-term review report on Integrated Household on Community Survey - 1992. cité dans l'appendice trois du *Kampala Urban Study, phase one report.*

Mais, finalement en Ouganda, la question de la définition du contenu de la population active nous paraît relativement peu prégnante, dans la mesure où la pluri-activité [275] généralisée impose un chevauchement à tous les niveaux d'analyse (individuel, familial, entrepreneurial, etc.) entre les soi-disant secteurs. La dichotomie formel/informel, à laquelle la définition d'un informel renvoie, n'a donc plus une très grande signification. En effet, depuis vingt ans, les Ougandais ont expérimenté la généralisation du *magendo* Celui ci brouille la vision du chercheur en sciences sociales. La multiplication des statuts de référence rend toute approche globale du problème du travail difficile. On ne sait plus quel est le statut principal, le secondaire, ni comment s'articulent les différentes sources de revenu. Une seule certitude : la possession du capital est sur-valorisée par rapport au travail.

Toujours est il que l'accès à l'emploi ou au capital détermine en partie **la structure des revenus** kampalais. On ne saurait cacher l'extrême difficulté qu'il y a à connaître le montant des revenus et des sommes dépensées par les ménages. Les valeurs suivantes ne sont donc que purement indicatives.

La façon différente dont ces revenus sont dépensés à la ville et à la campagne, éclaire la dichotomie villes/campagnes et aide à comprendre l'exode rural. Disposant de moins d'argent que l'urbain, le rural le dépense paradoxalement plus dans la nourriture que lui. Il semble, qu'indépendamment des lieux de vie, ce soit le niveau de richesse qui détermine la structure des consommations. Ce qui était vrai au XIX^{e} siècle pour les ouvriers français, l'est pour les Ougandais : plus on est pauvre, plus on dépense pour se nourrir quelque soit le lieu où l'on habite. Par contre, le coût du logement et du charbon de bois obèrent cet avantage urbain dont les effets positifs se situent, non pas au niveau des dépenses de santé ou scolaires mais au niveau de la consommation de biens manufacturés domestiques. Le matelas de mousse, le lit,

---

de 5 personnes. Le secteur industriel n'emploit que 14% de la main d'oeuvre formelle. «L'emploi informel» = 13,7% de la population active.

275 : Voir à ce sujet la dernière section du chapitre III.

la chaise, la cuvette en plastique, les couverts et les petits napperons brodés et le calendrier à l'effigie de Jean-Paul II constituent la réalité matérielle des lumières de la ville.

Tableau

Structures comparées des revenus de Kampala et de son environnement rural d'après le montant des dépenses monétaires mensuelles déclarées par ménage.

Classes de ménage selon les dépenses mensuelles par ménage en milliers de shillings	Kampala	Région centrale, zone rurale
0-25	20,1	51,1
25-50	34,7	27
50-75	23,2	12,3
75-100	8,8	3,9
100-125	5,1	2,3
125-150	2,9	1,9
150-200	2,6	0,9
200-250	1,2	0,2
250-300	0,8	0,2
Plus de 300	0,7	0,2
Total	100	100
Nombre de ménages	199 435	819 683

Source : *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989-1990)*, Statistics Department, Ministry of Planning and Economic Development, Entebbe, février 1991, Table 4.01

Tableau

Structures des budgets kampalais, ruraux baganda et occidentaux.

Postes de dépense	Kampala	Région centrale rurale	Région occidentale rurale
Boissons et nourriture	58,37%	64,41%	73,35%
Habillement	6,17%	5,63%	5,05%
Loyer et investissement immobilier	8,21%	4,21%	2,92%
Energie	4,29%	2,27%	1,60%
Achats pour la maison ou de biens de consommation divers	11,30%	9,34%	8,11%
Transport	3,82%	4,18%	2,41%
Santé et culture	4,02%	7,03%	4,14%
Education	3,82%	3,10%	1,42%

Source : *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989-1990)*, Statistics department, Ministry of Planning and Economic Development, Entebbe, février 1991, Table 1.01

Au total, Kampala est une véritable ZPAU, zone de peuplement artisanal et urbain, qui se démarque nettement du monde rural par la nature et l'intensité des relations de travail et de production, par des comportements démographiques spécifiques et une claire attractivité migratoire.

Contribuant à spécifier la population kampalaise par rapport à la population rurale baganda et ougandaise, la dynamique démographique détermine la dynamique spatiale, dont il s'agit maintenant de rendre compte et d'analyser les modalités.

Section 6. La traduction spatiale : l'extension de l'espace urbain.

Kampala est une ville étendue. La superficie municipale est de 21 300 hectares. La longueur de ses grands axes la pose comme une ville de 16 kilomètres d'Est en Ouest sur 17 kilomètres du Nord au Sud. L'étalement caractéristique des villes africaines se retrouve ici à cause de l'horizontalité dominante, de la dilution périphérique du bâti et de l'appropriation privative des sols [276]. Seul le centre ville porte quelques immeubles de plusieurs étages. Ne comptant qu'une dizaine de buildings de plus de 10 étages, Kampala est donc peu densément construite, à la structure éclatée. Le bâti dont il s'agit maintenant de mesurer l'emprise n'occupe qu'une partie de la terre urbaine municipale. Une analyse de la dernière mission de photographies aériennes disponibles (février 1990) souligne l'ampleur des discontinuités et des espaces non bâtis.

Tableau
Espace bâti et espace non bâti à Kampala en 1990.

	Superficie en hectare	Superficie par rapport au territoire municipal
Espace bâti	7 455	35%
Espace non bâti	13 845	65%

Le bâti couvre donc à peine plus du tiers de la superficie municipale [277]. Nombreuses sont les zones vierges qui aèrent la ville et créent une véritable "dentelle" urbaine. Le site collinaire de Kampala impose de fortes contraintes du fait de la discontinuité topographique. Les fractures les plus nettes dans le tissu bâti correspondent aux principales vallées marécageuses. Elles isolent les unes des autres les collines sur les versants desquelles se concentrent les constructions. Cependant au milieu de l'organisme urbain et près du centre fonctionnel, un certain nombre de ces marécages ont été conquis par des quartiers d'habitat principalement populaire ou les zones industrielles et les équipements collectifs (stades, voies ferrées et marchés). Parmi les vides recensés la majorité correspondent à des terrains à vocation agricole qui couvrent plus de la moitié de la superficie urbaine. L'image de Kampala, *the green city*, est clairement expliquée. Mais dominent le bananier, le manioc et non pas le jacaranda ou le flamboyant. A l'intérieur du territoire municipal, une démarcation nette s'établit entre l'espace bâti urbain et l'espace non - urbain. La relativement faible extension du bâti par rapport aux limites municipales et l'importance des coupures et des taches vierges de construction sont corroborées par la relative faiblesse de la densité démographique brute à l'hectare. Au recensement de 1991, la population de Kampala était de 750 000 habitants. La densité urbaine théorique est donc d'environ 40 habitants par hectare de terre ferme. Si l'on prend en compte la superficie bâtie, la densité urbaine serait d'environ 100 habitants. Les écarts de densité, quoique réels, semblent relativement peu importants à Kampala et compris entre 250 habitants par hectare à Mulago et 20 habitants par hectare à la périphérie nord-est.

---

276 : L'influence de l'appropriation privative des sols sur l'extension spatiale du bâti est clairement mise en évidence lorsqu'un même type de quartier voit cohabiter les deux types de tenure. Ainsi les *slums* de Nairobi présentent des contrastes de densité du bâti en fonction de la tenure des sols qui les supportent. Aux *slums* denses de *squatters* de Mathare et Kibera s'opposent les zones (Kawangware, Kangemi) dont le bâti est moins dense parce qu'elles sont détenues par des petits propriétaires kikuyu.

277 : Nous pensons que malgré ses limites méthodologique l'imagerie satellite présente des avantages certains dès qu'on se limite à travailler sur le morphologique. Nous aurions souhaité pouvoir présenter les résultats des manipulations que, grâce à Monsieur Neuville, coopérant français au *Regional Centre for, Maping, Ressource Survey and Remote Sensing* (RCMRSRS) nous avons pu faire à Nairobi sur l'image satellite de Kampala. Cependant, des problèmes techniques ne nous ont pas permis de le faire.

Le processus d'extension spatiale : la croissance depuis 1966.

La tache urbaine n'occupe donc qu'une faible partie du territoire municipal. Cependant sous l'effet de la croissance démographique, elle a tendance à s'étendre. A quelle vitesse, selon quelles directions préférentielles et quelles modalités? Quels sont les obstacles qui s'opposent à sa progression?

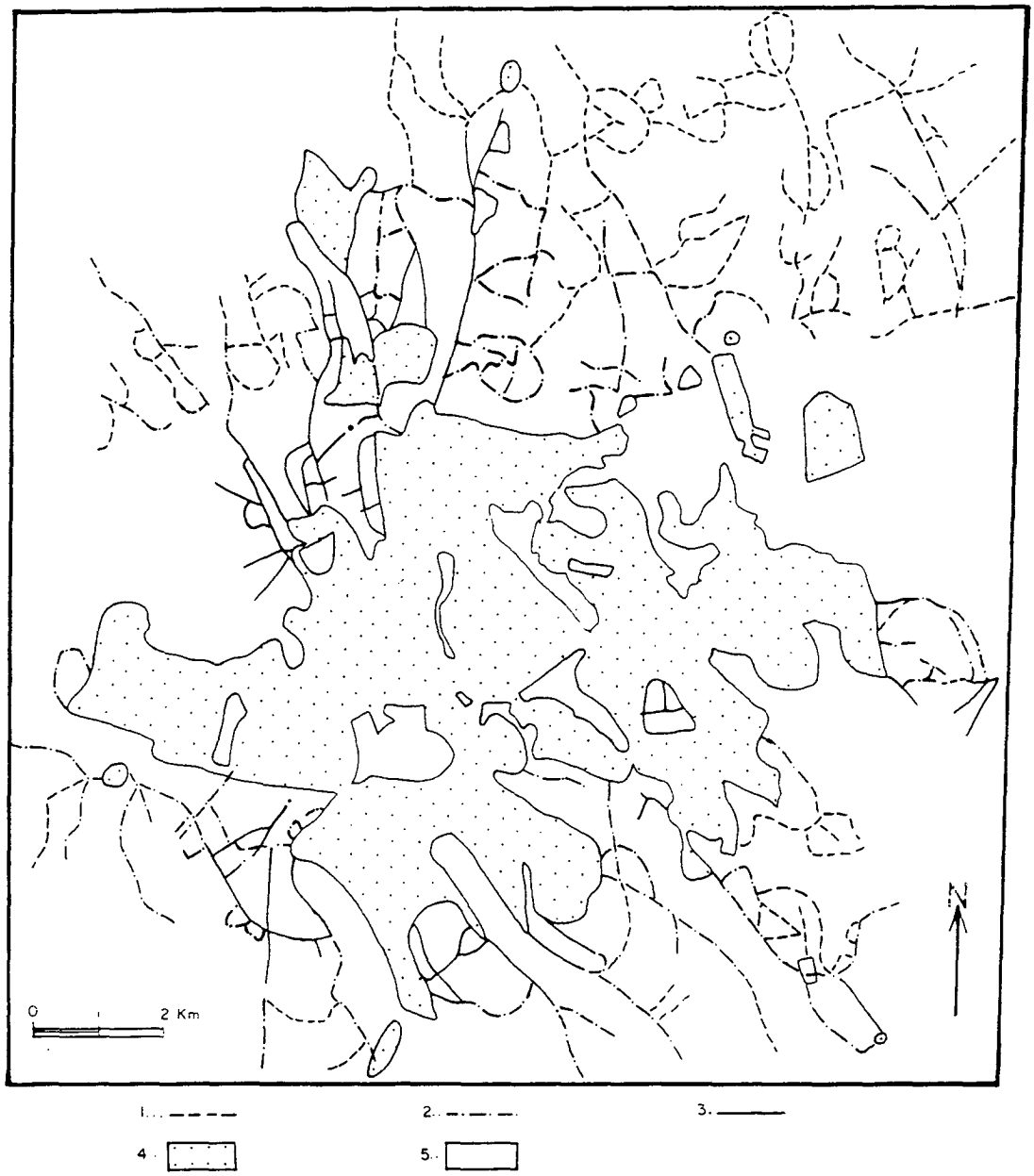
La modification du périmètre urbain de 1969 indique indirectement l'accroissement spatial. La superficie municipale a été multipliée par 3 et montre la volonté d'adapter la réalité juridico-administrative à la réalité géographique. Cependant, pour révélatrice que soit cette mesure, elle ne permet pas vraiment de se faire une idée de l'extension du cadre urbain.

Une analyse comparée des missions aériennes de 1973, 1983 et 1990 permet de déterminer le rythme de l'extension.

Une remarque liminaire s'impose. Le processus d'extension spatiale du tissu kampalais est difficile à étudier à cause de la préexistence d'un habitat rural dense et dispersé, ainsi qu'à cause des nombreux espaces laissés de côté par le bâti, mais inclus dans l'agglomération [278]. Plutôt qu'une ville, Kampala est plutôt une nébuleuse urbaine dont il est difficile de dire où elle s'arrête et où elle commence. D'un point de vue strictement morphologique, l'étude du passage de la ruralité à l'urbanité pose donc problème. A partir de quel seuil dans l'espace et sans tenir compte du contenu social passe-t-on de la campagne à la ville? Quel critère faut-il utiliser pour cerner ce seuil? L'idée générale, consistait à séparer les zones morphologiques rurales à l'habitat principalement linéaire, des zones morphologiques urbaines à l'habitat principalement concentré. Mais la transition entre l'urbain et le rural ne s'effectue pas d'un seul coup. Une frontière franche n'existe pas. Il fallait donc définir la transition de la linéarité rurale aux bâtiments séparés de plus de 100 mètres, à la concentration urbaine. C'est pourquoi à l'intérieur de la classe "extensions rurales linéaires", nous avons établi une distinction entre trois sous ensembles de densité linéaire (faible : bâtiments généralement séparés une distance de plus de 100 mètres les uns des autres ; moyenne, bâtiments séparés par une distance de 40 à 100 mètres ; forte, bâtiments séparés par une distance inférieure à 40 mètres).

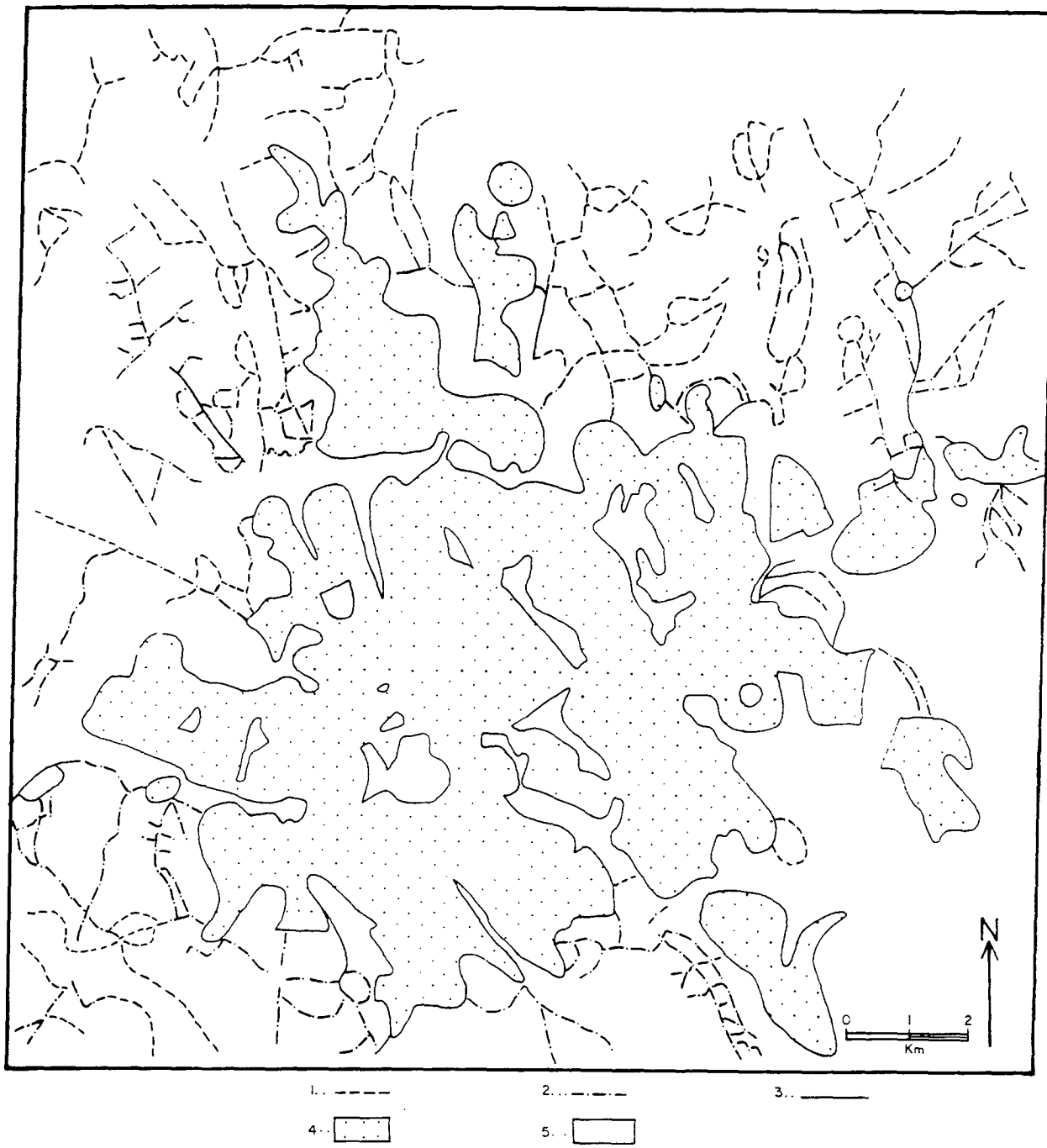
Nous avons dressé deux cartes de l'extension du bâti urbain à partir de l'interprétation des deux missions photographiques aériennes de 1973 et 1990.

278 : D'un point de vue méthodologique mais également dans la réalité des processus il y a là sans aucun doute une particularité des agglomérations établies dans les zones de fortes densités. On ne pourrait dire à propos de la carte de l'extension kampalaise ce qu'écrit J. L. Piermay à propos de la mesure de la consommation d'espace dans les villes d'Afrique centrale: "Tracer une carte précise nécessite des définitions claires. Comment délimiter une agglomération? [...] Dans la pratique les incertitudes ont été peu nombreuses, du fait des faibles densités rurales entourant la plupart des agglomérations [...]". Piermay (J.-L.), *La Production de l'Espace Urbain en Afrique Centrale*, Thèse de doctorat d'Etat, Paris X-Nanterre, 1989, p. 131.



Carte
La tache urbaine en 1973

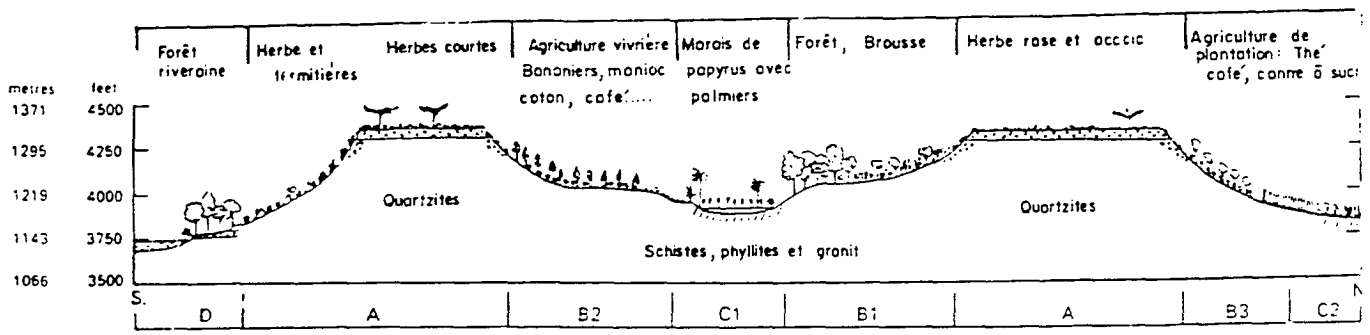
1 : extension linéaire lâche proche du mode de dispersion rurale ;
2 : densification moyenne de l'urbanisation linéaire ;
3 : forte densification de l'urbanisation linéaire ;
4 : tissu bâti dense et continu ;
5 : espace rural.



Carte
La tache urbaine en 1990.

1 : extension linéaire lâche ;
2 : densification moyenne de l'urbanisation linéaire ;
3 : forte densification de l'urbanisation linéaire ;
4 : tissu bâti dense et continu ;
5 : espace rural.

Le processus le plus courant de progression du tissu urbain embraye sur le tissu rural préexistant. La forme la plus courante de celui-ci est linéaire, allongé le long des axes de communication, dont le tracé apparaît étroitement lié à la topographie collinaire, dont ils épousent la forme circulaire ou en échine. Le long du profil des versants des collines, la desserte est située à mi pente. En effet c'est à cette altitude que sont construites la majorité des résidences rurales. Ainsi, elles sont situées au milieu de l'exploitation agricole dont la longueur est grossièrement parallèle à la plus grande pente afin d'inclure l'ensemble des aptitudes pédologiques de la catena baganda.



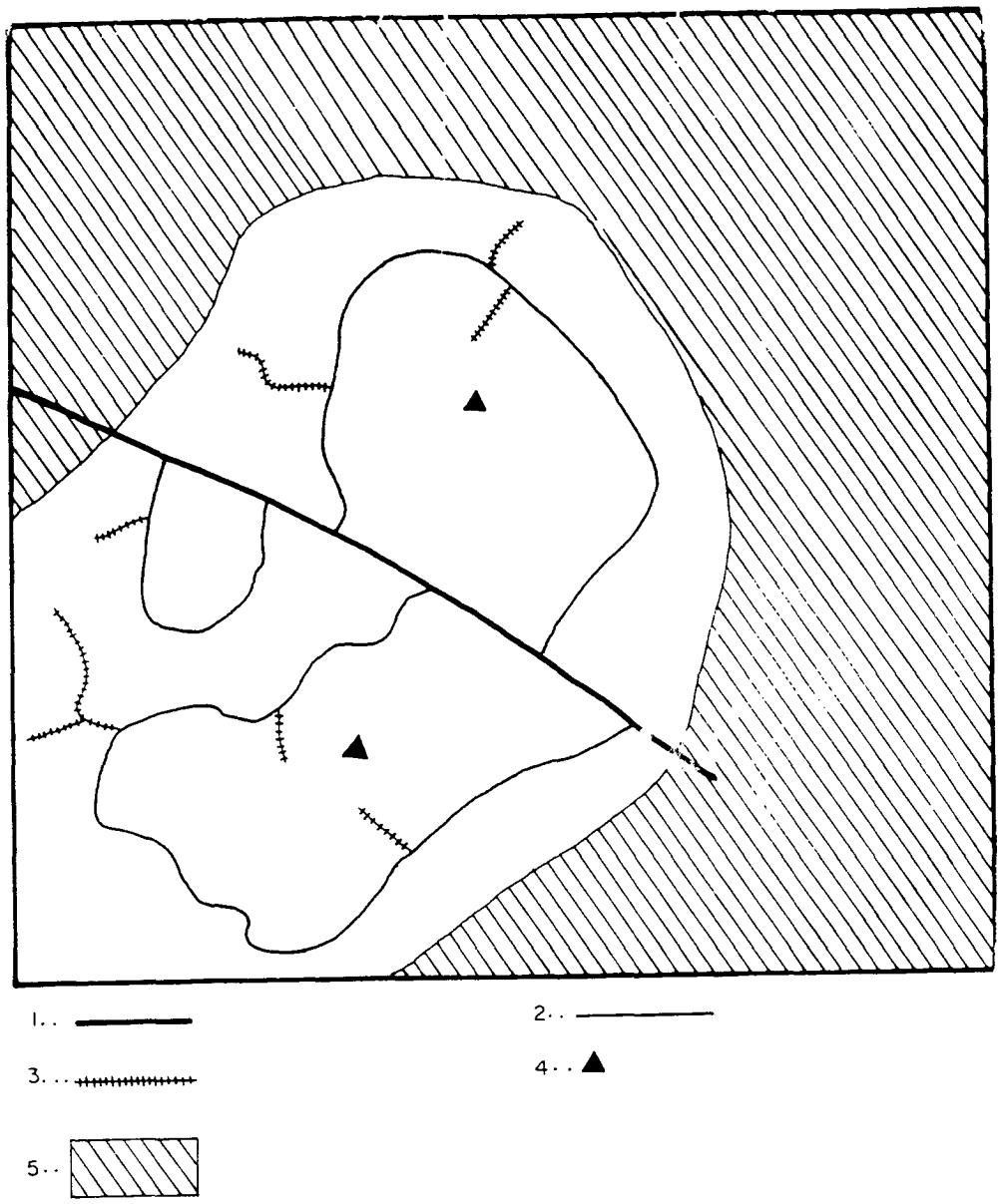
Laterite Sols gris alluviaux

Transect schématique de la région de Kampala et de sa mise en valeur agricole.
A: Sommet de colline; B: Versant; C: Vallée; D: Côte du lac Victoria.
D'après Mc Master cité dans W.T. W. Morgan, East Africa, New York, 1976 p 280.

Figure
Coupe du paysage rural baganda.

La répétition de ce même modèle de la petite exploitation agricole baganda, le long des versants détermine le tracé circulaire de la desserte, et donne à l'habitat cette dispersion linéaire si caractéristique du Buganda.

L'extension urbaine est donc d'abord un processus de densification linéaire par insertion de nouveaux bâtiments entre ceux qui préexistent. Ces insertions réduisent les distances entre chaque groupe d'habitation. Dans un second temps perpendiculairement à ces rubans discontinus se greffe une série de "grappes". Le tracé actuel de la voirie éclaire très parfaitement ce processus qui grignote les versants situés au-dessus ou au-dessous de la piste originelle. Par coalescence, ces grappes finissent par ne plus laisser entre elles que des lambeaux de terrains à vocation agricole. Parallèlement le processus de densification linéaire perdure renforcé par l'importance de plus en plus grande qu'acquiert la desserte initiale à cause de la multiplication du nombre de ses usagers. L'ensemble de ces deux processus débute plus précocement sur les basses pentes. La dynamique urbaine n'épargne pas toujours les hauts versants. Le mitage par grappe existe également sur les hautes pentes. En effet, la desserte n'y adopte pas le même tracé circulaire que sur les bas versants mais au contraire s'étend sous forme de "pénétrantes" non reliées entre elles. Un modèle d'urbanisation morphologique kampalais se constitue donc.



Carte

Desserte et progression du bâti dans les quartiers périphériques : l'exemple de la colline de Masanafu ; échelle : 1 cm = 100 m.

1: Route principale ignorant les contraintes topographiques et augmentant l'accessibilité de la zone; 2: Desserte rurale préexistante circulaire et adaptée à la topographie provoquant une densification linéaire du bâti; 3: Pénétrante parallèle à la ligne de plus grande pente provoquant une extension en grappe du bâti; 4 :Sommet de colline; 5: Marécages.

La dynamique spatiale contemporaine.

Bien qu'indirectement, la construction [277] constitue un indice intéressant de la dynamique urbaine. Il est fourni par le tableau ci-dessous.

Le rythme de la construction est donc très important puisque ce sont 18% des habitants qui résident dans des logements construits au cours des quatre ans qui précèdent le recensement. Pour être plus précis, il faudrait posséder le nombre exact de logements construits au cours de ces quatre ans. Ce nombre n'est pas disponible à l'heure actuelle. Cependant, la vigueur de la construction procède de la dynamique urbaine soutenue, que connaît actuellement la capitale de l'Ouganda.

Tableau

Population logée en fonction de l'âge du logement.

Age du logement occupé	Nombre de ménage	Volume démographique
0-4 ans	34 223	129 067
5-9 ans	26 545	101 524
+10 ans	119 436	492 597

Source : *The 1991 Population and Housing Census. Kampala district*, mimeo, Statistics Department, Ministry of Finance and Economic Development, sans date, p. 74

Au total donc, l'évolution historique est productrice d'une centralité politique et commerciale intégrée qui s'accompagne d'un mouvement d'accumulation démographique exponentiel non démentie malgré les aléas de la conjoncture politique. La croissance naturelle relativement élevée et un bilan migratoire largement positif conjuguent leurs effets pour l'expliquer.

La croissance naturelle résulte de la combinaison d'une forte fécondité et d'une mortalité relativement faible. Cependant il semble qu'un processus récent d'augmentation de la mortalité infantile et adulte et la diminution de la fécondité détermine un ralentissement de la croissance naturelle et une diminution de son rôle dans l'accumulation démographique urbaine.

Au contraire la paix provoque un accroissement des mouvements d'exode rural et une accentuation du rôle du bilan migratoire dans la croissance urbaine. Si la paix de 1986 induit un gonflement des migrations vers la ville, nous ne pensons pas que pendant la crise l'attractivité kampalaise sur l'Ouganda ait diminué, dans la mesure où la chute de la croissance entre 1969 et 1980 est plus la conséquence des expulsions des minorités exogènes que de l'arrêt des flux migratoires nationaux. De plus la structure géographique de ceux-ci perdure grossièrement. La résultante de ces facteurs conjugués est que Kampala se définit de plus en plus comme une ville baganda. L'emprise des Baganda sur la capitale se renforce donc malgré leur apparente marginalisation politique.

L'attractivité migratoire ainsi que l'originalité relative des comportements démographiques contribuent à spécifier la population urbaine par rapport à la population rurale. L'accroissement de cette population spécifique provoque une extension en tache d'huile du bâti urbain.

Mais l'accumulation démographique et l'extension spatiale ne s'effectuent pas de façon indifférenciée à l'intérieur de la ville. Des différenciations internes fortes existent à Kampala. C'est d'elles et des processus qui les déterminent dont il s'agit maintenant de rendre compte.

---

277 : Le dynamisme de la construction est attesté à un niveau macro-économique par les taux de croissance rencontrés dans le secteur des biens et matériaux de construction. Le record fut atteint entre 1989 et 1990 avec un taux de 47%. A l'échelle nationale, le secteur de la construction enregistra une croissance négative entre 1983 et 1986. Mais depuis, il croît de 12% par an. Les importations de matériaux de construction représentent environ 6% de la valeur des importations totales ougandaises (produits pétroliers compris).

Deuxième partie
... que la société prend en charge, différencie et structure en vue de sa reproduction.

L'approche à l'échelle urbaine globale ne saurait suffire dans le cadre d'une monographie, dont l'ambition est de mettre à jour les dynamiques et les dynamismes, dans la mesure où l'analyse des différenciations internes dévoile l'influence des acteurs et les logiques qui les animent. En effet, les forces sociales et historiques qui animent la dynamique spatiale ne s'appliquent pas partout de la même façon et leurs variations d'intensité modèlent les différenciations géographiques urbaines. En retour, l'espace produit n'est pas isotrope et oppose à l'action des forces sociales des rugosités et des résistances inégales. C'est pourquoi un changement d'échelle nous est commandé. Une approche plus précise s'impose, afin de déterminer comment la ville est organisée et structurée, quels sont ses quartiers et par quelles lignes de stratification géographiques elle est traversée.

Chapitre VI
La différenciation infra-urbaine.

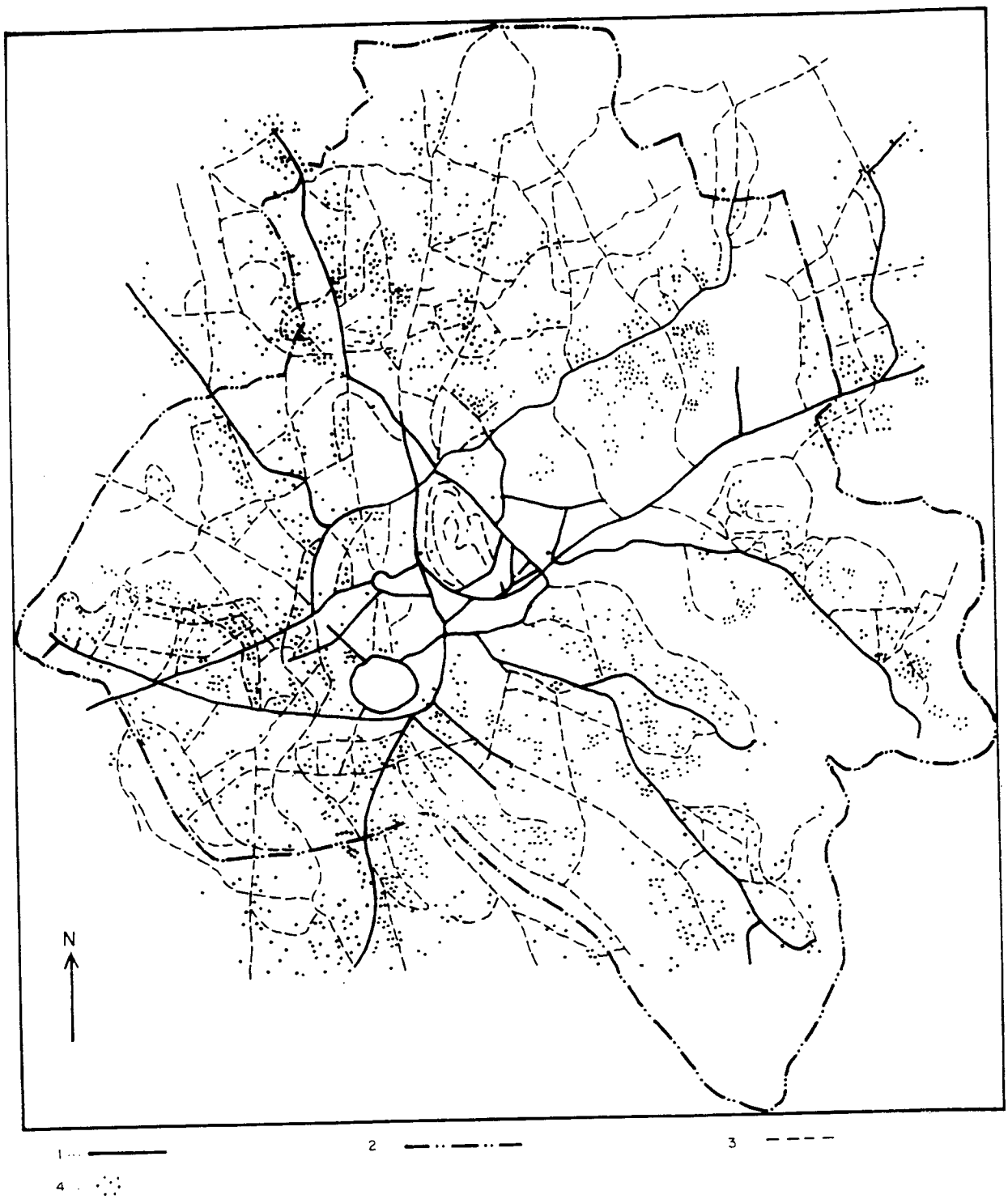
Section 1. La localisation de la dynamique spatiale.

La forte activité du secteur de la construction à l'échelle de l'ensemble de la ville ne permet pas de juger des différenciations internes éventuelles en cours, que si elle est mise en parallèle avec la localisation exacte des lieux de construction. Une carte des zones dynamiques n'existe pas actuellement à Kampala. Aussi pour essayer de savoir où a lieu l'extension spatiale kampalaise et quelles sont ses modalités avons nous dressé, à partir de la mission photographique aérienne de février 1990, la carte des bâtiments en construction à Kampala.

Cette carte souligne l'homogénéité relative de la dynamique spatiale en cours puisque peu de quartiers échappent à la fièvre de la construction. Seules les zones centrales régulières déjà bâties et loties (Nakasero, Kololo et Old Kampala), ou bien les zones correspondant à des équipements d'État (les campus de Makerere et Kiambogo, la prison de Luzira, les casernes de Lubiri et Mbuya ou les hôpitaux de Mulago et Butabika), ainsi que les zones rurales les plus éloignées et difficiles d'accès à partir du centre ville (Kulambiro, Kyanja, Kisaasi, etc.) échappent au boum actuel.

Cependant, une étude menée sur sept quartiers kampalais [278] (Kiswa, Kololo II, Luwafu, Kiwatule, Mulago II, Nakulabye, Najjanankumbi I) calcule la variation des coefficients de surface bâtie entre 1969 et 1990 à partir des missions photographiques, et montre la contemporanéité, mais, également, l'inégalité de l'extension du tissu urbain par la densification de l'habitat rural ou de la densification intra-urbaine. Sur 20 ans en effet, l'augmentation de la superficie construite varie entre 28 et 280% selon les quartiers. Les zones les moins dynamiques sont celles de Kololo et Kiswa (croissance du taux de couverture d'environ 30%) c'est-à-dire celles où le contrôle foncier et urbanistique des autorités est le plus fort. Les quartiers les plus dynamiques (Najjanankumbi : croissance du taux de couverture de 280% et Luwafu : 267%) appartiennent aux secteurs périphériques les

278 : Les résultats de cette étude nous ont été donnés "sous le manteau" par un membre de l'équipe de consultants, qui réalise l'étude Kampala Urban Study, préludo à l'élaboration d'un nouveau plan directeur de la ville menée dans le cadre du *First Urban Project* de la Banque mondiale.



Carte

La construction à Kampala en février 1990 (photo-interprétation) ; échelle : 1 cm = 1 100 m.

1: Desserte principale ; 2: Limites municipales ; 3: Desserte secondaire ; 4: Chantier repérable sur les photographies aériennes.

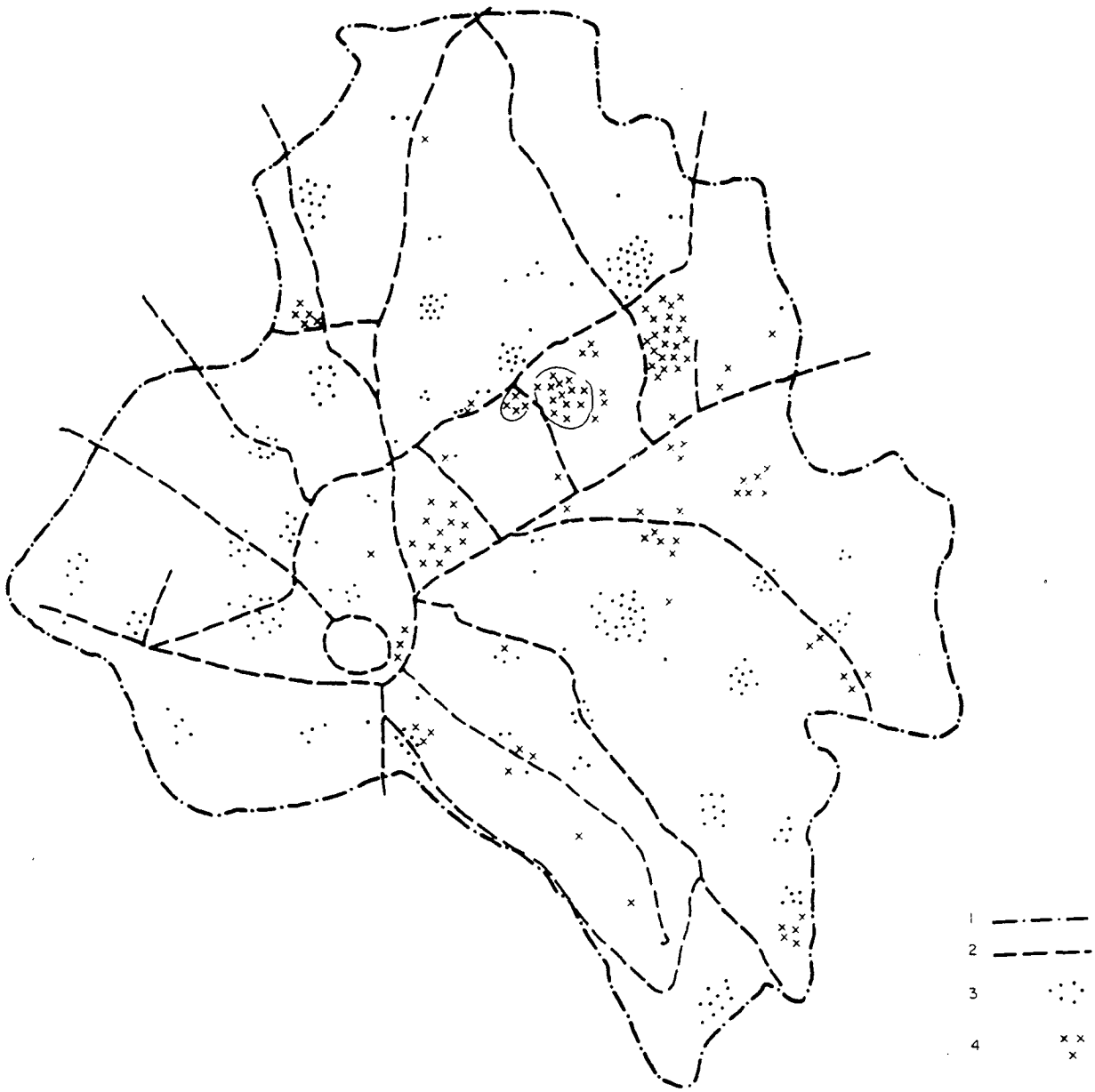
mieux reliés au centre et dont la densité initiale était relativement faible. En position intermédiaire se trouvent soit les zones rurales les moins bien desservies (Kiwatule : 175%), soit les *slums* péricentraux aux fortes densités de départ (Nakulabye et Mulago II : 177%). En d'autres termes, l'extension du bâti intéresse toutes les zones de Kampala, mais avec des intensités variables.

A une échelle plus fine, les développements immobiliers tendent à éviter dans leur majorité les fonds de vallées. L'intensité de la pression sur le logement provoque cependant quelques exceptions notables. En particulier, les espaces humides du Nord de la ville entre les collines de Mulago et Kyebando ou Bwaise ainsi qu'entre Kanyanya et Kawempe sont mités de petites constructions dont la vocation est essentiellement locative. Les zones de forte construction sont : à l'Ouest, les collines de Rubaga, Lungujja et Busega; au Sud, les abords de la route d'Entebbe et le flanc sud de Makindye, ainsi que les collines de Tank Hill et Kisugu où l'on assiste à un processus de substitution d'un bâti populaire peu dense par un bâti de haut de gamme relativement dense; à l'Est les lotissements réguliers de Naguru, Ntinda et Port Bell battent tous les records de densité de chantiers, alors que les abords de la colline de Mutungo présentent le paysage caractéristique des quartiers "privés" fortement dynamiques; enfin, au Nord le bâti progresse actuellement fortement entre et sur les collines de Buye, Kyebando, Kanyanya, Kawempe et Kazo. De manière générale et classique, les chantiers les plus éloignés du centre ville sont localisés près des axes les plus circulants qui jouent leur rôle d'équipement structurant. Au contraire en se rapprochant de la situation centrale, les nouveaux bâtiments tendent à être érigés au milieu des îlots, en léger retrait par rapport aux pistes ou aux routes, contribuant ainsi à densifier le bâti et à remplir des espaces interstitiels. La périphérie kampalaise obéit donc à ce rythme alterné - extension linéaire puis bourrage interne - propre à presque toutes les grandes agglomérations et caractéristique de la progression en tache d'huile.

L'analyse des minutes du *Kampala City Council* [281] d'octobre-décembre 1991 qui fournit la liste des permis de construire déposés et étudiés au cours de ces deux mois par les instances municipales permet au contraire de saisir une partie des différenciations. En effet, cette liste ne constitue que la partie émergée légale de l'iceberg de la construction à Kampala. La majorité des chantiers ne sont pas légalisés; cette liste ne présente donc que la construction légale, moderne, en dur, sur des terrains en général enregistrés officiellement (ce qui ne signifie pas que leur tenure soit entièrement légale), donc celle dont les commanditaires appartiennent à la fraction la plus aisée de la société kampalaise. Néanmoins, la carte qu'il est possible de dresser à partir de cette liste présente l'intérêt de désigner nettement les zones de la construction légale.

---

281 : City Council of Kampala, *Special Council Agenda and Special Commitee reports for the months of September and October 1991*. Il nous a malheureusement été impossible de consulter l'ensemble des archives municipales. Les quelques rapports que nous avons en notre possession nous ont été remis quasi clandestinement par un ami afin que nous les fassions photocopier dans l'après-midi. Il ne nous était pas possible de tous les photocopier, non plus qu'à lui de les tous sortir. De plus ces minutes présentent un caractère très factuel et pointilliste qui rend leur utilisation délicate dans le cadre d'un travail portant sur les processus dynamiques à l'échelle d'une agglomération entière.



Carte
Localisation des permis de construire accordés par la municipalité à la fin de l'année 1991 ; échelle : 1 cm = 1 200 m.

1: limites municipales ; 2: desserte principale ; 3: permis de construire sur terres "mailo" ; 4: permis de construire sur terres publiques.

Cette carte recoupe évidemment partiellement la précédente [282]. En effet, les collines de Kisugu, Tank Hill, Naguru, Ntinda s'y retrouvent. Néanmoins deux types de différences les démarquent. Premièrement, certaines collines sont plus spécifiquement désignées par la liste des permis de construire ; c'est le cas notamment de Buye. Elle n'apparaît pas sur les photographies aériennes comme un lieu de construction particulièrement intense. Le décalage entre les deux s'explique sans doute par le décalage chronologique séparant la date de prise des photographies aériennes de celle des minutes du KCC. Presque deux ans séparent les deux documents. Cette période a sans doute été mise à profit par les acteurs du jeu urbain pour lotir, vendre et acheter et décider de construire la colline de Buye. En second lieu et surtout, l'intensité et la diffusion de la construction réelle sont beaucoup plus fortes et générales que celles de la construction autorisée. La dichotomie entre les deux cartes fait nettement ressortir que la majorité des chantiers ne sont pas dotés de permis municipaux. La construction *magendo* ne semble pas montrer de localisation spécifique, mais semble se rencontrer partout sauf sur les collines de Naguru, Ntinda et Bugolobi, c'est-à-dire sur les collines où le contrôle de l'appareil d'Etat est le plus fort puisqu'il reste le propriétaire éminent et le lotisseur exclusif du sol.

Au total donc, le mouvement de construction observable à partir des clichés aériens possède une grande ampleur, et une relativement faible différenciation spatiale. Mais l'accès à des sources plus administratives et légales permet de nuancer cette homogénéité, par des dichotomies internes de nature plus sociales que morphologiques.

Cette relativement faible différenciation spatiale est corroborée par des études à plus grande échelle. A partir des clichés aériens nous avons établi un certain nombre de cartes montrant le bâti aux différents époques. Elles soulignent toutes que l'évolution essentielle est un processus de densification du bâti à partir de l'existant. La densification prend des allures différentes en fonction de la situation des espaces considérés.

En milieu périurbain, la densification est essentiellement linéaire. L'exemple du versant sud-est de la colline de Kulambiro est à cet égard significatif. Le nombre de bâtiments augmente, mais le tracé de la voirie n'est pas modifié, ni étendu. Au delà de l'accroissement du nombre de bâti, la modification principale affecte les fonds de vallée de plus en plus défrichés. Fondamentalement, ni l'organisation spatiale, ni le paysage de cet espace ne sont pas modifiés. L'urbanisation morphologique est imminente mais n'a pas encore eu lieu.

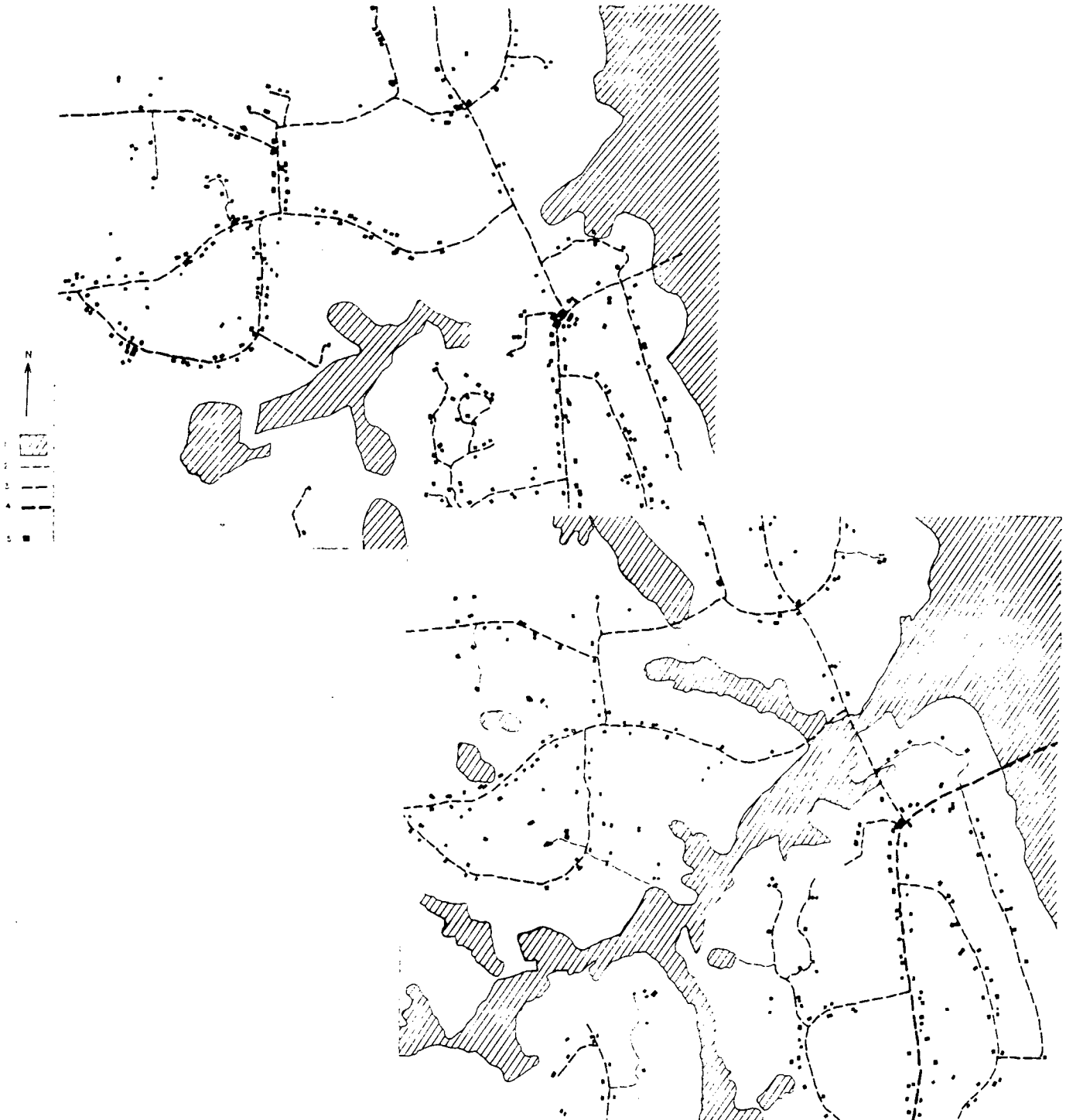
L'étude du versant nord de la colline de Kanyanya montre le passage d'une situation périurbaine, identifiée par la linéarité de l'habitat, à une situation urbaine, marquée par la disparition de cette linéarité, sous l'influence d'une densification relativement homogène.

Ce processus est véritablement celui qui provoque la progression de la tache urbaine sur sa périphérie. Pour expliquer l'accroissement relativement homogène du nombre de constructions, il faut faire intervenir les stratégies des premiers occupants. Afin de faire face à la détérioration de leurs conditions de vie sous l'impulsion de la crise de l'Etat, les occupants ont soit vendu une partie de leurs terres à des candidats à la terre, soit construit de petits bâtiments destinés à être loués auprès de leur résidence principale. Cette stratégie explique la fréquence dans le paysage périphérique kampalais du couple maison de petits exploitants

---

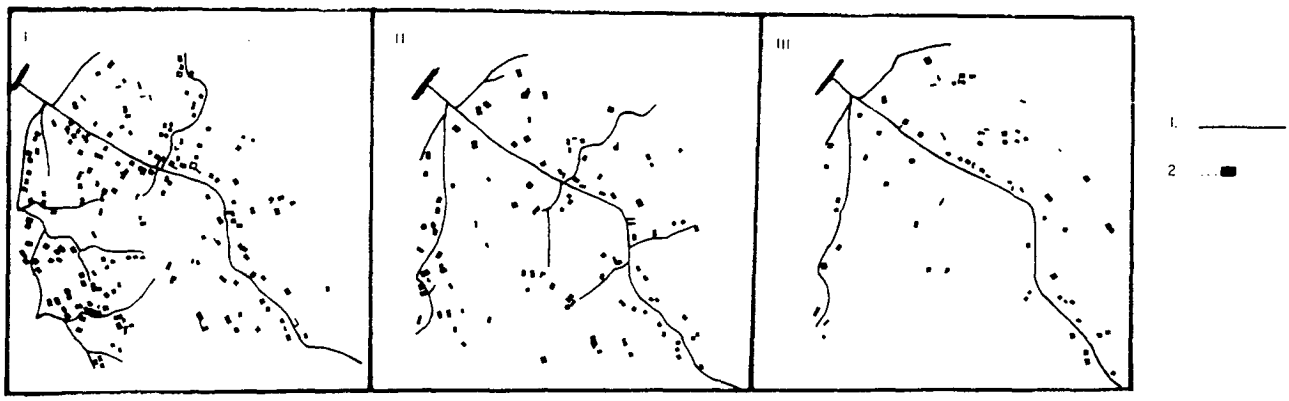
282 : En comparant ces deux documents il convient de rester prudent et en particulier conscient que le nombre de chantiers (photo-interprétation) est beaucoup plus important que le nombre de permis accordés. Pour être réellement comparés, il aurait fallu connaître la durée moyenne de la construction, supposer qu'elle n'est pas susceptible de variations brusques dans le temps et disposer de toutes les minutes municipales pour une période à peu près égale à cette durée moyenne. D'autre part, la carte des permis de construire accordés n'est qu'indicative dans la mesure où les minutes ne donnent comme indication géographique que le nom du quartier où est situé le futur chantier. Aussi avons nous sans doute été amené à beaucoup trop concentrer les permis autour du coeur de chaque quartier. Il est vraisemblable que les permis accordés sont moins concentrés que ce que notre carte montre. Ces deux défauts mis à part la mise en relation des deux cartes reste, il nous semble, instructive.

baganda/maisons de locataires. Cette stratégie locative et la parcellisation foncière, dont la finalité est la perception d'une rente, dont la quête est déterminée par la chute du niveau de vie ougandais pendant la crise, provoque l'extension périphérique kampalaise.



La densification linéaire périurbaine : l'exemple du versant sud-est de la colline de Kulambiro en 1990 (A) et en 1973 (B) ;
échelle : 1 cm = 250 m.

1 : Marais ; 2 : Piste piétonnière ; 3 : Piste carrossable ; 4 : La route de Ntinda à Kira ; 5 : Bâtiment.



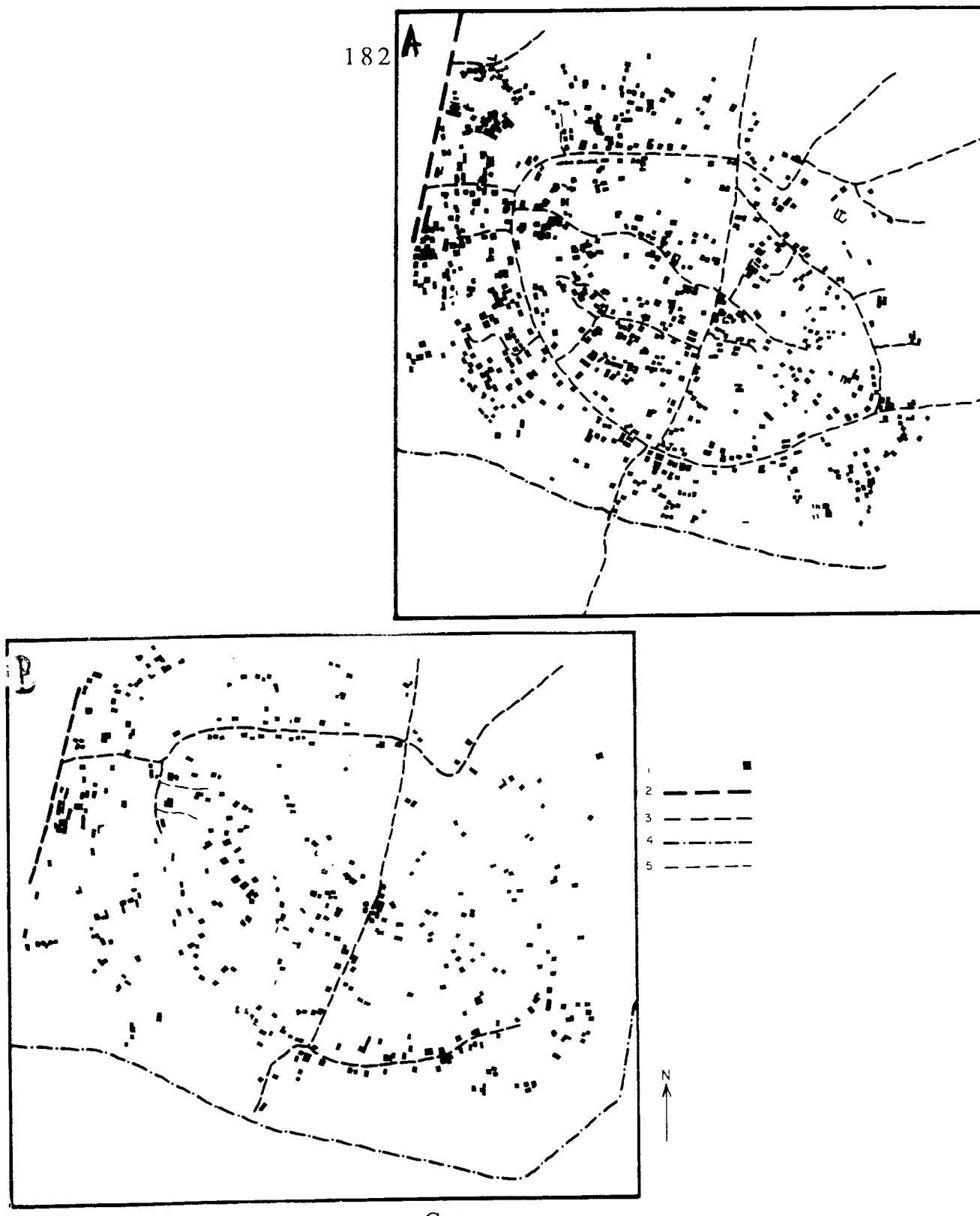
Carte
Le passage de la situation périurbaine à une situation urbaine périphérique : l'exemple du versant nord de la colline de Kanyanya en 1990 (I), 1983 (II) et 1973 (III) ; échelle : 1 cm = 183 m.

1 : Piste carrossable ; 2 : Bâtiment.

Mais l'ensemble des évolutions spatiales que déterminent l'accroissement démographique ne se cantonnent pas à la périphérie, des processus de densification et de bourrage internes ont également lieu. Trois situations différentes ont été identifiées : la densification collinaire, le bourrage interne, c'est-à-dire le remplissage des espaces vides et la densification interne.

L'exemple de la colline de Kyebando, déjà urbaine en 1973, est révélateur de l'absence de rupture entre le processus précédent qui détermine le passage du rural à l'urbain et le processus de densification proprement dit, c'est à dire qui renforce la densité d'un bâti au départ déja urbain. En effet, aucune ligne directrice de la densification n'apparaît. Celle-ci est relativement homogène. Seule la proximité de la route goudronnée à l'ouest (Gayaza road) contribue à une évolution plus rapide dans ce secteur de la colline qu'à l'extrême est. Mais cette différence n'introduit pas de rupture spatiale nette. La difficulté de saisir les processus spatiaux à la périphérie de Kampala tient précisément à cette douceur des transitions. Il n'y a pas de situation de contact, seulement des dégradés. Cela tient au fait que les processus ne sont pas dus à des mouvements collectifs mais à une multitude d'initiatives individuelles convergentes. Cela tient également au fait que l'environnement régional urbain est densément peuplé par des petits exploitants propriétaires.

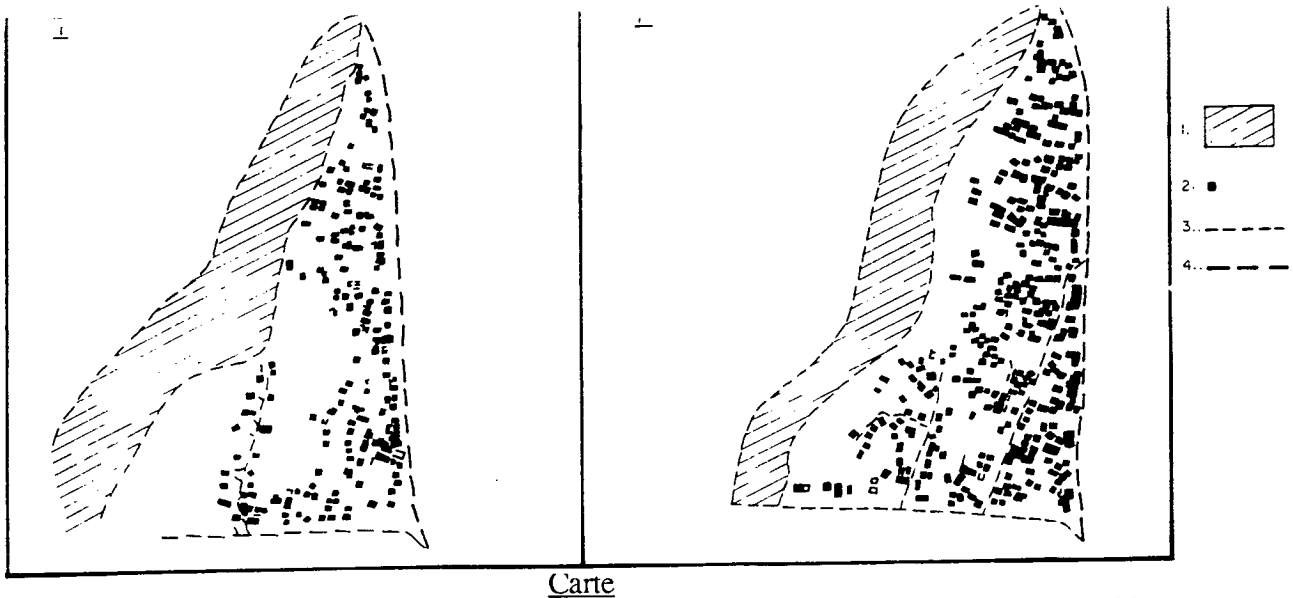
Parfois, les espaces vides intra-urbains connaissent un processus de bourrage interne. Celui-ci associe l'extension du bâti et la densification, mais ces phénomènes ont lieu, non plus aux marges externes de la ville, mais à ses marges internes. L'exemple d'un flanc de vallée au sud de la capitale, le long de la route d'Entebbe, est parlant.



Carte

La densification intra-urbaine : l'exemple de la colline de Kyebando en 1990 (A) et en 1973 (B) ; échelle : 1 cm = 180 m.

1 : Bâtiment ; 2 : Route principale goudronnée ; 3 : desserte secondaire carrossable ; 4 : Drain de fond de vallée.



Carte

Le processus de bourrage interne : l'exemple de la route d'Entebbe en 1973 (I) et en 1990 (II) ; échelle : 1 cm = 175 m.

1 : Marais ; 2 : Bâtiment ; 3 : Desserte secondaire ; 4 : La route d'Entebbe.

Les espaces interstitiels se remplissent de constructions nouvelles. L'évolution importante ici est la progression du bâti vers le bas des versants, vers les zones humides. La route d'Entebbe est située à mi pente entre le sommet des collines et le fond des vallées. Le bâti conquiert peu à peu les basses pentes. Les processus de bourrage interne associant densification et extension interne s'effectuent surtout a ix dépens des basses pentes. La faible valorisation psychosociale des fonds fait que cette urbanisation est surtout le fait d'un bâti de médiocre qualité.

Au contraire, le dernier exemple montre une densification aisée au sommet de la colline de Tank hill.

Carte

Densification d'un quartier aisé - Tank hill - entre 1973 (I) et 1990 (II) : la traduction spatiale d'un processus d'embourgeoisement; échelle : 1 cm = 125 m.

1 : Route goudronnée ; 2 : Piste carrossable ; 3 : Bâtiment construit ou en construction.

Spatialement, l'évolution est grossièrement la même que dans le cas précédent. Cependant, la distance entre chaque bâtiment apparaît plus grande, même si pour un quartier aisé, elle est relativement faible du fait de la forte pression foncière. De plus, alors que la progression interne du bâti populaire s'effectue par densification et bourrage interne aux dépens des espaces vides principalement, la progression du bâti aisé s'effectue aux dépens du bâti populaire. Au sommet des versants, une substitution morphologique remplace souvent le bâti précaire populaire par un bâti en dur de standing.

Envisagée à une grande échelle, l'extension spatiale montre donc la relative homogénéité des processus de progression du bâti et la douceur des transitions produites.

Mais cette progression du bâti s'effectue sous la pression de la croissance démographique. C'est en fait la géographie intra-urbaine de cette croissance qui nous permet d'appréhender les localisations privilégiées de la croissance urbaine.

Section 2. L'évolution des contrastes internes de peuplement.

La répartition des sites habités peut être appréhendée à l'échelle du *sub-county*. Ils n'ont pas un volume démographique égal. En 1969 celui de Makindye distançait nettement ceux du centre et de Nakawa. Kawempe et Rubaga étaient nettement en retrait par rapport aux trois précédents. Un phénomène de rattrapage au profit des zones ouest et nord a eu lieu pendant la crise, qui touche très fortement les positions relatives du centre saturé où peu de constructions nouvelles ont eu lieu.

Tableau
Volume et part dans le peuplement de population par *sub-county*

	1969		1991		Accroissement
Central	67 655	21%	112 787	14%	166%
Kawempe	54 185	16%	158 610	21%	293%
Makindye	92 254	28%	186 997	24%	202%
Nakawa	63 052	19%	136 519	18%	216%
Rubaga	53 552	16%	179 328	23%	335%
Ensemble	330 700	100%	774 241	100%	234%

Les deux cartes de répartition de la population par circonscription de recensement en 1969 et 1991 montrent les nuances intra-urbaines de la croissance démographique kampalaise.

L'accroissement des volume de population est surtout perceptible au nord, au nord-ouest et au sud, ainsi que dans une moindre mesure au sud-est.

Néanmoins, malgré cet accroissement différencié, la géographie du peuplement kampalais conserve sa configuration générale : un croissant grossièrement occidental de fortes concentrations entoure un cœur relativement vide. En effet, les fortes concentrations de 1969 confirment leurs positions en 1991. Cependant, l'élargissement du croissant des forts peuplements vers l'Ouest, le sud-ouest et surtout le Nord-Ouest apparaît clairement. Les quartiers de Kibuye, Najanankumbi, Kabowa, Ndeeba, Rubaga, Namirembe, Nakulabye, Kasubi, Bwaise, Kawempe, Kazo, Kyebando, qui ne comptaient que peu de résidents en 1969, montrent un grossissement démographique largement supérieur à la moyenne. Le secteur central maintient sa position de dépression démographique. Mais, il semble que celle-ci ne se poursuive plus aussi nettement vers l'Est. Dans cette direction, la faiblesse des accumulations n'est plus caractéristique; cependant, l'accroissement du peuplement y est plus inégal, et touche surtout les lotissements municipaux de Nakawa, Naguru [281], et Bugolobi, ainsi que la colline de Mutungo et Port Bell. L'extension urbaine vers les rives du lac s'exprime à travers l'accroissement relativement important de ces derniers quartiers, mais aussi des secteurs de Kansanga et Gabba.

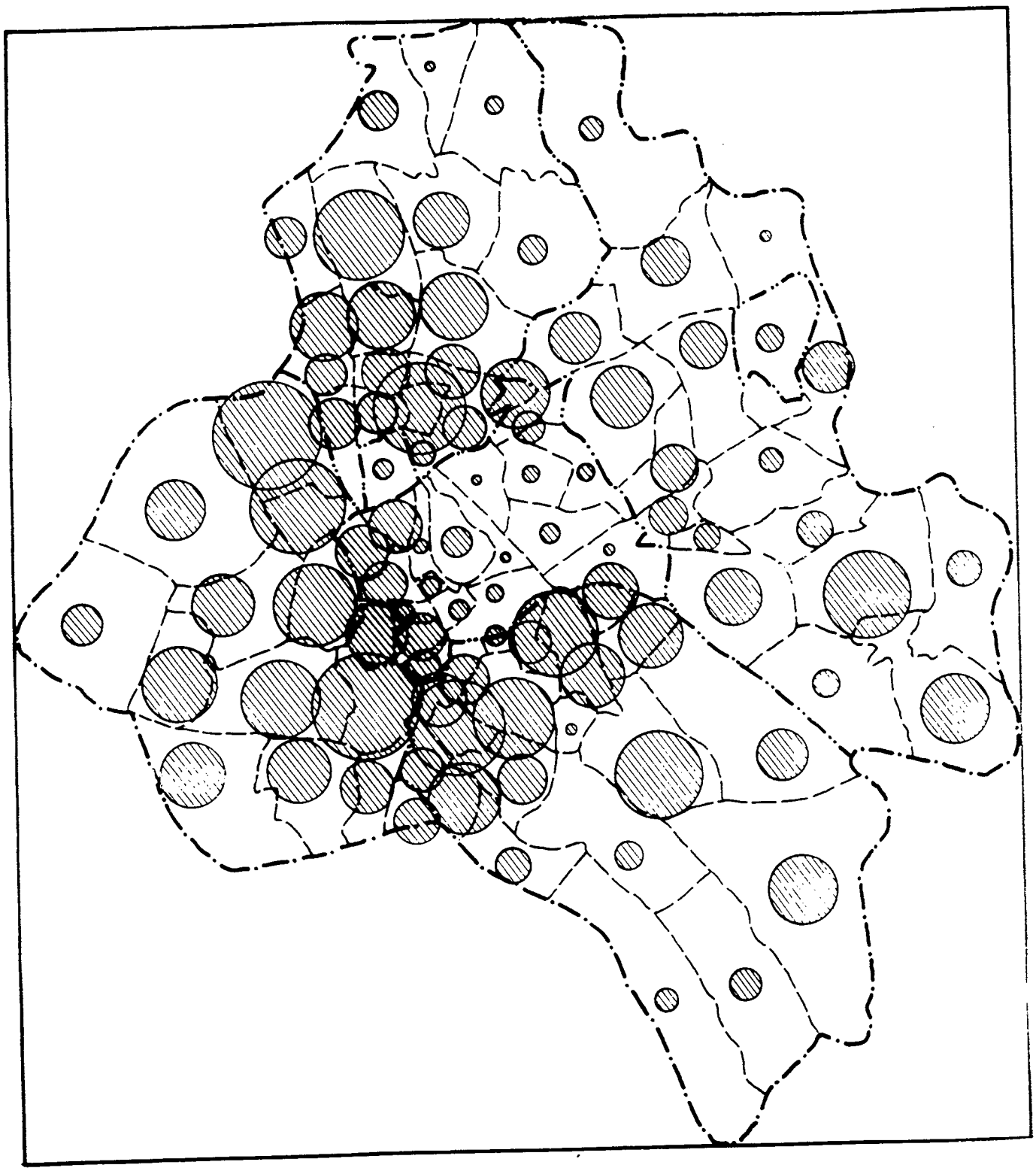
La croissance démographique obéit à une logique concentrique à l'ouest, au nord et au sud-ouest, à une logique nodulaire à l'est, et à une logique sectorielle vers le sud.

En 1991, cette répartition différenciée des populations dans l'espace et la tendance à l'agglutination centrale produisent une géographie des densités très inégalitaire.

---

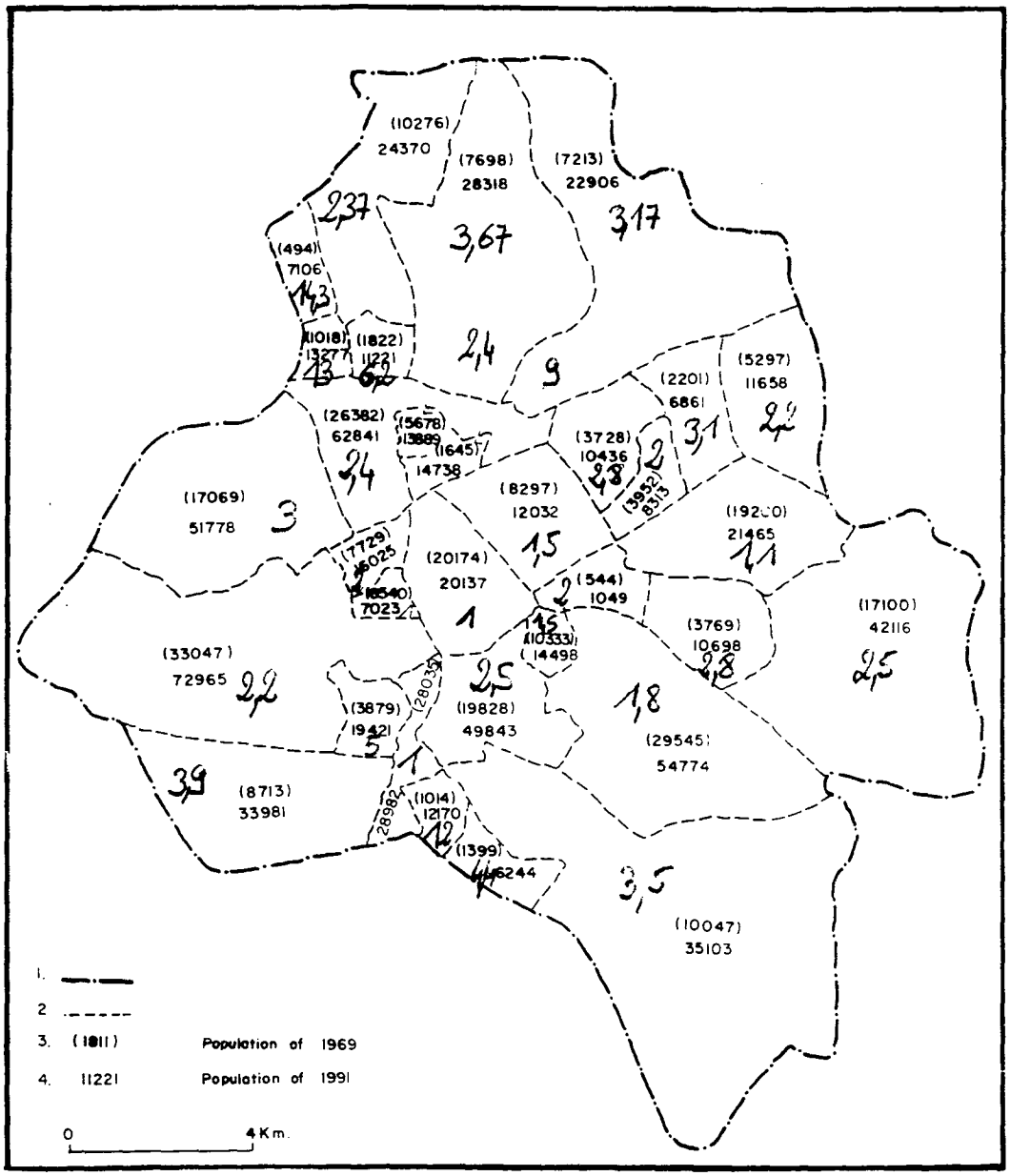
281 : En l'absence de construction nouvelle, la croissance de la population dans ces lotissements laisse augurer une détérioration nette des conditions de vie. L'entassement se fait beaucoup plus pressant en 1991 qu'en 1969.

Carte
La répartition de la population kampalaise en 1969
(Un millimètre de diamètre = 1 000 habitants.)



Carte
La répartition de la population kampalaise en 1991
(Un millimètre de diamètre = 1 000 habitants.)

Quoique les découpages des circonscriptions de recensement aient changé entre-temps, la comparaison des deux cartes a été possible en opérant des regroupements de circonscription de recensement. La carte ainsi obtenue est la suivante.



Carte

La géographie de l'augmentation démographique des quartiers kampalais.

La valeur entre paranthèse indique le volume de population en 1969, celui du dessous le volume de population en 1991. Le rapport est la valeur manuscrite.

Les densités de population en 1991.

Les densités de population et leurs variations traduisent la différenciation spatiale des conditions de vie, et résultent donc des processus de ségrégation spatiale. La répartition des densités permet en effet de percevoir fort classiquement la stratification spatiale de l'espace urbain en type de quartier. L'ensemble urbain, globalement peu densément peuplé, se décompose en deux zones.

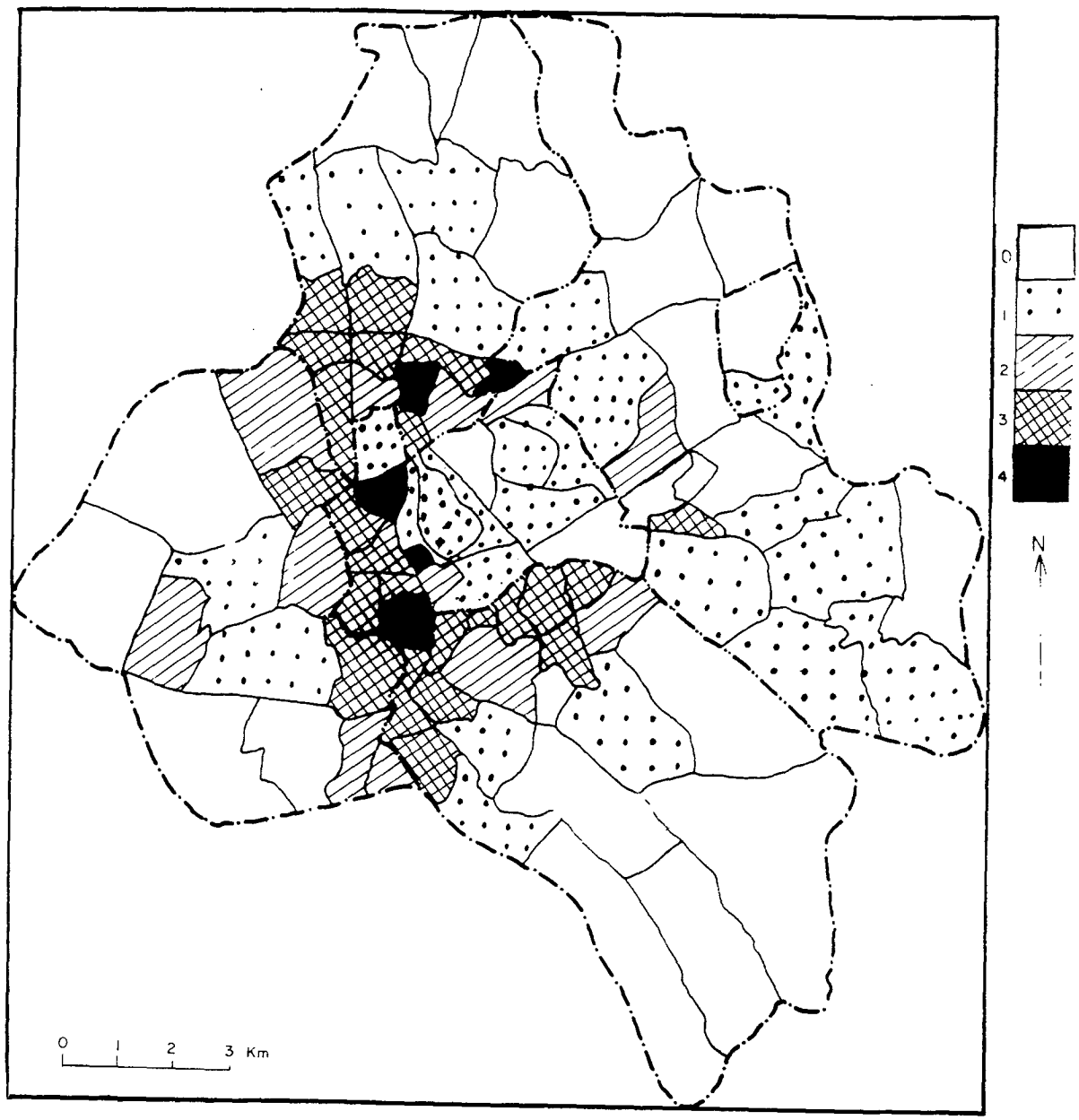
D'une part une périphérie, un centre et un secteur oriental où les densités sont inférieures à 50 habitants par hectare. A l'intérieur de cet ensemble on distingue une lointaine périphérie semi-rurale très faiblement densément peuplée (moins de 25 habitants par hectare) et des quartiers principalement aisés (Nakasero, Kololo, Upper Naguru, Mbuya, Bugolobi, Tank hill/Kansanga, Rubaga, Lungujja, Makindye) auxquels se joignent quelques quartiers en cours de densification (Bukoto, Kyebando, Mutungo, Luzira) et les deux campus de Makerere et Kyambogo ainsi que la prison de Luzira.

D'autre part, un croissant péricentral occidental continu de densités supérieures à 50 habitants par hectare. Ce croissant enserre le centre ville depuis Kisugu au sud-est jusqu'à Kamwokya au nord-est en passant par les secteurs de Kibuli, Kabalagala, Nsambya, Katwe, Kisenyi, Mengo, Kivulu, Kagugube, Wandegeya et Mulago. Sur ce croissant se greffent au nord et au sud, le long des routes d'Entebbe et Bombo, deux diverticules de fortes densité correspondant respectivement, d'une part aux secteurs de Najjanankumbi, Kibuye et Ndeeba et d'autre part à ceux de Bwaise, Makerere, Nakulabye et Kasubi.

L'ensemble des paroisses fortement peuplées appartient à la ville privée. Cependant par rapport à cette règle générale, quelques anomalies sont perceptibles. Elles correspondent aux bas des pentes de Nakasero, à la colline de Old Kampala où l'entassement dans les biens des Indiens expulsés est grand, ainsi qu'aux lotissements municipaux deNaguru et Nakawa, au lotissement gouvernemental de Kamwokya, et à l'ensemble des parcelles assainies de Kiswa. Néanmoins, cette carte des densités quoique révélatrice des contrastes internes, ne rend qu'imparfaitement compte, du fait de l'échelle paroissiale à laquelle elle est dressée, des véritables contrastes.
Par exemple, la paroisse de Bugolobi apparaît uniformément peuplée de moins de 50 habitants à l'hectare. Or, d'énormes différences opposent l'ensemble d'immeubles construits par les Israéliens (*Bugolobi flats*), les différentes phases des lotissements publics et le *slum* de Middle East. Elle ne rend donc pas compte des variations fines des densités.

Au total donc les enseignements qu'il faut tirer de cette géographie des densités sont triples :

- pérennité des localisations et des tendances d'évolution au profit des secteurs privés péricentraux avec extension des secteurs densément peuplés vers le nord et le sud le long des axes les plus rapidement accessibles à partir du centre ville;
- existence d'une profonde inégalité qui exprime en fait un processus de ségrégation, puisque 55% de la population s'entasse sur les 26% de la superficie municipale qui connaissent des densités supérieures à 100 habitants par hectare;
- existence d'un seuil démographique aux alentours de 25 habitants par hectare qui marque la frontière entre un environnement semi-rural et un environnement proprement urbain.



Carte
Les contrastes de densité de peuplement en 1991

0 : Densités inférieures à 25 habitants à l'hectare ; 1 : Densités comprises entre 25 et 49 habitants à l'hectare ; 2 : Densités comprises entre 50 et 99 habitants à l'hectare ; 3 : Densités comprises entre 100 et 149 habitants à l'hectare ; 4 : Densités supérieures à 150 habitants à l'hectare.

L'étude de la localisation du peuplement et son évolution pour intéressant qu'elle soit ne suffit pas à rendre compte de la structuration urbaine. Des nuances sociales sont à prendre en compte qui révéleront qui sont les Kampalais.

Section 3. Les différenciations socio-démographiques internes.

La **répartition structurelle de la population** des différents *sub-counties* oppose nettement le centre à la périphérie. La population en âge de travailler est plus volumineuse près des marchés de l'emploi centraux aux dépens des jeunes classes. La part des anciens est remarquablement stable d'une circonscription à l'autre.

Tableau
Structure de la population par *sub-county* en 1991.

	Moins de 15 ans	De 15 à 50 ans	Plus de 50 ans
Central	37	59,3	3,7
Kawempe	42	54	4
Makindye	40	56,4	3,6
Nakawa	40	56	4
Rubaga	41	56	4

Tableau
Structure de la population des 10 îlots enquêté (%)

Type de foncier	Bâti	Quartier	- de 15 ans	De 15 à 50 ans	+ de 50 ans	Masculinité
Ville privée	*Slum*	Kivulu	37%	58%	5%	0,59
		Jukko	45,5%	49%	4,5%	0,68
	Zone en cours de densification	Kyebando	46,5%	51,2%	2,3%	0,77
		Kanyanya	41,7%	52,5%	5,8%	1,15
	Quartier Périphérique	Lugala	47%	48%	5%	0,92
		Kialiwajjala	38%	56%	53%	1,16
		Munyonyo	40%	53%	7%	1
Ville publique	DAPCB	Blue room	47%	50,7%	2,3%	0,96
	Government Pool	Nakasero	37,4%	59%	3,6%	1
	KCC	Nakawa				
	NHCC	Makerere	44%	54,8%	1,2%	0,9

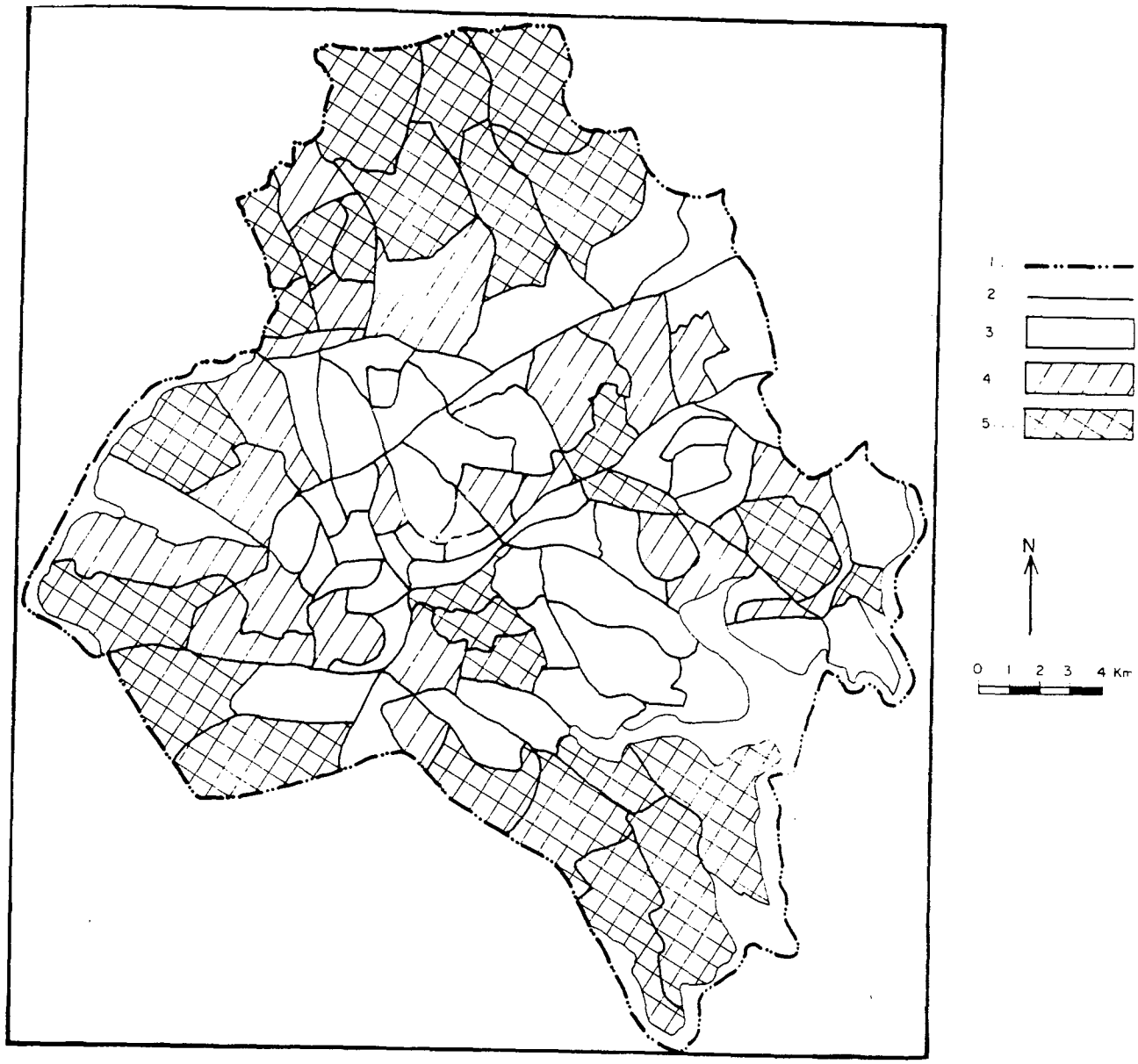
La répartition structurelle de la population des différents îlots enquêtés [284] ne montre pas d'opposition très nette, mis à part dans le cas de Kivulu dont la structure s'apparente à celle de la zone centrale de Kampala. La plupart des zones présentent une répartition jeunes/adultes/vieux conforme à la moyenne kampalaise. Des anomalies intéressantes apparaissent pour les quartiers de Kialiwajjala, Nakasero et Kivulu où l'on compte moins de jeunes de moins de 15 ans qu'ailleurs. Les deux derniers appartiennent à la zone centrale et corroborent la structure de cette zone dans le tableau par *sub-county*.

Le recensement de 1991 permet de couvrir l'ensemble de l'agglomération kampalaise et de montrer les distinctions structurelles de chaque zone de recensement.

---

284 : Notre méthode d'enquête est extrêmement classique. En effet, devant l'absence totale de données concernant la population kampalaise nous avons décidé dès avril 1989 de mettre sur pied une enquête destinée à éclairer la structure démographique et sociale de la population. Avec l'aide d'Ebukali Okwi, nous avons élaboré un questionnaire d'une dizaine de pages que nous avons administré avec l'aide d'enquêteurs recrutés parmi les étudiants de géographie de l'université de Makerere dans dix ilôts à une trentaine de ménages. Etant donné que la démarche initiale à toute enquête dans un quartier est la visite au RC chairman ou chef de quartier, nous en profitions pour établir des liens directs avec lui et approfondir notre connaissance du quartier par une enquête semi-directive concernant les projets de développement locaux.

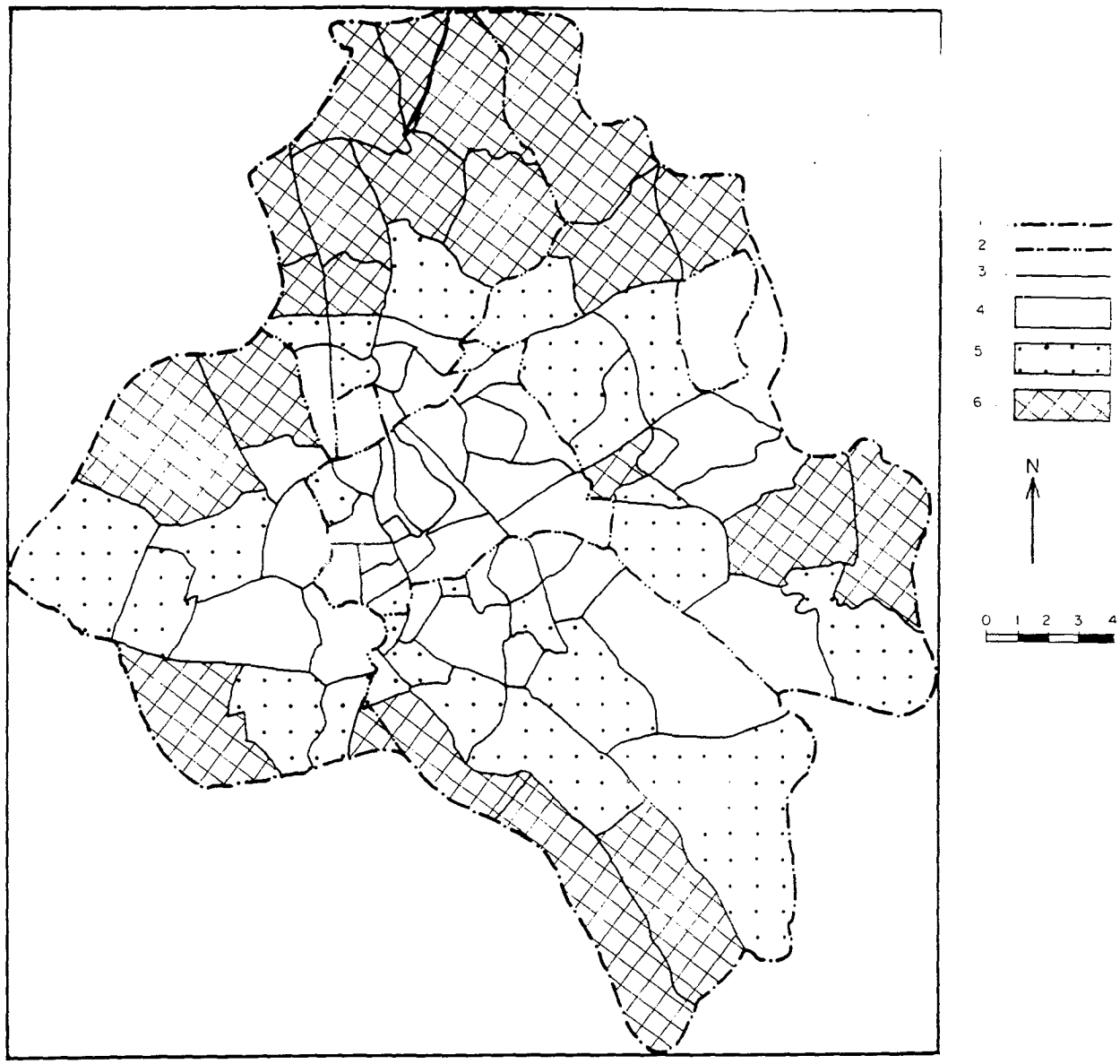
Malgré des variations de détail, peut-être dues aux modifications de la forme des circonscriptions de recensement, l'assertion générale qui veut que la part des jeunes soit plus grande en périphérie et dans les lotissements populaires (Naguru, Kiswa, Nakawa) reste vraie en 1991 comme en 1969.



Carte

La part des moins de 15 ans dans la population des quartiers kampalais en 1969.

1 : Limites municipales ; 2 : Limites de circonscription de recensement ; 3 : Moins de 30% ; 4 : Entre 30% à 35% ; 5 : Plus de 35%.

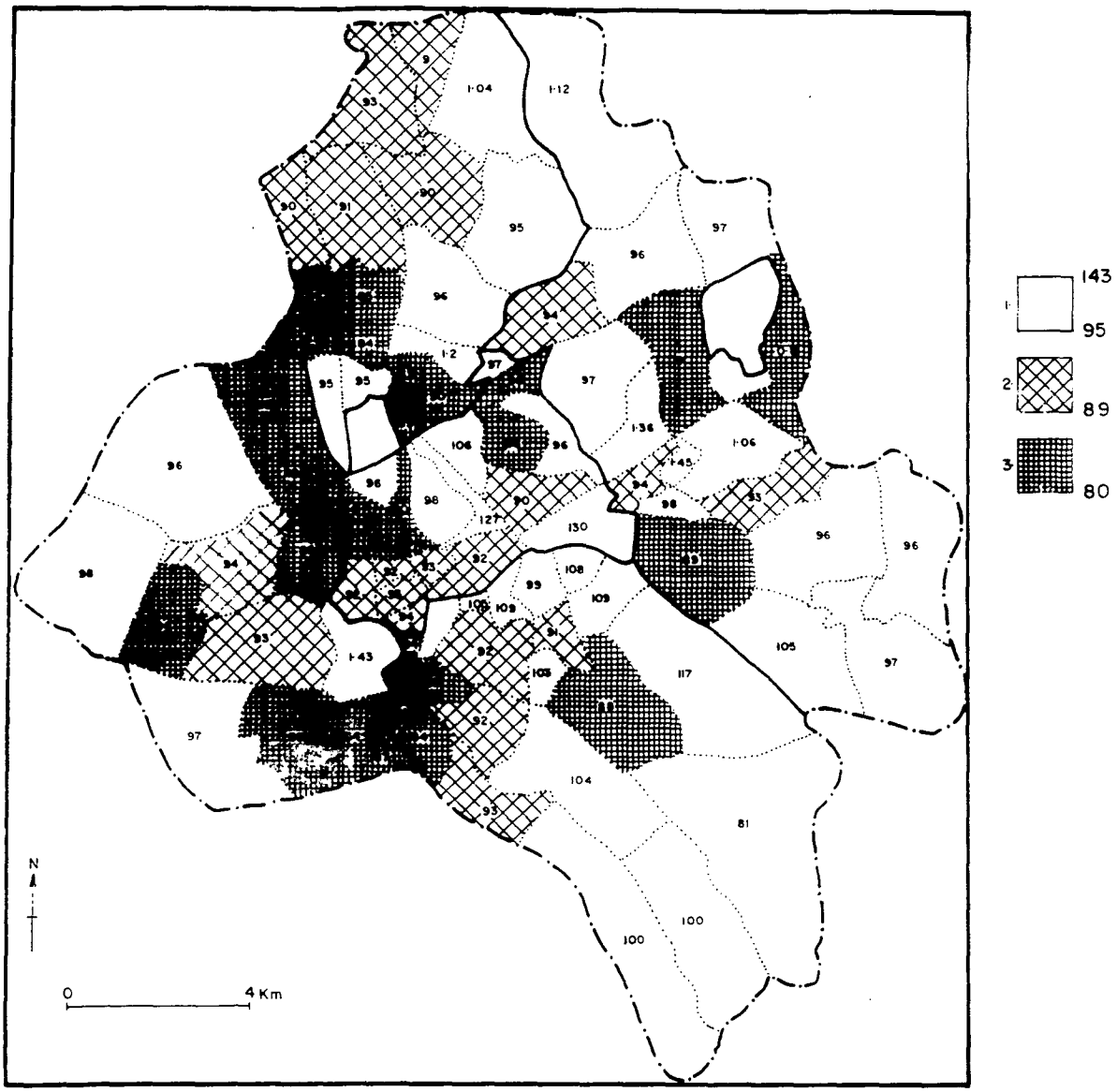


Carte

La part des moins de 15 ans dans la population des quartiers kampalais en 1991.

1 : Limites municipales ; 2 : Limites de division administratives ; 3 : Limites de circonscription de recensement ; 4 : Moins de 35% ; 5 : Entre 35 et 40% ; 6 : Plus de 40%.

La première différenciation démographique significative entre les quartiers concerne **le sex-ratio.**



Carte

Les variations intra-urbaines du taux de masculinité en 1991.

Notre enquête montre que l'opposition est nette entre les quartiers précaires ou péricentraux où les femmes dominent la population, et les quartiers plus aisés ou plus éloignés du centre et périurbains où, au contraire, le sex-ratio est moins déséquilibré, ou plus favorable aux hommes. Le sex-ratio par tranche d'âge et par quartier montre que les jeunes femmes (entre 15 et 24 ans) et les hommes mûrs (entre 30 et 50 ans) constituent les groupes les plus fournis dans presque tous les quartiers. Les nuances par rapport à ce schéma général correspondent aux quartiers précaires ou péricentraux dans lesquels les femmes dominent toute la pyramide.

A partir du recensement de 1991, nous avons pu construire la carte des variations du taux de masculinité à Kampala. Globalement, elle corrobore ces conclusions. Cependant, des exceptions apparaissent clairement. Les zones, par rapport au modèle élaboré à partir des enquêtes, où le taux de masculinité est plus élevé correspondent aux secteurs où sont ou bien près desquels sont localisées les casernes - Naguru, Mbuya, Kiswa, Lubiri, Makindye, Nsambya -, et aussi aux secteurs qui bordent au sud la zone industrielle - Wabigalo, Kibuki, Kisugu-. Au contraire, un certain nombre de secteurs aisés - Kololo II et Ntinda en particulier - présentent un taux de masculinité inférieur par rapport au modèle présenté, sans que nous puissions établir pourquoi.

La structure des ménages constitue le critère de différenciation socio-démographique le plus synthétique parce que à la fois symptôme et conséquence des nuances sociales telles qu'elles sont produites par les différents statuts des membres des ménages (statut foncier, statut professionnel, identité ethnique, etc.). Elle peut être envisager d'abord du point de vue de la taille des ménages, puis dans un second temps du point de vue de leur structure proprement dite. Sa géographie permet de se faire une idée assez juste de la structuration sociale de la ville, c'est à dire de la façon dont la société urbaine s'inscrit dans son espace.

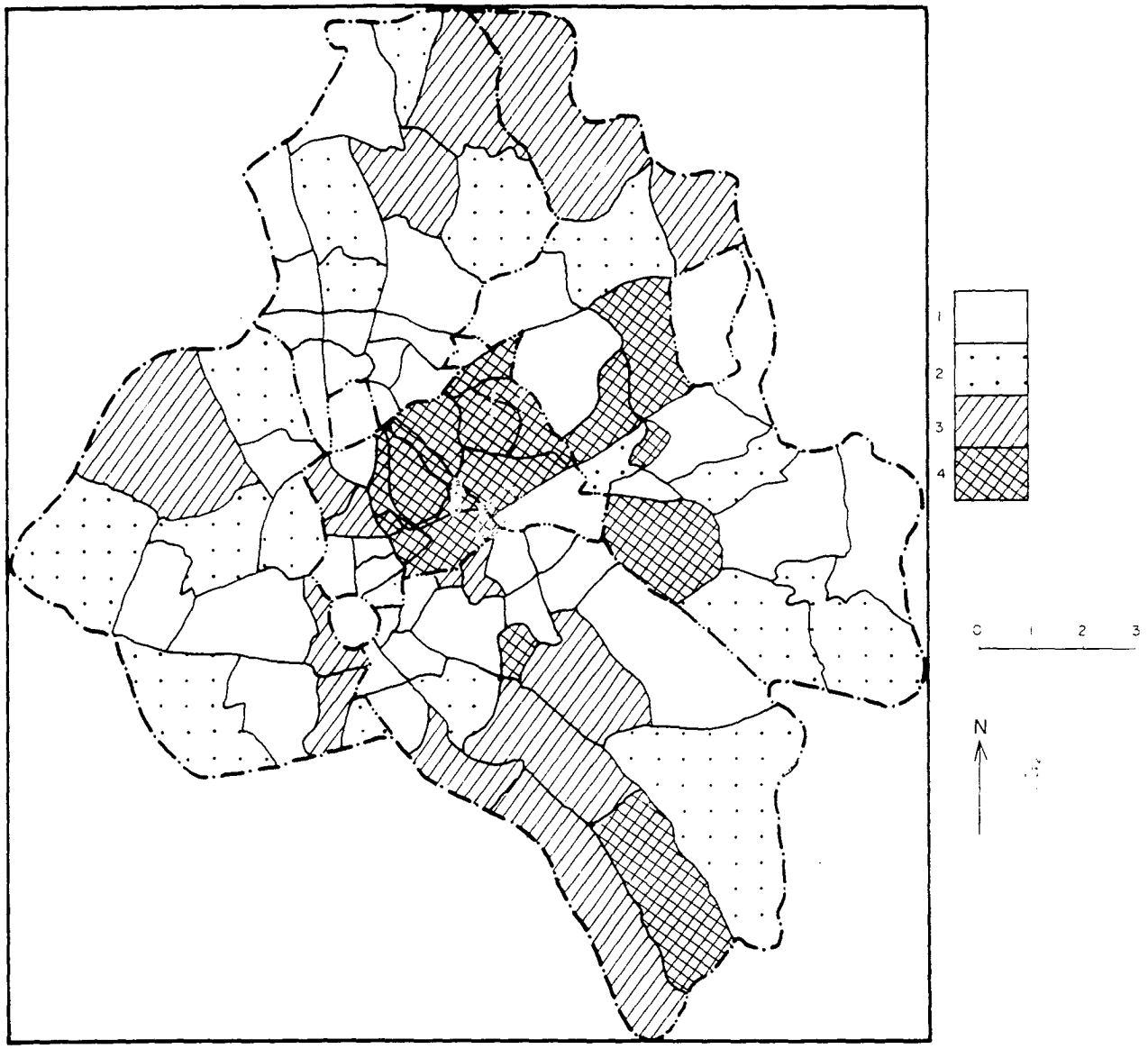
En 1981, la taille moyenne du ménage kampalais aurait été de 4,84 personnes . En 1991, elle serait de 4,36. Pour l'ensemble de notre échantillon, la taille moyenne de ménage est de 5 personnes. Malgré leurs différences, ces valeurs soulignent la taille relativement réduite du ménage moyen à Kampala par rapport à d'autres métropoles africaines mais aussi au milieu rural ougandais (La taille moyenne du ménage rural ougandais est de 5,59). Mais entre les quartiers, les nuances sont importantes.

Tableau

Taille moyenne des ménages dans les différents quartiers.

Type de foncier	Bâti	Quartier	Taille moyenne du ménage
Ville privée	*Slum*	Namuwongo	4
		Kivulu	4,1
		Jukko	4,7
	Zone en cours de densification	Kyebando	4,3
		Kanyanya	5,3
	Quartier Périphérique	Lugala	5,6
		Kialiwajjala	6,1
		Munyonyo	5,4
Ville publique	DAPCB	Blue Room	5,9
	Government Pool	Nakasero	6,6
	NHCC	Makerere	7,3

Notre enquête confirme la carte construite à partir des données du recensement. Plus le quartier est précaire ou central, moins le ménage est large. A l'inverse, la taille moyenne des



Carte
La variation intra-urbaine de la taille moyenne des ménages en 1991.

1: Taille moyenne inférieure à 4 personnes;
2: Taille moyenne comprise entre 4 et 4,36 personnes;
3: Taille moyenne comprise entre 4,36 et 4,72 personnes;
4: Taille moyenne des ménages supérieure à 4,72 personnes.

ménages augmente avec l'éloignement au centre ou surtout avec l'aisance du quartier. Une enquête similaire administrée fin 1992 par l'équipe de la Banque mondiale chargée de l'élaboration d'un nouveau schéma d'aménagement urbain aboutit sensiblement aux mêmes conclusions.

Tableau
La taille moyenne des ménages dans sept quartiers.

	Mulago II	Nakula-bye	Najanan-kumbi I	Kiswa	Luwafu	Kololo II	Kiwatule
Densité	241	141	99	90	32	28	10
Taille des ménages	3,35	3,59	4,29	3,82	4,75	4,97	4,67

"Within the seven parishes ... the more affluent, lower density, rural parishes have the highest average households size, while the poorer, higher density, urban parishes have the lowest."

Là encore, le recensement de 1991 permet de prouver, à l'échelle de la ville, la pertinence des observations faites à partir de nos enquêtes de quartier.

En effet, malgré l'effet homogénéisateur de la prise en compte de la taille des ménages à l'échelle de la paroisse, l'étude de la carte mène aux mêmes conclusions d'ensemble que l'étude des chiffres des enquêtes. Les quartiers aisés et le centre ville, ainsi que les lotissements publics de Nsambya, Naguru et Nakawa accueillent des ménages plus gros que les quartiers précaires péricentraux. La périphérie se positionne en situation intermédiaire. Les trois ensembles géographiques constitutifs de l'agglomération kampalaise, le centre et son extension orientale, la demi-couronne péricentrale et les périphéries se retrouvent nettement, à quelques exceptions près.

Ces nuances quantitatives se doublent de nuances qualitatives.

Les nuances structurelles opposent classiquement 5 types de ménages:

- les ménages de célibataire,
- les ménages composites (Dans cette catégorie ont été classés aussi bien les ménages dirigés par un des grand-parents que les ménages monoparentaux *stricto sensu*),
- les ménages nucléaires dans lesquels sont compris les ménages employant une *house girl* à condition qu'elle n'ait aucun lien de parenté avec les membres de la famille,
- les ménages élargis aux collatéraux et ascendants,
- et, enfin, les ménages polynucléaires.

La part des différents types de ménage montre globalement une corrélation inverse entre, d'une part, la présence de ménages nucléaires et, d'autre part, les ménages composites et de célibataires. Les ménages élargis réalisent des scores relativement constants, sauf à Makerere et Nakasero où la plupart des enseignants et fonctionnaires accueillent neveux et nièces. Cependant ce score constant ne recouvre pas la même signification partout; dans les *slums*, le nombre de personnes accueillies par ménage élargi est inférieur à celui des autres quartiers et principalement de la ville publique. Les "ménages non stabilisés" (célibataires ou composites) se rencontrent de façon préférentielle dans les quartiers centraux et péricentraux, et y expliquent la plus petite taille du ménage moyen. Leur part décline avec l'éloignement au centre alors qu'au contraire la part des ménages nucléaires augmente graduellement.

La part des différents types de ménage explique les divergences quantitatives. Les ménages élargis et nucléaires gonflent évidemment la taille moyenne du ménage. Le score de Kialiwajjala (6,3) s'explique malgré le paradoxe d'un taux élevé de ménages composites, parce que précisément ces ménages composites sont élargis. Ce paradoxe illustre l'intégration de ces ménages faibles à des réseaux de solidarité familiaux, à l'intérieur desquels ils

remplissent une fonction d'accueil des éléments solitaires. Cette fonction est facilitée par l'existence d'une économie de subsistance périurbaine, et parce que la place ne fait pas défaut. Il n'est d'ailleurs pas innocent que les deux seuls quartiers, où l'on rencontre des ménages polynucléaires correspondent à des espaces, où les productions vivrières et la place ne manquent pas.

Tableau

Part des différents types de ménage pour chaque îlot (%)

Type de foncier	Bâti	Quartier	Célibataire	Composite	Elargi	Nucléaire	Polynucléaire
Ville privée	*Slum*	Kivulu	32	24	32	12	
		Jukko	10	28	25	36	
	Zone en cours de densification	Kyebando	24	7	17	51	
		Kanya-nya	15,5	6	21	53	3
	Quartier périphérique	Lugala	10	5	31	54	
		Kialiwa-jala	7,6	19,2	27	42	3,8
		Munyo-nyo	19	4,7	28,3	47	
Ville publique	DAPCB	Blue Room	13	21	27	37	
	Government Pool	Nakasero	15	23	42	19	
	NHCC	Makerere	8	8	68	16	

Mais pour expliquer ces nuances structurelles, il faut faire intervenir la capacité des chefs de ménage à entretenir une famille plus ou moins large. Celle-ci dépend de leur degré d'insertion urbaine déterminée partiellement par un certain nombre de variables : leur sexe, leurs parcours migratoires, leurs activités économiques principales et leur statut foncier.

Le sexe des CDM constitue un discriminant net entre les quartiers précaires et les autres.

Tableau

Sexe des chefs de ménage selon les quartiers.

Type de foncier	Bâti	quartier	% de CDM féminins
Ville privée	*Slum*	Kivulu	37
		Jukko	21
	Zone en cours de densification	Kyebando	6
		Kanyanya	9
	Quartier périphérique	Lugala	10
		Kialiwajala	19
		Munyonyo	14
Ville publique	DAPCB	Blue Room	20
	Government Pool	Nakasero	11
	NHCC	Makerere	10

La plus grande proportion de CDM femmes est liée à la plus forte part de ménages monoparentaux. En cas de séparation ou de décès paternel, les enfants les plus jeunes restent avec la mère. Cette évidence doit cependant être replacée dans le contexte de la patrilinéarité ougandaise où, traditionnellement, les enfants appartiennent à la famille du géniteur et non

pas à leur mère. L'existence de ces ménages monoparentaux dirigés par des femmes souligne la fonction de refuge de ces quartiers précaires pour des populations faibles socialement. Cette faiblesse sociale est cumulée avec une faiblesse économique comme le prouve l'importance du secteur artisanal dans la structure de la population active.

La très importante **proportion de migrants** dans la population des plus de 15 ans souligne le rôle de l'exode rural dans le peuplement de la ville. Les distinctions entre les quartiers montrent que plus les quartiers sont périphériques moins ils comptent de migrants. L'opposition ville privée/ville publique s'efface devant le critère de localisation. C'est pourquoi on peut noter une convergence structurelle entre les quartiers précaires ou en cours de densification et la ville publique. A la périphérie, un stock de natifs vieillissant sur place et les enfants nés à Kampala de vieux migrants voici plus de 15 ans gonflent le score des Kampalais.

Tableau

Les migrants dans la population des îlots enquêtés.

Type de foncier	Bâti	quartier	% de migrants parmi les moins de 15 ans	% de CDM migrants	Durée du séjour moyen des CDM à Kampala (en année)
Ville privée	*Slum*	Kivulu	77	88	?
		Jukko	78	87	15
	Zone en cours de densification	Kyebando	81	83	20
		Kayanya	62	87	20
	Quartier périphérique	Lugala	54	50	21
		Kialiwajjala	53	57	?
		Munyonyo	48	43	16
Ville publique	DAPCB	Blue Room	73	80	14
	Government Pool	Nakasero	79	92	?
	NHCC	Makerere		100	

La durée moyenne du séjour s'allonge avec l'éloignement au centre et l'augmentation de la taille moyenne des ménages.

L'importance de la migration dans le peuplement amène à se poser la question des regroupements ethniques intra-urbains. Constate-t-on des **concentrations ethniques localisées**?

Au delà des nuances de détail, le sens général de la démonstration est clair : d'une part, les traces de l'ancienne partition ethnique est-ouest entre Kampala et Mengo perdurent, d'autre part, le centre ville a connu un bouleversement considérable de sa structure ethnique.

La ville planifiée présente une hétérogénéité ethnique bien plus forte que la ville privée. En particulier, elle compte bien plus de nordistes ou de *West Nilers* que la ville privée. Celle-ci accueille en priorité des Baganda, dont la part, dans chaque îlot de la "ville privée" enquêté, excède largement la proportion générale à l'échelle urbaine. Dans une moindre mesure les bantous de l'Ouest ou des Basoga se mêlent à ce substrat ethnique local. A l'intérieur du groupe des quartiers d'appropriation privative, l'originalité de Kyebando s'explique par la proximité de Mulago dont on sait qu'il est un quartier où se rencontrent beaucoup de Banyarwanda, de Bafumbira et de Bakiga [285]. Originaires d'une région densément peuplée et

285 : Southall (A.W.) & Gutkind (P.C.W.), *Townsmen in the Making*, East African Institute of Social Research - Kegan Paul Trench Trubner and Co., Kampala - Londres, 1957, 248 p. Sur Mulago les pages 92 à

qui connaît donc une forte pression foncière, et où, dès les années 50, apparaît un groupe de paysans sans terre, ces gens se sont groupés près de l'hôpital de Mulago, où beaucoup travaillent comme balayeurs ou comme brancardiers.

Tableau
La structure ethnique simplifiée des quartiers enquêtés.

quartier	Baganda	Autres bantous	Nordistes [286]	*West Nilers*	*Easterners*	Karamojong
Kivulu	77	8	7		8	
Jukko-Kibuye	97	3				
Kyebando	54	40	1		4	
Kayanya	80	20				
Lugala	84	11			4	
Kialiwajala	86	6			8	
Munyonyo	90	10				
Blue Room	69	23	0,5	2,8		
Nakasero	18	35	20	2	18	7
Naguru	30	13	18	13	26	
Nakawa	21	19	44	12	4	
Makerere	17	13	15	45	9	

La relative permanence de la partition ethnique entre les parties occidentale et orientale de Kampala est ainsi soulignée. C'est pourquoi, il nous semble possible, en l'absence actuelle d'informations générales sur la composition ethnique de chaque paroisse de Kampala, de reprendre pour mémoire les conclusions proposées par M. Hirst dans son étude sur "la distribution des migrants à Kampala" [287]. Quoique basée sur les données du recensement de 1969, cette analyse, compte tenu de la relative permanence de la localisation des concentrations ethniques identifiée, doit être, dans une certaine mesure encore, révélatrice des différenciations internes périphériques et péricentrales kampalaises.

En 1969, deux lignes de césure permettent d'opposer trois groupes ethniques à Kampala. La première ligne oppose ethnies éparpillées et ethnies concentrées. Les Banyankole, Batoro et Banyoro se distinguent du reste de la population en ayant un modèle spatial résidentiel très éclaté, sans concentration apparente. Ceci s'explique, en partie, en particulier pour les Batoro, par la profession dont ils s'étaient fait les spécialistes : domestiques. A l'intérieur du second groupe, une césure nette oppose la distribution des Baganda à celle des autres ethnies ougandaises (nordistes, *Easterners*, *West Nilers*) Le coupure entre ethnie-hôte et ethnies étrangères soulignée par D. Parkin [288] dès 1969 se révèle opérante pour étudier la répartition relative de ces différents groupes. Les Baganda encerclent la municipalité kampalaise d'avant 1968 par une demi-couronne de fortes densités qui relie Mulago à Kibuli. Ils habitent également des pôles éclatés de forte concentration à Bwaise, Kasubi, Mengo et Entebbe road

---

183. On lira également Luig (U.), "Preliminary Observations of Kinship, Friendship and Voluntary Associations among the Kiga of Mulago", *in University of East Africa, Social Sciences Council Conference 1968/69*, Sociology Papers, vol. 1, MISR, Kampala, 1969, p. 233-244.

286 : Les nordistes regroupent les Iteso, les Langi, les Djopaluo, les Kumam et les Acholi; les autres bantous les Banyoro, les Basoga, les Batoro, les Bakiga, Banyarwanda, les Banyankole, les Bafumbira, les Bakonjo, les Bahororo. Les *West Nilers* regroupent les Madi, les Lugbara, les Alur, les Jonam et les Kakwa. La catégorie des *easterners* comprend principalement les ethnies du mont Elgon et de l'est ougandais c'est à dire les Banyole, les Bagisu, les Bagwe, les Bagwere, les Sebei, les Samya et les Djopadhola.

287 : Hirst (M.), "The Distribution of Migrants in Kampala, Uganda", *East African Geographical Review*, n°13, juin 1975, p. 37-51.

288 : Parkin (D.), *Neighbours and Nationals in an African City Ward*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1969, 230 p.

et de larges plages de peuplement baganda moins concentré mais tout aussi hégémonique par rapport à la population locale totale au Nord, à l'Ouest et au Sud. Aux Baganda s'opposait clairement un groupe d'ethnies formé des nordistes (Acholi, Langi), des *West Nilers* (Madi, Kakwa, Alur et Lugbara) et des *Easterners* (Iteso, Bagisu, Bakedi et Basoga). Ceux-ci se rencontraient de façon privilégiée dans le centre et la partie orientale de la ville, c'est-à-dire dans sa partie publique. Leurs foyers de plus forte concentration se rencontraient à Lubiri, Nsambya, Kiswa, Mbuya et Luzira. Ce modèle résidentiel reflétait l'accès privilégié de ces ethnies au logement locatif public auquel donnait droit leur spécialisation socioprofessionnelle dans les secteurs relevant de l'appareil d'Etat et notamment les forces armées et la police. Un sixième foyer nordiste se rencontrait à Kawempe provoqué par les emplois industriels peu qualifiés que les nordistes occupaient dans les entreprises indiennes de ce quartier.

La comparaison de l'implantation kampalaise de ces deux groupes permet de constater le peu d'espaces d'intersection et de cohabitation. Les seuls quartiers où des Baganda et des nordistes/*Easterners* se côtoyaient correspondaient aux quartiers de Kamwokya-Mulago, de Kagugube qui inclut celui de Kivulu, Mengo-Kisenyi et Katwe. Ces zones sont les plus anciens *slums* de Kampala. C'est là que se réalise la cohabitation ethnique la plus complète. Ailleurs, la présence d'un des deux groupes semble exclure celle de l'autre. Cette exclusion mutuelle est particulièrement claire au sud-est de Kampala, où la colline de Mutungo apparaît comme un isolat baganda au milieu de quartiers nordistes ou orientaux. A l'opposé, Kawempe, au Nord-Ouest porte un isolat nordiste au milieu d'un espace fortement baganda. Si l'on surimpose à cette carte celle de la répartition dans l'espace des Kenyans - 10% des Kampalais en 1969 - et des gens du sud-ouest ougandais - 4% des Kampalais -, on complexifie singulièrement la vision d'ensemble. Certains des espaces de cohabitation préalablement repérés sont soulignés de nouveau comme Kamwokya, Mengo-Kisenyi et Katwe. Ces zones d'habitat populaire précaire constituent véritablement, si ce n'est des *melting pots* ethniques, du moins des lieux de cohabitation. Mais une nouvelle zone de mélange apparaît : le lotissement de Kiswa semble être une zone de cohabitation entre les Kenyans et les Acholi. Les autres quartiers où les Kenyans ou les Bafumbira, Bakiga et Banyarwanda semblent concentrés sont l'interfluve sud-est de Kibuli à Muyenga ainsi que le quartier de Port Bell.

En l'absence de données statistiques à l'échelle de la paroisse [289], il est difficile de dresser un tableau précis de la géographie ethnique kampalaise en 1991. Cependant, notre enquête et les informations éparpillées que nous avons pu collecter nous permettent d'affirmer que l'opposition spatiale entre la répartition des Baganda et celle des gens du Nord et de l'Est perdure, qu'au sein du groupe des nordistes et des orientaux, les quartiers de Nsambya et Naguru Police, de Nakawa, Kiswa et Kitali possèdent une coloration plus spécifiquement nilotique, qu'une concentration de gens du sud-ouest existe centrée sur Mulago et Kamwokya, et que les autres ethnies occidentales - Banyoro, Batoro - connaissent une grand éclatement spatial. Ces traits corroborent l'idée d'une certaine fixité spatiale de la différenciation ethnique. La crise ne provoquerait pas de bouleversement majeur dans la répartition relative des ethnies à l'intérieur du périmètre kampalais. Les événements ne semblent pas avoir remodelé autrement qu'en "ougandisant" la composition ethnique des différents quartiers. Ce processus s'est opéré aux profits des ethnies déjà dominantes localement, et dans une seconde mesure, dans les quartiers où ils ne dominaient pas, au profit des Baganda, qui renforcent leur position dans tous les quartiers de la capitale. Pour expliquer cette permanence, il faut sans doute faire intervenir le maintien des flux migratoires nationaux à destination de Kampala. Ceux-ci aboutissent à la reproduction des mêmes processus producteurs de la différenciation ethnique. Les filières migratoires ont été maintenues. La venue en ville ne s'effectue que si on y connaît quelqu'un chez qui on peut

---

289 : Elles devraient être disponibles en mars 1994.

résider les premiers temps [290]. La recherche d'un logement urbain se fait ensuite dans les environs proches du domicile de la connaissance accueillante. Un processus de concentration cumulatif s'enclenche donc. A l'échelle urbaine, les processus semblent être demeurés les mêmes.

Cependant, en 1969, Michael Hirst avait insisté sur l'importance des spécialisations professionnelles pour renforcer la différenciation spatiale inter-ethnique : aux nilotiques, les métiers du secteur public et singulièrement ceux des armes ainsi que les métiers peu qualifiés, aux Baganda ceux du commerce et du secteur libéral [291]. La permanence de la géographie ethnique kampalaise permet-elle d'avancer celle de la spécialisation professionnelle selon des critères ethniques et, si tel était le cas, la reproduction de la structure géographique de la capitale? Ce n'est pas certain et un détour par l'analyse des différences spatiales de la structure de la population active est nécessaire.

La structure de la population active montre la même corrélation générale entre faiblesse économique et faible taille du ménage.

Tableau
La structure socioprofessionnelle de la ville privée

Type de bâti	*Slum*		En cours de densification		quartiers périphériques		
Ilot	Kivulu	Jukko	Kyeban-do	Kanya-nya	Lugala	Kiali-wajjala	Munyo-nyo
Agriculteur		2		22	16	27,5	31
Fonction-naire	9,5	10	23	24	22	12,5	3
Salarié des grosses entreprises	9,5	4	6	18	14	22,5	19
Auto-employé ou employé des petites entreprises	81	84	71	36	48	37,5	47
Total	100	100	100	100	100	100	100
Travailleurs/population (%)	42	35	27	34	29	26	37

290 : Cette nécessité explique en partie l'impossibilité que les Karamojong ont de s'installer en ville. N'ayant pas de «tête de pont urbaine» ils ne peuvent venir s'installer à Kampala.

291 : On notera que, du fait que sa problèmatique l'amène à privilégier la définition statistique officielle de migrant (personne née hors de Kampala), cet article omet de se pencher sur la question pourtant essentielle pour l'étude des recompositions géographiques, de la concentration dans l'espace kampalais des Indiens. Or, il aurait été intéressant, à plus d'un titre, compte tenu de l'importance de la question indienne dans l'histoire politique et urbaine et de ses répercussions contemporaines, de montrer la concentration de cette population indienne dans le centre ville. Néanmoins, ce faisant, l'auteur souligne qu'une forte proportion des Indiens n'était pas des migrants au sens statistique du terme, mais des urbains et même des Kampalais. Cette réalité n'était pas perçue comme telle par la majorité des africains pour qui les Indiens restaient des étrangers. Gérard Prunier, dans son livre *L'Ouganda et la question indienne (1896-1972)*, montre bien quels sont les fondements de l'étrangeté culturelle indienne pour les Africains et l'origine économique de l'irritation qu'ils suscitaient. Aussi, à notre avis, leur expulsion peut-être interprétée comme une reconquête du centre ville s'apparentant à l'interprétation que H. Lefebvre fait de la Commune de 1871. Cf Lefebvre (H.), *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris, 1968.

Tableau
La structure socioprofessionnelle de la ville publique.

Propriétaire	DAPCB	Gvt Pool	KCC		NHCC
Îlot	Blue Room	Nakasero	Naguru	Nakawa	Makerere
Agriculteur	3,5			2	
Fonctionnaire	27,5	53	52	50	65
Salarié des grosses entreprises	11,5	13	12	16	17,6
Auto-employé ou employé des petites entreprises	57,5	34	36	32	17,4
Total	100	100	100	100	100
Travailleurs/ population (%)	31	28	27	33	29

La structure de la population active souligne :

- L'importance de l'agriculture comme source de subsistance urbaine. En périphérie, elle autorise un élargissement de la cellule familiale moyenne et, secondairement, facilite la survie des ménages fragiles (notamment ceux dirigés par les femmes);
- L'importance du secteur artisanal pour les quartiers précaires, mais aussi comme revenu complémentaire de la majorité des ménages. Le secteur artisanal constitue, certes un recours de survie mais non une solution confortable. C'est pourquoi les ménages ont une taille plus réduite dans les quartiers précaires où l'auto-emploi ou l'emploi dans les petites entreprises est plus répandu. L'anomalie apparente du quartier Blue Room s'explique par la proximité des marchés centraux : résident dans ses murs des vendeuses à Owino et Nakivubo.
- Au contraire, et malgré la faiblesse des salaires des fonctionnaires, l'insertion dans la fonction publique ou dans le secteur privé formel fournit une assurance plus forte même dans le cadre d'une économie de *magendo* et permet au ménage de s'agrandir aux collatéraux et ascendants. Il est significatif que les ménages les plus vastes sont ceux de la ville publique. Les CDM sont des fonctionnaires ou des personnes qui ont les moyens financiers et politiques pour bénéficier d'un logement d'Etat.

Il convient aussi de souligner que les quartiers, où la taille des ménages est plus large, comptent plus de "travailleurs" par ménage que les autres. L'extension se fait souvent vers des personnes dotées d'un emploi. Ceux-ci contribuent ainsi à la survie du groupe familial.

Les césures socioprofessionnelles coïncident donc assez exactement avec les césures sociales telles que déduites d'un indice aussi concret que la taille des ménages.

Cependant, il serait intéressant du point de vue de l'étude de la dynamique urbaine de voir quels sont les processus producteurs de ces césures. Nous avons vu que la carte ethnique de Kampala n'a pas été totalement bouleversée durant la crise. Mais nous avons buté sur la question de savoir si la permanence de la géographie ethnique kampalaise permet d'avancer celle de la spécialisation professionnelle selon des critères ethniques, et donc de savoir si, malgré la crise, la structure sociale de la capitale se reproduit à l'identique. La coupure foncière, ville privée/ville publique, recouvre également grossièrement l'opposition entre des quartiers où l'emploi fonctionnaire est peu représenté, et des quartiers où il domine la structure de la population active. Comme ces derniers quartiers sont également ceux où les populations exogènes, c'est-à-dire principalement nilotiques, dominent, on peut affirmer que la structure géographique duelle se reproduit partiellement depuis 20 ans, comme si la crise n'était pas venue perturber le schéma hérité de la colonisation. Cette conclusion porte il est vrai surtout sur les couches basses et moyennes de la population puisque les quartiers que nous avons enquêtés, hormis celui de Nakasero n'abritent pas les plus aisées des Kampalais. En effet, nous ne sommes pas allés enquêter à Kololo, ni à Tank Hill, ni à Mbuya. D'autre

part, si cette reproduction apparaît globalement vérifiée à l'échelle du système urbain, des évolutions locales ont cependant lieu, montrant que la reproduction ne se fait pas à l'identique et que des recompositions se produisent. Ainsi, dans le quartier de Nakawa, il est possible de mesurer les changements intervenus depuis 1969.

Tableau
Evolution de la composition ethnique de Nakawa entre 1969 et 1992.

Ethnies ou nationalités	Composition ethnique en 1969 (a)	Composition ethnique en 1991 (b)
Kenyans	32	0
Nordistes	20	44
West Nilers	17	12
Baganda	5	21
Autres bantous	15	19
Easterners	5	4
Autres	5	

Sources: (a) Parkin (D.), *Neighbours and Nationals in an African City Ward*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1969, p. 22 ; (b) Enquêtes B. Calas, novembre 1992.

Une recomposition relative entraînée par l'expulsion des Kenyans a eu lieu au profit des nordistes - principalement les Acholi - et des Baganda. Cette recomposition locale exprime le dynamisme urbain des Baganda et la force locale des Acholi. Mais nous pensons, qu'à l'échelle plus petite de la ville, cette recomposition du tissu social local n'affecte pas la validité de la conclusion qui affirme la permanence de la dualité urbaine.

Malgré ces limites, notre conclusion nous paraît extrêmement importante pour l'étude de la dynamique du système urbain kampalais, dans la mesure où elle signifierait l'imperméabilité de certains segments du système urbain aux changements qui ont affecté l'Ouganda entre 1966 et 1993. Or, nous avons vu que les régimes Amin, Obote, et Okello avaient eu des conséquences catastrophiques. L'expulsion des Indiens en 1972, des Kenyans en 1969 [292] puis leur départ définitif en 1976, le déclin économique et la diffusion du *magendo*, le ralentissement de la croissance démographique urbaine accompagnent, au niveau urbain, la généralisation de l'insécurité. Il y a donc un certain paradoxe à constater à la fois la brutalité des traumatismes, la réalité des changements et la permanence de certaines structures. Si l'on admet que nos conclusions sont justes, il convient donc de rechercher les causes de ce paradoxe et de s'interroger sur sa signification.

La reproduction de certaines géographies intra-urbaines, à travers celle de certaines des localisations ethniques et celle de certaines spécialisations professionnelles, permet de postuler la reproduction de certains segments de la société urbaine. Mais il ne faudrait pas en déduire hâtivement la permanence de l'ensemble de la structure sociale kampalaise. La disparition des Indiens au centre ville et leur remplacement par des populations africaines a entraîné une recomposition fondamentale. Cependant, notre travail prouve la reproduction du segment nilotique grâce à son maintien social au cœur de l'appareil d'Etat, mais en position dominée, et à son maintien spatial à la périphérie de la ville publique. Cette constatation, malgré les précautions avec lesquelles nous devons la manier, amène, d'une part à relativiser l'ampleur des bifurcations [293] initiées par la conjoncture politique, d'autre part à souligner la relative inertie sur le long terme des structures géographiques duelles produites par la

---

292 : L'expulsion des Kenyans d'Ouganda en 1969 s'explique en partie par le rôle que les travailleurs d'origine kenyane ont joué dans la constitution d'un syndicalisme ougandais indépendant du pouvoir UPC. La crise économique kenyane contemporaine de la révolte Mau-Mau avait poussé un certain nombre de travailleurs kenyans - surtout des Luo et des Luya - en Ouganda.

293 : Sur la notion de bifurcation et ses conséquences en géographie on lira Lepetit (B.) & Pumain (D.) (Etude coordonnée par), *Temporalités Urbaines*, Anthropos, Paris, 1993, 316 p.

colonisation, et enfin, conséquemment, à conclure sur l'importance de la période coloniale pour la structuration géographique kampalaise. Cette structuration urbaine étant liée à la construction par le colonisateur d'un espace d'administration supra-ethnique doté d'un centre de commandement unique. Nous sommes donc amené à constater la contemporanéité et l'imbrication des processus de recomposition et de reproduction géographique pour une même unité urbaine. Cette constatation demande une interrogation sur les causes de la différenciation de ces processus géographiques.

La question est d'abord de savoir pourquoi les spécialisations socioprofessionnelles ont résisté aux événements politiques. Comment les nilotiques et soudaniques ont réussi à préserver leur sur-représentation relative dans les niveaux inférieurs de l'appareil d'Etat? La première réponse réside dans la mise œuvre de stratégies de blocage réussies. Les nordistes ont occupé le terrain de manière très concrète. Lors de l'enquête, nous avons été surpris de rencontrer des ménages qui résidaient à Nakawa ou Naguru depuis la création de ces lotissements, certains se passant même le même logement de père en fils. Ensuite, ces lotissements relèvent du secteur subventionné à bon marché et donc ne s'adressent pas à des populations aisées et influentes. Aussi, les éventuels concurrents des occupants n'ont ils pas eu les moyens politiques pour mettre sur pied une stratégie d'expulsion. Les nordistes semblent d'autre part avoir été confinés dans les lotissements orientaux par l'impossibilité qu'ils ont ressenti de s'installer ailleurs. Ainsi, Milton Okot-Oyiki, Acholi de Kitgum âgé de 39 ans, a essayé de s'installer comme locataire à Kasaasi au nord de Ntinda dans une zone encore profondément rurale où le peuplement baganda s'appuie sur la propriété *mailo* de la terre. Il a été rebuté au bout de deux ans. A "l'éloignement de ses frères", se conjuguaient l'isolement social et l'enclavement relatif de cette zone. D'autre part, à l'inverse, il faut sans doute faire intervenir les représentations mentales que les Baganda ont construites autour de ces lotissements. Ils sont perçus comme des secteurs peuplés de nordistes et donc socialement dévalorisés. Or, comme partout en Afrique, les stratégies d'expulsion ne peuvent avoir qu'une dimension individuelle et ce d'autant plus que les Baganda étaient marginalisés politiquement, l'impossibilité d'un afflux brutal de Baganda rend impossible le renversement de cette connotation péjorative; aussi demeure-t-elle comme un obstacle insurmontable opposé au désir et au besoin d'habiter. Enfin, le désintérêt relatif des Baganda pour l'appareil d'Etat les a conduits à se détourner de ces lotissements. Il est vrai que de 1962 à 1986, la mainmise des nordistes ou des *West Nilers* sur le pouvoir politique n'a certainement pas peu contribué au maintien d'un recrutement déséquilibré des fonctionnaires aux dépens des Baganda. Il est de notoriété publique que l'indépendance de la *Public Civil Service Commission* n'a pas résisté aux changements politiques des années soixante [294]. D'autre part, les Baganda s'investissent de façon privilégiée dans les affaires ou les professions libérales. *A contrario*, les nordistes ont bien tenté, après l'expulsion des Indiens, de saisir l'opportunité qui leur était offerte de s'impliquer dans les affaires, mais leur échec a été tel que, par la suite, ils ont laissé les Baganda pratiquement libres, se contentant de ponctionner une rente locative. La différenciation socioprofessionnelle a donc perduré et avec elle la différenciation géographique puisque l'accès à la ville publique est conditionné en partie par l'accès au fonctionnariat.

La nature même de la crise ougandaise est également en cause pour expliquer la concomitance entre un processus partiel de reproduction de la structure géographique duelle et la recomposition socio-spatiale au centre ville qu'engendre le départ des Indiens. L'ensemble des analyses convergent pour dire que le problème, que les groupes sociaux ougandais cherchent à résoudre, est celui de la construction nationale. On peut ainsi lire l'histoire politique post-coloniale comme une série de tentatives pour définir la forme de l'Etat. Le problème, à notre sens, est que ces tentatives n'étaient pas précédées de réflexion éthiques mais s'attachaient immédiatement à déterminer directement et négativement le

294 : Karugire (S.R.), *op. cit.*, p. 192.

contenu de la citoyenneté, expression la plus matérielle et la plus diffuse de la forme de l'Etat. C'est pourquoi une série "d'épurations ethniques" a eu lieu [295]. S'apparentant à des "épurations" sans génocide, les expulsions successives des groupes présentés comme exogènes voire pathogènes - Indiens et Kenyans - sont des tentatives pour définir le contenu national. Cette épuration se fait au profit des groupes qui forment une partie de la base sociale des gouvernements au moment précis de l'expulsion. Ces groupes sont les concurrents directs des expulsés. La libération des emplois, des commerces, des logements ouvre une ère de recompositions géographiques extrêmement localisées. Les Acholi prennent directement la place des Luo à Nakawa, les Baganda prennent progressivement la place des Indiens dans le commerce intra-urbain, mais réussissent également à s'immiscer dans la partie orientale de la ville. Les bouleversements géographiques qui ont suivi l'expulsion de 1972 se concentrent au centre ville. Du point de vue social, les Indiens s'opposaient en priorité aux Baganda, dont les ambitions économiques butaient toujours sur les positions indiennes. La mobilité sociale baganda était bloquée par ce monopole urbain indien. Le débat politique a donc très tôt tourné autour de l'articulation des questions indienne et baganda. Les Baganda ont rempli la vacance laissée par les Indiens. Aussi le problème de la recomposition de la structure sociale du centre ville est-il, en fait, un problème interne aux Baganda. Les rapports entre la périphérie orientale et la demi-couronne baganda enserrant l'ancienne municipalité ne sont pas affectés. La bifurcation historique de 1972 marque la structuration géographique du centre ville, mais pas celle de l'ensemble urbain. Là encore il faut prendre garde à ne pas gommer trop rapidement les nuances intra-urbaines.

Les nuances ethniques se révèlent parfois à des échelles encore plus fines. Ainsi, dans le grand ensemble d'immeubles de Bugolobi [296], il n'est pas rare que des appartements soient sous-loués à plusieurs familles qui résident chacune dans une pièce, alors que le fonctionnaire locataire officiel, réside ailleurs. Les co-sous-locataires partagent les sanitaires et la cuisine. Une pratique courante est qu'à tour de rôle une des familles fait la cuisine pour les autres. La communauté nécessaire de régime alimentaire qu'impose cette pratique détermine le regroupement ethnique. En effet, les nordistes possèdent un régime alimentaire fondé sur les céréales, alors que les Baganda montrent une prédilection nette pour le *matoke*.

Mais les nuances socio-démographiques explicatives de la hiérarchie de la taille des ménages ne se limitent pas à celles de la structure socio-ethnique. D'autres facteurs interviennent.

Le **statut foncier** montre une corrélation certaine entre la précarité du statut et la taille réduite des ménages. Mais la distinction ville publique/ville privée doit là absolument être faite. Dans cette dernière, les locataires sont beaucoup plus nombreux dans les *slums* et leur part diminue avec l'éloignement au centre. Pour ce qui concerne la ville publique, il faut ne pas confondre, d'une part, les ménages logés par leur employeur principal et les allocataires du DAPCB, et d'autre part les sous-locataires. Ceux-ci habitent dans les *boy's quarters* ou les garages des premiers. Les ménages de ces deux groupes ne se ressemblent pas. La taille des seconds est généralement plus réduite, et leur structure moins stabilisée. Il s'agit à l'échelle de l'îlot dans le cas d'immeubles collectifs, ou de la parcelle dans le cas de pavillonnaires de style colonial, de la reproduction de la dichotomie *slums*/quartiers aisés.

---

295 : cf Chapitre III.

296 : Cet ensemble a été construit par les Israéliens. Chaque barre de quatre étage comprend quatre cages d'escalier. En 1972, le départ précipité des Israéliens du pays a laissé les dernières barres inachevées. Jusqu'en 1986, les barres les plus éloignées de l'entrée de l'ensemble et achevées étaient utilisées comme caserne. Cette utilisation explique les réticences de certains fonctionnaires à occuper des logements qui leur y étaient alloués.

Tableau
L'opposition locataires-propriétaires.

Type de foncier	Bâti	Quartier	Locataire	Logé	Propriétaire
Ville privée	*Slum*	Kivulu	80	6	14
		Namuwongo	78	6	16
		Jukko	62	6	36
	Zone en cours de densification	Kyebando	55	10	35
		Kanyanya	45	17	38
	Quartier périphérique	Lugala	28	25	47
		Kialiwajjala	35	15	50
		Munyonyo	28	15	57
Ville publique	DAPCB	Blue Room	100		
	Government Pool	Nakasero	40	60	
	NHCC	Makerere		100	

Au total, **le profil socio-démographique de chaque ensemble** de quartiers apparaît relativement clairement.

Les quartiers précaires abritent des ménages plus fragiles à cause du rôle de refuge et d'accueil, que ces secteurs jouent pour les populations marginalisées par rapport au reste de la société urbaine. Le degré d'insertion urbaine de ces populations est relativement faible, ainsi que le prouve la convergence de la précarité économique et de la précarité des conditions de logement. Classique pour les quartiers sous-intégrés, la situation péricentrale permet de réduire les coûts de transport [297], et l'entassement les coûts de logement. Il en résulte une incapacité à constituer des ménages nucléaires. Cependant, la proportion de ménages élargis est la même qu'ailleurs parce que ces quartiers disposent d'un noyau de vieux habitants qui accueillent des néo-citadins.

Les secteurs périphériques et en cours de densification voient cohabiter deux types de ménage - les ménages "autochtones" et les nouveaux ménages - relativement larges. L'installation de ces derniers dans ces zones est justifiée par l'acquisition de meilleures conditions de logement. La réussite de l'intégration urbaine facilitée par le recours à l'agriculture périphérique passe par l'éloignement au centre. Cette réussite autorise l'accroissement de la taille des ménages.

En situation intermédiaire, les quartiers de Kyebando et Kanyanya sont en cours de densification à cause de leur proximité du centre et de la saturation des *slums* péricentraux. La proportion des ménages nucléaires souligne que ces secteurs fournissent à des ménages de statut intermédiaire le confort suffisant pour se constituer en famille complète et, éventuellement, accueillir des parents. L'accès à une certaine forme de tenure privative du sol y est la cause principale d'installation des ménages nucléaires; la facilité de l'accès au sol permet également à des spéculateurs de bâtir des logements précaires à louer. Aussi retrouve-t-on une certaine proportion de ces ménages incomplets caractéristiques des *slums*.

Enfin, l'Etat loge des privilégiés dont le statut autorise la relative souplesse des stratégies résidentielles. L'existence d'une architecture coloniale héritée permet à ces nantis d'accroître leur revenus en louant les arrière-boutiques, garages et *boys'quarters* à des ménages dont la structure s'apparente tout à fait à celles des ménages des *slums*. Cette pratique - typique du "*magendo* immobilier" qui a fleuri en Ouganda autour du domaine public - constitue à la fois

297 : Les habitants du quartier de Namuwongo, *slum* péri-central situé au sud de la zone industrielle se rendent pour à 66,8% à pied au travail contre 6,4% en bicyclette et 16% en taxi collectif.

une subvention indirecte du pouvoir à ces cadres sous-payés, et une soupape à l'épineuse question du logement populaire.

Donc, la lutte pour l'insertion urbaine à travers l'accès au logement et à l'emploi, par les contraintes socio-économiques qu'elle fait peser sur les épaules des CDM et conjoints, façonne la structure des ménages. Il existe une corrélation entre le degré d'insertion urbaine des CDM, tel qu'il peut être déduit du croisement du statut foncier et de l'activité professionnelle, et les structures familiales. Ces indices d'insertion urbaine permettent d'établir un lien entre le type de quartier et la structure des ménages. **Mais**, la mixité des statuts fonciers et des structures socio-démographiques contribue à tasser les contrastes entre les quartiers en arrasant les seuils.

A Kampala, contrairement à Nairobi, les contrastes sociaux ne s'expriment pas sous forme de ghettos. Des concentrations préférentielles lâches existent certainement aux deux extrémités de l'échelle sociale : Tank hill, Kololo, Mbuya, Bugolobi, Nakasero et le haut Naguru pour les groupes aisés, la demi-ceinture péricentrale de *slums* depuis Namuwongo jusqu'à Kamwokya en passant par Kibuli, Katwe, Kibuye, Kisenyi, Kivulu, Katanga, Mulago pour les groupes défavorisés. Mais le systématisme de la ségrégation est relativement rare. Ces concentrations laissent toujours la place à des cohabitations sociales curieuses. C'est pourquoi, souvent, les contrastes sociaux s'expriment dans l'espace à une échelle plus fine que l'îlot. Pour en prendre pleinement conscience, il nous faut considérer l'unité résidentielle.

Section 4. Le niveau élémentaire de la différenciation : l'habitat à Kampala.

Le bâtiment kampalais est dans son immense majorité de plein pied. Parfois il comporte un étage mais rarement plus. La fonction résidentielle domine et fait qu'une étude du bâti à l'échelle de la construction est en fait l'analyse de l'habitat. Mais le sens de celui-ci doit être compris au sens large, c'est-à-dire non seulement la nature du bâti, mais aussi la qualité de l'équipement et des infrastructures auxquelles ont accès les résidents. L'étude de l'habitat sera donc menée en quatre temps : les plans de maison, leurs matériaux, leur taille et l'équipement des logements. Méthodologiquement, l'utilisation du recensement comme source de données à l'échelle de la ville pose un problème quand il s'agit d'analyser le bâti. En effet, il a été conçu pour fournir des informations non pas sur les bâtiments, mais sur les ménages. Il est donc difficile de distinguer l'analyse du bâti de celle des conditions de logement, autrement dit le morphologique du social. Cependant cette remarque est plus une précision qu'une précaution, dans la mesure où une analyse du bâti, sans référence à la société qui l'utilise, aurait un intérêt limité.

Les matériaux et la taille des logements et des habitations.

Traditionnellement, les maisons étaient des huttes de roseaux carrées. Désormais, ce matériau a été abandonné et remplacé par quatre types principaux de matériaux plus durables : l'adobe, la brique crue, la brique cuite et le parpaing. Les trois premiers types de matériaux de construction possèdent la même origine : l'argile latéritique. Il existe donc un continuum de précarité décroissante de l'adobe à la brique cuite. Le malaxage, étape principale de la préparation de l'argile pour la construction en adobe, est également la base de la production des briques crues dont le mode de préparation ne diffère guère de celui de la brique cuite. Au total, l'argile constitue le matériau de base des deux tiers des constructions de Kampala. A ce titre, elle est une ville dont on peut dire qu'elle est née de sa terre. La domination de ce matériau de construction local non spécifique renforce son africanité. Au niveau des matériaux de construction, il semble, à notre connaissance, que l'originalité de Kampala, par rapport à la plupart des autres villes africaines, soit l'existence de la possibilité d'une construction en dur à partir de matériaux (argile, eau, bois de chauffe) presque intégralement locaux puisque, au niveau du gros œuvre, seul le jointoyage nécessite du ciment. Le recours au ciment et aux parpaings, d'origine exogène parce qu'importés ou constitués de matériaux importés n'est donc pas obligatoire [298]. L'argile sous une de ses trois formes constitue non seulement un matériau approprié au contexte ougandais, mais également permet de répondre aux exigences différenciées d'un marché de la construction où interviennent des promoteurs aux revenus hiérarchisés. Enfin, elle positionne Kampala comme un éventuel exemple à suivre pour les autres métropoles africaines.

La ligne de partage entre bâti en dur et bâti semi-dur (ce dernier appelé *temporary structures* par les Kampalais parce qu'au regard de la loi, il ne s'agit pas de *permanent structures* dont la construction requiert un permis, et qu'il est autorisé de les construire sur des terrains dont la tenure n'est que temporaire) passe entre les deux premiers et les deux seconds. En effet, la cuisson durcit l'argile, et nécessite des jointoyages en ciment injustifiés dans le cas de la construction en brique crue pour laquelle ils sont constitués d'argile crue. La construction la plus précaire est celle en adobe que les Ougandais appellent *mud and wattle* et qui s'apparente au poto-poto d'Afrique centrale. La technique de construction est connue : une armature de pieux liés par un clayonnage de roseaux maintenus par des attaches végétales souples (lianes ou sisal) maintient et renforce l'argile latéritique malaxée. Ce matériau est le moins coûteux qui existe, mais il n'est pas rare de rencontrer des maisons éventrées par

---

298 : Le coût d'une construction en briques est actuellement bien moindre que celui d'une construction en ciment ou en parpaings, mais l'écart tend à se réduire du fait de l'allongement des distances de transport des briques, et de l'augmentation des coûts de production à cause de la raréfaction du bois de chauffe.

l'usure des clayonnages internes ou dont les parois ont été sapées à la base par l'érosion et l'écoulement des eaux de pluies. Parfois, la présence d'un crépi de plâtre améliore la résistance de l'adobe aux intempéries. Cette amélioration constitue la transition vers la maison de briques crues qui peut être elle même crépie et peinte.

Tableau

Ménages et population par type de matériaux utilisés pour le mur du logement

		Ménage	Population		Taille moyenne du ménage
Dureté du bâti	Type de mur	En valeur absolue	En valeur absolue	En valeur relative	En nombre d'habitant par ménage
Bâti en dur	Ciment	6 003	31 776	4%	5,3
	Briques cuites	47 748	219 290	30%	4,6
	Parpaings	41 404	186 445	25,7%	4,5
Bâti en Semi-dur	Briques non cuites	23 136	84 023	11,6%	3,6
	Bois et autre	2 574	8 752	1,2%	3,4
	Adobe	59 400	191 267	26%	3,2

The 1991 Population and Housing Census, Kampala district, miméo, octobre 1992, 80 p.

L'extrême rareté des logements en matériaux de récupération souligne que d'un strict point de vue architectural il n'existe pas de bidonville à Kampala.

Au début du siècle, la toiture des habitations était faite de roseaux coupés dans les vallées marécageuses. "*The material used for making the roof consisted of reeds* "[299]. Désormais le toit est principalement fait de tôle ondulée. A ce titre il est souvent l'élément le plus cher de la construction. Cette importance relative de la tôle comme élément de couverture fait de la qualité du mur et de la taille et du plan de la construction les principaux éléments discriminants du bâti. Néanmoins une certaine variété dans la toiture apparaît au vue des statistiques du recensement.

Tableau

Ménages et population par type de matériel utilisé pour le toit.

	Ménages	Population		Taille moyenne du ménage
Nature du toit	en valeur absolue	en valeur absolue	en valeur relative	en nombre d'habitant par ménage
Tôle ondulée	**150 399**	**583 738**	**80%**	3,9
Tuiles	8 365	46 011	6%	5,5
Asbestos	5 413	27 409	3,7%	5,06
Ciment	7 058	38 456	5,2%	5,44
Papyrus	7 127	20 620	2,7%	2,89
Herbe, feuilles de bananier et autre	1 986	5 544	0,7%	2,79

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

Autour du pivot central que représente la tôle s'opposent nettement des matériaux plus nobles et plus lourds (tuiles, ciment et asbestos), qui réclament une charpente ou un bâti plus

299 : Roscoe (J.), *The Baganda, an account of their [illegible] and beliefs*, Londres, Mac Millan, 1911, p. 371

solide, et coûtent plus chers, et des matériaux temporaires végétaux réservés aux ménages les plus pauvres.

Tableau
Ménages et population par type de sol du logement

	Ménage	Population		Taille moyenne du ménage
	En valeur absolue	En valeur absolue	En valeur relative	En nombre d'habitant par ménage
Ciment	27 619	131 553	18%	4,7
Briques	370	1 495	0,2%	4
Pierre	487	1 944	0,2%	4
Ciment de ragréyage	97 423	412 649	57%	4,2
Terre battue	53 209	168 574	23%	3,1
Bois	574	3 013	0,5%	5,2
Autre	691	2 654	0,2%	3,8

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

Le critère de la qualité du sol ne permet guère que d'opposer les sols de ciment aux sols de terre battue, indice d'un bâti d'extrêmement pauvre qualité. "Le soubassement de la maison est primordial pour sa durée de vie. Primitivement en terre battue, ce socle est actuellement préféré en pierre ou en béton. De plus en plus ces fondations sont suffisamment hautes (et étendues) pour mettre la maison hors de l'eau" [300]. La dalle de béton revient cher et rend compte d'une transition amorcée de l'habitat vers plus de durabilité. Cependant 23% du stock immobilier présente un degré de précarité maximum.

Le recensement fournit une indication synthétique et supplémentaire sous la forme d'un tableau à double entrée mur/toit.

Tableau
Répartition des logements par type de toit et type de mur.

Mur / Toit	Briques cuites	Briques crues	Pierre	Ciment	Parpaing	Adobe	Bois	Autre	Total
Tôles	**38 520**	**18 948**	176	2 142	**34 073**	**53 948**	645	1168	149 620
Tuiles	4 209	484	19	561	2 895	108	11	16	8 303
Asbestos	1 527	270	16	1 046	2 291	119	19	97	5 385
Ciment	2 884	166	11	2 190	1 733	1	2	7	6 994
Papyrus	351	2 017	8	31	165	3 477	76	49	6 174
Herbe	19	143	2	6	24	765	6	25	990
Feuilles de bana-nier	3	25	0	0	2	40	8	5	83
Autre	191	123	2	27	204	357	4	19	927
Total	47 704	22 176	234	6 003	41 387	58 815	771	1386	178 476

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

Le bâti kampalais présente donc quatre types d'associations principales - adobe/tôle, briques cuites/tôle, parpaings/tôle et enfin briques crues/tôles - qui représentent plus de 80% du parc.

---

300 : Villien (F.), "Habitat et habitations dans les quartiers populaires de Bangui", *Cahiers d'Outre Mer*, n°151, juillet septembre 1985, p. 257.

La taille des logements.

La situation kampalaise au regard des conditions de résidence apparaît relativement hiérarchisée. En effet, la ville voit cohabiter des situations très contrastées au regard du nombre d'habitants par pièce. Les plus riches disposent d'une pièce par habitant alors que les plus pauvres s'entassent en moyenne à presque trois par pièce.

Tableau

Ménages et population par type de logement selon le nombre de pièces

	Ménage	Population		Taille moyenne du ménage
	En valeur absolue	En valeur absolue	En valeur relative	En nombre de personnes par ménage
1 pièce	104 922	308 533	42%	2,9
2 pièces	31 607	137 865	19%	4,3
3 pièces	13 768	77 671	10,6%	5,6
4 pièces	13 154	81 585	11%	6,2
5 pièces	7 109	50 140	7%	7,05
+ de 6 pièces	10 315	67 827	9%	6,5

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, miméo, octobre 1992, 80 p.

Néanmoins, la capitale ougandaise connaît un volume de pauvreté particulièrement important. En effet, presque un habitant sur deux n'a pour logement qu'une pièce unique. Franqueville dans son étude de Yaoundé du début des années 1980 montre[301] que seulement 7,2% de la population s'entasse dans une pièce unique.

Le contraste riche/pauvre est encore accru quand on sait que la taille moyenne des pièces locatives populaires n'est que de 9 mètres carrés. Mais le pire réside dans ces cuisines de 2 ou 3 mètres carrés, qui sont sous-louées par les allocataires des cités municipales. Cependant, on remarque souvent que les ménages qui occupent ces cuisines sont des ménages à une ou deux personnes, alors que, dans les zones d'habitat populaire, ce sont des familles entières qui s'entassent dans une seule pièce. Les premières contribuent à faire descendre la taille moyenne des ménages vers le bas.

Tableau

Le manque de place disponible.

Type de foncier	Bâti	Quartier	Nombre moyen de pièces disponibles par ménage	Part des ménages résidant dans un *muzigo* (%)
Ville privée	*Slum*	Kivulu	1,4	70
		Namu-wongo	1,6	72
		Jukko	2	55
	Quartier en cours de densification	Kyebando	2,2	35
		Kanyanya	4,3	41
	Quartier périphérique	Lugala	3,45	20
		Kialiwajjala	?	20
		Munyonyo	4	25
Ville publique	DAPCB	Blue Room	2	43
	Government Pool	Nakasero	2,5	50
	NHCC	Makerere	5	0

Source : enquêtes personnelles, été 1989, mars 1990 et novembre 1992.

301 : Franqueville (A.), *Yaoundé. Construire une capitale*, Editions de l'ORSTOM, Paris, 1984, p. 59.

Cette disparité au niveau de la taille des logements disponibles se retrouve à l'échelle des îlots enquêtés.

L'ensemble de ces contraintes s'expriment à travers le rapport des ménages à leur espace domestique. Ce rapport peut être perçu grâce à des indicateurs sur le nombre de pièces par logement et la part des ménages résidant dans une seule pièce. Ce type de logement est appelé ironiquement *muzigo* (terme swahili signifiant "une valise") par les Ougandais. La corrélation apparaît forte entre l'entassement et la forme de l'habitat. La forte proportion de *muzigo* est synonyme d'entassement.

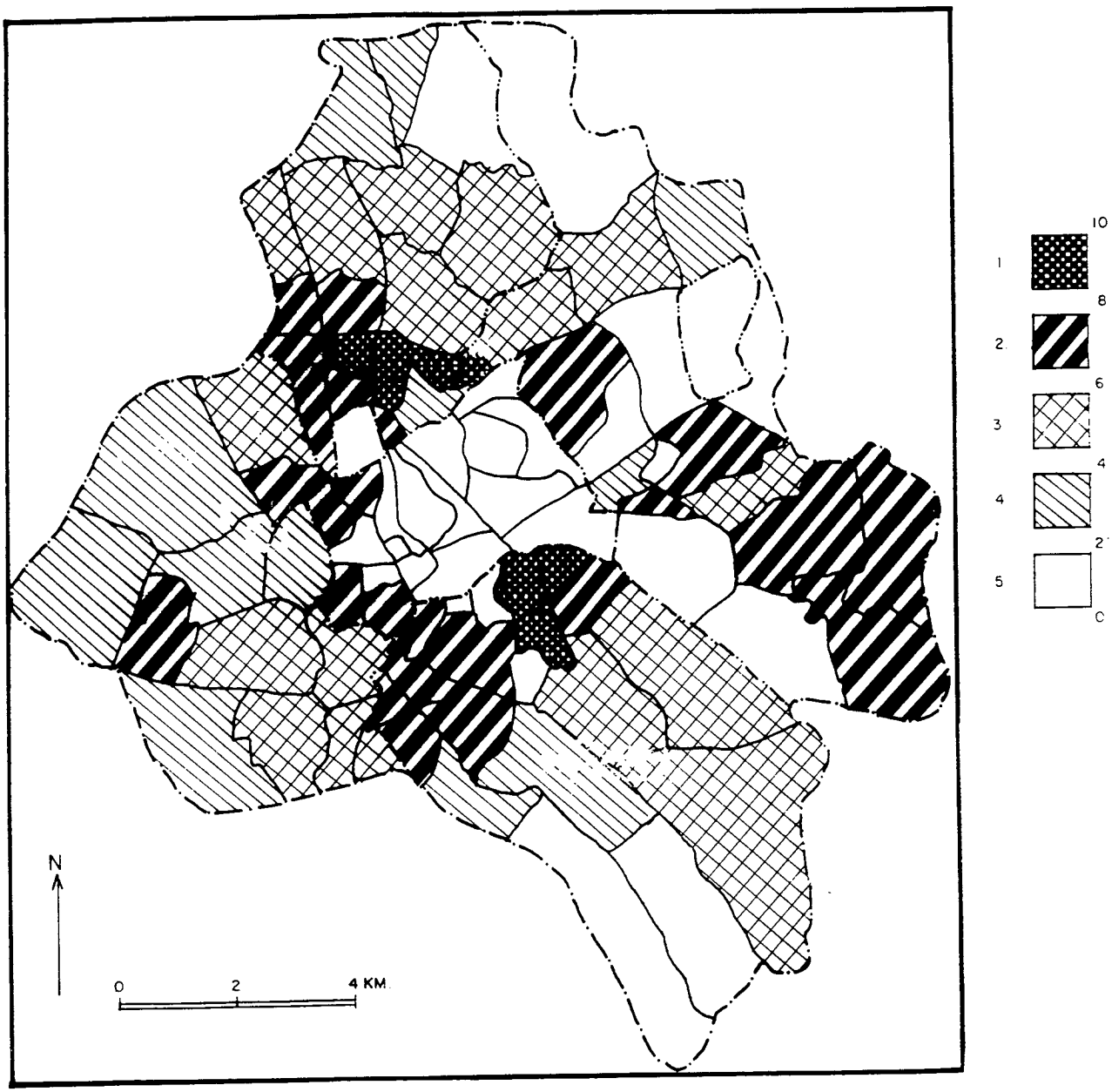
Tableau
Ménages et population par type de logement

	Ménage	Population		Taille moyenne du ménage
	En valeur absolue	En valeur absolue	En valeur relative	En nombre d'habitant par ménage
Maison détachée	44 740	247 933	34,1%	5,5
Maison mitoyenne	18 991	83 881	11,4%	4,4
Appartement	6 934	41 040	5,6%	5,9
Servants' quarter	9 485	30 352	4,1%	3,2
Muzigo	97 961	311 658	43,0%	3,2
Hutte	834	2 214	0,2%	2,6
Autre	2 084	7 279	1%	3,5

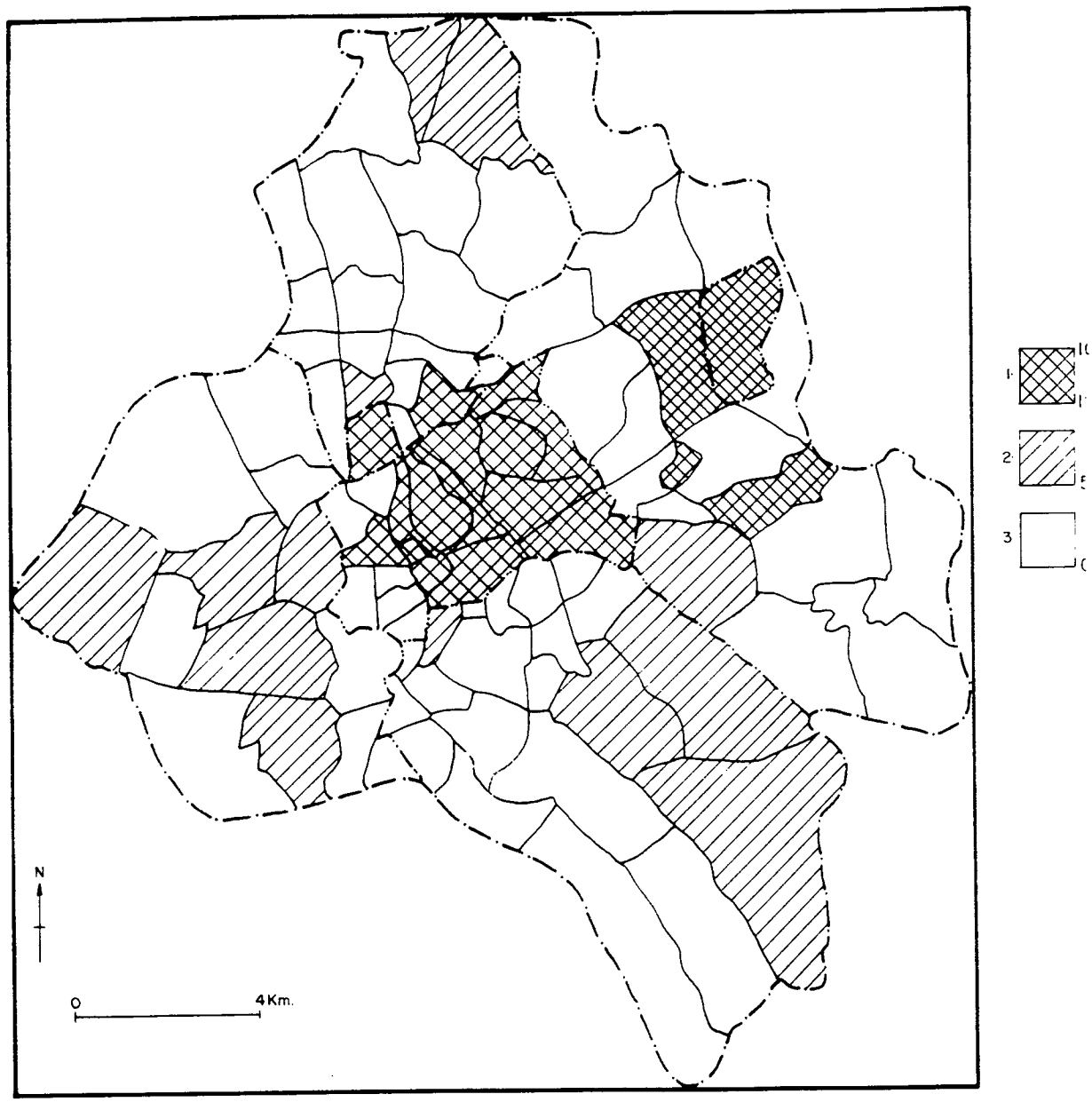
Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district*, mimeo, octobre 1992, 80 p.

La différenciation spatiale de la part des ménages qui résident dans chaque type de logement par paroisse permet d'affiner notre vision de la structuration spatiale kampalaise. Quatre cartes ont été construites à partir des données tirées du recensement : la part des ménages résidant dans un *muzigo*, la part des ménages résidant en appartement, en maison détachée ou mitoyenne et enfin, dans un *boys' quarter*.

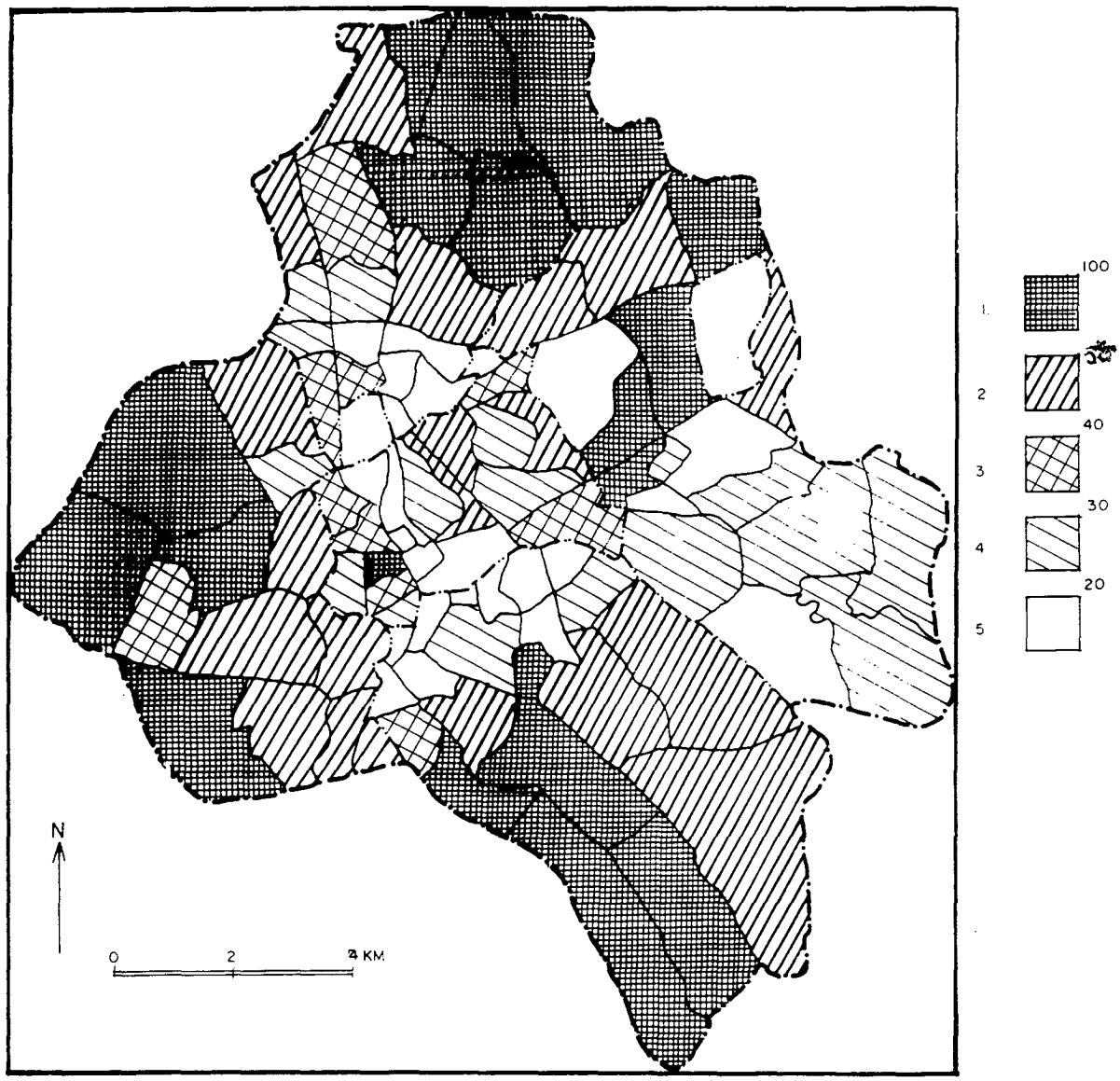
Ces quatre cartes rendent compte de l'intensité relative des phénomènes de ségrégation géographique à Kampala. En effet, à l'échelle paroissiale, la quasi-exclusivité comme la mixité d'un type de logement se rencontrent. Cependant, même lorsqu'un type de logement domine franchement comme c'est le cas dans les *slums* où 80 à 70% des logements sont des *muzigo*, ou bien dans les zones les plus rurales, où près de 80% des ménages logent dans des maisons individuelles ou mitoyennes, une mixité marginale apparaît. Le phénomène de ségrégation existe à Kampala, mais de façon moins systématique que dans d'autres villes africaines, comme par exemple Nairobi. Sans doute faut-il tenir compte du tassement des écarts du fait de l'utilisation de l'échelle paroissiale. A une plus grande échelle, certains îlots présentent certainement des caractères plus tranchés que ceux que font ressortir une prise en compte du phénomène à l'échelle paroissiale.



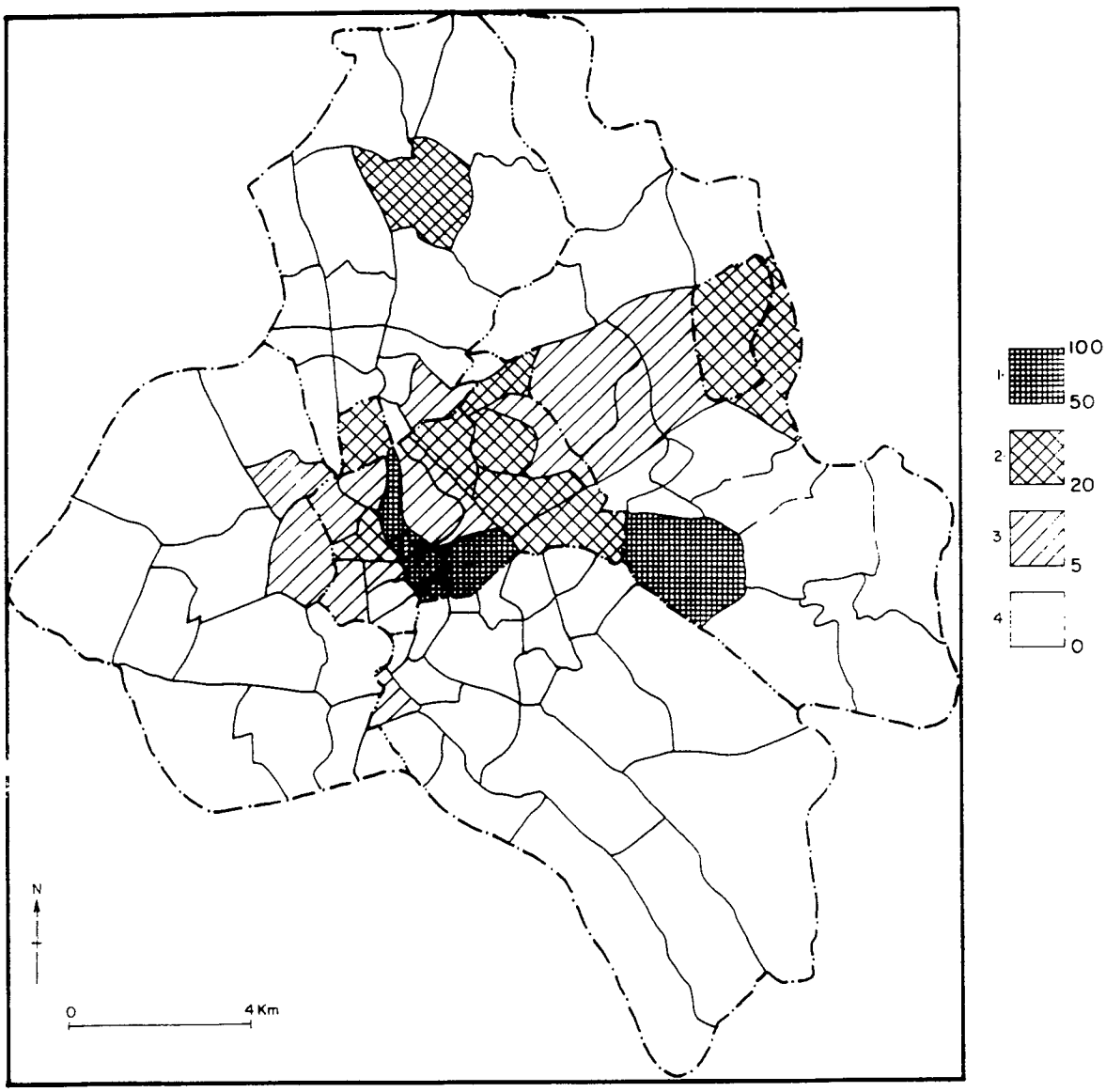
Carte
Variation intra-urbaine de la part des ménages résidant dans un *muzigo*



Carte
Variation intra-urbaine de la part des ménages résidant dans un *boys' quarter*.



Carte
Variation intra-urbaine de la part des ménages résidant dans une maison individuelle détachée ou mitoyenne



Carte
Variation intra-urbaine de la part des ménages résidant dans un appartement

Les zones où les *muzigo* dominent la structure du logement, sont les quartiers précaires, populaires. Il s'agit de la demi-couronne péricentrale de Kamwokya à Kisugu, en passant par Mulago, Bwaise, Katanga, Kivulu, Kagugube, Kisenyi, Kibuye, Katwe, Kibuli. A cet ensemble de quartiers précaires dont le *muzigo* caractérise la morphologie, s'ajoutent le quartier de parcelles assainies de Kiswa, la zone en construction de Upper Naguru, les pentes sous intégrés de Mbuya I et un ensemble sud-oriental qui correspond à un secteur de terrains *mailo* inséré dans la ville publique. La densité d'habitant y est relativement faible, mais un processus de densification de l'habitat, sous une forme précaire y est en cours.

Les secteurs où dominent les maisons séparées ou mitoyennes regroupent les zones périurbaines, éloignées du centre ville. Dans une moindre mesure une série de paroisses situées entre ces secteurs périurbains et la demi-couronne péricentrale comptent entre 50 et 40% des ménages résidant dans une maison. Ces quartiers intermédiaires réalisent une complète mixité de la structure résidentielle parce que des processus de substitution sociale, pris à l'échelle de la paroisse, - *gentrification* ou paupérisation - y sont en cours, et font de ces quartiers - Bukoto, Kyebando, Kawempe, Kazo, Kasubi, Namirembe, Rubaga, Kabowa, Najanankumbi, Luwafu, Lukuli, Kansanga, Bukasa, Gabba - les secteurs les plus dynamiques de l'agglomération à l'heure actuelle.

Les cartes présentant la part des ménages résidant dans un *boys' quarter* ou dans un appartement apportent des informations plus particulières.

Les secteurs d'habitat collectifs dessinés par la carte [302] de la part des ménages résidant dans un appartement appartiennent dans leur majorité à la ville publique. Le centre ville, ainsi que le campus de Makerere et l'hôpital de Mulago, et la colline de Bugolobi se démarquent nettement. Cependant, à l'Ouest du centre ville, dans la ville privée, un certain nombre d'immeubles collectifs, construits par les ONG ou bien par les entreprises mixtes, sur des terrains *mailo* achetés, viennent compliquer la structure résidentielle des quartiers de Mengo, Namirembe, Bukesa, Kagugube et Nakulabye. Il s'agit des secteurs de l'ancien *kibuga* les plus anciennement urbanisés. Un processus de densification verticale du bâti y avait débuté dès les années soixante.

La répartition des ménages résidant dans un *boys' quarter* présente en fait la géographie de l'habitat de standing. A l'intérieur de cet ensemble, quatre sous-groupes se démarquent. On peut distinguer deux sous-groupes sur terres publiques, et deux sous groupes sur terrains privés : d'une part, sur les terres privées, les collines du *kibuga* - Namirembe, Rubaga, Lungujja, Busega et Kabowa - et les collines de Tank hill et Bunga, d'autre part, sur les terres publiques, les collines centrales - Kololo et Nakasero - et les collines de Ntinda, Bugolobi, Mbuya. Chacun des binômes correspond à une phase d'urbanisation. Les collines du *kibuga* et du centre ville ont été construites tôt avant la crise. Les collines périphériques - d'une part Ntinda, Bugolobi, et d'autre part Mbuya, Tank hill et Bunga - sont actuellement le siège d'une urbanisation de standing.

Les secteurs occidentaux de l'ex-*kibuga* sont ceux où l'aristocratie et la bourgeoisie baganda ont construit des résidences urbaines dès avant l'Indépendance, alors que les collines de Kololo et Nakasero présentent dès cette époque la morphologie du lotissement colonial typique.

Les collines de Ntinda, Bugolobi et Mbuya, où la tenure publique de la terre rend nécessaire l'obtention d'un *lease* pour construire, expriment la sélection sociale opérée, à travers un habitat de standing auquel est associé le *boys' quarter*. Enfin, présentant la dernière phase d'urbanisation aisée sur terres privées, les collines méridionales supportent une récente urbanisation de standing, expression morphologique d'un processus d'embourgeoisement.

---

302 : Il semble que l'apparition au nord de la carte de la paroisse de Kanyanya comme comptant entre 20 et 50% de ses ménages résidant dans un appartement soit due à une erreur de frappe dans les documents à partir desquels nous avons construit ces cartes.

La combinaison de ces analyses permet de produire une typologie de la structure résidentielle des paroisses de Kampala.

Sept types de paroisses se distinguent. Le facteur différenciateur essentiel est la part de la population résidant dans un *muzigo* ou dans un *boys' quarter*. Nous avons amalgamé ces deux critères dans la mesure où, quoique la différence soit importante en terme d'intégration à la voirie et aux réseaux divers et de localisation, le statut de locataire et les conditions d'entassement apparentent ces deux types d'habitat. La part des habitants résidant dans un *muzigo* ou dans un *boys' quarter* est globalement inversement proportionnelle à celle des ménages résidant dans une maison. La prise en compte de ces critères permet une typologie en six classes :

- une classe où plus de 80% des ménages résident dans une maison;
- une classe où entre 80 et 60% des ménages résident dans une maison et entre 20 et 40% dans un *muzigo*;
- une classe où entre 60 et 50% des ménages résident dans une maison et entre 40 et 50% dans un *muzigo*;
- une classe où entre 50 et 40% des ménages résident dans une maison et entre 50 et 60% dans un *muzigo*;
- une classe où entre 40 et 20% des ménages résident dans une maison et entre 60 et 80% dans un *muzigo*;
- une classe où plus de 80% des ménages résident dans un *muzigo*;

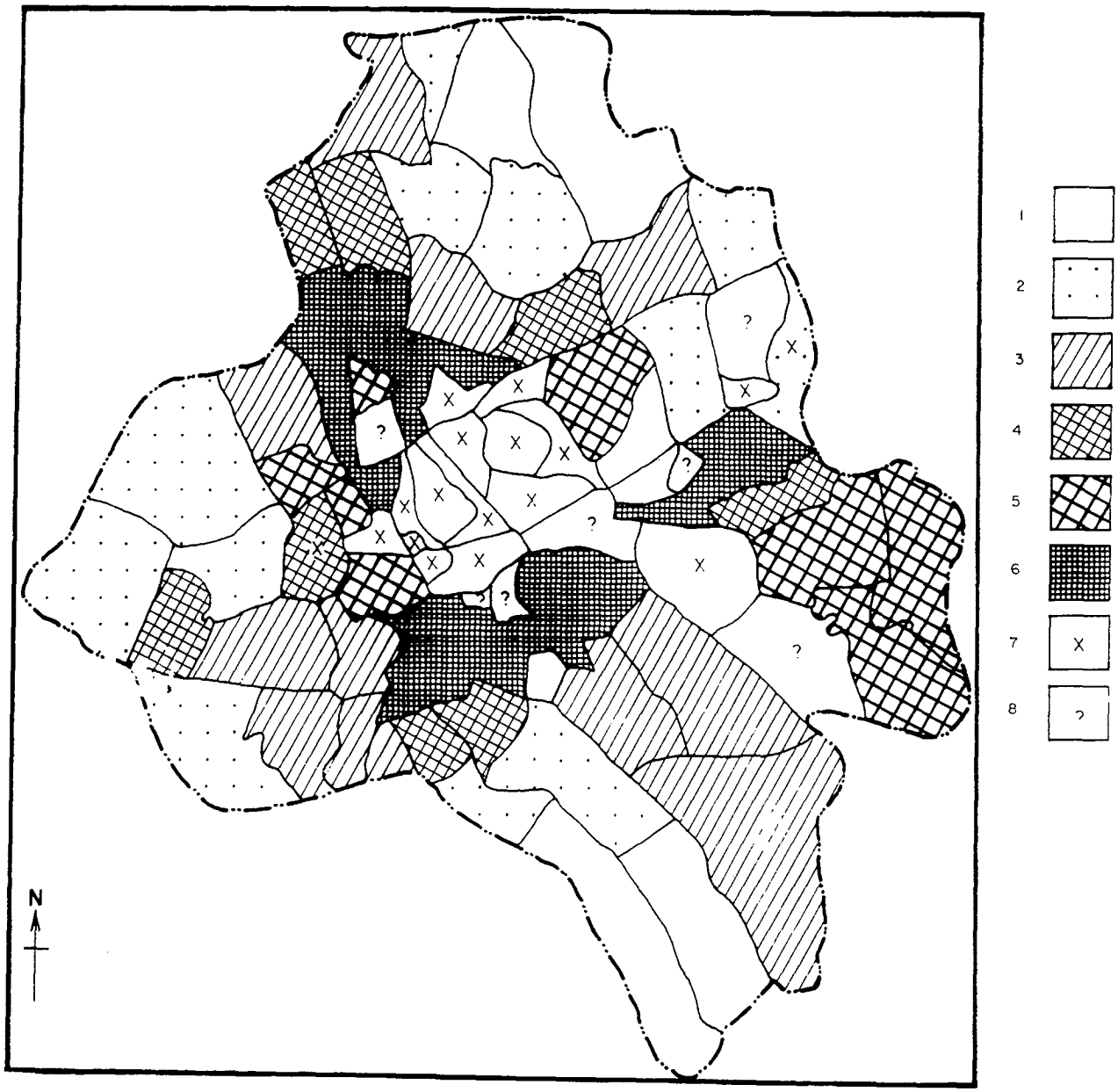
Cependant, un élément perturbateur est introduit par l'habitat collectif qui oblige, quand la part des ménages qu'il héberge est supérieure à 25%, à créer un autre type. L'habitat collectif ne se combine jamais avec l'habitat de type *muzigo*. On le rencontre combiné avec les maisons et les *boys' quarter*. Mais la proportion des ménages résidant dans ce dernier type de logement y est souvent relativement réduite et jamais supérieure à 40%.

La simplicité des combinaisons de types de logements par paroisse fait que la carte n'apporte pas de grande révélation. Elle confirme plutôt les grandes lignes de la géographie kampalaise. Cependant, elle montre que l'habitat précaire ne se limite pas à la demi-couronne de *slums* enserrant le cœur kampalais. Un large secteur sud-oriental présente des caractères qui le rapprochent nettement de cette demi-couronne. Les paroisses de Mutungo, Butabika, Mbuya [303] et Kiswa comptent une proportion importante de leurs ménages résidant dans des *muzigo*. Au delà de la demi-couronne de *slums*, la géographie de la structure résidentielle présente un état concentrique distinguant les zones intermédiaires où la mixité est la plus forte, des zones périurbaines où la population réside principalement dans des maisons individuelles. Les lignes de communication perturbent en la décalant vers l'extérieur cette distribution concentrique. Ainsi, au Nord de la ville, la route de Bombo fait que le secteur de Kawempe, pourtant situé à la même distance géométrique du centre que les paroisses de Kumamboga et Kyanja, présente, non pas une structure de l'habitat uniforme mais, une mixité où domine légèrement le *muzigo*.

Cette différenciation intra-urbaine est-elle corroborée par la géographie de l'équipement des ménages?

---

303 : La paroisse de Mbuya I qui ici apparaît avec 80% des ménages résidant dans un *muzigo* ou un *boy's quarter* correspond en fait aux basses pentes nord de la colline de Mbuya et principalement au quartier de Kinawataka. Sur des terres publiques, un quartier précaire s'est constitué très tôt. Il abritait les activités interlopes animées par la proximité des lotissements de Nakawa, Naguru, Kiswa et la caserne de Muya.



Carte
Typologie de la structure résidentielle des paroisses de Kampala ; échelle : 1 cm = 1 000 m..

1 : Plus de 80% de la population résident dans une maison et moins de 20% dans un *muzigo*;
2 : Entre 60% et 80% de la population résident dans une maison et entre 20 et de 40% dans un *muzigo*;
3 : Entre 60% et 50% de la population résident dans une maison et entre 40% et 50% dans un *muzigo*;
4 : Entre 50% et 40% de la population résident dans une maison et entre 50% et 60% dans un *muzigo*;
5 : Entre 40% et 20% de la population résident dans une maison et 60% et 80% dans un *muzigo*;
6 : Moins de 20% de la population résident dans une maison et plus de 80% dans un *muzigo*;
7 : Zone où une minorité relativement importante réside en appartement.
8 : Manque de données.

Le sous-équipement des logements.

L'habitat comprend à notre sens le logement mais aussi son équipement. Le sous-équipement généralisé des logements prouve (qu')"il s'agit d'assurer une fonction d'accueil (...) beaucoup plus qu'une fonction d'habitat" [304].

Le sous équipement des ménages et des logements se mesure à travers trois types d'indicateurs : le type de toilettes utilisées, le type de cuisine utilisée et la façon dont les ménages s'approvisionnent en eau.

Tableau
Type de toilettes utilisées

	Ménage	Population		Taille moyenne du ménage
	En valeur absolue	En valeur absolue	En valeur relative	En nombre d'habitant par ménage
Toilettes avec chasse d'eau non partagées	14 900	98 758	13,5	6,6
Toilettes avec chasse d'eau partagées	10 243	38 399	5,2	3,7
Latrines non partagées	21 012	125 495	17	5,9
Latrines partagées	131 115	449 977	62	3,4
Pas de toilettes	3 761	11 364	1,5	3

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district, miméo*, octobre 1992, 80 p.

Trois systèmes principaux d'assainissement sont utilisés par les Kampalais . la fosse septique, les latrines et le tout-à-l'égout. La majorité des Kampalais (67,5%) partagent les toilettes - latrines ou toilettes équipées de chasse d'eau - dans lesquels ils défèquent. Une minorité dispose donc de systèmes individuels. Ceux qui n'ont pas d'équipement, défèquent dans des sacs en plastique jetés la nuit sur les décharges.

Le système intégré dessert 46% de la population de la zone centrale, 5% de la population de Kawempe, 7% de Nakawa et 3% de Makindye. La carte de la part des ménages reliés au système du tout-à-l'égout présente clairement l'opposition entre la ville publique intégrée et la ville privée ignorée. Cependant, elle révèle que toute la ville publique, notamment la colline de Naguru n'est pas reliée, et que à l'Ouest immédiat du centre ville, une zone pourtant relativement précaire compte entre 20 et 40% des ménages reliés, prouvant ainsi l'existence de failles dans le processus ségrégatif. Cette zone en effet voit cohabiter un certain nombre de résidences de standing avec des *muzigo*.

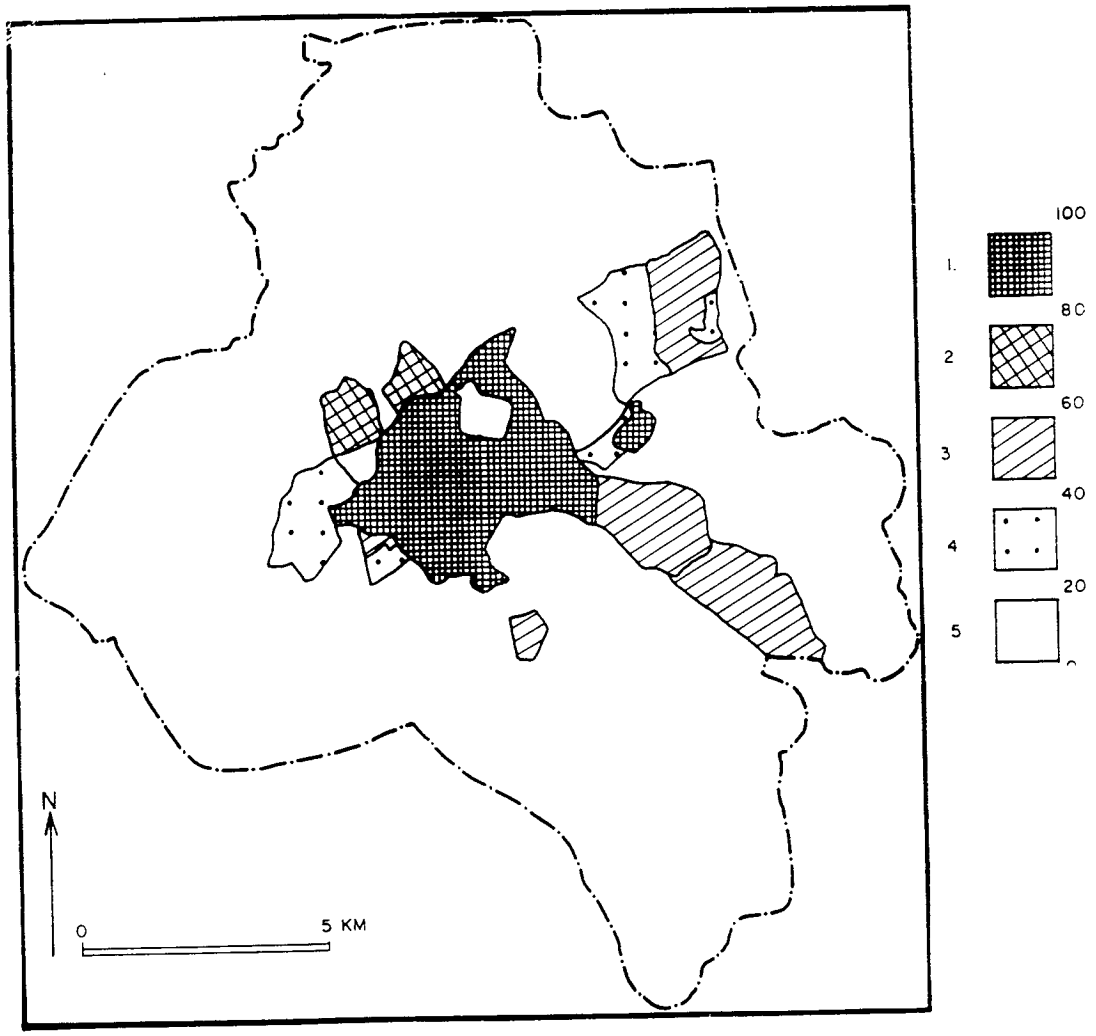
Le système des fosses septiques se rencontre surtout dans les zones résidentielles aisées qui ne sont pas desservies par le tout-à-l'égout. Des concentrations dont ne rendent pas compte les statistiques à l'échelle de la division [305], se rencontrent à Kansanga, Tank hill, Buziga, Nsambya, Makindye, mais aussi en quelques quartiers de Kabowa, Rubaga, Lungujja, Namirembe, Naguru hill, Ntinda, Mbuya, Mutungo et Luzira. La vidange des fosses septiques est assurée par les deux camions vidangeurs du KCC. Les usagers de ce service semblent satisfaits.

Pour l'immense majorité des Kampalais, les latrines constituent l'équipement sanitaire. Il en existe une assez grande variété de types. Ceux-ci importent moins que le fait de savoir si elles sont partagées avec d'autres ménages ou si elles sont utilisées en exclusivité.

---

304 : Antoine (Ph.), Dubresson (A.), Manou-Savina (A.), *Abidjan "côté cours"*, Karthala-ORSTOM, Paris, 1987, p. 179.

305 : Aucun ménage de la zone centrale ne possède de fosse septique contre 6%, 4%, 9% et 6% respectivement pour les divisions de Rubaga, Kawempe, Nakawa et Makindye.



Carte
L'esquisse d'une centralité : la part des ménages reliés au tout-à-l'égout.

Trois types d'espace se distinguent en fonction de ces critères : un centre, où peu de ménages ont besoin d'utiliser des latrines du fait de la connexion au réseau de tout-à-l'égout, une périphérie éclatée où une proportion relativement élevée des ménages disposent de latrines personnelles, et enfin, une vaste couronne intermédiaire, péricentrale où les densités de population et la tenure essentiellement locative imposent le recours à des latrines communautaires.

Pour les sept quartiers de l'enquête déjà citée, la répartition des moyens d'évacuation des *excréta* est la suivante.

Tableau

La répartition des moyens d'évacuation des *excréta* pour sept quartiers de Kampala.

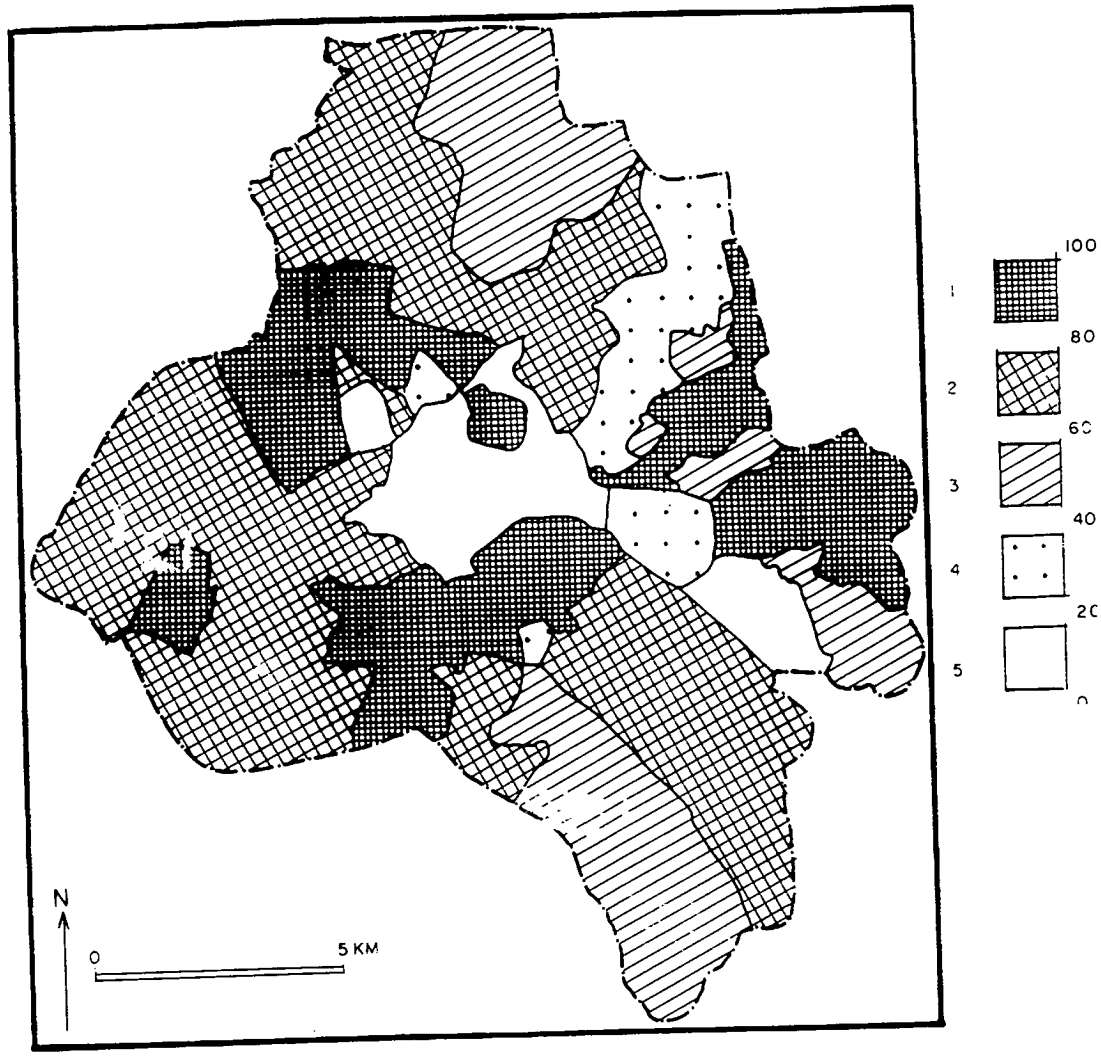
	Tout-à-l'égout	Latrines individuelles	Latrines partagées	Sans équipement
Kiwatule	1	60	37	2
Luwafu	3	34	62	1
Kololo	94	1	5	0
Najanankum-bi	4	14	81	1
Kiswa	10	3	86	1
Nakulabye	2	6	89	3
Mulago	1	3	88	2

Source : *Kampala Urban Study, Phase one, Appendix Five, Urban Infrastructures*, Draft, juillet 1993, p. 39.

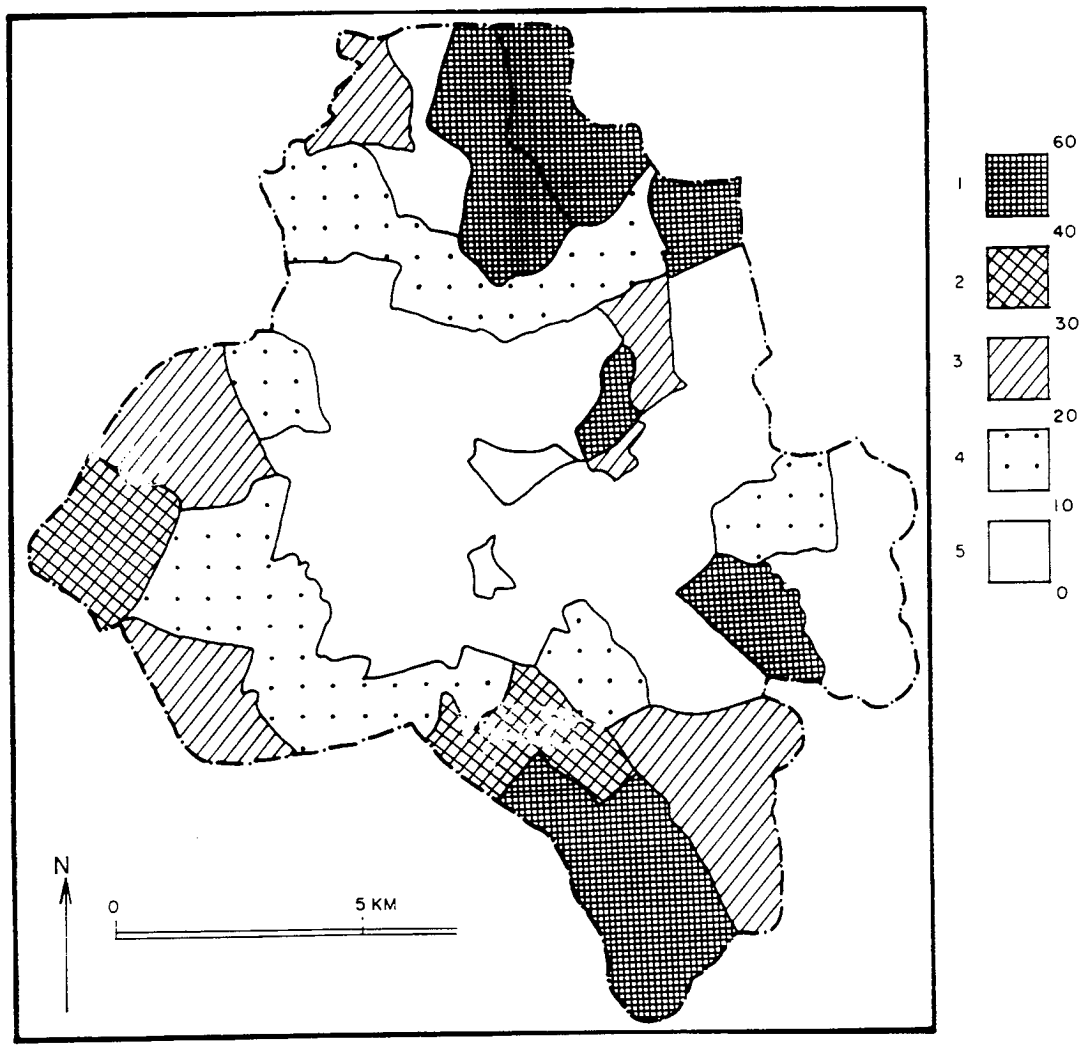
Au delà de la domination quasi exclusive, mis à part dans le quartier de Kololo, des latrines, deux types de quartiers apparaissent définis par les pratiques : les quartiers périurbains du type Kiwatule, Luwafu où une forte proportion des ménages possèdent leur propre installationsanitaire et les quartiers populaires péricentraux du type Mulago, Kiswa, Nakulabye, Najjanankumbi où les ménages, principalement des locataires, partagent les toilettes.

Ces chiffres rendent compte de la précarité des conditions sanitaires des Kampalais les plus pauvres. Mais il n'est pas certain que les enquêteurs de recensement aient rendu réellement compte de la réalité vécue. En effet, dans certains quartiers, comme Naguru, les logements sont théoriquement dotés d'un bloc sanitaire commun à une vingtaine de blocs résidentiels de deux habitations. Cependant, le manque d'entretien de ces lotissements par le KCC a rendu ces toilettes et ces douches communes inutilisables. Les résidents en sont réduits à utiliser des sacs en plastique pour recueillir leurs *excréta*, puis à les déposer sur les tas d'ordures qui se trouvent aux quatre coins des groupes d'habitation [306].

306 : *New Vision* du 10 mars 1993



Carte
Part des ménages partageant leurs latrines avec d'autres ménages : une couronne péricentrale.



Carte
Part des ménages disposant de latrines personnelles : une périphérie éclatée.

La douceur du climat, l'exiguïté des logements et dans les quartiers d'habitat planifié, la fréquente sous-location des cuisines à des fins résidentielles rejettent bien des activités et en particulier la cuisine hors de l'habitation. C'est ce qu'exprime ce curieux taux de 70% des ménages ne disposant pas de cuisine. L'immense majorité des Kampalais cuisinent au charbon de bois ou même au bois de chauffe.

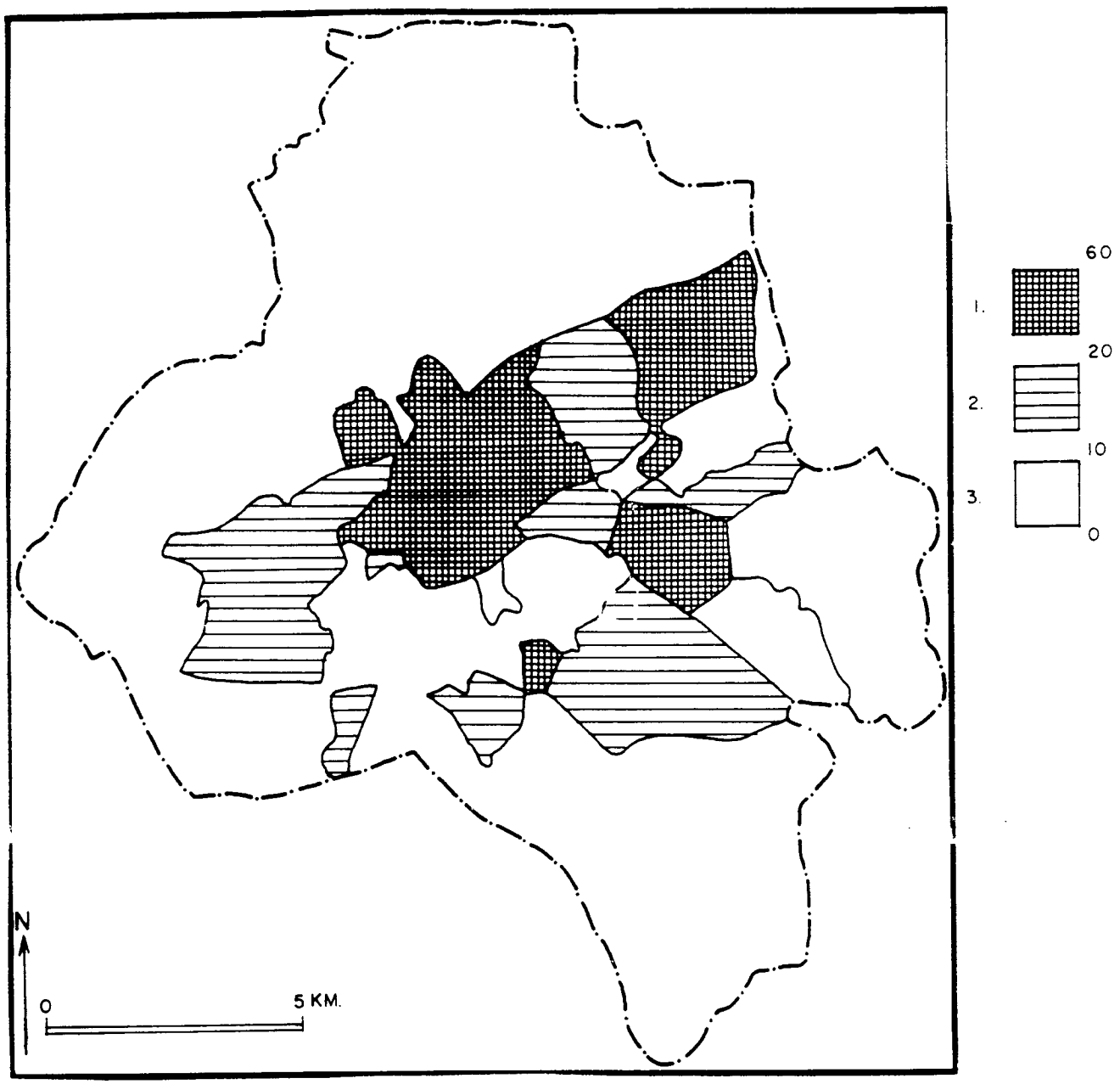
Tableau
Type de cuisine utilisée

	Ménage	Population		Taille moyenne du ménage
	En valeur absolue	En valeur absolue	En valeur relative	En nombre d'habitant par ménage
Cuisine intérieure non partagée	20 623	132 954	18%	6,4
Cuisine intérieure partagée	3 123	13 517	1,8%	4,3
Cuisine extérieure non partagée	16 515	98 181	13,5%	5,9
Cuisine extérieure partagée	13 213	48 105	6,6%	3,6
Pas de cuisine	127 719	432 156	59%	3,4

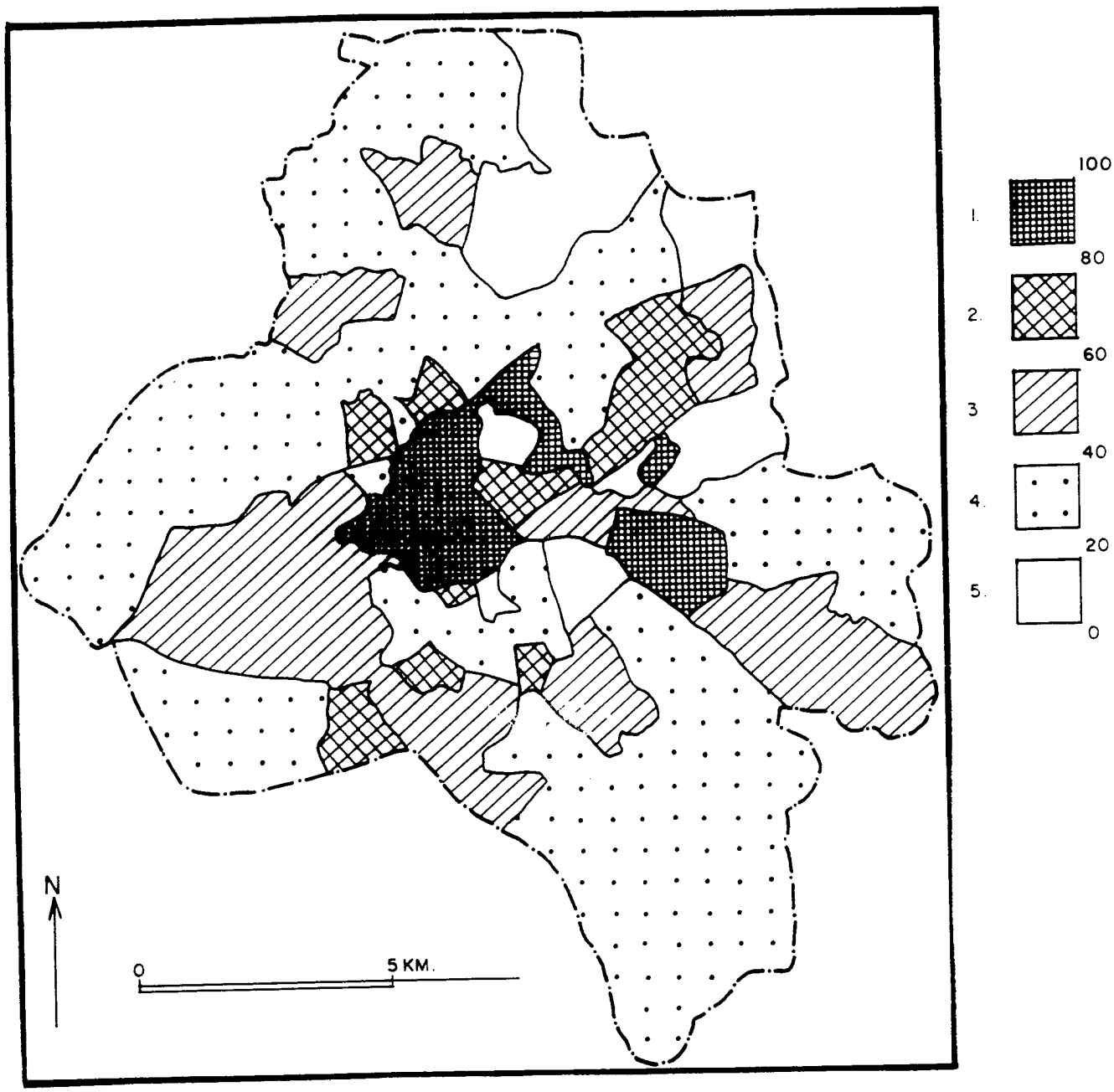
Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district, miméo,* octobre 1992, 80 p.

Cependant, une faible minorité cuisine, non pas au gaz mais à l'électricité. La répartition dans l'espace urbain de ces ménages singuliers n'est pas le fruit du hasard.

La carte de la part des ménages qui cuisinent électriquement est celle de la Kampala aisée. Celle-ci est d'abord la ville publique dans son ensemble, à laquelle il convient d'ajouter les extensions occidentales de Namirembe, Rubaga et Lungujja, ainsi que les extensions méridionales de Tank hill. Cette carte recoupe partiellement celle des différenciations intra-urbaines de la part des ménages connectés au réseau électrique par paroisse.



Carte
La répartition spatiale inégalitaire des ménages cuisinant électriquement.



Carte
Différenciations intra-urbaines de la part des ménages connectés au réseau électrique par paroisse.

L'intégration des ménages aux réseaux d'adduction d'eau constitue un excellent indicateur de leur niveau social et de leur degré d'intégration à la ville.

Tableau
Les sources d'approvisionnement en eau des ménages.

	Ménages	Population		Taille moyenne des ménages
	En valeur absolue	En valeur absolue	En valeur relative	
Branchement interne	14 591	92 528	12,6%	6,3
Branchement externe	76 704	289 430	40%	3,7
forage	1 015	4 037	0,5%	3,9
Source aménagée	65 638	249 435	34%	3,8
Source non aménagée	20 676	78 972	10,7%	3,8
Ruisseau ou rivière	915	3 200	0,4%	3,5
Lac	311	1 246	0,1%	4
Autre	1 340	6 011	0,8%	4,5

Source : *The 1991 Population and Housing Census, Kampala district, miméo*, octobre 1992, 80 p.

La part relative de chacun des modes d'approvisionnement a fortement varié avec la crise. Une recherche menée dans le *slum* de Kisenyi en 1988 souligne cette évolution défavorable.

Tableau
Evolution des modes d'approvisionnement en eau des habitants de Kisenyi entre 1964 et 1988.

	1964	1988
Robinets privatifs	19	4
Bornes-fontaines	22	5
Sources et puits	47	73
Vendeurs	10	10
Autre	[illegible]	8

Source : Kunobwa (P.), *Water supply in Kampala. A case study of Kisenyi*, Mémoire de fin d'Etude, Makerere University, Department of Geography, 1988, p. 31

Mais autant que les variations dans le temps, les variations spatiales importent pour comprendre les processus de structuration urbaine. Le différentiel d'intégration des ménages au réseau d'adduction d'eau est représentatif des nuances socio-spatiales.

Tableau
Parts respectives de l'approvisionnement en eau des ménages par le réseau et par les sources pour les cinq divisions de Kampala.

	Approvisionnement par le réseau		Approvisionnement par les sources	
Divisions	Connexion directe	Approvision-nement indirect	Source protégée et nombre de sources	Source non protégée
Central	23,3%	41,3%	25,6%	0,07%
Kawempe	8,3%	26,7%	54,2%	13,7%
Makindye	5,9%	65,4%	14%	11%
Nakawa	12,1%	50,4%	22%	1,5%
Rubaga	2,7%	26,1%	60%	9,3%
Kampala	8%	42%	36%	11,3%

Les divisions du Centre, de Makindye et de Nakawa se distinguent des divisons plus populaires et moins équipées de Rubaga et Kawempe. La ville publique et les extensions aisées de la ville privée présentent une meilleure situation que les quartiers périphériques populaires.

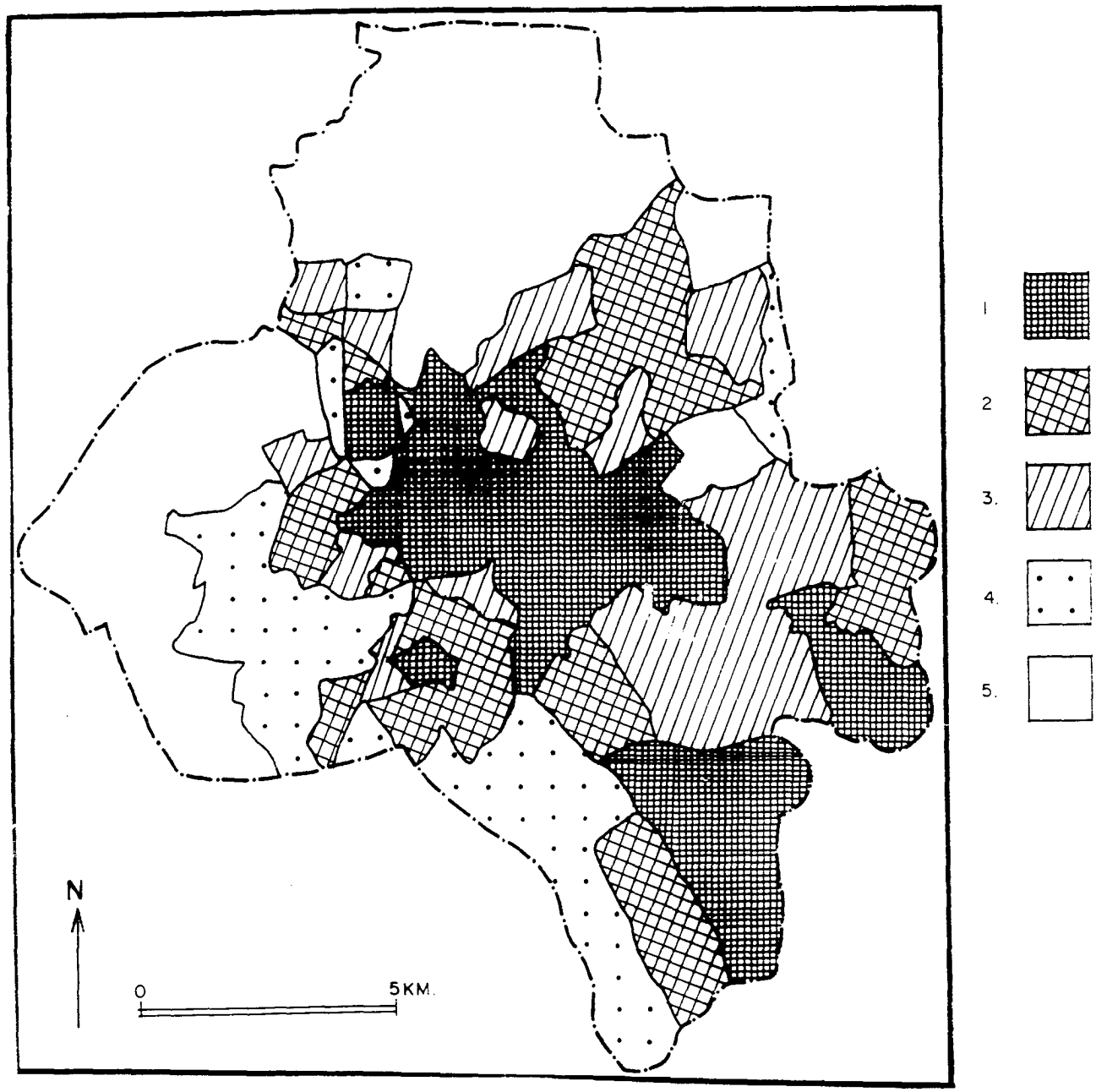
La perception de cette géographie est améliorée par la carte à l'échelle de la paroisse de la part de la population approvisionnée par le réseau public. Elle corrobore en l'affinant la vision de cette opposition entre ville publique et ville privée.

En effet, les quartiers lotis se démarquent nettement avec, dans l'ensemble plus de 80% de la population approvisionnée par le réseau, soit directement, soit indirectement. La frontière qui séparait Mengo de Kampala se retrouve très exactement à l'ouest et au nord du centre actuel. Les équipements publics de Mulago et Makerere, le pointement de Old Kampala et l'arrondi de Nakasero se distinguent très bien, maintenant dans le paysage la dualité municipale, aujourd'hui disparue. Néanmoins les lotissements populaires de Nakawa, Naguru et Kiswa n'apparaissent pas dans ce groupe, où par contre, se rencontrent la presqu'île de Gabba, ainsi que les paroisses de Kibuli, Kisugu, Wabigalo et Kabalagala et, assez étrangement, la paroisse de Kibuye I. La présence des premières s'explique par l'avantage géographique, que leur confère la proximité de la station de pompage de Gaba et des réservoirs de Tank hill, conjuguée à l'existence d'une urbanisation aisée, en dur et équipée.

En revanche, nous ne nous expliquons pas la présence de la dernière paroisse dans ce groupe. A l'opposé, les paroisses périurbaines connaissent pratiquement toutes des scores inférieurs à 40%. Elles se rencontrent principalement au nord, à l'ouest et au sud de l'agglomération. Il est vrai que dans ce groupe se trouvent les secteurs - comme Lubya ou Kiwatule - où le réseau n'a pas été étendu! En position intermédiaire, en situation péricentrale ou orientale et sud-orientale, les paroisses dont entre 40 et 80% des ménages sont approvisionnés par le réseau. Elles forment une ceinture complète entre le centre et les périphéries. Cette ceinture est particulièrement étoffée à l'est et au sud-est. S'y retrouvent les *slums*, les quartiers en cours de densification et les zones en cours de "gentrification". Les différences internes à ce groupe hétérogène sont déterminées par la combinaison de la nature du bâti, la densité, l'ancienneté de la densification et la situation géographique. Cette répartition recouvre partiellement celle des zones d'approvisionnement en eau selon la durée quotidienne des coupures.

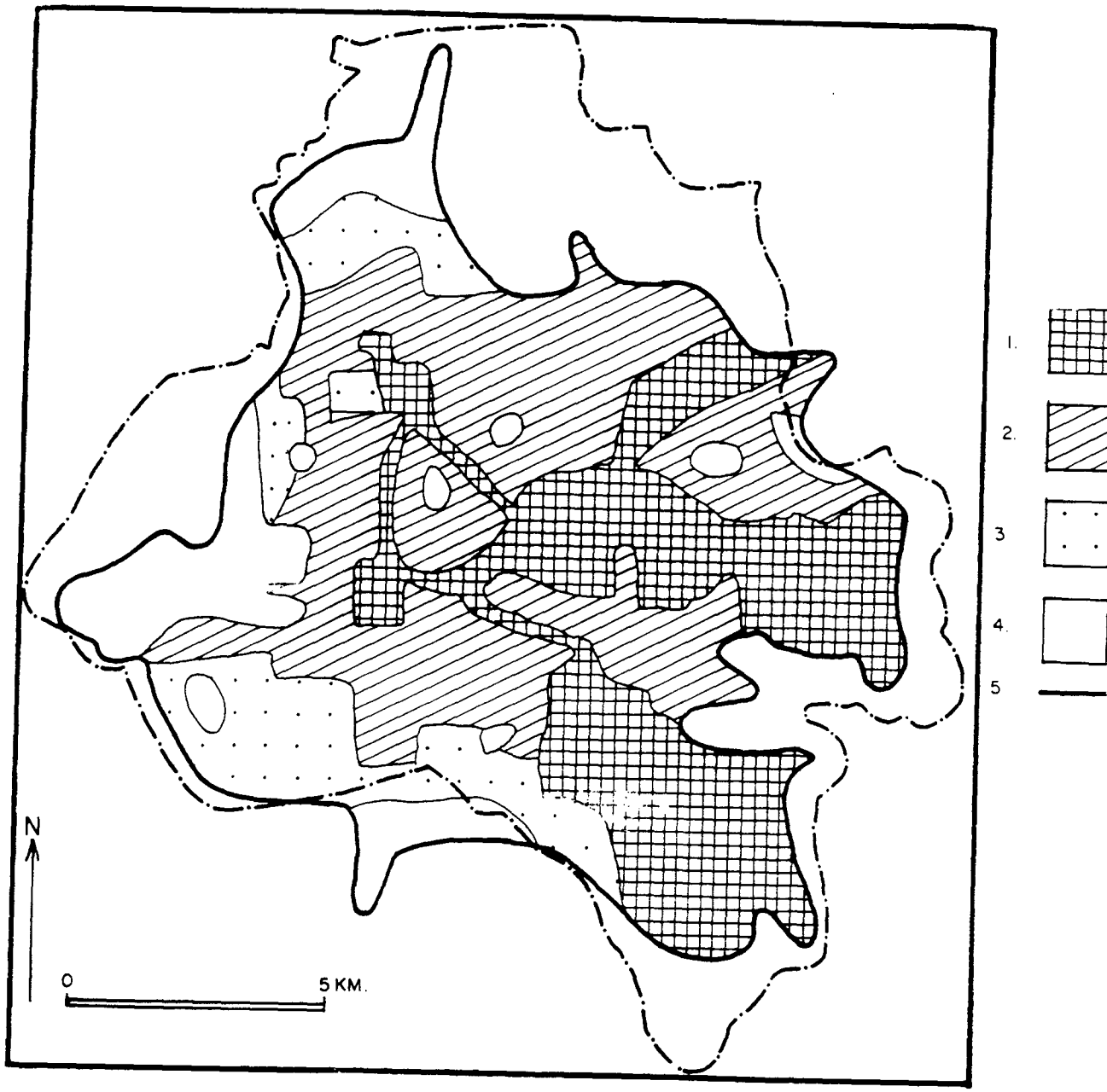
La carte révèle certains dysfonctionnements du système d'adduction. Les meilleurs secteurs sont situés au sud-est et le long des vallées du centre. Le manque de pression marginalise les quartiers aisés de Kololo, Upper Naguru et Nakasero. Les coupures frappent surtout les trois quarts septentrional, occidental et méridional. Cette carte permet en partie de comprendre pourquoi l'extension du bâti aisé en dur s'est effectué au sud-est (presqu'île de Gabba, Bugolobi, Port Bell et Ntinda). Outre les questions de sécurité, de point de vue, l'équipement détermine la nature de la progression du bâti. Cette géographie différenciée de l'adduction d'eau induit des processus ségrégatifs.

Le même type de données mesurant la proportion des personnes ayant recours au milieu naturel à l'échelle de la paroisse n'est pas disponaible. Cependant, l'enquête de la GTZ pour le programme *Block Mapping* de la NWSC destinée à recenser tous les branchements à Kampala fournit des informations à une échelle plus fine que nous présentons sur un carroyage



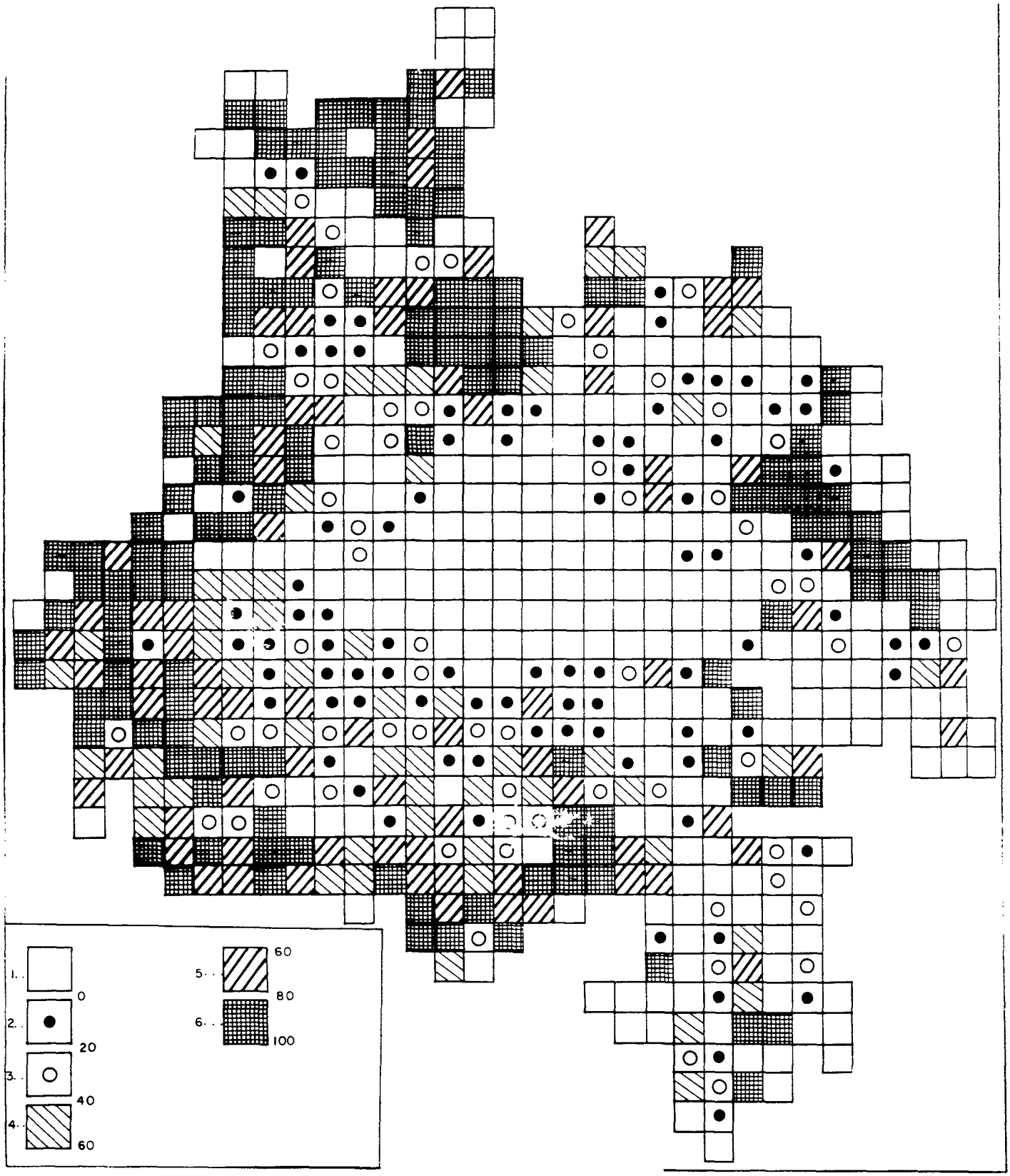
Carte
Inégalité spatiale de l'approvisionnement en eau au robinet en 1991 (approvisionnement direct et indirect).

1 : 81 à 100% de la population tire son eau du réseau d'adduction;
2 : 61 à 80% de la population tire son eau du réseau d'adduction;
3 : 41 à 60% de la population tire son eau du réseau d'adduction;
4 : 21 à 40% de la population tire son eau du réseau d'adduction;
5 : 0 à 20% de la population tire son eau du réseau d'adduction.



Carte
Inégalité de la durée quotidienne de l'écoulement de l'eau aux robinets.

1 : L'eau coule en continu;
2 : L'eau ne coule qu'approximativement 6 heures par jour;
3 : L'eau ne coule que 4 heures par jour;
4 : Zone connectée mais où les robinets sont taris en permanence;
5 : Limite de l'extension du réseau d'adduction d'eau.



Part des ménages ayant recours au milieu naturel pour leur approvisionnement en eau [307].

307 : Pour les problèmes que pose la carte en carroyage voir Lajoie (G.), "La carte en carroyage : un autre mode de représentation de la statistique en milieu urbain", *Géographie sociale*, n° 11, mars 1991, p. 375-384.

La carte carroyée de la part des ménages ayant recours au milieu naturel pour leur approvisionnement en eau constitue le négatif de la carte montrant la part des ménages connectés au réseau. Au contraire du centre ville et des lotissements sud-est, les périphéries urbaines reposent presqu'exclusivement sur les sources pour leur approvisionnement. En situation péricentrale les quartiers densément peuplés associent les deux modes d'approvisionnement. Les *slums* présentent probablement le plus de déficiences, dans la mesure où la densité démographique y fait peser une contrainte beaucoup plus forte sur les sources et les robinets collectifs, que dans les zones périurbaines.

Une étude précise sur 7 paroisses kampalaises [308] corrobore cette géographie différenciée de l'eau. Dans la paroisse périurbaine de Kiwatule, 85% de la population s'approvisionnent aux sources. Par contre les paroisses intra-urbaines dépendent beaucoup plus du réseau. A Kololo ce sont 75% des ménages qui tirent leur eau du robinet - la moitié par un branchement direct, l'autre moitié à travers bornes fontaines ou achat à des particuliers connectés. A Kiswa, quartier de parcelles assainies des années cinquante, les bornes fontaines fournissent 90% de la population. Les paroisses péricentrales se trouvent en situation intermédiaire. Luwafu, Najjanankumbi et Nakulabye comptent autant sur le réseau que sur le milieu naturel. Le *slum* de Mulago voit 80% de sa population s'approvisionner à des sources protégées situées immédiatement au nord du quartier pour leur approvisionnement.

Au total, cette géographie de l'eau dessine les cartes de la sous-intégration et de la centralité intégratrice. Mais elle souligne surtout d'abord la possibilité pour la majorité de la population de combiner approvisionnement par le réseau ou par la nappe phréatique et ensuite la complexité morphologico-sociale des paroisses et quartiers péricentraux et intermédiaires. Le milieu naturel constitue la clé pour comprendre comment les Kampalais pallient les carences des services d'adduction et donc comment l'extension urbaine est possible sans trop de contrainte. C'est pourquoi la protection de la nappe phréatique, fragilisée par la pression démographique et menacée par le péril fécal, nous semble une priorité.

---

308 : Kampala Urban Study, Phase One, Appendix Five, Draft, juillet 1993, p. 19.

Section 5. Une typologie des quartiers kampalais...

Une synthèse paysagère est à faire qui fasse apparaître la mise en valeur urbaine puis les principaux types de quartiers kampalais.

A partir de la mission aérienne de 1990, l'agence de coopération allemande GTZ est parvenue à montrer l'utilisation du sol.

Tableau
Utilisation du sol par rapport à la superficie municipale en 1990.

Catégorie	Superficie en hectare	Superficie relative (%)
Fonction résidentielle	4945	23,3
Fonction commerciale	596	2,8
Fonction mixte (résidentielle et commerciale)	572	2,7
Espaces occupés par des équipements collectifs	1112	5,2
Espaces verts	279	1,3
Equipements de transport	230	1,1
Espace agricole	11942	56,1
Forêts	408	1,9
Marais	760	3,6
Eaux du lac	456	3,1
Total	21300	100

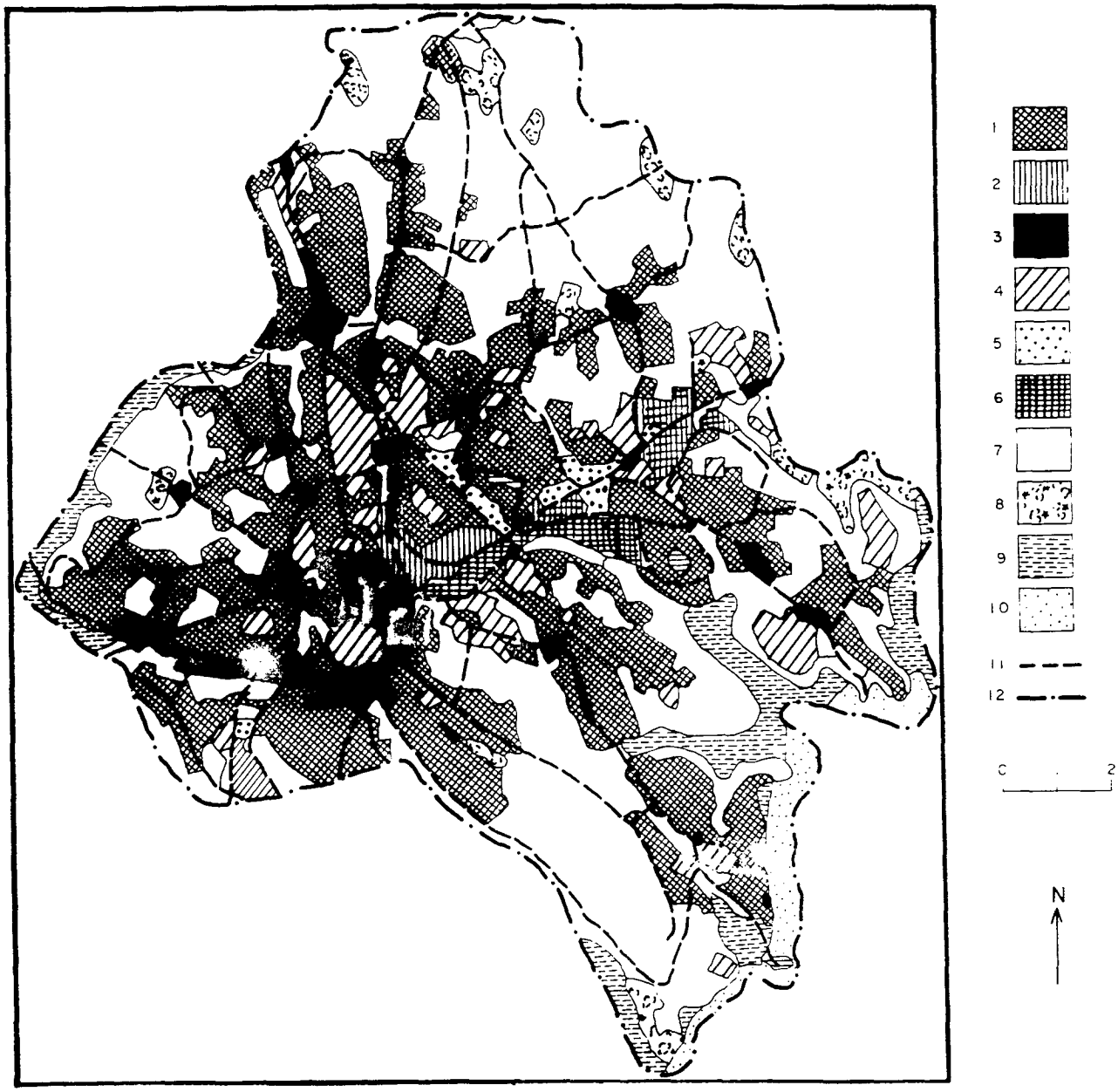
Sources : GTZ, "Greater Kampala land use -1990", *Uganda First Urban Project, Revision of Kampala Structure Plan*, MOLHUD, 15 avril 1992, p. 7.

Parmi les vides recensés, la majorité correspondent à des terrains à vocation agricole qui couvrent plus de la moitié de la superficie urbaine administrative. L'attribut d'agro-urbain pour qualifier ces terrains conviendrait mieux qu'agricole, dans la mesure où il serait ainsi rendu compte de la nature différente du système de l'agriculture intra-urbaine, par rapport à l'agriculture du Buganda rural.

La fonction résidentielle constitue l'autre grande mise en valeur du sol urbain. L'étalement du bâti résidentiel apparaît clairement quand on compare la superficie qu'il occupe avec les superficies occupées par les fonctions commerciales, directionnelles et industrielles. L'étroitesse spatiale du centre et des pôles commerciaux urbains rend bien compte de la concentration de la centralité.La composition urbaine souligne la diversité des paysages.

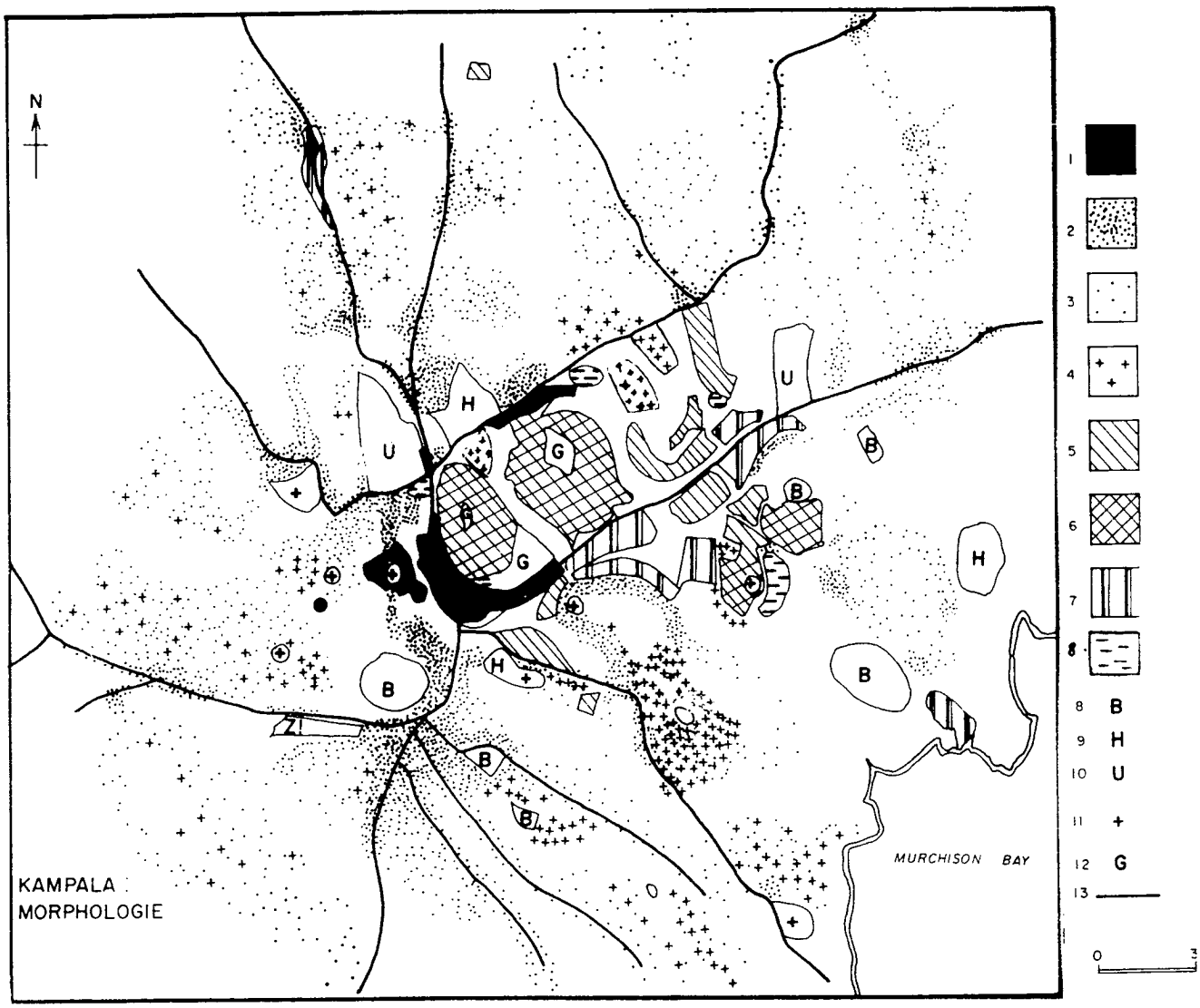
Globalement, la structure de Kampala est la suivante : au centre, la colline de Nakasero porte le quartier commercial indien, le quartier des ministères et des ambassades et les plus anciens lotissements de fonctionnaires; à l'est de cet ensemble, la colline de Kololo cache ses villas "chics" sous la frondaison ample des flamboyants, plus à l'est encore, les collines de Naguru, Ntinda et Kyambogo présentent les alignements caractéristiques des lotissements gouvernementaux que l'on retrouve aussi de l'autre côté de la route de Jinja sur les pentes des collines de Bugolobi et Mbuya mais dans une version plus aisée. Au delà, vers l'est à 7 kilomètres centre ville, commence la zone périurbaine d'habitat semi-rural. A l'oest, au nord et au sud, le centre est entouré d'une demi-lune de *slums*. Au-delà de celle-ci, le sud-est se distingue de l'ouest et du nord. Au sud, la morphologie urbaine oppose les collines résidentielles loties par des propriétaires privés ("*high class slums*") de Makindye, Tank Hill, Bunga et Mbuya aux espaces semi-ruraux. Au nord et à l'ouest, les derniers *slums* disparus, l'urbanisation se desserre et, rapidement, l'habitat semi-rural domine.

L'absence de plan d'urbanisme d'ensemble est claire. Mais, le trait majeur de la trame urbaine est l'existence d'une opposition morphologique entre, d'une part, l'est et le centre de la ville qui témoignent si ce n'est d'un plan d'aménagement rationnel, au moins d'une composition urbaine volontariste et procédant par zones homogènes, et, d'autre part, le reste



Carte
L'utilisation du sol kampalais.

Localisation des fonctions principales :
1 : fonction résidentielle ; 2 : fonction commerciale et directionnelle ou industrielle ; 3 : fonction commerciale périphérique et péricentrale (pôle péricentraux : concentration de boutiques appuyées sur un marché) ;
Les équipements principaux:
4 : équipements institutionnels (universités, casernes, hôpitaux, équipements religieux...) ; 5 : équipements sportifs ; 6 : emprise ferroviaire et industrielle ; 11 : principaux axes de communication;
Les espaces non-bâtis :
7 : terrains agricoles ; 8 : forêts ; 9 : marais ; 10 : le lac Victoria ; 12 : Limites municipales



Carte
La composition urbaine de Kampala.

1 : Quartiers indiens ; 2 : *Slums* ; 3 : Habitat péri-urbain ; 4 : *High class slums* ; 5 : Lotissements publics populaires ; 6 : Quartiers résidentiels lotis ; 7 : Zones industrielles ; 8 : Grands ensembles d'habitat collectif ; B : Casernes ; H : Hôpitaux ; U : Universités ; 11 : Equipements religieux symboliques ; G : Centre politico-administratif ; 13 : principaux axes.

de l'agglomération dont l'organisation est beaucoup plus difficile à cerner. Cependant, deux tendances s'opposent : au nord et à l'ouest ainsi qu'au sud-ouest, une organisation globalement radio-concentrique appuyée sur les radiales, alors qu'au sud-est, un secteur fait de collines privilégiées ou en cours de *gentrification* se distingue nettement.

Sept types de quartiers se distinguent donc en fonction de leurs morphologie, mais aussi de leur niveau d'équipement, de la population qui les habite et des processus sociaux dont ils sont le siège.

Ces sept types de quartiers sont les suivants :

- le centre et les espaces résidentiels anciennement habités par les Indiens ;
- les lotissements populaires publics ;
- les zones résidentielles aisées loties sur terrain public ;
- les *slums* ;
- *les high class slums* ;
- les zones en cours de densification ;
- les espaces périurbains semi-ruraux.

Une opposition majeure sépare les zones situées sur des terrains publics des zones situées sur des terrains privés ou récemment nationalisés.

Les *slums* présentent tous les traits caractéristiques des quartiers sous-intégrés populaires péri-centraux. Sur un espace réduit s'entassent avec de fortes densités (250 habitants par hectare à Mulago) une population nombreuse. Cette densité démographique provoque une forte densité du bâti (35 bâtiments par hectare à Kivulu). Celui-ci ne présente aucune amorce d'organisation apparente. Les espaces publics sont extrêmement réduits et appropriés par les résidents pour toutes les fonctins que d'étroits logements ne peuvent accueilli'. La grande majorité de la population (plus des trois quart) loue une pièce - un *muzigo* dans des bâtiments qui peuvent en compter jusqu'à une vingtaine bien que la moyenne soit autour de la dizaine. Ce bâti est précaire. La population est essentiellement une population de néo-urbains arrivés relativement récemment en ville. La faible taille des ménages, le déséquilibre du sex-ratio en faveur des femmes et la forte proportion d'isolés et de ménages non stabilisés soulignent la fragilité sociale de cet ensemble. Les déficiences des équipements complètent le tableau de quartiers sous-intégrés.

A l'échelle du bâtiment, les mêmes caractéristiques morphologiques se retrouvent dans les zones en cours de densification et les espaces périurbains semi-ruraux. Cependant, la mixité du bâti et la maison individuelle y appparaissent beaucoup plus répandues révélant l'accroissement de la proportion de propriétaires. Le soin apporté à la maison, quoique limité par les revenus des ménages propriétaires, marque le paysage. Des efforts esthétiques distinguent les maisons habitées par leurs propriétaires des bâtiments à vocation locative qui ne manquent pas d'être érigés. De mêm la clôture végatale refait son apparition. La sous-intégration est plus accentuée au fur et à mesure que la situation périphérique s'affirme, mais le recours au milieu naturel plus facile à cause d'une relativement faible densité humaine - les densités de ces paroisses sont inférieures à 50 habitants par hectare - compense largement ces déficiences. La population est dans l'ensemble plus jeune et moins féminisée que dans les zones centrales. La taille des ménages s'accroît, et la proportion des ménages nucléaires augmente. L'image d'un peuplement en cours de stabilisation s'impose, même si une fraction non négligeable des ménages demeure de type fragile. Mais même, ces ménages structurellement plus fragiles y sont plus larges que dans les quartiers péri-centraux.

La majorité des habitants de ces trois types de quartiers appartiennent à l'ethnie centrale, les Baganda. Par leurs traits morphologiques et sociaux, ces quartiers font bien de la zone qu'ils dessinent l'héritière du *kibuga* colonial. Certes, l'expérience prouve que certains quartiers péri-centraux présentent une hétérogénéité ethnique plus grande que celle que nous avons rencontrée lors de nos enquêtes, mais l'identité bantoue s'affiche clairement. Au delà des évolutions et des recompositions locales, la reproduction de ce segment géographique urbain n'est pas niable. Le sytème spatial ouest-kampalais oppose l'inertie de ses structures aux forces du changement aussi brutales qu'elles puissent être. La raison de cette permanence

géographique est, à notre avis, à rechercher dans la résistance de la propriété foncière privée qui autorise la ponction continue d'une rente urbaine par les propriétaires. L'importance croissante de celle-ci dans un contexte marqué par le déclin des revenus du travail, la quasi-disparition du capital autre que foncier comme source d'enrichissement, assure la reproduction, élargie spatialement, mais relativement identique dans sa logique, des processus producteurs d'espaces précaires, densément peuplés et mal équipés. Finalement, la sphère économico-foncière permet la résistance des strucutres spatiales face aux événements politiques. La dépolitisation de la gestion spatiale introduite par l'Uganda Agreement aux dépens du pouvoir royal trouve là sa traduction contemporaine.

Le même désordre du plan caractérise les *high class slums*. L'absence de voirie hiérarchisée et entretenue contribue fortement à désorganiser le plan de ces quartiers. Pourtant le bâti et le niveau d'équipements des logements contrastent avec ceux des *slums* populaires. La brique cuite et la tuile expriment dans le paysage le niveau social des résidents. De même une forte proportion des maisons est équipée de fosses septiques et est connectée aux réseaux d'adduction d'eau et d'électricité. La géographie du réseau d'adduction d'eau, de l'insécurité pendant la crise et la valorisation psychosociale des collines ayant vue sur le lac expliquent la localisation préférentielle de ces quartiers au sud de la ville. La population qui réside dans ces quartiers apparaît assez hétérogène aussi bien du point de vue ethnique que social. Les expatriés résident principalement dans ces zones où ils côtoient l'ensemble de la classe supérieure ougandaise. Mais subsistent des poches de peuplement populaires, menacées par un processus de substitution du bâti semi-rural rémanent par un bâti cossu.

A l'opposé de ces quartiers de la ville privée, les quartiers de la ville publique montrent une grande stabilité morphologique apparente. La trame du bâti et de la voirie n'est pas altérée ; pas d'appropriation permanente des espaces publics, pas de modifications radicales des tracés et du parcellaire non plus. Par contre, cette zone possède en commun d'avoir connu une taudification avancée, essentiel symptôme morphologique de la crise. Pas un logement du parc public n'a été épargné. La détérioration touche également les secteurs de cette ville publique détenus en bail emphytéotique à travers la dégradation des réseaux et des infrastructures. Le nivellement par le bas frappe les secteurs les mieux équipés de l'agglomération. Cependant, la résistance de la structuration spatiale apparaît encore une fois clairement, puisque ces quartiers sont les mieux équipés de toute la ville. Que ce soit au niveau de l'approvisionnement en eau, de l'approvisionnement électrique, de l'évacuation des excréta, du revêtement de la voirie ces secteurs demeurent les mieux intégrés. Cette géographie de l'intégration montre une inertie forte.

Prise dans son ensemble, cette zone apparaît comme un creux démographique que l'évolution intercensitaire ne dément pas. Cependant, des distinctions sérieuses sont à faire entre d'une part les lotissements populaires et les collines aisées de Kololo, Nakasero, Naguru et Ntinda. Les trois premiers connaissent des densités fortes, supérieures à 50 habitants par hectare. Le peuplement s'y accroît de façon importante, ce qui, compte tenu de la stabilité du bâti, suggère une aggravation des densités et une surpopulation relative. Par contre les collines aisées évoluent moins vite et continuent à être des secteurs démographiquement déprimés et relativement faiblement densément peuplés.

La population qui loge dans ces quartiers apparaît dans son ensemble stabilisée dans la mesure où une forte proportion est fonctionnaire, réside depuis longtemps sur place et que la taille des ménages y est relativement forte, par rapport à l'ensemble des *slums* péri-centraux. Néanmoins, des nuances internes plus fines opposent fréquemment les ménages des maisons principales aux ménages logés dans les boyeries, les garages, les cuisines et les appentis. Les premiers relèvent des groupes aisés et les seconds plutôt des groupes mal stabilisés.

La ville publique a connu des évolutions divergentes selon les secteurs. La reproduction du peuplement des lotissements de Kiswa, Naguru et Nakawa à cause du maintien des filières de recrutement professionnelles semble prouver que là encore, ce sont les phénomènes économiques qui appuient la résistance des segments géographiques aux changements politiques. Par contre la recomposition dans le centre ville, quoique difficile à

appréhender n'est pas niable et ne peut être attribuée qu'aux effets de la politique sur le système spatial. L'exemple kampalais tendrait à prouver que le politique modèle les changements et l'économique détermine les permanences. Mais sans doute cet exemple est trop particulier, dans tous les sens du terme, pour autoriser une telle conclusion d'ordre général.

Le regroupement de la population en quartiers homogènes distincts selon leur morphologie, leur degré d'équipement, leur densité démographique, les caractéristiques structurelles de la population qui les peuple, constitue donc une réalité indéniable. En particulier, le phénomène géographique kampalais majeur - la dualité - perdure au delà des effets homogénéisateurs de l'évolution sociale et technique contemporaine. De même les divergences entre des quartiers populaires et des quartiers aisés sont perceptibles. Cependant, des phénomènes de mixité spatiales de plus en plus nombreux à Kampala estompent la perception cartographique des césures sociales. C'est pourquoi une typologie spatiale ne rend qu'imparfaitement compte de la stratification sociale urbaine. Une approche plus sociologique nous est donc demandée.

Section 6. ... rend nécessaire l'appréhension de la structure sociale.

L'appréhension de la structuration sociale, qui est celle des degrés de la pauvreté urbaine constitue une des difficultés majeures que rencontre les chercheurs en sciences sociales en Ouganda. En effet, au delà de l'absence de sources, la multiplicité des activités et des lieux d'investissement social et économique rend particulièrement aléatoire et difficile l'évaluation de la richesse relative. De plus, le passé récent et les activités interlopes qu'il a suscitées jettent un voile de suspicion sur l'origine de tout enrichissement. Enfin, le souvenir des menaces que faisait peser la détention de richesses supposées à leur propriétaire a rendu les Ougandais particulièrement méfiants et silencieux sur leur niveau de vie. Aussi, est-il singulièrement ardu et présomptueux de vouloir dresser un panorama social de la société urbaine kampalaise. Néanmoins, on nous permettra de nous risquer à un tel exercice dans la mesure où cette description sociologique nous apparaît essentielle à la compréhension du système urbain.

Une consommation qui oppose le haut et le bas

Un des premiers outils dont nous disposons pour évaluer la structuration sociale kampalaise est le rapport sur l'enquête nationale sur le budget des ménages de 1989 - 1990 [307]. Ce rapport décrit le budget moyen des principales villes ougandaises, ainsi que le budget moyen par grandes régions (Centre, Est, Ouest et Nord) en distinguant la population urbaine de la population rurale. Il caractérise donc la consommation urbaine par rapport à la consommation rurale. A l'intérieur de la population urbaine, il distingue différents groupes de consommateurs. Par là, un effort est engagé pour éclairer la diversité de la société urbaine. La base statistique de 312 ménages interrogés prise pour Kampala (sur un total de 4 598) paraît assez large pour permettre de présenter des résultats signifiants. Cependant, les limites de cet effort sont patentes. De l'aveu même des auteurs du rapport, une partie importante du questionnaire de départ concernant le capital et les investissements des ménages a été abandonnée pour l'enquête définitive. Or la connaissance de ces informations aurait, nous en sommes persuadé, permis d'avoir une idée plus claire du fonctionnement de l'économie des ménages et des processus de stratification sociale, dans la mesure où ceux-ci ne reposent pas uniquement sur les différences de niveau de consommation. D'autre part, la différenciation établie repose sur une classification assez sommaire des groupes en fonction du montant mensuel de leur dépenses de consommation.

Tableau

La répartition des ménages kampalais en fonction du montant de leur dépenses mensuelles en 1989 - 1990 (en milliers de shillings).

	0 -25	25 - 50	50 - 75	75 - 100	100 - 150	Plus de 150
Ouganda	50,6%	30,3%	10,3%	8,3%		
Kampala	19,9%	34,8%	23,2%	8,8%	8%	5,3%

Source : *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989 - 1990)*, p. 50.

Tableau

La répartition des Kampalais en fonction du montant de leurs dépenses mensuelles individuelles en 1989 - 1990 (en milliers de shillings)

	0 - 5	5 - 10	10 - 15	15 - 20	20 - 30	Plus de 30
Ouganda	50,2	34,9	9	3,4	1,6	0,9
Kampala	6,5	38,4	21,9	16,1	11	6,1

Source : *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989 - 1990)*, p. 50.

---

307 : *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989 - 1990)*, World Bank/UNDP, Statistics Department, Ministry of Planning and Economic Development, Entebbe, février 1991.

Au delà de la meilleure situation relative des Kampalais comparée à celle des Ougandais dans leur généralité, ces chiffres dévoilent la pauvreté urbaine. Certes, la misère ne se montre pas à Kampala comme dans d'autres métropoles du tiers-monde; ici, très peu de sans abris (entre 2 000 et 3 000 selon les estimations), pas de hordes miséreuses et de gangs d'enfants comme en Amérique Latine ou en Asie du sud ou même à Nairobi. Très peu de mendiants aussi. Par contre, le dénuement touche une grande partie de la population. D'après une petite étude faite par une ONG catholique dans les *slums* de Kibuli et de Nsambya [310], sur la population des jeunes de 8 à 30 ans, seulement 21% de la population avait trois repas par jour, la majorité (60%) se contentant de deux repas quotidiens. D'après plusieurs estimations, une frange importante de la population kampalaise vivrait sous le seuil de pauvreté.

En 1992, une famille de 5 personnes a besoin d'au moins 63 000 shillings (soit 53 $ US) par mois. Cette somme se décompose de la façon suivante :

- loyer : 10 000 shillings ;
- nourriture : 35 000 shillings ;
- énergie : 10 000 shillings ;
- transport : 8 000 shillings.

A ce total il faudrait ajouter le coût de l'eau, de la lessive et de la toilette. Un tel niveau de dépense ne permet pas d'envoyer les enfants à l'école, d'assumer de quelconques dépenses d'habillage, achats de petits mobiliers, de journaux; quand à l'imprévu comme la maladie... Si l'on considère que les chiffres fournis par l'enquête sur les budgets des ménages sont justes, il faut assumer que près des deux tiers des Kampalais ne dépensent pas ce dont ils ont absolument besoin pour vivre. Une étude récente de la Banque mondiale que nous n'avons pas pu étudier, mais dont nous avons lu les comptes-rendus dans la presse [311] va dans le même sens. A l'échelle nationale, à partir du *Budget Survey* de 1989 - 1990, elle définit deux lignes de pauvreté : une première à 6 000 shillings de dépenses par mois et une autre à 3 000 shillings par mois. La première définit les pauvres et la seconde les plus pauvres. "*The lower poverty line of 3 000 shillings represents the bare minimum for adequate food intake... At 3 000 shillings, if you are adequately fed, the report states, you do not have anything else at all, however essential*". Plus de 55% des Ougandais dépensent moins de 6 000 shillings par mois. Dans les zones urbaines, cette proportion descend légèrement, pour n'atteindre que 38%. Les valeurs diffèrent légèrement de celle du *Budget Survey*, mais la même conclusion s'impose : la majorité kampalaise est pauvre.

Une étude consacrée aux revenus des Kampalais [312] aboutit aux mêmes conclusions. A partir d'une enquête réalisée auprès de 240 ménages [313], les auteurs brossent un tableau des différences de revenus par quintile à Kampala.

La faible part des salaires dans le revenu total est confirmée. Mais le trait le plus surprenant est la relativement faible disparité des structures de revenus entre les quintiles. Les trois quintiles médians possèdent grossièrement la même structure. La différence la plus importante se marque entre ce groupe et le groupe supérieur. Ceci signifie grossièrement qu'un groupe hétérogène quantitativement mais pas qualitativement s'oppose à une minorité extrêmement réduite de privilégiés.

---

310 : Alwano (M. G.), Kalule (F.) & Otolok (E.), *A Report on a Survey into the Socio-Economic Factors affecting the Youth in Kampala Slums Areas*, Youth Project Sharing, Kampala Catholic Archdiocese, mai 1988, 21 p.

311 : *New Vision*, jeudi 10 juin 1993, p. 12 - 13.

312 : Bigsten (A.) & Kayizzi-Mugerwa (S.), "Adaptation and Distress in the Urban Economy : A Study of Kampala Households", *World Development*, vol. 20, n°10, p. 1423-1441.

313 : La taille moyenne des ménages était de 7,8 personnes. Mais les auteurs reconnaissent que cette taille apparaît supérieure à la taille moyenne du ménage kampalais.

Tableau
La structure du revenu des Kampalais.

	Premier quintile	Second quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Cinquième quintile
Revenu moyen par adulte	102	4 365	10 822	21 441	75 220
Salaires		28	32	16	13
Indemnités		23	34	31	24
Activité agricole		9	3	14	8
Commerce		39	30	35	54
Envois du village		2	2	3	0

Source : Bigsten (A.) & Kayizzi-Mugerwa (S.), "Adaptation and Distress in the Urban Economy : A Study of Kampala Households", *World Development*, vol. 20, n°10, p. 1428.

Comment fait le plus grand nombre pour survivre? Sempiternelle question, qui prend de vertige le chercheur en sciences sociales, affrontant la réalité des villes du tiers-monde, avec un mélange d'admiration et d'affolement. Plus froidement, les éléments de réponses sont toujours insatisfaisants. Il faut faire intervenir le recours à l'agriculture intra-urbaine, les envois en nature des villageois, l'absence d'équipement domestique, l'utilisation des moindres ustensiles jusqu'à leurs limites, la récupération de tout ce qui peut servir. Elles ne rendent pas compte de la faim, du désespoir, de l'ennui et du désœuvrement, de l'atmosphère de camping permanent, de l'énergie perdue pour résoudre des problèmes aussi concrets que le transport. Elles ne rendent pas compte non plus des micro-solidarités. Celles-ci permettent de faire face à l'imprévu. A Namuwongo, les chefs de ménages, interrogés sur leur façon de résoudre les problèmes financiers [314], répondent à 63% par l'emprunt à des connaissances dont près de la moitié au boutiquier du coin, à 15% à des amis ou à 6% à leurs amants, et à 13% par des avances sur salaire demandées à l'employeur. Il n'est pas inutile de signaler que le remboursement de ces emprunts populaires s'effectuent à 93% sans intérêt, ce qui souligne la résistance d'un contrat social implicite et globalement respecté. Voilà une preuve de plus que Kampala, malgré la crise, n'est pas devenu une jungle anarchique. Au contraire, nous semble-t-il, les urbains ont réussi à préserver par delà leurs problèmes un certain respect de l'autre. Il est vrai que le choix du prêteur et futur créancier ne s'effectue pas au hasard, et qu'il est effectué en connaissance de cause au mieux des intérêts de l'emprunteur. Cependant, cette attitude solidaire face à l'emprunt souligne que le fléau principal, auquel les urbains ont à faire face est, non pas une quelconque dérégulation des rapports sociaux qu'on aurait pu attendre de la guerre et du déclin, mais la pauvreté et sa lancinance épuisante, l'anxiété du repas du soir, la peur de la maladie et l'humiliation permanente du «va-nu-pieds» face au reste de la société [315].

Donc une fraction importante de la population kampalaise vit avec très peu. Cependant, cette certitude intuitive ne permet guère de se faire une idée de la structure sociale urbaine. Le «bas» est cerné, si ce n'est connu, mais le «haut»?

Le problème des chiffres de l'enquête budget est que des classes d'égal intervalle ont été définies rationnellement. L'inconvénient d'une telle stratification est connu. Les ruptures, les transitions et les groupements apparaissent mal à cause de l'absence d'une interprétation cherchant à faire apparaître les saillants de la structure étudiée. Les auteurs du rapport se sont

---

314 : Namuwongo Upgrading and Low Cost Housing Pilot Project, *Socio-economic survey in Namuwongo*, Kampala, Ministry of Housing and Urban Development/UNDP/Habitat, 1988, p. 41.

315 : Pour le père Bernard Jouanet qui travaille en Tanzanie, la diffusion du Sida dans les milieux populaires urbains trouve là une de ses origines. L'impossibilité financière de sceller des unions durables, la consommation d'alcool supposée faire oublier la faim, et une prostitution aussi occasionnelle qu'imprévisible oscillant au gré des besoins financiers et des offres pressantes se conjuguent pour faire de l'étreinte rapide un moment d'oubli.

contentés d'une interprétation brute des données. Pouvait-il en aller autrement quand les termes de référence de l'étude étaient de s'intéresser à la structure de la consommation plus qu'à la structure de la construction sociale. C'est pourquoi les conclusions que l'on peut tirer de ces données n'ont rien de révolutionnaires.

Le groupe à plus bas revenu dépense plus en proportion de son revenu pour se reproduire (nourriture, énergie, logement) que les autres groupes. Au contraire, ceux-ci affectent une part plus nette de leur revenu à la consommation (habillement et biens de consommation courante). Par contre, la différence est beaucoup moins grande que ce à quoi nous nous attendions pour les dépenses de transport, de santé, de culture et d'éducation.

Néanmoins, autant que la structure relative de la consommation, les sommes réelles consacrées aux différents postes de dépenses différencient les différents groupes. Par exemple, alors que les plus pauvres ne consacrent que 711 shillings aux dépenses d'éducation, les plus riches y allouent 10 fois plus, alors qu'en valeur relative des dépenses mensuelles le rapport n'est que de 1 à 2. De même, la consommation d'alcool des riches, qui en valeur relative représente seulement 2 fois celles des pauvres, représente en valeur absolue 10 fois. Des seuils absolus, dont ne rend pas compte la structure de laconsommation de chacun des groupes, séparent ainsi les groupes sociaux. Une comparaison poste à poste de la consommation des différents groupes de revenus nous intéresse plus.

Tableau

Structure comparée de la consommation des groupes sociaux kampalais définis par le montant de leur dépenses mensuelles.

	Moins de 50 000 shillings	De 50 000 à 100 000 shillings	Plus de 100 000 shillings	Total
Boissons et nourriture	62,7%	57,8%	55,8%	58,3%
Habillement	4,5%	6,6%	7%	6,2%
Logement	9,1%	8,3%	7,5%	8,2%
Energie	6,1%	4,6%	2,6%	4,3%
Biens de consommation courante et équipement de la maison	8,4%	11,6%	13,2%	11,3%
Transport	3,6%	3,3%	4,6%	3,8%
Santé et culture	3,2%	3,6%	4,7%	4%%
Education	2,4%	4,2%	4,6%	3,8%
Total	100%	100%	100%	
Valeur moyenne du revenu en shillings	29 946	68 592	163 094	59 944
Part des ménages dans la population kampalaise	54,7%	32%	13,3%	100%

La différence entre le groupe aux revenus intermédiaires et les plus pauvres n'est pas de la même nature que celle qui distingue le groupe aisé des deux autres. La première est essentiellement quantitative. Le rapport entre chaque poste de dépense du premier et du second groupe se rapproche la plupart du temps du rapport global (2,3). Globalement, la hiérarchie reste quantitative. Néanmoins, trois postes de dépense : l'habillement, la consommation de biens de consommation courante et l'éducation, opposent nettement le groupe médian et la majorité kampalaise. La distinction qualitative entre la consommation du groupe au revenu intermédiaire et le plus bas se marque surtout à ce niveau. Par contre, l'enrichissement s'exprime par l'élargissement des écarts des rapports par poste de dépense par rapport à la moyenne. Avec l'aisance, une hiérarchisation nette des postes de dépenses est possible. La différence entre le groupe aisé et le groupe le plus dé[illegible] non seulement

quantitative, mais aussi qualitative. La consommation des riches se différencie donc radicalement de celle des plus pauvres et des médians. Le passage de la catégorie médiane à la catégorie supérieure passe par le franchissement d'un seuil qualitatif qui différencie deux styles de vie, alors que la différence entre les plus pauvres et les médians ne passe pas vraiment par un style de vie différent.

Tableau
Comparaison des structures de consommation des différents groupes.

	Moins de 50 000 shillings	De 50 000 à 100 OOO shillings	Plus de 100 000 shillings
Boissons et nourriture	1	2	5
Habillement	1	3,36	8,4
Logement et eau	1	2,1	7,2
Energie	1	1,7	2,3
Biens de consommation courante et équipement de la maison	1	3,15	8,5
Transport	1	2	6,8
Santé	1	2,3	6
Culture et dépenses de mise en scène sociale [316]	1	2,4	8,5
Education	1	4	10,5
Total	1	2,3	5,4

Source : d'après le *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989 - 1990)*, table 1. 01

L'importance relative des dépenses alimentaires par rapport au budget global demande que nous nous attardions à définir la spécificité de la consommation de chaque groupe.

Tableau
Comparaison de la consommation alimentaire des groupes de revenus.

	Moins de 50 000 shillings	De 50 000 à 100 000 shillings	Plus de 100 000 shillings
Matoke, racines et tubercules	1	2	3,7
Pain et céréales	1	2	6
Viande	1	2,7	7,5
Poisson	1	2,2	3
Laitage et œufs	1	3	7,39
Fruits et légumes	1	1,8	4,2
Bières	1	4,3	60
Alcools de fabrication artisanale	1	2,3	0,9

Source : d'après le *Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989 - 1990)*, table 1. 01

Par rapport à la masse kampalaise, les groupes à haut revenu se distinguent par une alimentation plus variée, plus riche. Le pain et les produits carnés, les laitages et les fruits et

316 : Par dépenses de mise en scène sociale, nous entendons les dépenses occasionnées par les mariages, les enterrements, etc.

légumes entrent en plus grande quantité dans l'alimentation des ménages aisés, que leur consommation contribue à différencier des autres. Par contre les racines et tubercules, ainsi que le *matoke* et le poisson appartiennent à la culture alimentaire de tous les groupes. La dichotomie la plus spectaculaire et spatialement la plus significative porte sur la consommation d'alcool. Le poste de dépenses des bières est celui qui individualise le plus les couches aisées. Au contraire, celui des alcools de fabrication locale (*waragi*, *malwa* et *tonto*) constitue le seul dans toute la structure de consommation, qui "avantage" les moins privilégiés. Ce renversement exprime la distinction entre les lieux de consommation. Les bars légaux fréquentés par les plus riches sont localisés dans le centre ville ou sur les axes de circulation ou autour des centres commerciaux péricentraux (Bwaise, Kamwokya, Nsambya, Ntinda, Nakawa, Kabalagala). Les lieux de consommation des alcools locaux sont situés dans les *slums* (Kisenyi, Kagugube, Kibuye, Katwe, Kivulu, Mulago, Middle East). Mais des fabriquantes se rencontrent également dans les casernes de police ou de l'armée et dans les lotissements municipaux (Naguru, Nakawa) ou ministériels (Nakasero, Nsambya). Dans les zones les plus populaires des quartiers périurbains, se rencontrent également quelques fabriquantes. Ces bars artisanaux ont le redoutable privilège de la commercialisation de ces alcools illégaux. La modicité du prix de ceux-ci concurrence si fortement celui de la bière de fabrication industrielle qu'elle l'exclue des *slums*.

La différence est probablement bien supérieure entre les groupes que ne laissent entendre ces statistiques. En effet, les ménages riches montrent certainement une propension beaucoup plus forte que les ménages pauvres à masquer leurs dépenses réelles. Ainsi, par exemple, le contraste des dépenses d'éducation est encore accru par la plus grande ouverture des ménages aisés à l'extérieur. Celle-ci prend deux formes : accès privilégiés aux bourses d'étude, et financement des études en Occident grâce à des comptes bancaires situés en Angleterre et Suisse, aux Etats-Unis, etc. Ces deux types de dépenses, qui à notre sens interviennent à la fois dans la consommation des ménages, et dans les processus de reproduction et de stratification sociale échappent complètement à l'enquête focalisée sur les dépenses intérieures.

Nous disposons donc d'une esquisse du contenu du contenu social kampalais. En fait l'image d'une bipolarisation s'impose, et oppose le haut et le bas. "L'image d'ensemble reste d'abord celle d'une prolétarisation massive, d'une stabilisation sociale incertaine et temporaire d'une part, d'une concentration des catégories les plus aisés ou les plus nettement petites bourgeoises de l'autre..." [317]. Notre analyse va dans le même sens que celle de Jean-François Bayard quand il écrit "la polarisation croissante au sein des sociétés africaines [...] s'ordonne sur le mode de la dichotomie, selon le vieux thème des «nous», opposés à «eux»" [318].

Au total, les différenciations kampalaises géographiques semblent plus fortes et nombreuses que celles qu'une analyse de type sociologique permet de mettre en valeur.

Cependant, l'image que nous avons de la structuration géographique kampalaise apparaît légèrement figée et énervée même si nous nous sommes efforcés de dégager des évolutions. La vision que nous avons de Kampala est pour le moment un espace spécifique et différencié inanimée. Nous voulons maintenant rendre compte des processus dynamiques que cet espace connaît. Quelles sont les stratégies et les pratiques qui expliquent ces différenciations internes et qui contribuent à faire de l'espace urbain identifié un système ? En d'autres termes, comment à travers la prise en charge de cet espace, les différents acteurs parviennent-ils à en faire un espace de vie spécifique et surtout différencié ?

---

317 : Copans (J.), "Economies et sociétés contemporaines" *in* M'Bokolo (E.) *Afrique Noire, Histoire et Civilisations*, Hatier - AUPELF, Paris 1992, p. 519-520.

318 : Bayard (J-F), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayart, Paris, 1989, p. 97.

Quatre types d'acteurs nous semblent importants à considérer : l'Etat central, les collectivités territoriales, les institutions internationales et les résidents eux-mêmes. Le champ d'action des trois premiers est celui de la gestion urbaine. Le champ d'action du dernier est déterminé par la nécessité de satisfaire deux besoins fondamentaux : le besoin d'un abri, besoin d'une consommation minimale en calories. L'urbain, à travers la satisfaction de ces deux besoins vise à sa reproduction et à son maintien en ville. La quête du logement par une masse toujours croissante de personnes anime une mobilité centrifuge qui contribue à la production puis à la mise en valeur de l'espace. La quête de la nourriture quotidienne contribue à la mise au travail et à la création de lieux d'échanges. La localisation différenciée des activités et les flux qu'elle induit articule les différents éléments de l'espace urbain pour le constituer en système. La combinaison de ces deux mobilités participent à la structuration de l'espace urbain et à son appropriation par les urbains, c'est-à-dire à la constitution de territoires.

C'est pourquoi notre étude des causes de la différenciation spatiale et de la structuration urbaine procédera en trois temps : l'analyse de la gestion urbaine et de ses logiques géographiques rendra compte de l'opposition centre/périphérie, l'analyse des dynamiques liées à la quête du logement rendra compte de la mise en valeur différenciée de l'espace kampalais, et celle des dynamiques liées à la consommation et à la production de la constitution de l'espace ubain en un système articulé par le système des transports dont l'utilisation différenciée par les urbains est responsable, à travers la constitution de mobilités et de territorialités hiérarchisées, de la formation de groupes sociaux-spatiaux distincts.

Chapitre VII.
De la démission de l'Etat central aux pratiques individuelles et à l'intervention des acteurs internationaux : le processus d'affirmation d'une dichotomie socio-technique centre - périphérie.

La politique de réhabilitation et le règlement des conflits politiques engendrent des processus de différenciation géographique qui tendent à modifier les rapports de la ville à son environnement et des différentes parties de l'espace urbain entre elles. En effet, par rapport à l'espace urbain, ces processus jouent à plusieurs échelles : échelle intra-urbaine avec l'expulsion des commerçants africains du centre ville et la relocalisation de leurs activités en périphérie et la réhabilitation du centre ville, échelle plus petite avec le rétablissement de Kampala dans son statut de capitale, c'est-à-dire de centre de commandement de l'espace ougandais et de sas entre celui-ci et l'englobant. Mais Kampala fait-elle l'objet d'un traitement spécifique? Quelle est la politique urbaine du régime NRM?
Mais, cette détermination nationale de certains aspects de la dynamique urbaine ne préjuge pas, nous l'avons vu, d'une autonomie spécificative de la ville comme espace d'accumulation démographique. Comment cet accroissement de la population et des besoins collectifs qu'il induit est-il géré par le nouveau gouvernement? Là encore, la tension entre le désir de développer, la contrainte budgétaire et la nécessité de gérer le passif des régimes précédents s'impose au gouvernement. L'impossibilité à dépasser seul la contradiction entre ces trois éléments amène l'Etat central à laisser les acteurs du développement investir le champ urbain. C'est pourquoi la gestion des services urbains voit l'intervention des «spécialistes» de la ville - la municipalité, les acteurs internationaux - mais aussi des usagers.

Section 1. La marginalité de la prise en compte de la question urbaine par l'Etat.

Le gouvernement que la guerre civile met au pouvoir le 25 janvier 1986, non plus que les donateurs, ne mettent les problèmes d'aménagement urbain au centre de leurs préoccupations. La **politique de réhabilitation n'est pas urbaine, elle est avant tout nationale**. D'une part, l'urgence est ailleurs, dans la reconstruction nationale et l'amélioration de la sécurité. D'autre part, les racines idéologiques et sociologiques du *National Resistance Mouvement* (NRM) le poussent plus vers la formulation d'une politique favorable aux paysans. En effet, les gouvernants n'oublient pas que les paysans forment la majeure partie de la population et que la guérilla a été beaucoup plus redevable aux paysans qu'aux urbains pendant les cinq années de guerre civile. A cette détermination sociologique s'ajoute la priorité absolue de soutenir l'activité productrice ougandaise qui réside, et pour un moment encore, principalement dans les campagnes.

La ligne directrice initiale de la politique gouvernementale formulée par le *Ten point programme* [319], référence obligée aux débuts du régime de Museveni, se distingue par l'absence de référents spatiaux clairs, au premier rang desquels on s'attendait pourtant à trouver la dichotomie rural/urbain. L'absence de prise en compte des spécificités spatiales constitue d'une manière générale un trait caractéristique de la politique ougandaise. Les seuls toponymes qui se trouvent inclus dans le *Ten Points Programme* sont ceux des trois villes martyres de la guerre de 1979 (Mbarara, Masaka et Arua), la région du triangle du Luwero (guerre de 1981 à 1986) et du Karamoja. Les projets qui y sont associés sont pour les premiers, des projets de reconstruction morphologique, et pour le dernier un projet assez flou de sédentarisation des pasteurs nomades Karamojong. Les questions d'aménagement du territoire [320], pourtant, nous semble-t-il, au cœur de la question du développement et de la construction nationale, apparaissent masquées par des objectifs sectoriels et sociaux aux répercussions spatiales certaines, mais peu prises en compte. A ce niveau gouvernemental général, il semble que l'obsession de la reconquête par l'Etat du contrôle de l'ensemble du territoire national escamote toute réflexion sur des territoires de plus grande échelle.

Est-ce à dire que la seule politique d'aménagement du territoire que mette en oeuvre le gouvernement NRM soit une politique d'intégration, et que le seul territoire qui importe vraiment à l'Etat soit le territoire national? En effet, l'inscription spatiale de la réhabilitation s'effectue au niveau local. Mais dans la majorité des cas, les acteurs chargés de la réhabilitation court-circuitent les collectivités territoriales, ou les intègrent en position subordonnée aux montages institutionnels des projets de développement. Ce processus qui permet au centre, à travers les projets dirigés directement par les ministères concernés, de contrôler les dépenses importantes effectuées sur le terrain, tend à marginaliser l'approche géographique pour privilégier l'approche sectorielle. Il tend également à faire des échelons intermédiaires et locaux de l'administration des structures marginales, si ce n'est inutiles parce qu'ignorées du ministère de l'administration locale, et peu dotées par les grands projets de développement qui prennent les ministères comme interlocuteurs privilégiés. L'Etat central tient à ne pas partager ses prérogatives, et il tente, à travers les projets de développement en particulier, de prolonger sa main mise sur le territoire national en l'ancrant localement. C'est pourquoi si peu de projets tiennent effectivement compte des structures d'administration territoriale locale, et du milieu d'insertion. L'impression domine vraiment que les projets pourraient avoir lieu dans n'importe quel autre contexte, et que l'approche n'est pas du tout géographique. L'espace compte parce qu'il est national, mais pas à cause de ses qualités

---

319 : Museveni (Y.), *Selected articles on Uganda Resistance War*, NRM publications, Kampala, 1986, 87 p.

320 : Sur le développement inégal en Ouganda, on lira O'Connor (A.), "Uganda : the spatial dimension", *in* Hansen (H. B.) & Twaddle (M.), *Uganda Now*, James Currey, Londres, 1988, p. 83-94. Mais aussi, Banugire (F. R.), "Uneven and Unbalanced Development : Development Strategies and Conflict", *in* Rupesinghe (K.), *Conflict Resolution in Uganda*, International Peace Research Institute en association avec James Currey, Londres, 1989, p. 207-222.

propres. La tendance que chaque fonctionnaire des ministères centraux a de chercher à masquer son implication dans un projet, et à limiter le nombre des participants impliqués afin d'accroître son propre territoire de prédation potentiel, renforce cette mise sur la touche des acteurs provinciaux.

Cette marginalisation de l'échelon local s'exprime à travers l'indigence des fonds transférés du trésor central aux districts et collectivités territoriales.

Tableau
Part des allocations gouvernementales aux autorités locales dans le budget central.

Année fiscale	Part des allocations gouvernementales aux autorités locales dans le budget central (%)
1983/1984	2,9
1984/1985	2,4
1985/1986	1,2
1986/1987	1,8
1987/1988	0,72
1988/1989	1,39
1989/1990	0,67

Sources: E.A. Mugabi, "Resource mobilization for local and regional development: Constraints and possibilities (Uganda Case)", International seminar on local and regional development options for the next decade focus on Eastern and Southern Africa, 2?-24 septembre 1992, UNCRD & University of Nairobi, Nairobi, Kenya.

Le désengagement financier de l'Etat central est donc clair. Il transcende les changements de régime et constitue une permanence contemporaine de la gestion territoriale de l'Ouganda. L'autonomie financière des collectivités territoriales est une réalité de fait sinon de droit au nord du lac Victoria. Mais il s'agit d'une décentralisation par défaut, subie plus que choisie, puisque les collectivités territoriales sont pratiquement laissées à leur sort. On retrouve là une permanence de l'histoire politico-administrative ougandaise. Le Protectorat devait dans la mesure du possible se développer et s'équiper en s'autofinançant, les églises ougandaises également, afin que la périphérie n'impose pas un surcoût financier au centre.

De cette courte analyse et des développements précédents consacrés aux répercussions urbaines de la politique de réhabilitation, on retiendra surtout le relatif désintérêt de l'Etat central pour cet espace singulier qu'est la ville. Pour l'Etat central, il n'y a pas de question urbaine. Les ministères ne contribuent à modeler l'urbanité que parce qu'ils s'intéressent aux questions englobantes que sont la sécurité, l'instauration d'une certaine démocratie et la reconstruction économique. La distinction spatiale n'est pas du ressort du niveau central. Celui-ci entend gérer un espace national qu'il considère comme un tout. S'il lui arrive d'avoir à résoudre des conflits locaux, comme par exemple le devenir du palais royal ou du parlement baganda, dont les enjeux intéressent la ville mais de façon à la fois englobante et extrêmement localisée, il n'opère pas de façon très différente de la façon dont il le fait dans le monde rural [321]. A cet égard il existe une permanence historique, qui apparente la gestion urbaine actuelle à celle des *kabaka*. Certes, l'Etat tente par son intervention, et singulièrement par celle des personnages les plus hauts de l'Etat, de procéder à des arbitrages régulateurs susceptibles de rétablir la paix sociale. Mais la prise en compte de la spécificité urbaine à travers le déploiement d'une politique à méso-échelle ne semble pas nécessaire à cette entreprise. L'analyse gouvernementale est politique et économique, mais nullement spatiale, et encore moins urbanistique. Il s'agit de gérer les Ougandais, leurs conflits et leurs contradictions, et

321 : Un parallèle pourrait être fait avec la façon dont les hautes personnalités de l'Etat interviennent dans les conflits à propos des ranches du pays nkole ou des disputes foncières du Busoga.

non pas les territoires qui composent l'Ouganda. Le débat autour de l'aménagement du territoire se limite pour l'instant à la constatation d'un déséquilibre Nord/Sud. En aucun cas la primatialité et la macrocéphalie kampalaises ne sont dénoncées ou valorisées, alors même que pourtant, l'intervention de l'Etat à l'échelle nationale, à travers le rétablissement de la sécurité et de l'image de marque internationale ougandaise, provoque une reprise économique, dont l'un des effets spatiaux est de renforcer la centralité kampalaise. Ce renforcement est perçu par les décideurs ougandais non pas comme l'aboutissement d'une politique volontariste, mais comme une nécessité intrinsèquement liée à la restauration d'une légitimité et d'un fonctionnement normal national. L'administration centrale n'a pas les moyens de soutenir financièrement les collectivités territoriales et, de ce fait, participe peu, même indirectement, au développement urbain. La continuité historique entre l'attitude du régime NRM et celle des deux régimes précédents est patente. Aucun d'entre eux n'a mis sur pied une révision du *Kampala Structure Plan* [322] qui reste le dernier document d'urbanisme. L'absence d'initiatives gouvernementales pour énoncer une politique de la ville, laisse le champ libre aux acteurs municipaux et internationaux, pour dicter leur politique urbaine, et participer activement à la production de l'espace urbain.

Mais ces services chargés de la gestion de l'espace urbain parviennent-ils à assumer le rôle qui devrait être le leur dans le développement urbain, parviennent-ils à fournir aux habitants les prestations de service, que ceux-ci attendent?

La gestion des services urbains est éclatée entre plusieurs institutions. La société nationale de l'Eau et de l'Assainissement (*National Water and Sewerage Corporation*) est responsable de l'adduction d'eau et l'assainissement, le service national de l'Electricité (*Uganda Electricity Board*) de la desserte électrique, le ministère des Travaux Publics de l'entretien des routes à caractère national, le ministère de l'Education des écoles secondaires et des universités. A cet organigramme compliqué s'ajoute l'intervention de la municipalité. Cet éclatement, ainsi que les structurations qui découlent de l'intervention sans cohérence des acteurs de la gestion urbaine justifient leur étude.

322 : Kampala City Council, *op. cit.*, 1972.

Section 2. ... aggrave les déficiences de la municipalité (KCC) et provoque les réponses des Kampalais.

La municipalité est chargée de fournir les services urbains comme le *Local Administration Act* de 1967, le *Urban Authorities Act* de 1964 et Le *Resistance Councils and Commitees Statute* de 1987 le prévoient. Le modèle anglo-saxon inspire le fonctionnement, la répartition des attributions et l'organigramme du KCC. Une administration municipale est responsable devant un conseil municipal élu, de la collecte de revenus locaux et de la desserte de l'espace urbain en services de proximité.

Le maire est responsable devant cette assemblée élue au suffrage universel indirect et composée des 72 délégués des 7 divisions qui composent Kampala. Cette assemblée constitue le RC5 de Kampala. Alors que l'assemblée établit la politique municipale, le maire est chargé de la mettre en pratique et pour cela dispose d'une administration municipale composée de fonctionnaires et organisée en 5 départements : administration, construction et cadastre, finance, santé publique et éducation.

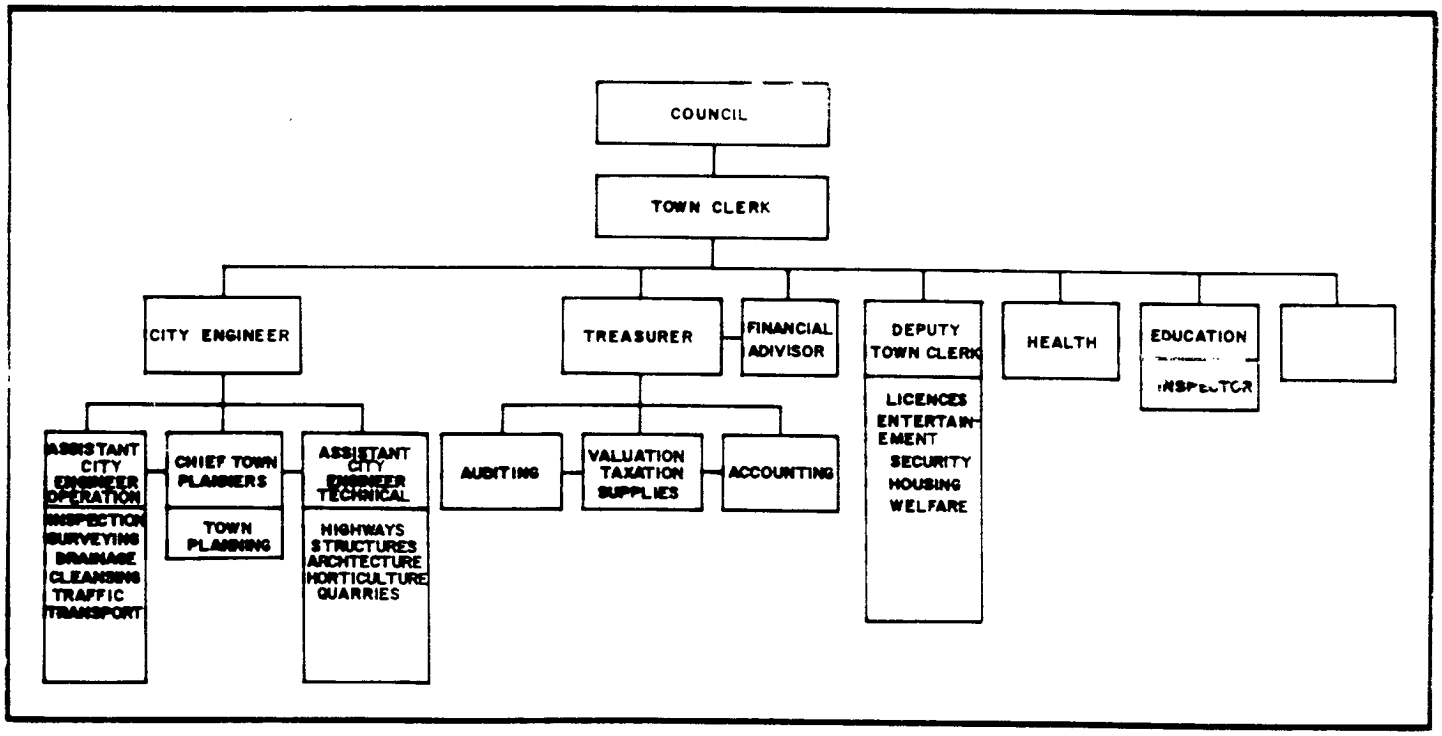


Figure
Organigramme du Kampala City Council.

Le département "administration" se préoccupe des problèmes de ressources humaines et de la gestion administrative du travail de la municipalité. Il gère également les lotissements de la municipalité.

Le département de l'ingénieur et du géomètre municipaux (*City Engineer and Surveyor*) est le plus gros département du KCC. Il compte neuf sections. Il s'occupe notamment de la production publique de sols urbains et de l'allocation des permis de construire.

Le département des finances aux ordres du trésorier municipal récolte les divers taxes et impôts locaux et à ce titre administre les marchés. Son rôle est capital dans la mesure où, en l'absence de sources extérieures de financement, le fonctionnement du KCC n'est possible que grâce aux impôts locaux, et donc à l'action de ce département.

Enfin, les deux derniers départements ont reçu légalement en partage la responsabilité de la santé publique et de l'éducation primaire. Le *Chief Health Officer* supervise les cliniques municipales et les services médicaux scolaires alors que son collègue, le *Chief Education Officer*, supervise toutes les écoles primaires régulières construites sur le territoire municipal.

Pour remplir sa mission, la municipalité compte 2 643 postes budgétaires inscrits à son organigramme. Mais seulement 1 166 ont été affectés.

Tableau

Le déficit des services de la municipalité en ressources humaines.

Département	Postes pourvus	% de postes pourvus par rapport au nombre total de postes	Total des postes budgétaires
Service du maire	408	48	840
Finances	324	59	553
Education	53	27	198
Santé	229	42	535
Construction et cadastre	142	70	479
Audit	10	27	38
Total	1 166	44	2 643

Source : World Bank, *Draft Upraisal Report, Uganda first Urban Project*, 17 mai 1990, p. 23

Certes, en plus de ces employés statutaires, la municipalité emploie environ 3 000 travailleurs temporaires, mais cette sous-dotation en personnel provoque des dysfonctionnements et des retards considérables dans l'exécution des missions. Ce trait caractérise toutes les administrations ougandaises. Le sous-encadrement municipal est accusé, par le fait que les postes de responsabilité sont ceux qui proportionnellement souffrent le plus de non attribution. Ainsi, des 54 postes budgétaires de haut fonctionnaire municipal, seulement 12 sont attribués. Au delà du cercle restreint de ces personnels de bonne qualification, un fossé a été creusé par l'émigration massive des compétences outre-mer pendant "les années de plomb". La maîtrise et les techniciens ou cadres ont fui le pays ou délaissé la municipalité pour le secteur privé. Que l'exode ait moins touché les échelons élevés du KCC, tient à ce que ces fonctionnaires bénéficient d'avantages en nature (transport et logement de haut standing notamment), qui compensent largement les mauvais salaires. Or aux échelons intermédiaires, les avantages en nature quoique réels sont beaucoup moins substantiels, et en tout cas ne compensent pas les différentiels de rémunération entre le secteur public et le secteur privé. D'autre part, globalement, il est évident que le pays manque de compétences. L'émigration, les guerres, les assassinats, le Sida ont élagué sévèrement l'ensemble des couches moyennes urbaines. C'est pourquoi la très sérieuse lettre d'information *Africa Analysis* du 22 février 1991 pouvait intituler un de ces articles de façon assez provocante : "*Uganda faces a labour shortage*".

Ainsi, le *Kampala City Council* ne parvient pas à combler les trous que comporte son organigramme parce que les candidats qui se présentent lorsqu'il annonce des postes à pourvoir ne conviennent pas au profil souhaité. Il est intéressant de noter que la réponse à cette situation n'a pas été l'adaptation des postes aux profils des candidats. Le refus de cette dévaluation contribue à maintenir la référence au bon "vieux temps" vivace, mais également continue de valoriser socialement les titres et les compétences.

Malgré ce déficit de personnel par rapport à l'organigramme du KCC, l'embauche de personnel ne constitue pas la tendance actuelle. Ainsi, le 13 septembre 1991, la commission municipale des transports notait avec désagrément que durant l'année écoulée le nombre des employés du département des travaux publics avait diminué de 20%. La tendance est encore accentuée par la pression que la Banque mondiale impose à l'administration ougandaise afin qu'elle "dégraisse" ses effectifs et renverse une tendance à l'accroissement du secteur public débutée en 1972.

Les finances municipales.

La même indigence qui affecte les ressources humaines, touche les ressources financières du *Kampala City Council*. La municipalité est habilitée à lever des impôts locaux qui s'appuient essentiellement sur la *Graduated tax*, les *property rates*, les *market fees* et les licences.

La *Graduated tax* (impôt sur le revenu) est proportionnelle au revenu mais notoirement inégalitaire, puisque le montant le plus faible est de 300 shillings par an et le plus fort de 5 000 shillings. Le ratio est donc de 1/16, alors que les écarts de revenu sont bien supérieurs. Cependant, cet impôt, bien accepté par la population possède une rentabilité relative parce qu'il est retenu à la source pour les employés, mais aussi parce que la carte d'imposition (*payment card*) constitue une pièce d'identité fréquemment demandée. Cependant, le contexte ougandais, où la marginalité de l'emploi salarié régulier induit la fréquence de l'emploi non enregistré, entrave un bon recouvrement de l'impôt. Pour les personnes qui ne sont pas salariées dans une entreprise inscrite au registre du commerce ou de l'industrie, l'administration s'orienterait vers une imposition sur le lieu de résidence, sur la base de signes extérieurs de richesse à définir.

Les *property rates*, taxes sur la propriété basées sur la valeur locative des biens, existent depuis des années en Ouganda mais leur contribution aux recettes du KCC a cessé d'être positive dans la mesure où la somme récoltée n'excède pas le coût de son recouvrement. Plusieurs facteurs sont responsables de cette situation. Le principal est la non réévaluation des taux d'imposition depuis 1982, alors que l'inflation et les dévaluations ont considérablement déprécié le pouvoir d'achat du shilling. Une autre cause de la faible rentabilité de cette taxe immobilière est que la loi fixe arbitrairement le taux d'imposition à 20% de la valeur estimée du bien prévenant ainsi toute flottabilité du système. Une réforme de la taxe immobilière grâce en particulier à la réévaluation des valeurs locatives des propriétés en cours (deux des quinze secteurs d'imposition de Kampala ont déjà été réévalués) et l'introduction d'un système flottant pourrait amener à un doublement des recettes du KCC [323].

La dernière source de revenus, la plus importante, provient d'une taxe sur les services rendus par la municipalité au fonctionnement urbain. Elle compte notamment les *market dues* et *market rents*, les *income* et *dues* sur les bus et les taxi, les licences commerciales, etc. Cette source est devenue très importante, tant en valeur absolue, que relative au cours des dernières années. Elle représente une tentative réussie pour imposer les activités artisanales

---

323 : La municipalité de Jinja connait sensiblement le même problème. Néanmoins du fait de sa taille relativement modeste (60 000 habitants), l'opération de réévaluation de la taxe immobilière est considérablement plus facile et plus courte. Aussi, le *Jinja Municipal Council* avait-il prévu que cette réévaluation ferait passer les revenus en provenance de la taxe immobilière de 1,2 million de shillings en 1989/90 à 382,7 millions de shillings en 1990/91. D'après nos informations, cet accroissement n'a pas été aussi brutal qu'escompté mais une nette amélioration a cependant eu lieu.

non enregistrées, qui ont foisonné avec la chute des revenus salariaux. Le *magendo* fait également vivre les organismes publics paupérisés.

La structure simplifiée des recettes permet de dégager un certain nombre de caractéristiques intéressantes.

Tableau
Structure du revenu de la municipalité de Kampala en 1990/1991.

Revenu en millions de shillings	*Graduated tax* en % du revenu	*Fees* et licences en % du revenu	Taxes à la vente sur les marchés en % du revenu	Subventions du gouverne-ment en % du revenu	Total en % du revenu
2 112	20	19	24	0	63

Source : World Bank, *Uganda district management study*, Report n° 10695-UG, p. 28.

Les subventions du ministère du gouvernement local ne représentent qu'une très faible part des recettes du *Kampala City Council*. L'indigence centrale impose de fait aux collectivités locales une autonomie financière dont elles se seraient de toute évidence bien passées.

Au cours de la dernière décennie, la structure des recettes du conseil a considérablement évolué. La chute de l'impôt immobilier a été compensée par l'accroissement des taxes sur les services, alors que la part de l'impôt sur le revenu reste stable. La municipalité est parvenue non seulement à éviter les chutes de revenus provoquées par l'effondrement du "secteur formel" de l'économie [324], mais aussi à saisir l'opportunité du changement structurel, qui touche l'économie rurale sud-ougandaise, où des cultures commerciales vivrières à destination des villes se substituent aux traditionnelles cultures de rente d'exportation (principalement café et coton). De fait un transfert de revenus involontaire mais réel semble avoir eu lieu du trésor central, qui taxait les exportations, aux trésors municipaux, qui imposent les importations vivrières urbaines. Il s'agit de la traduction à l'échelle municipale "du passage d'un Etat rentier dépendant de la simple extraction du surplus agricole à un Etat dont la base fiscale est enracinée dans la production, la circulation et la consommation des biens à l'intérieur du pays" [325].

Néanmoins, quoique en accroissement, le montant des recettes budgétaires municipales demeure assez faible, puisqu'en 1987 seulement 65 millions de shillings avaient pu être dégagés. L'amélioration de la situation financière de la municipalité est un phénomène relativement récent et encore timide. Cette faiblesse des revenus municipaux s'intègre dans un contexte national d'extrêmement faible et décroissante captation des ressources fiscales. Les recettes budgétaires qui représentaient 11% du PNB en 1983/84, n'en représentent plus que 2,8 en 1986/87. Depuis un net effort a été mené, et les revenus du gouvernement égalent en 1988/89 5% du PNB. Mais, malgré cette progression indéniable, la ponction fiscale ougandaise reste une des plus faibles du monde [326]. L'accroissement depuis 1986 bénéficie également à la municipalité puisque les recettes du KCC sont d'environ 2 112 millions de shillings en 1991. Par urbain, la pression fiscale kampalaise s'élève à un peu plus de 1 000 shillings. A l'échelle nationale ce montant est relativement peu élevé. Les municipalités de Jinja, Mbale et Mbarara parviennent à des valeurs égales respectivement à 6 724, 3 390 et 3 542 shillings de revenu fiscal par habitant et par an. Compte tenu que la population

---

324 : Nous employons ici l'expression «secteur formel» par référence aux entreprises relativement capitalistiques, enregistrées et où le salariat domine. L'emploi de cette expression n'induit pas celle de secteur informel.

325 : Nabuguzi (E.), *Le magendo, l'Etat et la société en Ouganda*, Thèse de doctorat de sociologie, EHESS, Paris, octobre 1992, p. 204.

326 : Les taux tanzanien, kenyan et ghanéen équivalents pour 1987 sont respectivement de 15, 21 et 14%. La moyenne des pays à faible revenu se situe aux alentours de 19%.

kampalaise est en moyenne plus riche que celle de ces trois villes, l'inefficacité relative de la fiscalité municipale kampalaise est donc patente et sa marge de progrès encore grande. Pour le moment la faiblesse de la pression fiscale municipale représente un désavantage certain pour le développement urbain, puisqu'en l'absence de toute aide du gouvernement central, la municipalité doit assumer seule les coûts de gestion et de développement des services et infrastructures de proximité dont elle a la charge. En outre, elle enferme le KCC dans un cercle vicieux de pauvreté [327], dont il est difficile de s'extraire.

De plus, un flou profond entoure la comptabilité de la municipalité. Le système initial s'est détérioré progressivement au fil des années. Le dernier état des comptes du KCC a été établi en 1979! Depuis, aucune comptabilité générale n'a été menée! Des consultants engagés par la Banque mondiale ont tenté de reconstruire les comptes de 1987 et 1988. L'entreprise s'est avérée impossible, à cause de la disparition pure et simple d'une masse considérable de documents. L'état de délabrement avancé de la comptabilité municipale facilite grandement les détournements, et de ce fait contribue à faire obstacle à la bonne gestion et au développement urbain par le KCC.

Cependant, une amélioration sensible semble avoir eu lieu à partir de 1989, grâce notamment au recrutement d'un personnel comptable qualifié [328] ainsi qu'à la séparation des services comptables et de contrôle. Le service des audits internes est depuis 1989 un département autonome directement dépendant du maire et non plus affilié au trésorier municipal. En effet, la confusion entre les deux services avait facilité les détournements de fonds.

L'état lamentable des finances et de l'institution municipales fait que le KCC ne génère pas assez de ressources pour promouvoir un développement urbain réel, durable et profitable au plus grand nombre. De ce fait, la municipalité n'a pas été capable de réaliser le moindre projet de développement d'envergure tant dans le secteur des infrastructures routières que dans ceux de l'adduction d'eau, du logement public, etc. Sa contribution à l'accroissement de la productivité urbaine ou même à la croissance de l'emploi et de la formation de capital a été extrêmement marginale. Comme la plupart des collectivités territoriales ougandaises, la majorité de son budget contribue aux dépenses de fonctionnement.

Pourtant, Kampala se distingue des autres collectivités territoriales en allouant une part non négligeable de ses revenus aux dépenses de travaux publics (30% des dépenses), d'éducation (5%) et de santé (20%) [329]. C'est là sans doute le résultat de l'importance de la masse salariale de chacun des départements concernés. Dans la capitale, elle a au moins le mérite d'exister, alors que dans les autres municipalités elle n'existe même pas. L'atteinte d'un seuil financier suffisant permet également d'envisager des résultats tout de même significatifs, quoique marginaux.

Une étude des dépenses de développement (7% des revenus sont affectées au développement en 1989/90 [330]) souligne la rareté des vrais projets de développement, et montre que les dépenses sont surtout utilisées à des fins internes : réhabilitation de bureaux, achat de mobilier de bureau ou de véhicule. Ces dépenses rendues nécessaires par la gestion

---

327 : Voir Mugabi (E.A.), "Resource mobilization for local and regional development: Constraints and possibilities (Uganda Case)", Communication au Séminaire international sur les options du développement local et régional pour la décennie à venir en Afrique orientale et australe, Nairobi, 22-24 septembre 1992, 24 p.

328 : L'équipe comptable précédente avait été décimée par les assassinats et les départs précipités à la suite d'une vaste opération de détournement de fonds en 1984.

329 : Sources : estimations du trésorier du KCC lors d'un entretien en novembre 1992.

330 : Amis (Ph.), *Urban Management in Uganda, Survival under stress*, miméo, p. 92.

IFRA LIBRARY

passée [331] ne constituent pas à proprement parlé des dépenses d'investissement pour la capitale. Mais les conseillers municipaux n'ont pas baissé les bras, et quelques investissements réels et précisément localisés sont prévus.

Les minutes des réunions du conseil municipal dont nous disposons, sont assez éclairantes sur le fait qu'une partie non négligeable des dépenses d'investissement ne constitue en fait qu'un rattrapage d'équipement, mais que, dans le même mouvement, des initiatives de développement, en particulier à travers la création d'équipement de service, sont prises. Ainsi, en septembre-octobre 1991, les propositions budgétaires pour l'année 1992 montrent que 10% des dépenses d'investissement du département de l'éducation ont été allouées à l'achat d'un minibus destiné au ramassage des employés du département municipal de l'éducation. De même, une part non négligeable des dépenses d'investissement du département de la santé est destinée à l'achat de véhicules pour les fonctionnaires de ce service [332]. Il est aisé de critiquer cet effort en soulignant les exagérations de ce rattrapage [333], et en arguant du fait qu'il ne s'agit pas de développement. Pour notre part, nous considérons que c'est ne pas tenir compte du contexte ougandais et de l'héritage des années difficiles, que de dénigrer cet effort d'équipement. Dans les faits, il est souvent détourné à des fins économiques et ostentatoires par les bénéficiaires, mais il contribue également et de plus en plus à la mobilité des fonctionnaires, et donc en définitive à la réhabilitation de la capacité de l'Etat à contrôler son territoire. En 1993 est moins fréquent le prétexte qui prévalait encore en 1988 du "*lack of transport*", pour excuser le non déplacement d'un fonctionnaire municipal sur le terrain. D'autre part, les Kampalais pensent très fortement qu'un fonctionnaire sans véhicule a moins de pouvoir qu'un fonctionnaire motorisé. Aussi restaurer la capacité des fonctionnaires à sillonner leur territoire sert la cause de l'encadrement social et affermit les premières bases du développement. A ce titre, il existe une cohérence réelle entre les efforts gouvernementaux et municipaux : le développement commence par l'instauration de la sécurité physique et la diffusion de la possibilité de circuler.

Mais, si le KCC n'œuvre pas pour le développement urbain, dans la mesure où il ne parvient pas à réduire le fossé entre l'accroissement des besoins, induits par la population, et l'offre de services publics, on peut lui reconnaître le mérite de n'avoir pas totalement baissé les bras, et d'essayer de freiner la dégradation des services publics par quelques projets précis. A l'échelle de l'agglomération, un consensus semble s'être établi pour tenter de répartir à peu près équitablement les rares dépenses d'investissement. Ainsi, la commission de l'éducation prenant acte d'un projet de construction de deux écoles primaires dans les divisions de Kyambogo et de Makindye, et du relativement bon équipement scolaire des divisions de Makerere et du centre ville décide d'attribuer 45 millions de shillings à la création d'écoles dans les divisions de Kawempe, Nakawa et Rubaga.

Mais, malgré ces efforts, la gestion municipale apparaît lacunaire. L'exemple de la collecte des ordures, assez bien documenté, permet de rendre compte de ce processus gestionnaire lacunaire qui aboutit au partage de l'espace urbain entre un centre couvert tant bien que mal, et une périphérie délaissée.

---

331 : Voir Mugabi (E.A.), "*Resource mobilization for local and regional development: Constraints and possibilities (Uganda Case)*", Communication au Séminaire international sur les options du développement local et régional pour la décennie à venir en Afrique orientale et australe, Nairobi, 22-24 septembre 1992, 24 p.

332 : "*Under capital expenditure, provision had been made for transport for Deputy Chief Health Inspector, Health Educators, Vector Control and Dental units. This was necessary so as to improve on their Services.*" Minutes de la réunion de la commission de la santé du 17 septembre 1991, p. 2.

333 : L'acquisition de véhicules par les administrations ougandaises dont le *Kampala City Council* n'a, il est vrai, pas toujours répondu à des critères de rentabilité et de rationnalité relevant de l'intérêt public. Le nombre de véhicules 4X4, tel que Kampala est surnommée "*Pajero City*", répond certainement à une mode et grève lourdement les budgets, alors que le recours à ce type de véhicules ne s'impose pas à tous et, à notre avis, certainement pas aux services de la municipalité qui pourtant en compte quelques uns.

La carence de la gestion municipale et la réaction des usagers : l'exemple du ramassage des ordures [334].

Statutairement, la collecte des ordures et le nettoyage des rues relèvent, non pas de la responsabilité de l'Etat central puisqu'aucun ministère n'est en charge directement du problème, ni même de l'administration départementale (*District*), mais des autorités locales. Au sein de la municipalité, la responsabilité de ces services assurés en régie directe et respectivement par la *Public Cleansing Section* et la *Highway and Park Section*, a été transférée du *Medical Health Officer* au *City Engineering-Survey Department*. L'individualisation réelle de ce service au sein de l'organigramme du KCC présente l'avantage d'une lisibilité institutionnelle indéniable, attribuable à l'héritage des pratiques administratives anglo-saxonnes. Cependant, d'une part, il est clair que la *Cleansing section* ne couvre pas toutes les activités de nettoyage urbain et que de ce fait se développent des incertitudes et des conflits de compétence dommageables à l'intérêt du service public. D'autre part, au sein du KCC, l'allocation des fonds se fait par département. Mais la fragmentation des responsabilités au niveau du *City Engineering-Survey Department* qui couvre 9 sections, le manque d'autonomie de ces sections, ainsi que l'absence de claires priorités entre elles ne permettent pas une utilisation rationnelle des maigres moyens mis à la disposition du département pour assurer sa mission.

Le financement des opérations de la *Cleansing section* est assuré à 99% par les fonds attribués par le trésor municipal (*City Treasury*). Théoriquement, le *Urban Authority Act* instaurait une taxe de ramassage des ordures. Mais celle-ci n'a vraisemblablement jamais été levée et les bénéficiaires du ramassage des ordures ne participent pas au recouvrement des fonds hormis quelques très marginales entreprises industrielles. Cela contribue grandement à désamorcer un éventuel mécontentement populaire vis-à-vis des déficiences de ce service. Mais le problème du ramassage des ordures et du nettoyage de la voirie est donc autant celui de la dotation en personnels motivés, matériels adéquats en état de marche, et en ressources financières que celui de la structure administrative.

La guerre a considérablement dégradé le système de ramassage des ordures. En effet, "avant la guerre, un service du ramassage des ordures du type porte-à-porte existait dans les zones résidentielles aisées. Pendant la guerre, le ramassage régulier des ordures a disparu" [335]. Un rapport daté de 1984 ajoute: "En 1972, Kampala avait un système organisé de ramassage et de stockage des ordures. A cette époque, il y avait 12 camions compacteurs (ramassage des poubelles) et 3 niveleuses chenillées sur les décharges de Lugogo by-pass, Port Bell et Wakaliga. Aujourd'hui [...] le service de ramassage est limité au centre ville. Le service est mené avec 3 bennes tasseuses et 6 transporteurs de bacs dont seulement 3 sont d'ordinaire en service [...] Aucun équipement n'est disponible sur les décharges. Le service de ramassage des poubelles domestiques a été abandonné" [336]. La guerre a donc abouti à un nivellement par le bas des services rendus à la population urbaine. La détérioration du système de ramassage des ordures a produit le système actuel.

---

334 : Howard Humphrey & Thames Water, *Solid Waste Disposal, Kampala,- Revised Draft Report*, May 1990, GTZ/World Bank, Seven Towns Project, Ministry of Local Government et Ministry of Water and Mineral Development, Final report, Kampala, 1992, 145 p.

335 : *"Prior to the war a door-to-door type of collection service was prevalent in the high income residential areas. During the war regular waste collection collapsed"*. UNDP/World Bank, Water and Sanitation Programme, *Solid Waste Management Reconnaissance Mission to Uganda (16-01-1991--30-01-91), mission's draft report Part 4: Findings, constraints and issues, recommandations*, Nairobi, The World Bank, 1991, p.1

336 : *"In 1972, Kampala had an organized refuse collection and disposal system. At the time, 12 compacting trucks (dust bin collection) and three caterpillars at the landfill sites Lugogo By-Pass, Port-Bell and Wakaliga were available. At present, [...] collection services are limited to city center. The services are carried out with compacting trucks, six skip loaders of wich only three are usually in use [...] and three roll-off container trucks. No equipment is available on landfill sites. Dust bin (house) collection has been abandoned"*. World Bank, *Staff Appraisal Report, Water Supply and Sanitation Rehabilitation Project*, Water Supply and Urban Development Division, Eastern Africa Projects Department, 25 juin 1984, p. 43.

L'abandon de la collecte porte-à-porte conduit au maintien d'un système unique, qui repose sur des points fixes de regroupement des ordures situés à des emplacements stratégiques. Ces points sont sélectionnés par le KCC sur proposition des *Resistance committees* en fonction des contraintes de la circulation, des habitudes des habitants et des densités de peuplement. Ces zones de stockage temporaires des ordures sont équipées de bacs : 130 bacs ouverts de 4 m^3, 68 de 5 m^3 et 50 de 15 m^3 représentent une capacité de stockage proportionnelle à deux jours de production des ordures [337] (1 700m^3 soit 760 tonnes par jour). Une amélioration relative est en cours puisque par rapport à 1984, le nombre de bacs en service a presque triplé, passant de 46 à 130. Cependant, cette amélioration ne se fait pas sans hésitation ni problème. En effet, 38 bacs de 15 m^3 sont actuellement stockés, inutilisés à cause du manque de véhicule pour les manutentionner.

La *Cleansing section* dispose, pour transporter ces bacs, les décharger dans la seule des trois décharges municipales en activité et remettre des bacs vides aux emplacements sélectionnés, d'une flotte de 26 véhicules.

Tableau
La flotte du KCC chargée de la collecte des ordures.

Type de véhicule	Nombre de véhicule	Capacité unitaire en m^3	Année d'acquisi-tion	Nombre de rotation par jour	Capacité journalière de collecte par véhicule
Tata 1210E (multibennes)	16	4	1984	4	16
Mercédes Atlas (multibennes)	2	5	1986	6	30
Mercédes 1924 (multibennes)	3	15	?	5	?
Mercédes 2624	1	30	?	?	?
Toyota 6000 (Camion benne)	1	5	1987	?	?
Tracteurs Deutz DX 3.90	3	4	1987	2	10

Source : Mwiraria (M.), Broome (J.), Semb (T. R.), Meyer (W. P.), *Municipal Solid Waste Management in Uganda and Zimbabwe, Draft report May 18th, 1991*, Washington D.C.: UNDP/Worl Bank Water and Sanitation Program, 1991, p. 14

L'âge - en moyenne 6 ans en 1991 - et la condition des véhicules n'est pas mauvaise. Il s'agit là sans aucun doute des "avantages" de la crise politique connue par le pays. Les véhicules de la flotte du KCC ont été détruits ou volés en 1979 au cours de la guerre avec la Tanzanie. Or, après la crise politique du début des années 1980, la paix revenue et la réhabilitation amorcée, la première préoccupation des services de ramassage a été de retrouver des camions. Ceux-ci ont été financés par un prêt préférentiel IDA. Ces véhicules apparaissent adaptés aux conditions d'exploitation en vigueur. Cependant, tous ces véhicules ne sont pas adaptés aux différents types de bacs. Le sous-équipement est donc patent, mais tend toutefois à décroître. Néanmoins, il faudrait sans doute cinq fois plus de matériel pour parvenir à drainer convenablement l'ensemble des ordures produites par la ville.

337 : La composition des ordures fait de Kampala une ville atypique puisque 80% des déchets sont constitués de matières organiques et principalement des épluchures de légumes ou de fruits. Composition des déchets de Kampala: 73,8% d'épluchures de légume et de fruit, 5,4% de papier, 1,7% de soierie, 1,6% de plastique, 3,1% de métal, 0,9% de verre, 8% de branchages, 5,5% de poussières. Source: Minutes des réunions spéciales des commissions du conseil municipal des mois de septembre et octobre 1991.

Le personnel desservant ce matériel est composé de 25 chauffeurs, 25 assistants attachés à un véhicule et de 149 ouvriers. Contrairement à l'idée admise d'une pléthore générale des services publics africains, la main d'oeuvre dont dispose le KCC pour la collecte des ordures n'est pas suffisante pour le matériel disponible [338]. L'absence de remplaçant aggrave encore la situation dans un pays où les occasions d'absence (maladie, enterrements, congés, etc.) ne manquent pas. Cependant, la question ne se pose pas vraiment dans la mesure où il est exceptionnel que tous les camions fonctionnent et sortent ensemble.

En effet, le matériel souffre d'un très faible taux d'utilisation (entre 33 et 61%). Les causes en sont variées. Le manque de pièces détachées à cause des goulots d'étranglement à l'importation, les délais nécessaires à leur achat, les délais de paiement des réparations et les pénuries d'essence paralysent la flotte. Un rapport de la Banque mondiale et du PNUD soulignait cet état de fait en affirmant qu'en "janvier 1991 presque la moitié de la flotte était immobilisée à cause des pénuries d'essence" [339].

L'entretien des véhicules est assuré par un atelier central de 38 personnes situé dans la zone industrielle et contrôlé par le service de l'ingénieur municipal (*City Engineer's Department*). Des révisions de routine sont assurées mensuellement en plus des réparations effectuées en cas de panne. Dans la pratique, du fait des contraintes matérielles et organisationnelles, la plupart des réparations majeures sont sous-traitées à des garagistes privés [340]. En effet, pillé durant la guerre de 1979, l'atelier d'entretien n'a pas été réhabilité depuis et ne dispose que d'un équipement limité : un seul chalumeau et une vingtaine de crics. D'autre part, l'absence de facilités de trésorerie provoquant une nette déficience de planification et la fréquence des vols ont rendu impossible la constitution de stocks de pièces détachées. L'achat de celles-ci peut prendre 3 semaines car pas moins de 6 signatures sont exigées pour l'obtention de l'autorisation d'achat et le déblocage des fonds. La situation budgétaire extrêmement tendue du KCC, connue des fournisseurs, les rend méfiants, et les incite à exiger le paiement des anciennes factures avant d'entreprendre le moindre nouveau travail. L'ensemble de ces contraintes accentue la longueur des périodes d'immobilisation des matériels, dont le taux d'utilisation est relativement faible et surtout assez irrégulier.

En moyenne, la moitié des véhicules seulement est en état de marche. En janvier 1991, seuls 10 des camions Tata et 2 des camions Mercédès Benz 1513 ainsi qu'un seul des trois camions Mercédès Benz 1924 fonctionnaient. En août 1988, sur les quatre camions capables de soulever des bacs de 15 m^3, trois étaient en panne depuis 1 an. Le tableau suivant synthétise cette situation difficile de façon assez claire.

---

338 : Qui plus est la tendance est à la diminution de la main d'oeuvre disponible. En effet, la *Public Cleansing Section* qui comptait 900 employés en 1986, n'en possède plus que 133 à l'heure actuelle. Les causes de cette diminution sont variées, mais les anciens employés rencontrés mettent en avant le faible niveau des salaires, l'absence de bonus ou d'avantages en nature et l'absence de vêtements protecteurs.

339 : Mwiraria (M.), Broome (J.), Semb (T.R.), Meyer (W. P.), *Municipal Solid Waste Management in Uganda and Zimbabwe, Draft report May 18th, 1991*, Washington D.C.: UNDP/Worl Bank Water and Sanitation Program, 1991, p. 14

340 : Nous nous sommes aperçus que ces garages privés bénéficiant des contrats de la municipalité étaient peu nombreux et appartenaient pour la plupart à des fonctionnaires de la mairie!

Tableau

Disponibilité des différents camions et tracteurs du service de ramassage des ordures du KCC pour 1988 et 1989.

Type de véhicule	1988	1989
Tata ($4m^3$)	59%	55%
Benz Atlas ($5m^3$)	38%	61%
Benz ($15\ m^3$)	25%	37%
Camion benne Toyota	90%	?
Tracteurs	48%	33%

Outre les problèmes techniques, le ramassage des ordures souffre également des caractéristiques de la main d'oeuvre employée. Bien que la section de collecte des ordures soit dirigée par un directeur (*manager*) qualifié, elle manque sérieusement de personnel convenablement formé pour mener contrôler et planifier les opérations de routine. Le sous encadrement et la sous qualification caractérisent donc ce service. En outre, à cause du manque de moyen de transport propre, le contrôle effectif du travail est mal effectué, si bien qu'en de nombreuses occasions, il est possible de voir les camions transporter des chargements, qui n'ont rien à voir avec les ordures. De plus, les problèmes classiques du fonctionnariat ougandais - manque de motivation, absences régulières, retards - réduisent la journée de travail moyenne des employés de ce service (atelier et collecte) à 5 heures. La durée quotidienne moyenne du travail effectif est d'autant plus réduite que, chaque matin, il faut remplir les camions d'essence, et que cette opération ne demande pas moins d'une heure.

Par rapport à un maximum théorique calculé pour les moyens matériels et humains disponibles de 18 000 tonnes mensuelles ramassées, ces facteurs diminuent les performances réelles du service d'environ 85%, puisqu'en 1988, le tonnage mensuel moyen ramassé était de 2 856 tonnes exprimant une productivité du capital et du travail extrêmement faible. Mais, malgré les contraintes qui pèsent sur le service du ramassage des ordures, ses performances, en terme de tonnage mensuel et donc annuel collecté, s'améliorent passant de 10 565 tonnes à 34 272 tonnes puis à 45 700 tonnes, de 1985 à 1988 et à 1990. Une meilleure dotation en matériel, une utilisation plus rationnelle et un net progrès dans la mise au travail effectif des employés augmentent le nombre de rotations journalières par véhicule, et le tonnage collecté.

Jusqu'en 1989, les ordures collectées étaient déposées sur la seule des trois décharges qui fonctionnait encore à Lugogo By-pass. Elle n'était équipée ni de matériel niveleur, ni même de pelleteuse pour recouvrir les déchets, qui, de ce fait, étaient accumulés sans traitement. En particulier les déchets industriels qui ne font pas l'objet d'une récupération à la source sont déposés sans aucune précaution sur la décharge [341]. Les bulldozers utilisés sur cette décharge étaient vieux de 20 ans et nous les avons souvent vus ailleurs que sur la décharge parce que les conducteurs louent leurs services aux particuliers qui souhaitent niveler leur terrain nouvellement acquis. L'incinération des déchets n'est pas pratiquée car leur coefficient d'incinération est considérablement affaibli par leur composition. Le fait que les poubelles des hôpitaux aboutissent directement à ces décharges représentent, notamment dans un contexte de très forte prévalence du Sida, un danger évident pour la santé publique. L'absence de traitement constitue également du fait de la proximité de la nappe phréatique un danger écologico-sanitaire grave. Enfin, à cause d'un retard de travail de 5 000 m^3, les détritus avaient fini par bloquer la *Lugogo road.* Ces inconvénients ont abouti à des tentatives d'ouverture d'autres décharges mais surtout à des démarches couronnées de succès auprès de la CEE pour l'obtention de nouveaux matériels. Un bulldozer et deux compacteurs ont été

341 : Voir à ce sujet [illegible] *An evaluation of the methods of industrial waste disposal in Kampala district*, mémoire de fin d'étude, Makerere University, Department of Geography, 1988, 117 p.

donnés. Une partie du retard a ainsi été comblée, mais le rythme de travail n'est pas encore optimal, parce que les chauffeurs manquent de formation appropriée aux nouveaux matériels.

D'après le rapport de la Banque mondiale, la récupération des ordures n'est pas une activité très répandue à Kampala car la plupart des matériaux récupérables le sont à la source directement par les ménages ou les établissements industriels et/ou commerciaux. La récupération sur la décharge touche essentiellement les épluchures de banane, le métal, le papier et les pneus. Il existe de fait un vaste potentiel inemployé [342] dans la récupération des plastiques, des os, du verre, etc. Un récupérateur parvient en moyenne à gagner entre 21 et 40 $ US par semaine; c'est pourquoi le recyclage est considéré comme une activité rémunératrice. Mais l'accès à cette activité est réduite et contrôlé par des "syndicats" informels des récupérateurs qui restreignent l'entrée du secteur par peur de la concurrence. Ainsi à Jinja tous les récupérateurs de métal sont affiliés à la *Black Smith Association*. La récupération induit une multitude d'activités informelles de valorisation et de commercialisation dont on estime qu'elles représentent 1% des emplois à Kampala et à Jinja.

L'indigence des moyens disponibles par rapport à la quantité d'ordures produites fait que le ramassage ne touche qu'environ 10% de la population urbaine et que la quantité enlevée ne correspond qu'à 20% des déchets produits quotidiennement.

Tableau

Estimation du volume d'ordures collecté par le KCC en 1990.

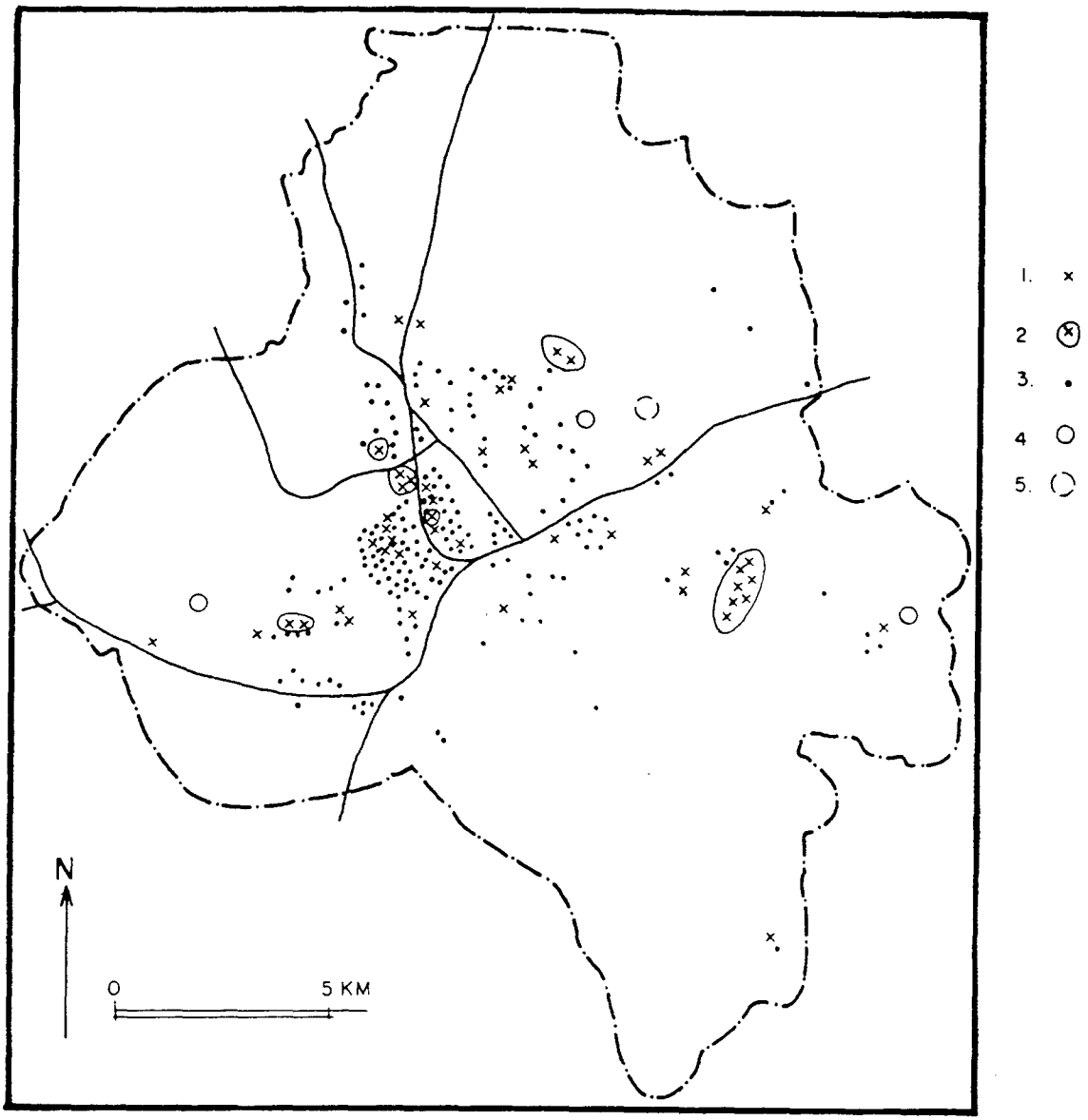
Taille des bacs en m^3	Nombre de bacs en service	Nombre de vidange moyen annuel par bac	Volume total annuel enlevé par type de bac
4	130	104	54 080
5	68	52	16 680
15	37	52	28 860
Total	235	208	100 620

Source : Mwiraria (M.), Broome (J.), Semb (T. R.), Meyer (W. P.), *Municipal solid waste management in Uganda and Zimbabwe, Draft report, 18 mai 1991*, Washington, Harare, Nairobi, UNDP/Worl Bank Water and Sanitation Program, p. 15.

Mais le nivellement signalé plus haut ne signifie pas égalisation, et l'inégalité géographique des espaces urbains en terme de besoins et de services effectivement reçus en matière de ramassage des ordures demeure un trait caractéristique de Kampala comme de bien d'autres villes du tiers-monde. Du fait des caractéristiques géographiques du centre et des périphéries kampalaises, la contrainte technico-financière produit une logique d'exclusion et de ségrégation plus spatiale que sociale. Cette ségrégation exclut la majorité des habitants de la périphérie des circuits municipaux de collecte des ordures.

La carte de localisation des bacs présente bien l'exclusion de la périphérie, et la concentration des équipements dans le centre ville. Ce privilège central est corroboré par le tableau suivant qui compare la capacité de stockage des ordures et la production journalière estimée des populations résidentes et des marchés à l'échelle de la division (RC3).

342 : A cet égard Kampala ne peut pas être comparée à Tananarive. Voir Camacho (M.), *Les poubelles de la survie : la décharge municipale de Tananarive*, L'Harmattan, Paris, 1986, 206 p.



Carte
La localisation des bacs à ordures : la dichotomie centre - périphérie produite par la municipalité en 1991 ; échelle : 1 cm = 1 230 m.

1 : bacs de 15 m^3 ; 2 : concentration de bacs de 15 m^3 dans les principaux grands ensembles de Kampala ; 3 : bacs de 4 ou 5 m^3 ; 4 : décharge municipale désaffectée ; 5 : décharge municipale temporaire.

Tableau

L'inégalité entre le centre et la périphérie en matière d'évacuation municipale des ordures.
(La première valeur s'applique aux résidents et la seconde aux marchés de la zone.)

	Production journalière d'ordure	Capacité de stockage dans les bacs du KCC
Centrale	345 118	735 81
Rubaga	468 70	114 66
Kawempe	374 54	238 17
Nakawa	370 67	129 41
Makindye	511 118	97 27

Sources : Uganda Infrastructure Project, PCU, *Solid Waste Disposal, An Assessement of the Current Refuse Collection and Disposal Services Provided by KCC*, Kampala, août 1988, 24 p.

En rapportant le volume produit sur la capacité de stockage, il est possible d'établir un indice d'adéquation par zone. Cet indice est théorique parce que fondé sur l'hypothèse d'un ramassage quotidien généralisé des bacs. Il présente cependant l'avantage de permettre une comparaison entre les divisions. Si l'indice est égal à 1 l'adéquation est parfaite, inférieure à 1 la zone dispose d'une marge de progression, par contre si l'indice est supérieur à 1, le ramassage des ordures n'est pas correctement assuré. Les quatre divisions périphériques présentent une situation bien moins favorable que la division centrale. A une échelle plus fine, les quartiers privilégiés par le KCC sont ceux du centre fonctionnel (Nakasero et Nakivubo) et des quartiers réguliers aisés (Kololo) ainsi que certaines des zones d'habitat populaires péricentrales (Mengo-Kisenyi, Kamwokya, Rubaga) ou planifiées (Nakawa et Nsambya). Dans les secteurs les plus défavorisés, essentiellement ceux qui sont en cours de densification, comme les collines de Kyebando ou de Kabowa, le KCC n'a pas encore pris la mesure des évolutions en cours, et n'a pas adapté la dispersion des bacs à l'extension du tissu urbain.

La non perception de la taxe d'enlèvement et l'existence de pratiques pseudo rurales de substitution anciennement appliquées font que la population ne manifeste pas de rancœur à l'égard de la municipalité concernant ce problème, et que l'attente des Kampalais est excessivement faible. Le ramassage des ordures n'est pas inscrit parmi les priorités des revendications populaires. C'est sans doute pourquoi, malgré la faible proportion de population desservie par les services municipaux, l'observateur est frappé par l'absence de recours à des aménagements collectifs alternatifs d'entrepôt et de collecte des ordures. Des caisses en ciment aux points stratégiques des principaux ensembles résidentiels ont été construites, mais ont depuis longtemps été abandonnées ou bien ne sont plus utilisées. Ainsi dans l'ensemble d'immeubles de Makerere-Kivulu, le KCC s'est senti dans l'obligation de disposer un bac à côté d'une caisse en parpaings sous utilisée. Le recours à d'autres méthodes de stockage collectives comme les paniers ou les barils d'essence de 200 litres ne semble pas être fréquent à Kampala. Il est vrai que les dits bidons seraient sans doute rapidement volés! La faible fréquence des opérateurs de services urbains marchands [343] est également caractéristique de Kampala.

343 : Voir *Villes en développement*, n° 20, juin 1993.

La majorité de la population n'existe donc pas pour le service de collecte et d'enlèvement des ordures, et est ainsi amenée à se débrouiller elle-même. Les carences des services publics ne trouvent de solutions pratiques que grâce aux habitudes individuelles autorisées par le milieu. La "débrouille" demeure essentiellement individuelle. Malgré tout, de l'avis de la plupart des observateurs avertis, Kampala, de même que la plupart des villes ougandaises que nous avons visitées, frappe par sa relative propreté. La forte implication individuelle dans la lutte contre la saleté dont les racines plongent à la fois dans la culture pré-coloniale et dans la prégnance des leitmotive hygiénistes diffusés par l'école, la forte proportion des matériaux organiques ainsi que la faiblesse des densités contribuent à cette propreté relative. Le climat chaud et humide et la nature des déchets accélèrent la décomposition, qui permet l'utilisation des ordures ménagères comme compost, dont l'action fertilisante est depuis longtemps connue.

Tableau
Méthodes alternatives d'élimination des ordures à Namuwongo

Méthode alternative d'élimination des ordures	Nombre de familles
Collecteur privé	7
Trou sur la concession	52
Petite décharge sauvage	35
Autre	8
Total	102

Source : Bushra (M.), *Namuwongo up-grading and low-cost housing project: recycling of solid waste*, E.R.L., I.L.O., septembre 1991, p. 30

La plupart des habitations périphériques disposent leurs déchets soit sous forme épandue sur un jardin de case soit entassés dans un trou qu'une fois plein on recouvre de terre. Ces deux pratiques se retrouvent dans les espaces résidentiels aisés où les "jardins de case" servent d'appoint alimentaire aux domestiques.

Dans les zones les plus densément peuplées ou sur les marchés (chaque vendeur produit en moyenne et par jour 0,3 kilo de déchets), ces pratiques individuelles ne peuvent avoir cours. C'est pourquoi le KCC concentre ses conteneurs autour de ces zones - *slums* ou ensembles d'habitat collectifs et centre ville - et sur les marchés ainsi qu'en certains points stratégiques des quartiers aisés. Les marchés sont équipés par des bacs de 4 ou 15 m^3 disponibles actuellement. Cette localisation préférentielle des bacs répond au louable souci d'améliorer les conditions d'hygiène d'exercice du commerce alimentaire et de desservir ainsi un maximum de population puisque les marchés sont véritablement fréquentés par l'ensemble de la population. Elle contribue également à légitimer par le service rendu la ponction fiscale croissante exercée par le KCC. En outre, cette localisation foraine présente l'avantage de desservir également les ménages résidant à proximité. Aussi, les habitants de *Naguru estate* déposent ils leurs déchets auprès du bac destiné au marché. Paradoxalement, l'impression globale de propreté est justement infirmée dans les zones que le KCC prétend drainer. Dans la zone centrale ou près des marchés, le passant croise des bacs enfouis sous les ordures, parce que leur remplacement par un bac vide a trop tardé, attirant chiens errants, rats, marabouts et autres corneilles. La bien trop faible fréquence de collecte [344] des conteneurs pleins conduit à une accumulation nauséabonde et inesthétique des déchets autour.

Parfois pour résoudre cette contradiction, des opérations "*keep Kampala clean*" sont décrétées. La mobilisation des collectivités (écoles et armée essentiellement) et des résidents

---

344 : La fréquence théorique de l'enlèvement des bacs varie en fonction de leur localisation. Les bacs des marchés devraient être ramassés tous les jours, ceux des quartiers densément peuplés tous les trois jours et ailleurs une fois par semaine. Dans les faits, l'irrégularité domine le ramassage à cause des contraintes qui pèsent sur la flotte des véhicules.

est une pratique banale en Afrique, pour tenter de résorber le trop plein d'ordures, et présenter une image plus attrayante de la ville. Ainsi en mars 1989, les écoles de la ville étaient-elles impliquées dans une opération de deux semaines appelée "*Keep Kampala City Clean*", décidée par le Département municipal de l'éducation (*City Education Department*) [345]. L'idée de cette opération fondée sur l'utilisation des élèves pour le nettoyage des rues a été ramenée du Rwanda, par un groupe de 30 directeurs d'école en voyage d'étude dans ce pays. Ces opérations sont particulièrement fréquentes avant les événements importants. Ainsi, la visite du Pape en février 1993 a-t-elle été l'occasion d'une grande opération de ce type orchestrée par les RC. Parfois ceux-ci ont institué un système hebdomadaire de destruction des ordures par le feu à l'échelle du quartier. Par exemple, dans la zone de Namuwongo, le RC II a réservé un espace libre dans le tissu urbain pour que toutes les fins de semaines les ordures ménagères y soient brûlées collectivement.

Cependant, le ramassage des ordures constitue une des priorités essentielles du KCC. Ainsi que le notait le Comité de la résistance de la ville de Kampala (*Kampala City Resistance Council*) réuni le 24 janvier 1991 : "*Council had planned to concentrate on the exercice of keeping Kampala clean but this could not be achieved because of lack of equipments*" [346]. En effet, la population kampalaise demeure très attachée à l'image de Kampala la "*Garden City*". Un éditorial de *New Vision* [347] souligne la dégradation paysagère que Kampala a subie. L'éditorialiste attaque le *Kampala City Council* pour n'avoir pas su empêcher que les bananiers, les plants de manioc et la culture de la patate douce ne prennent la place des massifs de fleurs, des gazons et des arbustes bien taillés. Il continue en s'offusquant du fait que trois genettes aient pu être très sérieusement prises pour des léopards et qu'un python de cinq mètres ait pu être trouvé en pleine ville. "*This demonstrate the state into which Kampala once known as the Garden City of Africa, has fallen. Such is everywhere*". La solution au problème que suggère le journaliste repose sur les *Resistance councils* qui pourraient exiger des résidents qu'ils entretiennent les abords de leur concession et qui pourraient, à leur niveau, mobiliser la main d'oeuvre nécessaire à l'élagage, le débroussaillage des parcelles "vides" et le ramassage des ordures au niveau local.

Effectué à travers l'étude de ses moyens généraux et de l'exemple plus précis du ramassage et du traitement des ordures, un bilan de l'action municipale prouve l'extrême indigence des moyens, et la médiocrité des services rendus à la population kampalaise. Ces faiblesses ne permettent pas à la municipalité de considérer les quartiers et leurs occupants comme égaux; le KCC au travers de ses choix géographiques opère fortement la distinction centre/périphérie. La géographie des services contribue ainsi à la différenciation de l'espace urbain. Les carences municipales ne laissent pas la population inactive, car elles provoquent des réponses populaires de nature variée. Réponses individuelles et tactiques collectives se combinent, en fonction des contingences locales - dans le cas de la gestion des ordures, elles sont principalement déterminées par les densités - pour résoudre la contradiction entre les moyens municipaux et les besoins nés de la concentration humaine. Cette prise en charge de la gestion urbaine par les résidents eux-mêmes ne s'exprime nulle part mieux qu'en ce qui concerne les services scolaires et médicaux.

---

345 : *New Vision*, 30 mars 1989 et 3 avril 1989

346 : City Council of Kampala, *Council agenda and commitee reports for the month of February 1991, Special meeting of K.C.R.C. of 24th January 1991*, p.3

347 : *New Vision*, 7 août 1989.

Les équipements scolaires et médicaux : démission de l'Etat, mobilisation des usagers et action des organisations non gouvernementales.

L'objet n'est pas ici de décrire par le menu les équipements scolaires et médicaux, ni les pratiques qui leur sont associées, mais de mettre en lumière les processus sociaux associés et les structures spatiales produites, c'est-à-dire de montrer comment la décadence de l'Etat a amené les citoyens à prendre en main la gestion et le développement des équipements scolaires et médicaux.

Ceux-ci non pas suivi la croissance de la population, et ont subi la même dégradation que les autres services urbains. Un lent processus de dégradation des services rendus s'est produit face auquel les usagers, les professionnels et les intervenants préoccupés du bien-être social ont réagi par une véritable privatisation. L'antériorité de celle-ci par rapport aux plans d'ajustement structurel a atténué leurs conséquences sociales. Dans les secteurs scolaire et médical, le Kampalais était déjà ajusté avant que la Banque mondiale et le F.M.I. n'interviennent.

Les cartes du semis des équipements sanitaires et scolaires montrent des modes de distribution grossièrement similaires. Quoique inégal, le semis des équipements les plus simples - dispensaires et écoles primaires - couvre l'ensemble de l'agglomération. Par contre, les équipements supérieurs - hôpitaux et écoles secondaires (le cas des trois campus universitaires est différent) - présentent une propension réelle à être localisés au centre de l'agglomération.

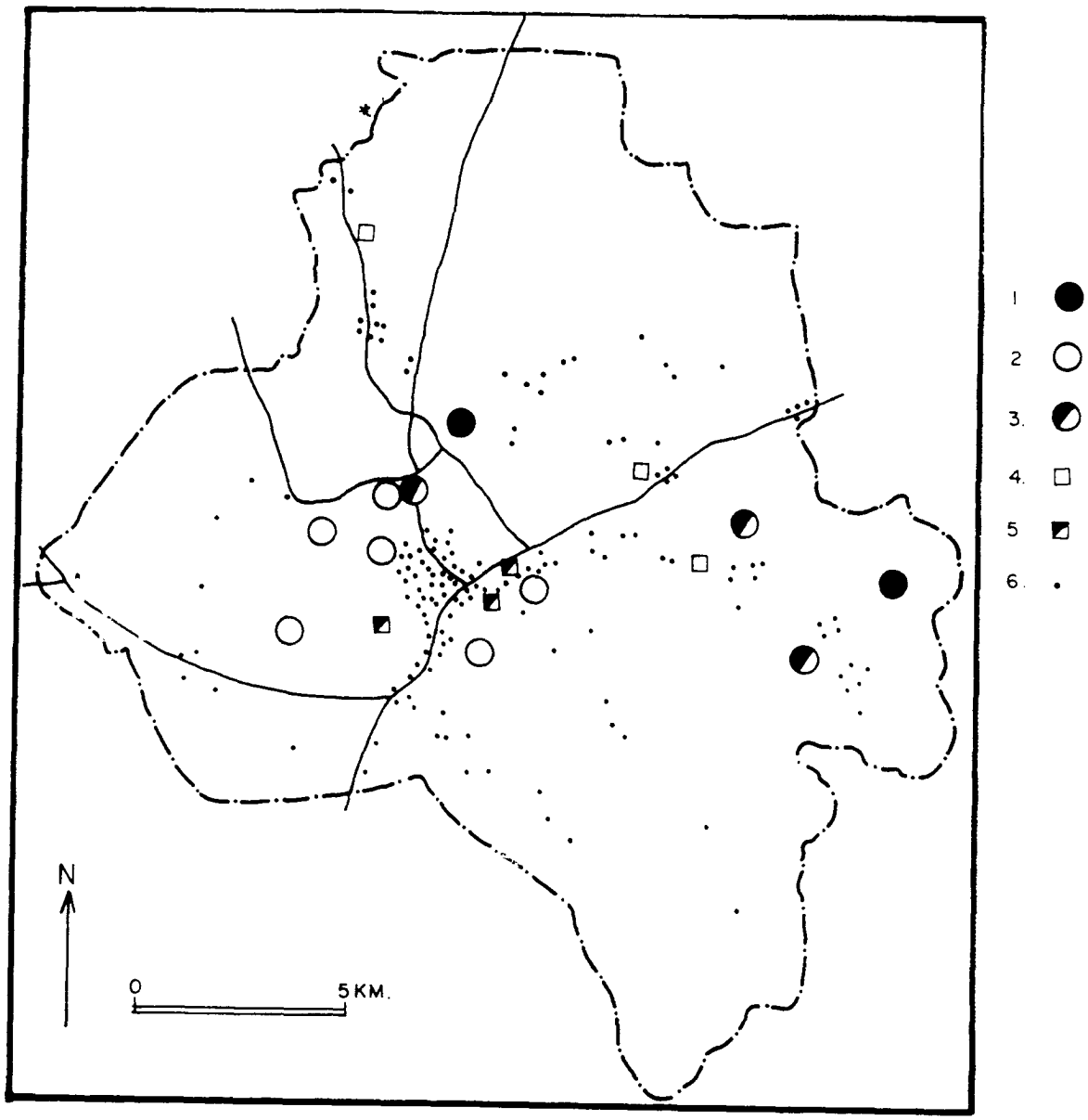
Mais le semis assez régulier des écoles ne rend pas bien compte de la réalité des conditions d'enseignement. Alors qu'en théorie chacune des 133 écoles primaires devrait accueillir au maximum 840 élèves, la plupart en scolarisent plus de 1 000. Le nombre d'élèves peut atteindre 3 500. Le surpeuplement et l'absence de matériels pédagogiques aussi simples qu'un tableau noir rendent la mission de scolarisation des enseignants particulièrement difficile. Sous-équipement et sous qualification - bien des enseignants n'ont aucune qualification - conjuguent leurs effets pour affaiblir le niveau de l'enseignement reçu.

Pourtant, l'afflux de jeunes ruraux à des fins de scolarisation prouve que les conditions urbaines sont encore meilleures que les conditions rurales [348]. La raison essentielle réside dans le différentiel de richesse des parents qui permet aux écoles urbaines un meilleur fonctionnement, un encadrement plus nombreux et relativement plus performant. En effet, face à la démission de l'Etat - responsable des écoles secondaires - et de la municipalité - responsable des écoles primaires, les parents se sont très tôt organisés pour participer à la gestion et au développement des capacités d'enseignement des écoles. La tradition d'inspiration britannique dans laquelle les écolages constituent pratiquement une obligation les avait sans doute prédisposés à se préoccuper du problème. Les parents en association avec les enseignants ont créé dans chaque école une PTA (*Parents Teachers Association*).

Cette association constitue en fait le comité de gestion de l'école. Un bureau est élu par l'assemblée des parents réunis en assemblée générale. Le bureau, en collaboration avec le directeur d'école, en fonction des besoins estimés, élabore un budget. Dans les faits il fixe le montant annuel des écolages. Ceux-ci constituent en effet la majorité des revenus de l'institution. Nous disposons d'une étude sur l'école secondaire de Kitante au centre de la capitale qui compte environ 1 600 élèves. En 1991, la subvention du ministère de l'éducation (*capitation grant*) s'élève à 4 745 shillings par élève et par an. La contribution parentale obligatoire sous peine de renvoi s'élève, en 1990, à 7 900 shillings par trimestre. Le

---

348 : En 1988, une visite dans le Luwero nous avait laissé complètement désemparé face au dénuement des écoles des villages traversés. Il ne restait virtuellement plus que les murs. Les soldats d'Obote et d'Okello avaient entrepris un véritable travail de destruction systématique des écoles. Ce faisant ils ne s'étaient pas trompés sur le rôle de l'école dans la reproduction de la richesse relative des Baganda par rapport aux gens du nord.



Carte .

Les équipements de santé à Kampala : le poids du centre ville.

1 : hôpitaux publics ; 2 : hôpitaux privés ou confessionnel ; 3 : hôpitaux institutionnels ; 4 : dispensaires municipaux ; 5 : cliniques municipales ; 6 : cliniques ou dispensaires ou maternités privés.

décompte précis de cette somme est difficile à faire. Néanmoins, 1 500 shillings servent à augmenter le salaire des enseignants (*moral booster*), 1 000 shillings à payer les cours supplémentaires du samedi, 1 300 shillings à permettre l'achat de livres et de cahiers, 2 500 shillings à construire de nouvelles classes, 1 000 shillings pour un programme destiné à promouvoir l'apprentissage de matières techniques et, enfin 600 shillings pour les allocations logement et transport du personnel.

Donc non seulement, les parents participent à la gestion de l'école, mais ils en assurent le bon fonctionnement et le développement. Les parents assistent l'école près de 5 fois plus que l'Etat. Le déclin de l'Etat a conduit les Ougandais à privatiser, et à prendre en main la gestion et le développement des institutions scolaires.

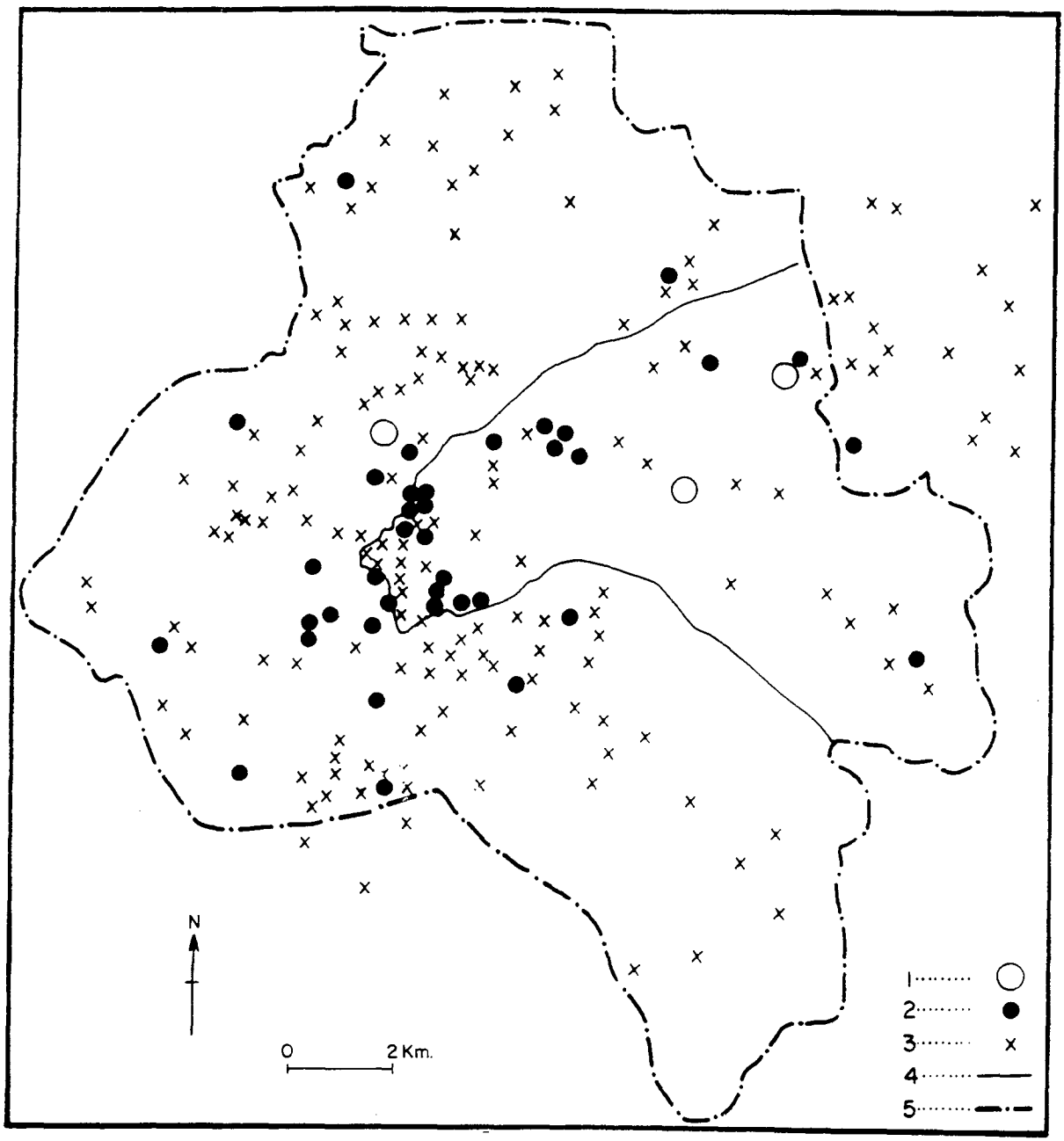
Cette privatisation ne s'effectue pas sans heurt. D'une part, à cause de la propension que les directeurs d'écoles, responsables de l'exécution de l'exercice, ont de détourner de l'argent. Les colonnes des journaux sont faites de ces faits divers où le directeur de l'école est "parti avec la caisse", ou bien des démêlés des parents avec un directeur peu scrupuleux qui cherche à accroître les écolages au delà de la limite du raisonnable et surtout au delà des dépenses effectives. D'autre part, le personnel enseignant "joue sur du velours" dans une société où le symbole de l'ascension sociale passe encore par la réussite scolaire et où les places à l'école sont dures à gagner. Il faut imaginer que l'entrée à l'école primaire se fait sur examen. Le succès des écoles maternelles (*kindergarten*) entièrement privées auprès de la bourgeoisie kampalaise ne s'explique pas autrement. Le rang à l'examen d'entrée à l'école primaire conditionne le choix des parents. Les mieux placés se précipitent dans les écoles les plus cotées. Celles-ci sont déterminées par le coefficient de réussite à l'examen de fin du cycle primaire (*O level*) à l'issue duquel le même système est appliqué, mais cette fois-ci avec un quota d'entrée, qui laisse les trois quarts des élèves à la porte du cycle secondaire. Ce système très compétitif alimente une course au cours supplémentaire que les enseignants utilisent comme argument dans le marchandage permanent qui les opposent aux parents. En effet, les enseignants utilisent la nécessité d'achever les programmes nationaux avant les examens pour exercer un véritable chantage sur les parents. Les arguments de ce chantage consistent à arguer de la nécessité absolue - transformée en quasi obligation - de cours supplémentaires - donnés le soir après le temps légal d'enseignement, ou bien le samedi - pour achever le programme. Dans la réalité, on observe que l'intitulé des devoirs sont donnés au cours de ces cours supplémentaires. Aussi il est pratiquement impossible pour un enfant de reussir sa scolarité sans assister à ces cours dont l'accès est bien évidemment payant. "*[illegible] classes become compulsary since staying away would mean missing part of the syllabus*" [349]. Ces pratiques vont jusqu'à la suppression de fait du calendrier scolaire puisque le «*coaching*», c'est à dire les leçons supplémentaires, a également lieu durant les vacances [350].

Les effets sur les enfants de telles pratiques sont pernicieux dans la mesure où ils sont transformés en potaches ânonnants dès leur plus jeune âge. Mais plus grave encore, la hiérarchie sociale se reproduit à l'identique à travers de ce système scolaire, qui privilégie les riches au détriment des pauvres à qui l'accès à la salle de cours est de fait physiquement interdit. Pouvait-il en aller autrement? La démission de l'Etat a non seulement abouti à une homogénéisation par le bas de la qualité de l'enseignement, mais également à une attitude autarcique des écoles. La prise en charge par les parents tend à reproduire la structure passée puisque les meilleures écoles attirent les enfants des parents les plus riches et les meilleurs enseignants. En effet, comme la valeur de l'enseignant, donc son salaire, est calculée à partir des résultats aux examens, il privilégie les meilleurs éléments au détriment des autres. Les plus faibles loin d'être aidés par le système ne font qu'y perdre leur temps, jusqu'à ce qu'ils

---

349 : *Weekly Topic*, semaine du 10 âout 1988.

350 : *Weekly Topic, idem*, p. 1. Dans cet article, un assistant de l'université de Makerere dénonce "la tendance à saturer les enfants de travail qui équivaut à un infanticide". Pour se défendre, le directeur de l'école visée se retranche derrière la décision de la PTA. De plus il voit là une façon d'empêcher les enseignants de donner ces leçons complémentaires chez eux.



Carte .

Relative régularité du semis scolaire primaire et concentration centrale du semis secondaire.

1 : établissement d'enseignement supérieur ; 2 : établissement d'enseignement secondaire ; 3 : établissement d'enseignement primaire ; 4 : limites de la ville publique ; 5 : limites municipales.

en soient exclus. La commercialisation de la compétence relative des enseignants transforme donc l'école en un formidable instrument de sélection sociale. Cette caractéristique fondamentale explique la tombée différentielle des écoles réputées, celles du centre ville, et des autres, celles de la périphérie. Les premières recrutent dans un rayon très large. Leurs élèves viennent de l'ensemble de l'agglomération. Les autres, au contraire ont un rayonnement beaucoup plus réduit et forment un des noyaux de la territorialité périphérique. Une tombée discontinue s'oppose à une spatialisation en territoire. La première est plus urbaine, la seconde plus rurale.

Les mêmes processus de dégradation, du fait d'un surpeuplement relatif et du manque d'entretien, et de privatisation affectent les services sanitaires. L'ensemble des recherches, nombreuses pour cause de Sida, menées sur le thème de l'accès aux soins de santé concordent sur ce point [351]. L'évaluation de la situation n'est nulle part plus synthétique que dans le *Report of the health Policy Review Commission* de 1987.

> "*When Government Health Units were functioning well in the 1960s Private Practice was on small scale, but as the services deteriorated and the economic situation become severe... private clinics, Medical laboratories, and Pharmacies mushroomed all over the country, involving even the health personnel employed in Government. The general breakdown of law and order in the country made it impossible to enforce statuory controls laid down in the various Acts governing health. Although good private practice is a very important service to the population, the existence of many illegal private clinics and the indiscriminate peddling of drugs by unqualified persons pose a threat to the live of the people of Uganda*".

Les maux des services de santé sont connus, et communs à l'ensemble continental : manque de praticiens, manque d'appareils et de médicaments [352], surpeuplement des hôpitaux, des dispensaires, etc. La pénurie généralisée provoque une pression sur l'offre de services que seule la commercialisation, sélection aux dépens des plus pauvres, peut soulager. Ce processus, conjugué à la détérioration des conditions salariales des fonctionnaires, a engendré une privatisation des services de soins. Celle-ci prend plusieurs visages.

D'une part à l'intérieur même des services publics, les employés des services hospitaliers gouvernementaux soumettent leurs interventions au préalable d'un paiement illégal. D'autre part, la plupart des médecins, voire des infirmiers se sont résolus à ouvrir des cliniques ou des cabinets privés à l'extérieur du système public. Des arrangements spéciaux avec des collègues leur permettent de répondre aux obligations de leurs deux emplois. Ces établissements médicaux privés sont largement approvisionnés en médicaments volés aux programmes internationaux ou bien introduits en contrebande. C'est pourquoi La majorité des établissements médicaux à Kampala sont privés. De plus, de l'avis général la qualité et l'efficacité des soins prodigués dans ces centres sont supérieures à celles qu'offrent les équipements gouvernementaux. Aujourd'hui, il semble que la majorité des patients fréquentent les services privés. Depuis 1972, l'augmentation de la capacité curative urbaine repose entièrement sur ce secteur. La localisation des centres de santé privés répond à deux critères : centralité et accessibilité pour les consommateurs potentiels.

C'est pourquoi la carte du semi médical présente une forte concentration au centre de la ville et une dispersion secondaire dans certains des quartiers les plus peuplés. Le rayonnement spatial de ces services privés se calque grossièrement sur celui des écoles. Au

---

351 : Voir entre autres, Whyte (S. R.), "Medicines and self-help : the privatization of health care in eastern Uganda", *in* Hansen (H. B.) & Twaddle (M.), *Changing Uganda*, James Currey, Londres, 1991, p. 130-148; Namboze (J. M.) & Hillman (E. S.), "Kasangati Health Centre : Past, Present and Future", *in* Dodge (C. P.) & Wiebe (P. D.) (eds.), *Beyond Crisis. Development Issues In Uganda*, MISR - African Studies Association, Kampala - New York, 1987, p. 113-120.

352 : *Weekly Topic*, semaine du 23 août 1989, p. 1. "*«Killer' tax» causes drugs shortage in Mu[illegible]go*"

centre les cliniques privées voient des clients affluer de l'ensemble de l'agglomération. Dans leurs clientèles, aux habitants de la demi-lune des quartiers péricentraux précaires et sous-équipés s'ajoutent les travailleurs des autres quartiers. Par contre, les centres médicaux privés périphériques desservent un espace beaucoup plus restreint. Deux types de territorialités urbaines se dessinent donc, dont la combinaison est foncièrement inégalitaire. Le centre conforte sa position dominante par rapport à des périphéries éclatées, beaucoup moins bien équipées. Mais les dynamismes dont elles sont le théâtre parviennent à limiter l'accroissement de l'écart entre les besoins et l'offre de service de santé. La privatisation par sa quête du créneau rentable conduit un double mouvement de renforcement du primat central et de déconcentration vers des espaces périphériques jugés suffisamment rentables. Cette dernière évolution induit cependant une différenciation interne à la périphérie, entre les espaces attractifs c'est à dire densément peuplés, et les espaces, non pas répulsifs, mais relativement sous-peuplés et donc inattractifs.

Donc, ce processus de privatisation, s'il permet de pallier les carences les plus criantes de l'Etat ne parvient pas à compenser l'accroissement des besoins. Une détérioration inégalitaire spatialement et socialement de la situation sanitaire depuis la fin des années 1960 en est certainement le résultat. L'inégalité frappe encore aux dépens des plus pauvres, dans la mesure où les cliniques les mieux équipées et les mieux approvisionnées en médicament sont également les plus chères. Elle frappe également les plus périphériques des urbains parce que les établissements privés les moins bien équipés sont situés dans les quartiers les moins densément peuplés. L'inégalité face à la maladie et à la mort en constituent la conséquence [353].

Face à cette dégradation inégalitaire des services scolaires et médicaux, les équipements religieux paraissent des îlots rescapés du déclin. Comme souvent en Afrique, la mission ou l'église demeurent des pôles structurants de l'équipement et de l'encadrement social des villes, des quartiers et des villages. Des onze hôpitaux de Kampala, cinq relèvent d'institutions religieuses. Un certain nombre des cliniques que la carte montre comme privées sont en fait gérées par les religieux. A cette importance quantitative, s'ajoute l'importance qualitative de ces équipements. Ces hôpitaux sont les meilleurs du pays. La qualité de leur personnel, à tous les niveaux, de leurs équipements et de leur approvisionnement n'est plus à prouver. La présence de médecins et de chirurgiens de qualité, que leur foi enferment dans le pays, à la différence des médecins et chirurgiens laïcs sensibles à l'attrait de «prés plus verts» (*greeners pastures*), est pour beaucoup dans le maintien de la qualité des soins dispensés. C'est pourquoi l'hôpital Saint-Francis de Nsambya est considéré comme le meilleur d'Ouganda.

Mais les églises ne se contentent pas de bien gérer l'acquis, elles préparent, dans la mesure de leur moyen l'avenir. L'aura, l'audience des leaders religieux, les ressources symboliques qu'ils sont à même de mobiliser leur permettent de solliciter activement leurs ouailles et leurs ressources matérielles sur des projets essentiellement scolaires et médicaux. La sous paroisse anglicane de Saint-Stéphane de Luzira (*Luzira St Stephen sub-parish*) est à cet égard exemplaire. Autour du temple, la paroisse gère une école primaire, une des rares écoles secondaires périphériques de Kampala, ainsi qu'un dispensaire et une maternité de trois lits. Mais surtout, elle prévoit la construction d'un hôpital pour enfant et d'une école maternelle. Un processus de polarisation des équipements collectifs autour des équipements religieux est donc en cours, fondé sur une base foncière constituée par un terrain de 2 hectares possédé en

---

353 : Le développement et l'amélioration de l'égalité des Kampalais face à la maladie ne passe pas forcément par une politique uni-sectorielle qu'elle soit au profit des établissements publics ou des établissements privés. Les liens qui existent entre les deux ensembles - communauté de personnel, approvisionnement des cliniques privées par les magasins des hôpitaux et cliniques publiques - les unissent en un seul système. Une politique possible serait peut-être d'attribuer au service public appuyé sur l'aide internationale la responsabilité des soins préventifs et aux services privés celle des soins curatifs.

lease pour 199 ans par le diocèse de Namirembe de l'Eglise d'Ouganda (*Church of Uganda*). Il s'agit d'un terrain échangé au gouvernement contre un terrain *freehold* détenu depuis l'*Uganda Agreement* de 1900.

Il faut distinguer le processus de gestion de celui de développement des équipements scolaires dans la mesure où ils ne font pas appel aux mêmes mécanismes sociaux. D'une part, la gestion est de type partenariale dans la mesure où le gouvernement nomme un certain nombre d'enseignants et les payent partiellement ; les parents prennent à leur charge le reste des dépenses selon le principe décrit plus haut à travers l'exemple de l'école de Kitante.

D'autre part la production de nouveaux équipements provient d'une mobilisation communautaire locale. En d'autres termes, les fidèles prennent la responsabilité des opérations de développement. Pour ce faire, les organisations de chrétiens - *mothers' union* et *fathers' union* - ont élus un comité de développement constitué d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de trois représentants des «petites églises» [354]. Ce comité est chargé de récolter, et de gérer des fonds destinés à l'accomplissement des deux projets. Deux voies lui sont ouvertes pour financer les projets. Tout d'abord, une partie (42% [355]) des dons dominicaux des paroissiens reste à la paroisse pour ses activités (assistance aux pauvres, projets de développement, etc.). Ensuite, le comité de développement est chargé d'organiser des activités de collecte : kermesse, *funds raising*, démarchage auprès des entreprises voisines, ventes aux enchères de bricoles produites par les paroissiens. L'opération la plus rentable reste le *fund raising* dont le principe est similaire à celui des *harambee* kenyans. En effet, les ressources sociales des paroissiens, ainsi que leur pouvoir de négociation collectif avec les autorités religieuses et politiques dont elles dépendent (hiérarchie anglicane, système des *Resistance Committees*) sont alors mobilisés. L'objectif est d'inviter les plus hautes autorités possibles dont on espère qu'elles feront preuve de générosité distributive. Mais pour ce faire, il est nécessaire pour le groupe solliciteur d'apparaître comme un interlocuteur local potentiellement politiquement représentatif, puissant et responsable. L'argument matériel, essence même du développement local et de la structuration spatiale, se présente donc comme décisif dans la constitution de groupes de pression territorialisés, dont l'intérêt immédiat, si ce n'est exclusif, passe par l'amélioration des services urbains. C'est pourquoi nous souscrivons totalement à la démonstration d'Achille Mbembe. "Le retrait de l'Etat de certains des espaces qu'il occupait jusqu'à présent [...] fait que, dans certains régions, les Eglises tendent à récupérer des fonctions qui dépassent largement celles qu'elles s'octroyaient traditionnellement, au nom du devoir de charité et de compassion. Ce faisant, elles amassent un pouvoir et occupent une surface d'influence qui, pour être maintenue et consolidée, les oblige à raffiner [...] la façon dont elles se compromettent avec les potentats locaux" [356]. Néanmoins, nous nous en démarquons, il est vrai à partir de l'exemple bien étroit de la sous paroisse de Saint Stéphane, mais que l'on peut à notre avis étendre à la majorité des paroisses kampalaises, à propos de l'importance des ressources extérieures et de leur contribution au développement local. L'exemple de cette paroisse montre au contraire un développement, par force, autocentré, c'est à dire finalement relativement autarcique. En effet, le bilan des relations financières de la paroisse avec le haut de la hiérarchie et singulièrement le diocèse est globalement déficitaire. Le diocèse fournit parfois des médicaments et quelques équipements médicaux légers, mais très irrégulièrement. Comme la contribution de l'Etat au fonctionnement des écoles ne couvre qu'une minorité des besoins, force est donc d'admettre que l'affermissement de ces pôles locaux de développement, que sont les églises, repose essentiellement sur les capacités de la communauté locale à financer ses propres projets. A

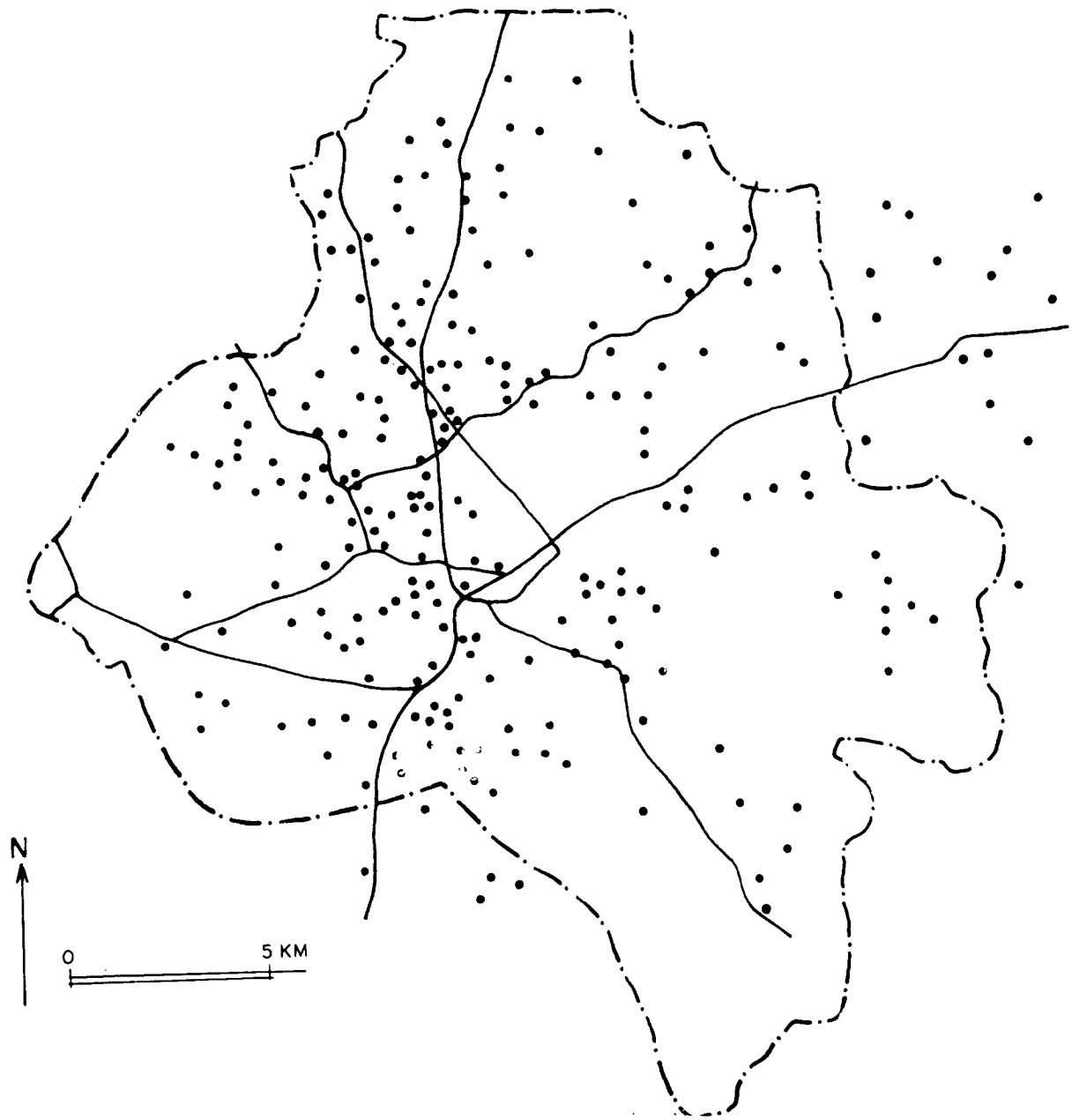
---

354 : Sous ce terme, il faut entendre les églises anglicanes qui ont été construites sur le territoire de la sous-paroisse de Saint Stéphane pour répondre à l'accroissement de la population.

355 : La répartition exacte de la ventilation des dons dominicaux est la suivante : 2% vont à la province, 9% au diocèse, 4% au collège Bishop Turkwell, 5% à l'archidiocèse, 5% aux séminaires, 6% au synode, 5% aux œuvres pour le clergé, 22% à la paroisse et 42% restent à la sous-paroisse.

356 : Mbembe (A.), "L'argument matériel dans les églises catholiques d'Afrique : le cas du Zimbabwe (1975-1987)", *Politique Africaine*, n°35, octobre 1989, p. 50-65.

l'échelle de la ville, une atomisation des projets de développement en est la conséquence qu'illustre potentiellement la carte du semis des équipements religieux à Kampala.



Carte .

L'extrême régularité du semis des équipements religieux : l'appartenance religieuse au centre de l'identité et de la sociabilité urbaines.

Mais, la régularité du semis des équipements religieux ne doit cependant pas masquer les différenciations internes entre, d'une part à l'échelle des quartiers, les centres paroissiaux, relativement puissants et les établissements subordonnés, et d'autre part, à l'échelle urbaine, entre les quartiers riches et les quartiers pauvres. C'est pourquoi, ce processus d'atomisation joue une fois de plus de façon déséquilibrée, car il engendre une accumulation différentielle au profit des espaces les plus privilégiés. Des territoires intra-urbains d'inégal niveau de développement apparaissent, qui, si aucune autorité fonctionnant à une échelle plus petite et susceptible d'opérer efficacement des transferts de ressources n'intervient, aboutit à construire une structure ségrégative puissante. Pour le moment, une telle autorité n'existe pas à Kampala, et les transferts qui peuvent exister, lient plutôt certains quartiers de la ville à certains villages.

L'analyse des efforts d'équipement des *Resistance Committees* dévoile la même logique d'accumulation différentielle et le biais spatial en faveur des espaces les plus privilégiés. En effet, les RC, au-delà de leur mission essentielle de maintien de l'ordre civil et d'instauration de la démocratie politique, œuvrent ou devraient œuvrer pour le développement local. De fait, la nécessité de leur propre reproduction politique les amène à tenter de maîtriser les écarts d'équipement, entre les espaces qu'ils ont à gérer et une norme, supposée acceptable par leurs administrés. Dans la majorité des cas les projets de développement que les RC tentent de mettre en œuvre s'attaquent à deux types de problèmes distincts : d'une part, le soulagement des nécessiteux, c'est à dire en fait de la majorité des ménages, à travers des petits projets économiques, dont la plupart s'adressent en priorité aux femmes; d'autre part l'amélioration du niveau d'équipement collectif du secteur [357]. Ce second volet de la politique des RC pose le problème des groupes visés. Par exemple, le RC1 de la zone de Mawand. (colline de Munyonyo) a mis sur pied trois projets : un périmètre maraîcher pour aider les femmes à accéder au monétaire, la création d'un terrain de football et la réfection des routes du secteur. La limpidité du projet d'encadrement social et de mobilisation des ressources politico-sociales est sereinement assumée par les membres du bureau. Il s'agit de rallier à eux les jeunes et les *big men* du secteur. Cette finalité permet l'enrôlement des uns pour des travaux d'utilité publique et la sollicitation des portefeuilles des autres pour la location de la niveleuse, l'achat de l'essence et la rémunération du chauffeur nécessaires à l'amélioration de la voirie. Mais l'efficacité d'une telle stratégie politique dépend de son succès pratique et concret, lequel repose, en l'absence de ressources, sur les contributions des résidents, donc en définitive sur leur degré de coopération et de richesse.

L'inégalisation que la paix provoque est assez bien illustrée par les efforts que déploie le RC1 de Bugolobi bungalow , Francis Mbale, présentateur à la télévision nationale, pour faire refaire les routes de son quartier. Grâce à une contribution des habitants du secteur, pour la plupart motorisés, il a réussi à attirer le projet de réhabilitation routier que le KCC met en œuvre avec l'appui financier de la CEE. Pour ce faire, il est allé soudoyer l'ingénieur municipal afin qu'il inscrive la zone en priorité sur ses tablettes. Le résultat, est que les routes de ce quartier ont été refaites, avant certaines autres, pourtant à notre sens plus prioritaires. Avant la crise, l'ancien avantage d'équipement du quartier - dont le moindre n'est pas l'accessibilité - et la tenure publique avaient joué comme filtre social initial. L'espace avait façonné une société locale spécifique et privilégiée. La phase d'homogénéisation par le bas achevée, la société contribue à reproduire l'espace particulier qui l'avait induite.

Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les organisations de base contribuent donc modestement au développement des services urbains. Mais cette participation n'échappe pas à la même logique inégalitaire que l'intervention gouvernementale. Cependant, l'issue de

---

357 : Voir à ce sujet Ouma (S. O. A.), "Local Initiatives in Uganda with Special Reference to Mpigi District" *in* Gooncrate (W.) & [illegible] (C.), *Reviving Local Self-Reliance; People's Responses to the economic Crisis in Eastern and Southern Africa*, UNCRD, Nairobi, 1992, p. 237-255.

l'intervention des ONG et des RC n'est pas tant un renforcement de la centralité, qu'une différenciation des quartiers résidentiels entre eux. La conjonction des deux processus favorise donc l'apparition d'un processus de hiérarchisation et de complexification des espaces, et des groupes sociaux.

Les autres acteurs institutionnels chargés de la gestion des autres services urbains (eau, assainissement et électricité) montrent-ils les mêmes faiblesses, et appliquent-ils d'une façon également concentrée et partiale leurs moyens accentuant ainsi la différence entre un centre relativement intégré et une périphérie sous intégrée? La population fait-elle preuve d'autant de capacité d'adaptation?

Pour répondre à ces interrogations, l'exemple de l'adduction d'eau nous paraît essentiel. Mais l'interaction entre l'institution responsable et la population se complique avec l'intrusion d'un troisième type d'acteur, les institutions internationales, au premier rang desquelles la Banque mondiale.

Section 3. La gestion de l'eau : l'intervention sectorielle des acteurs internationaux renforce la logique géographique inégalitaire de la distribution.

L'eau potable constitue une denrée essentielle au bien-être des populations. A ce titre l'accès à l'eau ainsi que la façon dont elle est délivrée aux ménages dévoilent les modalités du développement et de la dynamique urbaine, et le rôle que les acteurs urbains y jouent.

Depuis le *National Water and Sewerage Decree* de 1972, après une période pendant laquelle la gestion a été décentralisée au profit des municipalités, la société nationale de l'Eau et de l'Assainissement (*National Water and Sewerage Corporation*), institution autonome, gère les systèmes d'adduction d'eau et d'égout dans 3 des villes ougandaises : Kampala, Jinja, Entebbe. En 1988, les villes de Tororo, Mbale, Masaka et Mbarara leur ont été adjointes, puis en 1992, celles de Gulu, Lira et Kitgum. Au delà du transfert de responsabilité des collectivités territoriales à la NWSC, le point le plus important de cette réforme de 1972 est que cette société est tenue de s'autofinancer, et doit donc pratiquer une politique de recouvrement des coûts puisqu'elle conditionne sa survie.

Depuis 1929, l'eau est tirée du lac Victoria [358] à la station de pompage de Gaba. De ce fait les ressources naturelles sur lesquelles repose la régularité de l'approvisionnement ne posent pas véritablement de problème [359]. Seuls, l'entretien des pompes et l'adaptation de leur débit à la consommation, ainsi que le contrôle de la qualité de l'eau doivent être assurés. Un traitement par gravité rapide et filtrage précède le chlorage. La capacité de pompage installée est de 72 000 m^3. Le réseau comprend deux niveaux de distribution avec au total 340 kilomètres de tuyaux d'un diamètre allant de 75 à 800 millimètres. L'étendue du réseau couvre 80% de la superficie municipale.

En 1984, l'état du réseau était particulièrement déplorable puisque des quartiers entiers pourtant équipés n'avaient plus d'eau depuis des années [360]. Les pertes du système atteignaient 40 à 70% de la quantité pompée, elle-même largement en deçà des capacités théoriques installées.

La NWSC a bénéficié de plusieurs aides internationales depuis le début des années 1980, dont la principale sous la forme de projets UNDP/Banque mondiale intitulé "*Seven Towns Water Project*". Officiellement intitulé "*Water Supply and Sanitation Rehabilitation Project*", ce projet nous intéresse particulièrement, dans la mesure où il est le seul projet d'ampleur, qui, initié en zone urbaine, a été achevé à ce jour.

L'objectif principal était de restaurer les services de base, en réhabilitant partiellement les systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement, mais également en améliorant l'efficacité opérationnelle des services chargés de la gestion des réseaux, c'est-à-dire la NWSC et le *Water Development Department* (WDD) du Ministère de l'eau et des ressources minérales. Le projet ne prévoyait pas d'extension du réseau.

Grâce à cette aide, l'approvisionnement en eau des villes ougandaises est relativement satisfaisant puisqu'en moyenne 37% de la population aurait accès au système public d'adduction. La proportion de personnes connectées directement au réseau d'adduction d'eau est de 60,3% à Entebbe, 54,1% à Jinja mais seulement de 13,7% à Kampala. La faible performance de la capitale s'explique par la croissance démographique récente que n'ont pas connue les deux autres villes. Cette dynamique a débordé la société nationale de l'Eau et de l'Assainissement. Néanmoins, il convient de relativiser ce mauvais score kampalais en

---

358 : L'exutoire du lac Victoria, le Nil Victoria à Jinja possède un débit minimum de 680 m3 par seconde en période d'étiage.

359 : A terme cependant, l'extraordinaire propagation depuis 1989 de la jacinthe d'eau qui forme de véritables banquises dans les rentrants abrités des côtes du lac risque de poser des problèmes.

360 : Cf Chapitre VI, section 3.

rappelant que, en fait, plus de la moitié des citadins consomment de l'eau du réseau public. L'usage, non pas tant des bornes-fontaines, mais plutôt des points d'eau du voisinage (ce qui permet aux propriétaires de robinets d'arrondir leurs fins de mois) évite à certains des consommateurs le recours au milieu naturel. Cependant celui-ci approvisionne encore près de la moitié de résidents. La situation semble relativement satisfaisante et en amélioration sensible par rapport aux années précédentes. Ainsi le *Weekly Topic* du 1cr juin 1988, rapportait que grâce à la réhabilitation de la pompe de Gaba, après dix ans d'interruption, l'eau coulait de nouveau dans les quartiers de Bukoto et Ntinda. Néanmoins la qualité de l'eau au robinet demeure encore sujette à caution. En effet, quoique traitée aussitôt après le pompage, les défauts du réseau d'adduction - absence d'entretien des circuits de distribution, fuites et fissures dans les réservoirs principaux -, les défauts de couverture des réservoirs privés induisent une dégradation de sa qualité. Quoique théoriquement le *Public Health Department* ait à inspecter régulièrement les réservoirs privés et la qualité de l'eau qu'ils fournissent, cette mission n'est pas remplie faute de moyens de transport, de personnel et de matériel pour analyser l'eau. Il n'en demeure pas moins qu'une amélioration quantitative a eu lieu depuis 1986.

Les réalisations du projet sont, de l'aveu même des évaluateurs de la Banque, inégaux. Ces inégalités nous paraissent extrêmement révélatrices de la portée des projets de réhabilitation, et de la conception et de la réalité du développement qu'ils induisent aujourd'hui en Ouganda.

En ce qui concerne **les réalisations physiques**, après l'achèvement du programme de réhabilitation de la capacité installée, la production journalière atteint 55 000 m^3, marquant ainsi une amélioration certaine du service. A la suite de la réhabilitation du réseau, le volume journalier pompé est passé de 40 000 m^3 en 1984 à 55 000 m^3 en 1988. Cependant, l'irrégularité et les coupures de l'approvisionnement électrique handicapent sévèrement l'activité de la station de pompage. Aussi, deux heures de pompage par jour sont-elles perdues.

Les canalisations principales qui lient la station de pompage de Gaba aux réservoirs principaux ont été remplacées, et de nombreux réservoirs réhabilités. Les pertes sur ce tronçon du réseau ont été considérablement réduites et ne s'élèvent plus qu'à environ 10% de la quantité pompée alors que précédemment elles s'élevaient à 25% sur le segment élevé du réseau et à 60% sur le segment bas du réseau. Cependant, la réhabilitation partielle du réseau impose des tensions importantes aux portions qui n'ont pas été réhabilitées. En particulier, la plupart des canalisations de distribution, *i. e.* les canalisations en aval des réservoirs, n'ont pas été entretenues depuis les années soixante et la plupart datent des années 1940. Certaines montraient déjà des signes de faiblesse sous Obote. En certains secteurs de la capitale depuis longtemps sans eau, les habitants ont déterré les canalisations et les ont utilisées pour l'artisanat du métal. Aussi, l'augmentation de la pression, consécutive aux travaux de réhabilitation de la station de pompage, engendre-t-elle dans les circuits de distribution, des fuites et des pertes, qui sont évaluées à 40% des volumes. C'est pourquoi la NWSC estime que 60% des canalisations devraient être remplacées. D'autre part, les travaux entrepris récemment sur les réservoirs ne sont pas exempts d'imperfections. Certains réservoirs réhabilités à la fin des années 1980 dans le cadre du *Seven Towns Water Project* présentent déjà des fuites. Par exemple, le réservoir de Mutungo réhabilité en 1988 par une société britannique a dû, dès 1992, faire l'objet de nouveaux travaux pour faire face à des fuites. La conception des travaux est moins en cause que les modalités de leurs réalisations effectives. Celle-ci est déléguée à des sociétés privées qui cherchent à minimiser les coûts, et donc ne suivent qu'approximativement le cahier des charges imposé [361].

---

361 : Le même problème se retrouve dans tous les travaux de réhabilitation. La plus évidente preuve en est apportée par les travaux de réfection de la voirie. Le désir d'économie des sous-traitants est tel que l'épaisseur de la couche de macadam est fréquemment inférieure à ce qu'elle devrait être. Donc sa résistance est faible, et

Parallèlement à la réhabilitation physique de la partie amont du réseau, **la réhabilitation institutionnelle de la NWSC** était entreprise.

La NWSC opère de façon à la fois centralisée et décentralisée. Des bureaux locaux sont responsables du recouvrement des taxes d'approvisionnement quand il s'agit de personnes privées ainsi que de l'entretien courant du réseau. Par contre, le quartier général de Kampala se charge des programmes de réhabilitation et d'extension des réseaux, ainsi que de la perception des factures dues par les plus gros consommateurs, c'est-à-dire en fait des institutions publiques. C'est également dans un atelier central à Kampala, que se déroulent les opérations d'entretien des véhicules de la Société. L'état de cet atelier contraste singulièrement avec ceux des autres organismes de l'Etat dans la mesure où il est relativement bien équipé.

De même, l'atmosphère qui règne dans les bureaux de la Société diffère fondamentalement de celle qui caractérise le reste de l'administration ougandaise. La ponctualité, l'efficacité et l'implication du personnel dans son travail frappent l'observateur habitué à l'Ouganda. **La politique volontariste de gestion des ressources humaines** prise par la direction de la société détermine cet état d'esprit étonnant. En effet, une série de mesures incite le personnel à l'efficacité et surtout à la ponctualité au travail [362]. Les salaires dont le pouvoir d'achat augmente, sont plus élevés que dans le reste de la fonction publique. De plus, le remplacement des nombreuses primes par un *bonus* basé sur la présence et les performances augmente la motivation du personnel. Equivalent à 50% du salaire [363], ce *bonus* est divisé en cinq parts égales dont l'attribution est conditionnée par l'attitude des employés. Ces cinq parts concernent la ponctualité à l'heure du repas, la présence sur les lieux de travail, l'efficacité dans la réalisation du travail, la discipline et l'obéissance sur le lieu de travail, et, enfin, l'aptitude à rendre compte à ses supérieurs. En plus de ces *bonus*, un système de *malus* destiné à pénaliser les employés absentéistes a été mis en place. Par exemple, un employé absent un jour dans le mois perd 25% de son *bonus* mensuel. La perte de son emploi sanctionne un employé absent trois jours en un mois. Ces règles paraissent être appliquées rigoureusement, honnêtement et sans exception. En particulier les prétextes de maladie ou de cérémonies funéraires d'une connaissance ne sont pas libératoires. Il semble que les employés se plaignent du système dans son principe, car il s'oppose aux tendances lourdes de la société ougandaise, mais pas de son application concrète. D'après le chef du personnel de la NWSC ce système a un effet certain sur la productivité du travail des employés et sur leur efficacité. De fait les bureaux de la société ne présentent pas le même vide que les autres.

La politique de formation du personnel renforce l'efficacité globale de la NWSC. Un petit centre de formation permanente a été établi avec l'assistance d'une firme britannique sur des fonds Banque mondiale. En 1986, au cours d'un stage de sept mois en Angleterre, un petit groupe de formateurs spécialisés a été mis sur pied, qui avaient déjà une expérience de la distribution de l'eau en Ouganda. Ce groupe constitue le noyau du centre de formation permanente de la NWSC, qui produit des compétences dans six domaines spécifiques, dont en particulier l'entretien des pompes, la détection des fuites et la comptabilité. Que, de ce groupe de six formateurs, quatre soient encore en place en septembre 1991, souligne la faiblesse du *turn-over* du personnel de la NWSC [364], et accroît l'efficacité de ce centre de formation. En 1991, l'ensemble du personnel de la société a suivi un stage de formation

---

des nids de poule apparaissent rapidement. Pour le prestataire de service, ce système a le double avantage de rendre les travaux moins coûteux que facturés, et d'obliger le commanditaire a faire de nouveau appel à des prestatations de service.

362 : Amis (Ph.), *Urban Management in Uganda, survival under stress*, The institutional framework of urban management: case study n° 5, Development Administration Group, Institute of Local Government Studies, University of Birmingham, avril 1992, p. 67-75.

363 : Dans les pays industrialisés, ce système de bonus porte sur au maximum 10 à 15% du salaire.

364 : Ph. Amis, *idem*, p. 72

permanente ou de recyclage dans ce centre. Une prime de formation spéciale incite le personnel à suivre ces stages.

En définitive il s'avère que "par rapport à la fonction publique ou au secteur para étatique ougandais, la NWSC offre un des meilleures contrats d'embauche à ses employés [...]. On a l'impression que l'obtention d'un emploi à la NWSC est recherchée et qu'il y a un très faible turn-over. Une annonce récente pour un travail d'un niveau assez bas suscita 500 candidatures" [365].

Le jugement porté sur cette activité de formation du personnel par des experts impliqués dans la réhabilitation de la NWSC est sans ambiguïté. "Il est évident [...] que cette politique de formation a été une activité clé du renforcement de la société nationale de l'Eau, puisque très peu des employés du secteur de l'eau avaient eu l'occasion de travailler dans ce secteur les années précédentes" [366].

La gestion des ressources humaines appliquée par la Société des eaux et de l'assainissement pourrait avoir été mise sur pied par une compagnie privée. Cette ressemblance est renforcée par la politique commerciale agressive fondée sur l'amélioration de la politique tarifaire et le recouvrement des coûts que la société pratique.

Des **prix élevés** permettent de parvenir à couvrir les coûts de production et d'adduction de l'eau à Kampala. Pour améliorer sa situation financière, et dans la lignée de la politique conseillée par la Banque mondiale, la société nationale de l'Eau a considérablement augmenté ses tarifs. Ainsi dès le 1er mai 1984, le prix de l'eau passait de 86 shillings à 700 shillings les 1 000 gallons pour les entreprises et de 72 shillings par mois à 100 shillings par mois pour les utilisateurs privés. Ensuite, par trois fois en juillet 1987, en avril 1989 et en décembre 1989 le prix de l'eau s'est accru de 1 400%, de 360% et de 60%.

Tableau

Le nombre, la part et la tarification des différents types de connections.

Catégorie de consommateurs	Nombre	Part dans le total de connections	Part des connections équipées d'un compteur	Prix du m^3	Forfait trimestriel à la consommation
Domestique	16 230	80%	10%	320	6 300/18 750/ 28 110/ 42 210
Borne fontaine	307	1,5%	15%	210	47 000
Institution	741	4%	51%	395	
Industrie et commerce	2 998	14,5%	42%	550/660/ 740	
Total	20 276	100%	17%		

Sources : *Kampala Urban Study, phase one, appendix five, urban infrastructure, draft*, p. 9.

La grille tarifaire souligne le biais social caractéristique de la distribution de l'eau. Il favorise les personnes aisées. En effet, l'argument qui consisterait à dire que ces augmentations visent la fraction la plus aisée de la population est infirmé par la réalité des pratiques kampalaises d'approvisionnement en eau. Seuls 13% des ménages sont directement

---

365 : Amis (Ph.), *ibid.*, p. 73. *"NWSC offered one of the most comprehensive packages to its employees in the Uganda civil service or parastatal sector [...] The very clear impression given was that working for NWSC was a sought after job and that there was very limited turn-over. One recent advertisement for a fairly low level job resulted in 500 applicants"*

366 : *"It is evident ... that this (la formation) was a key activity for the strengthening of NWSC, since many employees in the water sector had very little occasion to work in their profession in the precedings years"*. The World Bank, *Project completion report, Water supply and sanitation rehabilitation project (credit 1510-UG)*, Infrastructure Operations Division, Eastern Africa Department, Africa Regional Office, 26 juin 1991, p. 6.

connectés au réseau. 40% s'approvisionnent indirectement et il n'est, à notre avis, pas possible de les incorporer à la fraction aisée de la population. Or, ces ménages paient indirectement le coût des augmentations, puisque les propriétaires de robinets répercutent les hausses sur les consommateurs finaux. En fait, ainsi que le reconnaît le rapport terminal du "*Seven Towns Water Project*" [367], la responsabilité première de cet aspect quelque peu antisocial de la distribution de l'eau à Kampala réside dans les prémisses du projet, qui avaient été imposés par la Banque au gouvernement Obote.

> *"The concept of providing first those who can afford it with improved water supply and sanitation in the seven major towns rather than first targeting the poorest ... has resulted in a nearly self-sustained water supply operation for the residents of the seven major towns, with a minimum of Governement involvment ... Targeting the poorest first would not have been sustainable given the sector's weak institutions and Government's difficult fiscal situation"* [368].

Par ailleurs, à cause du petit nombre de compteurs dont sont équipées les connections domestiques, le m^3 d'eau revient beaucoup moins cher aux catégories aisées, qu'aux personnes non connectées, qui doivent acheter leur jerrican 50 shillings à la borne fontaine ou au robinet privé, ou bien 100 shillings à un revendeur itinérant [369]. Ce biais impose aux moins privilégiés une consommation d'eau beaucoup plus faible en volume, mais néanmoins plus lourde, proportionnellement à leur budget. La multiplication envisagée du nombre des compteurs se justifie donc pleinement au niveau financier et social. Il est vrai que l'ambition du projet *Seven Towns Water Project* se limitant à la réhabilitation du réseau existant et des capacités installées de pompage et de stockage, une transformation profonde de la logique sociale de la desserte était peu probable. Quoique qu'il puisse paraître, ces hausses ne contribuent pas à imposer plus les personnes connectées. Ces mesures technico-financières ne bouleversent donc pas la structure sociale de la distribution.

Ces hausses, le ralentissement du rythme de l'inflation et l'amélioration du recouvrement des factures combinent leurs effets pour induire une amélioration de la situation financière de la société. En effet, à cause de la grille tarifaire trop basse et des faibles performances dans la collecte des revenus, le gouvernement central a dû subventionner la NWSC jusqu'à ces dernières années. Mais, pour la première fois depuis 20 ans, un surplus a été dégagé en 1991. Cependant, cette amélioration de l'efficacité de la branche kampalaise de la NWSC profite moins aux Kampalais eux-mêmes qu'aux autres urbains.

En effet, seules les succursales de Kampala, Jinja et Entebbe parviennent à lever des revenus suffisants pour couvrir leurs coûts de fonctionnement. En conséquence et à cause du fonctionnement financier centralisé de la NWSC, 64% des revenus de la succursale kampalaise sont utilisés pour financer la distribution de l'eau et le fonctionnement des systèmes d'assainissement des autres villes sous sa juridiction, au lieu d'être utilisés à des investissements ou des réparations dans la capitale. En d'autres termes, les Kampalais subventionnent la desserte des habitants des autres villes ougandaises [370]. Un transfert interurbain est ainsi mis en place aux dépens de la capitale et au profit des petites villes. Ce

---

367 : The World Bank, *Project completion report, Water supply and sanitation rehabilitation project (credit 1510-UG)*, Infrastructure Operations Division, Eastern Africa Department, Africa Regional Office, 26 juin 1991, p. V.

368 : *Idem.*, p.10.

369 : Dans le *slum* de Mulago, 70 vendeurs d'eau itinérants opéreraient. Chacun d'eux gagnerait entre 2 000 et 3 000 shillings par mois. Ils sont organisés au sein d'une association dont l'un des effets est de limiter l'accès au secteur par de nouveaux vendeurs.

370 : Cette information quoique partielle souligne que contrairement à l'idée reçue, la grande ville ne ponctionne pas forcément son environnement national, et qu'elle est sans doute le départ d'une série de transferts en direction du reste du territoire national. Voir la petite mais utile mise au point de Prud'homme (R.), "Transferts ville - campagne", *Villes en Développement*, n° 19, mars 1993, p. 6.

transfert s'appuie en partie sur l'existence d'une grille tarifaire unique commune à l'ensemble des villes administrées par la NWSC. Or, ni le coût de l'eau, ni l'efficacité des succursales de la NWSC ne sont partout identiques. Les localités où le système fonctionne le mieux - les villes du sud - subventionnent les autres localités.

En l'état actuel de nos informations, il n'est pas facile de déterminer quelle est la stratégie déployée derrière ce transfert géographique. Des pressions politiques des *lobbies* des petites et moyennes villes sont peut-être à faire intervenir. Auquel cas, la politique de l'eau pourrait être interprétée comme un soutien accordé aux fonctionnaires et classes moyennes. Il y aurait donc une logique sociale d'ampleur nationale. La volonté d'une relative équité et d'une gestion plus égalitaire est peut-être aussi à faire intervenir, d'autant que les petites villes présentent une situation de la distribution de l'eau beaucoup moins satisfaisante que Kampala. Mais nous pensons qu'il peut s'agir aussi d'une gestion financière qui tient compte de l'aide, et de sa focalisation prévue sur la réhabilitation du réseau kampalais. Plutôt que d'investir des fonds sur une zone qui fera l'objet d'un projet doté d'un financement international, les responsables de la NWSC répartissent les revenus. Ils ont peut-être en tête l'idée que ces efforts amèneront, dans un futur proche, les bailleurs de fonds à investir dans le secteur de l'eau de ces petites villes. On peut également envisager une stratégie combinatoire.

Il est probable que ce redressement financier de la succursale kampalaise se poursuive, d'autant que progressivement la NWSC se dégage de la tutelle gouvernementale. En particulier, en novembre 1989, un accord a été conclu entre l'Etat et la Société pour que des hausses de tarification puissent avoir lieu plus d'une fois par an, et sans que cela requiert l'approbation de l'ensemble du Cabinet, mais seulement celle du ministre de l'eau et des ressources minérales. Les réticences politiques que l'Etat opposaient à l'autonomisation de la NWSC, et à l'accroissement des coûts à la consommation ont été levées en même temps. Sans doute faut-il y voir un indice de la prise d'assurance du gouvernement vis-à-vis de sa base urbaine, principal consommatrice d'eau. En fait, il semblait difficile à l'Etat de réclamer des redevances pour un service qui était si mal assuré. L'amélioration de la qualité du service lui a, légitimement, permis de céder sur ce point. Mais il faut également y voir un recul par rapport aux exigences de la Banque mondiale, principale pourvoyeuse d'aide dans le secteur de l'adduction d'eau. Celle-ci prône en effet l'adoption par la NWSC d'une gestion de type commercial, que ces mesures tarifaires mettent en pratique et que prolonge une stricte politique de recouvrement des coûts.

Celle-ci s'appuie sur la **déconnexion systématique** des mauvais payeurs. Cette politique parfaitement intériorisée par l'ensemble du personnel, véritable épée de Damoclès, produit des résultats satisfaisants. En effet, le taux de recouvrement des factures est de 60% alors qu'il n'était que de 10 à 15% en mai 1985 [371]. Cette politique est à peu près honnêtement appliquée, et les institutions ou les personnes n'ayant pas honoré leur facture voient leur robinet systématiquement débranché sans que des passe-droits trop nombreux fassent obstacle à l'application des sanctions. Ainsi, début juin 1988 [372], plusieurs milliers de personnes du centre de Kampala dont ceux qui résidaient dans les locaux du *Departed Asian Properties Custodian Board,* ont été privés d'eau à cause des arriérés impayés depuis mars. Ceux-ci s'élevaient alors à 123 millions de shillings dont 37%, 28%, 21%, 8% et 6% étaient respectivement dus par le DAPCB [373], les particuliers, les institutions

---

371 : Amis (Ph.), *op. cit.*, p.7.

372 : *Weekly Topic* du 1er juin 1988.

373 : La politique de la NWSC vis-à-vis du DAPCB est la même que celle qu'elle applique au KCC; la consommation est imputée au DAPCB, charge à celui-ci de recouvrir la facture à partir des loyers qu'il perçoit. Ce système décentralisé a toujours vraiment fonctionné de manière hiératique, parce que l'argent couvrant les factures des administrateurs du DAPCB a souvent été détourné, mais surtout parce que les loyers des propriétés du DAPCB, pour des raisons politiques principalement, étaient complètement déconnectés de la réalité du marché et ne correspondaient aucunement aux coûts d'entretien et de fonctionnement du stock immobilier.

gouvernementales dont principalement le ministère de la Défense, les industries et les autorités territoriales [374]. Comme il apparaît impossible de déconnecter des institutions comme le ministère de la Défense, la conséquence de cette situation financière délicate, qui ne permet ni de prévoir à long terme, ni d'assurer l'approvisionnement en eau des ménages, est que la NWSC cherche un accord avec le Trésor. L'annulation des dettes réciproques (la société de l'Eau a emprunté des sommes relativement importantes au gouvernement au cours de sa réhabilitation) apparaît comme la solution envisagée. Mais si un tel accord opère sur le court terme, il ne résout rien sur le long terme, et en particulier n'apprend pas aux institutions publiques consommatrices d'eau à incorporer le coût de l'approvisionnement dans leur gestion.

Quand on sait le temps et l'énergie qu'il faut déployer pour rétablir le branchement, on comprend que le système fonctionne relativement bien auprès des consommateurs privés. Mais, la politique de débranchement systématique des compteurs débiteurs explique que les 307 bornes-fontaines approvisionnent une relativement faible proportion (15%) de la population kampalaise [375]. En effet, la politique gouvernementale instaurée sous Amin exigeait que l'eau fournie aux robinets publics soit gratuite pour les consommateurs. Un accroissement exagéré de la consommation d'eau en a découlé.

Au début des années 1980, une réforme a réintroduit les charges. Cependant, la municipalité n'avait pas été dépossédée en 1972 de sa responsabilité sur les bornes-fontaines. Aussi la réintroduction des charges à la consommation par la NWSC adresse la facture au *Kampala City Council* et non pas aux consommateurs. La gratuité à la base a donc été de fait maintenue, et la tendance à la déresponsabilisation des consommateurs n'a pas été renversée; en particulier, personne n'avait plus la charge de la surveillance des installations dont l'utilisation abusive a accru le coût d'entretien. Comme les finances du KCC se sont détériorées et que les stocks de pièces de rechange du NWSC ont été régulièrement pillés ou volés, les réparations n'ont jamais pu avoir lieu. D'autre part, l'argent devant servir à couvrir les factures n'a pas été programmé sur le budget du KCC ou a été détourné. La collectivité territoriale n'a donc pas toujours honoré ses dettes, et les bornes-fontaines ont été déconnectées. De fait, aujourd'hui beaucoup de ces robinets publics sont soit cassés soit fermés [376]. Ainsi, dans la zone II du *slum* de Kisenyi, dans les années 1960, l'Etat avait installé six bornes-fontaines. Sur ce total, seules deux fonctionnent encore [377]. Les limites d'un système *a priori* généreux pour les plus démunis sont une fois de plus soulignées. Faute de responsabilisation ou bien faute d'attribuer à l'approvisionnement en eau du plus grand nombre une priorité politique réelle, les contradictions du système de gestion grippent et rendent caduques les bonnes intentions de départ.

Néanmoins, des variations existent en fonction du contexte géographique ou de la personnalité des acteurs locaux. Ainsi, dans le *Resistance Council* de Kisenyi II, les deux

---

374 : Cette situation n'est pas propre à Kampala puisque en juin 1991, la branche locale de la Société nationale de l'eau de Jinja possédait des créances d'un montant de 740 millions de shillings. Sur ce total, les institutions gouvernementales en devaient 420, les institutions paraétatiques et les entreprises industrielles 26 chacune, alors que les collectivités territoriales devaient à la Société nationale 75 millions de shillings. Le reste était dû par des personnes privées. Le fait inquiétant est que depuis juillet 1989, la situation s'est détériorée puisque le fossé des arriérés s'est creusé de 95 millions à 470 millions. Voir Amis (Ph.), *op. cit.*, p. 74.

375 : Le nombre d'habitant par bornes-fontaines est relativement satisfaisant puisqu'un score inférieur à 400 est atteint, alors que le seuil satisfaisant est habituellement estimé à 500.

376 : Republic of Uganda, Ministry of Planning and Economic Development, *City Council of Kampala/Uganda Infrastructure Project, Lowcost water supply, sanitation and Health Education Demonstration Project, Rubaga division*, rapport miméo, 1989, p. B8.

377 : Cette histoire, ainsi que la possibilité répandue du recours au milieu naturel pour l'approvisionnement en eau explique que contrairement à une ville comme Dakar l'installation de bornes-fontaines ne soit pas un enjeu politique et un moyen d'encadrement social.

robinets publics ont été très tôt accaparés par le comité, qui a désigné quelqu'un pour surveiller les opérations de remplissage des bidons. Comme ces deux robinets sont situés près des grands marchés de la capitale, les personnes qui s'y approvisionnent sont surtout des vendeurs d'eau qui desservent le marché d'Owino. En 1987, ceux-ci s'acquittaient d'une redevance de 10 shillings au surveillant, par bidon rempli. Cette manne servait aux réparations de l'installation, au salaire du surveillant et au paiement de la facture d'eau au *Kampala City Council*. On peut se demander pourquoi localement, compte tenu des déficiences générales relevées, ce système a fonctionné et permis que ne soient pas déconnectées ces bornes-fontaines. Peut-être faut-il faire intervenir des connections sociales efficaces entre le *slum* et la NWSC, qui auraient permis que ces robinets soient épargnés. L'un des notables de cette zone posséderait des "relations" à la branche kampalaise de la NWSC. On peut imaginer que le KCC a fait pression sur la société nationale de l'Eau, à charge pour elle de lui verser de modestes sommes au titre précis et exclusif de ces robinets, dont la situation stratégique à proximité des marchés aurait rendu la déconnexion malvenue et impopulaire. Donc, une gestion volontaire des conséquences de la pénurie et de la gabegie aurait incité l'administration municipale à sélectionner les bornes-fontaines à maintenir en service. Dans ce choix éventuel, l'argument fonctionnel paraîtrait alors avoir primé aux dépens du bien-être des résidents Mais, aucun commencement de preuve ne permet d'étayer ces hypothèses.

Toutefois, le succès avec lequel certains RC s'acquittent de la collecte et de l'entretien des bornes-fontaines a récemment incité la municipalité à décentraliser totalement ces responsabilités au niveau des RC locaux. La collecte des taxes à la consommation, l'entretien et la réparation des bornes-fontaines sont désormais de leur ressort. Un forfait - le plus faible sur l'échelle des forfaits à la consommation - doit donc être payé. Il s'élève à 15 000 shillings par mois. Dans le quartier de Ndeeba, le RC fait payer 50 shillings par jerrican de 20 litres. En moyenne, compte tenu des interruptions d'approvisionnement, 150 jerricans sont remplis par jour. A la fin du mois, le RC, après avoir honoré sa facture de 15 000 shillings auprès de la NWSC et payer le surveillant qu'il emploie, reste avec environ 170 000 shillings pour les réparations. Cette somme est plus que confortable. Cependant, ainsi que le prouve la proportion relativement élevée de bornes-fontaines déconnectées pour non paiement des taxes à la consommation, le système ne fonctionne pas très bien. Une des raisons est qu'une partie de l'argent collecté est purement et simplement détournée au niveau local par les RC. Aussi les réparations ne peuvent-elles avoir lieu. Ainsi, dans le quartier de Nakulabye, une borne-fontaine qui fonctionnait en 1990 ne fonctionne plus deux ans plus tard. Un conflit ouvert oppose le RC à la population locale, qui refuse l'effort financier supplémentaire que ses leaders lui réclament sous prétexte qu'une taxe de 60 shillings avait été prélevée sur chaque jerrican. La relative proximité des sources permet aux habitants de soutenir le bras de fer avec leurs représentants.

C'est pourquoi la NWSC envisage purement et simplement de transférer la propriété des bornes fontaines à des groupes de consommateurs ou à des consommateurs individuels qui seraient alors responsables de la gestion de cet équipement [378]. Dans les faits cela reviendrait à étendre le système actuel, qui permet à une majorité de la population d'avoir accès à l'eau potable. En effet, une forte proportion des gens achète de l'eau non pas aux quelques bornes fontaines qui fonctionnent encore, mais aux personnes qui possèdent des branchements privés soit à l'intérieur de leur maison, soit sur la parcelle. Ce système s'est à tel point généralisé que bon nombre de robinets qui paraissent publics sont en fait des branchements privés à vocation commerciale. Si bien qu'à la simple vue de ces robinets, il est difficile de distinguer les bornes fontaines des branchements privés utilisés à des fins commerciales. La conséquence ultime de cette situation est que la grande majorité des personnes qui boivent et utilisent de l'eau potable, la payent relativement cher, et participent à l'enrichissement d'une

---

378 : Cette politique est en partie appliquée dans les *slums* de Nairobi. Voir à ce sujet la recherche en cours de Fabrice Angot.

minorité de privilégiés directement connectés. Pour ceux-ci, l'acquisition d'un branchement est plus un investissement qu'un équipement.

Donc, si la réussite de la NWSC au niveau général renforce l'idée que la dévolution de la responsabilité des services urbains à des sociétés intéressées à la performance constitue la solution aux problèmes de gestion urbaine en Afrique [379], elle en montre également les présupposés et les conséquences sociales.

La reconstitution de la capacité gestionnaire de la NWSC constitue un acquis positif certain du projet même si elle repose sur un fondement foncièrement inégalitaire à toutes les échelles.

Par contre, l'ensemble des autres composantes du projet semblent avoir été négligées.

Au total, l'évaluation de ce projet montre l'insistance sur les réalisations physiques, qui ne remettent pas en cause la logique préexistante, et sur les réformes institutionnalo-financières aux impacts socio-politiques induits profonds. Mais, ce premier projet contenait du fait de ses limites son prolongement implicite. Celui-ci vient sous la forme du *Second Water Supply Project* de la Banque mondiale.

Pratiquement aucune extension du réseau d'adduction d'eau n'a eu lieu depuis les années soixante. Les propriétaires privés les plus fortunés qui ont souhaité connecter leur domicile ont cependant entrepris une extension spontanée localisée du réseau. Cette extension a eu lieu dans la plus grande anarchie, si bien qu'il arrive que plusieurs canalisations de faible diamètre parcourent de longues distances côte à côte. De plus un certain nombre de ces propriétaires connectés ont vendu à leurs voisins le droit de se brancher sur leur canalisation [380]. Dans les secteurs résidentiels sur terre *mailo* les plus dynamiques, un imbroglio de tuyaux a contribué à densifier l'extension interne du réseau. Cependant, cette extension interne coûte extrêmement cher du fait du redoublement fréquent d'infrastructures, qu'imposent les modalités actuelles de l'extension urbaine. Mais, hormis ces initiatives individuelles, aucune extension n'a eu lieu.

C'est pourquoi le nouveau projet de la Banque mondiale prévoit, d'une part la réhabilitation et rationalisation le réseau de distribution actuel, et d'autre part son extension. Le préalable à cet ensemble d'opérations est le renforcement de la capacité de pompage de la station de Gabba. La rationalisation et le remplacement des canalisations actuelles sont financés par le gouvernement autrichien, et ont débuté en mars 1993. Par contre, l'extension du réseau vers le nord-ouest et l'est de la capitale, appuyée sur le creusement de trois réservoirs supplémentaires (Lubya, Kiraka et Buziga) d'une capacité totale de 13 000 m^3, et l'installation de 16 kilomètres de conduites maîtresses et de 40 kilomètres de canalisations de distribution n'a pas encore obtenu de promesse de financement, montrant par là le peu d'intérêt des donateurs pour l'approvisionnement en eau de la périphérie kampalaise. Les directions prévues de l'extension, vers le nord-ouest, le nord et l'est montrent une volonté de rattraper le retard, plus que d'anticiper sur la croissance urbaine, ou même de l'orienter. Le processus actuel, par lequel sont produits un centre relativement équipé et une périphérie sous intégrée, est ralenti, mais il est peu probable qu'il soit renversé à cause du maintien d'une croissance urbaine forte.

---

379 : On lira sur ce thème, Stren (R.E.)& White (R.R.), *African cities in crisis, Managing Rapid Urban Growth*, Westview Press, Boulder, 1989, 335 p.

380 : Le coût total approximatif de la pose d'un kilomètre de canalisation en acier galvanisé de 1 mètres de diamètre est de 30 000 000 de shillings (25 000 $ US). Pour un particulier, la connection de sa résidence avec le réseau lui revient approximativement à 12 000 shillings par mètre (10 $ US). Aucun des matériels (tuyaux en PVC, les tuyaux en asbeste, la chlorine et l'alun) nécessaires à l'installation de canalisation de grande taille et au traitement de l'eau n'est produit en Ouganda. La plupart sont importés du Kenya.

Au total, donc la structure de la distribution de l'eau à Kampala connaît actuellement un processus de réhabilitation partenariale. Celle-ci aboutit à la reproduction élargie sans transformation de sa logique géographique.

La même logique préside à la reproduction de la géographie de l'intégration au système de tout-à-l'égout [381].

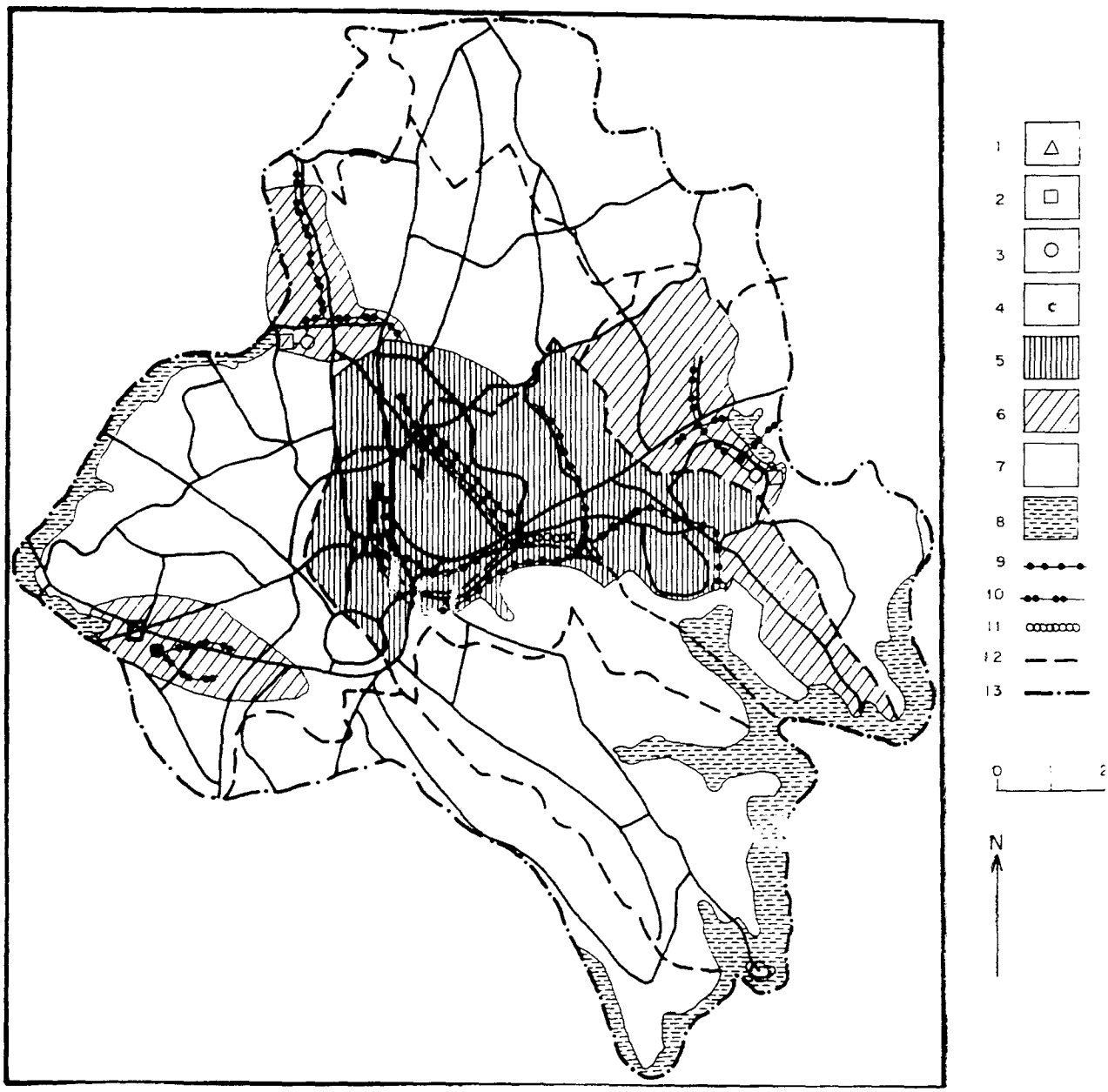
Celui-ci couvre la division centrale, les lotissements et l'hôpital de Nsambya, l'université de Makerere, les hôpitaux de Mulago et le lotissement de Bugolobi. Un système d'égouts collecteurs collecte les eaux usées et les déverse dans une station d'épandage située dans la zone industrielle. Le campus universitaire de Kyambogo, le lotissement de Ntinda, l'école de police et la caserne de Naguru, l'hôpital psychiatrique de Butabika et la prison de Luzira possèdent chacun leur propre réseau, qui se déverse dans un bassin d'épandage particulier. Cependant les systèmes des casernes de police de Naguru et de l'hôpital psychiatrique de Butabika ne fonctionnent plus depuis des années. C'est donc une géographie des équipements et lotissements publics de standing, que dessine le réseau du tout-à-l'égout.

Le système du tout-à-l'égout kampalais fonctionne bien et ses infrastructures paraissent correctement entretenues par la NWSC. Néanmoins, au niveau des connections privées, de gros objets imputrescibles parviennent à boucher les buses de raccord avec le système principal. L'absence de grilles de couverture - cassées et non remplacées ou bien volées - sur les bouches d'égout explique la facilité avec laquelle ces incidents arrivent surtout en saison des pluies. La géographie du système d'assainissement apparaît centrée sur la ville publique : le centre fonctionnel, les vieilles zones industrielles et les quartiers résidentiels assis sur des terrains publics. La dualité foncière s'exprime ici dans l'équipement des quartiers.

L'**extension du réseau de tout-à-l'égout** représente un volet important du *Second Water Project*. La structure générale du réseau n'est cependant pas affectée dans la mesure où il s'agit dans un premier temps de remplacer les collecteurs, vieux de plusieurs dizaines d'années. Certes de nouveaux collecteurs doivent être posés et de nouveaux bassins de décantation creusés à Bugolobi et Port Bell. Par ailleurs, dans une phase ultérieure, une nouvelle station d'épandage localisée dans la vallée Kinawataka devrait servir d'exutoire aux collecteurs de Ntinda, Kyambogo et Naguru. L'une de ses fonctions serait également de desservir la nouvelle zone industrielle qui grossit entre ces collines Mais ces extensions ne remettent pas en cause la logique principale du réseau actuel, et la dichotomie qui oppose la ville publique à la ville privée. La réhabilitation par les structures qu'elle offre à l'attention des "réhabilitateurs" contribue à rajeunir la structuration spatiale héritée, et par là renforce son inertie.

---

381 : Cf plus haut chapitre VI, section 3.



Carte

Les systèmes d'assainissement : la périphérie ignorée au présent comme au futur.

1 : Usine de traitement des eaux ; 2 : Bassin de décantation projeté ; 3 : Station de pompage existante ; 4 : Station de pompage projetée ; 5 : Espace desservi par le système existant ; 6 : Espaces desservis dans un futur proche ; 7 : Espaces ignorés ; 8 : Lac Victoria ; 9 : Egout principal ; 10 : Egout principal en construction ; 11 : Siphon ; 12 : Limites de bassins-versants ; 13 : Limites municipales.

Un certain nombre de projets en cours tentent malgré tout d'améliorer la situation de l'assainissement. Toutefois, l'ampleur spatiale de ces projets est limitée à certains quartiers : Katwe et Kawempe, Bwaise. Néanmoins, ces projets cherchent non pas à intégrer les quartiers cibles à un réseau de tout-à-l'égout, mais à améliorer la qualité et la localisation des latrines par rapport au bâti résidentiel. Un effort particulier est fait pour équiper les marchés de latrines.

Le projet de système sanitaire à faible coût (*Low cost sanitation*) fait partie du programme PAPSCA (*Program for the Alleviation of Poverty and the Social Costs of Adjustment*). Il constitue le troisième volet chronologique de l'intervention de la Banque mondiale, destiné explicitement et exclusivement à l'espace urbain. Cependant, ce projet est limité à la division de Rubaga, qui a fait l'objet d'un travail de recherche préparatoire en juin 1989. Il vise à améliorer l'accès à l'eau potable et l'hygiène public des résidents d'un espace qualifié de périurbain représentatif, mais également à démontrer la viabilité institutionnelle et financière d'un développement fondé sur les communautés locales, en d'autres termes les *Resistance Committees*. Enfin, le projet se doit de faire la démonstration de l'efficacité accrue des investissements dans ces deux secteurs de l'approvisionnement en eau et de l'évacuation des déchets humains grâce à la participation active des usagers. L'impact du projet est censé dépasser les limites spatiales qui sont les siennes à cause de son caractère démonstratif. A notre avis, il prend acte de la dichotomie qui oppose les résidents branchés sur le réseau d'adduction d'eau et ceux qui ont recours au milieu naturel. En effet, il ne s'agit pas de mettre fin à l'inégalité de ce système à deux niveaux, mais d'aménager la dichotomie de façon à la rendre supportable, et donc de désamorcer les conflits, et d'éviter les problèmes qui pourraient résulter d'une utilisation inconsidérée du milieu naturel. L'objectif de régulation est clair, et joue au niveau des rapports sociaux et des rapports des hommes avec le milieu. Les objectifs concrets du projet sont les suivants.

Tableau

Objectifs concrets du projet *Low Cost Sanitation,* composante du programme *PAPSCA.*

Composante du projet	Types d'équipement ou de réalisation	Nombre d'équipement
Approvisionnement en eau	Bornes-fontaines	100
	Protection de sources	50
Installations sanitaires	Latrines ventilées privées	
	construction	2 500
	amélioration	1 000
	Toilettes privées	
	sur les marchés	15
	sur les écoles	15
Drainage des eaux de surface	Débroussaillage, désenvasement, Revêtement des drains	10 000 mètres 2 000 mètres

Source: Kampala City Council, *Low Cost Sanitation- Rubaga- PAPSCA Project, Implementation Plan,* Project Implementation Unit, mars 1991, p. 3

Les limites de ce programme tiennent au petit nombre de réalisations prévues ainsi qu'à la partialité géographique du projet puisque seule la division de Rubaga est concernée. En outre, la mobilisation des résidents et leur mise au travail par les autorités communautaires montrent que l'ambition du projet est la réduction des coûts d'équipement grâce à leur financement partiel par les bénéficiaires. Cela revient à faire payer aux plus démunis, cible théorique du projet, leur équipement. En d'autres termes, on entérine un développement qualitativement différencié, mais fondé sur la même logique de contribution des usagers au financement. Il n'est plus question de rattrapage du niveau de vie des plus pauvres par rapport aux plus riches. Certes, le développement est considéré comme une amélioration pour tous, mais sans bouleversement de la hiérarchie de départ. La conséquence ultime de ces projets nous semble

donc de consolider la structure sociale existante, en améliorant les conditions de vie des groupes les plus défavorisés, partant ceux dont on peut penser qu'ils sont les plus dangereux, mais sans mettre en place des mécanismes compensatoires. La logique régulatrice participe des mêmes choix que ceux que nous avons identifiés dans le secteur de l'eau.

De plus, l'initiative de ce projet vient directement du haut et repose en grande partie sur l'investissement humain. Il est donc fort probable qu'il ne se différencie guère des projets analysés par Annick Osmont qui affirme que "... lorsque la population est requise de participer au développement urbain, autant que possible à travers des instances communautaires, de plus en plus cela ressemble à de l'embrigadement, assorti de mécanismes de contrôle social peu compatibles avec le principe d'adhésion volontaire que requiert le développement communautaire. Là aussi, trop d'efficacité technique étouffe les initiatives populaires..."[382].

Ce partenariat institutionnel repose sur une politique d'intégration à la logique de marché, logique qui marginalise les plus pauvres, et participe à la restructuration de la société kampalaise. Cette restructuration s'oppose à l'homogénéisation par le bas des signes extérieurs immobiliers de richesse qu'avait engendrée la crise. Le processus actuel passe par l'accroissement de la différenciation sociale et spatiale. La réhabilitation suscite un espoir partagé, mais sa réalité induit des disparités sociales porteuses de conflits virtuels. La réhabilitation telle que suscitée par la Banque mondiale favorise les groupes aisés.

D'autre part "*in spite of several organizational studies in the sector, no satisfactory plan has been formulated to define the Government's long term role in water supply and sanitation. Donor assisted projects provide enclaves within which international firms facilitate the participation of government agencies ... and of the users without permanent organizational umbrella to interact with the user groups after the project is completed. Donors are thereby committed to follow-up projects from the onset*" [383].

Mais, l'influence de la Banque ne se limite pas au secteur de l'eau et de l'assainissement. Au delà des politiques sectorielles, elle a mis au point à Kampala un projet qui se veut global et qui aspire à résoudre l'ensemble des problèmes urbains.

---

382 : Osmont (A.), "La Banque mondiale et les politiques urbaines nationales", *Politique Africaine*, n°17, mars 1985, p. 73.

383 : The World Bank, *Project completion report, Water supply and sanitation rehabilitation project (credit 1510-UG)*, Infrastructure Operations Division, Eastern Africa Department, Africa Regional Office, 26 juin 1991, p.V. Les séquences soulignées le sont par nous.

Section 4. Le *First Urban Project*: ou quand la Banque tente de prendre en main la formulation de la politique urbaine de l'Ouganda.

Le principal projet urbain en cours de la Banque mondiale est intitulé *Uganda First Urban Project*. Ce projet d'un montant global de 37,8 millions de dollars bénéficie d'un prêt de l'Association Internationale de Développement d'un montant de 7,6 millions de dollars au taux d'intérêt réel de 10% sur 20 ans et d'un don de 17,9 millions de dollars, ce qui représente au total une somme importante au regard des capacités financières de l'Etat et du KCC. Cette somme est d'autant plus importante qu'elle représente la seule tentative globale explicite pour peser sur la dynamique urbaine.

Le plan de déboursement prévu montre que le projet ne s'achèvera pas avant 1998. Il présente plusieurs facettes mais répond aux seuls soucis, premièrement, d'accroître la productivité urbaine, favorisant ainsi l'intégration de la capitale ougandaise à l'économie mondiale et, deuxièmement, d'attirer d'autres donateurs dans le secteur urbain. "L'accent est mis sur la ville comme support essentiel de la croissance économique" [384]. A cet égard est révélateur un paragraphe du rapport introductif au projet qui souligne que

> *"Kampala is the nerve center of the country's commercial, transport and communications systems... The urban centers act predominantly as trading centers, collecting and distributing local as well as international goods to and from the rural areas... In addition the network of services provided by the central and local government operates generally through the same pattern and hierarchy as the market centers".*

L'idée que la centralité urbaine favorise l'intégration au système mondial de ensemble du territoire sous-tend la démonstration. En définitive, la finalité de l'intervention de la Banque mondiale dans le domaine urbain est de favoriser l'émergence de ces fameux avantages comparatifs, et donc de lubrifier le commerce mondial. Elle ne diffère pas fondamentalement de la finalité de l'intervention de la Banque au niveau macro-économique. L'acceptation du modèle libéral dominant par le gouvernement ougandais lui permet de ne pas avoir à critiquer les présupposés des projets de développement initiés par la Banque mondiale, et de se cantonner dans une "approche phénoménologique des projets" [385]. D'autre part, comme il semble que l'Etat central ait renoncé, au moins temporairement à l'élaboration de toute politique urbaine autonome, cette soumission, dans le domaine urbain, à un urbanisme de projets ne pose pas de problème politique majeur. Il semble qu'à la faveur d'une abdication ougandaise sur ce thème, les conditions du succès soient réunies. Néanmoins, des conflits extrêmement localisés ne manquent pas d'apparaître en cours de réalisation. Elles expriment la résistance des populations résidentes à l'embrigadement dans des projets, à l'élaboration desquels elles n'ont pas participé [386].

L'origine du projet n'est pas inintéressante dans la mesure où elle souligne à la fois les présupposés sectoriels qui ont présidé à sa naissance, et les évolutions dans l'approche du problème urbain par la Banque. En effet d'après le *Draft upraisal report, Uganda First Urban Project*, de la Banque mondiale : *"the proposed First Urban Project owes its origin to a series of emergency water supply and sewerage rehabilitation interventions in Uganda seven*

---

384 : Osmont (A.), *op. cit.*, p. 65.

385 : Osmont (A.), *op. cit.*, p. 70.

386 : Voir à ce sujet le cas du projet de parcelles assainies de Kawaala et les résistances que ce projet rencontre. Un travail de recherche consacré à ce problème serait très intéressant du point de vue de la sociologie urbaine et pour mettre en lumière l'intervention des différents groupes d'acteurs.

major towns" [387]. En septembre 1989, le projet s'est séparé du *Second Water Supply and Sanitation Project* auquel il devait être associé dans un premier temps.

L'ambition est de soutenir les efforts du gouvernement pour décentraliser la responsabilité de la planification urbaine et de la gestion des services urbains aux autorités locales, et en même temps participer à la reconstruction du pays après un période d'instabilité, de crise sociale et de destructions physiques [388]. Pour ce faire, les objectifs sont

- améliorer les conditions de vie et atténuer la pauvreté à Kampala en rétablissant les services essentiels,
- aider à l'instauration d'une gestion urbaine décentralisée en renforçant sa base de revenus, la gestion financière et les capacités techniques du KCC,
- renforcer la capacité nationale à gérer la production d'espaces urbains et
- promouvoir de saines politiques et pratiques de recouvrement des coûts.

C'est pourquoi quatre volets sont envisagés : gestion de la production d'espaces urbains, réhabilitation des infrastructures, gestion des services urbains et assainissement des finances du KCC. Chacun de ces volets est composé de projets distincts. Le premier couvre la mise à jour de la cartographie de Kampala, la réalisation d'une étude sur la ville, la mise sur pied d'un programme de formation de planificateurs urbains et d'urbanistes, et enfin la réalisation d'un projet de 1 000 parcelles assainies à Kawaala au nord-ouest de la capitale. Au titre du second volet, trois projets d'amélioration des marchés, d'entretien de la voirie et du système d'évacuation des eaux et, enfin, d'amélioration du ramassage des ordures ont été prévus. La Banque espère améliorer la gestion urbaine, à travers l'aide d'une large équipe de consultants norvégiens, chargés d'aider leurs partenaires ougandais et d'animer un vaste effort de formation d'administrateurs urbains. Enfin l'assainissement des finances du KCC repose sur l'augmentation des revenus du KCC par la mise à jour des registres de propriétés et la collecte des arriérés dus à la municipalité

Le partage des dépenses entre les différentes composantes du projet est le suivant.

Tableau

Estimations des coûts des différentes composantes du *First Urban Project* (en millions de $ US).

	Local	Etranger	Total	%
Réhabilitation des infrastructures	4,1	12,4	16,5	44%
Cartographie et planification urbaines	0,2	2,2	2,4	6%
Parcelles assainies de Kawaala	1	2,9	3,9	10%
Assistance technique et formation auprès du KCC	0,4	3	3,4	9%
Assistance technique et formation auprès du Ministère du gouvernement local	0,4	1	1,4	4%
Préparation du projet	0,1	2,1	2,2	6%
Contingences diverses	1,8	6,2	8	21%
Coût total du projet	8	29,8	37,8	100%

Source : World Bank, *Draft upraisal report, Uganda First Urban Project, 17 mai 1990*, Infrastructure Operations Division, Eastern Africa Department, p. 5.

Cette répartition souligne l'importance relative des réalisations physiques et des transformations institutionalo-financières. Le projet couvre un certain nombre de programmes.

---

387 : World Bank, *Draft upraisal report, Uganda First Urban Project*, 17 mai 1990, Infrastructure Operations Division, Eastern Africa Department, 37 p.

388 : World Bank,1990, *idem*, p. II

Le plus ambitieux d'un point de vue spatial correspond aux **parcelles assainies de Kawaala**. Sur un site d'environ 140 hectares, le but est d'équiper des parcelles sur lesquelles les attributaires construiront un bâti souhaité évolutif et en partie destiné à la location. L'ambition est de réaliser un projet de logements à bas prix (*low cost housing development*). La taille des parcelles est prévue pour être de 200 m^2 pour les trois-quarts d'entre elles et d'être de 200 à 400 m^2 pour le reste. La densité par parcelle prévue serait de 10 personnes pour les zones à bas revenu et 12 pour les zones à revenu supérieur. Les conditions d'allocation des parcelles semblent relativement favorables aux couches les moins élevées de la population puisque l'éligibilité à une parcelle équipée est conditionnée par la démonstration d'une résidence kampalaise depuis au moins 2 ans, de la non possession d'une parcelle à Kampala et d'un revenu mensuel inférieur à 100 000 shillings, c'est à dire environ 80% des urbains. De plus tous les efforts seront faits pour que les résidents actuels soient compensés et qu'une priorité leur soit donnée pour être relogés sur place. Enfin, le tirage au sort des bénéficiaires au cours d'un tirage au sort en public (au milieu d'un stade de football) parmi tous les dossiers de candidature ayant été acceptés par le comité de vérification, doit permettre d'assurer la transparence et l'honnêteté du processus d'allocation [389].

Mais dès le départ, les caractéristiques même du projet posent des contraintes, qui amèneront les plus nécessiteux à s'auto-exclure d'eux-mêmes. Cette exclusion se fera sans doute à la faveur du processus de candidature, ou bien après l'allocation par la revente de la parcelle au prix du marché. Tout d'abord, la configuration même du terrain sélectionné oppose son gradient topographique aux efforts de construction et d'après le document préparatoire "*shall involve extra co. ts in earth works (and) would require extra width to plots dimension...*" [390]. Ailleurs, il est affirmé que "*the site identified was chosen with a view to provide for the lowest of the lower income*" [391]. L'ambition apparaît généreuse mais contradictoire avec l'affirmation précédente. Ensuite, il est explicitement déclaré que la taille des parcelles est plus grande que nécessaire dans les conditions urbaines propres à Kampala. Ceci laisse supposer que le niveau de confort y sera supérieur, ou bien que, si la densité du bâti y est relativement importante, les perpectives de profit, sous forme de rente locative, y seront relativement élevées. Dans tous les cas, la valeur foncière augmentant avec la taille de la parcelle, la compétition pour le contrôle de ce projet sera plus vive et laissera fort probablement les bas revenus sur la touche. D'autre part, il est prévu que les parcelles de plus grande taille (25% du total des parcelles équipées) seront vendues au prix du marché, afin de permettre de subventionner l'attribution du stock restant. De plus, il est stipulé que 50% des parcelles seront équipées d'accès automobile directs, et que les autres disposeront d'un parking collectif à moins de 100 mètres. La contradiction entre ce détail qui laisse supposer que les habitants disposeront de voitures, et la réalité du niveau de vie des groupes populaires kampalais est frappante. Enfin, le niveau d'équipement du nouveau quartier, copié sur le modèle kenyan (8 écoles maternelles, 4 écoles primaires, une école secondaire, un dispensaire, une poste et des infrastructures commerciales proches) ne manquera certainement pas de faire monter le prix de la parcelle et de ce fait participera au processus d'exclusion des bas revenus.

La réalisation du projet et les contraintes techniques qu'elle oppose *a priori* ainsi que les solutions adoptées démontrent qu'une fois de plus les plus démunis ont de fortes chances d'être expulsés. Quand quelques lignes plus loin, il est écrit que "*the basis of establishing the planning standarts are the master plan of Kampala-1972, recommandations and the Urban-II Standarts adopted by the Nairobi City Council*", la certitude est établie que la jouissance du

---

389 : World Bank, 1990, *ibid.*, annexes 4 & 5.

390 : The Republic of Uganda, Ministry of Planning and Economic Development, *Technical feasability study for serviced residential land. Final Report*, Kampala, Landlan group, 1990, p. 3

391 : The Republic of Uganda, Ministry of Planning and Economic Development, *ibid*, p.4. Souligné par nous.

lotissement et de ses équipements échappera aux populations cibles et que la référence aux "*lowest of the lower*" est pur habillage idéologique. Cette certitude est renforcée à la lecture d'un aide-mémoire rédigé par une mission de la Banque mondiale chargée de contrôler les progrès du projet en juillet 1992. Cet aide-mémoire insiste sur l'accès automobile dont doivent, dans la dernière mouture du projet, être équipées toutes les parcelles. Il révèle ainsi sa réelle cible sociale.

Au total, l'action de la Banque mondiale à Kampala illustre son approche telle qu'analysée par A. Osmont, dans le numéro de *Politique Africaine* consacré aux politiques urbaines. Kampala voit cohabiter deux types d'action : un urbanisme de projets sectoriels principalement consacré aux réseaux et services de proximité et "une approche plus globale, celle de la gestion urbaine, y compris des finances municipales et des services techniques[392]". "Les objets urbanistiques visent toujours à permettre l'accès d'une masse croissante de population urbaine aux services urbains... mais ils sont destinés avant tout à constituer les supports institutionnels, physiques, techniques et financiers de la recherche d'une intégration économique plus satisfaisante des PVD à l'échelle mondiale" [393].

"Les interventions de la Banque mondiale dans le secteur urbain apparaissent bien dans leur dimension technocratique, alors même que l'organisme se veut foncièrement empirique... On voit l'idée maîtresse de renforcement institutionnel devenir encadrement de plus en plus serré des organismes publics et parapublics susceptibles d'intervenir dans l'urbain, privant ainsi les nationaux de toute initiative spécifique... Cette approche des problèmes apparaît aux yeux d'un nombre croissant d'observateurs comme une ingérence caractérisée dans les affaires des pays receveurs d'aide..." [394]. Le plus grave est qu'aucune mesure destinée au transfert depuis les groupes les plus favorisés vers ceux du bas de la pyramide sociale n'est prévue, et qu'au contraire est entérinée, sans d'ailleurs être le moins du monde analysée, la hiérarchie sociale. Le conservatisme est érigé en politique.

En dernière analyse, l'impact réel de l'intervention de la Banque montre sa réalité, quand on compare le rapport préparatoire et le rapport final du projet consacré à la réhabilitation des système d'adduction d'eau et d'assainissement. En effet, dans le premier il était affirmé :

> *"There is no clearly set government policy on recovering investment and operating costs from the consumers... The Draft Decade Action Plan for Uganda provides little guidance in this regard, as it suggests that "the actual charges to be levied should not be based solely on the recovery of investment, operation and maintenance costs but need to be broadly based on social benefit/cost consideration". in other words, a right balance between financial and social/health consideration should be found when pricing water/sanitation services"* [395].

Le second souligne le passage revendiqué au recouvrement des coûts. Le poids de la Banque en matière de formulation d'une politique est ici clair. Par la mise en pratique d'une mesure technico-financière, fondée légalement sur la loi ougandaise, puisque celle-ci déclare la nécessité pour la NWSC de s'autofinancer, la politique de distribution de l'eau a profondément changé de nature et de portée sociale. En 7 ans une distribution plus sélective a été mise en place. Le processus auquel l'intervention combinée des partenaires de l'équipement et de la gestion urbaine aboutit, s'apparente à celui que nous avons décelé dans notre étude de l'action gouvernementale et de ses conséquences urbaines : il s'agit de renverser la tendance à l'homogénéisation par le bas. Pour ce faire un mécanisme de recomposition géographique différencié, à la fois social et spatial, est initié dont la finalité est la reconstruction d'une hiérarchie sociale et spatiale en facilitant l'apparition de populations et

---

392 : Osmont (A.), *op. cit.*, p. 65.
393 : Osmont (A.), *op. cit.*, p. 66.
394 : Osmont (A.), *op. cit.*, p. 70.
395 : World Bank, 1984, *op. cit.*, p. 4

d'espaces aux revenus et aux caractéristiques morphologiques intermédiaires, c'est-à-dire dégagés des apparences populaires où les avait plongés la crise.

Au total, en ce qui concerne les équipements urbains, pour le plus grand nombre, Kampala se définit bien comme "un système de carences" [396] où les déficiences de l'intervention étatique imposent aux citadins des pratiques alternatives constantes pour survivre en ville. L'évolution récente réduit légèrement le volume de ce plus grand nombre par l'hétérogénéisation des situations qu'elle introduit. Loin de résoudre la contradiction entre la croissance des besoins et l'inertie étatique et municipale, l'intervention des acteurs institutionnels dans le secteur urbain confirme l'appréciation des auteurs de l'article sur la "Circulation des hommes et urbanisation : les politiques en échec" dans le numéro de *Politique Africaine* consacré aux politiques de population : " [...] Non moins évidente est apparue [...] ces dernières années, la juxtaposition aléatoire d'interventions sectorielles non agrégées en politiques urbaines. Tout se passe comme si chaque ministère, chaque service suivait son projet propre par rapport au secteur urbain, au mieux indépendamment, au pire contre le projet du voisin [...] L'origine extérieure des financements favorise il est vrai cette atomisation en fonctionnant selon un schéma simple : argumentaire technico-économique -> investissement -> réalisations physiques (route, hôpital, ouvrage d'assainissement, etc.). Seules comptent, dans cette démarche ce que les économistes appellent les externalités des opérations : on a pu parler d'un urbanisme partiel et bancal produisant à grand frais des morceaux de ville dont le plus grand nombre était exclu" [397].

Dans tous les domaines des services urbains, joue le même processus d'inégalisation, que la politique actuelle contribue à mettre en place. En ce sens, le changement politique se marque nettement, renversant une tendance à l'homogénéisation par le bas. La paix provoque une complexification de la hiérarchie géographique par le haut. A notre sens, la privatisation du développement local appelle d'urgence l'instauration de mécanismes compensateurs. L'efficacité de ceux-ci dépend de la lutte contre la corruption. Or celle-ci ne peut déboucher sur un succès que si les groupes qui en profitaient trouvent un intérêt à ce qu'elle cesse, ou une alternative plus lucrative. Le rétablissement de mécanismes d'enrichissement individuel et donc d'accentuation des disparités formerait-il donc le préalable nécessaire au développement pour le plus grand nombre?

Au niveau spatial, l'intervention des acteurs tend à distinguer le centre et ses périphéries. Ce processus se retrouve dans tous les domaines étudiés. En fait, il est la traduction spatiale du processus de construction sociale.

Les dynamiques historiques et institutionnelles, essentiellement marquées par les problèmes de la construction de l'Etat, pèsent sur la dynamique urbaine. Cependant, l'urbanisation n'est pas seulement déterminée par la construction de l'Etat ougandais.

L'accumulation démographique initie des processus spontanés, non dirigés, convergents quoique issus d'initiatives non concertées d'une pluralité d'acteurs. L'exigence de reproduction élargie des groupes sociaux, au premier rang desquels les ménages, détermine le déploiement d'une stratégie dont la finalité essentielle est le maintien en ville. Celle-ci cherche à satisfaire deux besoins essentiels et complémentaires : le logement et le travail. La quête d'un logement induit une mobilité intra-urbaine essentiellement centrifuge qui contribue à l'extension du peuplement urbain, des sols urbains et à une mise en valeur conquérante aux marges. Le second provoque un mécanisme inversement centripète. Alors que le premier mécanisme entraîne une extension énervée quoique différenciée du tissu urbain, le second,

---

396 : Le Bris (E.), "Crise urbaine et effets urbains de la crise : le cas de l'Afrique Noire", *Espaces et sociétés*, n° 65 , p. 64

397 : Le Bris (E.) & Chesnel (A.), "Circulation des hommes et urbanisation : les politiques en échec", *Politique Africaine*, n°44, décembre 1991, p. 71-72.

par les différentes polarisations qu'il détermine, le structure. La contradiction entre ces dynamiques est résolue par la mobilité quotidienne soutenue par le système de transport.

C'est pourquoi nous étudierons dans un premier temps cette dynamique centrifuge porteuse d'urbanisation périphérique, puis dans un second temps ces mécanismes de structuration centripètes que produisent la géographie des activités et des transports.

Chapitre VIII.
La dynamique centrifuge et la mise en valeur des étendues urbaines.

Section 1. Une lente mobilité résidentielle centrifuge motivée par "la course à la terre"...

A travers des histoires de vie de chefs de ménage, l'étude des trajectoires migratoires intra-urbaines permet de comprendre la signification individuelle des mouvements. "Le recours à l'enquête rétrospective permet une prise en compte du passé pour mieux expliquer les situations actuelles. Grâce au recueil des itinéraires résidentiels et professionnels, et de l'évolution de la situation familiale on peut reconstituer l'enchaînement des événements importants de la vie de l'individu, et les mettre en relation" [398]. Mais cela permet aussi de caractériser chaque espace résidentiel, selon la place qu'il occupe dans la géographie migratoire intra-urbaine. "L'installation des migrants en ville, le choix de leur première résidence et leurs déplacements ultérieurs sont autant de facteurs qui déterminent le rôle des quartiers dans l'organisme urbain. Or, ils ne sont pas le fruit du hasard [...] Cette mobilité a une importance majeure pour l'espace urbanisé" [399]. Les trajectoires migratoires et leurs ressorts donnent un sens à chaque quartier en l'articulant aux autres. Ainsi, par les dynamiques individuelles et familiales dont elle assure la fusion et la convergence, et les dynamiques qu'elle anime et provoque, la mobilité intra-urbaine donne une cohérence à l'espace urbain et l'érige en un système.

Une fois arrivé en ville, le migrant ne se fixe pas définitivement. Une série de déménagements ajuste sa position résidentielle, définie par sa localisation et son statut, aux évolutions de sa vie professionnelle et familiale, et aux besoins matériels et symboliques qu'il cherche à satisfaire. Cette mobilité intra-urbaine n'est pas uniquement le fait des chefs de ménage migrants. Les jeunes Kampalais quittent rapidement la famille. En effet, il est de coutume, surtout parmi les bantous, que les enfants, et singulièrement les fils, ne restent pas sous le toit parental après leur maturité sexuelle. Il leur faut acquérir un toit à eux. Le groupe des migrants intra-urbains comprend donc à la fois les néo-urbains et les jeunes kampalais de souche. **La trajectoire migratoire-type** franchit un certain nombre d'étapes caractéristiques.

Dans une grande proportion des cas, le migrant arrive jeune à Kampala pour y poursuivre des études. Il est alors confié à des parents, souvent mais pas uniquement, l'oncle maternel, ou des amis (*relatives*) qui le logent, le nourrissent, le blanchissent et l'encadrent. Cette phase dure en général aussi longtemps que les études, sauf dans le cas où l'élève intègre un pensionnat ou l'université. La pratique du "confiage" joue un rôle fondamental dans la dynamique urbaine. Les jeunes confiés participent au bilan migratoire et constituent des urbains en puissance. Il est rare que l'apprentissage de la ville fait, les jeunes éduqués retournent au village. Dans les secteurs les mieux reliés au centre ville où se situent les

IFRA LIBRARY

---

398 : Antoine (Ph.), Bocquier (Ph.), Fall (A.S.), Guisse (Y.), "Etude de l'insertion urbaine des migrants, approche biographique et réseaux sociaux", communication donnée à la Conférence de l'Union pour l'étude de la population africaine sur "le rôle des migrations dans le développement de l'Afrique : problèmes et politiques pour les années 1990", Nairobi, 19-23 février 1990.

399 : Vennetier (P.), "Centre, périphérie et flux intra-urbains dans les grandes villes d'Afrique noire", *Annales de Géographie*, n°547, XCVIII[e] année, mai-juin 1989, p. 257-285.

meilleures écoles, la part des ménages qui accueillent des enfants confiés, le plus souvent des petits-enfants ou des neveux et nièces, est d'environ 30%.

Les migrants qui viennent en ville pour rechercher un travail, sont également accueillis par la famille. Mais dans leur cas, la durée de la première étape est généralement plus courte. Il arrive cependant qu'elle s'étale sur plusieurs années voire une décennie. L'occupation d'un emploi par le migrant favorise parfois l'étalement de cette première étape, dans la mesure où son revenu est intégré dans celui du ménage et contribue à la survie de la collectivité. Cette première étape d'insertion des migrants en ville souligne «le rôle des familles dans l'accueil des migrants vers les villes africaines» [400]. La proportion des ménages qui accueillent un collatéral, un ami ou des neveux et nièces non scolarisés est, dans tous les îlots que nous avons enquêtés, indépendamment de leur localisation, proche de 30%.

L'hébergement du migrant ne s'effectue pas sans contrepartie pour la famille d'accueil. Celle-ci s'accroît d'un dépendant qui contribue aux dépenses du groupe familial. A Namuwongo, 25% de l'ensemble des chefs de ménage sont aidés par un hébergé (frères ou sœurs ou encore amis) pour leurs dépenses quotidiennes. De plus, elle exerce un contrôle attentif aux liens que tisse le migrant et à la façon dont il dépense ses revenus. Ce contrôle sur l'argent et la sexualité, exercé de façon certes plus diffuse qu'en milieu rural, peut néanmoins se révéler pesant, et justifier le puissant désir d'indépendance de bien des jeunes comme motivation du premier déménagement.

En effet, arrivé au terme de sa scolarité secondaire ou ayant trouvé un emploi, l'individu franchit généralement un premier cap, et loue alors un logement. Les interviewés justifient souvent ce premier déménagement et l'éloignement géographique par rapport au milieu familial qui en résulte, par le désir d'indépendance dont la réalisation est facilitée par l'obtention d'un travail. La recherche du travail mobilise les premiers temps du migrant en ville. Pour rester à Kampala, il faut d'abord travailler. Comme ailleurs en Afrique des filières professionnelles existent qui reposent sur la proximité sociale et permettent au migrant de s'intégrer au monde du travail urbain [401]. Ces filières sont très mal connues à Kampala.

Le mariage ou tout au moins l'entrée en concubinage se produit également souvent à ce moment là, surtout pour les filles. Mais, la fondation d'une famille n'est pas systématique et les jeunes célibataires se rassemblent parfois en "fratrie". Ainsi, Kumbuya, Emmanuel et Benedicto, tous les trois employés par un commerçant musulman du centre de Kampala, habitent-ils ensemble une même pièce dans l'îlot de Kivulu. Toutefois, il arrive également que la période d'adaptation initiale passée et le rôle sécurisant de la famille rempli, le migrant s'installe seul. "La proportion d'isolés [...] est plus élevée pour les migrants arrivés depuis six mois que pour ceux qui sont arrivés depuis moins de six mois" [402]. Cependant cette proportion s'explique aussi par le nombre de couples dissociés. Ainsi Innocent et Rose ont un enfant ensemble, continuent à se fréquenter (sans être mariés) mais résident chacun de leur côté. Une autre explication fréquente du premier déménagement réside dans le manque de place chez la personne qui accueillait. Cette explication traduit les frictions que la cohabitation provoque et la suroccupation de l'espace habitable que l'accroissement naturel rend parfois difficilement supportable.

La première prise de location s'effectue soit dans le quartier d'accueil, soit dans un quartier péricentral. Dans le premier cas, c'est là où le migrant ou le jeune Kampalais possède

---

400 : Locoh (Th.), "Le rôle des familles dans l'accueil des migrants vers les villes africaines", *in L'insertion urbaines des migrants en Afrique*, Actes du Séminaire CRDI - ORSTOM - URD, Lomé 10 - 14 février 1987, Editions de l'ORSTOM, Paris, 1989, p. 21-31.

401 : Une recherche en cours sur l'insertion professionnelle à Nairobi menée par Abdelhag Rharade sous la direction d'André Guichaoua tend à prouver que contrairement à l'idée reçue l'entrée du secteur artisanal et de la petite production marchande n'est pas libre et facile, mais qu'elle nécessite impérativement des connexions sociales.

402 : Locoh (Th.), *idem*, p. 23.

ses repères, ses connaissances et ses réseaux. C'est la portion de la ville qu'il connaît le mieux. La recherche d'un logement s'effectuant principalement par le bouche à oreille, la fréquentation et de la sociabilité contribuent à limiter l'ampleur du mouvement. Ce déménagement s'opère donc en général dans le quartier d'accueil ou sa mouvance directe. Dans le second cas également c'est la relativement bonne connaissance que les Kampalais ont de ces quartiers péricentraux qui permet l'installation des néo-urbains. La proximité par rapport au principal centre d'emploi la justifie.

Cette seconde étape est pour le migrant l'occasion de parfaire sa connaissance de la ville, d'améliorer son insertion professionnelle, et souvent de trouver un conjoint. Cette seconde étape inaugure une série de déménagements successifs, dont tous ont en commun la recherche de meilleures conditions de location. Ils conduisent le ménage à s'éloigner petit à petit des zones d'accueil. "Plus près du travail", "plus grand", "mieux fréquenté", "plus sûr" sont les arguments positifs qui pèsent sur les décisions des migrants. Des arguments négatifs interviennent également. "Le toit de la maison fuyait", "nous n'étions pas en bon terme avec les voisins", "la maison a été détruite par le nouveau propriétaire", "les soldats nous ont dit de quitter les lieux", "le quartier était sale" sont des leitmotive qui scandent nos entretiens. Souvent, l'accroissement naturel pousse le nouveau ménage à trouver un logement plus spacieux. Géographiquement, deux tendances contradictoires dominent : l'éloignement du centre à la suite de l'extension familiale et le rapprochement du lieu d'emploi.

Deux catégories de chefs de ménage se distinguent au cours de cette période : ceux qui déménagent à chaque changement d'emploi, ceux pour qui les conditions de logement et leur amélioration priment.

Les premiers appartiennent à la frange la plus fragile de la population de la périphérie. S'y rencontrent des *shamba boys* (des jardiniers ou des ouvriers agricoles) ou des journaliers du bâtiment. Ils suivent les aléas des emplois et semblent n'avoir que peu de prise sur leur destin. Fréquemment célibataires et isolés, ils établissent des liaisons matrimoniales, fragiles car non sanctionnées socialement, dans chacun des lieux qu'ils traversent. Les étapes de leur errance se mesurent en nombre d'années.

Pour les autres, la majorité, la quête d'une parcelle *kibanja* ou titrée demeure le but, l'espoir qui meuble les années de location. Les motivations économiques autant que "le contexte culturel bantou qui fait ressortir à l'état pur un ordre de motivation non économique à l'investissement foncier et immobilier" [403] provoquent cette quête. "**La course à la terre** ... est une course de fond" [404]. L'acquisition d'une parcelle et la construction d'une maison conduisent au déménagement vers la périphérie. L'accès au statut de propriétaire s'effectue cependant assez souvent dans la mouvance du premier quartier de résidence. Là en effet des amitiés fortes renforcées par le temps ont été tissées, des promesses faites. L'ensemble de ces liens facilitent l'accès à l'information, et resurgissent lors des négociations. Le prix de la terre, la densité d'occupation des quartiers déjà densément peuplés paralysent le jeu foncier au centre et refoulent plus loin, en périphérie, les possibilités d'accession à la propriété de la majorité des groupes populaires. Les quartiers actuellement dynamiques du point de vue foncier sont donc situés en situation périphérique. Fred Buyungo, mécanicien Muganda de 25 ans, est venu de Mpigi en 1970 chez son oncle qui résidait à Lubya pour poursuivre ses études. Au moment de son mariage, il prend un location à Lugala. En 1990, "comme (il)

---

403 : Haeringer (Ph.), "Classes d'âge et rente foncière dans la ville africaine", intervention aux journées du réseau PFI/PVD, Paris, 18-20 novembre 1982, *in Pratiques urbaines*, n° 1, CNRS/CEGET, 2e trim. 1984, cité par Canel (P.), Delis (Ph.) Girard (Ch.), *Construire la ville africaine. Chroniques du citadin promoteur*, Karethala-ACCT, 1990, p. 51.

404 : Le Bris (E.), "Usages d'espaces et dynamiques du front d'urbanisation dans les quartiers périphériques de Lomé", *in Famille et résidence dans les villes africaines, Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, L'Harmattan, Coll. Villes et Entreprises, Paris, 1987, p. 13-70.

avait les moyens de construire sa propre maison [405]", il acquiert un *kibanja* sur la parcelle de son propriétaire. Avec sa famille, sa femme Emily Nakajjumba, et ses deux enfants de 3 ans et deux mois, il occupe une maison de deux pièces en adobe recouverte de tôle ondulée. Pour, Hajati Zalinka, une Muganda de 50 ans, dix ans se sont écoulées entre son arrivée à Kireka sur la route de Jinja, comme vendeuse de charbon de bois et son installation sur son *kibanja,* en 1985, à Kialiwajjala, quelques 8 kilomètres en retrait de la route Kampala-Jinja où elle fait vivre, aidée de sa fille aînée qui vend des *chapaties* au *trading centre* de Kireka, ses autres enfants et ses petits enfants. "La phase d'hébergement gratuit, puis celle de la location, précèdent l'acquisition d'une première parcelle en vue de construire une habitation. Au temps minimum d'insertion et de stabilisation professionnelle dans la ville se superpose celui de l'accumulation d'une épargne suffisante à l'achat d'une parcelle, et celui de la connaissance des intermédiaires (gratuits ou non) permettant de la trouver" [406].

Cette interprétation des déménagements successifs des Kampalais nous paraît importante, dans la mesure où elle distingue les ménages mobiles des ménages immobiles. "Les pratiques des habitants en matière de localisation et de choix du logement ont longtemps été considérées comme dépendantes de contraintes extérieures, ne laissant que peu de possibilités réelles aux intéressés [...]; mais il apparaît que la trajectoire urbaine des ménages résulte d'une véritable stratégie, fondée sur la connaissance et la perception de leur ville, des marchés où ils peuvent trouver place, de la hiérarchie qu'ils établissent dans le parc des logements. Ainsi les ménages cherchent-ils à optimiser leur situation résidentielle, et mettent en œuvre des démarches complexes pour y parvenir, compte tenu, bien sûr de leurs possibilités financières" [407]. Cette description des stratégies résidentielles des ménages français s'applique également aux ménages kampalais qui réussissent à accéder à la propriété, c'est à dire aux ménages mobiles. Par contre, elle laisse de côté une part importante des Kampalais : ceux qui n'ont pas encore réussi à accéder à la propriété, c'est-à-dire. Parmi ceux-ci il est possible de distinguer ceux qui sont en train de mettre en œuvre cette stratégie complexe, et qui se familiarisent avec la ville, et ceux qui, trop aliénés, ne sortiront jamais des quartiers de première résidence [408].

Une **vue synchronique** de la position relative des collines au regard des migrations intra-urbaines, interprétées globalement comme un lent cheminement vers l'acquisition d'un lot, permet de comprendre leur rôle dans la morphogenèse et le système urbain. Malheureusement l'absence de données suffisamment précises sur l'ensemble de l'agglomération ne nous permet pas de dépasser les résultats que nos enquêtes nous ont apportés.

Les quartiers de notre échantillon [409] où se concentrent les nouvelles acquisitions sont les plus éloignés du centre ville. Il s'agit des quartiers périphériques et des quartiers en cours de

---

405 : "*Since I could afford to build my own house*".

406 : Canel (P.), Delis (Ph.), Girard (Ch.), *Construire la ville africaine. Chroniques du citadin promoteur*, Karthala - ACCT, Paris, 1990, p. 31.

407 : Ballain (R.), Jacquier (Cl.), Darris (G.), Broudic (J. Y.), Girard (R.), Mollet (A.), Vervacke (M.), *Sites urbains en mutation. Territoires et trajectoires*, L'Harmattan, Paris, 1990, p. 8-9.

408 : Comment s'effectue le tri? Existe-t-il à Kampala une corrélation entre mobilité sociale et mobilité spatiale? Il est difficile de dire quels sont les facteurs qui déterminent la mobilité ou l'immobilité. Il nous semble pourtant que la mobilité spatiale et l'accès à la propriété constituent déjà en eux-mêmes une ascension sociale. Comment alors devient-on locataire dans un quartier intermédiaire puis propriétaire? A quoi tient, dans un contexte de précarité économique généralisée, la réussite de l'insertion urbaine, la stabilisation socio-spatiale? La multiplicité des cas de figure ne permet pas de répondre facilement à cette question pourtant essentielle. L'idée générale est que c'est le capital social de départ et la façon dont il est cultivé qui détermine la réussite de l'intégration urbaine. Celle-ci participerait donc fondamentalement à la reproduction d'inégalités sociales originaires du monde rural.

409 : Voir chapitre VI.

densification : Munyonyo, Lugala et Kialiwajjala d'une part, et Kanyanya et Kyebando d'autre part. Dans ces zones, en fonction de leur statut foncier et de leur origine, les chefs de ménage se répartissent en trois groupes : ceux qui sont nés sur place [410] et qui sont propriétaires [411], ceux qui ont accédé à la propriété après une trajectoire migratoire intra-urbaine plus ou moins longue et, enfin, les locataires. La proportion relative de chaque groupe varie en fonction de l'accessibilité du centre et de l'ancienneté du processus d'insertion de la zone dans le schéma global de la course à la terre. Par exemple, les quartiers que nous avons qualifiés de périphériques (Munyonyo, Lugala, Kialiwajjala) possèdent une proportion de locataires bien moins importante que Kyebando et Kanyanya, quartiers en cours de densification. Dans ces deux derniers îlots, la course à la terre est plus rapide et a commencé plus tôt du fait d'une accessibilité plus grande par rapport au centre ville et d'une plus grande proximité des quartiers populaires densément peuplés, réservoirs de candidats à la terre. D'autre part, ces zones, singulièrement Kyebando, voient un certain nombre d'investissements à finalité locative gonfler la part relative des locataires. Ainsi, Innocent a-t-il fait construire une maison de quatre pièces qu'il loue. Lui-même locataire, il habite entre Kitintale et Luzira, au sud-est de la ville dans une zone mieux intégrée et mieux équipée, et dans une pièce construite en dur avec un confort supérieur à celui qu'il aurait s'il habitait sa propre maison. Il est vrai que sa tante, femme sans enfant qui veille sur lui de façon presque maternelle, habite à Mulago. Les locataires arguent de motivations variables pour justifier leur venue à Kyebando. Certains recherchent de meilleures conditions (plus de place, des loyers moins chers et un environnement plus sûr) que dans les *slums* péricentraux de Kamwokya et Mulago. D'autres y recherchent visiblement une "liberté" à bas prix. Ce sont les jeunes en mal d'indépendance ou les hommes mûrs qui y cachent une seconde femme généralement jeune. En somme, le quartier de Kyebando représente le type des quartiers intermédiaires, réceptacle non pas d'une migration directe mais d'une migration intra-urbaine en provenance des *slums*. Mais cette migration intra-urbaine possède deux finalités distinctes : accession à la propriété pour les plus anciens migrants, étape locative pour une part croissante de la population.

Parmi les nouveaux venus dans ces îlots en cours d'urbanisation, on compte quelques Kampalais de souche, qui, après un séjour plus ou moins prolongé comme locataire dans un autre secteur ou dans une autre maison, viennent occuper la propriété de leur père décédé. Ainsi, Walter Kawoya, 26 ans, étudiant en comptabilité au Kampala Business Institute de Kampala avoue-t-il sans difficulté "*after the Mzee* [412] *died I came from Kibuye to take over the properties*". Walter Kawoya est né à Kibuye en 1964, alors que son père n'y était que locataire. Il a intégré un pensionnat et n'a pas suivi ses parents lorsque ceux-ci ont acquis un *Kibanja* à Lugala. Par contre, il a loué une chambre dans son quartier de naissance quand ses études l'ont ramené en ville.

Quelle est la fonction des quartiers péricentraux dans les trajectoires migratoires intra-urbaines?

Fort classiquement, ils accueillent les nouveaux migrants et les jeunes Kampalais de souche qui ne sont pas encore propriétaires. "Cette fonction de premier accueil a deux conséquences pour les quartiers qui les remplissent : un développement considérable de la spéculation locative, et une forte augmentation de la densité du bâti et de la population. Ce sont d'ailleurs deux caractères qui les distinguent nettement des quartiers périphériques" [413]. Dans les quartiers de Kivulu et Kibuye qui, dans notre échantillon, représentent ces zones

---

410 : Un habitant de Lugala affirmait ainsi avec une certaine fierté : "*I was born in this very same place, and eversince, I have never migrated to another place*".

411 : Nous entendons par propriétaire à ce stade du raisonnement tous ceux qui ont un quelconque droit d'occupation gratuit sur la terre et qui ont pu y construire une maison.

412 : c'est à dire le vieux.

413 : Vennetier (P.), *op. cit.*, p. 263.

péricentrales précaires, les migrants locataires forment une majorité de la population. De même l'étude d'Habitat (UNHSC) sur Namuwongo insiste sur cette caractéristique de la population du *slum*. Les locataires de logement privé y représentent près de 78% de la population contre 56% en moyenne pour Kampala. Alors que, dans les quartiers périphériques, les locataires sont logés par des propriétaires en majorité résidents, parmi les "marchands de sommeil" des quartiers péricentraux, on remarque une certaine proportion des propriétaire absentéistes. Ces propriétaires absentéistes contrôlent leurs locataires par l'intermédiaire de commis qui ont gracieusement obtenu le droit de se loger sur place. Ainsi, le chef de quartier de Kivulu, John Musoke, habitait-il [414] une maison, construite par lui-même,disait-il, en adobe de trois pièces, dont une servait de boucherie. L'autorisation de construire lui avait été donnée par le propriétaire, qui habitait près des tombes royales de Kasubi. Aussi se déclarait-il propriétaire de son logement sans être propriétaire de la terre [415]. Mais tous les propriétaires ne sont pas absentéistes, et un certain nombre réside encore sur place. Par exemple à Namuwongo, une majorité des personnes déclarant percevoir une rente immobilière, affirme également que les chambres louées - le nombre de celles-ci varie de trois à dix-sept - sont situées dans le quartier, et pour une majorité d'entre elles sur la même parcelle. La tante d'un de nos informateurs, Innocent, habite Mulago depuis quinze ans dans une des huit chambres du bâtiment qu'elle a racheté à un vieil homme, qui quittait Kampala, et dont elle loue les 6 autres à des Bakiga de Kisoro. Dans la dernière, elle héberge l'une de ses nièces qui étudie à Nakasero. Ses locataires viennent tous directement de la campagne, et d'après elle ne restent jamais plus de cinq ans dans ce logement. On ne retrouve donc pas exactement à Kampala la même structure sociale des quartiers péricentraux, que généralement ailleurs en Afrique. La proximité géographique entre le propriétaire et ses locataires est plus grande. La caractéristique essentielle du locatif kampalais est d'être un locatif populaire. "Le loyer est un revenu accessoire qui aide le chef de famille à arrondir des fins de mois difficiles" [416].

Cette proximité et la fonction d'accueil des non propriétaires se retrouvent dans les îlots de la ville publique proche du centre : Nakasero et Blue Room. En effet, dans ces quartiers, les *boys' quarters* ou les garages sont sous-loués par les allocataires légaux à une population qui désire se rapprocher de son lieu de travail. La cohabitation allocataire légal et locataire différencie cependant nettement le contenu social de ces îlots des précédents.

Les quartiers péricentraux ne sont donc pas uniquement des rassemblements de néo-urbains ou de jeunes migrants. Ces zones denses péricentrales constituent également des espaces de vie pour des migrants de longue date qui n'ont pas réussi à accéder à la propriété. Ainsi à Namuwongo, sur 53 locataires, 8 sont des jeunes nés dans le quartier, 5 des Kampalais de souche âgés de 28 à 51 ans et dont le séjour à Namuwongo dure depuis au moins 9 ans, et 40 à être de migrants. La durée moyenne du séjour à Namuwongo est de 14 ans. Par exemple, Tamansi Mulunga, âgé de 39 ans, *askari* [417] chez *Uganda Motors Limited*, a migré directement à Namuwongo et y est resté les 27 ans de son séjour à Kampala. Mais la période qui sépare la première arrivée à Kampala de l'installation à Namuwongo est beaucoup plus courte : en moyenne 4 ans ; et, dans les faits la grande majorité des locataires (60%) de Namuwongo sont arrivés dans le *slum* la première année de leur séjour kampalais. Ce long séjour dans le *slum* et le statut de locataire de ces gens montre la difficulté de l'insertion en ville. L'expression "un temporaire qui dure" définit la vie de ces

---

414 : Nous avons effectué la première partie de l'enquête en avril 1989. En 1992, Musoke était mort du Sida (tuberculose).

415 : Pour un exemple français amusant de cette propriété immobilière dépourvue de base foncière voir Goriainoff (A. de), "Hospices civils de Lyon. Construire sans acheter", *Etudes Foncières*, n°42, mars 1989, pp. 22-29.

416 : Massiah (G.) & Tribillon (J.-F.),*op. cit.*, p. 193

417 : c'est-à-dire gardien.

chefs de ménage. Le *slum* constitue une sorte de tamis au creux duquel demeurent ceux qui n'ont pas su, pas pu ou pas voulu intégrer la course à la terre.

L'étude des migrations par type de quartier montre ainsi l'intégration des quartiers dans un schéma migratoire centrifuge cohérent. La représentation graphique schématique de la mobilité résidentielle dans une grande ville africaine que donne Pierre Vennetier dans son article s'applique parfaitement à l'ouest kampalais.

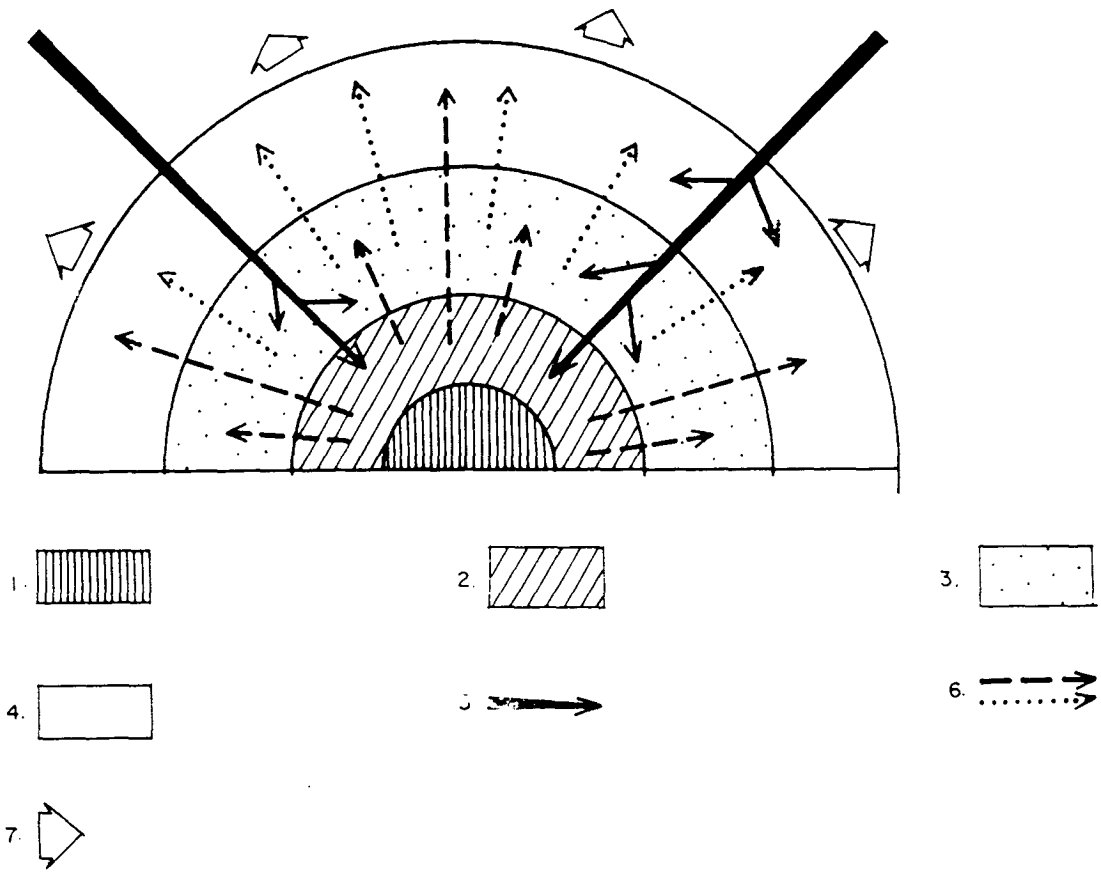


Figure
Représentation schématique de la mobilité résidentielle kampalaise [418]

1 : cCentre ville ; 2 : Quartiers péricentraux ; 3 : Quartiers intermédiaires ; 4 : Quartiers périphériques ; 5 : Immigration urbaine ; 6 : Mobilité résidentielle intra-urbaine ; 7 : Extension spatiale périphérique.

La géographie actuelle de Kampala est l'instantané d'une évolution qui étend l'espace urbanisé vers l'extérieur de la ville actuelle. "L'expansion spatiale permanente de la ville fait

418 : Source : Vennetier (P.), "Centre, périphérie et flux intra-urbains dans les grandes villes d'Afrique noire", *Annales de géographie*, n° 547, XCVIIIe année, mai-juin 1989, p. 262.

de chaque quartier, à un moment donné et pendant quelques années, un quartier périphérique qui attire à lui les citadins désireux de quitter les zones plus anciennes désormais surpeuplées et souvent dégradées... Mais les années passant, le front d'urbanisation progresse, et le quartier désormais en position intermédiaire, devient à son tour à la fois centre d'accueil direct et indirect, et centre «émetteur» vers des zones péri-urbaines en cours de colonisation, où il est moins coûteux de construire pour se loger ou louer, et aussi plus agréable à vivre" [419] Cette dynamique explique le contraste morphologique entre les quartiers péricentraux dégradés et les zones périphériques où "le paysage bâti est plutôt ordonné et surtout évolue vers une meilleure qualité" [420].

En marge du système migratoire : les lotissements orientaux.

Le lecteur aura certainement noté l'absence de référence, dans la description de cette dynamique intégratrice centrifuge, aux lotissements publics périphériques de Naguru, Nakawa, Kiswa. Ces zones ne s'intègrent pas aux trajectoires décrites et leurs habitants restent étrangers à la course à la location puis à la terre qui motive les déménagements successifs des migrants. L'analyse des migrations dans ces quartiers montre une migration souvent directe depuis le district d'origine vers la zone de résidence actuelle. Elle montre également l'étalement chronologique des migrations qui ont amené les populations résidentes actuelles à Nakawa et Naguru. Certains chefs de ménage ont été les premiers à emménager après la construction de ces lotissements en 1948 et 1949. Le fait qu'un certain nombre des adultes chefs de ménage ou épouses sont nés sur place, ou bien ont directement pris la succession de leur père dans le logement occupé confirme l'image d'une grande stabilité. Ce quasi héritage d'un bien public est d'autant plus facile que le fils ou la fille sont fonctionnaires. Mais nous avons également rencontré plusieurs ménages de non fonctionnaires qui revendiquaient le droit à la "tenure immobilière", en invoquant un père retraité de la fonction publique, dont des voisins nous suggéraient qu'il était en fait retourné définitivement au village. L'existence de ces héritages dévoile la connivence entre les réseaux familiaux et les réseaux institutionnels, qui décident de l'octroi d'un logement locatif subventionné. Le problème qu'une recherche ultérieure devrait préciser serait de savoir quelles sont les modalités exactes de cette connivence.

Dans les cas où la première migration est suivie d'autres déplacements, il s'agit souvent d'un "saute-mouton résidentiel" [421] de faible ampleur. Le migrant change simplement de logement à l'intérieur du même lotissement, ou bien à l'intérieur de l'espace dessiné par l'ensemble des lotissements publics de l'est kampalais. A l'intérieur de cet espace, le quartier de Kiswa semble jouer le même rôle que les *slums* périurbains, dans la mesure où il accueille des migrants récents qui trouvent à louer des *muzigo*. Les propriétaires de ces maisons wagons sont dans leur majorité absentéistes. Mais si la résidence change, l'espace de vie demeure le même. "La pauvreté des trajectoires résidentielles a pour corollaire l'enracinement et l'intégration dans la société locale" [422]. La vie sociale de ces vieux lotissements présente une forte intensité. La situation d'isolat ethnique favorise la constitution de territoires sociaux cohérents distincts des toiles maillées mais discontinues des Baganda.

Alors que l'ouest, le nord et le sud kampalais constituent les réceptacles de filières migratoires originaires des ex-royaumes bantous, la partie publique et orientale de la ville

---

419 : Vennetier (P.), *idem*, p. 268.

420 : Vennetier (P.), *ibid.*, p. 269.

421 : La notion de "saute-mouton résidentiel" est empruntée à Joël Pailhe dans sa communication sur l'agglomération bordelaise au symposium de Varsovie de l'UGI-commission de démographie, sur les populations urbaines à micro-échelle de septembre 1991 : "Le changement de résidence intra-urbain. De la mobilité résidentielle au dispositif migratoire", 12 p.

422 . Ballain (R.), Jacquier (Cl.), Darris (G.), Broudic (J. Y.), Girard (R.), Mollet (A.), Vervaeke (M.), *Sites urbains en mutation. Territoires et trajectoires*, L'Harmattan, Paris, 1990, p. 10.

possède un bassin migratoire nettement nordiste. Dans l'est kampalais, la migration s'appuie souvent sur un transfert professionnel et/ou sur l'existence de liens privilégiés entre ces lotissements et les districts d'origine. Mais surtout, les populations de ces quartiers n'intègrent pas la logique centrifuge intra-urbaine. Elles résistent à la course "au chez soi". Deux phénomènes concomitants, dont il est difficile de cerner la part relative, expliquent cet enracinement du peuplement de la partie orientale de Kampala.

Premièrement, un certain nombre de ménages refuse purement et simplement la course à la terre, et fait du séjour en ville une étape, certes longue mais provisoire, entre deux séjours au village. L'essentiel demeure le village. Ce sont en général les ménages qui possèdent une assise villageoise conséquente et qui nourrissent des projets fonciers, agricoles, commerciaux ou immobiliers localisés sur le lieu d'origine. Ces gens refusent l'intégration dans un monde bantou qui leur demeure étranger.

Mais, à l'inverse, des résidents de ces lotissements publics se lancent dans la spéculation foncière et immobilière en profitant de la stabilité résidentielle et de la possibilité d'épargne que leur laisse le loyer subventionné dont ils bénéficient. Ils acquièrent une parcelle et y construisent dans le but de louer. Le segment du marché locatif auquel ils s'adressent varie, et peut appartenir à l'ensemble du spectre social kampalais. Des gens ont obtenu un bail emphytéotique sur une parcelle de terre publique à Bugolobi, et y ont construit une maison de haut standing destinée, ils l'espèrent, à être louée en dollars sonnants et trébuchants à des expatriés. Mais nous avons également rencontré des Acholi qui avaient obtenu un *kibanja* sur des terres *mailo* et y faisaient construire un rangée d'une douzaine de chambres en adobe et tôle ondulée, destinées également à une location, mais à des Africains du bas de l'échelle sociale. La stratégie déployée est donc complètement différente de celle du groupe précédent. Cependant, elle n'exprime pas forcément un désir d'installation permanente en ville. Par exemple, au moment de prendre sa retraite dans la région de Hoima, Abdu, fonctionnaire Munyoro d'une cinquantaine d'années, a liquidé l'ensemble de ses propriétés kampalaises dont deux groupes de deux maisons de moyen standing louées. Interrogé sur les raisons de son choix, il soutenait l'idée d'un milieu de vie plus agréable au village qu'à Kampala. Il est vrai qu'il avait investi une part importante de ses revenus locatifs dans l'agrandissement de sa ferme et l'édification d'une maison rurale. Le dispositif migratoire, dans lequel s'intègre la résidence urbaine, transcende les frontières de la ville, et s'oppose donc à celui que l'on rencontre dans l'ouest kampalais. La preuve est apportée que l'insertion urbaine réussie n'a pas obligatoirement pour finalité une installation définitive en ville, et qu'elle peut s'inscrire dans des trajectoires migratoires circulaires.

La dualité kampalaise se retrouve donc au niveau des migrations intra-urbaines qui opposent deux systèmes, dont les logiques diffèrent complètement, et ont des conséquences divergentes pour la dynamique urbaine [423].

Le schéma migratoire se nuance en fonction des positions sociales de départ. A l'intérieur des néo-urbains, la motivation initiale de la migration vers la ville opère une premier tri entre deux types de migrants : celui qui vient pour poursuivre des études, celui qui recherche un travail. D'une part, la position des premiers apparaît plus enviable dans la mesure où la venue en ville s'effectue en général plus tôt, où le coût de l'apprentissage de la ville est partiellement pris en charge par la famille et où il correspond à une phase d'ascension sociale. Au contraire le migrant qui vient en ville chercher un travail doit faire face en même temps à plusieurs contraintes, dont la moindre n'est pas que les premiers temps du séjour en ville sont passés à rechercher un emploi, et doit en général participer à la reproduction villageoise. D'autre part, la stabilité professionnelle, malgré toutes les difficultés que rencontrent les fonctionnaires ou

---

423 : Il serait intéressant de savoir si cette juxtaposition se rencontre ailleurs en Afrique anglophone, et particulièrement à Nairobi.

les salariés, apparaît dans l'ensemble d'autant plus grande que le niveau d'éducation est élevé. Ces différences expliquent que, pour les migrants travailleurs, la marche à la terre est plus dure, comme le souligne la proportion de laissés-pour-compte et l'allongement de la durée des locations intermédiaires. Enfin l'accès au logement subventionné d'Etat est facilité par un niveau d'études élevé.

"La course à la terre" est donc l'expression concrète de l'ardeur des migrants à s'insérer durablement dans la ville. Elle anime la ville d'un mouvement migratoire centrifuge, et ses étapes, à travers le contenu social dont elle pare les différents quartiers de Kampala contribue à structurer l'espace urbain. La finalité de cette course à la terre s'exprime à travers la production de sols urbains. La mobilité centrifuge et l'éloignement par rapport au centre ont comme finalité l'accès à la terre.

Section 2. ...provoque la production de sols urbains...

La multiplicité des catégories foncières (*mailo*, *leasehold* et *freehold*) et des droits [propriété pleine et entière, droit d'occupation enregistré (*lease*), droit d'occupation temporaire appelé location coutumière (*kibanja tenancy*)] montre la complexité de la situation ancienne. Néanmoins, les pratiques urbaines et péri-urbaines contemporaines aboutissent, nous semble-t-il, à la simplification du fonctionnement du marché foncier en distinguant sur chacun des types de sols quatre niveaux de tenure : la propriété pleine et entière titrée, le droit d'occupation enregistré, le droit d'occupation non enregistré (*kibanja*) appelé encore tenure coutumière (*costumary tenancy*), et enfin la sous-location qui s'apparente à la tenure coutumière mais sans le consentement du propriétaire titré de la terre [422]. L'opposition principale distingue les droits enregistrés assortis d'un titre des droits consentis de gré à gré entre des partenaires, devant témoins - depuis 1986, souvent les RC locaux.

Les filières d'accès à la terre.

Les filières d'accession à la propriété reflètent les césures de la tenure mises en place par l'*Uganda Agreement* de 1900 et renforcées par l'histoire urbaine. Deux grands types s'opposent : les filières publiques et les filières privées.

Les filières publiques.

Elles sont doubles. Leur dualité reflète la dualité de la tenure publique sur la terre urbaine. D'une part, des parcelles sont concédées par la *Uganda Land Commisssion*, organisme gouvernemental. La ULC ainsi que les *Districts Land Committees*, dont le rôle est de conseiller la ULC, sont nommés par le ministre de la terre et du cadastre (*Lands and Survey*). La ULC détient une partie non négligeable de la terre urbaine. D'autre part, il est possible d'acquérir des lots auprès du *Kampala City Council*. Filière municipale et filière ministérielle se côtoient donc. Les procédures sont longues et complexes mais ne diffèrent pas fondamentalement selon les filières.

Les autorités foncières lotissent des espaces vierges sur les conseils du *Physical Planning Department* (PPD) du *Ministry of Housing and Urban Development* (MOHUD). Le PPD opère une planification générale pour la ULC ou le KCC. Une fois ces opérations réalisées, un appel au public est effectué à travers les journaux. Des *applications for town plots* sont retirées auprès des administrations concernées par le lotissement. Après la réunion des comités d'allocations (en décembre 1990, 50 parcelles à allouer à Naguru, Port Belle et Bugolobi ont suscité 800 demandes [423]), les heureux élus reçoivent un *lease offer form* c'est-à-dire une facture qui doit être honorée en une seule fois avant toute autre démarche. Puis il faut effectuer le bornage de la parcelle. Le *Department of Survey and Mapping*, dépendant du MLS à Entebbe est responsable de cette opération, mais l'exécution en est déléguée à des géomètres privés accrédités. Le travail de ces derniers est contrôlé par des

---

422 : Curieusement nous n'avons jamais rencontré au cours de nos enquêtes architecturale et démographique de mention d'une tenure foncière - le *bupangisa* - que pourtant West caractérise comme une tenure éminemment urbaine puisqu'il s'agit d'une location pure et simple de la terre. Il affirme : "*In these areas (les villes) the greater intensity of land use for residential and commercial purposes, the increasing demand for land, (...) and the consequent rise in land values, first revealed the inadequacies of a law intended to control only rural tenanciess of a customary tenure. The mailo owners were able to argue that with the change in land use the Bussulu and Envujjo Law was no longer applicable, and so they were free to charge higher rentals as the market permitted. More recently this attitude has been spreading into the more closely settled peri-urban areas...*". Voir West (H. W.), *Land Policy in Buganda*, Cambridge University Press, Cambridge, 1972, p. 89-93.

423 : Il aurait été intéressant de pouvoir travailler sur le processus de sélection en comparant les dossiers des demandes et ceux des allocataires ainsi que Monique Bertrand a pu le faire pour les petites villes du sud du Mali (Bertrand (M.), "l'enjeu de la terre dans les clientèles lignagères et politiques maliennes : l'exemple de Sikasso et de Koutiala au Sud du pays", miméo, 1988, 68 p.). Cependant, il nous a été impossible, malgré plusieurs demandes et tentatives diverses d'avoir accès à ces dossiers.

géomètres-contrôleurs. Au total, le nombre des étapes administratives à franchir avant de détenir un titre foncier est estimé à 45 par des experts immobiliers ougandais. Le délai moyen entre la première demande et l'accession à la tenure à bail sur les terres publiques est de un an et demi. Léa a entendu parler par une amie de la possibilité d'acquérir une parcelle à Bugolobi en 1986, le titre lui a été remis fin 1989. Ebukali Okwi, lui, a attendu deux ans et demi. Il est vrai que, dans ces deux cas, des trous de trésorerie ont allongé les délais d'obtention des titres.

Ce marché public est, de fait, réservé aux personnes aisées, instruites et introduites dans les méandres de l'administration. Ce marché est protégé de l'intrusion de la majorité des urbains. Les barrières protectrices sont de trois ordres. La première réside dans le fait que la complexité des opérations à mener est telle qu'elle élimine les personnes peu éduquées. La seconde tient à la nécessité de connections pour intercéder auprès des responsables de la sélection. La troisième, produite par les deux précédentes, constitue en une auto-sélection : la majorité urbaine s'exclut d'elle-même de ce marché public qu'elle sait fermé.

La filière spéculative dite aussi "filière magendo" : la privatisation des *leases* publics.

Une fois la parcelle acquise, l'obligation légale est une mise en valeur dans les trois ans sur les terres ministérielles, et dans les cinq ans sur les terres municipales. Cette mise en valeur doit respecter des normes architecturales et sanitaires strictes conformes au *Town and Planning Act* et aux normes légales. Cela rend le coût de la mise en valeur très élevé et, bien que la plupart des allocataires ne soient pas des défavorisés, souvent au-dessus de leurs moyens. Aussi la revente est-elle une solution pour réaliser une opération financière juteuse. En effet, la revente illégale au regard de la loi se fait au prix du "marché privé". Le premier allocataire parvient ainsi à gagner la différence entre le prix officiel de sa parcelle et celui du marché privé. Par exemple, Rose Nakimbowa a réussi à venir à bout des méandres administratifs du KCC pour se voir enfin attribuer une parcelle à Bugolobi. Des ministres, des ambassades, des compagnies étrangères composaient le voisinage. Commerçante, elle ne pouvait réussir à répondre aux exigences légales du KCC, que ses voisins n'auraient pas manqué d'alerter si elle avait tardé à construire, ou bien construit selon des normes inférieures dévalorisantes pour le standing du quartier. Aussi décida-t-elle de se débarrasser de cette parcelle qui lui avait coûté 700 000 shillings (200 000 de bail, 50 000 de bornage et 450 000 shillings de *coffee* ou de bakchich à un commis pour surveiller les progrès du dossier). Pour vendre, elle a fait appel à un voisin, Mathew Sengoba, qui travaille au KCC, et qui l'a mise en contact avec un acheteur. Mathew a utilisé les dossiers de candidatures pour sélectionner d'éventuels candidats. En fait, il semble que cet intermédiaire ait aussi mis en branle tout un réseau de relations intéressées pour trouver un acheteur. En définitive, celui-ci est un candidat malheureux aux parcelles officielles. Le critère de sélection paraît être le statut socioprofessionnel, et, au-delà, la solvabilité du client. Celui-ci est un riche Muganda inquiété sous Amin, qui a fui au Kenya, et souhaite revenir en Ouganda pour sa retraite, mais entend assurer ses vieux jours par un investissement immobilier destiné à être loué. A propos du choix du client, il est intéressant de noter que Rose a eu directement des propositions d'achat de son côté. Bien que lui permettant d'économiser la commission, elle n'a pas souhaité court-circuiter son intermédiaire. En effet, en négociant directement avec l'acheteur, elle s'exposait à devoir baisser le prix de vente, et accepter un paiement étalé, et donc risquer de ne jamais se faire payer, ou bien de se faire expulser avant d'avoir la totalité de la somme. La parcelle a été vendue 3,5 millions de shillings. L'intermédiaire a touché une commission de un million de shillings.

Les institutions ne produisent que peu de sols urbains. L'Etat s'est aujourd'hui pratiquement dessaisi de ses réserves foncières. De plus comme la diffusion de la propriété foncière pleine et entière a été précoce, et que le droit coutumier n'apparaît plus que très

marginalement, l'essentiel du jeu foncier (70% selon les estimations des spécialistes kampalais) est animé par la sphère privée.

Les filières privées: le marché réel.
La filière mailo.

Ces filières sont théoriquement abolies depuis le LRD de 1975. Cependant, ce décret n'est pas entré dans les faits. Aussi, la conception générale d'une terre appropriée à titre privé demeure. La preuve la plus flagrante est que sur les titres fonciers du ministère du *Lands and Surveys*, les fonctionnaires s'appliquent à rayer les termes *"freehol"* et *"leasehol"* pour, en ce qui concerne les terres anciennement privées, les remplacer par la mention *"mailo Land"*. Au coeur de l'appareil d'Etat, la nationalisation des terres est remise en question par ceux là même qui devraient en assurer l'exécution pratique.

Nos interviews ont montré un remarquable consensus quant à la perception par les urbains des conséquences du LRD. Pour la majorité de nos interlocuteurs, la conséquence majeure du LRD est qu'il dispense officiellement le locataire coutumier de payer le *busullu* et l'*enjuuvo* au propriétaire. Théoriquement, il affaiblit donc la position du propriétaire. Le fait de ne plus devoir payer les tributs, aussi minimes sont-ils, tend progressivement à transformer un droit d'occupation en droit de propriété. La conception coutumière précoloniale de la mise en valeur comme preuve et légitimation de l'occupation réapparaît donc avec force. Là, réside le coeur du problème du LRD. En effet, l'occupant se transforme en propriétaire utile. Ceci permet à tout occupant régulier, c'est-à-dire explicitement toléré par le *mailo owner*, mais aussi irrégulier, *i. e.* non explicitement toléré par le propriétaire titré de se déclarer légalement *kibanja holder*. La mise en valeur, même par un occupant irrégulier, transfère, de fait, la propriété du propriétaire négligent ou trop peu vigilant à l'occupant sans scrupule. Avant 1975, tous les *bibanja holders*, qui ne payaient pas le *busulu* et *l'envujjo*, pouvaient être expulsés sans compensation comme squatters. Maintenant, le propriétaire se doit de surveiller étroitement son domaine; sinon, la mise en valeur légalise l'occupation par des squatters. Elle leur donne le statut de *kibanja holder*. L'adage "qui ne dit mot consent" appliqué au *mailo owner* trouve là sa pleine efficacité "légalisatrice". La différence entre les squatters et les *bibanja tenants* était facile à établir avant le LRD de 1975 puisqu'elle se faisait grâce aux papiers certifiant le paiement du *busulu* et de l'*envujjo* au propriétaire ou à son représentant. Mais la suspension de cette obligation rend la distinction difficile et multiplie les occasions de conflit. L'intervention du voisinage et de la mémoire collective s'avère la plupart du temps nécessaire. Le témoignage des RC apparaît de première importance. C'est pourquoi, l'achat d'un terrain quel que soit le niveau de sa tenure ne peut se passer du témoignage des RC. Une commission est demandée au nouveau propriétaire dans des buts d'aménagement. Dans les faits, cette dîme est conservée par les membres du conseil. Mais le nouveau propriétaire peut difficilement se passer de l'appui des politiciens locaux, dans la mesure où ceux-ci assurent la sécurité de la tenure puis du chantier. Aussi, se trouvent-ils dans une position stratégique, qu'ils ne manquent pas d'exploiter en extorquant aux différents protagonistes des conflits fonciers des bakchich, et en renforçant, au niveau local, leur pouvoir.

Dans le cas où le propriétaire parvient à expulser ses locataires ou les squatters, l'un des rôles essentiels des RC est également d'obtenir que soient payées des compensations aux expulsés. Ceci s'applique aussi bien dans les quartiers privés que dans les quartiers publics. Par exemple à Bugolobi, un métis de Zaïrois et de Polonais, Joseph Mukibi, intégré depuis longtemps à Kampala, résidait dans une maison du ministère de l'industrie, et il a été expulsé par un ministre. Le RC a intercédé pour que Mukibi, à titre de compensation, soit relogé dans une maison de Old Kampala. Cependant, l'automaticité des rapports de force politique et des prises de position des RC n'est pas aussi nette. Nous connaissons plusieurs cas où le RC prend fait et cause pour les "expulseurs" contre leurs administrés, au nom d'une communauté d'intérêt, justifiée par une idéologie de l'affrontement social singulièrement brutale. Le Secrétaire à la Défense du quartier de Salaama, Kyembade, illustre bien cette position,

puisque dans un conflit entre un k*ibanja tenant* et une nouvelle propriétaire portant sur le montant de l'indemnisation, il prend fait et cause pour "l'expulseur" contre l'expulsé spolié, que, pourtant, il côtoie depuis l'enfance, et ce au nom du droit que "ceux qui sont riches ont le droit d'être chez eux, sans que les petits les empêchent de jouir de leur bien" ! Il est vrai que dans la plupart des cas des bakchich viennent aider les responsables locaux à prendre position aux côtés des "expulseurs".

La compensation est calculée d'après des grilles officielles du ministère de la Terre et du Cadastre. Ces grilles sont réactualisées relativement régulièrement. Cependant, dans un contexte d'hyperinflation, la mise à jour ne suit pas le rythme de l'envolée des prix. Aussi le contexte économique joue-t-il en défaveur des expulsés, alors qu'il joue en faveur des nouveaux propriétaires. La déflation constitue donc une amélioration notable pour les expulsés. La compensation coûte cher aux propriétaires surtout dans le contexte de rareté des ressources de l'Ouganda actuelle. Elle est parfois impossible. Aussi la terre est-elle définitivement perdue pour lui et acquise pour l'occupant. Cette obligation de compensation incite certains locataires coutumiers à construire en dur afin de rendre le coût de la compensation élevé, voire impossible.

Face à cette situation, les propriétaires ne restent pas passifs. Ils élaborent des tactiques de résistance ou d'anticipation. Celles-ci expliquent, en partie, la multiplication des "cultures-prétextes" et des gardiens-jardiniers destinés à dresser des barrières à l'occupation par des inconnus et à surveiller la terre. La surveillance de sa parcelle constitue la parade la plus efficace du propriétaire face à l'occupation illégitime, ou bien face à la parcellisation du droit d'occupation qu'il a accordé au locataire coutumier.

Une autre stratégie consiste à anticiper sur l'occupation illégitime en vendant les terrains vierges. Ceci explique l'ample mouvement de parcellisation que connaît la périphérie de Kampala. Certains vendent également quand ils héritent d'un bien dont ils ne savent pas quoi faire. Plutôt que de le laisser en déshérence et de risquer de le voir perdu, on le vend. Mais dans l'ensemble la vente repose sur un besoin urgent d'argent liquide.

A Makindye par exemple la *namasole* - la mère du *kabaka* - vend sans titre. Elle pérennise la politique foncière du *kabaka*, mais sur des terres personnelles. En fait, il s'avère que la plupart des terrains qui sont vendus en son nom, le sont sans son consentement. Les locataires coutumiers déjà installés animent ce puissant mouvement de parcellisation. Cependant la *namasole* tolère ce mouvement dans la mesure où elle ne manque pas de donner son consentement, contre espèces sonnantes et trébuchantes, dans les cas où on lui demande d'entériner la régularisation de l'acquisition. Pour nos informateurs elle est caractéristique d'une noblesse désargentée qui ne possède plus comme richesse véritable que sa base foncière. L'exemple du prince Mawanda à Munyonyo est également significatif de cette stratégie nobiliaire qui consiste à se départir de ses terrains au coup par coup pour répondre aux besoins. Mais il table plutôt sur des ventes légales et sa réserve foncière est encore conséquente, quoique nettement diminuée depuis une vingtaine d'années. Le prince interrogé sur les raisons qui l'ont poussé à vendre argue de deux faits convergents : le besoin en capital et la peur de la préemption étatique à cause du défaut de mise en valeur. Il préfère vendre un terrain titré plutôt que d'autoriser, comme le font encore certains propriétaires, des locataires coutumiers à s'installer sur leurs terres.

Ces propriétaires préfèrent cette solution à l'absence de mise en valeur. Ils pallient par l'allocation qu'ils pensent temporaire, le manque de moyens financiers. En fait, il semble que la stratégie de ces propriétaires soit essentiellement d'ordre monétaire. La vente foncière permet la réalisation de projets immobiliers souvent d'ordre locatif. Le primat de cette logique financière sur la logique patrimoniale, qui tend à maximiser les flux de liquidités à court terme, dérive des contraintes que font peser sur les stratégies des Kampalais les exigences de la reproduction. Nécessités de la reproduction physique, de la reproduction sociale, faiblesse des revenus du travail et rétraction de la masse monétaire conjuguent actuellement leurs effets pour faire de la terre un recours aisé. C'est également un besoin financier pressant qui a

justifié la politique de lotissement foncier de l'église catholique. En 1953 au moment de la mise en place d'une hiérarchie catholique ougandaise, les terres religieuses *freehold* ont été remises aux diocèses par les congrégations. En retour, le diocèse attribue des *leases* aux institutions catholiques. Entre 1986 et 1988, le diocèse a pratiqué une politique de lotissement foncier afin d'accroître sa rente urbaine, et, en attendant la réponse des organisations caritatives d'Occident aux améliorations de la situation en Ouganda, d'augmenter sa capacité financière. Charles et Stella ont bénéficié de cette occasion pour acquérir un *lease* de 49 ans pour une parcelle d'un demi acre sur ces terrains *freehold*. La prime était de 50 000 shillings et le loyer annuel de 5 000 shillings par an, révisable au gré du diocèse tous les cinq ans. Le contrat est assorti d'un cahier des charges relativement souple et sans ambiguïté en accord avec les normes architecturales du KCC. Cet argent a servi surtout à financer des projets sociaux (écoles, orphelinat et centre de santé).

Cependant, au delà des raisons qui les poussent à vendre, ces exemples montrent combien les rapports entre les propriétaires et les locataires coutumiers, et les stratégies des uns et des autres dépendent du rapport de force qui s'établit entre eux. Celui-ci dépend à la fois du niveau social relatif des uns et des autres, de la distance géographique qui sépare la résidence habituelle du propriétaire de sa parcelle lotie coutumièrement, de l'attention qu'il lui porte et du nombre des locataires coutumiers. Il est extrêmement significatif que, sur les terres du prince Mawanda, les locataires coutumiers déjà installés n'osent pas diviser leur terrain et accueillir d'autres sous-locataires. Ils savent d'une part que l'acquisition de la propriété éminente sera impossible à cause du refus du prince. D'autre part, la proximité géographique de la résidence principale du prince, au sommet de la colline permet à celui-ci d'être au courant de ce qui se passe sur ses terres, et d'intervenir rapidement dans le cas où un locataire coutumier outrepasserait ses droits. En Afrique noire, l'absence d'invasion brutale et massive, ainsi qu'il est courant d'en rencontrer en Amérique latine, contribue à la personnalisation du rapport de force entre les partis en présence. Lorsque la stature sociale du propriétaire est celle du prince Mawanda, cette personnalisation défavorise évidemment le locataire coutumier. Toutes les relations foncières sont empreintes de ces rapports de force entre les différents protagonistes.

Mais de l'état de la parcelle à vendre dépend la facilité de sa vente et le niveau de son prix. Si la parcelle est inoccupée, la vente et l'achat ne posent aucun problème. Par contre, si elle est occupée par des *bibanja holders* tolérés ou squatters, l'achat pose la question de savoir quel est l'intérêt de l'acheteur? Il dépend de son identité. S'il s'agit d'un des occupants, le transfert ne constitue qu'une confirmation du droit d'usage et son extension à la propriété éminente. Il s'agit d'une régularisation. Au contraire, si l'acheteur est nouveau venu sur la terre, il espère sans aucun doute tirer parti de son acquisition. Aussi, dans la plupart des cas, est-il dérangé par les occupants. Ceux-ci deviennent alors de son point de vue des squatters. Et l'ensemble du débat qui s'engage tourne autour de la définition juridique des occupants du sol : locataire coutumier ou squatter. C'est pourquoi, les cas d'expulsions ont souvent lieu après un transfert de propriété. Dans les cas où l'achat est purement spéculatif ou bien où le nouveau propriétaire a besoin d'un oeil sur sa nouvelle parcelle, il maintiendra une partie des occupants précédents sur place afin de ne pas avoir à les indemniser, mais en leur spécifiant l'espace strict qui est le leur, et l'interdiction de faire venir quelqu'un d'autre sur le terrain. Cependant le plus souvent un transfert de propriété est immédiatement suivi d'une expulsion. Qu'un inconnu expulse plus facilement que l'ancien *mailo owner* montre l'efficacité des liens sociaux établis entre les occupants et le propriétaire comme protection pour les petits. C'est un des éléments inattendus de la situation foncière kampalaise que vingt ans de conflits, une autorisation légale pour les propriétaires de pouvoir expulser les occupants légitimes ou illégitimes, n'aient pas entraîner l'aggravation de la situation des occupants. Le tissu social baganda est tel qu'il empêche les nantis d'expulser les plus faibles sans compensation. Mais la ville favorise l'expulsion grâce à l'anonymat du nombre et aux ventes qui rompent les liens unissant une terre, des occupants et un propriétaire. Mais même dans le cas de squatters le

pacte social est si fort, que la compensation est ressentie comme obligatoire. Un de nos interlocuteurs nous disait qu'expulser quelqu'un sans l'indemniser porte malheur. La référence au *mayembe*, la sorcellerie, n'est jamais éloignée des rapports de force fonciers.

Néanmoins, ces dernières années le nombre des cas d'expulsions indemnisées a considérablement augmenté à Kampala. Sous l'influence d'un double processus de *gentrification* [426], et de régularisation de la tenure par les premiers occupants, les conflits fonciers se sont accrus entre les locataires coutumiers réguliers ou irréguliers et les propriétaires titrés. Le LRD constitue une bombe à retardement qui est en train d'exploser. Entre autres choses, ceci explique la virulence des débats qui tournent autour de la question foncière. Les expulsions se font de plus en plus fréquentes aux abords et à l'intérieur du périmètre urbain. La valeur foncière accrue par le nombre des candidats à la terre excite les convoitises, emporte les scrupules socio-psychologiques et multiplie donc les frictions et les ventes.

Au niveau individuel, comment s'expriment concrètement ces tendances?

L'exemple de Richard Kiwanuka est significatif. En 1984, il a acheté un acre (0,4 hectare) de terre *mailo* sans titre de propriété 300 000 shillings. Cette somme correspondait au droit d'occupation plus les indemnités pour une maison en adobe (*mud and wattle*). Aussi, était il considéré comme un *kibanja holder*. Légalement, il ne devait rien payer au possesseur du titre foncier correspondant à sa parcelle. Il est néanmoins révélateur de l'inertie des pratiques sociales que R.K. ait ressenti le besoin de s'acquitter d'une visite de politesse au propriétaire. Et, comme si la loi de 1975 n'avait pas existé, reconnaissant par là même la prééminence sociale de son interlocuteur, il a offert un cadeau (le *kanzu*) au maître de la terre. Cette marque de politesse et de déférence respectait l'étiquette et constituait implicitement un moyen de se faire reconnaître comme le nouvel occupant des lieux.

Mais, malgré cette visite, la menace d'expulsion contre laquelle Richard ne pouvait rien, demeurait. Il ne pouvait pas refuser de libérer la place si le propriétaire le lui demandait. Aussi, chercha-t-il à garantir la sécurité de son occupation avant de procéder à des investissements. C'est pourquoi, un an plus tard (1985), il racheta la propriété éminente pour la somme de 300 000 schillings. Il possède donc maintenant un titre de propriété correspondant à son acre originel. Pour lui, l'intérêt est de garantir sa tenure et d'y pouvoir investir dans une maison en dur. Eventuellement ce titre lui permet également de revendre sa parcelle plus chère. La régularisation de la tenure est donc une opération financière autant que juridique. Pour le propriétaire précédent, il s'agit de réaliser une opération financière intéressante sur une terre que de toute façon il avait perdue de fait. Pour le précédent *kibanja holder*, la cession de son droit d'occupation est également une opération intéressante. Donc, pour une pleine et entière propriété, qui en théorie n'existe plus depuis le LRD de 1975, R.K. a dû racheter deux niveaux de droits.

Location coutumière et "squatting" : le marché des pauvres, des stratégies en forme de paris.

Tous les candidats à la terre urbaine ne peuvent ou ne veulent pas racheter ces deux niveaux de droits. La plupart se contentent d'acheter le droit d'occupation au possesseur coutumier précédent. Ce processus est encouragé par le LRD qui, en supprimant les tributs fonciers, supprime le lien symbolique, qui soumettait l'usufruitier au propriétaire éminent. Ainsi, Hippolyte Kyambade a-t-il acheté sa parcelle de 200 m^2 au précédent locataire coutumier, Vincent Natakato, sans demander la permission au propriétaire. Vincent possédait, mais seulement en usufruit, un *lusuku* (parcelle portant une bananeraie) de 2 acres

---

426 : Ce processus se distingue de la *gentrification* occidentale dans la mesure où il ne s'agit pas là de "la réoccupation d[u] centre[] ville[] par les classes aisées après rénovations et réhabilitations" [Brunet (R.), Ferras (R.), Théry (H.),*op. cit.*, p. 214], mais du remplacement dans des espaces relativement périphériques des groupes d'occupants initiaux, généralement populaires, par les élites.

à Kyebando. Au gré de ses besoins financiers, il l'a loti plus ou moins géométriquement pour céder le droit d'occupation. Le processus d'acquisition du droit d'occupation d'Innocent Kahima est révélateur des intervenants qui animent le jeu foncier dans un quartier en cours de densification, Kyebando. Il a acheté un *kibanja* pour 650 000 shillings. Il possède un reçu et une facture signés du précédent "propriétaire"; en fait, il s'agit du précédent locataire coutumier. L'acquisition a été relativement compliquée par des échanges de quelques m^2 avec les propriétaires d'à côté, afin de laisser la place à une route joignant Kamwokya à Kyebando à travers le marais. Le chef de quartier a touché 3 000 shillings plus quelques bières, pour ne pas poser de problème à Innocent et lui signer son reçu et sa facture. En plus, Innocent avait commencé les fouilles avant même d'avoir obtenu le consentement du chef de quartier, qui, un jour, débarque sur sa parcelle et le convoque le soir même dans un bar. Là, il le sermonne, et le convoque à un meeting du *Resistance Committee* où notre ami donne 5 000 shillings pour les bonnes œuvres du quartier. Innocent a entamé des démarches en vue de régulariser sa situation foncière. Il a fait venir un géomètre de ses amis qui a procédé au bornage du terrain. Ensuite, muni du certificat de bornage, le chef de quartier s'est rendu au KCC et en a ramené une facture du montant de la redevance foncière que le nouveau locataire coutumier doit honorer. Cette feuille représente la preuve qu'Innocent possède bien un droit d'occupation sur sa parcelle de 400 m^2. Avec une certaine roublardise, il nous la présente comme son titre foncier certifiant sa propriété. Mais, les locataires coutumiers savent pertinemment la différence entre cette redevance annuelle et un titre foncier plein et entier. Ils attendent seulement du certificat municipal la reconnaissance de leurs droits et la possibilité de recevoir une compensation en cas d'expulsion.

Le double processus de densification démographique et d'occupation précaire de la terre trouve sa source dans ces pratiques.

Le premier locataire coutumier utilise parfois l'argent tiré de la cession de droit d'occupation d'une partie de son *kibanja*, pour racheter la propriété éminente. Un mouvement de régularisation partielle, parallèle à la densification, est donc engagé. Mais tous les occupants ne songent pas à racheter la propriété éminente. Par exemple, pour le demi-acre qu'il possède en tant que locataire coutumier à Kyalliwajjalla, Richard n'a pas ressenti le besoin de racheter la propriété éminente (*to buy the title*) au propriétaire parce qu'il n'a pas l'intention d'investir beaucoup dessus et parce qu'il pense que sa situation enclavée ne fait pas de cette parcelle, une cible très intéressante pour d'éventuels acheteurs.

Pourquoi les premiers occupants cèdent-ils une partie de leur terrain ? Le besoin d'argent liquide et la peur que le propriétaire ou qu'un nouvel acquéreur ne les expulse constituent les deux motivations essentielles. Aussi, en appelant d'autres usagers, espèrent-ils faire masse et augmenter le coût d'une éventuelle expulsion jusqu'à la rendre impossible financièrement. Cette stratégie répond à un souci évident de protection. "Le maniement du droit d'usage et son évolution progressive vers des formes de plus en plus proches de l'appropriation est très fréquemment lié au souci d'accroître la population ou du moins de constituer ou de maintenir une unité capable de se défendre contre tous les dangers [...] dans les temps d'insécurité, l'octroi par les premiers occupants de droits d'usage à des nouveaux venus est le moyen classique de se prémunir contre les risques" [427]. Cette stratégie de résistance se double d'une volonté d'enrichissement. L'appétit de terre entretenu par la croissance démographique est tel que l'accès à une parcelle même précairement détenue se paye lourdement. Le premier occupant a donc doublement intérêt à accueillir des nouveaux colocataires. Assez souvent, il enlève les scrupules des candidats au droit d'occupation en se faisant passer pour le propriétaire *mailo*. Cette stratégie d'anticipation des locataires coutumiers se heurte à celle

427 : Verdier (R.) & Rochegude (A.), *Systèmes fonciers à la ville et au village*, L'Harmattan, Paris, 1986, p. 286.

des propriétaires tentés de se séparer de la terre pour éviter de la perdre sans contrepartie, et parce qu'ils sont incapables de la mettre en valeur pour éviter l'installation des squatters.

Le processus de densification des espaces alloués à des *bibanja holders* est ainsi déterminé par cette course de vitesse entre les différents acteurs du jeu foncier qu'aiguise la croissance démographique et jusqu'à un passé très récent l'inflation. En effet, l'investissement foncier est une garantie contre le vol et l'inflation. C'est un moyen de transformer l'argent, valeur fragile, en biens durables.

Quand les conflits éclatent entre le propriétaire et les locataires coutumiers, les seconds, avec une roublardise désespérée, plaident leur bonne foi et affirment qu'ils ont acheté le droit de s'installer où ils sont. Dans les faits le *squatter* pur n'existe pas à Kampala. Chaque ménage non locataire peut se prévaloir d'une reconnaissance d'achat ou d'un papier qui légitime sa présence sur place.

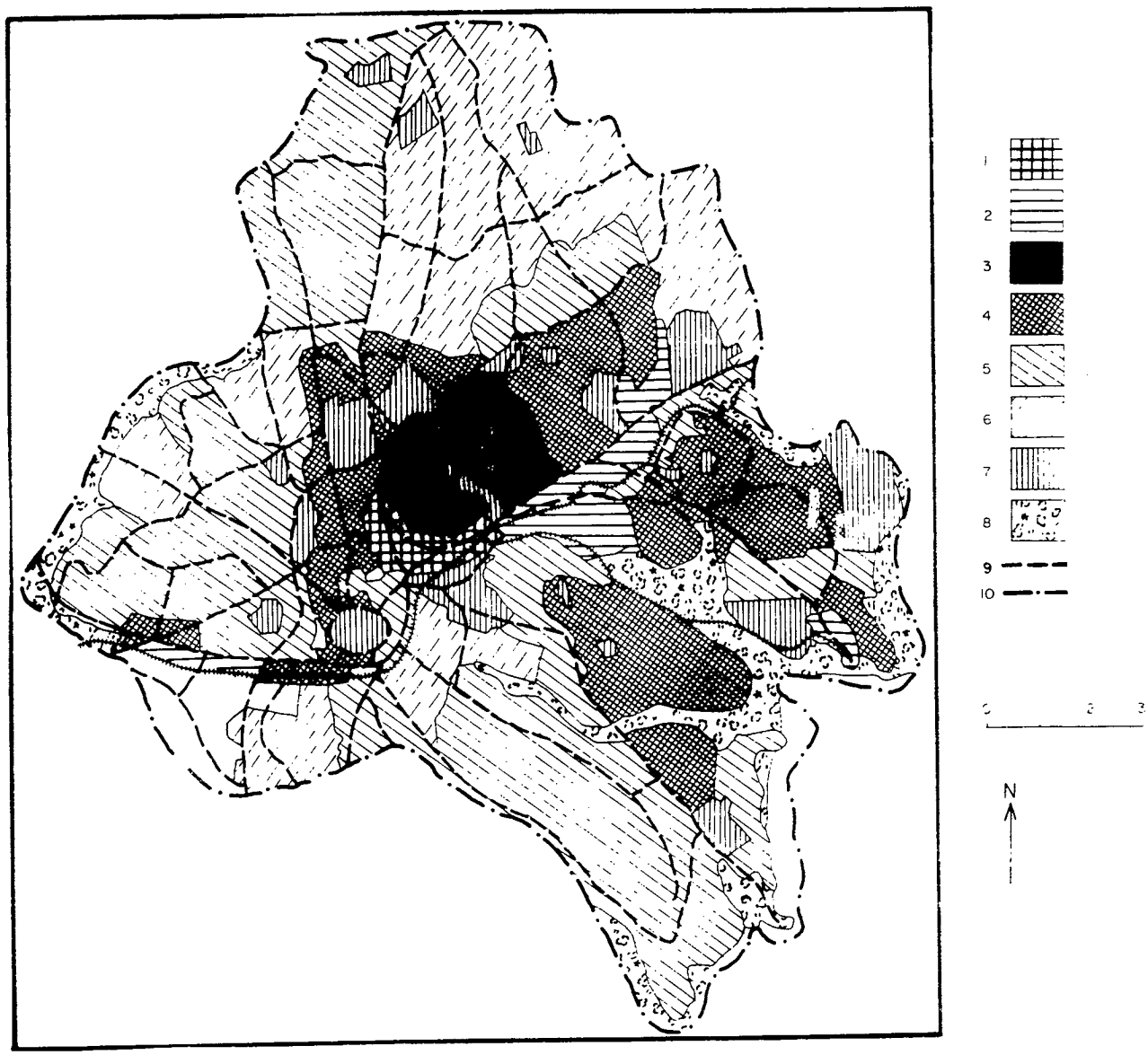
Les marchés fonciers.

L'analyse des prix des terrains nous paraît importante dans la mesure où elle révèle la hiérarchie des valeurs, qui reflète celle que les représentations des Kampalais structurent. La carte du prix du sol à vocation résidentielle à Kampala en 1991 est à cet égard très utile.

Cependant cette carte présente des lacunes importantes. D'une part, elle ne considère que les terrains titrés, laissant par là même la géographie de la majorité des transactions foncières de côté. D'autre part, elle ne rend pas compte des variations à grande échelle. Or, celles-ci jouent fortement en fonction de la situation topographique et des différentiels d'accessibilité locaux. Les hauteurs sont plus appréciées que les bas fonds. Mais les problèmes que pose l'accessibilité à l'approche des sommets les plus hauts tendent à diminuer légèrement leurs prix par rapport aux terrains de mi-pente. Une véritable catena des valeurs foncières caractérise donc les collines kampalaises.

Celle-ci se double d'une variation altitudinale des types de transactions. En effet, d'après certaines observations convergentes, les terres vendues titrées se concentrent vers le haut des collines et dans les zones avec vue sur le lac. Un gradient de la précarité de la tenure se surimpose à la topographie pour produire cette catena foncière. A plus grande échelle, la taille même du terrain intervient également. En périphérie, plus le terrain est grand, plus le prix au m^2 est élevé. Il n'existe pas de prix foncier dégressif. La logique de cette pratique est que la personne qui peut acheter un grand terrain est capable de payer un prix élevé. Mais dans les zones d'habitat dense péricentrale, les petites parcelles se vendent à un prix au m^2 très élevé. La perspective d'une rente locative explique cette différence par rapport à la règle périphérique.

A une échelle plus petite, les quartiers centraux de Nakasero et Kololo bénéficient d'une prime à la centralité, mais aussi à l'équipement. Intervient également la charge positive élevée attribuée à l'environnement social de ces deux collines qui détiennent le record des prix kampalais. Un processus cumulatif renforce le primat de ces deux collines.



Carte

Variations du prix du sol à vocation résidentielle à Kampala

(prix en millions de shillings pour 1 000 m^2).

1: Le CBD ; 2: Les zones industrielles ; 7: Les terrains institutionnels ; 8: Marais ou forêts ; 9 : Principaux axes de communication ; 10 : Limites municipales;

Valeur moyenne d'un terrain de 1 000 m^2 : 3: entre 20 et 30 ; 4: entre 4 et 6 ; 5 : entre 2 et 4 ; 6 entre 0,5 et 2

Les quartiers dont le prix des parcelles de 1 000 m^2 est compris entre 4 et 6 millions de shillings appartiennent à des ensembles variés. Les *slums* péricentraux occidentaux et septentrionaux y côtoient les collines aisées planifiées de Naguru, Ntinda, Mbuya, Bugolobi et Port Bell, mais également les secteurs aisés mais non planifiés de Mutungo, Tank hill et Bunga.

La forte pression, que fait peser sur le sol la densité démographique des quartiers précaires péricentraux, s'inscrit clairement sur la carte des prix du sol à Kampala en 1991. Il s'agit en fait d'une version populaire de la prime à la centralité. En effet, compte là moins le niveau d'équipement, que l'accessibilité au centre qui permet de réduire les coûts de transport et de faciliter l'insertion professionnelle à la ville.

Une prime favorise également les secteurs équipés de la capitale, c'est-à-dire la ville publique mais aussi, et quoiqu'elle appartienne à la ville privée, la péninsule de Gabba et Tank hill, ainsi que la colline de Mutungo où l'approvisionnement en eau ne connaît pas d'interruption. Dans ces derniers cas, deux facteurs viennent également pousser les prix à la hausse : la vue sur le lac et l'environnement social plus favorisé que dans d'autres secteurs situés à la même distance du centre. Le processus cumulatif intervient donc à nouveau.

L'histoire de l'insécurité différentielle des quartiers kampalais explique également cette géographie du foncier. En particulier, elle oppose très nettement les collines sud-orientales, et notamment Tank hill à Rubaga. Cette dernière possédait un avantage très net avant la crise, mais l'insécurité qui y a régné a fait chuter les prix. Significative à cet égard fut une décision de la direction locale des Nations-Unies, qui a interdit à son personnel de résider à Rubaga. Au contraire, un certain nombre d'ambassades ont très tôt investi sur Tank hill. Elles y ont été suivies par des ministres d'Amin et d'Obote qui ont construit des résidences personnelles. D'après la rumeur, pour ces personnalités, le dédale de la voirie induite par l'absence de planification aurait constitué une relative protection contre les recherches des services de sécurité, alors qu'au contraire ceux-ci pouvaient s'exercer facilement dans les quartiers planifiés [428]. La qualification relative de la colline de Tank hill s'en est trouvée appréciée. Ainsi se serait engagé le processus cumulatif qui en fait une des collines les plus recherchées de Kampala. Du fait de la densification du bâti, les collines de Bunga et Kisugu se sont trouvées en position de relais.

En position périphérique, l'accessibilité et l'intégration aux réseaux divers viennent jouer en faveur des secteurs les mieux reliés au centre ou bien les plus proches de la frontière entre la ville publique et la ville privée, comme Bwaise ou Kawempe-Kazo, ou encore Bukoto, Buye.

Deux facteurs interviennent pour accentuer la complexité de cette géographie foncière.

D'abord, le zoning fonctionnel pratiqué de façon relativement stricte en ce qui concerne la localisation des activités industrielles. A l'Est du centre ville, un large secteur de terrains à vocation non résidentielle s'immisce entre les quartiers de Bugolobi et Mbuya d'une part, Kololo, Naguru, Ntinda d'autre part.

Ensuite, au Sud du centre ville, les *slums* de Kisenyi, Katwe et Kibuye apparaissent ne pas bénéficier des mêmes faveurs des investisseurs immobiliers que ceux de Kagugube et Mulago par exemple. La proximité des casernes de Lubiri et Makindye est peut-être à prendre en compte. Cependant, comme une auréole de désaffectation claire n'entoure pas l'ancien palais royal, il faut mettre cette hypothèse de côté pour expliquer seule la dépression des valeurs foncières au sud du centre ville. Les terrains de Kibuye appartenant en majorité à la catégorie des terres royales nationalisées en 1967, et mal surveillées depuis. Aussi, la la plus grande précarité de la tenure foncière et la plus forte densité des locataires coutumiers et des squatters (locataires coutumiers invités à s'installer sur leur *kibanja* en l'absence d'une

---

428 : Par un curieux retour de l'histoire, l'urbanisme planificateur retrouvait sous la terreur sa fonction première d'encadrement et de contrôle des populations.

autorisation du propriétaire éminent) peuvent expliquer la défaveur des investisseurs. Ce facteur intervient certainement mais pas exclusivement. Les connotations psychosociologiques péjoratives qui sont attachées à ces quartiers de Kisenyi et Katwe jouent à notre avis un plus grand rôle. Diffuse et tenace chez les Kampalais est l'image de quartiers populeux, grouillants d'activités plutôt interlopes, parfois dangereux et où se concentreraient une population marginale. Il est vrai que ce sont les zones où les Sénégalais, Maliens, Zaïrois et Somalis exercent leur art et leur trafic. Une situation topographique de fond de vallée est sans doute également à faire intervenir. En fait, la convergence et la coalescence des facteurs contraignants et dépréciatifs sur des quartiers proches les uns des autres expliquent sans doute, que, malgré sa localisation péricentrale ce secteur ne connaisse pas les mêmes valeurs foncières que les quartiers d'habitat populaire précaire au Nord et à l'Ouest du centre ville.

Au total, la topographie, la géographie différenciée de l'équipement et de l'intégration à la voirie et aux réseaux divers, ainsi que la géographie des représentations sécuritaires et esthétiques, les intrusions du zoning institutionnel et les nuances de la tenure foncière bouleversent la radio-concentricité qu'aurait dû produire la prime à la centralité. La géographie foncière kampalaise relève donc plutôt d'un modèle sectoriel que d'un modèle radio-concentrique ou polynucléaire.

Le type de la tenure contribue également à différencier le prix des terrains. En règle général, les Kampalais préfèrent les terres privées (*mailo*) parce que les droits qui lui sont attachés ne comportent pas de limites, pas d'ambiguïté et surtout pas d'interférence étatique possible. Cependant par rapport à cette règle commune, qui privilégie le sol privé par rapport aux sols publics, des pratiques spécifiques contribuent à valoriser les sols publics. En effet, la comparaison des prix officiel au mètre carré souligne la subvention dont bénéficie le marché public. Certes, les sommes officielles dépensées pour accéder à la détention d'un titre de concession à bail sur des terres publiques ne représentent qu'un tiers des sommes totales réellement dépensées. Les deux autres tiers sont donnés "sous la table" aux différents fonctionnaires chargés de gérer les dossiers. Ainsi, le système d'allocations publiques des parcelles se trouve réévalué par rapport au marché privé. La corruption réduit sans pourtant l'annuler la subvention au marché public. Le fait que par simple passage du marché public au marché semi-public ou *magendo* le prix du terrain soit multiplié par 5, dénonce le caractère subventionné du marché public par rapport au marché privé. La subvention explique l'attractivité de ces terres publiques. Aussi un filtre social sélectif s'est il mis en place au profit des groupes aisés. Les changements politiques qui ont eu lieu entre 1984 et 1987, période pour laquelle nous avons quelques informations sur la composition sociologique des personnes qui se sont vue attribuer des parcelles publiques, ont affecté non pas le niveau social de ce groupe, mais son contenu politico-ethnique. Jusqu'en 1986, il semble que les allocataires aient surtout été des nordistes et des gens de l'est. Par contre depuis 1986, les bantous représenteraient une fraction notable des allocataires. Depuis cette date également, on constate également que les ambassades et les sociétés étrangères ont réussi à s'introduire sur ces terres. Il s'agit clairement des sous-groupes socio-politiques avec lesquels l'Etat entretient des relations privilégiées. Ce sont surtout les ressorts de la corruption généralisée de la fonction publique qui favorisent les groupes aisés. Mais plus qu'une stratégie étatique claire et consciente, il nous semble qu'il faille inverser le point de vue et parler d'une stratégie sociale dont la finalité est la reproduction d'un groupe de privilégiés. Celui-ci parvient à manipuler les modalités d'attribution des terres publiques à son profit. Ce groupe privilégié se démarque du commun des Kampalais, plutôt attirés par les terrains privés.

Les intermédiaires : les agents immobiliers.

On rencontre chez les agents immobiliers une stratification comparable à celle qui traverse tout le secteur artisanal.

L'exemple de l'agence Zam-Zam montre le premier degré de la hiérarchie. Elle occupe un appartement d'un immeuble du centre ville géré par le DAPCH. C'est pourquoi elle peut s'offrir le luxe d'une salle d'attente que surveille mollement une secrétaire cachée par sa

machine à écrire. L'agent immobilier accueille ses visiteurs dans un bureau moquetté meublé d'un bureau, d'une étagère vitrée bourrée de classeurs d'où s'échappent des papiers jaunâtres, et d'un sofa, de deux fauteuils et d'une table basse. Le signe de la réussite de cette entreprise est le téléphone qui fonctionne. L'agent immobilier nous présente des registres assez bien tenus où apparaissent le nom du vendeur, la taille et la description de la parcelle à vendre. L'agent immobilier est vêtu d'un *Kaunda suit*. Il affirme vendre une parcelle par semaine en moyenne. Il dirige une petite équipe de chercheurs de terrains à vendre et de clients. Lui-même part souvent sur le terrain. Mais l'essentiel des affaires qu'il traite lui sont confiées par des gens qui viennent dans son bureau, attirés par la réputation de l'agence. Ces agents ne se limitent pas au foncier et interviennent également sur le marché de l'immobilier.

En situation intermédiaire, on trouve des agents immobiliers itinérants que les Kampalais appellent des *hawkers*. Ceux que nous avons rencontrés ont leur quartier général dans un café restaurant de Burton street au-dessus du *car park* central. Quand ils ne sont pas là, le réparateur de montres qui travaille sous l'auvent de cette bâtisse aux allures coloniales prend les messages. Ils reportent les terrains à vendre sur de petits cahiers d'écolier à la suite les uns des autres, sans ordre et dans la liste desquels s'immiscent des affaires d'autres natures : voiture d'occasion, machines à coudre... Néanmoins, une classification apparaît clairement au cours de la discussion : d'un côté les terrains titrés ; de l'autre, les affaires plus précaires. Pour montrer les terrains à leur client, ils ne disposent pas, au contraire du directeur de Zam-Zam, d'une voiture. Aussi fixent-ils des rendez-vous aux stations de taxis collectifs les plus proches. Cette dépendance par rapport aux transports collectifs diminue leur efficacité.

Le plus bas de la hiérarchie des agents immobiliers se rencontre dans les quartiers en expansion. Il s'agit de personnes bien informées qui "rôdent" dans le quartier et connaissent les projets des résidents. Ils travaillent grâce au bouche à oreille.

Quand on parcourt les affaires que proposent ces agents immobiliers, il semble que, si une minorité des propositions corresponde à de petits lotissements, la majorité des ventes porte sur des terrains isolés. Interrogés sur cette nuance, les professionnels affirment que la plupart des gens qui vendent le font sous la contrainte d'un besoin urgent de liquidité : écolages à payer, régularisation foncière envisagée, étape importante de la construction, enterrement d'un proche, etc. Il n'est donc pas possible de dire à Kampala comme à Ouagadougou que "c'est le lotissement qui a prévalu en tant que mode d'aménagement de l'espace urbain" [429]. Celui-ci existe, mais demeure malgré tout relativement marginal. Cependant, il nous semble noter une tendance récente à sa diffusion en tant que technique d'aménagement foncier. Cette évolution tout à la fois provoquerait l'élargissement de l'offre et serait due à celui de la demande. Une fraction plus importante de propriétaires fonciers aurait tendance à se dessaisir de leurs terres. Peut-être faut-il y voir l'influence combinée de la reprise économique et de l'accentuation des contraintes de la reproduction. La première demande des investissements, la seconde des financements. En tout état de cause un avenir se présentant sous de meilleures auspices demanderait des sommes d'argent plus importantes, que les privilégiés trouvent dans la réalisation de leurs actifs fonciers. Du côté de la demande, la pression est entretenue par la croissance démographique et l'aspiration d'une population plus nombreuse à la terre urbaine.

Très peu de terrains n'entrent pas dans le champ potentiel du marché foncier. Les enclos mortuaires claniques entrent cependant dans cette catégorie. Les tombes claniques sont situées sur les terres claniques, théoriquement inaliénables. Seuls des étrangers pourraient les utiliser pour autre chose que des cimetières. Ces tombes sont gardées par de vielles femmes qui utilisent le jardin pour se nourrir. Chaque clan possède plusieurs enclos. Les *gravesyards*

---

429 : Traore (J-M.), "Aménagement urbain et pratiques foncières en Haute-Volta" *in* Crousse (B.), Le Bris (E.) & Le Roy (E.) (Etudes réunies et présentées par), *Espaces disputés en Afrique noire*, Karthala, Paris, 1986, p. 33.

sont possédés en *indivis* par les clans baganda, dont il semble que ce soit l'une des dernières manifestations. Peu d'Africains se risquerait à revendiquer ces terres sacrées, à moins de financer le déplacement des squelettes. Mais seuls les membres éminents d'un clan ont le privilège de se faire enterrer dans un de ces enclos mortuaires. C'est pourquoi tout le monde peut décider de se faire enterrer où il le veut et donc en particulier sur ses terres. Celles-ci acquièrent alors un caractère sacré. Le lieu de l'enterrement est donc une décision très importante. La présence de tombes constitue une arme fréquente contre les expulsions et les revendications. La tradition est manipulée comme un argument juridique. Les squatters ou les gens dont la tenure n'est pas sûre, ont tendance à essayer d'enterrer certains membres de leur famille sur leur parcelle, afin d'en rendre l'usage traditionnel, de conserver la tenure, et de se servir des tombes comme protection vis-à-vis de l'expulsion. Par contre le KCC peut très bien décider de tout détruire sur les terres publiques. Mais alors des actions persuasives et dissuasives sont entreprises auprès des décideurs municipaux, assorties de demandes de déplacements et de compensations.

Au total, les éléments essentiels à retenir de l'évolution en cours sont : la vigueur des processus actuels de parcellisation des droits d'occupation, et dans une moindre mesure de la propriété, et la précarité de la tenure d'une proportion importante de la population kampalaise. A la faveur de ce mouvement de parcellisation, deux processus géographiques concomitants sont en cours : une intégration centrifuge du plus grand nombre à la ville par éloignement géographique par rapport au centre, et un «embourgeoisement» de certains quartiers par expulsion des locataires coutumiers ou squatters, en tout cas des occupants précaires au bénéfice d'une couche sociale de petits spéculateurs promoteurs assis sur une propriété plus sûre, pleine et entière. Ces deux dynamiques foncières expriment les dynamiques principales aujourd'hui à l'œuvre à Kampala : extension périphérique, densification et changements des contenus sociaux de certains quartiers (le centre avec la repossession, les périphéries des quartiers aisés actuels). L'articulation de ces dynamiques amorce une concentration en ghetto de la ville privée, phénomène jusque là modéré. Cependant, il ne faudrait pas imaginer que Kampala est en train de devenir comme Nairobi. A Kampala, les processus ségrégatifs pour efficaces qu'ils soient, et bien qu'à la faveur de la reprise économique et de la stabilisation politique actuelle, il semblerait qu'un regain de leur opérationnalité ait lieu, n'aboutissent pas à la production d'espaces totalement homogènes et différenciés les uns des autres. Des traces de l'ancien aménagement foncier perdurent toujours dans presque chaque quartier. Il n'est que l'Etat colonial qui ait réussi, sur les terres publiques, à épurer le sol des droits préexistants et à expulser la totalité des occupants. Ailleurs, la multiplicité des acteurs et des stratégies, et la solidité des liens sociaux ont, jusqu'à présent permis le maintien d'une mixité sociale qui relativise le phénomène de ghetto.

Un schéma historique d'évolution socio-morphologique de l'habitat se met en place. Il passe par trois phases caractérisées par l'échelle d'expression des différences socio-morphologiques et foncières : la phase parcellaire, la phase d'une mise en valeur différenciée étagée et enfin la phase collinaire.

Durant cette première phase les différences socio-morphologiques s'expriment fortement à l'échelle de l'enclos, de la parcelle et opposent les patron aux clients, la maison principale aux dépendances et aux habitations des dépendants, la tenure ferme et le droit d'occupation. Cette première phase est caractéristique du Buganda rural. Cependant, l'utilisation de l'espace par la royauté fait clairement des sommets de collines des espaces singuliers. Les pratiques agraires les singularisent d'autant mieux que ces sommets, en général peu propices à l'agriculture, portent une savane ou une forêt relique qui contrastent avec les milieux de pente intensément mis en valeur et peuplés.

L'intrusion coloniale confirme cette différenciation entre les hauts et les pentes. Elle inaugure la seconde phase et diffuse le modèle spatial qui est celui de la catena foncière, morphologique et sociale. Un étagement des statuts fonciers fait son apparition : au sommet, des terres publiques, puis des terres *mailo* et en fond de vallée de nouveau des terres publiques. Cet étagement au départ relativement simple, se complexifie avec la dévolution de

droits d'occupation temporaires et de la différenciation de la mise en valeur. Les hauts sont utilisés pour des équipements collectifs, puis les premières terres *mailo* détenues en pleine propriété sont peu mises en valeur, alors que, plus bas, un mélange de propriété mailo et de *kibanja* est intensément mis en valeur, puis, encore plus bas, un certain nombre d'occupants temporaires s'installent plus ou moins légalement sur les terres inondables à la tenure publique. A cet étagement foncier correspond donc une mise en valeur et une morphologie du bâti différenciées. Le tout reflète une structure sociale hiérarchisée. La seconde phase se caractérise donc par une complexification de l'étagement et la production d'une catena urbaine.
Mais un processus d'homogénéisation du versant par embourgeoisement descendant débute la troisième phase. En effet, le colonisateur à travers les modèles des collines de Mbuya, Kololo, Bugolobi, quoique respectant encore l'étagement, montre une propension à la ségrégation non plus seulement sur une base altitudinale mais collinaire. Par ailleurs, l'accroissement démographique, la différenciation de l'espace en fonction de la géographie des équipements et de la sécurité, ainsi que la valorisation socio-psychologique de la ville moins en fonction de l'altitude que de l'accès à certaines aménités (centralité, vue sur le lac, sécurité) contribuent à élargir l'échelle de différenciation géographique. La colline devient progressivement un repère et un marqueur sociaux aussi important que l'altitude. Sur les collines les plus valorisées, cet élargissement de l'échelle géographique de référence alimente un processus d'embourgeoisement descendant qui expulse l'activité agricole au bénéfice du bâti, et les occupants coutumiers les plus faibles. Certes, l'enchaînement des causalités n'est pas aussi mécanique que la nécessité logique de l'exposé paraît le montrer, des effets rétroactifs et dialectiques complexes jouent, mais dans l'ensemble la ségrégation s'applique à l'échelle collinaire. L'étagement complexe tend à disparaître. L'apparition d'un ghetto s'ensuit. Les collines de Tank hill, Bunga, Mutungo, Munyonyo en sont clairement au troisième stade de l'évolution. Les toits de tuile, les grandes constructions en dur descendent progressivement vers les zones basses recouvrant progressivement les petites maisons de briques crues ou en adobe. Néanmoins cette évolution a les limites qu'impose la topographie à la construction en dur et aux représentations auto-valorisantes. Aussi une frange de tenure et d'habitat plus précaires subsiste-t-elle au pied des collines «gentrifiées». Elle constitue l'amorce d'une concentration d'habitats précaires dans les bas fonds comme celles qui sont en cours de formation entre Kamwokya et Kyebando, entre Kanyanya et Kawempe, entre Bwaise et Kawaala.

Cependant, la parcelle détenue, même en location coutumière, constitue le premier espace de territorialisation du plus grand nombre des Kampalais. Mais l'accès à la terre ne constitue que la première étape de l'intégration à la ville par résolution de la question du logement. Le second mouvement concerne la mise en valeur, qui exprime à la fois l'appropriation définitive de la parcelle et la résolution de ce problème du logement.

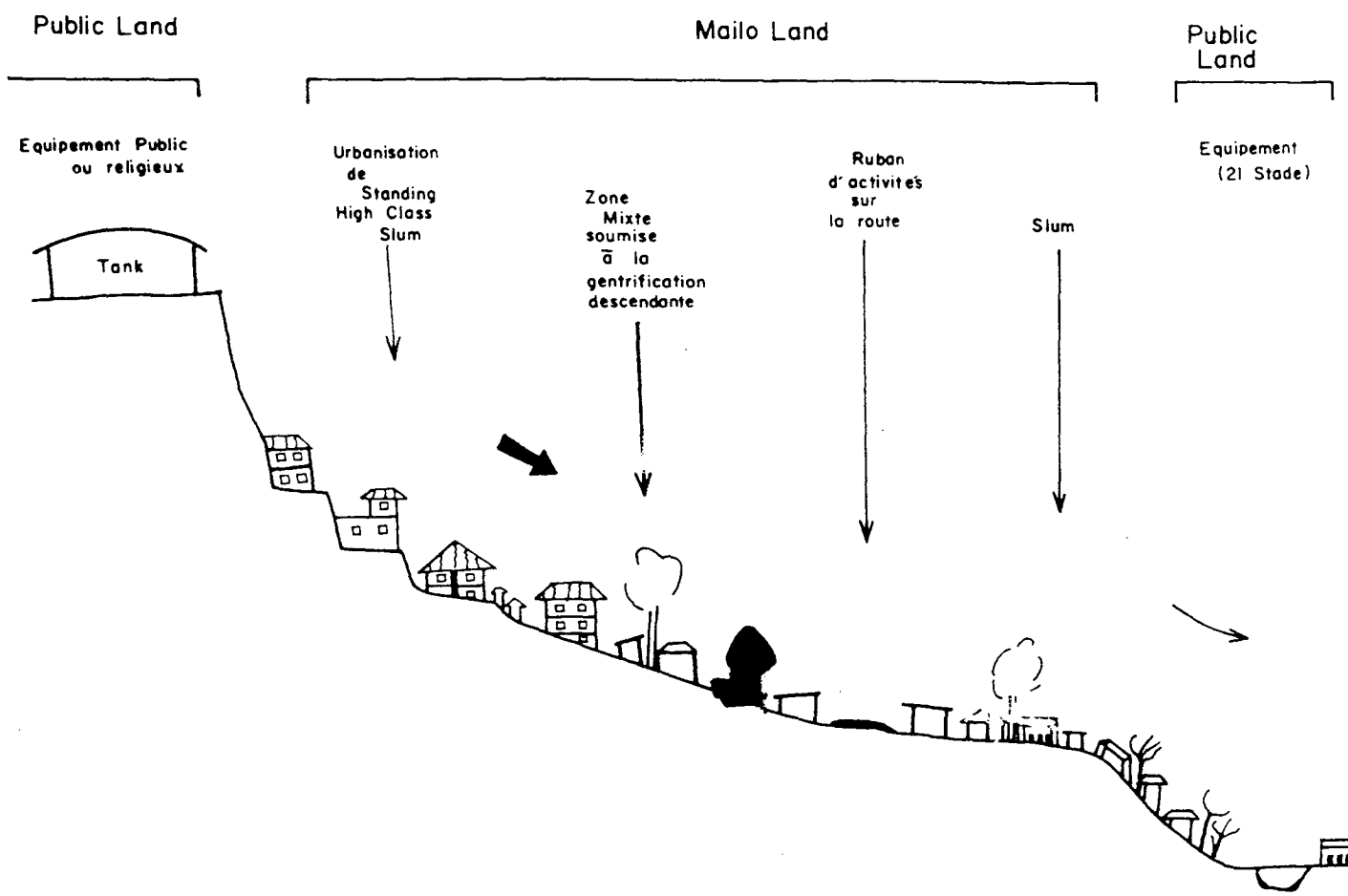


Figure
La catena urbaine et ses évolutions actuelles

Section 3. ...et leur mise en valeur.

Difficultés et lenteurs de la promotion immobilière

"Rares sont aujourd'hui les cas d'«autoconstruction» entendue comme la production du bâti par le propriétaire lui-même. Comme à Douala et à Kinshasa (ADRET, 1984), le mode de production contemporain du logement par les citadins est caractérisé dans la majorité des cas, par une dissociation entre la fonction de maître d'ouvrage, remplie par le propriétaire, et celle de constructeur. L'acte de production du logement est l'affaire de tâcherons, en particulier de maçons, c'est-à-dire d'artisans rémunérés selon un montant et des modalités qui sont négociés avec le propriétaire de la parcelle à construire" [428]. Certes le propriétaire s'implique fortement dans la construction de sa maison, mais il met rarement seul la main à la pâte, et il arrive fréquemment qu'il ne se salisse pas du tout les mains. Innocent Kahima, jeune Mukiga de 24 ans, habite loin de la maison qu'il fait construire, aussi ne s'y rend-il qu'épisodiquement pour vérifier la bonne marche des travaux, donner aux ouvriers leurs *allowances* et approvisionner le chantier en briques. Pour ce faire, il paye à l'avance le commis du briquetier, qui habite dans le marais, situé à 250 mètres du chantier et d'où est tirée l'argile qui sert à la fabrication des briques. Quand les murs ont été finis, il venait sur le chantier pour y apporter les matériaux nécessaires, qu'il avait achetés sur les spécifications des artisans qu'il avait embauchés. En effet, ce chantier est sa première expérience, et il se sentait un peu novice en la matière. Outre l'achat des matériaux dans le centre ville ou sur le marché de Kalerwe proche de Kyebando, il se chargeait du transport des matériaux sur le chantier. Parfois, il utilisait les services gratuits d'un ami de son frère Tom, chauffeur de taxi. Les revenus d'Innocent ont été relativement réguliers, aussi a-t-il réussi à finir sa maison en un peu moins d'un an, sans qu'une interruption de chantier de plus d'un mois ne vienne bousculer le projet. En règle générale en effet, le chantier procède en trois étapes qui correspondent au gros oeuvre, à la toiture et aux finitions. L'analyse de deux devis approximatifs correspondant à deux des quatre types de construction les plus courants à Kampala permet de se rendre compte du partage approximatif du coût des projets entre ces trois phases.

Sur sa parcelle récemment acquise à Kyebando, Innocent Kahima a entrepris la construction d'une maison de 4 chambres à louer. Le projet de départ était de construire en briques cuites. Mais la faiblesse relative de ses revenus, à l'époque 40 000 shillings par mois comme jardinier, l'incita à finir en briques crues. Le coût des premières est élevé à cause du prix du bois de chauffe qui devient rare dans la proche périphérie kampalaise et donc cher. Aussi sa construction repose-t-elle sur une base de briques cuites surmontée de briques crues. Le devis estimatif de cette construction est le suivant.

Tableau

Devis de la construction d'Innocent Kahima à Kyebando

CONSTRUCTION	
4 500 briques	45 000
23 sacs de 50 kilogrammes de ciment	138 000
8 bennes de sables	40 000
la location du tracteur pour transporter le sable	7 000
3 maçons pour faire le travail	80 000
15 poteaux d'échafaudage et corde	13 000

428 : Antoine (Ph.), Dubresson (A.), Manou-Savina (A.), *op. cit.*, p. 146.

TOITURE	
Charpente	56 000
Fers, chevrons	7 500
Tôles ondulées	187 500
DALLE DE CIMENT	65 000
MENUISERIE ET HUISSERIE	
Portes	60 000
Fenêtres	30 000
COÛT TOTAL	729 000 shs oug. soit 1 000 $ US

Le loyer de ces quatre chambres étant de 7 500 shillings en septembre 1991, la durée de l'amortissement est de deux ans. La superficie du bâtiment est d'environ 36 m^2. Le coût au m^2 est donc de 18 700 shillings soit une vingtaine de dollars.

La maison que Richard Kiwanuka construit est plus ambitieuse et vise un standing nettement supérieur, puisque l'eau, l'électricité, une fosse septique, une cuisine et un garage doivent compléter les deux chambres et la salle de séjour. Le but n'est pas de la louer mais d'y résider.

Le *National Shelter Strategy Document* fournit des exemples schématiques des cinq types de maisons qui sont construits à Kampala.

Tableau

Devis schématiques de cinq types de maisons différents.

Type de maison	Matériaux	Travail	Coût total à l'unité	Coût en $ US 1 $ = 1100 shUG
Traditionnelle	219 990	25 020	245 010	205
Semi-permanente	600 000	56 250	656 250	600
Faible coût [431]	1 200 000	107 820	1 307 820	1 189
Coût moyen	2 925 000	260 000	3 185 000	2 895
Coût élevé	4 040 000	405 000	4 445 000	4 040

"La régularité du travail entrepris est totalement soumise à la capacité de mobilisation financière du propriétaire" [432]. Dans l'ensemble les délais de construction dépendent de la qualité du bâti : les maisons en adobe demandent des délais assez courts, alors que les maisons en parpaings et surtout en ciment demandent des délais beaucoup plus longs. Ainsi, dans le quartier de Munyonyo, une gigantesque demeure d'une vingtaine de pièces construite sur quatre niveaux, est en construction depuis trois ans. A chacune de nos missions, des progrès sont visibles, mais le chantier n'est toujours pas achevé. Même les maisons en adobe pourtant peu élaborées nécessitent des délais de construction pouvant être assez longs. Ainsi, à Katanga, entre Mulago et Wandegeya, dans l'un des rares quartiers de squatters réels, né d'une invasion de terre progressive, où la densification est due à la politique délibérée des chefs de quartier, certaines maisons en adobe mettent plusieurs mois à être finies, ainsi qu'en témoignent le nombre des superstructures de bois qui demeurent longtemps sans que les

431 : D'après la description faite de la maison-type, la maison d'Innocent appartient à ce type. Il nous semble donc que le devis du document officel apparaît légèrement surévalué, alors que pour les types suivants, les devis nous paraissent sous-évalués. Au total, l'éventail réel des devis de construction apparaît beaucoup plus large que l'image qu'en donne le document officiel. Cette minimisation nous a été indirectement confirmée par un architecte qui nous disait que la fourchette de prix à l'intérieur de laquelle la majorité des contrats sur lesquels il avait à travailler était de 25 à 50 millions de shillings en mars 1990 soit 23 000 à 46 000 dollars.

432 : Antoine (Ph.), Dubresson (A.), Manou-Savina (A.), *op. cit.*, p. 147.

murs puis le toit ne soient érigés. C'est que dans ce cas là, le montage des murs et du toit doit être entrepris dans le même mouvement et demande un effort financier brutal et intense comparé aux capacités des propriétaires.

La mobilisation financière ne peut absolument pas compter sur le crédit. L'absence d'une politique ambitieuse du crédit immobilier constitue, à notre avis, un des obstacles les plus sérieux à l'harmonie du développement urbain. En effet, l'accès au crédit constitue l'une des seules solutions régulières pour envisager la construction d'un logement. En l'absence, pour le plus grand nombre, de possibilité d'épargne, renforcée par une inflation élevée, la seule solution pour acheter les matériaux nécessaires demeure l'emprunt. Or, l'Etat et les banques ne le favorisent pas. Un rapport de 1988 affirmait "*whichever sector the low income households turn to for housing finance, their needs are either inadequately met, or, as in most cases, never met at all* .[433]"

Il est vrai que, jusqu'à une date récente, tout prêt, tout avance monétaire devait tenir compte de la très forte inflation. Dans ce contexte plus encore que d'ordinaire, il est économiquement rationnel de ne prêter qu'aux riches, dont les actifs limitent les risques. Cette politique commerciale sélective transforme les sociétés de crédit immobilier privées et publiques en banque de dépôt et d'investissement. C'est pourquoi le nombre des emprunts pour l'accès au logement de la *Housing Finance Corporation of Uganda* [434], la société de crédit immobilier de l'Etat, ont diminué de 530 à 140 entre 1974 et 1985, alors que dans le même temps les dépôts publics avaient augmenté de 85,7%. La HFCU n'accordant en 1989/1990 que 17 prêts immobiliers pour une valeur de 71 millions de shillings à 38% d'intérêt illustre l'extrême rareté des prêts immobiliers et leur caractère prohibitif pour la population. Entre 1967 et février 1991, seulement 2 000 prêts hypothécaires avaient été consentis. Au lieu de développer une politique de prêt généreuse, les banques préfèrent investir dans des opérations théoriquement moins risquées, comme l'achat des bons du Trésor, ou bien des prêts à court terme pour des opérations commerciales profitables et sûres. L'incertitude foncière qui règne au Buganda quant à l'avenir de la tenure de type *mailo* rend les institutions financières particulièrement hésitantes à accorder des prêts immobiliers. De plus, la pratique est commune dans les milieux financiers de n'accorder des prêts qu'aux personnes titulaires d'un emploi salarié dans une entreprise enregistrée au registre du commerce et connue de notoriété publique. Cette politique contribue encore à réduire le cercle des bénéficiaires potentiels, d'autant plus qu'il est devenu courant pour les institutions financières de ne prêter qu'à des candidats ayant déjà construit la moitié de leur maison. Le nouveau produit financier de la *Uganda Commercial Bank* intitulé *Mortgage Scheme* par exemple s'applique au financement des finitions de maisons de haut standing et son échéance de remboursements ne s'étend pas au delà de 5 ans. De plus cette politique a conduit les banques à développer une expertise singulièrement focalisée sur les questions d'épargne et délaissant les problèmes d'hypothèques.

C'est pourquoi, l'emprunt n'est pas d'accès facile et demeure limité à une minorité aisée [435], dont il renforce l'ostentation et la domination. Pour la construction comme pour tous les autres secteurs économiques ougandais, la trésorerie et la mobilisation d'un volume monétaire conséquent constitue un goulot d'étranglement sévère et difficile à contourner au niveau micro-économique. Chacun doit donc financer son logement.

---

433 : United Nations Centre for Human Settlements, *Namuwongo upgrading and low cost housing pilot project, Housing finance consultant mission report*, Kampala, avril 1988, p. 3.

434 : La HFCU est possédée à 50% par la NHCC et à 50% par la Development Finance Company of Uganda. Les taux d'intérêt pratiqués par la HFCU sont compétitifs par rapport au secteur privé et de ce fait, elle continue à attirer des dépôts.

435 : En particulier quelques entreprises proposent à leur personnel d'encadrement des prêts fonciers et immobiliers. Mais ceux-ci restent accessibles à une seule extrêment réduite minorité.

Des mécanismes populaires existent en Ouganda comme partout en Afrique pour pallier la carence des institutions financières. L'équivalent des tontines ouest africaines s'appelle ici *Merry-go-round, i. e.* le manège, le tourniquet [436]. Le principe en est exactement le même. Néanmoins la proportion des Kampalais qui appartiennent à un tel groupement d'épargne est beaucoup plus faible qu'en Afrique occidentale où parfois jusqu'à 80% des adultes appartiennent à un groupement d'épargne. Interrogé sur l'origine d'une telle faiblesse, les gens que nous avons rencontrés avançaient l'héritage des années de crise et la méfiance généralisée qu'elles avaient contribué à diffuser. La peur que le premier bénéficiaire ne disparaisse après avoir touché l'argent semble assez courante. D'autres expliquent cette lacune par l'absence d'une épargne populaire suffisante pour alimenter régulièrement la caisse commune. En fait, il semble que ce système se rencontre surtout sur les lieux de travail, dans les entreprises établies. Ainsi par exemple, les employés de bureau de la direction de Shell adhèrent à ce type de groupement. Une relative stabilité de l'emploi permet aux privilégiés de se montrer plus entreprenants. Les titulaires de titre foncier parviennent également à pallier les faiblesses et l'inaccessibilité du système bancaire en ayant recours à des formes d'hypothèques. Ainsi, Richard a mis en dépôt chez une connaissance son titre contre la somme de 300 000 shillings (600 $ US à l'époque). Il l'a récupéré au bout de deux ans après un remboursement échelonné de sa dette majorée des intérêts forfaitaires. Pour le prêteur, l'intérêt était que, disposant d'une grosse somme, en la louant, il a pu la mettre à l'abri de l'inflation, sans pour autant entreprendre un investissement qu'il n'avait pas le temps de préparer.

Au total, c'est donc la capacité d'épargne personnelle des ménages qui est sollicitée pour financer l'effort de la construction. Cette caractéristique explique l'étalement de la durée des chantiers. La durée de ceux-ci est extrêmement variable et nous n'avons pas assez de cas pour donner une durée moyenne. Cependant pour ce qui concerne le bâti permanent (adobe, briques crues, cuites, parpaings), elle se compte dans la plupart des cas en années. Ainsi, Simon Kiyimba chauffeur de taxi et mécanicien habitant à Kanyanya a mis deux ans entre 1984 et 1986 pour construire sa maison en briques crues plâtrées et toit de tôle ondulée sur la portion du *kibanja* que son père lui a attribuée. Même pour le bâti du centre ville, rares sont les cas où la construction est achevée dans l'année qui suit son démarrage.

La durée du chantier dépend également des relations entre le maître d'ouvrage et ses tâcherons. Ainsi, le maçon, connu sous le nom de Hadj, auquel Andrew Kunobwa avait confié la construction de sa maison en briques cuites, a disparu avec 200 000 shillings qui lui avaient été confiés pour recruter son équipe de travailleurs. Aussi, le chantier a-t-il été mis en sommeil pendant 9 mois après cet incident.

Le recours au plan est extrêmement rare. Il apparaît cependant obligatoire dans le cas des constructions faisant l'objet d'une demande de permis. Dans ce cas les services d'un cabinet d'architecte sont requis. Fréquemment les fonctionnaires de la municipalité possèdent des connections avec un cabinet privé en ville auquel ils adressent les demandeurs de permis de construire. Parfois ce sont eux les directeurs de ce cabinet. D'autres filières sont mises à contribution par les maître d'ouvrage. Ainsi, Richard Kiwanuka souhaitant construire une fosse septique a fait appel à une ancienne connaissance pour en dresser les plans. Christopher Kasirye, fonctionnaire au ministère des travaux publics, que Richard avait connu 14 ans auparavant alors qu'ils étaient tous deux jeunes fonctionnaires en poste dans le district de Mpigi, fait de la présence sur son lieu de travail, où il réalise des plans de maisons particulièrement soignés.

Mais la parcellisation ne débouche pas obligatoirement sur la construction. La mise en valeur ne passe pas nécessairement par le chantier.

---

436 : Voir sur ce thème, Lelart (M.), "L'épargne informelle en Afrique", *Revue Tiers-Monde*, XXX, n° 118, avril-juin 1989, p. 271-298.

L'agriculture intra-urbaine.

L'importance de l'agriculture urbaine frappe tous les observateurs. Un chercheur français plongé pour la première fois dans la réalité kampalaise est resté frappé par l'importance de la verdure et des plantes agricoles dans le paysage urbain. L'agriculture intra-urbaine, maraîchage et agriculture vivrière, fait complètement partie de la réalité kampalaise et participe à la segmentation et à la ruralisation du paysage. La détérioration des conditions de vie a amené les Kampalais à cultiver la terre en milieu urbain. Ce n'est pas le lieu ici de décrire par le menu l'agriculture urbaine à Kampala. Un travail spécifique [437] serait à lui consacrer. Notre propos se limitera à souligner succinctement le processus de ruralisation de la capitale ougandaise et la contribution des activités agricoles tout à la fois aux paysages urbains et à l'intégration des travailleurs à la ville.

Cependant, une description sommaire des paysages agricoles intra-urbains est nécessaire pour comprendre le processus de ruralisation morphologique et ses nuances. Le décalage entre l'extension administrative et l'extension morphologique de la ville a conduit au maintien à l'intérieur du périmètre municipal d'une activité agricole de type rural, mais explique également l'opposition entre deux types d'agriculture sur le sol urbain : une agriculture de type baganda classique et une agriculture proprement intra-urbaine. La première résiste en reculant, le dynamisme de la seconde la diffuse jusqu'au centre même de la ville. Les différences entre les deux sont grandes. Cependant, une multitude de situations intermédiaires existent qui établissent la transition entre les deux types.

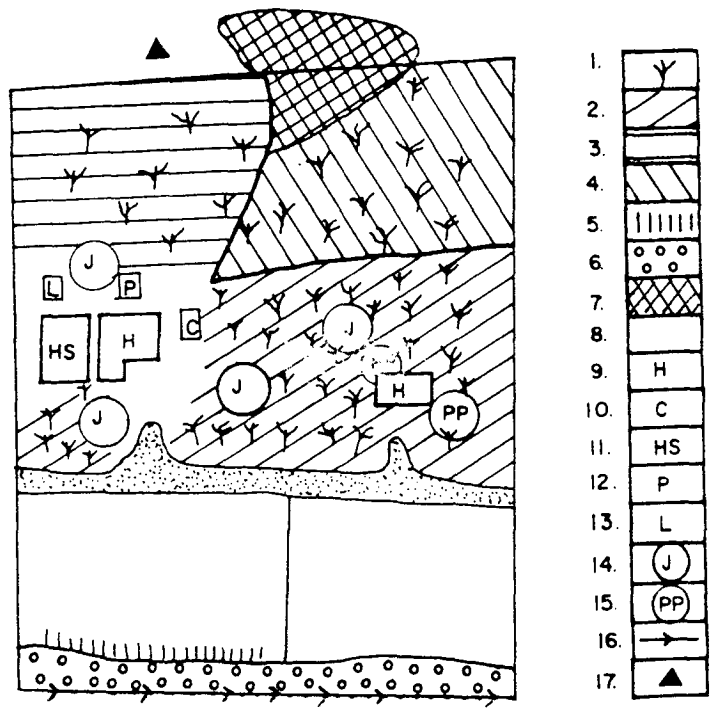


Figure
Une exploitation agricole baganda telle qu'il s'en rencontre encore quelques unes à Kampala.

1 : Bananiers ; 2 : Café ; 3 : Maïs ; 4 : Haricots ; 5 : Canne à sucre ; 6 : Igname ; 7 : Broussailles ; 8 : Herbages ; 9 : Les maisons ; 10 : La cuisine ; 11 : Etable ou aire de stabulation ; 12 : Poulailler ; 13 : Latrines ; 14 : Jacquier ; 15 : Papayer ; 16 : ruisseau ; 17 : Sommet de la colline.

---

437 : A ce sujet, voir Schilter (Ch.), *L'agriculture urbaine à Lomé*, IUED - Karthala, Genève - Paris, 1991, 334 p.

L'agriculture baganda est encore présente aux franges de la ville. Le père de Richard Kiwanuka possède un *kibanja* que le roi lui a donné pour bons et loyaux services comme responsable de ses troupeaux de chèvres. La superficie de ce *kibanja* est d'environ 4 acres.

L'exploitation est d'un seul tenant. Les principaux traits de l'agriculture baganda s'y retrouvent au premier rang desquels l'association banane/café et l'intensité de la mise en valeur du sol. La contrainte vivrière multiplie les plantes consommables : manioc complanté d'arachide ou de pois, maïs, igname, patates douces, canne à sucre et arbres fruitiers au premier rang desquels les bananiers, les jacquiers et les papayers. Une part relativement importante de l'exploitation est dévolue à l'élevage. Le troupeau de cinq vaches possède une vocation principalement laitière. Par rapport au schéma classique de l'exploitation baganda, le caractère marquant est la disparition du coton. Cette agriculture n'est pas à proprement parler caractéristique de Kampala. Elle constitue un héritage rural baganda aux portes de la ville. Les collines de Kulambiro, Kisaasi, Kumamboga, Kigowa, Kyanja, mais aussi à l'Ouest celles de Lugala et Masanafu, ou au Sud l'échine qui de Munyonyo mène à Makindye comptent encore de belles traces de cette agriculture de petits exploitants propriétaires. La dispersion du bâti en est un des traits constitutifs.

L'agriculture proprement intra-urbaine possède des caractères différents et beaucoup moins homogènes. A l'intérieur de cette agriculture, il convient de distinguer quatre types : la culture opportuniste d'un espace vide sur la parcelle d'habitation ; la mise en culture d'un espace libre pour le mettre en défens d'occupation en exprimant sa mise en valeur, donc son appropriation et son contrôle ; la mise en culture d'un fond de vallée ; et enfin les restes de l'agriculture baganda rongés, mités par la progression du bâti et ayant perdu leur cohérence et leur signification rurale propre pour en acquérir d'autres urbaines et plus mouvantes.

Les parcelles sont dans l'ensemble beaucoup moins grandes et parfois disjointes de l'unité résidentielle. Quoiqu'environ la moitié des urbains qui cultivent le font sur leur lieu de résidence même, 40% cultivent à une distance supérieure à 500 mètres de chez eux. Cette disjonction de la résidence et de la parcelle cultivée, ainsi que la fréquente multiplicité des parcelles exploitées constituent des différences fondamentales avec l'agriculture traditionnelle.

L'apparition des formes les plus urbaines de cette agriculture semble contemporaine du déclin économique de l'Ouganda et a eu lieu plus précisément sous le régime Amin. Cependant, dans les zones récemment conquises par le bâti, l'agriculture constitue plus un héritage qu'une nouveauté. La paix revenue de 1986 a également contribué à l'extension marginale de la culture sur les parcelles vides situées auprès des casernes.

L'activité agricole occupe encore une frange importante de la population. D'après une étude menée par Maxwell (D.) et Zziwa (S.) [438] plus de 30% de la population kampalaise pratiquent la culture ou l'élevage sous une forme ou une autre. D'après le recensement, pour plus de 10% de la population active, l'activité principale déclarée reste l'agriculture. D'après nos propres enquêtes, l'agriculture occupe en tant qu'activité principale plus du quart des actifs des quartiers périphériques, mais à ces valeurs il convient d'ajouter tous ceux qui à un moment de la journée ou de la semaine tiennent une houe à la main pour cultiver une arrière-cours, un *lusuku*, un jardin, etc. D'après les réponses faites dans le cadre de l'enquête citée, 60% des exploitants reçoivent l'aide de quelqu'un pour les aider à mettre en valeur leur parcelle. Dans plus de 80% des cas, ces adjuvants appartiennent au ménage. "En moyenne deux autres personnes et demi du ménage aident au travail agricole" [439]. D'après nos enquêtes, plus des deux tiers des ménages font pousser des plantes comestibles sur la

---

438 : Maxwell (D.) & Zziwa (S.), *Urban Agriculture : A Case Study from Kampala*, Makerere Institute for Social Research, Kampala, février 1990, miméo, 55 p.

439 : Maxwell (D.) & Zziwa (S.), *idem*, p. 33.

parcelle qu'ils habitent. Dans la plupart des cas ce sont les femmes au foyer qui supervisent l'activité agricole du ménage. O'Connor décrit Kampala comme une ville où "de larges espaces sont intensément cultivés, surtout par les femmes des hommes qui ont un emploi salarié" [440]. La configuration sociale des agriculteurs urbains reproduit imparfaitement celle de la ville. D'après l'étude 3% des agriculteurs appartiennent au groupe des hauts revenus, 24% à celui des revenus intermédiaires et 73% à celui des revenus inférieurs [441]. A cette main d'œuvre gratuite principalement pour la préparation de la terre avant les saisons des pluies et pour les récoltes, s'ajoute le recours irrégulier à des journaliers salariés. Ceux-ci ne se définissent certainement pas comme appartenant au secteur agricole. En effet, ils concèdent volontiers que l'emploi dans l'agriculture est le dernier auquel ils doivent se résigner et que des emplois comme porteur d'eau ou brouettistes sont des emplois bien moins fatigants et plus rémunérateurs. Toutefois, à travers cet emploi saisonnier l'agriculture intra-urbaine concourt un peu plus à l'emploi urbain et à l'intégration populaire en ville.

La tenure montre une bipolarisation des interviewés entre ceux qui cultivent leur terre (33%) et ceux qui cultivent sur les *public lands* (60%). Parmi les premiers, un quart possède un titre foncier et le reste dit détenir un *kibanja*. Parmi les seconds, seulement un tiers ont passé un accord avec quelqu'un, le plus souvent l'occupant ou l'utilisateur précédent. Les deux autres tiers n'ont passé d'accord avec personne. Si cette information est véridique (il se peut très bien que les interviewés aient eu peur d'une entente quelconque, entre celui qui leur avait donné l'accord de s'installer et les enquêteurs, et aient voulu protéger la source de leurs droits d'exploitation), l'agriculture intra-urbaine serait le fait de stratégies d'occupation liées au squattage. La durée de mise en valeur laisse évidemment supposer une tolérance de la part des autorités éminentes. Il est par exemple clair que les autorités responsables du golf tolèrent la culture des parcelles, relativement larges, plantées de manioc aux abords du parcours. Pourquoi? C'est qu'elle y trouve un intérêt. Celui-ci est double : d'une part, laisser les gens cultiver évite d'avoir à débroussailler soi-même; d'autre part, la culture induit une présence sur place et un relatif contrôle qui assure une certaine sécurité. De même les résidents du lotissement municipal de Naguru ont, pour une relativement importante minorité, reçu, nonobstant l'interdiction réglementaire, le consentement explicite des fonctionnaires municipaux. Cette tolérance intervient en réalité après coup, et se contente d'entériner un état de fait, que la situation économique rend incontournable. Au total, l'absence de sécurité de la tenure constitue la conclusion essentielle de cette analyse de la tenure agricole intra-urbaine. Moins de 10% des exploitants sont réellement sûrs de leur tenure foncière. La question foncière obnubile littéralement les agriculteurs et les aspirants agriculteurs. Ces derniers établissent nettement l'accès à un droit fut-il extrêmement précaire à la terre comme une priorité et un obstacle.

L'équipement des exploitations urbaines apparaît aussi faible que celui des exploitations rurales. En moyenne deux houes et une *panga* (machette) constituent l'équipement des ménages agriculteurs. Les pratiques culturales montrent la même faible intensité capitalistique, et le maintien de pratiques rurales depuis longtemps éprouvées comme la pâture, la rotation culturale et le *mulching*. Par contre, la jachère et dans une moindre mesure le complant semblent relativement tombés en désuétude. Néanmoins, le complant demeure relativement important sur les exploitations intra-urbaines dérivées de l'agriculture Baganda. C'est-à-dire que l'arbre se rencontre de plus en plus fréquemment en allant vers la périphérie. La culture pérenne la plus communément rencontrée reste bien entendu le bananier, sous lequel pousse la patate douce ou les pois.

---

440 : O'Connor, *op. cit.*, 1983, p. 146.

441 : Les auteurs donnent comme définition statistique de chacun des groupes la moyenne des revenus déclarés : 150 $ US pour le groupe le plus élevé, 50 $ US pour le groupe intermédiaire et 20 $ US pour le groupe inférieur. Les auteurs avouent que l'histogramme de répartition de leur échantillon en fonction du revenu ne montre pas de claire césure entre les groupes, et que partant leur définition est relativement critiquable.

L'activité agricole intra-urbaine dominante est la culture de plantes annuelles au premier rang desquelles les tubercules. Le manioc est cultivé par plus de 60% des exploitants interrogés. Viennent ensuite la patate douce (50%), les pois (40%), le maïs (30%), le matoke (27%) et les autres tubercules (17%). L'agriculture urbaine n'est pas maraîchère quoique les légumes européens se rencontrent parfois, elle est vivrière et orientée vers la satisfaction de la consommation des exploitants. Cependant, le type de culture oppose les faibles revenus aux autres catégories. Les seconds s'intéressent plus aux plantes maraîchères ou commerciales que la majorité des agriculteurs kampalais. Cette minorité est sans doute celle qui pratique l'élevage. L'aviculture distance nettement l'élevage caprin, porcin et l'élevage bovin hors-sol. Celui-ci n'est cependant pas absent à Kampala. Le chef du quartier de Kiwafu possède trois vaches laitières élevées la plupart du temps en stabulation (*Zero grazing*), mais que parfois il fait emmener pâturer le long des chemins par un "gamin" de ses voisins. L'élevage possède une vocation plus commerciale que la culture. La vente du lait frais, des œufs forme un appoint non négligeable. Ainsi, Léa élève une quarantaine de pondeuses. Tous les dimanches, elle passe son après-midi à mettre, en les triant selon la taille, les œufs dans des boites, que lui fournit une amie à qui elle écoule l'ensemble de sa production tous les lundis. Cette activité lui rapporte environ 100 000 shillings, soit 25% de ses revenus mensuels.

Qui cultive la terre et pourquoi? La majorité des exploitants sont des femmes. La complémentarité avec un revenu monétaire masculin, la réapparition des pratiques bantoues incitent certainement à cette partition sexuelle du travail de la terre en milieu urbain. Les motivations économiques dominent la réponse à la question de savoir pourquoi les ménages sont revenus vers l'agriculture. Il s'agit évidemment de compenser la perte de pouvoir d'achat, d'assurer le minimum nécessaire à la reproduction de la force de travail et de contrer l'inflation. Dans leur vie quotidienne, les ménages ont ressenti la menace que faisait peser sur eux la dépréciation monétaire. C'est donc un premier pas vers le retour à une économie en nature, démonétisée que les Kampalais ont franchi au milieu des années 70. L'agriculture urbaine apporte un complément de revenu à la majorité pauvre. Néanmoins, les indications disponibles sur la durée du séjour urbain des agriculteurs contredit l'idée généralement reçue, que ce sont les néo-urbains les plus pauvres qui s'adonnent à la culture. Il s'avère en effet que les agriculteurs interviewés sont en règle générale de vieux migrants ou des Kampalais de souche. Leur intérêt pour l'agriculture intra-urbaine n'est pas neuf, et a débuté souvent voici plus d'une dizaine d'années. L'agriculture intra-urbaine serait donc une réponse, déjà ancienne au déclin du niveau de vie. L'accès à cette activité n'est donc pas ouvert et libre comme certains pourraient le laisser entendre. La longévité du séjour en ville montre des processus de sélection. Les progrès de l'agriculture intra-urbaine montrent donc une tendance au repli sur soi des ménages [442]. Celui-ci n'est pas complet. Nous avons plutôt à faire à une tendance non exclusive, articulée à d'autres tactiques de survie.

C'est pourquoi, l'autoconsommation constitue la finalité première de l'agriculture intra-urbaine. A la question de savoir si leur exploitation avait une finalité commerciale, d'autoconsommation, ou bien mixte, les répondants de Maxwell et Zziwa optent à 70% pour la seconde option. Il nous semble cependant que plus de nuance soit nécessaire. La finalité principale est l'autoconsommation. Cependant, qu'un besoin pressant se fasse sentir (scolarisation des enfants, maladie, enterrement ou mariage d'un parent), et la production sera partiellement commercialisée. Daoudi élève un porc et exploite un *shamba* d'un acre et demi où l'on retrouve partiellement les mêmes plantes vivrières que sur l'exploitation du père de Richard. L'essentiel de ce qui est produit est consommé. Cependant, depuis qu'il dispose

---

442 : Interrogés sur la contribution de leur activité agricole à la consommation alimentaire du foyer, les 142 exploitants interrogés répondaient moins de 10% de la nourriture consommée pour 4% d'entre eux, entre 10 et 20% pour 20%, entre 20 et 40% pour 20%, entre 40 et 60% pour 23% et plus de 60% pour 32% d'entre eux. L'importance de l'agriculture intra-urbaine à la reproduction des ménages est donc claire. D'après des calculs au demeurant assez hypothétiques, ce serait près de 20% de la nourriture consommée à Kampala qui serait produite sur place. Pour d'autres (Jamal) ce serait 40% de la nourriture qui serait produite en ville.

d'un vélo, Daoudi se rend souvent, le matin de très bonne heure au marché d'Owino, pour y vendre des feuilles de bananes, nécessaires à la cuisson du *matoke*, et que les gens du centre ne trouvent pas aisément. L'argent tiré de cette vente sert à acheter du sucre, des fruits, les médicaments pour les enfants, etc. Il lui arrive également de vendre quelques racines de manioc (*cassava*) ou le fruit d'un jacquier.

Néanmoins, une nette différenciation sociale en fonction de la finalité de la production oppose les faibles revenus aux autres catégories. En effet, il est évident que les hauts et moyens revenus s'engagent, dans une proportion plus forte que les faibles revenus, dans la commercialisation du produit de leur exploitation. Néanmoins, la finalité vivrière de la majorité des exploitations agricoles intra-urbaines n'empêche pas, on l'a vu l'emploi irrégulier mais relativement fréquent de salariés. Cette composante entrepreneuriale casse l'idée d'une activité autarcique et marginale pour les ménages. Non seulement ceux-ci lui allouent du temps, mais également à certaines occasions de l'argent. L'agriculture ne constitue donc qu'une composante parmi d'autres de la stratégie reproductive des ménages. Il est difficile de la mettre à part dans le complexe des stratégies (tactiques) de survie déployées par les ménages. Elle ne constitue qu'une des ressources appelées par les Kampalais dans leur stratégie de maintien en ville. L'isoler revient à la surestimer et dans le même mouvement à trancher dans la réalité urbaine. L'agriculture que les urbains pratiquent s'articule au reste de leurs activités. A ce titre, le champ de manioc, le *lusuku*, l'élevage avicole participent pleinement de la définition d'une urbanité, et d'une urbanisation dont les acteurs mobilisent toutes les ressources dont ils disposent pour se maintenir en ville. Derrière le processus morphologique apparent et indubitable de ruralisation, se dessine en définitive celui d'urbanisation sociale. La campagne n'a pas gagné sur la ville, les urbains ont intégré l'agriculture dans leur urbanité. Ce faisant ils contribuaient à définir une urbanité moins schizophrénique, une morphologie et une mise en valeur d'un autre type qui surprend le visiteur habitué à la claire certitude des ruptures villes/campagnes.

La mise en valeur qu'elle soit immobilière ou agricole participe donc de l'affirmation d'une urbanité africaine qui distingue la nébuleuse kampalaise de l'espace baganda environnant. Ce sont les contraintes de la reproduction qui déterminent la mise en valeur de la ville à travers la finalité de l'accès au logement ou de la perception d'une rente locative ou d'un accès à l'autoconsommation agricole. Cette affirmation de l'urbanité repose sur la production de sols urbains, elle-même provoquée par la course à la terre engagée par les migrants bantous. La dynamique spécificative est essentiellement centrifuge. Cette dynamique spatiale repose cependant sur une dynamique sociale centripète, intégratrice, opérant un amalgame : l'urbanisation. L'extension morphologique n'est en définitive qu'un processus dépendant du processus principal d'intégration économique des jeunes adultes, Kampalais de racine ou néo-migrants à la ville; elle repose sur l'affirmation d'une centralité et sur les dynamiques centripètes qui lui sont associées.

Chapitre IX.
les dynamiques centripètes unifient et structurent l'espace urbain.

La ville s'étend donc en fonction d'une logique centrifuge. Mais celle-ci n'est que la traduction africaine de l'entassement urbain. Or celui-ci naît de l'attraction de la centralité, et du désir des Kampalais de s'y intégrer. Le principal vecteur de l'intégration urbaine reste l'insertion professionnelle. En effet, si une fraction non négligeable des urbains pratique l'agriculture intra-urbaine, celle-ci, même si elle contribue de façon importante au revenu des ménages et caractérise une urbanité synthétique, ne nous paraît que secondaire par rapport aux autres activités. La géographie de ces activités proprement urbaines constitue l'armature principale du système urbain. La disjonction entre les lieux de résidence dispersés et la concentration des activités nécessite leur articulation par les transports. C'est pourquoi notre analyse des dynamiques centripètes nous conduira d'abord à l'étude de la géographie des activités puis à celle des transports intra-urbains.

Section 1. Les activités : des pôles structurants périphériques à la centralité hégémonique.

La localisation des activités influence grandement la structuration urbaine. Mais deux types principaux de répartition paraissent s'opposer, d'une part une polarisation autour des marchés et de quelques centres localisés en périphérie, et d'autre part la concentration centrale dont la vocation hégémonique sur l'ensemble de la ville tend à unifier et rendre cohérent un ensemble relativement nébuleux.

A/ Les pôles forains périphériques : le rôle de la reproduction dans la structuration.

"Le rôle des marchés apparaît tout à fait privilégié dans l'armature urbaine" [441]. Bien que, à l'initiative du *kabaka* sur recommandation du pasteur Mac Kay en 1882, le premier marché ait vu le jour dans l'enceinte du palais royal, **la localisation et la croissance du nombre et du volume des marchés** kampalais ne sont pas, dans leur ensemble, le fruit d'une volonté planificatrice, mais plutôt du grossissement de la demande micro-locale. Le rapport d'étude sur les deux marchés du quartier de Namuwongo [442] présente bien cette relative spontanéité et ses causalités. "*The two markets in Namuwongo were not based on prior spatial planning, but the agglomeration of people over time determined the location of stalls in the two markets to serve the people in the area. Furthermore the level of unemployement also determined the trend in the formation of market stalls in Namuwongo as more unemployed became vendors.*" Aussi, le nombre des marchés a augmenté sous la pression de la dynamique démographique.

---

441 : Pain (M.), *Kinshasa: la ville et la cité*, Editions de l'ORSTOM, Paris, 1984, p. 209.

442 : Ministry of Housing and Urban Developme :/Shelter Afrique, *Namuwongo Upgrading and Lowcost Housing Pilot Project, Survey of Markets in Namuwongo Project Area*, 1987, 31 p.

Tableau
Accroissement du nombre des marchés à Kampala

	1953	1964	1989
Nombre de marchés	20	36	76
Accroissement en % du nombre des marchés entre les dates	80		111
Volume démographique en valeur absolue	115 000	250 000	750 000
Croissance démographique en valeur relative entre les dates	110		300

Mais, leur accroissement ne suit pas exactement celle de la population, démontrant ainsi un processus de renforcement des marchés déjà existants et de la centralité commerciale, plus que sa diffusion-dilution.

La localisation et l'importance respective des marchés sont déterminées par le volume démographique, le niveau social mais aussi la fonction et l'ancienneté des quartiers dans lesquels ils sont situés. "Le marché est une expression particulière, très significative du peuplement et du pouvoir d'achat des populations gravitant autour de son aire d'attraction" [445]

Les principaux marchés se rencontrent soit au centre de la ville (Owino ou Nakasero) soit aux portes de la zone péricentrale (Katwe, Kibuye, Kalerwe, Nakawa). Natete et Gaba sont des marchés situés à l'entrée même de la ville. Gaba est également un port. Les petits marchés sont absents de la partie centrale de l'agglomération et sont caractéristiques de l'habitat populaire. Il est en effet significatif que les zones aisées (Kololo, Nakasero, Tank hill) ne portent pas de marchés et que les plus proches (Kamwokya pour la première, Nakasero et Wandegeya pour la seconde, Kansanga et Kabalagala pour la troisième) sont situés en position de contact, à mi-pente, entre ces quartiers aisés et les quartiers populaires. Hormis ces exceptions, le semis des marchés ne compte pas de véritable lacune. Dans les limites de la tache urbaine, presque tous les quartiers sont équipés.

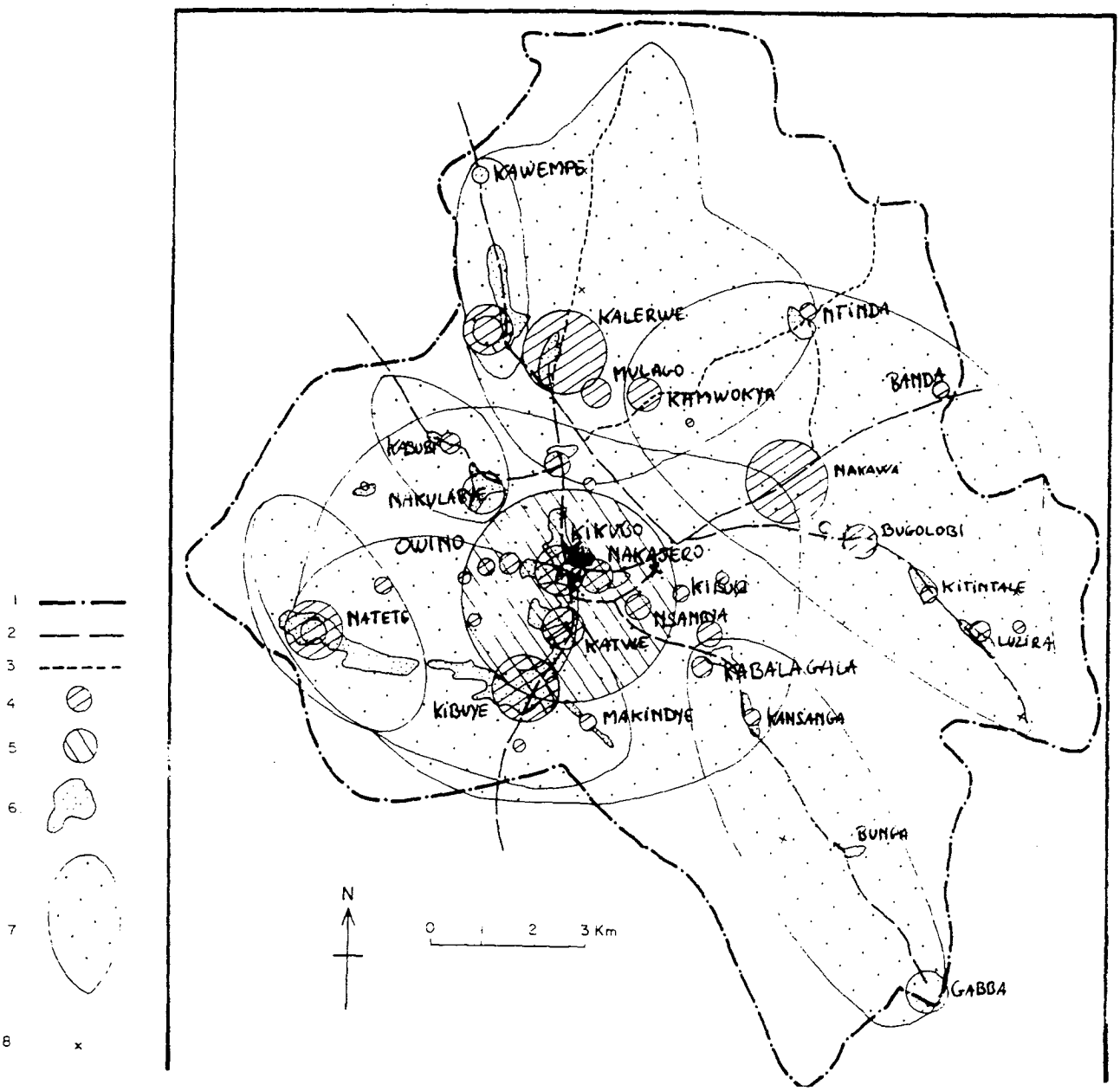
En apparence la structuration du système semble centrée, hiérarchique et pyramidale. En effet, en terme de nombre d'étals (il s'agit ici des étals payants), la hiérarchie distingue un gros marché de plus de 4 900 forains enregistrés, une douzaine de marchés intermédiaires comptant entre 300 et 250 étals et une cinquantaine de marchés élémentaires de moins de 250 étals chacun. Le premier est central, les seconds situés sur les principales radiales traversant les zones résidentielles dans un rayon de 2 à 5 kilomètres à partir du centre, et enfin, les derniers sont dispersés dans les zones résidentielles. Néanmoins, un certain nombre d'aberrations apparaissent clairement.

La présence au centre de trois marchés d'importance respectable (Nakasero, Owino et Nakivubo) ainsi que l'existence, sur la route sud de deux marchés intermédiaires d'environ 400 et 700 vendeurs à moins de 700 mètres l'un de l'autre (Katwe et Kibuye) compliquent l'organisation des places centrales. Pour expliquer ces anomalies des facteurs historiques et socioculturels doivent être pris en compte.

Nakasero fut le premier marché planifié et construit en dur sous l'égide coloniale en 1927. Il remplit depuis la fonction de marché central pour la partie la plus fortunée de la population kampalaise. Rebutés par l'environnement peu ragoûtant d'Owino et de la plupart des autres marchés, peu enclins à perdre leur temps à descendre vers le grand marché de Kampala, peu regardants sur les faibles économies qu'ils pourraient faire en s'y rendant, disposant de moyens de locomotion individuels qui facilitent l'accès de ce marché depuis les zones résidentielles où ils demeurent, les salariés du secteur international ont continué à faire la fortune de Nakasero malgré la proximité d'Owino.

---

445 - R. De Maximy, *Kinshasa. Ville en suspens. Dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme. Approche socio-politique*, Ed. de l'ORSTOM, Paris, 1984, p. 177.



Carte

La localisation des activités commerciales à Kampala : pôles périphériques et centre hégémonique.

1 : Frontières municipales ; 2 : Principaux axes de communication ; 3 : Axes de communication secondaires ; 4 : Les marchés péricentraux (les cercles sont proportionnels au nombre d'étals des marchés) ; 5 : Le marché d'Owino (le cercle est proportionnel au nombre d'étals) ; 6 : Concentrations commerciale linéaires ; 7 : Tombées de la fonction de détail des principaux marchés ; 8 : Concentrations de commerces flottants.

La présence de Nakivubo s'explique par sa fonction de marché de proximité pour les populations résidentes au centre. Sa taille plus réduite qu'Owino en fait un outil de chalandise plus facile à manier dans le cadre d'achats de proximité quotidiens. D'autre part, il borde une zone commerciale particulièrement active "Kikubo" [446]. Y transitent en particulier la plupart des biens manufacturés importés légalement ou en fraude. Ce quartier, l'un des plus actifs de Kampala le jour, attire une foule dense. A midi des *eating places* nombreuses servent des repas à cette multitude. Il semble que la plupart des gargotes s'approvisionnent non pas à Owino mais à Nakivubo parce que plus proche et moins grand.

La coexistence de Katwe et Kibuye est à mettre au compte du fait que Katwe, grand marché du Sud de la ville réhabilité en 1953, est devenu trop petit pour répondre aux besoins d'une population grossie. En considérant le binôme comme un seul marché d'environ 1 100 étals, l'organisation spatiale et hiérarchique est rééquilibrée.

Mais comme toujours en Ouganda, "l'enregistré" et le légal ne forment qu'une partie de la réalité. A côté des marchés "légaux" ou imposés par le *Kampala City Council* pullulent une infinité de "marchés illégaux" ainsi que les appellent les vendeurs des marchés légaux. Ces marchés illégaux sont en fait des concentrations spontanées de taille variable de petits vendeurs. Ces points de vente sont localisés le long des axes piétonniers, près des carrefours, devant les maisons des particuliers. Leur illégalité réside dans ce qu'ils ne paient pas de loyer pour leur étal, ni d'impôts sur la marchandise vendue. Aussi les prix qu'ils pratiquent sont-ils, en règle générale, inférieurs à ceux des marchés légaux. La plupart des acteurs des marchés légaux s'en plaignent amèrement et considèrent la prolifération de ces commerces spontanés comme le principal problème qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur activité. Il est pratiquement impossible de donner un idée de la proportion de vendeurs "illégaux" par rapport aux vendeurs légaux. L'enquête réalisée à Namuwongo comptabilise 192 points de vente alimentaires hors des marchés pour 418 vendeurs installés dans un des deux marchés de la zone prise en compte.

La concurrence des commerçants illégaux a incité un nombre relativement important de forains soit à abandonner purement et simplement leur étal légal, soit à le sous-louer et à exercer hors des marchés. La première solution provoque le gonflement des étals vacants. Ceux-ci peuvent parfois atteindre jusqu'à 30% du nombre théorique d'étals disponibles. Ainsi, à Katwe comme à Kansanga, ce sont 25% des étals qui sont vides. La concurrence des marchés irréguliers n'explique pas seule ce gonflement. La politique monétaire déflationniste tend également à réduire la demande et l'activité foraine. Cependant le marasme n'affecte ni les marchés, ni les différents types de commerce de la même façon. De grandes différences dans les taux de vacances opposent les marchés dynamiques comme celui de Wandegeya aux marchés en difficulté comme celui de Luzira. Le premier bénéficie de la proximité d'une clientèle aisée qui réside sur le campus universitaire ou bien à Kololo ou Nakasero et qui trouve à garer facilement sa voiture sur l'esplanade de ce marché planifié et construit en dur. Par contre, le second possède une localisation bien plus périphérique au coeur d'un quartier moins aisé et souffre de la multiplication, dans les zones résidentielles, des points de vente irréguliers concurrents. Le différentiel de dynamisme s'exprime également à travers le stock dont disposent les vendeuses. A Wandegeya, les stocks sont plus fournis, les produits plus beaux et de meilleure qualité qu'à Luzira où le capital typique d'une vendeuse comprend quelques tas de trois tomates, ou bien une dizaine d'ananas, ou bien deux ou trois tas de petites bananes-cochons, ou encore un demi-sac de pommes de terre.

Les marchés spontanés offrent grossièrement les mêmes services commerciaux que les autres. Cependant, ils n'animent pas la vie sociale avec la même intensité du fait qu'ils n'occupent pas une place spécifique, mais empiètent sur les espaces de circulation, et surtout qu'ils ne sont pas aussi systématiquement localisés près des stations de taxi. D'autre part, leur rôle se limite à la revente de détail. Ceci explique que les vendeurs et les officiels des

---

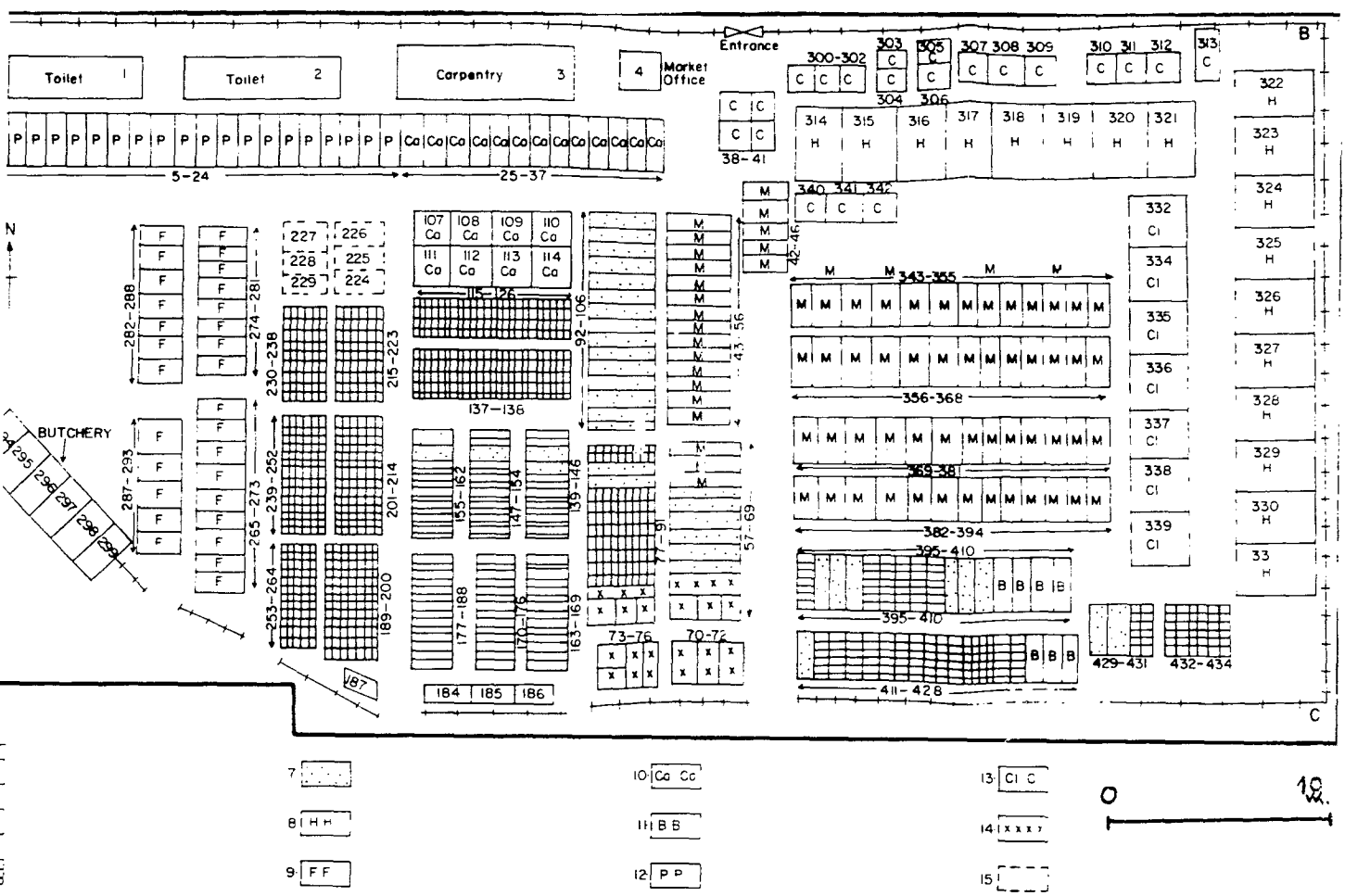
446 : Cette zone porte en fait le nom d'une rue étroite vers où tous les trafics les plus douteux qui agitent le monde des affaires kampalais convergent. Kikuubo, c'est le marché interlope de Kampala.

gros marchés les accusent moins facilement d'être nuisibles, que les acteurs des marchés secondaires et tertiaires directement concurrencés. En général, ces commerces irréguliers ne sont pas complètement ignorés de tous les niveaux de responsabilité. Les membres des *Resistance Commitees* locaux exercent un chantage systématique sur les vendeurs, et leur extorquent en permanence des sommes variables, sous des prétextes d'intérêt public, et contre un récépissé dont la valeur n'est que purement locale. Les commerçants interrogés avouent sans problème qu'ils honorent une taxe destinée à subventionner les initiatives de développement locales. On observe à propos de ces marchés illégaux, un débat qui oppose l'administration communale qui souhaite les interdire ou les intégrer à sa liste, et les autorités locales fortes de leur légitimité élective et de la nécessité qui s'impose à elles de défendre les intérêts de leur électorat. Mais, quoique la situation se soit grandement améliorée depuis l'arrivée du NRM au pouvoir, le service du KCC chargé de l'application de la loi à l'intérieur des frontières municipales - la *Law Enforcement Section* - ne dispose pas des moyens concrets pour la faire respecter. Ses fonctionnaires doivent faire appel à la police pour disposer d'un pouvoir dissuasif que de toute façon, ils ne souhaitent pas toujours véritablement exercer préférant souvent des solutions négociées qui leur permettent d'améliorer leur revenu et autorisent les commerçants à continuer d'exercer. Pour les petits vendeurs la corruption de ces fonctionnaires représente un avantage financier réel par rapport au coût d'une licence ou d'un loyer dans un marché. D'autre part, la journée du fonctionnaire s'achève dans le meilleur des cas à 17 heures. C'est à cette heure que bien souvent surgissent les points de vente et marchés spontanés. Localisés en fonction des mouvements des populations et donc de la proximité de la demande, ces "marchés" illégaux sont la conséquence de la structuration de l'espace par les transports et les cheminements piétonniers que, par un processus dialectique fréquent, ils contribuent à soutenir. Pour les plus importants d'entre eux, leur spontanéité est consolidée par le caractère éphémère des infrastructures. Le plus important d'entre eux est situé aux alentours de la gare routière et se tient tous les soirs à partir de cinq heures environ. Au soleil déclinant puis à la lueur des bougies, s'opèrent les mêmes types de transactions que sur les autres marchés. Le nombre des vendeurs, le service public réel qu'ils rendent, la connivence de fait entre les vendeurs et les fonctionnaires de terrain du KCC dont les intérêts, par le biais de la corruption, convergent, font que la régularisation de ce marché serait impossible et d'un coût politique très élevé. La même chose se constate pour le fameux "marché aux bougies", rassemblement de petits vendeurs sans équipement, situé immédiatement au pied de la colline de Kibuli près du rond-point qui dessert les 5, 6 et 7es avenues de la zone industrielle. Il est très actif mais n'opère qu'en fin d'après-midi et en soirée.

Quoiqu'il en soit, la multiplication de ces points de vente irréguliers, concentrés ou diffus ne modifie pas radicalement la structuration commerciale kampalaise.

La pratique citadine corrobore la hiérarchie ternaire de la structure commerciale. En effet, le niveau élémentaire offre aux clientes les denrées de première nécessité : *matoke*, poisson, tomates, oignons, bananes sucrées, ananas, farine de maïs, charbon de bois. Les quelques boutiques massées autour des étals proposent des denrées stockables : cigarettes, allumettes, savon, sucre, pain, biscuits. Les achats se font à l'unité ou par petits lots. La plupart de ces marchés élémentaires possèdent une morphologie rudimentaire faite d'étals de bois parfois couverts de nattes en papyrus. Les équipements collectifs sont quasi inexistants. Ainsi, à Luzira, le marché est équipé d'un robinet mais ne dispose ni d'électricité, ni sanitaires.

Les marchés intermédiaires possèdent la fonction des marchés élémentaires pour leur voisinage à laquelle s'ajoute la fonction de marchés de demi-gros et de détail pour une plus large gamme de produits moins fréquemment demandés : soda, bière, viande, oeufs, lait, et des produits manufacturés de consommation relativement courante : piles électriques, boîtes de conserve. La différenciation interne entre les étals et les boutiques est plus grande, mais, en moyenne les échanges portent sur des quantités plus élevées. A ce niveau de la hiérarchie, se systématise la concentration des commerces en fonction des produits vendus qui provoque une spécialisation par allée. Mais cette spécialisation n'est pas systématique. Le plan du



Carte

Plan schématique du marché de Nakulabye ; échelle : 1 cm = 3 m [447].

1 : ABCD : Périmètre grillagé du marché ; 3 : Grillage ; 4 : C : Point de vente du charbon de bois ; 5 : M : Point de vente du *matoke* ; 6 : Points de vente des fruits ; 7 : Points de vente des tomates et des oignons ; 8 : H : Gargotes ; 9 : F : Point de vente du poisson ; 10 : Ca : Point de vente du manioc et des racines ; 11 : B : Point de vente des bananes sucrées ; 12 : P : Point de vente des pommes de terre ; 13 : Cl : Point de vente de la bière ; 14 : x : Étals vides ; 15 : Étals en construction.

---

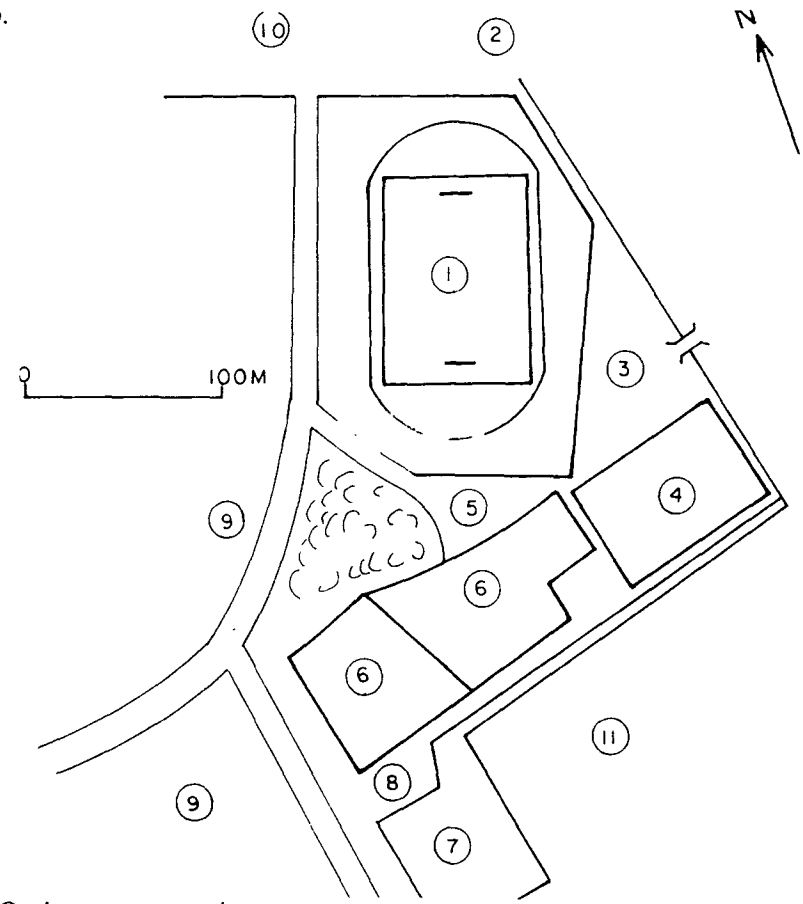
447 : Source : Kiguki (J.), *The development of Nakulabye Market, Kampala District*, Research Paper pour le diplôme de Bachelor of Arts, Department of Geography, Makerere University, 1990, 76 p.

marché de Nakulabye qui relève de cette catégorie montre à la fois la spécialisation spatiale et ses limites.

Des boutiques plus spécialisées apparaissent autour du marché et fournissent tissus, matériel de cuisine, quincaillerie, matériaux de construction dans les quartiers les plus dynamiques. Se constituent alors ces pôles commerciaux d'autant plus dynamiques qu'ils correspondent à des terminaux de lignes de taxis ou à des stations importantes.

Le niveau supérieur est représenté par la formidable concentration du marché d'Owino qui augmente considérablement de surface en fin d'après-midi en accueillant un nombre important de commerces flottants sur l'esplanade située devant le grand stade de Nakivubo.

En réalité ce grand marché se scinde en plusieurs ensembles distincts : le marché au détail proprement dit, le marché de gros des fruits et légumes, le marché aux vêtements et le marché flottant qui offre aux chalands la panoplie pratiquement complète des produits manufacturés que l'on peut trouver à Kampala. Le marché de détail est construit en dur, entouré d'un mur percé d'une grille. Le marché de gros des fruits et légumes construit sur un terrain vague est constitué d'étals de bois couverts. Immédiatement au sud de cet ensemble, un groupe d'étals concentre les gargotes où viennent déjeuner les commerçants et les artisans de Kisenyi. Le marché des vêtements de seconde main est uniquement fait de tables basses. Il bénéficie de l'ombre de quelques eucalyptus restants plantés par le colonisateur pour assécher la vallée de Nakivubo et séparer Kampala de Mengo.



Le marché d'Owino et son environnement

1 : Stade de Nakivubo ; 2 : Terminal des bus interurbains privés ; 3 : Terre plein où se concentrent les commerçants flottants en fin d'après-midi ; 4 : Marché fermé, marché au détail ; 5 : Marché de gros, demi-gros et détail des vêtements d'occasion ; 6 : Marché de gros des fruits et légumes ; 7 : La zone des gargotes ; 8 : Terre-plein de déchargements des camions ; 9 : Secteur interlope et artisanal de Kisenyi ; 10 : Namirembe road (secteur de Blue Room) ; 11 : École.

L'étude globale de la structure commerciale de ces marchés corrobore donc l'impression d'une hiérarchie pyramidale. Le marché central et les marchés intermédiaires fonctionnent comme des marchés de gros; les marchés intermédiaires jouent également le rôle de marchés de détail pour les quartiers avoisinants. L'ensemble des autres marchés se cantonne dans la revente de détail.

Mais une analyse plus fine, tenant compte notamment des produits vendus, nuance ce schéma finalement trop classique d'une centralité omniprésente, relayée jusqu'aux extrémités de la ville par des marchés de plus en plus petits. L'hypothèse du primat fonctionnel du plus gros des marchés est remise en cause par l'étude de quelques filières de distribution, qui mettent place une multitude de courts-circuits et concourent à la segmentation globale du système. Le semis ne correspond pas à un graphe, il n'exprime pas un réseau.

En effet, Owino ne fonctionne réellement comme un marché central que dans le secteurs des fruits, des légumes et des vêtements. La hiérarchie quantitative existe mais elle éclate devant la multiplicité, la complexité et l'enchevêtrement des réseaux commerciaux structurés en plusieurs segments fractionnés en fonction des produits. A l'échelle des marchés de détail, la provenance des produits vendus exprime la densité des réseaux de distribution qui irriguent la périphérie kampalaise. Ainsi, les vendeurs du marché de Kabalagala (aussi appelé Kayunga) se fournissent-ils en manioc directement auprès des producteurs urbains, en tomates et en ananas au marché de Nakasero, en oignons, haricots et maïs à Owino, en poisson fumé à Shaouliako [448], en poisson frais à Gabba... Le *matoke* arrive directement des zones de production (Bukoba en Tanzanie, Rakaï, Mbarara et Masaka). Les marchés de Namuwongo présentent la même dispersion des lieux d'approvisionnement en fonction des p odiits.

Tableau

Part des différentes sources d'approvisionnement des commerces alimentaires de détail des marchés de Namuwongo I et II.

Sources d'approvisionnement	
Jardin personnel intra-urbain	5%
Autre producteur urbain	3%
Owino ou Nakawa	42%
Marchés de Namuwongo	25%
Autres marchés dont les marchés de collecte du poisson	25%

Source: Ministry of Housing and Urban Development/Shelter Afrique, *Namuwongo Upgrading and Lowcost Housing Pilot Project, Survey of Markets in Namuwongo Project Area*, 1987, p. 20.

Au niveau supérieur de la distribution alimentaire, la tombée d'Owino apparaît réduite par le fait que les grands marchés kampalais connaissent pratiquement tous un *farmer's day* ou *market day*, c'est-à-dire une journée [449] au cours de laquelle les paysans ou des commerçantes itinérantes ont l'autorisation de venir vendre leurs produits, directement. La redevance est fixe, 200 shillings, quelle que soit la quantité de produits présentée. Cette permission, héritage rural évident, possède l'avantage de faire venir une clientèle de détaillants plus nombreuse qu'à l'ordinaire attirée par la baisse des prix qu'induit la vente directe. Cette pratique accroît la tombée des marchés intermédiaires. Le rayonnement relatif des marchés supérieurs (intermédiaires et central) varie donc au cours de la semaine. L'image sécurisante pour le géographe d'une structuration spatiale commerciale unique, stable et

448 : Il ne s'agit pas à proprement parler d'un marché mais d'une zone proche des terminaux de bus où est vendu le poisson séché. Cette localisation s'explique parce que ce produit est apte à voyager vers les zones où le poisson frais est rare.

449 : Ces jours spéciaux sont le mercredi à Kibuye, le jeudi à Gabba, le vendredi à Natete, le samedi à Nakawa et Katwe.

hiérarchisée disparaît. Un détour par les pratiques est nécessaire à l'appréhension de la réalité. L'étude de trois filières permet de saisir la complexité des relations d'approvisionnement qui drainent les campagnes et irriguent les marchés de la ville et les relations qu'entretiennent les marchés entre eux.

La première anomalie, et non des moindres, concerne **le *matoke*** - la banane plantain, alimentation de base d'au moins deux tiers de la population. Il n'existe pas de marché central pour la banane plantain. Presque tous les marchés sont directement livrés par camions ou camionnettes depuis les zones de production situées au sud-ouest du pays [450]. Certes les marchés principaux - Nakawa, Kalerwe, Katwe-Kibuye - voient transiter des quantités qui dépassent très largement leurs capacités de revente au détail. Des commerçantes de demi-gros achètent plusieurs régimes (en moyenne vingt), les font transporter sur des vélos ou dans des brouettes vers les marchés élémentaires. Mais ceux-ci ne dépendent pas exclusivement de ces gros pôles intra-urbains pour leur approvisionnement en *matoke*. Des déchargements directs ont lieu. Il est habituel de voir ces camions, jaunes ou bleus pour la plupart, chargés de bananes vertes autour desquels s'agitent des hommes et des femmes aux vêtements le plus souvent clairs sur les terre-pleins latéritiques des marchés de Kansanga, Mpererwe, Kanyanya, etc. D'autre part, des camions ou, mais plus rarement, des camionnettes, dont toute la cargaison n'a pas été achetée sur les principaux marchés pérégrinent de petits centres en petits centres jusqu'à épuisement de leur chargement. Enfin des déchargements sauvages ont fréquemment lieu loin de toute structure commerciale permanente. Ainsi, les cours des principaux ministères sont-elles le théâtre de déchargements. De même, le va et vient, les discussions entre les acheteurs, les manutentionnaires, les vendeurs et les revendeurs, le bourdonnement habituel qui entoure l'arrivée du *matoke* animent l'entrée de l'école de police de Kibuli. Ainsi la hiérarchie est bousculée. La suprématie d'Owino disparaît. L'organisation polynucléaire que construisent les circuits de distribution du *matoke* ne respecte plus la hiérarchie d'un réseau. Même les marchés de détail sont directement approvisionnés depuis la province dans une proportion importante. Ainsi, le *matoke* vendu sur les marchés de Namuwongo provient pour moitié des campagnes et pour l'autre moitié d'Owino ou de Nakawa. Et encore, à ce niveau, les cyclistes qui collectent les régimes dans un rayon d'une trentaine de kilomètres autour de Kampala, évitent les marchés intermédiaires, pour vendre directement aux détaillants de quartiers. Ils s'assurent ainsi une marge plus importante sans souffrir de la concurrence des grossistes qu'ils ne pourraient pas supporter.

Une seconde excentricité du système est créée par **la distribution du poisson**. Deux espèces principales - le tilapia et la perche du Nil - sont commercialisées fraîches ou fumées, rarement salées. Une étude a été menée sur la commercialisation de la perche du Nil fraîche à Kampala [451]. Elle s'attache à suivre le produit depuis un des marchés de collecte d'où provient l'essentiel de la perche du Nil consommée à Kampala - Kasenyi [452] situé entre Kampala et Entebbe - jusqu'aux marchands de détail en passant par les deux marchés de gros

---

450 : La période coloniale a légué cette spécialisation régionale. A travers *la Native Produce Marketing Ordinance* de 1952, le *District Administrator* de l'Ankole menacé par la famine avait initié la culture de la banane plantain sur de grands domaines britanniques. La menace de disette passée, la région s'est spécialisée dans l'approvisionnement du marché de Kampala. Les petits producteurs ont emboité le pas aux grands domaines.

451 : Huber (E.), *La commercialisation du poisson en Ouganda. Le cas du Lates Niloticus dans la région de Kampala*, Maîtrise de sciences économiques, Université de Montpellier I, Faculté de droit etdes sciences économiques, 1991, 115 p. Sur la pêche en Ouganda, on lira Reynolds (J. E.) & Greboval (D. F.), *Socio-economic effects of the evolution of Nile Perch fisheries in Lake Victoria: a review*, Cifa Technical Paper 17, F.A.O., Rome, 1988, 148 p. Un mémoire du département de géographie de Makerere est également consacré à cette question : Kyimba M.D., *Trends in fishing on Lake Victoria: a case study of Nkombwe fishing village*, Makerere University, dep. of geo 1987, 43 p.

452 : Les autres marchés de collecte sont situés à Ratosi au sud de Lugazi, à Kigungu au sud de Mpigi, à Busabala et Mpongwe au sud de Mukono.

du poisson - Katwe et Kalerwe. L'intérêt de cette étude réside dans le fait qu'elle s'attache à la source de protéines animales la moins chère et la plus demandée, mais également dans le fait qu'elle permet de rendre compte de la diversité des circuits commerciaux et de l'éclatement de la centralité commerciale à l'échelle urbaine.

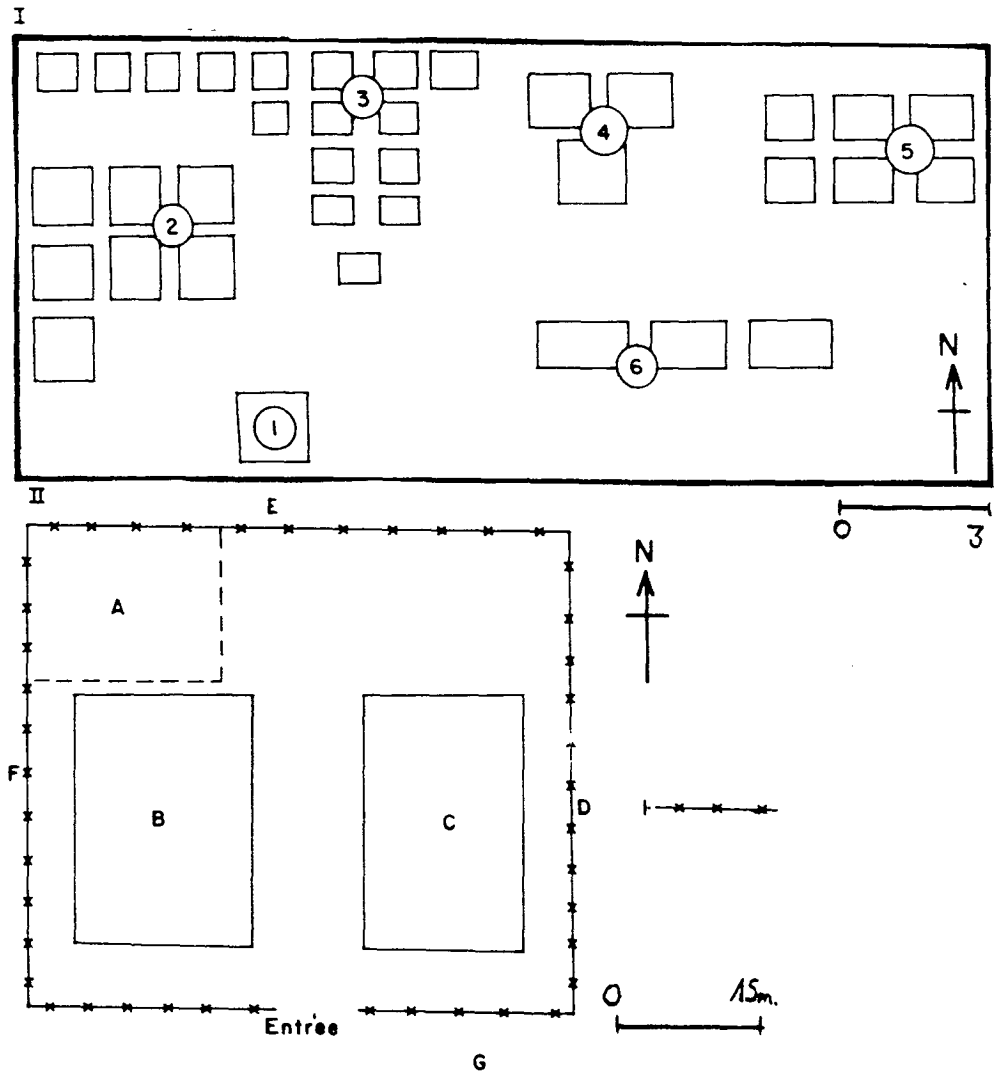
A l'échelle ougandaise, à partir de 1987, la reprise de la production de poisson est marquée par la substitution du lac Victoria au lac Kyoga comme source d'approvisionnement. La surexploitation du Kyoga et l'arrivée à maturité des perches du Nil introduites artificiellement au cours des années 1950 dans le Victoria ont provoqué ce renversement de tendance. La perche du Nil représente désormais plus de 70% des volumes pêchés dans le Victoria. La paix retrouvée a favorisé les investissements productifs dans ce secteur. L'essentiel du poisson offert à Kasenyi l'est par des transporteurs qui, disposant de pirogues à moteur de 25 chevaux en général, collectent le poisson auprès des pêcheurs des îles. L'importance des tonnages qu'ils apportent marginalise les prises des pêcheurs locaux. Cette marginalisation repose sur un différentiel de capitaux et d'équipements disponibles, qui oppose les pêcheurs et les transporteurs. Parmi ces derniers, de nouveaux arrivants dans la filière ont investi des capitaux importants et disposent d'une grosse capacité de collecte. Ainsi, l'un des transporteurs dispose de trois canoës de transport et d'une vingtaine de pirogues de pêche sur lesquels il prélève entre 50 et 80% des prises. Généralement, le poisson est acheté aux enchères soit par des grossistes appelés en Luganda *maaliegenya* (66% des achats), soit par des détaillants (13% des achats), soit enfin par des restauratrices (5% des achats) [453]. La distinction entre les deux s'opèrent sur le volume acheté, moins de 60 kilogrammes pour les détaillants et les restauratrices, mais surtout selon le mode de transport utilisé, le vélo ou le taxi collectif pour les détaillants, le pick-up loué pour les grossistes. En effet, la plupart de ces derniers louent les services d'un voiturier pour transporter le poisson des ports-marchés de collecte à Kampala.

Les marchés de gros du poisson à Kampala sont les marchés de Katwe et Kalerwe. Les grossistes y revendent aux détaillants et restauratrices qui ne se sont pas déplacés jusqu'aux marchés de collecte riverains. L'offre est le fait de deux types de groupes de grossistes: les grossistes saisonniers et les grossistes permanents. Les premiers sont des spéculateurs qui s'impliquent dans la filière poisson uniquement lorsque les prix sont élevés et s'en dégagent dès que les prix retrouvent leur niveau habituel; généralement ils sont titulaires de licences temporaires émises par le département des pêches (*Fisheries Department*). Le faible nombre des grossistes permanents donne donc au marché une structure très nettement oligopolistique. En avril 1991, ce sont en moyenne une dizaine de camionnettes qui transportaient l'approvisionnement des marchés de Kalerwe et Katwe; comme chaque camionnette est louée par un nombre de grossistes compris entre un et quatre, le nombre de grossistes qui tient l'essentiel de l'approvisionnement de Kampala en poisson est compris entre 10 et 40. La structure oligopolistique résulte du succès d'une stratégie de blocage de l'entrée de la concurrence sur le marché. Les grossistes offrent des cadeaux aux employés du département des pêches chargés de l'émission des licences commerciales, sans laquelle l'entrée du marché est théoriquement impossible, afin que ceux-ci n'en accordent pas trop. La structure oligopolistique permet le succès d'une entente sur les quantités que chaque grossiste est autorisé à vendre à Katwe ou Kalerwe. L'existence de ces quotas soutient les prix et impose des prix relativement élevés sur le marché du poisson frais.

Il semble que le marché de Katwe soit devenu un marché de gros du poisson assez tôt, à cause de sa position centrale par rapport à une demande populaire attirée par le faible coût du poisson. L'extension plus récente des quartiers nord de la ville a sans aucun doute nécessité un rééquilibrage du commerce du poisson grâce à Kalerwe. De plus, le colonisateur n'a pas imposé de contrôle sanitaire au poisson comme il l'avait fait pour la viande. Ces marchés ne

---

453 : Le reste des achats est assuré par les industries de transformations kampalaises ou de Nairobi et les fumeurs de poisson. Les produits transformés sont exportés vers l'Europe par les premières ou vers le Zaïre par les seconds.



Carte
Le marché de gros du poisson à Katwe

I Croquis de détail du secteur poisson du marché de Katwe ; échelle : 1 cm = 2 m.

1: Locaux du "*fisheries department*",
2: Tables de déchargement des grossistes,
3: Tables des coupeurs de poisson,
4: Vendeurs de Sabulenya,
5: Tables des détaillants,
6: Stands des vendeurs de poisson fumé.

II Croquis de localisation du secteur poisson à l'intérieur du marché de Katwe. Le marché est clos par un grillage métallique ; échelle : 1 cm = 8 m.

A: Marché au poisson,
B et C: Secteurs couverts des fruits et légumes, viandes et vêtements
D: Secteur du charbon de bois,
E: Terrain de football,
F: Route goudronnée,
G: Large accès carrossable mais non goudronné.

sont bien entendu pas exclusivement dévolus au poisson et tous les produits habituels y sont vendus, mais un secteur du marché est spécialement dévolu au commerce de gros du poisson. Le poisson est déchargé par paquets de quatre sur des tables basses, d'où il sera vendu aux détaillants et restauratrices. La vente s'effectue selon des modalités différentes à Katwe et à Kalerwe. La vente aux enchères de Katwe s'oppose à la vente à crédit de Kalerwe. Les acheteurs sont les détaillants et les restauratrices. Celles-ci vendent des petits cubes de poisson frits appelés *sabulenya*. La bicyclette constitue le moyen de transport habituel des détaillants des marchés de détail.

Sur les marchés de détail, se retrouvent des poissons directement achetés sur les marchés de collecte et des poissons qui ont transité par Katwe et Kalerwe. Les détaillants, qui court-circuitent les grossistes, possèdent ou louent des vélos pour se rendre aux points de débarquement. Outre, les trois marchés de collecte déjà cités, le port de Gabba joue un rôle particulièrement important dans cette stratégie qui permet à certains détaillants de s'approprier la marge commerciale de 20 à 50% que les grossistes réalisent sur leur chiffre d'affaire. En effet, la majorité des acheteurs de Gabba sont des détaillants des autres marchés de Kampala. La vente au détail se pratiquant de préférence en fin d'après-midi, un certain nombre de détaillants utilisent leur matinée et le début de l'après-midi pour s'approvisionner directement à Gabba ou sur les marchés de collecte.

L'interview d'un voiturier corrobore globalement ce schéma de la filière du *Lates* frais mais aussi nuance l'importance des marchés de Kalerwe et Katwe comme marchés de gros du poisson. En effet, employé collectivement par plusieurs grossistes, ce transporteur affirme en déposer fréquemment sur des marchés moins importants comme Kibuye ou Wandegeya sur son chemin vers Katwe ou Kalerwe. Le niveau supérieur de l'encadrement commercial de Kampala est donc souvent court-circuité par les commerçants.

La filière du manioc présente sensiblement les mêmes aspects. Le manioc vendu sur les marchés est principalement cultivé hors de la capitale. Les zones productrices sont localisées dans un rayon de 30 à 50 kilomètres autour de la capitale. Cette distance est déterminée par la nécessité qu'il y a de ramener le manioc dans un délai relativement court (10 heures) après le départ matinal afin de pouvoir revendre la cargaison le jour même aux détaillants, pour que ceux-ci puissent le revendre soit le soir tard, soit tôt le matin. En effet, à moins d'être conservé dans un milieu anaérobie, le manioc ne se conserve pas plus de 24 heures après l'arrachage. Le commerce de gros du manioc est une activité exigeante. Aussi les grossistes s'y impliquent-ils à plein temps. Mais ils louent, en général à deux ou trois, les services d'un voiturier pour transporter le manioc des lieux de production à Kampala.

Un voiturier interrogé présente la façon dont le manioc est collecté sur les lieux de production. Il est engagé par des grossistes pour un parcours spécifique. L'essence est à la charge de ces derniers. Notre ami possède l'avantage de conduire une voiture tout terrain, qui peut "aller loin sur les mauvaises routes". Elle rend donc plus efficace la collecte, en désenclavant des secteurs difficiles d'accès où le prix du manioc est moins élevé qu'ailleurs. Arrivé dans les petits centres ruraux près des lieux de production, l'équipage rencontre des éclaireurs (*scouts*). Ceux-ci sont des jeunes de la région qui connaissent les paysans et guident les acheteurs sur les pistes. Les grossistes y recrutent également cinq arracheurs. La troupe se rend ensuite d'exploitation en exploitation. Les grossistes et le paysan s'étant mis d'accord sur un prix, les arracheurs opèrent sur la parcelle du paysan et remplissent la caisse de la camionnette. En général, pour une camionnette land Rover, châssis long, le poids du chargement est compris entre 1,5 et 2 tonnes. En 1991, le coût de la marchandise en incluant le salaire des éclaireurs et des arracheurs pouvait être évalué à 47 000 shillings (5 000 pour les arracheurs + 2 000 pour l'éclaireur + 40 000 pour le manioc) Vers quatre heures de l'après-midi, la camionnette arrive à Kalerwe qui semble fonctionner comme le marché de gros du manioc et des pommes de terre. Une foule hurlante et agitée, parmi laquelle se cachent souvent des voleurs à la sauvette, entoure le véhicule. Des vendeurs de demi-gros -

environ 5 à 6 par camionnette - déchargent la camionnette avec l'aide de manoeuvres et constituent des piles de tubercules. En général, ces piles comptent 600 racines soit à peu près 300 kilos. Les piles payées, le voiturier est réglé. Si la camionnette n'est pas totalement vidée, les grossistes déchargent le trop-plein et attendent le lendemain matin. En moyenne, le chiffre d'affaires des grossistes est de 100 000 shillings. Les coûts à déduire sont : la marchandise (40 000 shillings), le travail des arracheurs (5 000 shillings), celui de l'éclaireur (2 000 shillings), l'essence (15 000 shillings), les péages routiers et les taxes commerciales (4 000 shillings) soit 81 000 shillings. Un chargement rapporte donc aux grossistes environ 20 000 shillings. Là encore, une stratégie de blocage fondée sur l'intimidation protège la structure oligopolistique du marché de gros. En effet, interrogé sur les raisons qui l'empêche d'intégrer la filière et de se transformer en grossiste, ce qui lui ferait un revenu journalier de 35 000 shillings plutôt que les 15 000 qui constituent sa rémunération, notre voiturier affiche la peur du sabotage de sa voiture par les grossistes déjà installés. Il ajoute que l'intégration verticale de la filière ne peut s'effectuer sans difficulté du fait de la multiplicité des tâches à remplir au même moment.

A ce stade de la filière, les marchands de demi-gros procèdent alors à la vente aux détaillants qui se sont déplacés. Ceux-ci transportent les tubercules soit en louant les services d'un brouettier, soit en empruntant le taxi. Il apparaît que la distance entre le marché de détail et Kalerwe opère une sélection entre les modes de transport utilisés par les détaillants. Des variations importantes affectent les prix et les quantités de manioc commercialisées. En effet, la saison sèche indure les sols et rend l'arrachage difficile, réduisant de ce fait l'offre de manioc. Les prix augmentent donc. Parallèlement, le *matoke* mûrit mieux et son coût diminue. Au contraire, durant la saison humide, le sol est plus facile à creuser, l'offre de manioc augmente et son prix diminue et, cause d'une durée de mûrissement plus longue et de la dégradation des routes, le prix du *matoke* s'élève.

Comment expliquer cet éclatement et en même temps l'existence d'un semis apparemment hiérarchique?

D'une part, les réseaux de distribution et les contraintes qui pèsent sur eux contribuent à éclater la hiérarchie. Les contraintes liées à la fragilité des produits ne semblent pas dominer. Comptent plus les contraintes de fraîcheur et de difficulté de manutention. Le *matoke* par exemple est un produit peu fragile, mais doit être consommé dans les quelques jours qui suivent sa récolte, et qui, lourd et volumineux - un régime pèse en moyenne 20 kilos - est difficile à manutentionner ou à stocker. Il faut le vendre rapidement et réduire les coûts de manutention. La solution de l'approvisionnement direct convient à ces exigences, le nombre des intermédiaires s'en trouvant considérablement réduit. Le poisson et le manioc possèdent les mêmes exigences de fraîcheur mais sont plus faciles à transporter.

D'autre part, la croissance de la ville semble avoir provoqué presque naturellement l'éclatement du système à cause de la faiblesse des marges possibles que pourraient alors ponctionner d'éventuels intermédiaires entre un marché central et les autres. Il n'est pas rentable pour quelqu'un qui en a les moyens de louer un *pick-up* pour transporter du manioc d'Owino à Kalerwe. La marge bénéficiaire ne correspond pas à ses besoins et à ses attentes. Par contre elle pourrait suffire à contenter les petits pousseurs de brouette, mais le volume qu'ils transportent ne correspond pas à la demande exprimée sur les marchés secondaires qui desservent un volume de plus en plus grand de population. Ceux-ci sont trop gros et sont donc approvisionnés directement par des véhicules livrant de la marchandise des campagnes.

Du point de vue spatial, cet éclatement de la hiérarchie affecte surtout les niveaux élevés. Les petits marchés évoluent tout de même dans une certaine mesure dans la dépendance des grands marchés. Des segments dépendants sont constitués à partir de certains des gros marchés. Ainsi, les marchés qui se trouvent le long de Port Bell road s'approvisionnent-ils principalement à Nakawa. De même, les marchés du nord de la ville s'approvisionnent à Kalerwe ou à Bwaise. Ces segments sont les plus structurés spatialement à une certaine distance du centre et le long des radiales. L'organisation commerciale de Kampala apparaît donc relativement segmentée. L'autonomie partielle des marchés en matière

d'approvisionnement en bananes et charbon de bois, l'existence d'une centralité atténuée et éclatée par filière (fruits et légumes, poisson, manioc), de pratiques de court-circuit aboutissent finalement à l'élaboration d'une polarisation lâche. Noeuds de structuration géographique, les marchés le sont surtout parce qu'ils polarisent l'espace résidentiel et la vie des habitants de Kampala.

Les marchés constituent un des pôles structurants majeurs de l'espace urbain et donc de la vie urbaine africaine. Quoique les habitants de Kampala pratiquent largement l'agriculture intra-urbaine et entretiennent d'actives relations d'approvisionnement avec leurs villages d'origine, les achats de nourriture pèsent tellement sur les budgets familiaux qu'ils imposent la fréquentation, régulière et répétée, en l'absence de possibilité ménagère de stockage, des marchés. C'est pourquoi **la fonction alimentaire des marchés** est particulièrement forte.

Tableau

La prédominance de la fonction de reproduction dans les marchés kampalais à partir du nombre et du type d'étals.

Spécialités des étals	Katwe	Nakawa	Bugolobi	Kitintale	Luzira	Wandegeya
Fruits et légumes	93	205	86	30	16	65
Matoke	60	70	26	10	9	27
Poisson	27	36	15	8	7	10
Viande	18	24	14	3	3	10
Charbon de bois	14	45	9	11	2	13
Boutique	9	460	67	46	33	12
Restaurant	139	45	15	9	9	55
Autre	30				9	

Sources : enquêtes B. Calas en février 1992 ; D. Masson en juillet 1992.

Les marchés constituent le premier maillon de la chaîne de la reproduction physique dans la mesure où l'immense majorité des étals vendent de la nourriture, mais aussi où une fraction non négligeable des commerces sont des "restaurants".L'extrême spécialisation des étals, caractéristique des marchés africains, permet, à partir des livres de comptes des chefs de marché (*Market Master*), de dresser le tableau suivant.

La distinction entre marchés de gros et de demi-gros d'une part et marchés de détail d'autre part est nécessaire. En effet leurs rythmes quotidiens et hebdomadaires diffèrent.

Les premiers s'animent tôt le matin. Avant cinq heures dit-on, avant six heures dans la réalité. L'activité matinale n'est pas le fait des forains installés mais des gros commerçants qui apportent la marchandise des lieux de production et des marchands de demi-gros qui viennent chercher leurs marchandises. Autour d'Owino, dans les rues avoisinantes, la première animation se fait autour des camionnettes de boulangers industriels. Dans la nuit, à la lumières des lampadaires blancs ou des phares des camionnettes, de petits groupes de cyclistes entourent les *pick-up*, des queues se forment derrière et, sous la surveillance du boulanger ou de son gérant, la distribution s'effectue rapidement. Un peu plus tard, progressivement, les *askaris* sortent de sous les étals où ils ont passé la nuit à surveiller d'un oeil les marchandises, les forains arrivent, déballent les marchandises stockées et achètent aux intermédiaires. Les petits déjeuners - porridge, thé ou café au lait - se préparent sur des fourneaux ronds à charbon de bois (version est africaine des "fourneaux malgaches" sénégalais). Les premiers clients sont des vendeurs des marchés de détail. Progressivement les autres clients, consommateurs, grossissent la foule pour des achats au détail. La plupart

sont des femmes. Une pause dans l'activité semble intervenir vers 11 heures. L'heure du déjeuner marque une nouvelle reprise de l'activité surtout autour des gargotes. Les heures chaudes de l'après-midi font peser sur les marchés une certaine torpeur finalement rompue par la sortie des "bureaux" et le retour vers les banlieues des travailleurs

Les petits marchés de quartier ont un rythme plus simple, bi-modal. Les clientes du matin représentent environ un tiers des acheteurs quotidiens, et les résidents retournant du travail dans le centre ville, à partir de cinq heures du soir et jusqu'à neuf heures, les deux autres tiers. Le soir, c'est tout un petit centre commercial qui s'anime à partir de cinq heures de l'après-midi jusqu'à neuf heures du soir pour les plus gros d'entre eux. Il est certain que ce monde s'agite principalement pour des raisons économiques mais les rires, les cris, les pleurs des enfants, le charivari qui éclate au moindre événement extraordinaire (un cycliste qui renverse sa cargaison de bouteilles de Coca-Cola, le choc étincelant et sonore de deux lignes électriques balancées par l'envol lourd d'un oiseau et qui se touchent, ou encore une dispute amoureuse) révèle l'intensité de «la comédie humaine» qui se joue en ces lieux centraux que sont les marchés. Peu de monde échappe à la nécessité de leur fréquentation. Par la fréquence des visites que chacun doit y faire, leur rôle est plus dense qu'en milieu rural, et à ce titre ils participent complètement à la production sociale de la ville.

En effet pour mesurer ce rôle des pôles commerciaux autour des marchés, il faut fréquenter les boutiques isolées le long des pistes et au milieu des quartiers résidentiels. Il semble qu'*a contrario* peu de chose s'y passe. Les marchés ne sont pas simplement des lieux d'échange, leur rôle social dépasse la sphère strictement économique. Ce sont des lieux de rencontre et de friction sociale sur lesquels les informations s'échangent entre clients, entre clients et vendeuses. Un indice de ce rôle social est l'importance du nombre de *eating places* que compte chaque marché. Ce sont l'équivalent des "gargotes sénégalaises".

Tableau

Les marchés comme lieux de sociabilité : importance des gargotes sur les marchés.

	Nombre de gargotes	Part des gargotes par rapport à l'ensemble des étals
Owino (a)	468	9%
Katwe (b)	139	35%
Natete (b)	30	14%
Makindye (b)	3	12%
Luzira (c)	9	16%
Nakawa (c)	45	10%
Wandegeya (c)	54	20%
Gabba (c)	38	22%
Kansanga (c)	5	8%

Source: (a) Republic of Uganda, Uganda Infrastructure Project, *Study for the improvements of Kampala's Urban Market*, Draft final report, août 1989, p. 5
(b) Enquêtes Denis Masson, juillet 1992. (c) Enquêtes Bernard Calas, février 1992.

Les principaux acteurs du marché viennent s'y restaurer généralement aux environs des heures chaudes de l'après-midi quand l'activité commerciale est la plus basse. L'écoulement du temps se fait moins rapide; les gens discutent, commentent les prix, l'actualité politique et les événements familiaux. Mais le matin, les tenancières servent également des petits déjeuners : tasses de thé infusé dans du lait sucré, *sammosa*, *mandazi*, porridge, *chapati* [454], parfois également du manioc frit. Contrairement à ce qu'affirmait une étude sur

454 : Le *sammosa* est un friand à la viande ou aux légumes, le *mandazi* un beignet et le *chapati* une galette de maïs.

l'approvisionnement alimentaire de Kampala dans les années soixante [455], les clients de ces gargotes ne semblent pas appartenir exclusivement aux groupes les plus bas de l'échelle sociale. Des fonctionnaires, des commerçants s'y rencontrent fréquemment côtoyant des élèves en uniforme des écoles avoisinantes.

A ces gargotes, s'ajoutent des petites vendeuses d'en cas : poisson frit, manioc frit, viande grillée, maïs grillé...

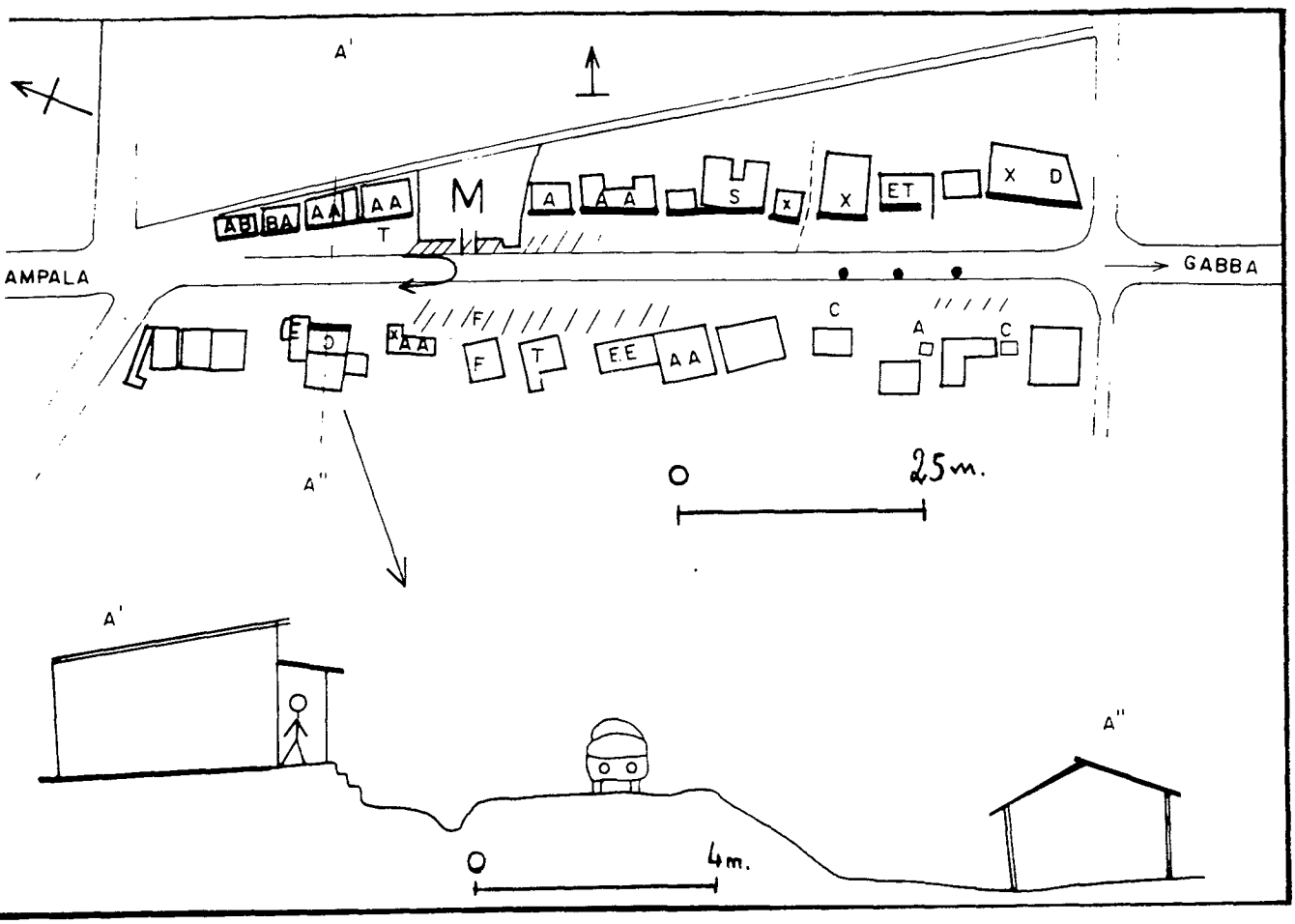
L'exemple des vendeuses de *sabulenya* montre l'importance de ces commerces qui fonctionnent sans infrastructure mais dont la fixité spatio-temporelle joue un rôle important dans la structuration des mouvements spatiaux et la sécurité alimentaire des groupes populaires les plus précarisés. L'essentiel de la vente de *sabulenya* a lieu soit sur les marchés, soit le long des routes ou aux principaux arrêts de taxi. En effet, la vente du *sabulenya* n'a lieu que le soir, au moment où les travailleurs rentrent chez eux, après une journée passée au centre ville ou sur leur lieu de travail. Les vendeuses de *sabulenya* les préparent dans de larges poêles, dans lesquelles les cubes de poisson sont frits. L'huile utilisée pour la friture est tirée de la graisse des viscères du *Lates* bouillie pendant des heures pour la rendre liquide. Les restauratrices achètent l'huile liquide mais aussi récupèrent, au moment de la coupe, la graisse des viscères des poissons qu'elles ont achetés et qu'elles mélangeront à leur friture. Les *sabulenya* frits sont présentés aux clients sur une table recouverte de papier ou dans un petit bol. Son faible coût et la possibilité de le manger sur place font du poisson frit un des aliments privilégiés des pauvres et des personnes qui n'ont pas la possibilité de cuisiner, soit qu'elles n'habitent pas chez elles mais chez des connaissances, soit qu'elles n'ont pas de matériel de cuisine, ou assez d'argent pour acheter à la fois la nourriture et le charbon de bois. Les consommateurs sont donc généralement des célibataires aux faibles revenus et/ou ne disposant pas de domicile fixe. Les vendeuses de *sabulenya* s'installent souvent à proximité de vendeuses de *matoke* ou de manioc cuisinés. Cette association permet aux clients d'acheter un "repas" complet et chaud pour une somme relativement modique. Le dynamisme actuel que connaît l'activité de restauratrice laisse supposer qu'un nombre croissant de personnes y ont recours. La conclusion qui semble s'imposer est celle de l'accroissement de la fraction de population subissant une situation précaire. A notre avis, l'afflux migratoire et le volume toujours plus large de néo-urbains qu'il conduit en ville grossissent la clientèle des restauratrices. Le grossissement de la demande entraîne celle de l'offre.

Points de passage obligés de l'immense majorité des habitants en l'absence d'autre alternative, les marchés sont des pôles d'activité économique et sociaux essentiels. A cet égard, il est révélateur que contrairement à Nairobi, la communauté la plus fortunée, aux habitudes de chalandise marquées par les centres commerciaux et les magasins spécialisés - les *bazungu* en luganda - ne puisse éviter la fréquentation de ces lieux centraux. Le système commercial alimentaire kampalais apparaît fortement dépendant de celui des marchés.

D'autre part autour des principaux marchés les concentrations de boutiques en tout genre attirent du monde. Par exemple à Kansanga autour du marché pas moins d'une cinquantaine de boutiques ont été construites, certaines en dur, d'autres, qu'on appelle des *kiosks*, en planches. A cet ensemble il faut ajouter les tailleurs, les revendeurs de vêtements, les réparateurs, les marchands de meubles, les travailleurs du métal et les quincailliers. Entre s'intercalent quelques bars d'où s'échappent les mesures saturées des chanteurs zaïrois, congolais ou sud-africains. Ces concentrations d'échoppes possèdent donc par rapport aux marchés la spécificité de la commercialisation des produits manufacturés.

---

455 : Oloya (J.J.) & Poleman (T.T.), *The Food Supply of Kampala. A Study in the Marketing of Basic Food-Stuffs in an African Metropolitan Area*, Makerere Institute of Social Sciences, Kampala, juin 1971, 57 p.



Carte

Schéma du pôle périphérique de Kansanga

A : Epicerie ; B : Quincaillerie ;C : Point de vente du charbon de bois ; D : Dispensaire ; E : Mini-supermarché ; F : Bar ; T : Tailleur ; X : Divers dont club vidéo et club d'échec ; Zone du commerce flottant ; Emplacements des vendeurs de journaux ; 1 : Marché ; 2 : Terminal de la ligne de taxis collectifs ; 3 : Ruisseau ; 4 : Direction du sommet de la colline de Tank hill ; 5 : Bâti précaire ; 6 : Boutique en dur

A'-A" Coupe transversale.

La façon dont se structure ce commerce manufacturé diffère totalement de celle dont se segmentent le commerce alimentaire. Une centralisation hégémonique du centre ville et une hiérarchisation nette du centre vers la périphérie constituent les caractéristiques spatiales de ce secteur commercial. Le centre ville conserve le primat de l'importation des produits manufacturés. C'est là que les boutiques de la périphérie s'approvisionnent. Le stock de celles-ci diminue en variété du centre vers la périphérie, les échoppes des quartiers les plus éloignés ne présentent plus que les produits essentiels de la vie quotidienne, alors que celles qui entourent les principaux marchés offrent une gamme plus variée de produits. Enfin le centre ville conserve l'exclusivité des biens les plus rares. Une disjonction spatiale intracentrale s'observe entre, d'une part les rues de l'hypercentre auxquelles il convient d'ajouter Kampala road et les rues situées plus bas entre *Nakasero market* et *Owino market.* Les premières s'adressent à une population aisée, dont les besoins et les modes de consommation sont plus larges et plus spécifiquement orientés vers des produits d'importation. C'est donc là que l'on trouve des machines à laver, des télévisions, les concessionnaires automobiles, les pharmacies tenues par des pharmaciens, les marchands de vêtement d'importation, des livres, etc. Par contre, plus bas, le commerce s'adresse à un population plus populaire, sans être la moins aisée. La gamme des produits se réduit principalement autour du textile et des produits manufacturés plus courants (radio, lecteurs de cassettes, sacs de voyage, etc.). A côté de cette simplification de la gamme des produits proposés, on observe l'existence de quelques concentrations de magasins proposant des produits plus spécifiques et de consommation moins fréquentes. Entre le *car park* et Owino, ainsi qu'entre Kiwanuka street (ex South Street) et Nakivubo channel, la majorité des boutiques vendent des pièces détachées automobiles ou bien de la quincaillerie, du ciment et de la tôle ondulée. C'est également dans ce secteur que se commercialisent en demi-gros les produits stratégiques importés du Kenya comme le sucre, certaines marques de cigarettes. Le marché d'Owino à côté de sa fonction alimentaire présente la particularité d'être le marché central kampalais des vêtements d'occasion vendus soit au kilo, soit à la pièce. La vente s'effectue autant dans les boutiques que dans la rue.

En effet, cette zone constitue un vaste ensemble piétonnier. A la suite de l'accroissement de la population, de la stagnation des transports individuels, à cause de la proximité de la gare routière, un processus spontané de prise de possession des rues par les piétons a eu lieu. Les rues désaffectées du fait de leur détérioration ont été conquises par les étals. La coalescence de l'installation de ces étals ainsi que leur reconnaissance de fait par une municipalité prompte à taxer tous les secteurs possibles ont transformé certaines rues en véritables "souks". La concentration des vendeurs par type de produit, le resserrement des espaces de circulation, la multiplication des bâches tendues au dessus de ces espaces de circulation/marchandage apparentent ces espaces à des souks. Mais cette zone piétonnière spontanée, pendant africain des évolutions urbanistiques européennes de la centralité, n'est pas continue. Elle se surimpose à l'utilisation motorisée de la voirie aboutissant à un enchevêtrement des modes de transport peu propice à la fluidité de la circulation. Et ce d'autant plus qu'aux boutiques, aux étals fixes s'ajoutent les vendeurs ambulants et les vendeurs sur étal mobile. Pour l'ensemble de l'agglomération kampalaise, les vendeurs ambulants seraient 5 000 [456]. Ils seraient concentrés à 90% dans le centre ville

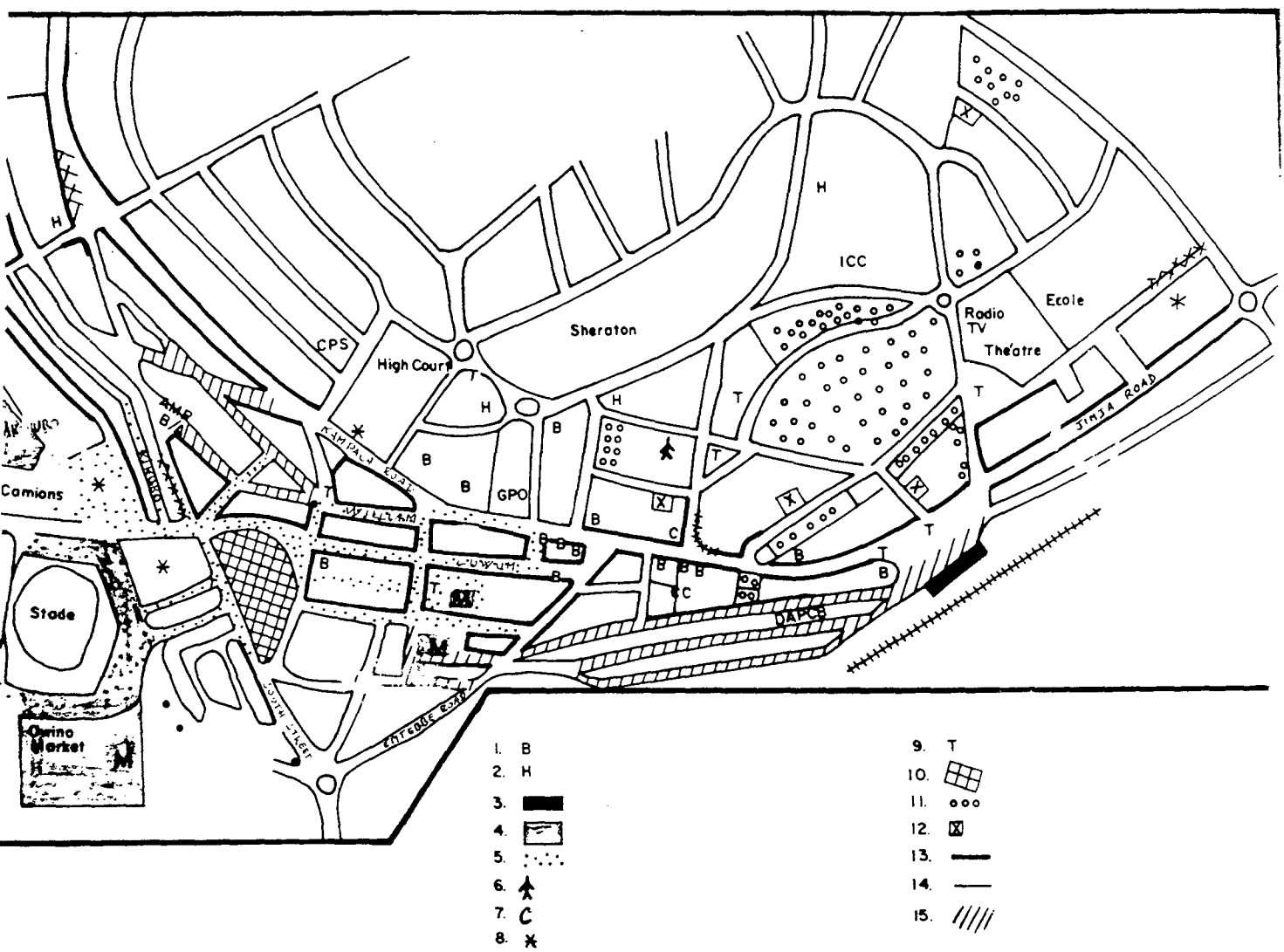
Au total, on observe donc une disjonction forte de l'organisation spatiale du commerce à Kampala selon les produits vendus.

La fonction alimentaire des marchés construit une polynucléarité sommitale, qui s'oppose à la forte centralisation des filières de biens manufacturés de consommation courante (vêtements, matériel scolaire...)

Les marchés ne fonctionnent pas comme tout à fait comme des isolats les uns par rapport aux autres, du fait de la complémentarité des produits. Les contraintes qui pèsent sur la

---

456 : Au sujet de ces vendeurs ambulants, on lira Nyakaana (J. B.), "Organisation and regulation in the urban «informal sector : the street traders of Kampala City, Uganda", *Eastern and Southern Africa geographical Journal*, vol. 4, n° 1, 1993, p. 17-22.



Figure

Présentation schématique du centre de Kampala ; échelle 1 cm = 100 m.

1 : Banques ; 2 : Hôtels importants ; 3 : La gare ; 4 : Marchés ; 5 : Zone piétonnière spontanée ; 6 : Sièges des principales compagnies aériennes ; 7 : Galeries commerciales ; 8 : Terminal de bus ; 9 : Stations de taxis ; 10 : Car park ; 11 : Principaux ministères ; 12 : Principales ambassades ; 13 : Alignement de boutiques très actives ; 14 : Alignement de boutiques peu actives ; 15 : Rues défoncées. GPO : Poste centrale ; CPS : Commisariat de police central.

plupart des filières produisent une centralité éclatée et complémentaire. Mais dans le même temps l'intégration urbaine commerciale est déficiente dans la mesure où les marchés élémentaires entretiennent des liens d'approvisionnement directs avec la campagne.

La structuration intégrante urbaine est le produit des filières commerciales de biens manufacturés. La ville, c'est la bassine en plastique, les piles électriques, les allumettes, le prêt-à-porter d'importation d'Extrême-Orient ou d'Inde. C'est également le journal, la radio taïwanaise, le cahier pour écolier. A partir de "cette centralité de consommation courante" se structure de façon permanente la ville. Cette "centralité de consommation courante" explique le maintien de l'attractivité urbaine au delà des crises.

B/ Le centre hégémonique cœur de la centralité et de l'urbanité ougandaise.

Le centre est donc un espace spécifique qu'il convient de décrire rapidement afin de bien comprendre son attractivité et son pouvoir polarisant, c'est à dire finalement son pouvoir à produire une unité urbaine.

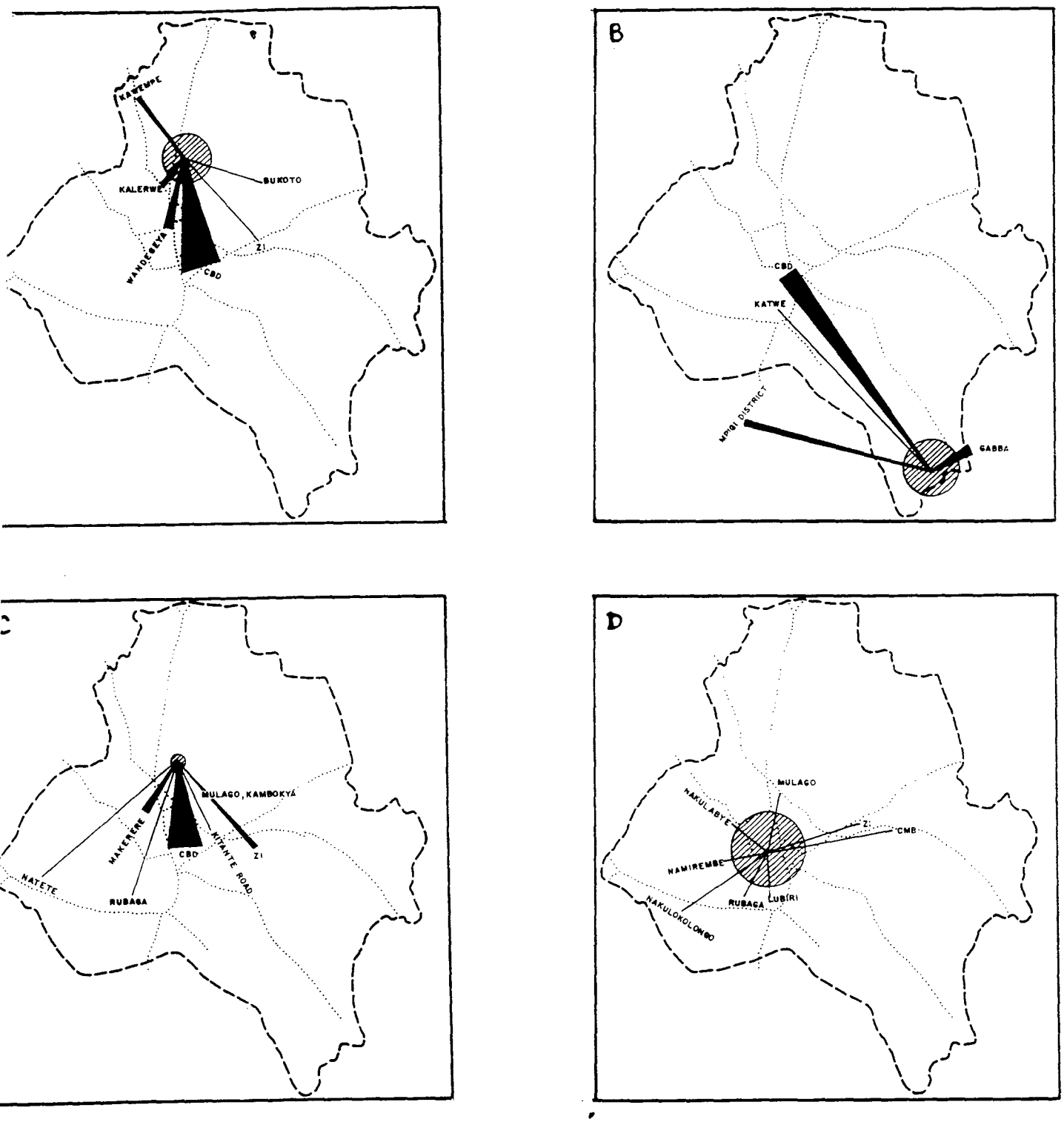
Le centre, le CBD ou la *City* ou la *town* ainsi que l'appellent les Kampalais, se décompose en fait en trois zones fonctionnelles relativement distinctes. Le centre politique et directionnel autour du parlement et de la mairie, le centre commercial intégré de standing autour du carrefour d'Entebbe road et de Kampala road et le centre populaire autour du *car park*. Le contenu fonctionnel des sous ensembles, autant que le contenu social des groupes qui les fréquentent, ainsi que les rythmes et les scènes qui s'y déroulent contribuent à les différencier. La partition ne s'opère pas d'une façon aussi tranchée qu'à Nairobi, où de véritables frontières séparent les mêmes types de sous-ensembles. Des espaces mixtes mélangent les genres aux marges de chacun des trois centres. Mais néanmoins, la partition, héritée des plans d'aménagement coloniaux, demeure une réalité pertinente.

Cet espace propose aux Ougandais les produits venus d'ailleurs. L'hégémonie du centre sur la commercialisation des biens manufacturés fonde la fonction de relais de Kampala. Il propose également ainsi que nous l'avons vu des services, en particulier des services médicaux, dont la tombée dépasse les limites de l'agglomération.

Pris comme un tout, ce centre constitue le principal centre d'emploi de la ville. Nous ne disposons que de très peu d'informations sur les lieux d'emploi des Kampalais. De plus, la pluri-activité repose souvent, mais pas toujours sur une pluri-localisation des lieux de travail. Aussi, les informations dont nous disposons ne sont-elles que partielles, reposant sur nos enquêtes, et ne rendent pas compte de la complexité des activités et de leur géographie.

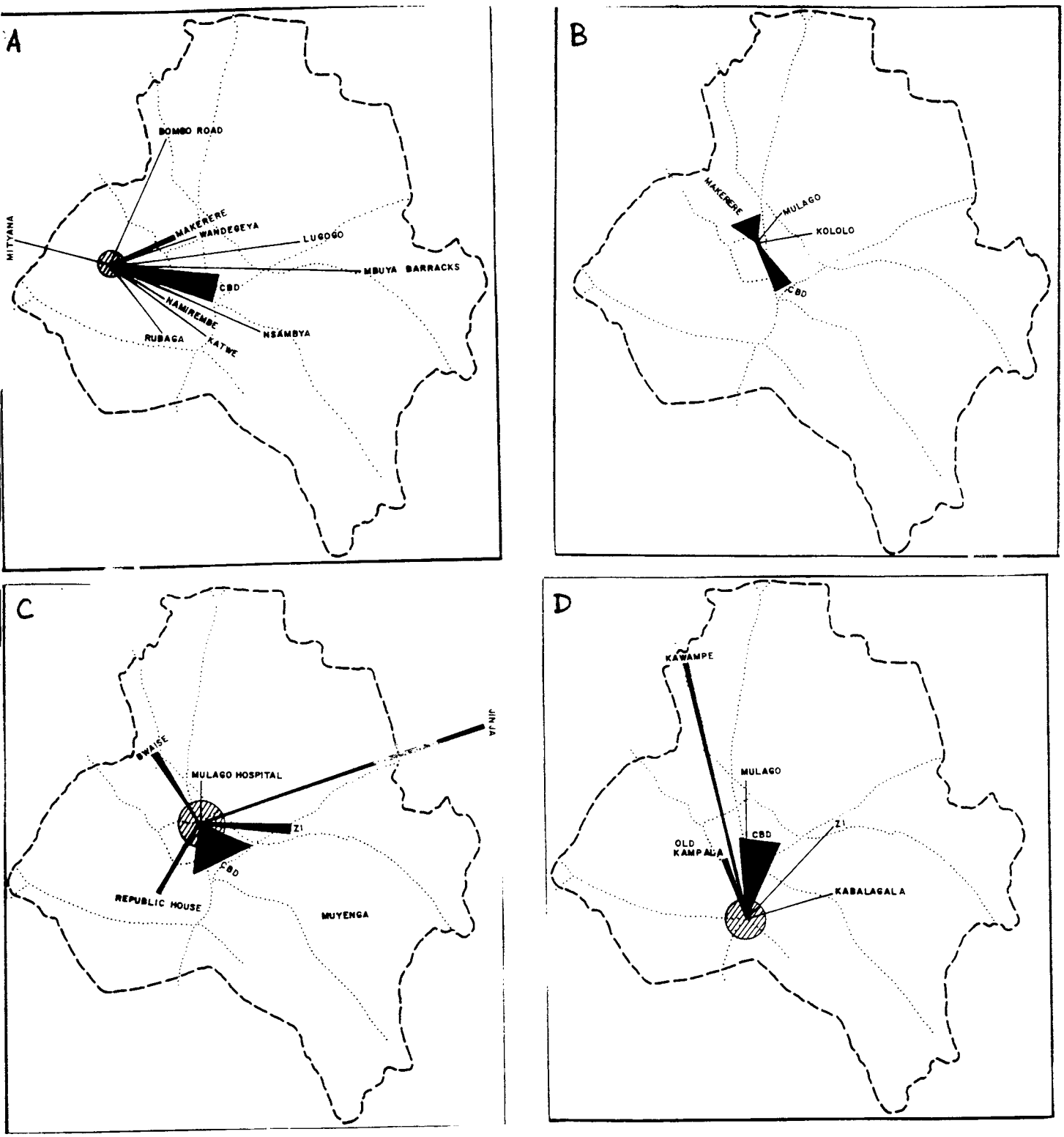
Nous avons dressé une carte par quartier enquêté montrant la localisation des lieux de travail des résidents de chaque quartier. Le cercle indique la proportion d'adultes travaillant sur place, alors que les triangles montrent la proportion d'adultes travaillant au lieu indiqué à la base du triangle. Plus que les nuances difficilement interprétables, l'analyse des points communs montre la relativement faible dispersion des lieux de travail et, pour chaque quartier, l'importance de deux lieux de travail : le centre compris au sens large et le quartier de résidence. Le centre ville est pratiquement dans la majorité des cas le centre d'emploi principal. Cette domination reflète l'hégémonie fonctionnelle de cet espace sur l'agglomération.

Le centre contribue de plus à articuler les différentes parties de la nébuleuse urbaine grâce à son attractivité sur l'emploi, son rôle central dans les filières commerciales des biens manufacturés d'importation et la tombée de ses services rares et sophistiqués.



Carte
Les lieux de travail des habitants des quartiers de Kanyanya (A), Munyonyo (B), Kyebando (C), Blue Room (D).

Carte
Les lieux de travail des habitants des quartiers de Nakawa (A), Nakasero (B), Naguru (C), Kialiwajjala (D).



Carte

Les lieux de travail des habitants des quartiers de Lugala (A), Makerere (B), Kivulu (C), Kibuye (D).

Section 2. Des déplacements quotidiens à la constitution de groupes socio-spatiaux : la question des transports.

La mobilité régulière joue un rôle essentiel dans le fonctionnement et la structuration des espaces urbains. Ce rôle est d'autant plus fort qu'il s'exprime d'abord dans l'espace à travers des infrastructures, dont l'inertie du tracé contribue à cristalliser et à pérenniser l'organisation urbaine passée, et à lui donner sa puissance et sa pertinence actuelles.

Sur 450 kilomètres de rues et routes, que compte **le réseau kampalais**, 270 sont ou ont été macadamisés. Cependant, le surfaçage de la majorité du réseau est en très mauvaise condition. En certains quartiers, le seuil de détérioration atteinte dépasse les capacités des réparations et demande la reconstruction pure et simple de la route. Par exemple, Makerere road qui lie Old Kampala au portail principal du campus est depuis longtemps fermée à la circulation. De même, Lugogo by pass qui lie Jinja road à Kira road est actuellement reconstruit sur l'ensemble de son parcours.

La structure du réseau primaire montre une radialité classique. Les six routes, qui du centre divergent en utilisant principalement les fonds de vallées, se prêtent à une circulation rapide depuis les travaux de re-surfaçage entrepris par le ministère des travaux publics. A ces routes d'intérêt national, les travaux du KCC ont ajouté les deux routes de Gabba et Port Bell qui mènent au lac, et Kira road qui dessert Ntinda. L'ensemble de ces routes constitue l'armature principale du réseau urbain. Le nombre des accidents qui ont causé la mort de piétons fréquentant les pôles commerciaux que ces routes traversent (Nakawa, Kansanga, Kalerwe, Natete...) a amené les riverains à réagir en demandant aux RC de financer la pose de «gendarmes couchés» (*humps*).

Le reste du réseau, d'intérêt local, excepté les rues du centre ville récemment réhabilitées, montre un état assez déplorable. Nids de poule et ravinement conjuguent leurs effets pour rendre la circulation lente, laborieuse et éreintante pour les hommes comme pour les véhicules dont la durée de vie est réduite du fait des conditions d'exploitation auxquelles ils sont soumis. Cependant, certains axes radiaux peu fréquentés, mais ouverts depuis longtemps, quand ils sont parallèles aux lignes topographiques quoique non macadamisés réagissent comme des pistes de brousse et offrent un confort de circulation plutôt respectable. En revanche, dans les nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation, là où le tracé de la voirie, non planifié, s'affranchit de toute considération topographique et escalade les pentes les plus rudes, le ravinement s'exerce pleinement ; ainsi, les rues qui montent au sommet de Tank hill, dans le secteur de l'hôtel Diplomat, ou bien encore les rues qui desservent les maisons des sommets de Buziga et Kongi. Le ravinement est accentué par le spontanéisme populaire qui règne dans ces quartiers, où certains résidents font macadamiser les cents derniers mètres menant à leur maison, accroissant ainsi les vitesses d'écoulement et, en l'absence de recouvrement aval, la capacité érosive des eaux. Parfois de véritables marches sont dessinées par cette alternance de matériaux à la dureté différenciée.

Au total donc, le réseau montre une opposition nette entre les radiales principales et le reste de la desserte d'intérêt local. Là encore à la faveur d'une réhabilitation où prime l'urgence des exigences fonctionnelles, un processus sélectif s'est enclenché et a joué un rôle géographique différenciateur. Cependant, celui-ci ne s'élève pas contre les tendances profondes, au contraire il les confirme. Au delà de l'accident historique, le long terme sert la reproduction de l'organisation urbaine.

Mais l'étude des infrastructures ne suffit pas à comprendre la structuration urbaine. **L'étude de la mobilité et de ses modalités s'impose**. Différents types de déplacements sont à prendre en compte.

La **première différenciation concerne les modes de transport**. Le recensement de 1991 affirme que pour leur déplacement quotidien principal, les Kampalais comptent

d'abord sur les taxis collectifs [457] (66%) puis sur la marche à pied (19%), l'automobile personnelle (6%), le vélo (3%), le ramassage par l'employeur (3%), la moto (3%) et les autobus (1%). Les traits marquant de l'usage des modes de transport en Afrique se retrouvent presqu'intégralement à Kampala. La faible motorisation, le poids des transports collectifs, le rôle négligeable des deux-roues et l'importance relative de la marche à pied rangent Kampala parmi les capitales de son continent [458].

Mais l'essentiel des migrations alternantes ont donc comme support les **transports collectifs** - minibus et autobus. La quasi exclusivité du transport artisanal dans le transport collectif des passagers à Kampala s'explique par la lente dégradation des bus publics sous Amin, puis le vol et la destruction de la flotte d'autobus de la compagnie publique en 1979 et en 1985. Une probable stratégie d'alliance du pouvoir en place avec les propriétaires de taxis collectifs, mais aussi la fiabilité et l'efficacité du système artisanal actuel paraissent essentielles, pour expliquer que, 6 ans après la prise du pouvoir de Museveni, la société urbaine (UTC) d'autobus ne transporte que 1% des passagers. En Ouganda, la privatisation des transports urbains est donc une réalité de fait. Comme dans d'autres domaines, le pays était ajusté avant même que les plans d'ajustement structurels ne soient mis en place. Depuis quelques années déjà, dans le domaine des transports en particulier, le secteur privé répond seul aux besoins de la population (solvable). Il s'agit d'une des caractéristiques kampalaises que d'exacerber la tendance continentale à la réduction du rôle des compagnies d'autobus, et au contraire de voir le secteur artisanal prendre le relais. Le cas kampalais ne nous paraît pas vraiment distinct de la situation africaine moyenne. Il en exacerbe seulement les caractéristiques et les tendances évolutives. Globalement, celles-ci vont dans le sens d'une autonomisation des dynamismes structurants urbains par rapport à la sphère d'Etat d'inspiration occidentale. Le processus en cours est une «africanisation», à Kampala il s'agit plus précisément d'une «bagandisation».

L'Etat possède une **compagnie d'autobus**, la *Uganda Transport Company* (UTC) [459] dont le siège est à Kampala. Cette compagnie d'économie mixte entretient des autobus de 64 places assises qu'elle exploite aussi bien pour des services intra-urbains qu'interurbains. Sa part de marché a considérablement diminué depuis une vingtaine d'années. La UTC paraît relativement impliquée à Kampala puisque sur les 22 itinéraires qu'elle exploite, 13 desservent Kampala et sa proche région. Mais, l'absence de liberté de la compagnie pour fixer les prix des tickets, et les délais que la UBOA [460] met à approuver les propositions de la compagnie la rendent fortement déficitaire. D'autre part, les obstacles classiques en Ouganda entravent l'amélioration du service public. Ainsi, sur certaines lignes, des accusations ont fusé à l'encontre des chauffeurs d'autobus, dont on disait qu'ils sabotaient délibérément le service public en provoquant pannes et retards à répétition, ou même en cachant leur véhicule dans un coin tranquille, afin de ne pas concurrencer les taxis privés dont les propriétaires leur reverseraient un bakchich. A ces inconvénients internes s'ajoute la faible fréquence des passages (au mieux un départ toutes les 30 minutes), l'impossibilité pour les autobus de s'arrêter n'importe où à la demande des passagers. De plus, comme aucun plan de libéralisation n'était nécessaire dans ce secteur, les donateurs n'ont pas eu à s'intéresser à cette compagnie, en la rééquipant de matériels neufs. Aussi, les matériels roulants restent-ils peu nombreux. Il en résulte un manque de souplesse de ce mode de transport par rapport aux taxis collectifs, que, malgré des tarifs légèrement supérieurs, les Kampalais préfèrent donc.

---

457 : Contrairement à ce qu'écrivent Godard (X.) et Teurnier (P.) dans leur ouvrage par ailleurs extrêmement pertinent et utile (*Les transports urbains en Afrique à l'heure de l'ajustement*, Karthala - INRETS, Paris, 1992, 243 p.) les Kampalais ne désignent pas le mode de transport collectif artisanal sous le terme de *matatu*. Ils utilisent le terme anglais *taxi*. Les taxis individuels sont désignés par l'expression *special hire*.

458 : Voir Godard (X.) & Teurnier (P.), *idem*, p. 30-45.

459 : En fait il en possède une autre - la *Peoples Transport Company* (PTC) dont le siège est à Jinja - mais dont l'action pour la structuration interne de l'espace urbain kampalais est nulle.

460 : UBOA : Uganda Bus Operators' Association.

Quels sont les acteurs qui animent ce **système artisanal de transport collectif**? Sur chacun des 2115 minibus autorisés à desservir les 57 itinéraires couvrant l'ensemble de la capitale opèrent un conducteur (*driver*) et un receveur (*conductor*). Parfois le conducteur est propriétaire de son véhicule, mais beaucoup plus fréquemment, le tandem exploite le véhicule pour le compte d'un propriétaire. "Le modèle dominant du chauffeur salarié" [461] se retrouve donc à Kampala. La rémunération des exploitants peut être soit forfaitaire, soit proportionnelle aux gains totaux, soit correspondante à la totalité des gains effectués au dessus du loyer fixe du véhicule, soit un salaire fixe auquel s'ajoute le surplus des gains au-dessus d'une somme représentant la part du propriétaire. D'après les informations dont nous disposons il semble que cette dernière solution soit la plus fréquente. L'intéressement aux gains des exploitants les incite à accélérer la vitesse de circulation, afin d'essayer d'effectuer le maximum de rotations possible, et à remplir leur minibus au maximum c'est-à-dire généralement avec quatorze passagers.

Pourtant les conditions de transport collectif à Kampala sont bien meilleures qu'à Nairobi. D'une part, l'explication de cette différence réside en particulier dans l'utilisation de matériels distincts. Les *matatus* de Nairobi [462] sont beaucoup plus grands que les taxis de Kampala, qui sont des minibus de marques japonaises. La bien plus grande et plus extensible capacité des premiers permet l'entassement des passagers debout aux heures de pointe, ce que n'autorise pas la faible hauteur de plafond des taxis ougandais. D'autre part, il nous semble que la conduite des Kampalais est moins dangereuse parce que plus souple et moins effrénée que celle des Nairobiens. Malgré des types de contrats relativement similaires entre propriétaires et exploitants, il faut sans doute émettre l'hypothèse d'une rémunération moins avantageuse au Kenya qu'à Kampala. Peut-être faut-il également faire intervenir des habitudes culturelles différentes. L'individualisme exacerbé des Kenyans est porteur d'une culture de violence singulièrement forte. Michel Adam, ethnologue français qui connaît certains pays d'Amérique latine dont la Colombie, nous affirme que le Kenya atteignait un niveau de violence unique. Au contraire, malgré l'histoire politique tourmentée qu'ils ont connue, les Ougandais, au moins ceux du sud, qui constituent la large majorité des Kampalais, mais aussi des propriétaires de voiture, possèdent, à notre avis, un sens de la communauté plus développé, qui les rend plus sensibles à leur prochain et moins agressifs au volant que les Kenyans. Ceci ne signifie nullement que les accidents automobiles soient inconnus en Ouganda, mais que les conditions de transport des Kampalais sont meilleures que celles de Nairobiens.

Depuis 1986, le nombre des véhicules en circulation et en particulier des minibus a considérablement augmenté. En effet, les véhicules étaient des cibles privilégiées pour les soldats des régimes Obote et Okello. De plus dans leur déroute, les nordistes ont emmené avec eux nombre des véhicules encore en circulation. Aussi en 1986, le *car park* ne connaissait-il pas son activité actuelle. Le secteur des transports urbains devint donc un créneau attractif parce qu'immédiatement rémunérateur pour les capitaux à la recherche de rentabilité et menacés par l'inflation des années 1986-1991. Un nombre assez considérable de petits capitalistes - en majorité des Baganda - ont donc investi dans ce secteur. Il en résulte une structure de propriété relativement éclatée mais dominée par la figure du *business man* qui détient quelques taxis. Cette vague d'achat de véhicules de transport de passagers fut telle que dès 1990, le secteur des transports intra-urbains devenait saturé et son accès pratiquement bloqué, ainsi que le prouvait la stabilisation à un niveau relativement faible des tarifs, et le succès momentané d'un édit du KCC limitant le nombre des passagers à trois par rangées (soit 11 clients pour un taxi) au lieu des quatre possibles (soit 14). En effet,

---

461 : Godard (X.) & Tournier (P.), *ibid.*, p. 143.

462 : Sur le système de transport de Nairobi, on lira avec intérêt l'article de Diana Lee Smith du Mazingira Institute "Urban Management in Nairobi : A Case Study of the Matatu Mode of Public Transport " *in* Stren (R.E.) & White (R.R.), *African Cities in Crisis. Managing Rapid Urban Growth*, Westview Press, Boulder/Londres, 1989, p. 276-304.

l'engorgement du centre ville réduit la rentabilité du capital, rend ce secteur globalement moins attractif et s'oppose à l'augmentation significative du nombre de taxis en circulation. Cependant, actuellement, un certain nombre de niches de rentabilité ouvertes par le dynamisme différencié des quartiers périphériques, et les progrès inégaux des entreprises de "désenclavement" urbain justifient l'entrée de nouveaux taxis sur le marché des transports. Il semble que la plupart des auteurs de ces investissements marginaux actuels aient déjà une expérience du secteur, et que l'on assiste donc à une différenciation à l'intérieur du groupe des petits propriétaires de minibus entre ceux qui s'y investissent davantage et les autres. Une distinction entre des rentiers et des entrepreneurs plus dynamiques trouve peut-être là sa légitimité.

L'accroissement rapide du secteur artisanal des transports urbains s'est effectué parallèlement à l'auto-organisation de l'exploitation. Celle-ci repose sur la gestion en ligne et la pratique du tour de rôle. Les stations et les lignes de taxis sont gérées par des organisations de transporteurs. Une ligne possède un itinéraire fixe, très respecté par les chauffeurs. Elle est limitée par le terminal périphérique et le *car park*, terminal central unique pour toutes les lignes urbaines et même certaines lignes interurbaines. Cette centralisation extrême du plan des lignes de bus facilite les correspondances mais entrave les liaisons transversales. Cependant, une tendance récente à l'éclatement de la centralité semble se faire jour sous la pression de l'accroissement du trafic. Deux petites stations de taxis centrales ont vu le jour ces dernières années, disjointes du *car park* : l'une au carrefour de South street et Kampala road en direction du Nord de la capitale, l'autre au pied de Diamond trust building au carrefour de Kampala road et Coleville street en direction de l'Est. Néanmoins ces petites stations ne possèdent pas l'exclusivité des départs dans ces directions.

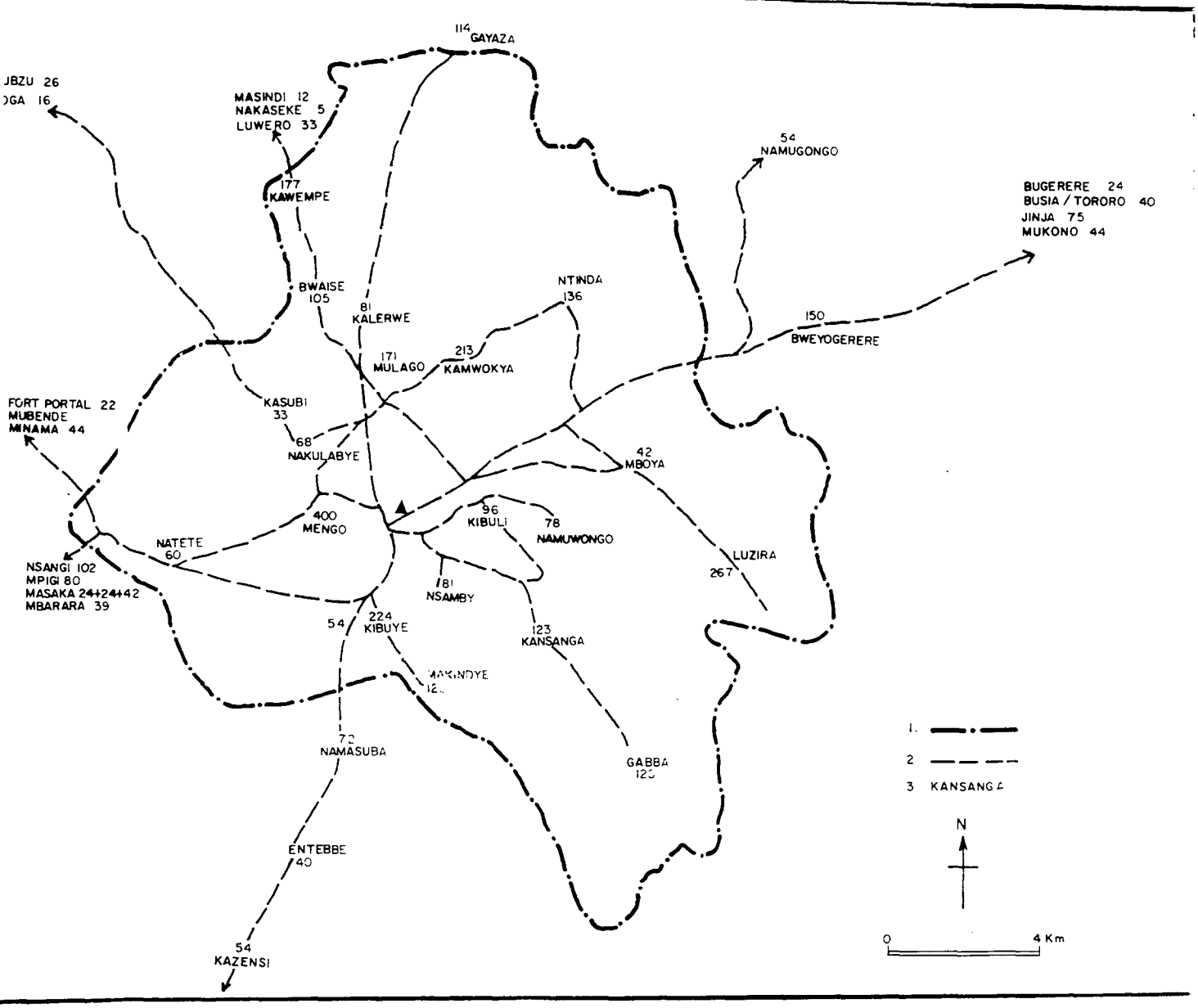
"Un comité syndical [...] gère chaque ligne en appliquant la règle du tour de rôle, règle assez communément mise en œuvre dans un certain nombre de pays africains. Chaque véhicule doit, à son arrivée, être enregistré sur un cahier à partir duquel les départs sont programmés selon l'ordre d'enregistrement des véhicules" [463]. Apparemment la structuration est atomisée puisqu'un syndicat gère une seule ligne. Cette auto-organisation a été fédérée sous l'impulsion de la mairie en une organisation - *Uganda Taxi Owners' and Drivers' Association* - dont le rôle principal est l'administration du *car park* central. La gestion en ligne et le tour de rôle y sont appliqués sous la houlette d'employés de l'association. Le financement de cette association, auquel le KCC a délégué la gestion courante du *car park*, est assuré par la taxe de 100 shillings, que paye chaque taxi à chaque fois qu'il entre sur le *car park* ou, dans le cas des petites stations péricentrales à chaque fois qu'il intègre le tour de rôle. En plus de cette taxe, une cotisation est exigée pour appartenir à l'UTODA.

"L'élément clef de cette organisation est sans doute la règle de la recette journalière que doit rapporter le chauffeur au propriétaire. C'est cette règle qui a conduit à mettre en place la gestion des places selon le tour de rôle, sur une base égalitaire qui permette à chacun de remplir son obligation" [464]. L'uniformité des matériels utilisés permet au système de fonctionner relativement bien. Pour le moment, les propriétaires n'ont pas introduit de véhicules à plus forte capacité susceptibles de détourner la règle du tour de rôle à leur profit. D'autre part, la capacité relativement faible des matériels assure à l'ensemble du système une souplesse de fonctionnement assez remarquable. Le transport artisanal assure un service de qualité. Par rapport aux autres urbains africains, le Kampalais bénéficie de conditions de transport relativement bonnes. Le confort, l'accessibilité et l'efficacité des taxis ainsi que l'honnêteté des équipages, nous paraissent suffisamment rares en Afrique pour être notés. Nous considérons que, dans la mesure où il permet le fonctionnement du système urbain et de la vie de relations qui fait l'essence même de l'urbanité, le transport artisanal kampalais rend un véritable service public. Les conditions de continuité, d'égalité relative devant le

---

463 : Godard (X.) & Teurnier (P.), *op. cit.*, p. 174.

464 : Godard (X.) & Teurnier (P.), *op. cit.*, . 176.



Carte

Les lignes de taxis collectifs kampalais.

(La valeur indique le nombre de rotation effectuées dans la journée par la flotte de taxis rattachés à la tête de ligne, le triangle indique le terminal central.)

service grâce en particulier au sectionnement du tarif, de mutabilité grâce en particulier à des pratiques d'entassement variables selon les heures de la journée sont remplies [465].

Cependant, la concentration des lignes, à de rares exceptions près, sur les routes goudronnées, la longueur des déplacements pour atteindre les stations de taxis, les bousculades du matin et l'attente en milieu de ligne montrent les limites du système. En effet, géographiquement, il ne draine pas l'ensemble de l'agglomération, et socialement, il marginalise une frange relativement importante de la population.

L'ensemble de l'espace n'est pas couvert et n'est pas maillé. Le monopole de fait que l'artisanat possède sur le secteur des transports, conjugué à l'atomisation de l'exigence de rentabilité qui impose un strict recouvrement des coûts provoque la concentration des transports collectifs sur les radiales asphaltées, au détriment des espaces moins bien équipés. Rares sont les véhicules qui s'aventurent hors de la voirierevêtue. Ce sont plus les exigences économiques que la détérioration du réseau qui rendent l'accessibilité de ces quartiers difficile et aléatoire. Parfois, le long des pistes principales les plus longues, quelques rares vieilles automobiles ou *pick up* land Rover épuisés (l'équivalent des «bâchés» ouest africains) fonctionnent aux heures de pointe du matin et du soir. Mais leur faible fréquence et la disproportion du service qu'ils rendent par rapport aux besoins potentiels laissent ces espaces mal desservis dans la péri-urbanité. C'est pourquoi le décrochement de l'offre par rapport aux besoins aboutit à l'allongement des distances parcourues à pied, à l'utilisation du vélo et à l'éclosion de services de vélos-taxis (*boda-boda*). Du reste, l'absence de péréquation et de subventions aux groupes les plus nécessiteux laisse une partie de la population kampalaise hors du système des transports urbains.

La conjonction de cette marginalisation géographique et sociale fait qu'une fraction importante des déplacements est donc effectuée à pieds ou en vélo. Une estimation du KCC admet qu'une majorité des déplacements intra-urbains, et non plus seulement le déplacement principal, sont effectués soit à pieds, soit en vélo. Cette proportion forte ne doit pas étonner dans la mesure où, pour un déplacement par les transports en commun, il faut compter deux déplacements à pieds : le déplacement domicile/station de taxis et le déplacement gare routière centrale/lieu de travail dans le cas des migrations du matin. A ces trajets, s'ajoutent les déplacements à l'intérieur même des quartiers résidentiels où réalisés par des ménagères ou des élèves.

D'autre part, sur les radiales principales, la proportion de **vélos** par rapport au trafic roulant global est compris entre 11 et 23%. Les vélos assurent peu du trafic passager mais une proportion intéressante du transport marchandise. L'approvisionnement en viande de la périphérie s'effectue principalement au moyen de bicyclettes équipées d'une boîte en contre-plaqué d'environ 0,25 m^3 arrimée au porte-bagages, et conduites par des individus bottés et habillés d'une blouse blanche généralement tachée de sang. Il n'est pas rare non plus de voir des cyclistes pousser leur machine lourdement chargée de régimes de bananes ou de grosses perches du Nil. Parfois c'est un lit qui repose de biais sur le porte-bagages ou un cercueil et ce au plus grand mépris apparent des risques encourus. Les Kampalais des quartiers les plus mal desservis commencent à pallier cet inconvénient en développant le service des vélos-taxis (*boda-boda*). Enfin, les plus lourds fardeaux peuvent être acheminés par brouette de bois. Leurs propriétaires se concentrent aux points de rupture de charge principaux, et acheminent cargaison d'ananas, de manioc, de pommes de terre, valises... depuis la station de taxis jusqu'au domicile ou à l'échoppe du client. A la descente du taxi, les clients fortunés et chargés ont donc encore à leur disposition des modes de transport plus rustiques mais néanmoins efficaces.

De plus, dans les zones les moins bien desservies par les transports en commun, le vélo est également utilisé pour leurs déplacements principaux par les habitants masculins, les

---

[465] : Godard (X.) & Tcurnier (P.), *op. cit.*, p. 111-112.

Ougandais seraient choqués par l'indécence d'une femme sur une selle. Sur la route du quartier de Salaama, on croise plus de vélos que de véhicules à moteur. Habitant de ce quartier, Daoudi possède un vélo qu'il utilise pour tous ses déplacements personnels évitant ainsi de payer le transport collectif.

Enfin, une part non négligeable des déplacements se fait à pied. Les plus pauvres des habitants **marchent à pied** pour se rendre des quartiers résidentiels au centre utilisant ces itinéraires appelés *panya routes*, qui fonctionnent comme autant de raccourcis tantôt suivant le bord de la route, tantôt traversant les vides principaux du tissu urbain et en particulier les fonds de vallées.

Mais, en fait, la marche à pied est une obligation vitale pour tous. Les marches d'approche pour se rendre à la station de taxis la plus proche atteignent fréquemment 30 à 40 minutes. A ces marches s'ajoutent les déplacements des ménagères vers les marchés et les lieux d'achats quotidiens.

C'est pourquoi il existe des cheminements et des tracés préférentiels. La plupart divergent en arête de poisson à partir des principaux axes. D'autres, aux approches du centre ville ou des marchés prennent une allure plus radiale, et traversent les obstacles, ou se rattachent aux équipements d'infrastructure en particulier les voies ferrées. Ces cheminements supportent une circulation linéaire. Dans le centre ville, la foule se fait plus compacte et ralentit la progression, la rend zigzaguante, presque déambulatoire.

La dynamique démographique, le retour de la sécurité dans le sud du pays ainsi que la réhabilitation fonctionnelle kampalaise et la reprise économique ont provoqué une hausse importante du nombre des immatriculations ougandaises depuis 1986. L'accroissement du trafic urbain combiné à l'absence d'agrandissement des capacités de la voirie provoque une aggravation sensible des conditions de la circulation intra-urbaine. Lors de notre première mission à Kampala en juin 1988, les encombrements et les embouteillages étaient complètement inconnus en ville, et la fluidité de la circulation relativement grande. Progressivement, une détérioration devient particulièrement nette dans le périmètre central et à son immédiate périphérie aux heures de pointe. Progressivement, également le trafic a conquis la nuit. En 1988, extrêmement rares étaient les véhicules circulant après 21 heures dans une ville, où les factions de sentinelles armées, les patrouilles et les contrôles policiers (*road blocks*) étaient encore fréquents. Les expatriés avaient pour habitude de rester dormir les uns chez les autres quand ils étaient invités. Mais le retour de la sécurité induit celui de la liberté de circuler.

Les goulots d'étranglement des embouteillages naissent des contraintes que la forme radio-concentrique, le profil et le tracé de la voirie opposent, à partir d'un certain seuil, à la structuration fluide de l'espace par les transports. Ils naissent aussi de la simultanéité des déplacements convergents et divergents à partir du centre. Le tableau suivant montre la répartition horaire du trafic sur les plus importants des axes péricentraux menant au centre ville.

La répartition horaire montre qu'au pic du matin répond celui du soir, et définit ainsi une migration pendulaire typique répondant essentiellement à des motivations économiques puisque dirigée vers le principal pôle d'emploi de la ville : le centre. Comme l'essentiel des déplacements de véhicule est le fait de taxis, l'image de noria s'impose pour éclairer ces migrations alternantes. Mais contrairement à la plupart des métropoles africaines, l'intensité du retour paraît au moins également aussi forte que celle de l'aller. Peut-être faut-il y voir le souvenir des périodes d'insécurité où il fallait impérativement être revenu chez soi avant le coucher du soleil. Peut-être également à Kampala le phénomène de la journée continue n'existant pas, l'étalement des retours ne peut avoir lieu. Toujours est-il que la bi-modalité, constante sur les 5 axes, traduit la polarisation uniforme exercée par le centre sur ses périphéries.

Tableau

Intensité horaire moyenne du trafic routier sur cinq des axes les plus importants desservant le centre ville.

	Kitante road	Jinja road	Nsambya road	Entebbe road	Masaka road
Tranche horaire	Nombre de véhicules dans les deux sens.				
7 - 8	623	665	1108	386	388
8 - 9	745	781	1218	1349	360
9 - 10	516	653	982	1065	317
10 - 11	462	637	843	832	326
11 - 12	474	663	793	751	279
12 - 13	512	650	898	809	295
13 - 14	573	688	1137	815	299
14 - 15	515	642	1009	849	311
15 - 16	456	656	900	742	300
16 - 17	477	662	890	805	336
17 - 18	735	824	1124	1115	332
18 - 19	782	888	1455	1344	451
Moyenne	572	700	1020	976	332

Source : Kampala Urban Study, Phase One, appendix six: Traffic and Transportation, annexe 1, World Bank/KCC, 1993.

L'intensité de cette polarisation diffère cependant en fonction des axes, et donc des périphéries vers lesquelles elle s'exerce. En effet, le volume global mais aussi les variations horaires quotidiennes supportés par chacun des cinq axes les distinguent relativement. La signification de ces différences est plurielle.

Les périphéries dortoirs du Sud, du Nord et de l'Est alimentent un fort trafic sur les axes d'Entebbe road, de Kitante road et de Jinja road. La forte valeur de Nsambya road s'explique par la conjonction d'un trafic populaire relativement important et d'un fort contingent de véhicules particuliers en provenance des riches quartiers de Tank hill ou Buziga. Enfin, la faiblesse du trafic sur Masaka road, ainsi que l'étroite amplitude des variations quotidiennes signalent la moindre importance d'une migration alternante intra-urbaine, vis-à-vis d'un trafic interurbain beaucoup moins volumineux et systématique. Cette route appartient au fameux *northern corridor* qui lie Mombasa à son hinterland est africain et Kampala à ses provinces occidentales fortement peuplées. A une plus grande échelle, les quartiers résidentiels qu'elle dessert sont beaucoup moins nombreux, moins étalés et moins densément peuplés que ceux des secteurs sud, nord et est, et donc moins susceptibles d'alimenter une migration alternante de forte amplitude.

La structure du trafic routier par type de véhicule corrobore ces analyses, tout en montrant l'importance de l'utilisation des transports collectifs intra-urbains par les Kampalais.

L'essentiel des déplacements s'intègre à ce schéma des migrations alternantes. Celles-ci expliquent le différentiel d'activité et d'animation des pôles structurants du système des transports en fonction des heures de la journée. Ce sont ces rythmes qui expriment à notre avis le mieux la structuration de la ville : structuration spatiale mais aussi socio-fonctionnelle puisque ces flux et reflux sont déterminés par la structure et la géographie de l'emploi, et par la localisation relative des fonctions résidentielles, commerciales et industrielles. En règle générale, les stations desservant les zones résidentielles connaissent une certaine animation le matin de bonne heure et surtout le soir entre le début du retour des migrants pendulaires, amorcés par la sortie des écoles et 21 heures environ. Un léger regain marque l'heure du déjeuner. Mais le créneau horaire 17 - 20 heures est celui où l'animation du système circulatoire urbain est la plus soutenue.

Le *car park* central constitue le lieu le plus animé de toute la ville, puisque c'est vers lui que converge l'ensemble des transports collectifs. Une vaste esplanade, en partie

macadamisée, accueille plus de 300 véhicules par heure aux heures de pointe. Celles du matin verrait 6 000 personnes monter et 9 000 personnes descendre des véhicules. Ceux-ci doivent entrer sur le parking par deux portes situées sur South street, et en ressortent par deux exutoires vers South street et Luwum street. Les véhicules desservant le même itinéraire se regroupent dans le même secteur du parking, et attendent à tour de rôle de se remplir. Un bruit de fond incessant est entretenu par les véhicules qui arrivent ou partent, les multiples rabatteurs qui annoncent en criant et avec force gesticulations la destination du taxi qui va partir. La nasalisation habituelle, la répétition fatigante des messages, ainsi que la nécessité de forcer sur la voix produisent des énoncés déformés, aussi sibyllins pour le néophyte que les messages sonores des rames de métro new-yorkaises.

Tableau

Volume de passagers transportés sur cinq des axes les plus importants desservant le centre ville selon le mode transport utilisé.

		Moto 466	Voiture	Minibus	Autobus	Pick-up	Camion	Total
Kitante road	Véhicules	421	2197	1144	189	2308	608	6866
		6,1%	32%	16,7%	2,8	33,6%	8,8%	
	Passagers	442	4394	12579	6615	4616	729	29374
		1,5%	15%	43%	22%	15%	0,2%	
Jinja road	Véhicules	353	1811	3070	147	2215	809	8403
		4,2%	21,6%	36,5%	1,7%	26,4%	9,6%	
	Passagers	371	3622	33765	5128	4430	970	48284
		0,7%	6%	70%	10%	9%	2%	
Nsambya road	Véhicules	580	4792	2850	48	3696	388	12352
		4,7%	38,8%	23,1%	0,4%	29,9%	3,2%	
	Passagers	608	9583	31350	1680	7392	465	51078
		1%	18%	60%	3%	14%	0,8%	
Entebbe road	Véhicules	406	2970	3926	23	2800	735	10859
		3,7%	27,4%	36,1%	0,2%	25,8%	6,8%	
	Passagers	426	5940	43181	805	5599	882	56832
		0,7%	10%	76%	1,4%	10%	1,6%	
Masaka road	Véhicules	183	857	1294	73	990	596	3992
		4,6%	21,5%	32,4%	1,8%	24,8%	15%	
	Passagers	192	1713	14434	2555	1980	715	21388
		0,8%	8%	66%	12%	9%	3%	

Les terminaux périphériques de lignes sont en général sous équipés, et ne sont souvent rien de plus que des élargissements du bas-côté, qui permettent aux véhicules de décharger ou charger leurs passagers, et d'effectuer leurs manœuvres de demi-tour pour faire la queue dans l'attente de repartir vers le centre ville. Parfois plus de 10 taxis attendent aux têtes de lignes principales. Ces terminaux périphériques possèdent une organisation beaucoup moins rigide que le terminal central, et les conducteurs y sont plus libres. C'est là également que les taxis sont garés pour la nuit, en rangs serrés, sous la garde de quelques *askari* ou de policiers armés. Il arrive également que les esplanades dégagées devant les commissariats de police, comme ceux de Kibuye et Makindye, accueillent les véhicules pour la nuit.

Au total, la géographie des transports intra-urbains souligne, et, par un processus dialectique cumulatif bien classique, renforce la structuration radiale de la ville, et l'intensité de la polarisation qu'exerce un centre relativement réduit spatialement sur ses vastes périphéries. L'absence de liaisons échappant au centre prouve la force centripète qui maintient la cohérence d'un ensemble urbain apparemment éclaté et dilué. Le différentiel d'accessibilité

466 : Le nombre de passager par type de véhicule a été calculé en applicant au nombre de véhicule les indices suivants: moto = 1,05; automobile = 2; mini bus = 11; autobus = 35; pick-up = 2; camions = 1,2. A notre avis ces indices sont sous-évalués pour les pick-up et les camions.

des quartiers est important, mais pourtant moins marqué que dans d'autres capitales africaines. Ceci est dû à la conjonction de l'éclatement du peuplement urbain et à la forme radiale du réseau. Cependant, si, en terme de lignes, la ville apparaît relativement bien quadrillée par les transports collectifs, la grande différence s'opère au niveau de la fréquence des départs et du nombre de véhicules qui traversent les différents quartiers. Dans les quartiers où ce seuil de population n'est pas atteint, c'est-à-dire dans les angles morts de l'urbanisation, des modes de transport moins exigeants en capitaux prennent le relais.

Cette mobilité alternante entre la maison et le travail constitue le fondement de l'appropriation par les Kampalais de leur ville. La constitution d'un territoire urbain, espace approprié, s'élabore dans le balancement régulier et habituel entre ces deux territoires d'échelle plus grande que sont l'espace résidentiel et l'espace de travail. La caractéristique principale de ce territoire urbain est qu'il est discontinu, mais la mobilité tend à l'étendre à l'échelle de la ville. C'est dans cette appropriation imposée par la dichotomie spatiale résidence/travail que se définit une territorialisation proprement urbaine des Kampalais.

Mais la mobilité des Kampalais ne se limite pas à ces migrations pendulaires. Un des motifs importants de déplacement est constitué par les visites à la famille et aux amis. Les Kampalais sont véritablement instables. C'est en moyenne 2 dimanches sur 3 qu'ils vont rendre visite à des amis, et au moins deux fois par an qu'ils se rendent au(x) village(s). Les occasions ne manquent pas de maintenir les liens serrés avec le lieu d'origine : enterrements, mariages naissances, récoltes, etc. Ces déplacements n'ont donc pas la fréquence des déplacements de travail ou de chalandise. Leurs rythmes quoique plus espacés, n'en possèdent pas moins une régularité étonnante, et de ce fait ils participent à la structuration sociale et spatiale urbaine. En effet, cette sociabilité, fondée sur le déplacement et l'accueil, nous paraît essentielle, dans la mesure où, par delà l'étiquette, elle contribue à solidifier des liens sociaux, qui facilitent l'intégration, et par là, l'appropriation spatiale. Parmi les déplacements pour raison de visite à des amis ou à la famille, il conviendrait de distinguer, quoiqu'il soit difficile de le faire, ceux qui ont lieu à l'intérieur du périmètre urbain, de ceux qui ont lieu avec le village. En effet, la distinction repose moins sur le contenu des types de relations qui nous semble être d'une nature similaire, que la fréquence des visites. Cependant, l'espacement des visites au village est contrebalancé par rapport aux urbaines par la durée du séjour.

En fait la difficulté qu'il y a à distinguer les deux types de déplacements prouve que le système urbain n'est pas fermé, et que la multiplicité des liens entre la ville et la campagne s'intègre à la définition même d'une urbanité. Cette définition repose moins sur une frontière nette qui séparerait l'urbain du rural, que sur une aptitude partagée par l'ensemble des urbains à chevaucher les frontières socio-morphologiques. Cette aptitude amène à redéfinir Kampala, moins comme un espace spécifique ainsi que nous l'avons fait auparavant, que comme le centre d'une toile de relations dont la trame est orientée par l'origine géo-ethnique des urbains. Kampala constitue la ville la moins schizophrène que l'on puisse imaginer parce que ses habitants semblent ne pas mal vivre la simultanéité de leurs appartenances urbaine et rurale. Par delà la dualité, le syncrétisme opère pleinement. Aussi nous paraît-il important d'émettre l'hypothèse que le système kampalais ne prend sa véritable signification qu'au regard de l'espace qui l'englobe. La qualification de celui-ci pose problème. S'agit-il de l'espace ougandais ou du Buganda? Nous nous heurtons à nouveau à l'éternelle question autour de laquelle tourne les analyses sur l'Ouganda. Pour notre part, il nous semble que, et le maintien même de la dualité interne à la ville le souligne, l'espace kampalais s'intègre

parfaitement à l'espace baganda, puis de moins en moins bien aux périphéries successives de l'espace national, telles que les a hiérarchisées Gérard Prunier [467].

Ces processus de structuration centripètes exprimés à travers l'armature des activités commerciales et des transports forment le cœur même de l'urbanité kampalaise. Le système des transports articule les différentes composantes de l'espace urbain, et transforme cet ensemble en un système cohérent.

L'utilisation différenciée de ce système de transports par les urbains exprime la sphère sociale urbaine. La mobilité différentielle esprime à notre avis la structuration sociale urbaine.

De l'intégration mondiale à la réclusion locale, les inégalités de l'espace vécu.

En l'absence de données statistiques fiables et exhaustives, l'un des moyens possibles du géographe pour appréhender la structure sociale ne consiste pas tant à décrire la morphologie sociale en tant que telle, mais à montrer comment différents types de résidents utilisent différemment l'espace. Ce faisant nous tenterons de proposer une taxonomie des Kampalais fondée sur leurs rapports différenciés à l'espace. Nous pensons qu'une tentative nouvelle dépassant au niveau même du vocabulaire, les catégories préexistantes fondées sur le rapport au pouvoir ou sur la place dans les rapports de production possède plus de chance, sans que le résultat soit forcément pleinement satisfaisant, d'approcher la réalité.

Néanmoins, avant de voir leurs différences, il convient de rester conscient des points communs dans la façon que les Kampalais ont d'utiliser l'espace. "Trois grands groupes de relations rassemblent dans des espaces de taille variable, les mécanismes essentiels de toute sociabilité africaine" [468]. Ces trois relations sont "la relation domestique", "la relation ethno-résidentielle" et enfin "les rapports noués autour de la production et de la circulation des richesses, du travail" [469]. Ces trois groupes de relation correspondent en effet à quatre types d'espaces : la maison, le voisinage, le lieu de travail et le lieu d'origine. La mobilité à l'intérieur et entre ces pôles construit la territorialisation différentielle des Kampalais.

Le chevauchement permanent constitue le point commun essentiel. Le Kampalais comme les autres urbains africains pratique un chevauchement permanent entre des espaces et des statuts en apparence distincts. Cette aptitude individuelle à la synthèse rend problématique l'appréhension d'éventuelles convergences, dans la mesure où elle multiplie les cas et les références. La seule convergence certaine est que tous les Kampalais appartiennent à plusieurs espaces. Ils sont à la fois des urbains et des ruraux. Aucun n'a définitivement tourné le dos à son village. Tous peu ou prou y ont encore des intérêts, des connaissances qu'ils visitent régulièrement. On ne rencontre pas à Kampala comme à Nairobi d'urbains. A Nairobi, le chauffeur de l'IFRA, Osman Mohamed représente le type même de l'urbain ayant coupé avec ces racines rurales. Il est vrai qu'il appartient à une ethnie particulière : les nubiens (*wanubis*) qui sont pratiquement tous d'anciens militaires musulmans recrutés par les Britanniques. Malgré son urbanité, Osman rêve d'acquérir un *shamba* à la campagne, mais il ne sait pas où chercher. Ce genre de personne ne se rencontre pas à Kampala. Le Kampalais, même de souche, conserve des racines rurales fortes. Les relations d'approvisionnement participent activement à la survie des ménages urbains. Ceux-ci bien qu'on ne sache pas dans quelle mesure, envoient au village une part des économies qu'ils parviennent à faire.

Cependant, l'intensité du chevauchement varie en fonction de la mobilité potentielle des Kampalais. Les plus riches entretiennent plus de relations avec leurs villages que les plus pauvres. En particulier, les premiers ne manquent pas d'être sollicités par leurs anciens

---

467 : Prunier (G.), "L'espace ougandais : esquisse d'écologie politique", *Hérodote*, n° 46, 4e trim., 1987, p. 68-82.

468. : Copans (J.), "Les structures sociales", *in* Coulon (Ch.) & Martin (D-C), *Les afriques politiques*, éditions la découverte, Paris, 1991, p. 145.

469. : Copans (J.), *idem*, p. 145.

concitoyens lorsqu'il s'agit de participer au financement d'équipement collectif. Par exemple, le Président Museveni ne manque jamais d'assister aux *funds raising* organisés par les différentes institutions de son district d'origine. En fait, on touche là l'un des problèmes essentiels de l'analyse de la structuration sociale kampalaise. Il semble que tous les groupes sociaux participent globalement de ce chevauchement ville/campagne, et que ce soit l'intensité des manifestations de ce chevauchement qui les différencie. En d'autres termes, la manifestation spatiale de la structuration sociale serait plus de nature quantitative que qualitative. Mais la difficulté même à quantifier rend la formulation des seuils impossible, et par là même le dessin des formations sociales imprécis. Cependant, on peut distinguer le chevauchement manipulé du chevauchement subi. Mais dans chacun des cas, une once au moins de la part de l'autre se retrouve. Il n'est pas de distance qui n'engendre de déformation des représentations de l'autre. Les journaux ougandais se font parfois l'écho de cette manipulation de la distance, quand au hasard d'une nouvelle, ils racontent la déconvenue d'un jeune rural, parti à la rencontre de son cousin qui a réussi, et découvre qu'en fait réussite, celui-ci balaye et nettoie les toilettes publiques d'un lotissement.

L'universalité de cette pratique de chevauchement induit celle de la forme de la territorialisation kampalaise. Celle-ci associe des aires appropriées (maison, parcelle, voisinage de la maison, voisinage du lieu de travail) et des itinéraires plus ou moins fréquentés en fonction de la destination où ils mènent (itinéraire de migration quotidienne, itinéraire de migration régulière, itinéraire de migration irrégulière voire aléatoire). Néanmoins, l'étendue des aires, la trame des itinéraires de déplacements et la fréquence de leur utilisation varient en fonction de la richesse. Là encore, c'est plus l'intensité donc la quantité que la qualité qui différencie les Kampalais entre eux.

Néanmoins, il est possible de distinguer plusieurs types d'espaces vécus par les Kampalais. Cette différenciation spatiale rendra compte au moins partiellement espérons nous de la composition sociale kampalaise. La différenciation entre les groupes sociaux en terme d'espaces vécus reposent sur l'étude de leurs mobilités différenciées qui elles-mêmes rendent compte du contenu des relations sociales entretenues et de l'aisance. C'est par la nature différente des frontières auxquelles ils se heurtent, ou qu'ils traversent, que les Kampalais se différencient géographiquement.

Les «**intégrants**» constituent le sommet de la hiérarchie sociale. Nous les avons définis de la sorte parce qu'ils sont intégrés, et qu'ils intègrent, parce que leur pratique de l'espace n'est pas seulement passive, mais également active et fonctionnellement performante.

Intégrés, ils le sont parce qu'ils résident la plupart du temps dans des résidences pourvus de tout le confort, et intégrés aux réseaux divers. Ils le sont également, car ils occupent généralement des emplois formels qualifiés ou des postes élevés dans la fonction publique. De plus, ils s'intègrent au système monde par les études qu'ils font faire à leurs enfants, par les biens et comptes en banque qu'ils détiennent en Occident et dont la gestion les amènent à voyager, et par les rapports étroits qu'ils entretiennent avec le capitalisme mondial. Les frontières nationales sont allègrement traversés par les intégrés. A l'interface de l'espace ougandais et de l'englobant, ils font de Kampala un des synapses du système monde. N'eut été le néologisme, nous aurions pu également les appeler les "mondialisants", dans la mesure où ils fréquentent tous les types d'espace depuis le village jusqu'à la boutique la plus à la mode de la 5^{e} avenue, et dans la mesure où leur fonction première est d'intégrer politiquement et économiquement l'Ouganda au système mondial. Pour certains, leur appartenance au bloc hégémonique ne fait pas de doute. En effet, dans ce groupe se retrouvent tous les routiers de la vie politique ougandaise depuis l'Indépendance, mais aussi les nouveaux venus de la génération NRM. Dans leur vie quotidienne kampalaise, l'espace urbain n'offre pas de résistance fondamentale. Socialement, ils ont pratiquement accès à l'ensemble des lieux kampalais. Pour eux, Kampala est un espace ouvert. Leur présence signifie cependant la centralité. Le jour, ils travaillent dans le centre administratif. Leurs résidences principales se trouvent à Kololo, Nakasero, Mbuya, Bugolobi, Tank hill ou Makindye. Le soir, les lieux de distraction qu'ils animent de leur présence déplacent vers eux la centralité. Leurs lieux de convivialité sont pratiquement tous situés au centre ville : les

salons du Sheraton où se déroulent l'élection de Miss Uganda, le concert de Mbilia Bell ou de Kanda Bongo Man, le défilé de mode de quelques grands couturiers londoniens en mal d'exotisme et les quelques restaurants de standing du centre ville. Mais leur sociabilité principale ne se met pas en scène publiquement, elle est privatisée et relativement discrète, et s'opère à l'abri des regards extérieurs dans l'intimité des résidences. Néanmoins, l'instrument kampalais de la mobilité, la voiture, exprime publiquement cette réussite en la masquant derrière des vitres fumées qui montrent autant qu'elles masquent. Ce groupe est producteur de territorialité urbaine dans la double mesure où, d'une part il anime les fonctions de commandement et de production, et où d'autre part, il possède un très fort "niveau d'efficacité paysagiste" [470].

Mais des nuances parcourent ce groupe. Ethniquement il est extrêmement hétérogène, quoique qu'actuellement doivent s'y apparenter plus de *westerners* qu'auparavant. Quelles autres communautés que cette mobilité tout azimut et cette ouverture spatiale entre le fils du frère du *kabaka*, l'officier de haut rang des services spéciaux, l'avocate membre d'une association internationale des droits de l'homme, le *business man* baganda engagé dans l'importation de pièces de rechange pour véhicules de transport. Les expatriés, membres de la communauté diplomatique, s'enkystent dans ce groupe et s'en différencient nettement par la nationalité et les préoccupations. La relative communauté d'espace vécu ne parvient pas à gommer les différenciations internes, et à créer une identité commune. Néanmoins, le sentiment d'appartenir au même monde, de prendre les mêmes avions et de se côtoyer dans les mêmes V.I.P. *lounges*, de se différencier de la même façon par rapport au *vulgus pecum* soude, en quelque sorte négativement, ce groupe. Mais les différences et les conflits d'intérêt sont trop forts pour qu'il précipite en classe sociale.

En dessous, lié au groupe des «intégrants» par des rapports de subordination non pas sociaux mais fonctionnels, le groupe des «**intégrés**» rempli des emplois d'encadrement et d'exécution supérieure. S'y côtoient les experts techniques de l'aide internationale, les Indiens, les hommes d'affaires baganda spécialisés dans les activités d'import-export, les professions libérales. La mobilité de ce groupe s'apparente à celle du précédent, et est potentiellement grande, mais le monde ne lui est pas totalement ouvert, moins pour des raisons économiques que psychosociales et à cause d'une autocensure. Démographiquement plus étoffé que le groupe précédent, sa sociabilité montre une externalisation plus forte comme si la possibilité même de la mise en scène de sa réussite faisait parti de son succès, comme si pour être fondée, la réussite devait s'afficher de façon ostentatoire. La sociabilité de ce groupe anime les lieux de la nuit kampalaise.

Par exemple, Kabalagala forme le point d'attraction des cadres, des coopérants d'exécution. C'est un des lieux où, le soir et particulièrement le week-end, il est difficile de trouver une place pour se garer. A la terrasse du Télex bar, tenu par une énorme matrone qui se désaltère en buvant de larges goulées de whisky à la bouteille, les consommateurs ne sont jamais seuls. S'y rencontre des représentants de cette faune interlope qui vit sur l'expatriation. Les jeunes filles venues de brousse ou du sud Soudan, au sourire engageant laissent rarement les hommes longtemps seuls. Des marchands ambulants sortent de leurs sacs en plastique qui des cassettes, qui des tournevis, des prises électriques, des rasoirs jetables, des perruques. D'autres ont choisi la veine africaine et offrent des sculptures "authentiques". A Kabalagala le spectacle est dans la rue. Les deux Zaïrois dont l'automate s'agite au son d'une guitare à deux cordes accompagnée par une voix rauque et cassée attirent un instant le regard encore émerveillé de la petite vendeuse de dix ans qui passe ses soirées à vendre ses cacahuètes à la cuillère. Une dizaine d'équipes de vendeur de poulets grillés embaument les terrasses et s'agitent dans le rougeoiement enfumé de leur barbecue portable. Un fou mangeur des morceaux de verre en tee-shirt et en short crasseux, son tesson dans une main, regarde les consommateurs attablés, en éclatant parfois d'un un rire frénétiquement nerveux. Parmi les consommateurs, pas d'unité non plus, autre que celle d'être là, et d'avoir

---

470 : Gourou (P.), *Pour une géographie humaine*, Flammarion, Paris, 1973, p. 24-32.

les moyens de payer la bière, un tout petit peu plus chère qu'ailleurs, et l'audace d'affronter ce spectacle baroque. Une famille, le père en veste, la mère en *busoti* et les petits enfants endimanchés, sirote avec application ses sodas à la paille. Sous la houlette de son contremaître, un groupe de techniciens coréens chargés de la réfection des routes fait une connaissance bruyante avec les prostitués. Un couple mixte, elle visiblement une jeune somalienne, se regarde dans le blanc des yeux au son nasillard du "*No woman no cry*" de Bob Marley. Deux chercheurs français devisent et observent. A côté d'eux, un Indien et un Africain discutent, visiblement éméchés. La conversation s'engage entre les deux groupes. L'Africain est un Sénégalais -Thiaw - engagé dans le commerce de l'or, entendre le trafic. Son acolyte indien nous fera entendre qu'il trafiquerait également de la drogue. L'Indien harcèle le Sénégalais de moqueries, et sans que nous sachions vraiment pourquoi le ton monte et les insultes fusent, pour finir par des menaces de mort appuyés de gestes sans ambiguïté. Furieux, titubant l'Indien enfourche son énorme moto 1 000 cm^3 et démarre dans une pétarade poussiéreuse.

Nous avons qualifié le groupe suivant de «**jongleurs de l'espace**». Leur territorialité est moins ouverte parce que leur mobilité généralement réduite à la sphère nationale ne s'ouvre qu'en de rares occasions sur l'englobant. Ces séquences internationales prennent dès lors une importance capitale dans les trajectoires sociales. Elles correspondent souvent à des moments forts de l'accumulation scolaire et/ou financière. Le boursier en Australie, le chercheur en mission en France économisent sur leurs allocations; l'homme d'affaire occasionnel rogne sur ses frais généraux pour rentabiliser au maximum son voyage à Dubaï, l'infirmière radiologue employée à Manchester pour un contrat de six mois fait de même. Mais cette possibilité de "raids" à l'étranger révèle des connexions sociales variées et porteuses de promesses d'enrichissement. Ce groupe devient plus homogène ethniquement, puisque formé presqu'exclusivement d'Africains. A Entebbe, le caractère exceptionnel du voyage international s'affiche à travers la foule nombreuse qui accompagne et accueille le voyageur. Mais ce groupe utilise l'espace ougandais, en fait, essentiellement sa partie sud, et plus précisément l'espace kampalais pour survivre. C'est que ces utilisateurs de l'espace constituent les intermédiaires nécessaires de la production de l'espace urbain : transporteurs de denrées alimentaires, lotisseurs, chauffeurs de taxi, professionnels du bâtiment, etc. La possession d'un moyen de transport personnel, le plus souvent utilitaire permet cette mobilité économique. Les membres de ce groupe forment les véritables producteurs de la ville. Ils chevauchent l'ensemble des quartiers kampalais, même si la ville publique leur est peu ouverte, saturée qu'elle est sur le plan morphologique, et appropriée par les groupes supérieurs.

Richard Kiwanuka est l'exemple parfait de ce groupe intermédiaire. Ses revenus mensuels varient de 300 et 1 000 $ US. L'extrême variabilité des revenus rendent les positions acquises relativement précaires. Elle reflète à la fois la multiplicité des sources de revenus et leur fragilité. En 1992, Richard possède trois véhicules : une Peugeot 504, une camionnette land Rover et un camion benne. La première sert de taxi. Elle est donnée à un chauffeur qui doit ramener un fixe à la fin de chaque journée. Mais, la raréfaction du nombre des clients causée par la conjugaison de l'augmentation du nombre de véhicules et la raréfaction monétaire, ainsi que des ennuis mécaniques rendent son exploitation moins rentable que sa location occasionnelle à des clients qui la louent non plus à la course mais à la journée avec ou sans chauffeur. Avec la seconde voiture, Richard s'insère dans les réseaux d'approvisionnement alimentaire de la ville. Le camion est conduit par un chauffeur rémunéré par Richard. Il est loué journalièrement pour transporter du matériel de construction (sable, gravier, pierres, briques, bois d'œuvre) à des maîtres d'ouvrage. Ces véhicules ont tous été achetés d'occasion et montrent tous les trois des signes de fatigue évidents. Mais leur détention fait de Richard un maître dans l'art d'utiliser l'espace kampalais comme une ressource permettant de vivre. Sa capacité à circuler lui permet d'associer dans son espace vécu tous les types de quartiers tous les espaces kampalais depuis le *slum* péricentral de Kisenyi jusqu'aux *high class slums* de Tank hill. A cette mobilité quotidienne s'ajoute le jeu foncier et immobilier auquel se livre notre ami. Richard possède cinq terrains

dispersés : l'un sur la route de Masaka, l'un sur la route de Hoima, deux autres à Kyalliwajjala et enfin un dernier à Kajansi sur la route d'Entebbe. Cet éparpillement correspond à une stratégie délibérée. D'abord, il diminue les risques fonciers; ensuite, il peut se réfugier sur l'un de ses terrains en cas d'insécurité dans un autre secteur de la ville. De plus, il pense que quelque soit la direction dans laquelle la ville s'étendra dans le futur, il sera gagnant. Cette stratégie d'utilisation de l'espace constitue donc un mélange de réflexes sécuritaire et spéculatif.

La possession d'un capital - automobile, chambres à louer, etc. - distingue nettement ce groupe du reste de la population, dont il se rapproche pourtant par la structure de la consommation.

Les groupes suivants appartiennent au bas. Ils connaissent bien moins leur environnement urbain que les précédents. Leur efficacité paysagiste est limitée, à l'image de leur mobilité. Deux sous-groupes peuvent se distinguer en fonction de la façon dont ils vivent l'espace urbain. Les hommes employés dans l'artisanat, le petit commerce, les rangs inférieurs de la fonction publique appartiennent aux groupes des **commuteurs**. Ils oscillent entre leur lieu d'emploi et celui de leur résidence qui forme le cœur de leur territoire social. Leur utilisation de l'espace urbain n'est plus que partielle, réduite à des allers et retours entre le centre et la périphérie résidentielle. Néanmoins une pratique relativement longue de la ville, une meilleure connaissance de son centre et de ses pôles structurants les distinguent des néo-urbains qui subissent l'espace urbain et plus encore des «**reclus**». Ceux-ci forment la masse la plus importante de la population. Elle se compose des femmes qui ne travaillent pas, des domestiques attachés à leur cuisine, des inactifs, des périurbains attachés à leur *shamba* par le labeur de la terre, et l'absence de mobilité due au manque de moyens. L'horizon quotidien de ces gens ne dépasse pas le voisinage et ce n'est que rarement, lors des visites au village, qu'ils pénètrent le centre ville pour aussitôt le fuir, parce que l'équipement essentiel est pour eux la gare routière. La ville n'existe pour eux que comme un espace mal connu, espace de transit, au delà des frontières des cheminements quotidiens. On ne peut pourtant pas dire qu'ils sont exclus de la ville dans la mesure où la sociabilité hebdomadaire leur ouvre les portes de certains quartiers populaires. Exemplaire est l'existence des domestiques, enfermés sur leurs *compounds* pendant la semaine, et qui s'en échappent le dimanche pour rendre visite à leurs amis.

Au total donc, une classification des Kampalais en fonction de la description sommaire de leur espace vécu est possible, mais n'est pas satisfaisante dans la mesure où si elle rend compte des tendances, elle ne rend pas compte des pratiques réelles marquées par la fréquence des divergences par rapport aux tendances. Une étude spécifique consacrée à ce problème serait essentielle. Elle permettrait au géographe d'insérer sa recherche dans celles des autres sciences sociales, obsédées par la recherche de la structure sociale urbaine africaine. Mais la multiplicité des statuts professionnels, la mutabilité des stratégies et des situations personnelles au gré des événements de la vie de chacun, et l'imbrication des ressources mobilisées pour assurer la reproduction et la promotion sociales fondent de multiples groupes aux contours flous et mouvants. Les nuances de Jean Copans sur la structuration sociale africaine sont à cet égard fort claires. "Les sans-emploi, les chômeurs, les travailleurs informels relativisent considérablement la notion d'une population urbaine stabilisée définitivement" [471]. Surtout, au total, il semble "possible de décrire des inégalités, des stratifications, des groupes socioprofessionnels, mais un tel tableau ne donne pas l'image d'un système unique : des séries de champs se croisent et se superposent mais aucune logique nécessaire ne semble articuler et relier tous les protagonistes" [472]. "Les catégories sociales semblent trop nombreuses pour prendre une place unique et définie *a priori* au sein

---

471 : Copans (J.), *op. cit.*, p. 520.

472 : Copans (J.), *op. cit.*, p. 521.

d'une hiérarchie liée aux rapports de production économique et aux positions de pouvoir politiques. Les stratégies de groupe restent trop dispersées, trop opposées pour qu'une synthèse sociologique, qu'une expression idéologique et politique unique s'imposent à tous les partenaires sociaux. Cette discordance entre les ambitions hégémoniques et les identités dispersées de toutes les catégories correspond également à la rapidité et à la permanence du changement..." [473].

473 : Copans (J.), *op. cit.*, p. 528.

Conclusion générale

En conclusion que faut-il retenir de Kampala ?

Aujourd'hui capitale de l'Ouganda, centre politique lié au monde occidental et relais du système économique dominant, Kampala est une agglomération de plus de 800 000 habitants, qui apparaît comme un des pôles majeurs de l'Afrique orientale.

Cet espace singulier est le produit d'une évolution historique centenaire et de processus urbanisants spontanés mis en place par l'action des urbains au travers de leurs stratégies reproductives.

Chaque période historique - la période précoloniale, la période coloniale, la période post-coloniale et le régime NRM - a contribué à façonner un peu la ville.

La singularité baganda constitue certainement le trait majeur de l'identité kampalaise. Elle a déterminé la localisation d'une centralité politique attractive dont l'action sur l'espace environnant a été très tôt originale et spécifiante.

L'attractivité politique du *kibuga* baganda n'est pas démentie par le moment colonial. La colonisation la confirme et la double d'une centralité économique. Cette multiplication fonctionnelle à cause de l'intégration ougandaise suscite la cohabitation de plusieurs communautés qu'il a fallu ménager. Le dualisme foncier, morphologique et administratif en est la conséquence. La ville britannique importe au Buganda un mode de gestion urbain nouveau. Il ne s'agit plus de gérer les hommes mais aussi un espace singulier. La coexistence entre un paysage organisé au centre et à l'est de l'agglomération et un paysage désorganisé au nord, à l'ouest et au sud est l'expression de cette sur-détermination de l'ordre spatial et singulièrement urbain par la sphère politique.

Mais, la période post-coloniale, caractérisée par la violence, provoque un renfermement de l'espace ougandais sur lui-même, la disparition de la fonction de relais de l'espace urbain et de l'urbanisme public. L'essentiel des processus producteurs d'urbanité deviennent donc spontanés. Mais cette spontanéité est marquée par le nivellement par le bas subi par la société urbaine. L'expulsion des Indiens et les dangers courus par ceux qui affichaient une certaine richesse induisent deux évolutions spatiales nettes : la taudification du centre et une extension du bâti précaire.

Enfin, la période contemporaine, inaugurée par la césure de 1986 constitue une bifurcation majeure par rapport à la période précédente. La politique de *rehabilitation* renverse la tendance à la violence, au nivellement par le bas et à la segmentation géographique. Kampala réintègre le système urbain mondial et par là retrouve sa fonction de centre relais. Cette évolution fonctionnelle à l'échelle urbaine induit des mécanismes d'hétérogénéisation socio-spatiale. La période est profitable à tous les espaces et à tous les groupes, mais plutôt aux mieux équipés et aux plus aisés qu'au plus grand nombre. Cette réintégration amène le retour de la politique urbaine sous l'influence d'agents extérieurs.

La succession historique produit la centralité urbaine, le dualisme urbain, l'homogénéisation sociale et le déclin économique, et enfin, les tentatives de réhabilitation de la centralité-relais, de la productivité urbaine et de la hiérarchisation géographique interne.

Cette évolution historique s'accompagne d'une formidable croissance démographique, conjonction d'une croissance naturelle forte et d'un bilan migratoire positif.

La crise ne renverse pas l'évolution générale à la hausse, quoique les expulsions et la détérioration de la mortalité freinent la croissance. Mais le déclin et l'insécurité ne tarissent pas l'exode rural. Pendant la période Amin, celui-ci perdure, très légèrement atténué. Cette

autonomie des flux migratoires intercensitaires par rapport aux événements politiques et économiques constitue une surprise. La ville continue à attirer malgré la chute de sa productivité et l'aggravation des conditions de vie urbaines. Le dynamisme du *magendo* et le réinvestissment partiel des fruits de la spéculation et de la corruption dans les petites activités commerciales, artisanales et de service l'expliquent sans doute en partie. Cependant, depuis 1986, la paix provoque une accélération du mouvement d'immigration, et prouve par là l'existence de phénomènes de rattrapage. Aussi faut-il nuancer cette assertion ou peut-être retourner la conclusion du raisonnement, c'est la paix qui constituant un moment historique exceptionnel favorise l'accélération des phénomènes migratoires.

Une des conséquences de cet accroissement migratoire est l'originalité actuelle de la capitale ougandaise par rapport aux autres métropoles africaines. En effet la part du bilan migratoire dans la croissance démographique de Kampala augmente aux dépens de la croissance naturelle. Il y a là une inversion par rapport aux tendances générales notées ailleurs en Afrique. Là encore il convient de noter l'influence de la crise militaire. Celle-ci accroît la mortalité. Mais elle n'est pas la seule. La diffusion du Sida provoque un renforcement récent de cette tendance et n'a que peu à voir avec la crise, même si celle-ci a sans aucun doute facilité sa progression. De plus, l'évolution profonde, caractéristique d'une population urbaine engagée dans la seconde phase de la transition démographique, est à la réduction de la natalité urbaine. La conjonction de tendances causées par la crise politique et de tendances plus profondes entraîne donc la réduction de la contribution du bilan naturel à la croissance démographique urbaine. L'histoire politique contemporaine s'imprime dans la structure de la croissance démographique, mais plus à travers les répercussions directes d'événements traumatisants - expulsions, massacres - qu'au travers des modifications structurelles profondes. Celles-ci semblent évoluer indépendamment et être communes à l'ensemble africain. Par contre, comme le prouve l'accélération récente de l'exode rural, l'originalité de l'Ouganda réside moins dans la crise qu'elle a connue, que dans la paix et la croissance qu'elle expérimente depuis 1986.

La croissance démographique détermine l'extension spatiale de la ville aux dépens de la campagne. La croissance spatiale prend des allures différentes selon le type de tenure foncière.

Sur la terre publique, le pouvoir colonial a étendu, à partir du centre et vers l'est, un paysage ordonné caractéristique d'une planification publique. L'extension a eu lieu sous la double forme de lotissements pour les différents groupes sociaux et d'un pavillonnaire aisé «auto-construit», mais sur un parcellaire régulier et bien équipé. Depuis, la ville publique ne connait plus que des processus de bourrages internes s'apparentant au pavillonnaire colonial, marginaux spatialement, parce qu'ils sont le fait d'une minorité aisée, qui a accès aux filières de lotissement foncier publiques.

Par opposition, sur les terres privées, domine une extension désordonnée. Celle-ci est relativement homogène parce qu'elle embraye sur le tissu rural préexistant, caractérisé par de fortes densités, un habitat dispersé et une appropriation privative du sol. L'absence de ruptures nettes, de contacts brutaux et de ghettos sont les caractéristiques principales de ce tissu privé et de l'extension qu'il produit. Elles résultent de la délégation à une multitude de petits acteurs indépendants des droits de propriété foncière. La parcellisation et l'édification d'un bâti à vocation locative provoquent cette extension désordonnée et homogène du bâti. Un mitage très dispersé de l'espace péri-urbain en résulte, qui laisse entre les bâtiments de larges pans d'agriculture.

Le caractère agro-urbain de Kampala trouve là son origine. Il est renforcé par la détérioration économique récente qui fait de l'agriculture intra-urbaine un recours important dans les stratégies reproductives des ménages. Cette omniprésence du végétal à Kampala, qui singularise cette ville et qu'autorise un milieu naturel généreux n'est pas la preuve d'une ruralisation de la ville. Elle souligne au contraire la mobilisation par les habitants de toutes les ressources possibles pour se maintenir et se reproduire physiquement et socialement en ville.

La générosité du milieu naturel contribue fondamentalement à l'urbanité kampalaise. Dans ses modalités, celle-ci est autant produit de l'histoire que du milieu. Outre la présence du végétal, le recours au milieu s'exprime à travers l'utilisation des sources pour l'approvisionnement en eau, et à travers celle de l'argile sous ses différentes formes pour la construction. Cette influence du milieu naturel s'exprime également dans certains secteurs de la ville privée par la rémanence de la catena baganda à travers les processus d'urbanisation. Les hautes pentes et les sommets prisés par les classes aisées, les pentes intermédiaires appropriées par les petits exploitants et peuplées par une population mélangée, et, enfin les basses pentes peuplées par les plus pauvres ne connaissent pas les mêmes mises en valeur. Cependant, des processus homogénéisant à l'échelle de la colline sont à l'œuvre dans certains secteurs. En particulier, un embourgeoisement descendant tend à exclure les groupes populaires de certaines collines. Mais ces processus apparaissent relativement récent et n'infirment pas l'impression d'homogénéité énervée que Kampala donne à l'observateur. La capitale de l'Ouganda est bien une nébuleuse urbaine.

Mais, à une échelle plus grande, l'utilisation cet espace par les Kampalais contribue à différencier et à structurer la ville.

La rémanence du dualisme entre la partie privée et la partie publique est patent. En effet, la différenciation permet de dresser une typologie en deux sous-groupes : le groupe des quartiers appartenant à la ville publique (centre fonctionnel, quartiers indiens, lotissements populaires et quartiers résidentiels aisés) et le groupe des quartiers relevant du foncier privé (*slums*, *high class slums* et périphérie semi-rurale).

Morphologiquement le premier groupe se détériore et ne s'agrandit pas. Il se reproduit pratiquement à l'identique. Du point de vue social, un secteur en recomposition permanente, le centre, s'oppose à un secteur figé où les phénomène de reproduction dominent : les lotissements populaires.

Le second groupe pérennise l'urbanisation du type *kibuga* à l'ouest, au nord et au sud de la ville.

Les années de crise ont vu une «kibugaisation» relative de l'ensemble de l'agglomération urbaine. Cette évolution est marquée par la «bagandaisation» du peuplement, la diffusion du recours au milieu naturel et la démission des organismes de gestion urbaine. Cependant, les facteurs économiques et l'inertie des structures géographiques opposent leur résistance à cette évolution, et font que la dichotomie entre la ville africaine et la ville européenne demeure un clé pertinente de lecture de l'espace urbain. D'autant que la période de réhabilitation actuelle tend à renverser la tendance à l'homogénéisation par le bas qu'avait déclenchée la période Amin

La structuration de l'espace urbain kampalais est assurée les habitants à travers les stratégies qu'ils déploient pour assurer leur maintien en ville, c'est-à-dire pour accèder à un toit et se reproduire.

La quête du logement explique tout à la fois les migrations intra-urbaines, la production de sols urbains et la mise en valeur différenciée de l'espace produit. La rareté des ressources auquel l'impossible accès au crédit ne permet pas de faire face retarde souvent la construction pour laisser encore quelques temps la mise en valeur agricole occuper la parcelle.

Les contraintes de la reproduction forment la cadre structurant de l'espace urbain. Ce sont elles qui déterminent la production de ces lieux d'accès à la consommation alimentaire que sont les marchés et leurs localisations au cœur des quartiers résidentiels. La consommation courante nécessaire à la reproduction physique et sociale des urbains détermine des courants d'importation médiatisés par un centre ville hégémonique. Cette centralité focalise l'essentiel des emplois de la ville. La dichotomie entre l'espace résidentiel et l'espace d'emploi et de consommation provoque une structuration de l'espace par les transports qui sont essentiellement pris en charge par le secteur privé.

Cette prise en charge de la plupart des mécanismes de production et de structuration spatiales par le secteur privé constitue certainement l'originalité essentielle de Kampala aujourd'hui. En effet, autrement les processus producteurs et structurateurs d'espaces urbains ne différencient guère la capitale de l'Ouganda des autres métropoles africaines. Kampala, de ce point de vue est une ville africaine comme les autres.

Nous voudrions lancer un certain nombre de pistes de recherche. En effet, ce travail exploratoire ne trouvera sa véritable signification que s'il est suivi d'autres travaux. Il ne s'agit pas ici de produire une liste exhaustive d'ailleurs sans doute impossible à élaborer tant l'Ouganda reste un pays mal connu, mais de livrer trois propositions de recherche établies en fonction des manques que nous avons ressentis au cours de notre travail.

Un travail de sociologie politique du type de celui que Fauré et Médard [474] ont commis sur la Côte-d'Ivoire s'impose d'urgence. En effet, la difficulté qu'il y a saisir la personnalité des acteurs socio-politiques en Ouganda fait obstacle à une lecture synthétique, qui donne une signification autre que factuelle à l'ensemble des événements contemporains et permette de positionner les acteurs et leurs stratégies sur l'échiquier politique, économique et spatial ougandais.

Un travail plus économique sur le commerce, l'industrie et l'artisanat urbains et les services marchands, c'est à dire sur l'économie non agricole nous paraît intéressant. Nous avons vu que ces activités forment le cœur de l'emploi dynamique. La productivité urbaine s'y manifeste, et avec elles les acteurs du développement économique du pays. Leur foisonnement n'a pas permis d'y consacrer le temps nécessaire.

Enfin, la fréquence de la mobilité, des migrations de différents types (exode urbain, migrations circulaires, fronts pionniers internes, etc.) des transferts entre la ville et les campagnes et des chevauchements entre différents types d'espaces nécessiteraient une étude géographique des relations villes-campagnes et, plus largement de la façon dont les différents espaces s'intègrent au territoire national. Une analyse des dynamiques spatiales régionales à l'échelle du pays permettrait de rendre compte des différentiels de développement, et par là même d'élargir, compléter ou infirmer notre réflexion sur les conséquences géographiques de la crise à l'ensemble de l'Ouganda, de voir en quoi de nouveaux enracinements et des nouvelles instabilités sont en cours de formation.

---

474 : Fauré (Y.-A.), Médard (J.-F.), *Etat et bourgeoisie en Côte-d'Ivoire*, Karthala, Paris, 273 p.

Bibliographie et références bibliographiques.

A

ACLAND (J. D.), 1971.
East African Crops, Longman, Harlow, 252 p.

AMIN DADA (I.), 1976.
The Shaping of the Modern Uganda, Government Printer, Entebbe, 75 p.

AMNESTY INTERNATIONAL, 1989.
Ouganda. Droits de l'homme; les premiers pas 1986-1989. Editions francophones d'Amnesty International, sans lieu, 95 p.

ANTOINE (Ph.), DUBRESSON (A.), MANOU-SAVINA (A.), 1987
Abidjan "côté cours", Karthala-ORSTOM, Paris, 274 p.

ANTOINE (Ph.) & COULIBALY (S.) (Textes réunis par), 1989.
"Le rôle des familles dans l'accueil des migrants vers les villes africaines", *in L'insertion urbaines des migrants en Afrique*, Actes du Séminaire CRDI - ORSTOM - URD, Lomé 10 - 14 février 1987, Editions de l'ORSTOM, Paris, 242 p.

ANTOINE (Ph.) & NANITELIM!O (J.), 1990.
"La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville", *Les dossiers du CEPED*, n°12, Paris, avril 1990, 27 p.

APTER (D.E.), 1961.
The Political Kingdom in Uganda; a Study in Bureaucratic Nationalism, Princeton University Press, New York ,498 p.

ASSOGBA (L.N.M.), 1990.
"Statut de la femme, structures familiales, fécondité: transition dans le golfe du Bénin", *Les dossiers du CEPED*, n° 14, 28 p.

AVIRGAN (T.) & HONEY (M.), 1982.
War in Uganda, Tanzanian Publishing House, Dar es Salaam, 244 p.

AWASA (F.), 1988.
La gestion des services urbains à Beyrouth pendant la guerre 1975-1985, Coll. Pratiques urbaines, n° 5, CEGET-CNRS, Bordeaux, 145 p.

B

BADIBANGA (A.), 1985.
"L'urbanisation mimétique en Afrique", *Revue Tiers-Monde*, Tome XXVI, n° 104, p. 849-859.

BAFFIE (J.), DROZ (M.C.), FARABOLLINI (P.), SIMON (J.Ch.) & THEURILLAT (Ch.), 1987.
"Les slums de Bangkok, dynamismes et précarité", *Cahiers des sciences humaines*, vol.23, n°1, 1987, ORSTOM, Paris, p. 15-34.

BAKWESEGHA (C.J.), 1982.
Profiles of Urban Prostitution. A case study from Uganda, Kenya litterature bureau, Nairobi, 125 p.

BANUGIRE (F.R.), 1985.
"Class Struggle, Clan Politics and the 'Magendo' Economy in Uganda", *Mawazo*, vol.6, n° 2, déc. 1985, pp. 52-66.

BARBIERI (M.), 1991.
"Les déterminants de la mortalité des enfants dans le Tiers-Monde", *Les dossiers du CEPED*, n°18, CEPED, Paris, 40 p.

BAYART (J.F.), 1989.
L'Etat en Afrique, Fayard, Paris, 439 p.

BERGES (M.), 1984.
"Peut-on sortir de la corruption?", *Pouvoirs,* 31, pp. 65-74

BIGSTEN (A.) & KAYIZZI-MUGERWA (S.), 1992.
"Adaptation and Distress in the Urban Economy : A Study of Kampala Households", *World Development*, vol. 20, n° 10, octobre 1992, p. 1423-1441.

BOURDE (A.), 1968.
L'Afrique Orientale, Que sais-je?, PUF, Paris, 126 p.

BRUNEAU (J.C.) & KAHATA (M.), 1982.
"Les paysages urbains de Manono (Zaïre)", *Cahiers d'Outre-Mer*, n°140, pp. 363-374.

BRUNEAU (J.C.) & LOOTENS-DE MUYNCK, 1985.
"Dynamique démographique des quartiers de Lubumbashi des origines à nos jours", *Cahiers d'Outre-Mer*, 38 (150), avril-juin 1985, p. 121-149.

BRUNEAU (J.C.), 1989.
"Pauvreté urbaine et initiatives populaires au pays du cuivre du Zaïre méridional", *in Pauvreté et développement dans les pays tropicaux, Hommage à Guy Lasserre*, CEGET, Bordeaux, p. 433-456.

BURKEY (I.), 1991.
People Power in Theory and Practice : The Resistance Council System in Uganda, mimeo., Yale University, 55 p.

C

CALAS (B.), 1991.
"La violence et ses conséquences urbaines à Kampala", *Politique Africaine,* n° 42, juin 1991, p. 28-39

CALAS (B.), 1991.
"L'Ouganda commence à enrayer son déclin", *Le Monde Diplomatique,* décembre 1991, p. 27

CALAS (B.) & OKWI (E.), 1991.
"Qui habite Kampala?", *Travaux et dovuments du CREDU*, n° 10, 1991, 20 p.

CALAS (B.), 1992.
"The residential morphology of Kampala", *Eastern and Southern Africa Geographical Journal*, vol. 3, n° 1, janvier 1992, p. 65-75.

CALAS (B.), 1994.
"Les Kampalais à micro-échelle", *Geographica Polonica*, actes du symposium de Varsovie de septembre 1991 de la commission de démographie de l' IGU, à paraître, 20 p.

CALAS (B.) & PRUNIER (G.), (Dir), 1994.
L'Ouganda contemporain entre le déclin et le développement, Karthala, Paris, à paraître en mai 1994, 300 p..

CANEL (P.), DELIS (Ph.) & GIRARD (Ch.), 1990.
Construire la ville africaine. Chroniques du citadin promoteur, Karthala-ACCT, Paris, 196 p.

"*Capitales de la couleur*", 1984.
Autrement, Hors-Série n°9, 311 p.

CHALEARD (J.-L.)& DUBRESSON (A.), 1990.
"Un pied dedans, un pied dehors: à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire", in *Tropiques, Lieux et liens*, ORSTOM, Paris, 1989, p. 277-290.

CHALINE (Cl.)
Urbanisme et développement, SEDES, Paris, 167 p.

CHEW (D. C. E.), 1990,
"Internal Adjustments to Falling Civil Services Salaries : Insights from Uganda", *World Development*, Vol.18, N°7, p. 1003-1014.

CHRETIEN (J.-P.) (éditeur), 1983.
Histoire rurale de l'Afrique des grands lacs. Guide de recherches, Karthala, Paris, 285 p.

CHRETIEN (J.-P.), 1986.
"L'Afrique des Grands Lacs existe-t-elle?" *in* "L'Afrique des Grands Lacs", *Revue Tiers-Monde*, Tome XXVII, n°106, avril-juin 1986, pp. 253-267

CHRETIEN (J.-P.) & PRUNIER (G.) (sous la direction de), 1989.
Les ethnies ont une histoire, Karthala, Paris, 435 p.

CHRETIEN (J.-P.), 1994.
"Les peuples et leur histoire avant la colonisation" *in* CALAS (B.) & PRUNIER (G.), *L'Ouganda contemporain entre le déclin et le développement*, Karthala, Paris, à paraître en mai 1994.

COLLISON (R. L.), 1981.
Uganda, The World Bibliographical Series, Vol.11, Clio Press, Oxford, 159 p.

CONSTANTIN (F.), 1981.
"Minorités religieuses et luttes politiques dans l'espace ougandais", *Politique Africaine*, 1, 4, p. 60-89.

CONSTANTIN (F.), 1983.
Les communautés musulmanes d'Afrique orientale, CREPAO, Pau, 138 p.

COPANS (J.), 1991.
"Les structures sociales", *in* COULON (Ch.) & MARTIN (D-C), *Les Afriques politiques*, éditions la découverte, Paris, 1991, p. 140-154

COPANS (J.), 1992.
"Economies et sociétés contemporaines" *in* M'Bokolo (E.) *Afrique Noire, Histoire et Civilisations*, Hatier - AUPELF, Paris, 1992, p. 497-549.

COQUERY-VIDROVITCH (C.), 1985.
Afrique noire. Permanences et ruptures, Payot, Paris, 440 p.

COQUERY-VIDROVITCH (C.), 1991.
"The process of Urbanization in Africa (From the Origins to the beginning of the Independence)", *African Studies Review*, Vol.34, n°1 (avril 1991), p. 1-98.

COQUERY-VIDROVITCH (C.), 1993.
Histoire des villes d'Afrique Noire. Des origines à la colonisation., Albin Michel, Paris, 393 p.

CROUSSE (B.), LE BRIS (E.) & LE ROY (E.), (Etudes réunis et présentées par), 1986.
Espaces disputés en Afrique Noire. Pratiques foncières locales, Karthala, Paris, 426 p.

D

DAK (O.), 1968.
"A geographic analysis of the distribution of migrants in Uganda", *Occasional Paper n°11*, Makerere University, Department of Geography, p.

DELER (J.-P.), 1989.
"Quartiers populaires et structuration de l'espace urbain: un modèle latino-américain", *Pauvreté et développement dans les pays tropicaux, Hommage à Guy Lasserre*, CEGET, Bordeaux, pp. 475-486.

DODGE (C.P.) & WIEBE (P.D.), 1987.
Beyond Crisis. Development issues in Uganda, MISR/African Studies Association, Kampala, 158 p.

DUBRESSON (A.) & YAPI-DIAHOU (A.), 1988.
"L'Etat, «le bas», les cours : exclusion sociale et petite production immobilière à Abidjan", *Revue Tiers-Monde*, XXIX, n° 116, octobre-décembre 1988, p. 1083-1100.

DURAND-LASSERVE (A.), 1986.
L'exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde, L'Harmattan, Paris, 198 p.

E

Espaces, Populations, Sociétés, 1988
"L'urbanisation en Afrique", 1988-2, p. 167-304

F

FALLERS (L), (dir.), 1964.
The King's Men ; leadership ans status in Buganda on the eve of independance, Oxford University Press, Londres, 414 p.

FINLEY (S. E.), 1989.
"Les migrations féminines dans les villes africaines : une revue de leurs motivations et expériences" *in L'insertion urbaine des migrants en Afrique*, Actes du séminaire CRDI - ORSTOM - URD, Lomé 10 - 14 février 1987, Editions de l'ORSTOM, Paris, 1989, p. 55-70.

FRANQUEVILLE (A.), 1984.
Yaoundé. Construire une capitale, ORSTOM, Paris, 192 p.

G

GALLAIS (J.), 1982.
"Pôles d'Etats et frontières en Afrique contemporaine", *Cahiers d'Outre-Mer*, 35 (138), avril-juin 1982, p. 103-122

GERTZEL (C.), 1980.
"Uganda after Amin : the continuing search for leadership and control", *African Affairs*, 79, 317, p. 1012-156.

GIBBAL (J.-M.), LE BRIS (E.), MARIE (A.), OSMONT (A.), SALEM (G.), 1981.
"Position de l'enquête anthropologique en milieu urbain africain", *Cahiers d'Etudes Africaines*, (81-83), XXI, (1-3), p. 11-24.

GIMUI (K.), 1982.
"Spatial Inequalities and Population Redistribution with Reference to Uganda", *in* CLARKE (J.I.) & KOSINSLI (L.A.) (ed.), 1982, *Redistribution of Population in Africa*, Heinemann, Londres, p. 146-149.

GINGYERA-PINCYWA (A.G.G.), 1986.
"Soldiers and Society in Uganda", *Mawazo*, vol.6, n° 3, juin 1986, p. 61-74.

GODARD (X.) & TEURNIER (P.), 1992.
Les transports urbains en Afrique à l'heure de l'ajustement. Redéfinir le service public, Karthala-INRETS, Paris, 243 p.

GOULET (Père A.), 1948.
Sur les rives du Victoria, Librairie Missionnaire, Paris, 160 p.

GOUROU (P.), 1962.
"L'Uganda", *Revue Belge de Géographie*, fascicule 2, Bruxelles, p. 7-38.

GRATALOUP (Ch.), 1990.
"L'explorateur et le missionnaire", *L'Homme et la Société, Missions et démission des Sciences Sociales*, n° 95-96, XXIV^{e} année, 1990/1-2, L'Harmattan, Paris, p. 131-142.

GREEN (R.H.), 1981.
"Magendo in the political economy of Uganda: pathology, parallel system or dominant sub-mode of production?", *Discussion paper n°164*, IDS, University of Sussex, 66 p.

GTZ URBAN PLANNING ASSISTANCE, 1992.
Revision of Kampala structure plan, Ministry of Land, Housing and Urban Development/Department of Physical Planning, Kampala, 39 p.

GUGLER (J.), 1969.
"Urbanization in East Africa", *Society and Social Change in Eastern Africa*, Nkanga.publications, MISR, Kampala, p. 53-66.

GUGLER (J.), 1969
"Urbanization in East Africa", *in* HUTTON (J.) (dir.), *Urban Challenge in East Africa*, East African Publishing House, Nairobi, p. 1-26.

GUICHAOUA (A.) (éd.), 1986.
"L'Afrique des Grands Lacs", *Revue Tiers-Monde*, Tome XXVII, n°106, avril-juin 1986, p. 242-480

GUTKING (P. C. W.), 1963.
The Royal Capital of Buganda. A study of Internal Conflict and External Ambiguity, Mou on La Haye, 330 p.

H

HABITAT (Centre des Nations Unis pour les Etablissements Humains), 1987.
Global report on Human Settlements, Oxford University Press, Oxford, 229 p.

"Habitat sous-intégré",
Hérodote, n°19, 4e trimestre 1980, 258 p.

HAERINGER (Ph.) (dir.), 1983.
"Abidjan au coin de la rue. Eléments de la vie citadine dans la métropole ivoirienne", *Cahiers ORSTOM*, Série Sciences Humaines, XIX (4), p. 363-592.

HAERINGER (Ph.) (dir.), 1984.
De Caracas à Kinshasa, Bonnes feuilles de la recherche urbaine à l'ORSTOM (1978-1983), ORSTOM, Paris, 454 p.

HANSEN (H. B.), 1977.
Ethnicity and military rule in Uganda, Research Report n°43, The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 144 p.

HANSEN (H. B.), 1984.
Mission, Church and State in a colonial setting Uganda (1890-1925), Heinemann, Londres, 649 p.

HANSEN (H. B.), 1991.
"Pre-colonial immigrants and colonial servants. The Nubians in Uganda revisited", *African Affairs*, vol. 90, n° 361, oct. 1991, p. 559-580.

HANSEN (H. B.) & TWADDLE (M.) (dir.), 1988
Uganda Now : between decay and development, James Currey, Londres, 376 p.

HANSEN (H.B.) & TWADDLE (M.) (dir.), 1991
Changing Uganda, James Currey, Londres, 403 p.

HARLOW (V.) & CHILVER (E.M.) (éd.), 1965.
History of East Africa, Oxford University Press, Londres, 768 p.

HAUMONT (N.) et MARIE (A.) (ed.), 1987.
Pratiques et politiques urbaines dans les pays en voie de développement, 2 tomes, L'Harmattan, Paris, 342 et 326 p.

HILL (M.F.), 1949.
The Permanent way; the story of the Kenya and Uganda railway, vol. I, East Africa Literature Bureau, Nairobi, 591 p.

HIRST (M.), 1975.
"The Distribution of Migrants in Kampala, Uganda", *East African Geographical Review*, n° 13, juin 1975, p. 37-51.

HOOPER (E.), 1987.
"AIDS in Uganda", *African Affairs*, Vol. 86, n° 345, p. 469-477.

HORRUT (C.), 1971.
Les décolonisations est-africaines, Pédone, Paris, 231 p.

HORRUT (C.), 1967.
Frédéric Lugard et la pensée coloniale britannique de son temps, IEP/CEAN, Bordeaux, 83 p.

HUNTER (S. S.), 1991.
"The Impact of AIDS on Children in Sub-Saharan African Urban Centers", *African Urban Quarterly, Special issue on AIDS, STDs and Urbanization in Africa*, vol. 6, n° 1 & 2, janvier-mai 1991 (publication en septembre 1993), p. 108-128.

I

ILO, 1989.
Wages, incomes policies and Employement in Uganda, ILO, Addis Abeba, 253 p.

INGHAM (K.), 1958.
The making of modern Uganda, Allen and Unwin, Londres, 303 p.

INGRAMS (H.), 1960.
Uganda : a crisis in nationhood, HMSO, Londres, 365 p.

J

JAMAL (V.) et WEEKS (J.), 1988
"Comment les Ougandais ont fait front à la crise?", *Revue Internationale du Travail*, Genève, vol. 127, n° 6, p.765-791.

JAMAL (V.) & WEEKS (J.), 1988.
"Le resserrement de l'écart entre villes et campagnes en Afrique au sud du Sahara", *Revue Internationale du Travail*, vol. 127, 1988, n° 3, p. 305-329.

JOHNSTON (Sir H.H.), 1902.
The Uganda Protectorate, 2 vol., Hutchinson, Londres.

JORGENSEN (J.J.), 1981.
Uganda, a modern history, Croom Helm, Londres, 381 p.

K

KABERUKA (W.), 1990.
The Political Economy of Uganda 1890-1979. A case study of Colonialism and Underdevelopment, Vantage Press, New York/Los Angeles, 309 p.

KABWEGYERE (T.B.), 1974.
The politics of state formation, the nature and the effects of colonialism in Uganda, East African Literature Bureau, Nairobi, 276 p.

KAIJUKA (E. M.), KAAIJA (E. Z. A.), CROSS (A. R.), LOAIZA (E.), 1989.
Uganda Demographic and Health Survey 1988/1989, Ministry of Health, Demographic and Health Surveys, Institute for Resource Development/Macro Systems, Inc., Entebbe - Columbia, octobre 1989, 136 p.

Kampala. General Handbook, Fountain Publishers Ltd., Kampala, 1991, 64 p.

KAMUGISHA (E. B.), 1990.
Remuneration systems and their effects on Uganda's Civil Service, Dissertation in part-fulfilment of the degree of M.Sc. in Human Ressources Development, University of Manchester, 171 p.

KARUGIRE (S.R.), 1980.
A Political History of Uganda, Heinemann, Londres, 247 p.

KASFIR (N.), 1984.
"State, Magendo and Class Formation in Uganda", *in* KASFIR (N.) (ed.), *State and Class in Africa*, Frank Cass, Londres, 1984, p. 84-103

KAUZYA (J.M.), 1988.
The Problematic Bureaucracy and the Problems of Bureaucrats in Uganda, Dissertation submitted in accordance with the requirements of the university of Liverpool for the degree of Master of Public Adminstration, 66 p.

KAYIZZI-MUGERWA (S.) & BIGSTEN (A.),1992
"On structural adjustment in Uganda", *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XIII, n°1, 1992.

KENDALL (H.), 1955.
Town Planning in Uganda, A brief description of efforts made by the Government to control developement of urban areas from1915-1955, Crown Agents for Overseas Government and Administrations, Londres.

KIWANUKA (M.S.M.), 1973.
"Uganda under the British" *in* OGOT (B.A.) (éditeur), *Zamani*, East African Publishing House, Nairobi, p. 314-332

KOLSRUD (T.), BYANGIRE (M. A.), LANDBO (G.) et *al.*, 1989.
Social consequences of AIDS in Uganda. Report from a fact finding team, NORAD/ministry of Health, Oslo/Kampala, novembre 1989, 22 p.

KYEMBA (H.), 1977.
L'Etat sanguinaire sous le règne d'Amin Dada, Ottawa, Stanké, 284 p.

L

LAIDI (Z.), 1989.
Enquête sur la Banque Mondiale, Fayard, Paris, 358 p.

LANGLANDS (B. W.), 1974.
"Urban functions and urban forms in Uganda and their implications for planning policy", *in* SAFIER (M.) & LANGLANDS (B. W.) (dir.), *Perspectives on Urban Planning for Uganda*, , Occasionnal Paper n°10, Dep. of Geo, Makerere UNiversity, Kampala, 1974, p. 128-182.

LANGLANDS (B. W.), 1975.
Uganda in Maps, preliminary non edition, Makerere University, 7 vol.

LANGLANDS (B. W.), 1976.
"Geographical notes on land tenure in Uganda", *Occasional Paper n°55*, Department of Geography, Makerere University, 43 p.

LE BRIS (E.), LE ROY (E.) & LEIMDORFER (F.) (études réunies et présentées par), 1982.
Enjeux fonciers en Afrique Noire, ORSTOM-Karthala, Paris, 425 p.

LE BRIS (E.),
"Crise urbaine et effets urbains de la crise : le cas de l'Afrique Noire", *Espaces et sociétés*, n° 65, p. 61-81.

LEE-SMITH (D.) & STREN (R.E.), 1991.
"New perspectives on African urban management", *Environment and Urbanization*, vol. 3, n° 1, avril 1991, p. 23-36

LOCOH (Th.), "Structures familiales d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique", *in* QUESNEL (A.) & VIMARD (P.) (dir.), *Migration, changements sociaux et développement*, Troisièmes Journées Démographiques, Paris, 20-22 septembre 1988, Editions de l'ORSTOM, Paris 1991, p. 270-295.

LOW (D. A.), 1965.
"Uganda: the establishment of the Protectorat 1894-1919" *in* HARLOW (V.) & CHILVER (E.M.) (éditeurs), *History of East Africa*, Oxford University Press, Londres, p. 57-120

LOW (D. A.) & PRATT (R.C.), 1960.
Buganda and British overrule (1900-1955), Oxford University Press, Londres,

LOW (D. A.), 1971.
The mind of Buganda ; Documents of the Modern History of an African Kingdom, Heinemann, Londres, 234 p.

LOW (D. A.), 1971.
Buganda in Modern History, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 265 p.

LOXLEY (J.), 1988.
"The IMF, the World Bank and Reconstruction in Uganda", *in* CAMBELL (B.K.) & LOXLEY (J.) (ed.), *Structural Adjustment in Africa*, Macmillan, Londres, p.67-91.

LUKWAGO (I.K.K.), 1982.
The Politics of National Integration in Uganda, Coign Publications, Nairobi, 100 p.

LUGARD (F.D.), 1893.
The Rise of Our East-African Empire, Blackwood and Sons, Londres, 2 vol.

LUIG (U.), 1969.
"Preliminary Observations of Kinship, Friendship and Voluntary Associations among the Kiga at Mulago", *in University of East Africa, Social Sciences Council Conference 1968/69*, Sociology Papers, vol. 1, MISR, Kampala, p. 232-243.

M

MABOGUNJE (A.L.), 1990.
"Urban Planning and the Post-colonial State in Africa: a Research Overview", *African Studies Review*, vol. 33, n° 2 (sept.1990), p. 121-203.

MAC AUSLAN (P.), 1986.
Les mal logés du tiers-monde, L'Harmattan, Paris, 167 p.

MACHYO CHANGO, 1985.
"The World Bank, IFM and deepening misery in Uganda", *Mawazo*, 6, 1, p.

MAMDANI (M.), 1976.
Politics and class formation in Uganda, Heinemann, Londres, 339 p.

MAMDANI (M.), 1983.
Imperialism and Fascism in Uganda, Heinemann, Nairobi, 115 p.

MAMDANI (M.), 1988.
"Uganda in transition: Two Years of the NRA/NRM", *Third World Quaterly*, Vol.10, n°1, p. 1155-1181.

MANDEVILLE (E.) 1979.
"Poverty, Work and the Financing of Single Women in Kampala", *Africa*, 49, 1, 1979, p. 42-52.

MANGAT (J. S.), 1969.
A history of the Asians in East Africa (1886-1945), Clarendon Press, Oxford, 216 p.

MANOU-SAVINA (A.), 1989.
"Eléments pour une histoire de la cour commune en milieu africain : réflexion sur le cas ivoirien", *in Tropiques, Lieux et liens*, ORSTOM, Paris, p. 310-317.

MARGUERAT (Y.), 1989.
"Dynamique sociale et dynamique spatiale d'une capitale africaine : Lomé", *in Tropiques. Lieux et liens*, ORSTOM, Paris, p. 341-350

MARTIN (D.), 1978.
General Amin, Sphere book, édition révisée, 318 p.

MASSIAH (G.) & TRIBILLON (J.F.), 1988.
Villes en développement. Essai sur les politiques urbaines dans le tiers-monde, Editions La Découverte, Paris, 320 p.

MAXIMY (R. de), 1984.
Kinshasa, ville en suspens. Dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme. Approche socio-politique, ORSTOM, Paris, 476 p.

MAXWELL (D.) & ZZIWA (S.), 1992.
Urban Farming in Africa. The case of Kampala, Uganda., African Centre for Technology Studies, Nairobi, 74 p.

MAY (E.), 1947.
Report on the Kampala Extension Scheme Kololo-Naguru, Government Printer, Nairobi.

MAZRUI (A.), 1975.
Soldiers and Kinsmen in Uganda : the Making of a Military Ethnocracy, Sage, Beverley Hills, 325 p.

MEDARD (J-F), 1986.
"La création d'un ordre politique en Ouganda", *Travaux et Documents du CREDU*, n°1, octobre 1986, 41 p.

MIDDLETON (J.) & TAIT (D.) (éd.), 1958.
Tribes without Rulers, Routledge and Kegan Paul, Londres, 234 p.

MIRAMS, (A. E.), 1930.
Kampala : Report on the Town Planning and Development, Government Printer, Entebbe, 2 vol.

MITTELMAN (J.H.), 1975
Ideology and Politics in Uganda from Obote to Amin, Cornell University Press, Ithaca, 302 p.

MITULLAH, (W.), 1991.
"Hawking as a survival strategy for the poor in Nairobi : the case of women", *Environment and Urbanization*, vol. 3, n° 2, oct. 1991, p. 13-22.

MOOREHEAD (A.), 1973.
The White Nile, Penguin Books, Londres, 320 p.

MUGABI (E. A.), 1988.
The development of towns in Uganda 1970-1980. Political change, the decline of a nation's capital and the spread of small towns. Barlett school of architecture and planning, University college London, 48 p.

MUKUNYA (C.H.), 1992.
"The use of local resources in building sector - labour intensive technology", article présenté au séminaire "Employement Generation in Urban Works Programmes", Nairobi, 6-12 avril 1992, 14 p.

MUKWAYA (A.B.), 1953.
Land tenure in Buganda. Present Day Tendencies, Eagle press, Kampala, 79 p.

MUTESA (Sir E.), 1967.
The Desecration of my Kingdom, Constable, Londres, 194 p.

MUTIBWA (Ph.), 1992.
Uganda since Independence. A Story of Unfulfilled Hopes. Fountain Publishers ltd., Kampala, 209 p.

MWOROHA (E.), 1991.
"L'Etat monarchique et son emprise sur la société des Grands Lacs au XIX^{e} siècle", *in* Département d'histoire de l'université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est (XIX^{e}-XX^{e} siècle)*, Paris, Karthala, 1991, p. 37-58.

N

NABUGUZI (E.), 1992.
Le magendo, l'Etat et la société en Ouganda. Thèse de doctorat de sociologie de l'E.H.E.S.S. de Paris sous la direction de Monsieur le Professeur Jean Copans, Octobre 1992, 442 p.

NICQ (Abbé), 1922.
Le Père Siméon Lourdel et les premières années de la mission de l'Ouganda, Alger, Maison-Mère des missionnaires d'Afrique, 546 p.

NSIBAMBI (A.R.), 1982.
Integrating Buganda into Uganda (1962-1971), Ph. D. Thesis in the University of Nairobi, 520 p.

O

OBBO (Ch.), 1982.
African Women. Their Struggle for Economic Independence, Zed Press, Londres, 166 p.

O'CONNOR (A. M.), 1965.
Railways and development in Uganda, Oxford University Press, Nairobi, 153 p.

O'CONNOR (A. M.), 1983.
The African City, Hutchinson University Library for Africa, Londres, 359 p.

OGOT (B.A.) (éditeur), 1973.
Zamani, East African Publishing House, Nairobi, 404 p.

OLOYA (J.J.) & POLEMAN (T.T.), ?
The food supply of Kampala; a study in the marketing of basic food-stuffs in an african metropolitan area, MISR, Kampala, 58 p.

OMARA-OTUNNU (A.), 1987.
Politics and the military in Uganda (1890-1985), Mac Millan, Oxford, 218 p.

ONU, Commissioner of Technical Assistance, Report TAO/ Uganda/ 1,
Recommandations for Urban Developement in Kampala and Mengo., 1965.

OSMONT (A.), 1985.
"La Banque Mondiale et les politiques urbaines nationales", *Politique Africaine*, n°17, p. 58-73.

P

PAIN (D.), 1975.
"The Nubians : their perceived stratification system and its relevance to the Asianissue" in TWADDLE (M.) (dir.), *Expulsion of a minority*, Commonwealth Papers n°18, Athlone Press, Londres, p. 177-192.

PAIN (M.), 1984.
Kinshasa, la ville et la cité. ORSTOM, Paris, 267 p.

PARKIN (D. J.), 1969.
Neighbours and Nationals in an African City Ward, Routledge & Kegan Paul, Londres, 222 p.

PAUL-LEVY (F.) & SEGAUD (M.), 1983.
Anthropologie de l'espace, Centre de Création industrielle, Centre Georges Pompidou, Paris, 345 p.

PIERMAY (J.-L.), 1986.
"Le détournement d'espace. Corruption et stratégies de détournement dans les pratiques foncières en Afrique centrale", *Politique Africaine*, n° 21, p. 22-36.

PIERMAY (J.-L.), 1989.
La production de l'espace urbain en Afrique centrale, Thèse de doctorat d'Etat sous la direction de monsieur le Professeur Paul Pélissier, Université de Paris X-Nanterre, 691 p.

POATY (J.-P.), 1988.
"La survie en milieu urbain", *Politique Africaine*, n° 31, p. 30-38.

POSNANSKY (M.), 1963.
"Towards an Historical Geography of Uganda", *East African Geographical Review*, Nairobi, p. 7-20

PRATT (R.C.), 1965.
"Administration and politics in Uganda" *in* HARLOW (V.) & CHILVER (E.M.) (éditeurs), *History of East Africa*, Oxford University Press, Londres, p. 476-541

PRUNIER (G.), 1982.
"Structures ethniques et système politique en Ouganda" *in Cultures et développement*, Louvain, Vol XIV, 2-3, p. 365-391

PRUNIER (G.), 1983.
"Le Magendo", *Politique Africaine*, n° 9, 1983, p. 53-62

PRUNIER (G.), 1985.
"Gestion économique et société en crise: l'Ouganda depuis la chute du Maréchal Idi Amin Dada.", *Afrique Contemporaine*, 134, avril-mai-juin 1985, p. 26-34.

PRUNIER (G.), 1986.
"L'Ouganda : une économie malade de la politique" *in* "L'Afrique des Grands Lacs", *Revue Tiers-Monde*, Tome XXVII, n°106, avril-juin 1986, p. 319-330

PRUNIER (G.), 1987.
"L'espace ougandais : esquisse d'écologie politique", *Hérodote*, n°46, 4e trim. 1987, p. 68-82.

PRUNIER (G.), 1989.
"Evolution des critères de définition ethnique en Ouganda", *in* CHRETIEN (J.-P.) & PRUNIER (G.), *Les ethnies ont une histoire*, Karthala, Paris, p. 201-211

PRUNIER (G.), 1990.
L'Ouganda et la question indienne (1896-1972), Editions Recherche sur les Civilisations, Paris, 256 p.

PRUNIER (G.), 1991.
"Le «magendo» en Ouganda (1972-1989)" *in* Département d'histoire de l'Université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'est*, Karthala, Paris, p. 319-334.

PRUNIER (G.), 1992.
"L'Egypte et le Soudan (1820-1885) : Empire tardif ou protocolonialisation en Afrique orientale?", *Hérodote*, n° 65-66, juillet-septembre 1992, p. 169-190.

PRUNIER (G.), 1992.
"L'Ouganda et le Front Patriotique Rwandais", *in* URA CNRS n°363, Groupe de recherche sur les sociétés africaines, *Enjeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des Grands Lacs*, Faculté des sciences économiques et sociales, Université des sciences et technologies de Lille, p. 43-50

R

RAISON (J.-P.), 1974.
L'Afrique des Hautes-Terres, Armand Colin, Paris, 227 p.

RAISON (J.-P.), 1986.
"De la prééminence de l'usage du sol à l'émergence d'une question foncière", *in* VERDIER (R.) & ROCHEGUDE (A.) (Textes réunis et présentés par), *Systèmes*

fonciers à la ville et au village. Afrique noire francophone, L'Harmattan, Paris, p. 27-51.

RAMCHANDANI (R.R.), 1976.
Uganda Asians. The end of an Enterprise, United Asia Publications, Bombay, 318 p.

RICHARDS (A.I.), 1954.
Economic Development and Tribal Change, Heffers, Cambridge, 301 p.

ROBINSON (R.) & GALLAGHER (J.), 1961.
Africa and the Victorians; The Official Mind of Imperialism, Mac Millan, Londres, 491 p.

ROCHEFORT (M.), 1988.
"Les agents de la production immobilière", *Revue Tiers-Monde*, n° 116, p. 1045-1054.

ROSCOE (J.), 1911.
The Baganda, Their Customs and Beliefs, Macmillan, Londres, 547 p.

ROSCOE (J), 1921.
Twenty-Five Years in East Africa, Cambridge University Press, Cambridge, 468 p.

ROWE (J.A.), 1969.
"Lugard at Kampala", *in University of East Africa, Social sciences council conference, 1968/69, History Papers*, MISR, p. 167-1990.

RUPESINGHE (K.) (dir.), 1989,
Conflict Resolution in Uganda, James Currey/International Peace Research Institute, Londres/Oslo, 308 p.

RUSSEL (A. H.), 1958.
"L'aménagement des zones d'habitations à bon marché dans l'Ouganda", *in Conférence interafricaine sur le logement et l'urbanisation*, 15 p.

S

SAINT-VIL (J.), 1987.
"La revente au détail de l'eau à Abidjan", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 40 (158), avril-juin 1987, p. 149-172.

SALVADORI (C.), 1983.
Through Open Doors. A view of Asian Cultures in Kenya, Kenway Publications, Nairobi, 388 p.

SCHILTER (Ch.), 1991.
L'agriculture urbaine à Lomé, IUED-Karthala, Paris, 334 p.

SIMPSON (W.), 1915.
Report on sanitary Matters in the East African Protectorate, Uganda and Zanzibar,

SINGARAVELOU (Dir.), (1989).
Pauvreté et développement dans les pays tropicaux, Hommage à Guy Lasserre, CEGET, Bordeaux, 585 p.

SMITH (G.I.), 1980.
Ghosts of Kampala : the rise and fall of Idi Amin, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 198 p.

SOFER (C. & R.), 1955.
Jinja transformed : A social survey of a multi-racial township, East African Institute of Social Research, Kampala, 120 p.

SOUTHALL (A. W.) & GUTKING (P. C. W.), 1956.
Townsmen in the making, East african studies n°8, East African Institute of Social Research, Kampala, 248 p.

SPEKE (J. H.), 1864, Réédition 1969.
Journal of the discovery of the source of the Nile, Harper and Bo, New York, 590 p. réédité 1969, Dutton, 481 p.

STATISTICHES BUNDESAMT/ EUROSTAT, 1992.
Uganda 1991, country profile, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, 192 p.

STOUTJESDIJK (E.J.), 1967.
Uganda's Manufacturing sector, East African Studies n°28, East African Publishing House, Nairobi, 101 p.

STREN (R. E.) & WHITE (R. R.), 1989.
African Cities in Crisis. Managing Rapid Urban Growth, Westview Press, Boulder, 335 p.

STREN (R. E.), 1991.
"Old wine in new bottles? An overview of Africa's urban problems and the urban management approach to dealing with them", *Environment and Urbanization*, vol.3, n°1, avril 1991, p. 9-22

SWINERTON (E.N.), KNEPPER (W.G.) & LACKEY (G.L.), 1975.
Ugandan Asians in Great Britain, Cromm Helm, Londres, 122 p.

T

TANDON (Y.), 1987.
"Elements of Continuity and Change between Obote and Museveni", *Ufahamu*, vol.XV, n°3, hiver 1986/87, p.79-98.

TEMPLE (P.H.), 1964.
"Nakasero Market, Kampala", *Uganda Journal*, vol.28, n°2, p.165-178.

THE UGANDA JOURNAL, 1956.
"Buganda number", *The Uganda Journal*, vol. 20, n° 1, mars 1956, p. 1-100.

THOMAS (H. B.) & SCOTT (R.), 1935.
Uganda, Oxford University Press, Londres, 559 p.

TRIBE (M.), 1968.
"Patterns of Urban Housing Demand in Uganda", *East African Economic Review*, n° 4, p.35-50.

TWADDLE (M.) (dir.), 1975.
Expulsion of a minority, Commonwealth Papers n° 18, Athlone Press, Londres, 240 p.

U

UGANDA GOVERNMENT, MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1966.
1966 Statistical Abstract, Government Printer, Entebbe, 108 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING, 1989.(1)
Background to the budget 1989-1990, Government Printer, Entebbe, 188 p.

UGANDA (The Republic of)/ MINISTRY OF FINANCE & CHARTERED INSTITUTE OF BANKERS, 1989.
"A critical look at Uganda's Economy under the National Resistance Movement (NRM) government", Papers presented at the Uganda government seminar on the economy since 1986, Kampala, Uganda International Conference Centre, 12-17 décembre 1989, 255 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1990 (1)
Technical feasability study for serviced residential land. Final Report, Kampala, Landlan group, ?.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING, 1990.(2)
Background to the budget 1990-1991, Government Printer. Entebbe, 212 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING, 1990.(3).
Statistical Bulletin n°CPI/1. Consumer Price Index Kampala. Statistics Department, Entebbe, 17 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING, 1990 (4).
Statistical Bulletin n°GDP/2 Gross Domestic Product Uganda, Statistics Department, Entebbe, 10 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991 (1).
Statistical Bulletin n°IP/7. Index of the Industrial Production, Statistics Department, Entebbe, 10 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991 (1).
Report on the Uganda National Household Budget Survey (1989-1990) Statistics Department, Entebbe, 64 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991 (2).
Key Economic indicators, 4th issue: January 1991, Statistics Department, Entebbe, 22 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991 (3).
Key Economic indicators, 5th issue: April 1991, Statistics Department, Entebbe, 26 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991 (4).
Key Economic indicators, 6th issue: July 1991, Statistics Department, Entebbe, 26 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991 (5).
Provisional results of the 1991 Population and Housing Census, Statistics Department, Entebbe, 14 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1992 (1).
Statistical Bulletin n°CPI/2. Consumer Price Index Kampala. Statistics Department, Entebbe, 10 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING, 1992 (2).
Background to the Budget 1992-1993. Government Printer, Entebbe, 216 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1992 (3).
Statistical Bulletin n°IP/13. Index of the Industrial Production, Statistics Department, Entebbe, 10 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING, 1992 (4).
The Way Forward I Macroeconomic Strategy (1990-1995), The New Vision, Kampala, 40 p.

UGANDA (The Republic of), 1992 (5)
Rehabilitation and Development Plan 1991/92-1994/95, 2 vol., Ministry of finance and economic planning, 86 p. & 640 p.

UGANDA (The republic of)/ MINISTRY OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, 1991 (6).
The 1991 Population and Housing Census, Kampala district, miméo, octobre 1992, 80 p.

UGANDA (The Republic of)/MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING, 1993 (1).
Key Economic Indicators, 13th issue: April 1993, Statistics Department, Entebbe, 30 p.

UNDP, 1993.
Rapport mondial sur le développement humain, Economica, Paris, 255 p.

UNITED NATIONS PHYSICAL PLANNING MISSION, 1969
Report on Survey of Present Land Uses and Master Plan Programme for Kampala, Kampala, janvier 1969, 54 p.

UNIVERSITY OF EAST AFRICA - SOCIAL SCIENCES COUNCIL CONFERENCE, 1969.
Geography Papers, MISR, Kampala, 228 p.

V

VENNETIER (P.) (Dir.), 1989.
La péri-urbanisation dans les pays tropicaux, CEGET, Bordeaux, 385 p.

VENNETIER (P.) (Dir.), 1991.
Urbanisation et développement dans les pays tropicaux, CEGET, Bordeaux, 198 p.

VERDIER (R.) & ROCHEGUDE (A.) (Textes réunis et présentés par), 1986.
Systèmes fonciers à la ville et au village, L'Harmattan, Paris, 296 p.

"Villes africaines au microscope", *Cahiers d'Etudes Africaines*, numéro spécial, XXI, 81-83, 1981, 454 p.

"Villes éclatées",
Hérodote, n° 17, 1er trimestre 1980, 159 p.

"Villes en guerre"
Autrement, n° 83, octobre 1986, 190 p.

VILLIEN (F.), 1985.
"Habitat et habitations dans les quartiers populaires de Bangui", *Cahiers d'Outre-Mer*, 38 (151), juil.-sept. 1985, p. 235-262.

VORLAUFER (K.), 1967.
Physiognomie, Struktur und Funktion Gross-Kampala: Ein Beitrag zur Stadtgeographie Tropisch-Afrikas. 2 vol., Frankfurt : Seminar für Wirtschaftsgeographie des Johann Wolfgang Goethe-Universität.

W

WAIRA (J.R.M.), MUJUNGA (N.K.) & KIIZA (J.M.R.),
Identification of an ecological malaria control project in Kampala city, City Council of Kampala, 36 p.

WATSON (C.), 1991.
Exile from Rwanda : background to an invasion, Washington US committee for the Refugees, 98 p.

WEST (H.W.), 1972.
Land policy in Buganda, Cambridge University Press, Londres, 244 p.

Who'sWho in Uganda 1988-89, Fountain Publishers Ltd., Kampala, 156 p.

WORLD BANK, 1990 (1).

Draft Upraisal Report, Uganda First Urban Project, Infrastructure Operations Division, Eastern Africa Department, Kampala, 38 p.+ annexes.

WORLD BANK, 1991.
Project completion report, Water supply and sanitation rehabilitation project (credit 1510-UG), Infrastructure Operations Division, Eastern Africa Department, Africa Regional Office, 26 juin 1991, 37 p.

WRIGLEY (C.C.), 1959.
Crops and wealth in Uganda, East African Institute of Social research, Kampala, 84 p.

X

Y

Z

ZWANENBERG (R.M.A), 1975.
An Economic History of Kenya and Uganda, 1800-1970, Mac Millan Press, Londres, 326 p.

Liste des cartes et figures.

Les districts ougandais en 1993.	15
Coupe topographique des collines de Kampala.	18
Kampala : le site.	20
Kampala : une situation hydrographique singulière.	21
Le *kibuga* selon Roscoe et d'après Appolo Kagwa.	25
"Plan de la capitale de L'Uganda".	32
La localisation des différents types de terre à Kampala avant l'abolition de la royauté.	40
Kampala en 1893 : les prémisses de la ségrégation et du zoning.	42
Le plan d'aménagement de 1919.	45
Le lotissement de Nsambya.	54
Le lotissement de Nakawa : entre encasernement et cité jardin.	55
Le lotissement de Naguru.	56
Le lotissement de Kiswa.	57
Les principaux drains de Kampala : une géographie entièrement héritée.	63
La tenure foncière à Kampala après l'abolition de la royauté.	69
L'extension progressive du périmètre administratif urbain : de la dualité municipale au système unique	70
Géographie de l'insécurité et de la circulation en Ouganda en 1990.	100
La géographie inégale de la réhabilitation routière en Ouganda.	101
Les conséquences spatiales du retour des Indiens à Kampala : la constitution d'une couronne d'activités intermédiaire et péri-centrale.	121
La croissance de la population kampalaise : une tendance continue à la hausse.	134
Les lieux de naissance des Kampalais.	147
Les densités démographiques par district en 1991.	148
La stabilité relative du bassin migratoire kampalais.	151
La géographie ethnique ougandaise.	155
Pyramides des âges comparées de Kampala en 1969 et en 1991 et de celle de l'Ouganda en 1991.	160
La tache urbaine en 1973.	169
La tache urbaine en 1990.	170
Coupe du paysage rural baganda.	171
Desserte et progression du bâti dans les quartiers périphériques : l'exemple de la colline de Masanafu.	172
La construction à Kampala en février 1990.	176
Localisation des permis de construire accordés par la municipalité à la fin de l'année 1991.	178
La densification linéaire périurbaine : l'exemple du versant sud-est de la colline de Kulambiro en 1990 (A) et en 1973 (B).	180
Le passage de la situation périurbaine à une situation urbaine périphérique : l'exemple du versant nord de la colline de Kanyanya en 1990 (I), 1983 (II) et 1973 (III).	181
La densification intra-urbaine : l'exemple de la colline de Kyebando en 1990 (A) et en 1973 (B).	182
Le processus de bourrage interne : l'exemple de la route d'Entebbe en 1973 (I) et en 1990 (II).	183

Densification d'un quartier aisé - Tank hill - entre 1973 (I) et 1990 (II) : la traduction spatiale d'un processus d'embourgeoisement.	183
La répartition de la population kampalaise en 1969.	186
La répartition de la population kampalaise en 1991.	187
La géographie de l'augmentation démographique des quartiers kampalais entre 1969 et 1991.	188
Les contrastes de densité de peuplement en 1991	190
La part des moins de 15 ans dans la population des quartiers kampalais en 1969.	193
La part des moins de 15 ans dans la population des quartiers kampalais en 1991.	194
Les variations intra-urbaines du taux de masculinité en 1991	195
Les variations intra-urbaines de la taille moyenne des ménages en 1991.	197
Variation intra-urbaine de la part des ménages résidant dans un *muzigo*	215
Variation intra-urbaine de la part des ménages résidant dans un *boys' quarter.*	216
Variation intra-urbaine de la part des ménages résidant dans une maison individuelle détachée ou mitoyenne	217
Variation intra-urbaine de la part des ménages résidant dans un appartement	218
Typologie de la structure résidentielle des paroisses de Kampala.	221
Part des ménages reliés au tout-à-l'égout : une centralité	223
Part des ménages partageant leurs latrines avec d'autres ménages : une couronne péricentrale.	225
Part des ménages disposant de latrines personnelles : une périphérie éclatée.	226
La répartition spatiale inégalitaire des ménages cuisinant électriquement.	228
Différenciations intra-urbaines de la part des ménages connectés au réseau électrique par paroisse	229
Inégalité spatiale de l'approvisionnement en eau au robinet en 1991	232
Inégalité de la durée quotidienne de l'écoulement de l'eau aux robinets.	233
Part des ménages ayant recours au milieu naturel pour leur approvisionnement en eau	234
L'utilisation du sol kampalais.	237
La composition urbaine de Kampala.	238
Organigramme du Kampala City Council.	253
La localisation des bacs à ordures : la dichotomie centre - périphérie produite par la municipalité en 1991	264
Les équipements de santé à Kampala : le poids du centre ville.	269
Relative régularité du semis scolaire primaire et concentration centrale du semis secondaire.	270
L'extrême régularité du semis des équipements religieux : l'appartenance religieuse au centre de l'identité et de la sociabilité urbaines.	275
Les systèmes d'assainissement : la périphérie ignorée au présent comme au futur.	288
Représentation schématique de la mobilité résidentielle kampalaise	303
Variations du prix du sol à vocation résidentielle à Kampala	316
La catena urbaine et ses évolutions actuelles.	322
Une exploitation agricole baganda telle qu'il s'en rencontre encore quelques unes à Kampala.	327
La localisation des activités commerciales à Kampala : pôles périphériques et centre hégémonique.	334
Plan schématique du marché de Nakulabye	337

Le marché d'Owino et son environnement	338
Le marché de gros du poisson à Katwe	342
Schéma du pôle périphérique de Kansanga	348
Présentation schématique du centre de Kampala	350
Les lieux de travail des habitants des quartiers de Kanyanya (A), Munyonyo (B), Kyebando (C), Blue Room (D).	352
Les lieux de travail des habitants des quartiers de Nakawa (A), Nakasero (B), Naguru (C), Kialiwajjala (D)	353
Les lieux de travail des habitants des quartiers de Lugala (A), Makerere (B), Kivulu (C), Kibuye (D).	354
Les lignes de taxis collectifs kampalais.	359

Liste des tableaux.

Evolution approximative de la valeur du dollar au marché noir, puis sur le «marché libre» entre juin 1988 et 1993.	14
Le logement public en 1967 à Kampala.	58
Structure des catégories foncières dans les différentes zones de Kampala en 1972 en valeur absolue (en hectares).	67
Structure des catégories foncières dans les différentes zones de Kampala en 1972 en valeur relative (en %).	68
Déclin de la production des cultures de rente entre 1971 et 1979	79
Déclin de la production industrielle entre 1971 et 1979.	79
Evolution du salaire minimum nominal et de l'index de son pouvoir d'achat	81
Evolution de l'index salarial aux différents échelons de la fonction publique ougandaise entre 1975 et 1988	81
Répartition des dépenses de fonctionnement (A) et d'investissement (B) de l'Etat ougandais par ministère entre 1989 et 1991.	95
Augmentation de l'aide officielle à l'Ouganda entre 1986 et 1988/89 selon différentes sources.	96
Les débours de l'aide publique internationale par type d'aide et en fonction du secteur d'investissement en 1988.	97
Les principaux projets de développement.	98
Répartition sectorielle des projets approuvés par la *Uganda Investment Authority*.	106
La primatialité kampalaise mesurée à l'aune de la fonction publique	107
Le prix comparé (en shillings) des loyers à Kampala selon la filière : la subvention aux allocataires du DAPCB	111
Synthèse statistique du processus de repossession et de compensation à la fin octobre 1992	116
Les demandes de repossession au 12 novembre 1992	117
La croissance de la population de Kampala	132
Taux de croissance urbaine ougandais entre 1959 et 1991.	133
Taux d'urbanisation ougandais aux dates des recensements.	133
Le rythme de la croissance démographique kampalaise depuis la Seconde guerre mondiale.	134
Indice synthétique de fécondité selon le lieu et la région de résidence.	137
Age à la première naissance par tranche d'âge des femmes âgées de 20 à 49 ans, selon la zone et le lieu de résidence.	137
Célibat, nuptialité, veuvage et divorce des hommes et des femmes de plus de 10 ans à Kampala en 1991.	138
Situation matrimoniale des femmes ougandaises.	138-139
Part des femmes célibataires, mariées, veuves, divorcée.	139
Age médian à la première union parmi les femmes de Kampala et de la région centrale âgées de 20 à 49 ans selon leur âge et selon leur lieu de résidence.	139
Part des femmes mariées dans le cadre d'un mariage polygame.	140
Durée moyenne en mois de l'allaitement et de l'abstinence post-partum.	142
Part des femmes de 15 à 49 ans qui connaissent au moins une méthode contraceptive "moderne" et savent où se la procurer.	142
Part des femmes de 15 à 49 ans ayant recours au planning familial selon la zone et le lieu de résidence.	142

Part des femmes mariées souhaitant plus avoir d'enfant en fonction du nombre d'enfant vivant qu'elles ont et de la zone ou du lieu de résidence.	143
Le nombre d'enfant idéal par femme selon leur âge.	143
Répartition de la population féminine de Kampala et de la région centrale par niveau d'éducation scolaire.	143
Mortalité infantile et mortalité juvénile.	144
Urbains et migrants à Kampala en fonction de l'âge en 1991.	146
Le bassin migratoire national de Kampala en 1969 comparé à celui de 1991.	150
La configuration ethnique kampalaise de 1991 comparée à celle de l'Ouganda.	153
Evolution de configuration ethnique de Kampala entre 1959 et en 1991.	154
Part des migrants et sex-ratio par ethnie en fonction du lieu de naissance dans la population kampalaise en 1991.	156
Structure démographique comparée des Ougandais et des étrangers.	157
Sex-ratio comparé des Ougandais et des non Ougandais.	157
Part des différentes nationalités parmi les étrangers.	159
Répartition relative de la population par tranche d'âge de l'Ouganda, des villes de la région centrale et de Kampala.	159
Taux de masculinité par tranche d'âge en 1990 - 1991	159
.Pyramides des âges (effectif par tranche d'âge) de Kampala en 1991	160
Structure démographique de Kampala en 1969.	161
Répartition de la population des villes de la région centrale en fonction de leur activité.	162
Répartition de la population active des villes et des zones rurales de la région centrale en fonction des secteurs de l'activité principale.	163
Nature des emplois occupés par les Kampalais de plus de 10 ans.	164
Proportion des chefs de ménages kampalais employés dans les différents secteurs économiques en fonction de leur statut.	165
Structures comparées des revenus de Kampala et de son environnement rural d'après le montant des dépenses monétaires mensuelles déclarées par ménage.	166
Structures comparées des budgets kampalais, ruraux baganda et occidentaux.	166
Espace bâti et espace non bâti à Kampala en 1990.	167
Population logée en fonction de l'âge du logement.	173
Structure de la population par *sub-county* en 1991.	192
Structure de la population des 10 îlots enquêtés (%).	192
Taille moyenne des ménages dans les différents quartiers de Kampala.	196
La taille moyenne des ménages dans sept quartiers.	198
Part des différents types de ménage pour chaque îlot (%).	199
Sexe des chefs de ménage selon les quartiers.	199
Les migrants dans la population des ilôts enquêtés.	200
La structure ethnique simplifiée des quartiers enquêtés.	201
La structure socio-professionnelle de la ville privée.	203
La structure socio-professionnelle de la ville publique.	204
Evolution de la composition ethnique de Nakawa entre 1969 et 1992.	205
L'opposition locataires-propriétaires.	208
Ménages et population par type de matériaux utilisés pour le mur du logement.	211
Ménages et population par type de matériel utilisé pour le toit.	211
Ménages et population par type de sol du logement .	212
Répartition des logements par type de toit et type de mur.	212
Ménages et population par type de logement selon le nombre de pièces	213
Le manque de place disponible.	213

Ménages et population par type de logement	214
Types de toilettes utilisées	222
Types de salle d'eau utilisée	224
Types de cuisine utilisée	227
Sources d'approvisionnement en eau des ménages	230
Evolution des modes d'approvisionnement en eau des habitants de Kisenyi entre 1964 et 1988.	230
Parts respectives de l'approvisionnement en eau des ménages par le réseau et par les sources pour les cinq divisions de Kampala.	230
Utilisation du sol par rapport à la superficie municipale en 1990	236
La répartition des ménages kampalais en fonction du montant de leur dépenses mensuelles en 1989 - 1990 (en milliers de shillings).	242
La répartition des Kampalais en fonction du montant de leurs dépenses mensuelles individuelles en 1989 - 1990 (en milliers de shillings)	242
Différenciations de la structure du revenu des Kampalais	244
Structure comparée de la consommation des groupes sociaux kampalais définis par le montant de leur dépenses mensuelles	245
Comparaison des structures de consommation des différents groupes de revenus.	246
Comparaison de la consommation alimentaire des groupes de revenus.	246
Part des allocations gouvernementales aux autorités locales dans le budget central.	251
Le déficit des services de la municipalité en ressources humaines	254
S ructure du revenu de la municipalité de Kampala en 1990/1991.	256
La · lot:e du KCC chargée de la collecte des ordures.	260
Disponibilité des différents camions et tracteurs du service de ramassage des ordures du KCC pour 1988 et 1989.	262
Estimation du volume d'ordures collecté par le KCC en 1990.	263
L'inégalité du centre et de la périphérie en matière d'évacuation municipale des ordures.	265
Méthodes alternatives d'élimination des ordures à Namuwongo.	266
Le nombre, la part et la tarification des différents types de connections au réseau d'adduction d'eau.	281
Objectifs concrets de projet *Low cost sanitation*	289
Estimations des coûts des différentes composantes du *First Urban Project* (en millions de $US).	292
Devis de la construction d'Innocent Kahima à Kyebando	323-324
Devis schématiques de cinq types de maisons différents.	324
Accroissement du nombre des marchés à Kampala	333
Part des différentes sources d'approvisionnement des commerces alimentaires de détail des marchés de Namuwongo I et II.	339
La prédominance de la fonction de reproduction dans les marchés kampalais à partir du nombre et du type d'étals	345
Les marchés comme lieux de sociabilité : importance des gargotes sur les marchés de Kampala	346
Intensité horaire moyenne du trafic routier sur cinq des axes les plus importants desservant le centre ville	362
Volume de passagers transportés sur cinq des axes les plus importants desservant le centre ville selon le mode transport utilisé.	363

Table des matières.

Remerciements 3
Introduction 6
Fiche signalétique de l'Ouganda 12

Première partie.
L'histoire politique produit un espace spécifique et attractif ... 16

Chapitre I. La création de Mengo. 16
Section 1. Une centralité pré-coloniale. 16
Section 2. Une symbolique conflictuelle autour du *kibuga*. 28

Chapitre II. L'élaboration d'une capitale duelle (1890-1966). 34
Section 1. Les fondements politiques et fonciers d'un paysage duel. 34
Section 2. L'urbanisme officiel. 41
Section 3. Les opérations publiques d'habitat. 50
Section 4. "Un petit village qui résiste encore et toujours à l'envahisseur". 60

Chapitre III. La négation des particularismes et la violence provoquent le déclin urbain (1966-1986). 65
Section 1. La tentative de construction nationale par la négation des singularités infra-nationales. 65
Section 2. La violence, le recours aux armes et les larmes. 75
Section 3. Une économie, une société et une ville durement frappées. 79

Chapitre IV. La bifurcation de 1986 : la politique de *rehabilitation* profite à Kampala. 90
Section 1. Le retour de la sécurité et d'une certaine démocratie change la vie et la ville. 91
Section 2. L'Ouganda redevenant un espace fréquentable et attractif, sa capitale retrouve sa vocation de relais. 95
Les priorités macro-économiques 95
L'amélioration de la situation 99
Section 3. Le règlement des héritages politiques et la ville : 111
La question indienne, 111
Les questions baganda et leurs répercussions urbaines. 128

Chapitre V. L'accumulation démographique induite, ses déterminants et sa traduction spatiale : l'extension urbaine. 132
Section 1. La croissance démographique de Kampala : un phénomène continu. 132
Section 2. Les déterminants de la croissance naturelle spécifient la ville. 137
Section 3. Le bilan migratoire souligne son attractivité. 146
Section 4. Le résultat : une composition démographique originale. 159
Section 5. La traduction spatiale : l'extension de l'espace urbain. 167

Deuxième partie.
...que la société différencie, prend en charge et structure en vue de sa reproduction. 175

Chapitre VI. La différenciation infra-urbaine. 175
Section 1. La localisation de la dynamique spatiale. 175
Section 2. L'évolution des contrastes internes du peuplement. 185
Section 3. Les inégalités spatiales socio-démographiques. 192
Section 4. Le niveau élémentaire de la différenciation : l'habitat, sa qualité et son équipement. 210
Section 5. Une typologie des quartiers kampalais... 236
Section 6. ... rend nécessaire l'appréhension de la structure sociale. 242

Chapitre VII. De la démission de l'Etat aux pratiques individuelles et à l'intervention des institutions internationales : l'affirmation d'une dichotomie socio-technique centre/périphérie. 249
Section 1. La marginalité de la prise en compte de la question urbaine par l'Etat central... 250
Section 2. ... aggrave les déficiences de la municipalité et provoque les réponses des Kampalais. 253
L'exemple du ramassage des ordures. 259
L'exemple de l'accès aux équipements scolaires et sanitaires. 268
Section 3. La gestion de l'eau : l'intervention sectorielle de la Banque mondiale renforce la logique inégalitaire de la distribution. 278
Section 4. Le *first urban project*, ou quand la Banque tente de prendre en main la formulation de la la politique urbaine de l'Ouganda. 291

Chapitre VIII. La dynamique centrifuge et la mise en valeur des étendues urbaines. 297
Section 1. Une lente mobilité résidentielle centrifuge motivée par la course à la terre... 297
Section 2. ... induit la production des sols urbains... 307
Section 3. ... et leur mise en valeur. 323
Difficultés et lenteurs de la promotion immobilière 323
Succès de l'agriculture intraurbaine. 327

Chapitre IX. Les dynamiques centripètes unifient et structurent le système urbain. 332
Section 1. Les activités : des pôles périphériques à la centralité hégémonique. 332
Section 2. Des déplacements quotidiens à la constitution de groupes sociaux-spatiaux : la question des transports. 355

Conclusion générale. 371
Bibliographie 375
Liste des cartes et figures. 395
Listes des tableaux. 398
Table des matières. 401

I. F. R. A.
P. O. Box 584[illegible]
Nairobi Kenya